La Cour d'assises, traité pratique, par M. Charles Nouguier,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Nouguier, Charles (conseiller à la Cour de cassation). La Cour d'assises, traité pratique, par M. Charles Nouguier,.... 1860-1870.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

LA

COUR D'ASSISES

TRAITÉ PRATIQUE

IV

(Ier VOLUME.)

Paris — Imprimerie de Cosse et J. Dumaine, rue Christine, n° 2.

LA

COUR D'ASSISES

TRAITÉ PRATIQUE

PAR

M. Charles NOUGUIER

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE
IMPR.
DÉPÔT LÉGAL
Seine
1870

SECONDE PARTIE

Suspension, clôture et réouverture des débats.
Résumé du président. – Questions au jury : leur source,
ce qu'elles doivent contenir, leur rédaction, leur forme matérielle,
leur position.
— Formulaire des questions sur tous les crimes. —
Avertissements et remise des pièces au jury.

TOME QUATRIÈME

(1er VOLUME)

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE
COSSE, MARCHAL ET Ce, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION
Place Dauphine, 27

1870

EXPLICATION ET EXEMPLES

DES ABRÉVIATIONS

ET DES RENVOIS AUX DIVERS RECUEILS DE JURISPRUDENCE

Arr. — *Signifie : arrêt.*
Cass. . . . . arrêt de *cassation.*
Rej. . . . . arrêt de *rejet.*
Bull. . . . . *Bulletin criminel* de la Cour de cassation.
Bull. civ. . . . . *Bulletin civil* de la même Cour.
Bull. 162. . . . . *page* 162 du volume correspondant à l'année de l'arrêt.
Pal. . . . . *Journal du Palais.*
Pal. 162. . . . . *page* 162 du volume correspondant à l'année de l'arrêt, pour la partie du recueil qui est par ordre chronologique.
Pal. 57.1.162. . . *page* 162 du premier volume de l'année 1857.
S.D. . . . . *Recueil périodique* de Sirey-Devilleneuve.
S.D. 57.162. . . . *page* 162 de la première partie de l'année 1857.
S.C.N. . . . . Sirey-Devilleneuve, *Collection Nouvelle.*
S.C.N. 162. . . . . *page* 162 du volume correspondant à l'année de l'arrêt.
D.P. . . . . *Recueil périodique* de *Dalloz.*
D.P. 57.162. . . . *page* 162 de la première partie de l'année 1857.
D.P. 57.5.162. . . *numéro* 162 de la cinquième partie de l'année 1857.
D. v°. . . . . *Recueil alphabétique* de Dalloz, au mot indiqué.
D. v°..... n° 162. *numéro* 162 du recueil alphabétique, au mot indiqué.

Un article, qui n'est suivi d'aucune indication, désigne un article du Code d'instruction criminelle.

Les autres abréviations s'expliquant d'elles-mêmes, toute indication sp ciale est inutile ici.

AVIS DES ÉDITEURS.

Lorsque, l'année dernière, la mort est venue frapper M. le conseiller Nouguier, ses recherches étaient faites, sa rédaction était à peu près complète, et l'on peut dire qu'il avait terminé son œuvre. Toutefois, et si avancés que fussent ses travaux, il fallait les classer, leur donner leur forme définitive, et, en un mot, y mettre la dernière main. M. Louis Nouguier, avocat à la Cour impériale, a bien voulu s'imposer cette tâche fraternelle : nous pouvous donc, aujourd'hui, livrer au public la fin de ce monument élevé à la science du droit criminel.

Par l'importance et par le nombre des matières qu'il contient, le tome quatrième et dernier devait nécessairement être divisé en deux parties. Nous avons le soin d'accompagner chacune de ces parties de sa table particulière, et nous les mettons en vente aujourd'hui.

Paris, 2 janvier 1870.

LA

COUR D'ASSISES.

SECONDE PARTIE.

Premières formalités de l'audience. — Examen. — Débats. — Incidents. — Plaidoiries. — Clôture des débats. — Résumé. — Position des questions. — Délibération et déclaration du jury. — Délibération et arrêt de la Cour d'assises. — Procès-verbal de la séance.

LIVRE PREMIER.

De l'examen et des débats.

(Suite.)

CHAPITRE VI.

SUSPENSION, CLOTURE ET RÉOUVERTURE DES DÉBATS.

§ 1er. — *Suspension des débats.*

N° 2589. Art. 353, C. inst. crim.; — Principe : Continuité du débat; — Exception : faculté de le suspendre.

2590. Continuité du débat, excellente en théorie. – Suspension, nécessité de la pratique.

2591. Traits distinctifs de la suspension et de l'interruption.

2592. Exemples de suspension tirés de faits nés du débat lui-même.

2593. Distinction tirée de la nature des actes étrangers aux débats. Exemples.

2594. L'interdiction aux jurés de communiquer au dehors n'est pas prescrite à peine de nullité.

2595. Pouvoir discrétionnaire du président relativement à la suspension des débats.

2596. *Moments de la suspension* : Elle peut avoir lieu *avant* et *après* l'examen et les débats.

2597. *Durée* : Elle n'est pas fixée par la loi; pouvoir discrétionnaire; — Convenance de ne pas siéger les dimanches et fêtes.

2598. *Causes.* — L'art. 353, en indiquant la nécessité du repos, est purement énonciatif. — Exemples nombreux de diverses causes.

2599. *Mode d'exécution.* — L'interdiction de communiquer au dehors est, pour les jurés, un devoir de pure conscience. Inutilité de la séquestration des jurés.

2600. *Mode de constatation.* — Formule de procès-verbal. — En cela, rien qui soit de rigueur : Motifs et exemples.

2589. Ne laissons pas prononcer la clôture des débats sans nous être bien assurés que la Cour d'assises a exécuté comme il convient les prescriptions de l'art. 353, Cod. d'inst. crim. Cet article, qui reproduit, en y ajoutant; l'art. 418 du Code de l'an IV [1], porte :

« L'examen et les débats une fois entamés, doivent être « continués, sans interruption, et *sans aucune espèce de* « *communication au dehors*, jusqu'à la déclaration du jury « inclusivement. Le président ne pourra les suspendre « que pendant les intervalles nécessaires pour le repos « des juges, des jurés, des témoins et des accusés. »

De cette disposition se dégagent deux idées bien distinctes : la continuité du débat, comme principe, — la faculté de suspendre, comme exception.

2590. La continuité du débat, dont l'idée-mère a été empruntée à la législation anglaise, est chose excellente en théorie, excellente à ce point qu'il serait désirable que son exécution littérale fût possible. On obtiendrait, grâce à elle, ce double avantage et de soustraire les jurés à ces distractions du dehors qui peuvent effacer de

---

[1] L'art. 418 était ainsi conçu : « L'examen d'un procès une fois entamé, ne peut être interrompu ni suspendu, et il doit être continué « jusqu'à la déclaration du jury inclusivement, sauf les intervalles néces- « saires pour le repos des juges, des jurés et des témoins. »

leur esprit les impressions de l'audience et surtout les garantir contre toute tentative de suggestion, contre toute influence extérieure. C'est en vue d'un intérêt aussi important et afin de bien marquer tout le prix qu'il y attache, que le législateur de 1808, après avoir ordonné, avec le législateur de l'an IV, la continuation des débats *sans interruption*, a ajouté ces mots : *sans aucune espèce de communication au dehors*.

Nous sommes donc bien prévenus que tout ce qui brise le débat, tout ce qui permet aux jurés de s'en distraire et de s'en éloigner, est contraire au vœu de la loi. — Mais ce vœu pouvait-il être absolu ? devait-il conduire, dans la pratique, à la nécessité de procéder à l'examen, au débat et au jugement des affaires, même les plus longues, sans trêve, merci, ni repos et en séquestrant les jurés ? C'était, on en conviendra, bien difficile à admettre, surtout dans l'état de nos habitudes et de nos mœurs. — De là, le droit de suspendre les débats ; de là, aussi, pour les Cours d'assises, l'obligation de rechercher quel est le meilleur mode de conciliation possible entre la règle et l'exception, « la disposition générale de la première partie de l'art. 353 étant modifiée et restreinte par la seconde qui autorise la suspension des débats pendant les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des jurés, des témoins et des accusés » [1] ; de là, enfin, pour nous, la nécessité d'une étude très-attentive de la jurisprudence, afin de préciser exactement les limites dans lesquelles cette conciliation doit se renfermer.

2591. Avant tout, il faut bien s'entendre sur le sens comparatif de ces deux mots : *interrompre* et *suspendre* les débats. — Sans doute, la suspension est une interruption

---

[1] Rej., 31 octobre 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*287.

momentanée, mais une interruption restreinte. Elle se distingue, en effet, de l'interruption pleine et entière par une différence qui doit être substantielle, puisque la suspension est autorisée par la loi et que l'interruption est formellement interdite. Quelle est donc cette différence? La voici : suspendre le débat, c'est simplement le diviser en deux ou plusieurs parties, séparées entre elles par un ou plusieurs traits de temps. L'interrompre, c'est, sans doute, le diviser de la même manière, mais avec cette nuance capitale que, dans l'intervalle écoulé entre les diverses séances, les magistrats ou les jurés auront procédé à d'autres actes.— Supposez qu'au milieu d'une affaire on se soit arrêté pour s'occuper d'une autre et qu'on ait repris, à la suite, l'affaire momentanément abandonnée, il y aura eu interruption du premier débat et, partant, une violation manifeste du premier paragraphe de notre article.

C'est là ce que nous enseignent tous les précédents de la Cour de cassation. Lorsqu'ils valident une procédure pendant laquelle une suspension a été ordonnée, ils ont, d'ordinaire, le soin de bien marquer la distinction existant entre l'une et l'autre mesure et de dire, — comme un arrêt auquel j'aurai à revenir, — « que la Cour d'assises qui, pendant l'intervalle jugé par elle indispensable à l'instruction orale, *n'a vaqué à aucune autre affaire*, n'a pas excédé son droit, en interrompant le débat jusqu'à ce qu'il pût être utilement repris » (1).

Tels sont, en principe, les traits distinctifs de la suspension et de l'interruption : quelques exemples les feront mieux ressortir encore.

2592. Un premier point certain, c'est qu'on ne peut

(1) Rej , 16 octobre 1850 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 536.

pas prétendre que la Cour *vaque à une autre affaire* lorsque, pendant une suspension régulière, elle fait procéder à certains actes « en exécution d'une ordonnance rendue pendant les débats pour se procurer des renseignements qu'on a crus utiles à la manifestation de la vérité (1). » C'est là, plutôt, continuer l'affaire que l'interrompre.

Il en est de même lorsque divers membres de la Cour d'assises mettent à profit le temps de la suspension pour se rendre individuellement, et en vue de leur édification personnelle, sur le lieu du crime (2).

De même, encore, lorsqu'il s'agit de vider un incident d'audience, né dans le cours du débat, et, par exemple, lorsque « l'examen du procès est interrompu ou suspendu momentanément..... pour rétablir l'ordre troublé dans la salle du prétoire, par un homme pris de vin (3) »

2593. Mais la question offre plus de délicatesse quand il s'agit de faits que rien ne rattache aux débats. Dans ce cas, tout dépend de la nature des actes accomplis.

S'agit-il d'un acte de juridiction, d'un acte de procédure se référant à une affaire à laquelle on commence *à vaquer?* Point de doute, alors; par ces actes, on a interrompu le débat. Mais, s'il s'agit d'un acte de pure forme, de pure administration, s'il s'agit d'assermenter un garde forestier (4), s'il s'agit du simple prononcé d'un arrêt sur requête, rendu « dans l'intervalle d'une suspension régulièrement prononcée et avant que la Cour eût repris son audience, » pour ordonner la restitution d'un objet dé-

---

(1) Rej., 4 avril 1816 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, v° *Inst. crim.* n° 2085.

(2) Rej., 13 mars 1819 (M. Busschop, rapp.), *Ibidem.*

(3) Rej., 26 février 1807 (M. Lombard, rapp.), DALLOZ, n° 2099.

(4) Rej., 22 novembre 1832 (M. Thil, rapp.), *Pal.* 1832, 1576; DALLOZ, n° 2100.

posé au greffe [1]; — on ne peut sérieusement soutenir que la Cour ait vaqué à une autre affaire et qu'elle ait, par suite, interrompu l'affaire commencée.

2594. Maintenant que nous sommes bien fixés sur le sens des mots *interruption* et *suspension* des débats, entrons dans l'application de notre article et plaçons-nous, pour cela, en face des difficultés que cette application a fait naître.

La première s'est élevée sur le point de savoir s'il fallait attacher la peine de nullité à ce fait que, pendant une suspension régulièrement ordonnée, les jurés auraient *communiqué au dehors*, malgré la défense de notre article. — La question se présenta, dès les premières applications du Code d'instruction criminelle, dans une affaire qui avait occupé trois jours et où, entre la première et la seconde séance, les débats avaient été suspendus et les jurés laissés libres de quitter le palais. On se fit fort, devant la chambre criminelle, de ce fait de communication au dehors; mais vainement. Elle répondit, d'une part, que c'était là une des conséquences rationnelles du droit de suspension des débats [2], et, d'autre part, que la disposition du premier paragraphe de l'art. 353 *n'était pas prescrite à peine de nullité* [3].

---

[1] Rej., 19 avril 1849, — sur mes conclusions (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*139.

[2] Rej., 9 août 1811 (M. Liborel, rapp.), *Pal.*1811.535.

[3] Rej., 12 septembre 1811 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 2078; — 3 janvier, 12 septembre et 15 octobre 1812 (MM. Aumont, Busschop et Bailly, rapp.), *Pal.*1812.723 et 748; DALLOZ, *eod. loco*; — 17 août et 21 septembre 1815 (MM. Aumont et Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Pal.*1815.44; S.-V.15.1.297; DALLOZ, *eod. loco*; — 4 avril 1816 (M. Lecoutour, rapp.), cité *suprà*, n° 2592; — 13 mars 1819 (M. Busschop, rapp.), *Ibidem*; — 23 mars 1820 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.*1820.878; — 16 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1825.1045; S.-V.26.1.318; D.P.26.1.185; — 5 avril 1832 (M. Rives, rapp.), *Pal.*1832.938;

2595. Ce principe une fois conquis et la vertu du droit de suspension ainsi reconnu, il était intéressant de compléter la doctrine à cet égard, en recherchant jusqu'où cette vertu pouvait atteindre. De nombreux arrêts nous l'ont appris, en assimilant au pouvoir discrétionnaire lui-même, le pouvoir attribué au président par notre article. C'est ce qu'avait déjà indiqué l'un des arrêts que je viens de citer, l'arrêt du 17 août 1815; c'est ce qu'avait décidé, en thèse, l'arrêt également cité du 5 avril 1832; c'est ce que résument énergiquement plusieurs autres arrêts en disant, par exemple : « que le président a un pouvoir discrétionnaire pour fixer le moment et la durée des intervalles nécessaires pour le repos de ceux qui prennent part aux débats [1], » — ou bien qu'en renvoyant, *vu l'heure avancée, l'affaire au lendemain*, le président avait : « pris une mesure d'ordre qui rentrait exclusivement dans son pouvoir discrétionnaire, d'après les art. 269 et 353, Code d'instr. crim. [2]. »

S.-V.33.1.153; D.P.32.1.1344; — 16 octobre 1850 (M. Rocher, rapp.), cité *suprà*, nº 2591; — 3 novembre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*612.

[1] Rej., 4 novembre 1836 (M. Vincens Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*410.

[2] Rej., 7 juillet 1847 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*278; — Conformes : 17 avril 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), DALLOZ, nº 2083; — 4 avril 1816 (M. Lecoutour, rapp.), cité *suprà*, nº 2592; — 9 septembre 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Pal.*1819.528; — 18 janvier et 22 mars 1821 (M. Robert de Saint-Vincent et Clausel de Coussergues, rapp.), *Pal.*1821.319 et 471; — 23 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 177; — 1er avril 1830 (M. de Ricard, rapp.), *Pal.*1830.338; D.P.30.1. 191; S.-V.30.1.319; — 23 juin 1831 (M. Ollivier, rapp.). *Pal.*1831. 1732; D.P.31.1.271; — 27 juin 1833 (M. Isambert, rapp.), *Pal.*1833. 616; D.P.33.1.378.

Le président peut, néanmoins, — j'ai à peine besoin de le noter, — consulter, si bon lui semble, avant de faire usage de son droit, juges, jurés, témoins, accusés, etc. C'est ce que nous avons appris en étudiant le pouvoir discrétionnaire; c'est ce que décide, d'ailleurs, l'arrêt du 4 novembre 1836, cité en la précédente note.

2596. Telle est la jurisprudence, étudiée dans sa partie doctrinale : étudions-la, maintenant, dans sa mise en pratique, en lui demandant de nous dire à quels *moments* les débats peuvent être suspendus, — quelle est *la durée* que l'on peut assigner à leur suspension, — quelles sont *les causes* qui la légitiment, — quel est son mode *d'exécution* et *de constatation*.

Moments. — L'art. 353 dit expressément que le président pourra suspendre l'examen et les débats *une fois entamés*. Il s'ensuit, — et c'est là un point incontesté, — que la suspension peut avoir lieu à tous les moments de l'examen et des débats; mais ne peut-elle pas avoir lieu *avant?* Ne peut-elle pas avoir lieu *après?*

Nul doute à cet égard. Les expressions de notre article n'ont rien de restrictif et elles ont été toujours interprétées de la manière la plus large.

Et, d'abord, il est de règle notoire, — nous l'avons déjà vu (nos 1395 et suiv.), — qu'après le tirage du jury de jugement on peut supercéder à l'ouverture du débat; que l'on peut : séparer le tirage et l'ouverture du débat par une ou plusieurs heures [1]; — procéder successivement à la formation du tableau du jury pour toutes les affaires de l'audience et séparer, par suite, les dernières à juger par le jugement des premières [2]; — agir ainsi, alors même que le débat de l'affaire à juger devrait se prolonger jusqu'après minuit, c'est-à-dire, jusqu'au jour suivant [3]; — en dehors même de cette circonstance particulière, renvoyer, après le tirage, la cause au lende-

---

(1) Rej., 13 avril 1837 (M. de Saint-Marc, rapp.), *Pal.*1837.2.619; S.-V.37.1.1024; D.P.37.1.375.

(2) Rej., 3 septembre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Pal.*1812. 707; — 13 avril 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*137.

(3) Rej., 28 juin 1838 (M. Isambert, rapp.), *Pal.*40 1.311; S.-V.38.1. 510; D.P.38.1.465.

main[1]; — et, enfin, renvoyer après le tirage, la cause à un jour quelconque de la session, si,—comme je l'ai expliqué sous les nos 1427 et suiv., — le ministère public et l'accusé y consentent[2].

Voilà pour le droit d'anticipation. — Quant au droit inverse, il a été également consacré par la jurisprudence. Ainsi, il a été décidé « que la suspension de la séance, pendant un quart d'heure....., prononcée immédiatement après que le président avait déclaré les débats terminés, n'avait rien de contraire à l'autorisation donnée par l'art. 353[3]. » — Même décision pour une suspension ordonnée dans une situation extrême, c'est-à-dire dans un cas où, le ministère public ayant fait ses réquisitions pour l'application de la peine, l'accusé et son conseil ayant présenté leurs observations, il n'y avait plus qu'à prononcer l'arrêt[4].

De ces divers précédents il faut conclure que le choix du moment de la suspension est pleinement facultatif, puisqu'elle peut se placer entre le tirage du jury de jugement et l'arrêt de condamnation, c'est-à-dire entre le premier et le dernier acte de tout procès criminel[5].

2597. *Durée.* — La durée de la suspension est également chose purement facultative. On était d'autant plus

---

(1) Rej., 24 avril 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*165 ; — 7 juillet 1847 (M. de Crouseilhes, rapp.), cité sous le nº 2595.

(2) Rej., 8 février 1849, — sur mes conclusions, — (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*49.

(3) Rej., 13 mars 1823 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, nº 2391 ; — Conforme : 11 avril 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1817.176; S.-V.18.1.162; D.P.22.1.420.

(4) Rej., 16 février 1850 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*98.

(5) Je réserve expressément, toutefois, l'intervalle de temps consacré à la délibération du jury. Lorsque je traiterai ce sujet important, je rappellerai la règle pour bien mettre en relief la modification qu'elle reçoit alors.

à l'aise pour le décider ainsi, que l'art. 353 ne dit rien à cet égard et qu'il n'a point fixé le laps de temps qui pourrait être accordé entre les séances (1) et que, par son silence même, il donne au pouvoir du président une latitude toute discrétionnaire.

Aussi, il est admis maintenant : en premier lieu, que la suspension peut être de plusieurs heures et, par exemple, qu'elle peut avoir lieu de midi à trois heures (2); de quatre à sept heures (3); — qu'elle peut se prolonger du soir au lendemain (4), — et même au surlendemain (5).

Une suspension aussi prolongée a lieu presque toujours lorsque les débats ont une longueur exceptionnelle, et, habituellement, elle s'applique aux dimanches et jours de grandes fêtes. — Au moment où j'ai recherché quels sont les jours pendant lesquels il est permis de procéder au jugement des procès criminels, j'ai indiqué, d'avance, toutes les raisons de haute convenance qui devaient, d'ordinaire, en faire excepter *les dimanches et les jours de fêtes*

---

(1) Rej., 26 mai 1826 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1826.513; S.-V.27.1.177; D.P.26.1.370.

(2) Rej., 9 septembre 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), cité *suprà*, n° 2595.

(3) Rej., 16 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), cité *suprà*, n° 2594.

(4) Rej., 1er frimaire an XIII (M. Babille, rapp.), DALLOZ, n° 2079; — 10 mars et 9 août 1811 (MM. Benvenuti et Liborel, rapp.), DALLOZ, n° 2086; *Pal.*1811.535; — 11 avril 1817 (M. Ollivier, rapp.), cité *suprà*, n° précédent; — 18 janvier 1821 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), cité *suprà*, n° 2595; — 26 mai 1826 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1826.513; — 21 septembre 1839 (M. Vincens Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 2091; — 7 août 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*419.

(5) Rej., 23 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), cité *suprà*, n° 2595; — 1er avril 1830 (M. de Ricard, rapp.), *Ibidem*; — 23 juin 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Ibidem*; — 5 avril 1832 (M. Rives, rapp.), cité *suprà*, n° 2594; — 27 janvier 1844 (M. Vincens Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 2087; — 12 août 1858 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*371.

nationales ou religieuses reconnues. J'ai dit alors que le repos étant, tout ensemble, *une loi naturelle et positive, une loi civile et criminelle*, le juge devait à l'heure des suspensions d'audience, tout en se préoccupant des intérêts de la justice, chercher à les concilier avec le respect dû, soit à nos institutions nationales, soit aux traditions archi-séculaires de la foi ; que, par suite, il ne devait tenir séance en ces grands jours qu'exceptionnellement et qu'au cas où de graves motifs d'urgence légitimeraient cette exception (*voir* t. Ier, nos 407 et suiv.). — J'ai ainsi déterminé, par anticipation, l'étendue de la faculté que notre article a remise au président pour ménager, en assurant le repos de tous, les susceptibilités politiques et religieuses de notre pays.

Du reste, une suspension de trente-six heures n'est pas, pour le pouvoir du juge, une limite extrême. — Si des raisons péremptoires exigeaient une durée plus grande encore, nul doute que le président ne fût autorisé à l'ordonner. Pour mon compte, je ne vois, en cette matière, d'autre restriction que celle qui résulte de la différence établie par la loi elle-même entre *la suspension* et *l'interruption* des débats, et déjà nous avons appris en quoi consiste cette différence.

2598. *Causes*. — L'art. 353 n'indique textuellement qu'une seule cause, la nécessité du repos; mais, c'est là, — on le comprend, — une simple énonciation. — A cette cause, la jurisprudence à trouvé bien des équivalents, et il est acquis aujourd'hui que, lorsqu'on peut, par une suspension, aider dans une certaine mesure, soit au repos du corps, soit au calme de l'esprit, soit au développement de l'accusation ou de la défense, soit à la vérification des faits devant conduire plus sûrement à la découverte de la vérité, on doit s'empresser de le faire.

On le doit, par exemple :

Si, avant de prendre la parole, le ministère public demande un certain temps pour se recueillir [1];

Si les témoins ont à se remettre de leurs fatigues [2];

Si les jurés ont besoin d'un certain calme d'esprit pour se reposer des émotions de l'audience et coordonner leurs idées [3];

Si le conseil est frappé d'une indisposition qu'un repos d'une durée modérée peut faire disparaître [4];

Si les pièces à conviction n'ayant été produites à l'audience, il est nécessaire, pour les faire venir, de suspendre les débats pendant plusieurs heures ou de les remettre au lendemain [5];

Si l'audition d'un témoin défaillant paraissant utile, on suspend le débat, soit pour l'attendre [6], soit pour le faire rechercher [7];

Si le président, croyant devoir appeler de nouveaux témoins, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, il faut quelque temps pour les mander [8];

Si l'accusé se disant indisposé, il est nécessaire de commettre un médecin, de le faire venir, et de s'assurer ainsi de la possibilité, pour l'accusé, de continuer le débat [9];

Si une pièce nouvelle étant produite, il paraît utile de

---

(1) Rej., 8 vendémiaire an VI (M. Chasles, rapp.), DALLOZ, n° 2079.
(2) Rej., 16 germinal an VIII (M. Boileux, rapp.), *Ibidem*.
(3) Rej., 26 mai 1826 (M. Brière, rapp.), cité *suprà*, n° précédent.
(4) Rej., 12 avril 1832 (M. Brière, rapp.), *Pal.* 1832.957.
(5) Rej., 16 octobre 1850 (M. Rocher, rapp.), cité *suprà*, n° 2591. — Voir, en sens contraire, un arrêt qui ne pouvait pas être suivi du 21 thermidor an VII (M. Méaulle, rapp.), DALLOZ, n° 2094.
(6) Rej., 14 août 1832 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2091.
(7) Rej., 5 avril 1832 (M. Rives, rapp.), cité *suprà*, n°s 2594 et précédent.
(8) Rej., 18 thermidor an IX (M. Vallée, rapp.), DALLOZ, n° 2089.
(9) Rej., 18 mai 1837.

se renseigner au dehors sur son plus ou moins d'authenticité (1);

Si, au cours du débat, une expertise paraît indispensable et qu'il faille mander les experts, recevoir leur serment et leur donner le temps de procéder (2);

En un mot, s'il survient de ces circonstances particulières et imprévues que le président ou la Cour d'assises doivent apprécier et sur lesquelles ils doivent statuer dans leur conscience (3).

Ces divers exemples suffisent pour démontrer combien est élastique l'indication donnée par l'art. 353; combien est large, dans l'application des causes de suspension, le pouvoir des Cours d'assises. A vrai dire, elles n'ont, à cet égard, — et je le répète, pour me résumer, avec l'arrêt du 21 mars 1821, — qu'une règle, celle de leur conscience.

2599. *Mode d'exécution*. — D'avance, nous sommes fixés, à cet égard. Nous savons, par plusieurs des précédents déjà cités, que, pendant la durée de la suspension, les jurés ne sont pas tenus de rester dans leur chambre; — que, comme le dit un des plus anciens arrêts, le fait de leur communication au dehors, pendant cet intervalle, peut bien être « une désobéissance à la loi, mais non une nullité de procédure (4) »; — que cette communication au dehors pouvant, non-seulement se prolonger pendant quelques heures, mais s'étendre au lendemain ou aux jours suivants, les jurés sont autorisés à se conformer à leurs habitudes et à prendre où bon leur semble et leur repas et leur repos de la nuit; — que

---

(1) Cour sup. belge, 16 mai 1814, DALLOZ, nº 2088.

(2) Cour de cass. belge, 27 septembre 1819; DALLOZ, *Ibidem*.

(3) Rej., 21 mars 1821 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Pal.* 1821. 471.

(4) Rej., 6 février 1812 (M. Busschop, rapp.), *Pal.* 1812.99.

cette jurisprudence, dont les premières assises ont été posées sous l'ancien Code, par un arrêt de l'an VII [1], s'est continuée sans variation jusqu'à ce jour.

Il est donc vrai de dire, en définitive, qu'une fois la suspension des débats ordonnée, les membres du jury de jugement sont rendus à leur pleine liberté d'allures et de relations, que la loi les abandonne à peu près entièrement à eux-mêmes [2]; mais, qu'à défaut de la loi, leur devoir les suit et qu'ils manqueraient à ce devoir s'ils provoquaient, ou s'ils acceptaient, la moindre communication sur l'affaire.

Sans doute, la loi, en défendant toute communication au dehors, avait en vue, pour retenir les jurés, un frein plus énergique qu'un frein tout de conscience; sans doute, elle avait devant les yeux l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis, où le principe de la séquestration des jurés est exécuté à la lettre, et, au moment où fut inauguré, en France, le jugement par le jury des procès criminels, elle crut à la possibilité de l'importation de cette mesure. On rêva, par exemple, la fondation d'une sorte d'annexe aux palais de justice, dans lequel les jurés de jugement auraient été confinés, de jour et de nuit, pendant toute la durée du procès; mais, — je l'ai dit, — ce rêve se heurta contre un obstacle à peu près invincible, nos habitudes et nos mœurs, et, avant même d'avoir pris corps, il s'évanouit. Quelques criminalistes le regrettent, et, de ce nombre, M. TRÉBUTIEN. Dans son excellent *Cours élémentaire de droit criminel*, — t. 2, p. 386, — il dit, et avec raison, que « la jurisprudence a réduit à une

---

(1) Rej., 14 thermidor an VII ou XI (M. Jeaume, rapp.), DALLOZ, n° 2079.

(2) Je dis : *à peu près entièrement*, sauf à préciser la valeur de ces mots, quand je m'occuperai de la *délibération du jury*.

« garantie *purement morale* une garantie que la loi avait « voulu rendre *matérielle* et absolue » ; mais une pratique de près d'un siècle a prouvé que, dans notre pays, la *garantie morale* a une puissance réelle, une efficacité pleine et entière. Je ne puis donc regretter avec lui que l'on ait fait disparaître des précautions et des entraves que condamneraient et leur caractère humiliant et leur inutilité.

2600. *Mode de constatation.* — Lorsque le président croit devoir ordonner une suspension des débats, il dit : *les débats sont suspendus et renvoyés à telle heure, — ou à demain telle heure, — ou à tel jour, telle heure* [1].

Au jour et à l'heure indiqués, chacun ayant repris sa place, le président dit : *les débats sont repris*, et le procès-verbal fait mention du tout en disant :

Et attendu qu'il était cinq heures de relevée, qu'une suspension d'audience était nécessaire pour le repos de la Cour, des jurés, des témoins et des accusés, M. le président a déclaré que l'audience était suspendue et l'a renvoyée au lendemain matin, dix heures. — Et ont signé M. le président et le greffier. GOUJET. BLONDEAU.

Et le vingt juillet, audit an, dix heures du matin, la Cour, composée comme il a été dit hier, M. l'avocat général et le greffier se sont rendus dans la salle d'audience de ladite Cour d'assises, où étaient présents et libres les accusés assistés de leurs défenseurs. Les douze jurés de jugement ayant repris leurs places et l'audience étant publique, il a été procédé comme il suit :

Tels sont, lorsque le président et le greffier agissent régulièrement, le mode de procéder et le mode de constatation.

Mais on pressent, — je pense, — que rien de tout cela n'est de rigueur. Comment en douterait-on? Nous som-

---

[1] Ou bien : La séance est suspendue et renvoyée à... etc.

mes en matière pleinement facultative, en présence d'un pouvoir assimilé au pouvoir discrétionnaire et qui, du fond, s'étend, *à fortiori*, à la forme. Qu'importe, en effet, que le président dise, ou ne dise pas : *les débats sont suspendus..... les débats sont repris.....*, si, pendant les débats et la suspension, tout s'est accompli régulièrement et si, au moment de la reprise de l'audience, toutes les conditions nécessaires à la validité de la procédure se trouvent réunies? Prononcer la nullité dans ce cas, alors qu'aucun intérêt n'a été touché, ce serait faire du formalisme à outrance : ce serait, aussi, se mettre en opposition avec l'esprit bien évident de la jurisprudence.

On en sera facilement convaincu si l'on veut bien se reporter à certains des arrêts qui l'ont fondée et, par exemple, à l'arrêt qui décide qu'on peut « procéder à la continuation des débats avant que le président ait déclaré l'audience reprise..... s'il n'a été rien fait..... qu'après que la Cour a été constituée et toutes les personnes intéressées à leur poste [1] »; — à celui qui, en présence d'un procès-verbal dans lequel le greffier s'était servi tantôt de ces mots : *levé la séance*, tantôt des mots : *suspendu la séance*, juge que « ces expressions différentes, rapprochées des motifs donnés par le procès-verbal, ne constituent évidemment qu'un fait unique, c'est-à-dire l'usage de la faculté établie par l'art. 353 [2] »; — à celui qui permet, lorsque les débats ont été suspendus et repris et qu'il en a été fait mention, de rédiger le procès-verbal de la séance en un seul contexte, sans faire signer à part la mention de la suspension et de la reprise [3].

---

(1) Rej., 23 avril 1835 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*186.

(2) Cass., 12 décembre 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*487.

(3) Rej., 23 mai 1846 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.*46.2.198; S.-V.46.1.508.

Considérons donc comme à peu près insignifiantes les omissions du président ou du greffier à cet égard, mais tout en les engageant à ne pas les commettre. Pour cela, ils n'auront qu'à se conformer, soit quant au mode de procéder, soit quant au mode de constatation, aux formes et aux modèles que je viens d'indiquer.

§ 2. — *Clôture des débats.*

N° 2601. Art. 335. — Après l'ordonnance de clôture, plus de place pour autre chose que le résumé du président.
2602. Une ordonnance écrite n'est pas de rigueur.
2603. Une ordonnance verbale n'est même pas indispensable. — En commençant son résumé le président prononce implicitement la clôture. — Convenance d'une ordonnance et de sa mention au procès-verbal.

2601. La clôture des débats est prononcée en exécution de l'art. 335, qui règle, comme nous le savons, la discussion du procès, et qui porte, après la disposition transcrite sous le n° 2539 : « Le président déclarera ensuite que les débats sont terminés. »

Ces mots, pour être bien compris, n'ont pas besoin de commentaires. Ils disent nettement qu'à partir de ce moment, il n'y a plus à revenir sur l'instruction orale et que tout retour sur cette instruction, — audition de témoin ou d'expert,—apport ou lecture de pièces,—acte du président, — discussion de la part du procureur général, de la partie civile, de l'accusé, etc., est sévèrement interdit. Il s'ensuit qu'il n'est pas permis, après que la clôture des débats a été prononcée, de faire usage d'un nouvel élément de preuve, alors même qu'il aurait été recueilli très-régulièrement. Cet usage vicierait la procédure d'une nullité substantielle et d'ordre public, ainsi que l'a décidé un arrêt dans une affaire où, une expertise médico-légale

ayant été ordonnée au cours des débats, et le rapport des experts n'ayant été déposé qu'après leur clôture, la Cour avait cru pouvoir en faire état, alors, cependant, qu'il n'avait été l'objet ni d'une communication régulière, *ni d'une discussion contradictoire* (1).

Il faut donc tenir pour constant qu'après l'ordonnance de clôture des débats il n'y a plus de place, — le droit de les rouvrir étant réservé, — que pour une seule formalité, le résumé du président.

2602. Quand je dis, *l'ordonnance de clôture des débats*, je n'entends pas parler d'une ordonnance écrite, puisque la loi n'en exige point et qu'elle se contente de cette mention du procès-verbal : *M. le président a dit que les débats étaient terminés*. » — Il ne s'agit donc que d'une ordonnance verbale, et, dans la pratique, on n'en rend jamais d'autres.

2603. Mais je vais plus loin et j'ajoute qu'elle peut être impunément oubliée. — Que le président, par exemple, commence son résumé immédiatement après les plaidoiries, nul doute que la clôture des débats ne ressorte virtuellement de ce fait et que la clôture, toute implicite qu'elle est, n'entraîne les mêmes conséquences de droit qu'une clôture explicite. Ici, comme pour la suspension des débats, comme pour leur reprise, nous sommes en présence d'une mesure de pure forme, dont l'exécution ou l'oubli n'affecte aucun intérêt et qui peut, dès lors, être négligée sans péril ; mais comme la loi la recommande et qu'elle a quelque mérite comme mesure d'ordre, par cela seul qu'elle frappe l'attention et la concentre sur la phase nouvelle dans laquelle la procédure va entrer, il est bon que les présidents s'en souviennent et qu'ils

---

(1) Cass., 27 avril 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 223.

veillent, lorsqu'ils l'ont accomplie, à ce que mention en soit faite au procès-verbal.

§ 3. — *Réouverture des débats.*

N° 2604. Certitude du droit de rouvrir les débats.

2605. *Moment.* — Réouverture possible jusqu'à ce que le verdict des jurés soit intervenu : même quand ils ont commencé leur délibération et résolu une partie des questions.

2606. Même encore quand, les jurés rentrés à l'audience, leur chef s'apprête à lire leur déclaration.

2607. La déclaration du jury lue à l'audience, le droit de réouverture expire. — Exemple et discussion d'un arrêt.

2608. *Par qui la réouverture est ordonnée.* — S'il n'y a opposition, c'est par le président.

2609. En l'absence de tout contentieux, la Cour ne commet pas un excès de pouvoir en ordonnant elle-même la réouverture.

2610. En cas d'opposition, qui constitue une matière contentieuse, un arrêt est indispensable.

2611. La réouverture des débats est une mesure d'initiative ou sollicitée. — Souveraineté du droit du président et de la Cour.

2612. *Causes de la réouverture.* — Elles ne sont pas définies : l'intérêt de la vérité est le seul élément à consulter. — Exemples.

2613. Quand, dans son résumé, le président lit des pièces nouvelles, nécessité de rouvrir les débats, si cette mesure est requise par l'accusé ou le ministère public. — Renvoi.

2614. Quelques mots à échanger ne sont cause à réouverture des débats et n'en ont pas le caractère.

2615. *Forme et constatation.* — Pas de formule sacramentelle : pas de nullité si la réouverture n'est pas déclarée et constatée, alors que, en fait, elle a existé.

2616. Convenance d'une constatation et ses formes ordinaires. — Modèle des mentions du procès-verbal.

2604. Le droit de rouvrir les débats a été contesté. D'anciens criminalistes, se fondant sur ce que la loi ne contient pas de texte pour le concéder, ont nié son existence ; mais, si la loi est muette, la force même des choses parle pour elle. Comment admettre, en effet, une forclusion en semblable matière? Comment supposer que la loi

ait voulu repousser un témoin dont la déposition peut être décisive, un document dont la lecture peut changer du tout au tout le débat, en leur disant : Il est trop tard? — L'opinion que je répudie était donc une erreur manifeste : aussi les Cours d'assises comprenant bien que les formes de la procédure criminelle ont été combinées, non pour étouffer la justice, mais pour en assurer le triomphe définitif, se sont-elles empressées d'abaisser tous les obstacles devant les preuves qui demandaient à se produire et de rendre la voie libre à la vérité.

Je n'ai donc pas à disserter sur le droit lui-même : son principe est reconnu depuis longtemps et aujourd'hui il n'est plus permis de s'expliquer que sur son application. C'est ce que je vais faire en recherchant : jusqu'à quel moment il est possible de rouvrir les débats ; — par qui cette réouverture peut être ordonnée, — pour quelles causes, — dans quelle forme et sous quelle constatation il s'exécute.

2605. *Moment où expire le droit de rouvrir les débats.*— Ce que je viens de dire indique clairement que, relativement au temps pendant lequel il peut se produire, ce droit n'a en quelque sorte pas de limite ; en termes plus précis, qu'il s'exerce tant que la Cour d'assises n'a pas épuisé une partie de ses pouvoirs, c'est-à-dire tant que le verdict du jury n'est pas intervenu.

On en avait douté dans l'origine, ou plutôt on avait cru devoir décider, sous le Code de l'an IV, que, lorsque la délibération du jury était commencée, la réouverture des débats n'était plus possible [1] ; mais cette solution a été abandonnée, et il est de principe aujourd'hui « que les dispositions de l'art. 343, Cod. d'inst. crim., qui inter-

(1) Cass., 12 messidor an VII (M. Dor, rapp.), *Bull.* 33

disent toute communication extérieure aux jurés jusqu'au moment où ils ont formé leur déclaration, ne doivent s'entendre que d'une communication spontanée et volontaire de la part du jury, non de celle qui est nécessitée par des circonstances dont l'appréciation appartient soit au président de la Cour d'assises, soit à la Cour d'assises elle-même...; » et, qu'en conséquence, la Cour peut rentrer en séance et rappeler les jurés à l'audience [1].

Et peu importe qu'au moment où ils sont ainsi rappelés, les jurés aient, ou non, commencé leur délibération, résolu, ou non, une partie des questions. Si l'arrêt de 1856 a fait état, en fait, de cette circonstance, l'arrêt de 1858 ne s'en est pas préoccupé, et il pose en thèse de droit absolu, la règle que, tant que la délibération n'est pas arrivée à son terme, les débats peuvent être rouverts [2].

2606. Pour donner à cette règle sa véritable portée, il faut faire un pas de plus; il faut supposer que les jurés ont terminé leur délibération; que, rentrés à l'audience, ils ont repris leurs places et que leur chef, debout et la main sur le cœur, se dispose à lire leur déclaration. Est-il trop tard à ce moment? Non. La déclaration n'appartient encore qu'aux jurés et nul doute que si, avant d'en entendre la lecture, le besoin d'un nouveau débat se faisait sentir, le président, ou la Cour, n'eût le pouvoir de l'ordonner.

2607. Mais c'est là la limite extrême. Si les choses ont été poussées plus avant, si le verdict a été lu, le jury a *consommé son pouvoir*, irrévocablement accompli son œuvre et proclamé, dans la sphère de ses attributions, la

---

(1) Rej., 26 décembre 1856 (M. Lesérurier, rapp.), *Bull.*640; — Cass., 16 juin 1820, — intérêt de la loi, — (M. Busschop, rapp.), *Bull.*242;— 12 février 1858 (M. Rives, rapp.), *Bull.*85.

(2) Rej., 4 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*1.

chose définitivement jugée. Plus de possibilité, à ce moment, de prétendre au droit de rouvrir les débats ; la chose jugée s'élève contre ce droit maintenant expiré, comme une barrière insurmontable [1].

Une Cour d'assises en avait pensé autrement ; après la lecture de la déclaration du jury, elle avait cru pouvoir annuler l'ordonnance de clôture des débats et autoriser leur réouverture, pour donner au président la faculté de poser une question d'excuse qu'il avait omise ; mais, sur un pourvoi formé dans l'intérêt de la loi, sa décision a été cassée par l'arrêt du 16 juin 1820 que je viens de noter.

Cet arrêt, que je ne transcris pas à cause des longs développements dans lesquels il est entré, est très-curieux à consulter. Il expose la doctrine avec une grande force et donne au droit de rouvrir les débats une latitude presque infinie. Il concède, en effet, qu'un cas peut se présenter où cette latitude devra s'étendre même au delà de la lecture du verdict et jusqu'au moment où la Cour d'assises, par son jugement, se sera absolument *dessaisie de l'affaire*. Ce cas serait celui « où il serait découvert quelque nouveau fait, qui n'eût pas été connu dans les débats et qui, néanmoins, paraîtrait de nature à devoir exercer de l'influence sur la preuve des faits de l'accusation ou sur la peine qu'ils doivent faire encourir ». — Cette concession ne s'éloigne-t-elle pas des vrais principes? En présence des règles organiques de notre juridiction de grand criminel, de la division des pouvoirs qu'elles établissent entre le jury et les Cours, de l'indépendance

---

(1) Je réserve, bien entendu, le cas où, la déclaration du jury étant incomplète, irrégulière ou obscure, la Cour d'assises renvoie le jury dans la chambre de ses délibérations. Dans ce cas, comme la première déclaration n'est acquise à personne, qu'elle peut être modifiée, en tout ou en partie, on se retrouve placé dans la même situation qu'avant la lecture et soumis à la même règle.

de ces deux pouvoirs entre eux, décider que, lorsque le jury a épuisé les siens, la Cour peut remettre en question l'usage qu'il en a fait, c'est, peut-être, s'élever contre le grand principe de l'irrévocabilité des décisions judiciaires, et, cependant, cette hardiesse ne me déplaît pas ici. L'arrêt prévoit une situation tout exceptionnelle; se mettant en face d'une révélation inattendue, dont l'influence sur l'imputabilité du crime, ou sur la pénalité, peut être déterminante, il prend sans doute moins de souci de la logique que de la vérité et de la justice : est-ce un tort? J'hésite à le dire et je consens même à faire comme lui et à admettre l'exception qu'il propose, mais à la condition que la règle n'en souffrira pas et qu'il restera bien convenu que, cette exception une fois faite, le droit de rouvrir les débats expirera au moment où la déclaration du jury aura été lue en audience publique.

2608. *Par qui est ordonnée la réouverture des débats.*— Comme on le sait, c'est le président qui prononce la clôture des débats. Il semble donc tout naturel qu'il ait aussi le droit de les rouvrir. On a, pourtant, soutenu le contraire; mais la jurisprudence a répondu « qu'aux termes de l'art. 335, la clôture des débats est ordonnée par le président; qu'il suit de cette disposition, combinée avec la disposition de l'art. 268, qu'à lui..... appartient le droit de reprendre, par une nouvelle ordonnance, l'ordonnance de clôture émanée de lui, au cas où la réouverture des débats lui paraît utile à la manifestation de la vérité, et s'il n'y a, à cette ouverture, opposition ni de la part du ministère public, ni de la part de l'accusé; que cette opposition seule crée une matière contentieuse nécessitant l'intervention de la Cour..... » (1).

(1) Rej., 27 août 1852 (à mon rapport), *Bull.*516; — Conformes : Rej., 10 janvier 1833 (M. Rives, rapp.), *Pal.*1833.25; D.P.34.1.434; —

2609. Toutefois, il ne faudrait pas conclure de cette jurisprudence que si, en l'absence de tout contentieux, la Cour d'assises rendait elle-même l'ordonnance de réouverture, elle commettrait un excès de pouvoir. Comme le président n'agit pas en vertu du pouvoir discrétionnaire, qu'il agit en conséquence de la prescription de la loi aux termes de laquelle il a prononcé la clôture des débats, il peut, — ainsi que je l'ai dit en traitant du pouvoir discrétionnaire (n° 2353), — il peut, dis-je, provoquer le concours de ses assesseurs et procéder avec eux [1].

2610. Il le doit, d'ailleurs, si la mesure donne lieu à une véritable contestation, si, par exemple, « il y a opposition, de la part de l'accusé, à ce que le président..... rouvre les débats qu'il avait déclarés fermés; cette opposition forme une matière contentieuse sur laquelle il est du devoir de la Cour d'assises de prononcer; si elle dit qu'il est hors de ses attributions de statuer *sur les conclusions prises, à cet égard, par l'accusé*, et qu'il n'y a lieu à délibérer, elle contrevient aux dispositions de l'art. 408, § 2 du Code d'instr. criminelle et méconnaît sa compétence » [2].

---

27 mars 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*113; — 19 avril 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*147; — 26 août 1841 (M. Rocher, rapp.), D.P.41.1.435; — 12 février 1858 (M. Rives, rapp.), cité sous le n° 2605; — 28 juillet 1864 (M. Du Bodan, rapp.), *Bull.*363; — 2 janvier 1868 (M. Zangiaconi, rapp.), *Gaz. des Trib.* du 3 janvier 1868;

[1] Rej., 8 novembre 1832 (M. Thil, rapp.), *Bull.*618; — 20 mai 1837 (M. Choppin, rapp.), S.-V.37.1.653.

[2] Cass., 30 août 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*214; — 28 avril 1820 (même rapp.), *Bull.*168; — 22 juillet 1829.

Je rappelle ici qu'il n'y a de contentieux, exigeant l'intervention de la Cour, que lorsqu'elle est saisie par des réquisitions du ministère public ou par des conclusions des parties. Ainsi, dans une affaire où le Conseil avait, *sans conclure*, demandé la réouverture des débats et où le président avait passé outre sans faire rendre arrêt, le pourvoi a été rejeté : — 3 février 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*74.

2611. Du reste, l'exercice de ce pouvoir peut avoir lieu d'office, comme il peut être provoqué. Que l'on consulte les nombreux précédents intervenus sur la matière et l'on verra que, si la réouverture des débats est, le plus souvent, un acte d'initiative, parfois elle est sollicitée par l'un de ceux qui, à des titres divers, ont une part aux débats, accusé, conseil, procureur général, partie civile, jurés, témoins ; mais,—je répète mon expression,—ils *la sollicitent*, tandis que le président et la Cour sont investis, et seuls, du droit de décider et, qu'appréciant souverainement l'utilité de la mesure, ils la repoussent ou l'ordonnent.

2612. *Causes qui peuvent déterminer la réouverture des débats*. — Ces causes ne pouvaient être définies. Variables comme les espèces, elles naissent presque toujours de l'imprévu. De là, la nécessité de s'en remettre, d'ordinaire, à la prudence du juge qui n'a à prendre conseil que d'un intérêt, celui de la vérité. — Toutes les fois qu'il croira faciliter ainsi sa manifestation, il s'empressera de rouvrir les débats ; il maintiendra, au contraire, leur clôture, s'il pense que, en les rouvrant, il les allanguit sans les éclairer.

Il les rouvrira, par exemple, si un témoin important n'arrive à l'audience qu'après l'ordonnance de clôture [1] ;

Si, pendant le résumé, un des témoins entendus croit avoir été mal compris et juge utile de compléter ou de rectifier sa déposition [2] ;

S'il paraît nécessaire de provoquer certains témoins à expliquer plus catégoriquement la leur [3] ;

---

[1] Rej., 2 février 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Gaz. des Trib.* du 3 février 1844 ; — 6 octobre 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 571.

[2] Rej., 19 avril 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), cité sous le n° 2608.

[3] Rej., 27 mars 1834 (M. Dehaussy, rapp.), cité sous le n° 2608 ; — 26 juillet 1835 ; — 31 août 1837.

S'il paraît également nécessaire, dans une affaire suivie avec le concours d'un interprète, de faire interpréter certaines parties du débat qu'on a laissé s'accomplir sans son intervention (1);

Si, l'accusé réclamant, au moment de la lecture des questions, la position d'une question d'excuse, il paraît indispensable d'en vérifier, au contrôle d'un nouveau débat, le plus ou moins de réalité (2);

Si le président s'aperçoit, pendant la délibération du jury, qu'il a commis une erreur dans la rédaction des questions (3);

S'il se rappelle, après avoir prononcé la clôture des débats, qu'ayant examiné les accusés séparément les uns des autres, il a repris la suite des débats généraux, sans les instruire de ce qui avait été dit et fait en leur absence (4);

Si, dans son résumé, il a cru devoir donner lecture de nouvelles pièces (5).

C'est là mon dernier exemple; mais j'ai à m'y arrêter incidemment pour poser une question à laquelle il a donné lieu plusieurs fois.

2613. Lorsque, en résumant l'affaire, le président lit des pièces nouvelles ou signale de nouveaux faits et qu'à la suite il rouvre les débats pour les livrer à la discussion contradictoire des parties, tout est incontestablement à l'abri de critique; mais si, poursuivant sa marche, il ne rouvre pas les débats, qu'advient-il?

Le moment serait ici de traiter cette difficulté; cepen-

---

(1) Rej., 6 septembre 1849.
(2) Rej., 8 novembre 1832 (M. Thil, rapp.), cité sous le nº 2609,
(3) Rej., 26 décembre 1856 (M. Lesérurier, rapp.), cité sous le nº 2605.
(4) Rej., 10 janvier 1833 (M. Rives, rapp.), cité sous le nº 2608.
(5) Rej., 27 mars 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Ibidem*.

dant, pour éviter les redites, j'en ajourne l'examen au chapitre suivant, n°s 2632 et suiv.

2614. Notons, en passant, que s'il s'agit uniquement de quelques mots à échanger, ce n'est, à vrai dire, ni une cause à réouverture des débats, ni une circonstance pré-sentant le caractère de cette mesure. — *Est modus in rebus.* — Ainsi jugé dans une espèce où, sur une observation de l'accusé touchant à la position des questions, « le président avait fait rappeler deux témoins pour leur demander une explication relative à cette observation [1]. »

2615. *Forme* [1] *et constatation de la réouverture des débats.* — Rien n'est sacramentel à cet égard, et cela se comprend, aussi bien pour la réouverture des débats que pour leur suspension, leur reprise, leur clôture. Qu'importe, en effet, que le président oublie de dire que l'ordonnance de clôture est rapportée? Qu'importe même qu'il oublie de dire : les débats sont rouverts, si, de fait, il les rouvre et si tout ce qui s'y passe de nouveau s'accomplit avec une entière régularité? Supposons, par exemple, qu'après le résumé un témoin défaillant se présente ; que le président l'entende en se conformant scrupuleusement à toutes les prescriptions des art. 317, 319 et 320; que, le témoignage reçu, la discussion du procès recommence entre toutes les parties en cause ; que l'accusé ait la parole le dernier; qu'enfin, le président fasse un nouveau résumé, est-ce qu'il sera possible de trouver un grief sérieux dans l'oubli de quelques mots de pure forme, dont l'action a été nulle et l'innocuité complète?

---

(1) Au nombre des questions de *forme* auxquelles peut donner lieu l'ordonnance de réouverture des débats, s'élève celle de savoir si cette ordonnance peut être rendue à *huis clos*. Je ne touche pas ici à cette question, la réservant pour le moment où, nous trouvant en présence du *huis clos*, nous rechercherons quelles sont les conditions légales de cette exception au grand principe de la publicité.

Quelques auteurs croient cependant à la gravité de ce grief. Ils accordent bien que l'annulation de l'ordonnance de clôture des débats est inutile si le président proclame expressément leur réouverture, parce que cette dernière ordonnance implique nécessairement l'annulation de la première; mais ils soutiennent que, sans cela, la première conserve sa force, parce qu'une ordonnance ne saurait être anéantie légalement par les faits accomplis en contradiction à ses prescriptions. Je n'hésite pas à dire qu'ils se trompent; qu'ils attribuent à une question de forme une importance qu'on refuse à des questions de ce genre, toutes les fois que la forme omise ou violée n'est ni substantielle, ni prescrite à peine de nullité; que, dès lors, la difficulté se concentre dans le point de savoir si un droit a été compromis, si un intérêt a été lésé; et que, dans l'hypothèse donnée, il est impossible de réclamer au nom d'un intérêt lésé ou d'un droit méconnu.

2616. Il n'y a donc ici, — je le répète, — ni forme, ni formule sacramentelle; mais ce n'est pas une raison pour les présidents de se dispenser de celles qui sont constamment suivies. Leur exécution offre un avantage pareil à celui que j'ai déjà signalé pour l'ordonnance de clôture des débats, l'avantage d'appeler plus vivement l'attention sur les nouveaux détails dans lesquels on va s'engager. Il est donc désirable, à mes yeux, que, lorsque les présidents veulent rouvrir les débats, ils annulent l'ordonnance de clôture et disent : *Les débats sont rouverts.* — A la suite, le procès-verbal mentionnera en ces termes et la première clôture des débats, et leur réouverture, et leur clôture définitive :

M. le président a prononcé que les débats étaient terminés. Il a commencé le résumé de l'affaire; mais, à cet instant, un juré a demandé à faire une question qu'il jugeait importante (1) : cette demande nécessi-

(1) Bien entendu que cet incident est ici *exempli causâ*.

tant la réouverture des débats, M. le président a annulé la clôture des débats qu'il avait ordonnée et les a déclarés rouverts.

Après qu'il a été satisfait à la question du juré, M. le président a demandé à la partie civile, à M. l'avocat général, aux accusés et à leurs conseils, s'ils avaient quelque chose à ajouter ou à dire; chacun d'eux a été entendu et les accusés ont eu la parole les derniers.

M. le président a prononcé de nouveau que les débats étaient terminés. Il a résumé l'affaire...

CHAPITRE VII.

RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT DES ASSISES [1].

N° 2617. Observation générale.
2618. Art. 336, § 1 et 2, du Code d'inst. crim. — Division du chapitre.

2617. Les plaidoiries sont terminées; personne ne demandant plus la parole, la clôture des débats est prononcée. A ce moment, dans tous lès tribunaux, s'ouvre la délibération que doit suivre le jugement. En Cour d'assises, un acte spécial précède cette délibération, destiné à la préparer et à la faciliter : c'est le résumé du président; acte souvent attaqué, comme une superfétation, même comme un danger; toujours maintenu; justifié par les nécessités de la procédure des jurés, par les motifs de sa création. En parlant du résumé, je toucherai à la théorie et à l'histoire, tout en laissant le pas à la loi, à la jurisprudence et aux traditions de la pratique.

---

[1] Ce chapitre est l'œuvre personnelle de M. Ch. Berriat-Saint-Prix, conseiller à la Cour impériale de Paris. Ce magistrat, si versé dans la science du droit criminel, a bien voulu, en outre, me remettre des notes sur lesquelles j'ai rédigé les parties des chapitres II et IV relatives à l'interprète, aux expertises, aux transports et vérifications extérieures, — voir tome 3, pages 187 à 239, 649 à 691. Ch. N.

2618. Le Code d'instruction criminelle porte :

Art. 336, § 1 et 2. « Le président résumera l'affaire.

« Il fera remarquer aux jurés les principales preuves pour ou [1] contre l'accusé. »

Ce texte, parfaitement clair, a, par son extrême concision, donné lieu à des décisions, à des observations multipliées. Pour en donner un commentaire méthodique et fidèle, je divise mon examen en cinq paragraphes :

§ 1er. Origine, objet, importance du résumé;
§ 2. Sa place dans la procédure orale;
§ 3. Par qui il est fait;
§ 4. Son contenu;
§ 5. Sa forme et sa formule.

§ 1er. — *Origine, objet, importance du résumé.*

N° 2619. Origine du résumé.
2620. Son objet et son utilité.
2621. Son importance. Formalité substantielle, il est prescrit à peine de nullité.
2622. Nullité si le procès-verbal ne mentionne pas qu'il a été prononcé.

2619. L'origine du résumé est celle de l'organisation judiciaire et de la procédure criminelle actuelles; c'est-à-dire la substitution, par l'Assemblée constituante, du jury et de la procédure orale et publique aux juges des baillages et des parlements et à l'instruction écrite et secrète, établie sous François Ier, en 1539, maintenue, en 1670, sous Louis XIV. Le décret du 16 septembre 1791, où cette grande rénovation fut consacrée, édicte ainsi le résumé :

Tit. VII, art. 19. « Le président résumera l'affaire, fera

---

(1) Cet *ou* m'a toujours paru une faute d'impression; je crois qu'il faut ire *et* comme dans le décret du 16 sept. 1791, et dans le Code de brumaire an IV, cités plus bas.

remarquer aux jurés les principales preuves pour et contre l'accusé. »

Le Code de brumaire, an IV, œuvre de Merlin, ajouta quelques mots à ce texte : Art. 372. « Le président du tribunal fait un résumé de l'affaire, et la réduit à ses points les plus simples; il fait remarquer aux jurés les principales preuves pour et contre l'accusé. »

Le Code d'instruction criminelle a reproduit les termes du décret de 1791 :

Art. 336. « Le président résumera l'affaire, etc. »

Le résumé de notre temps n'est donc que celui de 1791.

A mes yeux cet acte était le complément obligé de notre nouvelle procédure, empruntée, en partie, à l'Angleterre. On s'en convainc en rapprochant l'ensemble des tribunaux et de la procédure du grand criminel anciens de ceux que la Constituante mit à leur place.

En effet, avant cette assemblée et les projets d'Adrien Duport (1), devenus bientôt les célèbres décrets de 1791, qu'est-ce qui existait, au grand criminel, comme juges et comme procédure?

Les juges étaient, en premier ressort, les bailliages et, en dernier ressort, les tournelles des parlements, tous siégeant à huis clos, sans ministère public, sans défenseurs;

Pour toute procédure ils avaient :

Le rapport de l'un de Messieurs, fait sur l'information secrète du lieutenant criminel;

Les conclusions écrites et non motivées du ministère public;

L'interrogatoire de l'accusé, amené après le rapport, et placé sur *la sellette*;

---

(1) Conseiller au parlement de Paris, 3e chambre des enquêtes; député de la noblesse, pour Paris, aux États généraux.

Le jugement et l'arrêt n'étaient pas prononcés au condamné; le greffier allait, dans la prison, lui en donner lecture, ouïe à genoux.

Ainsi, pas de témoins, pas de débat, pas d'accusation, pas de défense, pas de publicité, rien de ce que nous avons aujourd'hui. Aucun intermédiaire entre l'accusé et ses juges, aucune cause d'émotion pour ces derniers (1).

A la place de cette organisation et de cette procédure qui rappellent l'inquisition, Duport établit :

Le tribunal criminel, pourvu de deux officiers du ministère public;

Le jury, unique et souverain juge du fait; d'une composition essentiellement variable et mobile;

Duport ouvrit les portes à la publicité la plus large;

Appela les témoins à l'audience;

Introduisit la liberté de discussion, laissant les amis et conseils de l'accusé parler les derniers (2).

2620. Au milieu de tous ces salutaires avantages se trouvait un danger véritable, facile à prévoir. Ce danger, c'était l'impression que produit nécessairement sur des juges sans expérience, tels que la plupart des jurés, un avocat éminent, secondé par les émotions de l'audience, par l'influence magnétique d'un public nombreux. Si Duport eût laissé le jury délibérer sous une telle impression, presque partout, presque toujours l'accusation eût succombé. Il fallait un contre-poids. Tel fut, tel est encore l'objet du résumé (un des emprunts faits, par Duport, à l'Angleterre); destiné à faire entendre la froide raison, à calmer les esprits, à raffermir les consciences; voilà pour-

---

(1) V. pour les détails, M. Ch. Berriat-Saint-Prix, *Des tribunaux et de la procédure du grand criminel au XVIII^e siècle*, 1859, in-8.

(2) Décret du 16 septembre 1791, 2^e partie, tit. II, XI et VII, art. 5, 7, 18.

quoi le résumé a été établi; dès 1791 (1), et pourquoi il a été constamment maintenu, résistant aux attaques et aux critiques, traversant les nombreuses et récentes modifications apportées au Code d'instruction criminelle.

2621. Ce que je viens de dire du résumé, quant à son origine et à son objet, indique, tout ensemble, son importance. Pour moi, après l'interrogatoire de l'accusé, c'est l'acte le plus en relief d'une affaire; celui qui peut avoir le plus d'influence sur la décision du jury en lui présentant les difficultés à résoudre sous leur véritable jour, réduites à leurs éléments les plus simples, à leurs conséquences les plus logiques et les plus modérées. Aussi la jurisprudence a-t-elle maintenu avec énergie les exigences de la loi à cet égard. Pour la Cour de cassation, le résumé est une formalité substantielle et dont l'absence emporte nullité, et la Cour décide constamment :

Que, d'après l'art. 336 du Code, le résumé, présentant aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé, est le complément de la défense et de l'accusation;

Qu'il fait donc partie des moyens de défense que la loi accorde aux accusés;

Que l'omission d'un moyen de défense ordonné par la loi, produit une nullité radicale et substantielle (2);

Et ce n'est pas, de la part du président, résumer l'affaire, que de se contenter, à raison de son état de souffrance, d'inviter les jurés à rappeler dans leur souvenir, les impressions qu'avaient produites sur eux les moyens de l'accusation et ceux de la défense; de la sorte ce magistrat n'avait pas satisfait à l'obligation de l'art. 336, et

---

(1) 1 *bis*, 2e part., tit. VII, art. 19.

(2) Cass., 18 décembre 1823 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*466; — 8 janvier 1836 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*8; — 22 décembre 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*538; — 24 juin 1847 (M. de Saint-Marc, rapp.), *Bull.*238.

l'impossibilité dans laquelle il s'était trouvé ne justifiant pas une omission aussi grave, la cassation de l'arrêt fut prononcée (1).

2622. A plus forte raison, lorsque le procès-verbal de la séance ne fait pas mention du résumé, comme toute formalité, non constatée régulièrement, est censée avoir été omise, la cassation des débats et de l'arrêt est l'inévitable conséquence de cette grave omission. — V. le § 5 à la fin, n° 2641.

§ 2. — *Place du résumé dans la procédure orale.*

N° 2623. Le président procède au résumé lorsque l'instruction est terminée.

2624. Le résumé est fait en public alors même que les débats ont eu lieu à huis clos.

2625. Exception, par exemple, pour cause de désordres et de tumulte.

2623. Le résumé suit les débats, ordinairement clos par les plaidoiries, et il leur est extrinsèque (2). C'est d'après la loi et la jurisprudence un acte *sui generis*, distinct, séparé. Le président ne peut y procéder que lorsque l'instruction à l'audience est entièrement achevée, y compris les incidents qui s'y rattachent. De là plusieurs

---

(1) Cass., 4 octobre 1831 (M. Rocher, rapp.); *Bull.*436. — Dans les Cours d'assises de l'Algérie le président résume également l'affaire; mais l'omission de cette formalité ou de sa constatation n'a pas le même résultat; le résumé du président dans les Cours d'assises de la métropole, a pour objet l'instruction des jurés, et les Cours d'assises de l'Algérie siégent sans jury. Là, le résumé se lie à la délibération de la Cour et peut se confondre avec cette délibération, sans que l'accusé soit privé d'une garantie essentielle à sa défense. Rej., 6 mars 1856 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*158; — 12 juin 1856 (M. F. Hélie, rapp.), *Bull.*350.

(2) Cass., 22 avril 1820 (M. Giraud, rapp.), *Bull.*161; — 30 août 1822 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*344; — 19 décembre 1822, 2 arrêts (MM. Gaillard et Choppin, rapp.), *Bull.*537; — 26 mai 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 213; — 22 juin 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*310.

conséquences concernant la publicité et la communication de ce discours ; touchons d'abord au premier point.

2624. Les débats terminés, il faut, avant tout, s'ils ont eu lieu à huis clos, rétablir la publicité de la séance. Le président doit donc faire ouvrir les portes avant de commencer son résumé ; peu de principes sont aussi certains et aussi juridiques ; c'est l'application de la règle fondamentale établie, en 1790, par la loi du 24 août, tit. II, art. 14 et 15, reproduite par une foule de textes (1). Là-dessus on se reportera au livre VI[e], où la publicité et le huis clos sont spécialement traités.

Aussi la Cour de cassation, se fondant sur ces textes, a-t-elle constamment prononcé l'annulation des débats et de l'arrêt, lorsque le résumé du président n'avait pas été prononcé publiquement, soit que le procès-verbal de la séance mentionnât formellement, à l'égard de cet acte, la continuation du huis clos (2), soit que le rétablissement de la publicité de l'audience y eût été simplement omis (3).

2625. Il ne pourrait être dérogé à ce principe absolu que si l'ordre et le silence dans la salle, venant à y être gravement troublés pendant le résumé, le président se voyait dans la nécessité d'ordonner l'expulsion d'une partie des spectateurs et la fermeture des portes de l'au-

---

(1) Décret du 16 septembre 1791, tit. VII, art. 1[er] ; Code de brumaire an IV, art. 339 ; Code d'instruction criminelle, art. 309 ; Loi du 20 avril 1810, art. 7 ; Charte de 1814, art. 64 ; de 1830, art. 55 ; Constitution de 1848, art. 81.

(2) Les quatre premiers arrêts de noté sous le nº précédent, et en outre : Cass., 30 septembre 1824 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*380 ; — 30 mars 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*114 ; — 29 septembre 1859 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*378.

(3) Cass., 18 septembre 1823 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*370 ; — 26 mai 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*213 ; — 22 juin 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*310 ; — 18 juin 1868 (M. Guyho, rapp.), *le Droit*, nº du 20 juin 1868.

ditoire, qu'un rassemblement viendrait, en même temps, assaillir. Cette double mesure, imposée par les circonstances, ne pourrait, en ce cas, être assimilée à la privation arbitraire de la publicité d'une partie de l'affaire. Ces principes ont été consacrés, par la Cour, sur un pourvoi accompagné de nombreux griefs ; voici la partie de l'arrêt où la difficulté est à la fois exposée et résolue :

« Sur le neuvième moyen, tiré de ce que le président des assises a fait retirer une partie de l'auditoire et tenir les portes de la Cour d'assises fermées pendant son résumé, ce qui constituerait une atteinte grave au principe de la publicité des débats, consacré par la Charte constitutionnelle ;

« Attendu que le procès-verbal des débats constate que le public était entré librement dans la salle ; que pendant le résumé, l'ordre et le silence ne pouvaient être maintenus si l'on ne faisait évacuer une partie de la salle ; que le tumulte n'ayant pas discontinué aux issues de la salle d'audience, les portes ont dû rester fermées depuis ce moment et que l'entrée en a été défendue par la force armée contre la populace qui lançait des pierres contre les portes principales du palais ;

« Que les faits relevés au procès-verbal justifient suffisamment la nécessité des mesures que le président a prises dans l'exercice de son pouvoir concernant la police de l'audience ; que l'évacuation de la partie de la salle qui avoisinait les issues et la fermeture des portes assaillies par la populace ne peuvent être assimilées à une privation arbitraire de la publicité de cette partie des débats [1]. »

Voilà pour la publicité du résumé ; il sera question plus bas, dans le § 5, de la communication de cet acte.

---

(1) Rej., 30 mai 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 256.

§ 3. — *Par qui le résumé est fait.*

Nº 2626. Le résumé ne peut être fait que par le président : son pouvoir est *incommunicable*.
2627. Le résumé ne peut être l'objet d'aucune controverse.
2628. La Cour d'assises ne peut s'ingérer dans la manière dont le résumé est présenté.
2629. Réserve du cas où le président produit des faits nouveaux ou des pièces nouvelles.

2626. Le résumé est fait par le président, et par le président seul. C'est une attribution personnelle, qui dérive de deux pouvoirs non moins personnels, la direction des débats, le pouvoir discrétionnaire ; dès lors, c'est un pouvoir *incommunicable*.

Toutefois, si le président est indisposé, il peut faire lire, par un de ses assesseurs, le résumé qu'il a lui-même préparé (1).

2627. De ce principe que le président exerce un pouvoir propre et incommunicable, qu'il remplit une formalité extrinsèque aux débats, il suit que le résumé ne peut donner lieu à aucune controverse :

Soit, pendant que le président le prononce, par une observation, réclamation ou réquisition venant l'interrompre (2) ;

Soit, après que le président a terminé, par des conclusions pour être admis à le critiquer (3).

Et ce principe est si ferme qu'il est de règle que, si de semblables conclusions étaient prises, la Cour d'assises pourrait, sans contrevenir à l'art. 408 du Code, refuser

---

(1) Rej., 8 mai 1835, inédit.

(2) Rej., 28 avril 1820 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*159.

(3) Rej., 22 juin 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*314 ; — 28 mars 1845 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*203 ;—7 août 1845 (M. de Crouzeilhes, rapp.), *Bull.*418.

ou omettre de statuer sur des conclusions tendant à ce qu'il fût fait mention au procès-verbal de la manière dont le résumé a été fait, une semblable demande ne se rattachant nullement à l'observation d'une formalité ordonnée par la loi [1].

2628. Dans tous les cas, la Cour d'assises ne peut jamais s'ingérer dans la manière dont le résumé est présenté; c'est ce qui résulte de tous les arrêts qui viennent d'être indiqués et surtout du plus récent rendu sur un pourvoi que l'on fondait sur ce que le président n'avait pas observé, dans son résumé, les prescriptions du § 2 de l'art. 336 du Code. La Cour, en rejetant le pourvoi, a considéré :

« Que le 2e § dont excipe le demandeur en cassation, et qui porte que le président « fera remarquer aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé », ne contient qu'une instruction sur les éléments du resumé, et qu'il en abandonne l'exécution à la conscience de ce magistrat;

« Que, dès lors, il importe peu que la Cour d'assises, en s'ingérant, en dehors de ses attributions, dans la manière dont le président aurait usé du pouvoir discrétionnaire dont il est investi à cet égard, ait constaté que ce magistrat « n'a pas cru devoir faire un résumé spécial et séparé de la défense, dont il s'est borné à relever quelques arguments, uniquement pour les repousser » [2].

2629. Pourtant, il existe, au profit des parties, un droit concernant le résumé : c'est celui auquel le président peut donner ouverture en présentant, dans cet acte, des faits nouveaux ou des pièces nouvelles; il en sera question dans le § 4 suivant.

---

(1) Rej., 27 avril 1820 (affaire fille Léger; M. Aumont, rapp.), inédit.
(2) Rej., 18 juin 1863 (M. Nouguier, rapp.), *Bull.* 275.

§ 4. — *Contenu du résumé.*

Nº 2630. La loi abandonne tout à la sagacité et à la conscience du président.

2631. Application, par la jurisprudence, de ce principe.

2632. Exception pour le cas où le président présente des faits nouveaux ou des pièces nouvelles ; alors les débats doivent être rouverts.

2633. Comment le président procède en ce cas.

2634. *Quid*, si le président ne rouvre pas les débats? Distinction.

2635. Principes d'équité s'imposant à la conscience du président. Qualités d'un bon résumé.

2636. Le président peut-il exprimer son opinion personnelle?

2630. Le contenu du résumé n'est qu'indiqué par le § 2 de l'art. 336 ; texte vague et indéterminé, écrit plutôt à titre d'instruction que d'ordre, *abandonnant* TOUT à la sagacité et à la conscience du président ; ainsi l'a toujours interprété la jurisprudence (1) et, entre autres de ses monuments, deux arrêts qui veulent être rappelés. Par le premier, de 1850, la Cour a décidé « en droit, que le résumé du président des assises n'est soumis à aucune forme particulière ; que ce magistrat n'a d'autre règle, pour l'accomplissement de ce devoir de son office, que sa conscience ; d'autre contrôle, que la publicité » (2). Le second arrêt consacrant les mêmes principes en a fait l'application la plus large à une affaire dans laquelle la Cour d'assises avait cru, à tort, pouvoir constater l'omission, par le président, de quelques-uns des moyens de la

---

(1) Rej., 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* ; — 18 avril 1850 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.* 197 ; — 27 mai 1852 (M. F. Hélie, rapp.), *Bull.* 330 ; — 13 juin 1861 (le même rapp.), *Bull.* 212 ; — 2 octobre 1862 (M. Sénéca, rapp.), *Gaz. des Trib.* du 3 ; — 18 juin 1863 (M. Nouguier, rapp.), *Bull.* 275.

(2) Arr. du 18 avril 1850, cité en la note précédente.

défense : c'est l'arrêt de 1863, dont je viens de transcrire la partie la plus essentielle (1).

2631. Voilà, en thèse de droit pur, les principes ; en voici les applications.

Le président peut *choisir* dans les argumentations pour et contre ; en négliger une partie, en présenter une autre (2) ; signalant, par exemple, à l'attention des jurés les circonstances qui peuvent fournir la preuve de la préméditation (3) ;

D'un autre côté, il peut et doit, si l'accusation ou la défense ont été incomplètes, suppléer à leur insuffisance en résumant les diverses parties du débat qu'elles ont négligées (4) ;

Il peut et doit, pour rectifier les erreurs de la défense, si elle a *eu le tort* de parler au jury des conséquences de son verdict, et, par exemple, de la peine, lui en faire connaître les conséquences exactes (5) ;

A l'époque où la loi faisait état de la simple majorité, il a pu faire connaître au jury les conséquences d'une semblable déclaration (6) ;

Il a pu dire aux jurés que s'ils admettaient l'excuse de la provocation, la conséquence de leur verdict serait l'acquittement de l'accusé (7) ;

Il a pu, après avoir résumé les moyens de l'accusation et de la défense, présenter de nouveau l'affaire à un point de vue personnel (8).

(1, 2) *Id.* de 1863, cité au n° précédent.

(3, 4) Rej., 29 août 1844 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*430.

(5) Rej., 10 septembre 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*424 ; — 3 avril 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*137 ; — 18 avril 1850, cité au n° précédent.

(6) Rej., 22 mars 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*175.

(7) Rej., 7 août 1845, cité n° 2627.

(8) Rej., 5 octobre 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*388.

§ 4. — CONTENU DU RÉSUMÉ. — N° 2632.

Il a pu exprimer une opinion personnelle en disant, par exemple, dans une affaire, que si la tentative criminelle n'existait pas dans la cause, elle n'existerait nulle part [1];

Et dans une autre affaire, en donnant aux jurés l'avertissement concernant les circonstances atténuantes, ajouter que si la culpabilité leur paraissait constante, aucun fait de la cause ne semblait devoir en motiver l'admission [2].

2632. Il résulte de tout ce qui précède que le contenu du résumé (et nous verrons bientôt qu'il en est de même pour sa forme et sa formule) appartient au président et ne peut être soumis à aucun contrôle. Un seul cas est excepté: celui où le président, sortant du cercle des preuves discutées ou relevées dans les débats, se permettrait de présenter des faits nouveaux ou des pièces nouvelles, n'ayant pas été produits aux débats ou jointes à la procédure. Cette production du président rend, sur ce point, la parole à l'accusé, à son conseil et au ministère public. La raison en est qu'à l'égard de ces faits et de ces pièces, le discours du président n'est plus le résumé des débats, mais se transforme en un acte auxiliaire de l'accusation ou de la défense; l'accusé ou le ministère public sont donc fondés à demander à être entendus sur ces faits ou sur ces pièces et à requérir qu'à cette fin la clôture des débats soit annulée et les débats repris sur les faits et sur les pièces que l'accusé et le ministère public n'ont pas encore été appelés à discuter [3].

Un arrêt très-ancien, mais qui a conservé son autorité parce que la disposition, sur le résumé, du Code de bru-

---

(1) Rej., 22 juin 1839, 28 mars 1845, cités n° 2627.

(2) L'arrêt du 28 mars 1845.

(3) Rej., 28 avril 1820 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*168; — Cass., 16 juin 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*242; — Rej., 27 juin 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*314.

maire, alors en vigueur, n'a point été modifiée, cet arrêt, dis-je, fournit un exemple frappant de l'application de ces louables principes. Le président du tribunal criminel de l'Escaut avait, dans son résumé, donné lecture de lettres écrites par un des accusés à un autre accusé, lettres qui paraissaient dans la procédure pour la première fois. Les conseils des accusés ayant voulu s'opposer à cette lecture, le président leur imposa silence sur le fondement que les débats étaient terminés. Après le résumé, ces conseils, ayant voulu répondre aux inductions que le président avait tirées de ces lettres, furent rappelés à l'ordre. L'arrêt de condamnation fut cassé par le motif, entre autres, « que les accusés avaient été privés de proposer « leurs moyens de défense contre des pièces qui, pour la « première fois, étaient produites à l'appui de l'accusa- « tion ; que, par un abus du pouvoir discrétionnaire, le « président avait enlevé aux accusés le droit le plus sacré « qu'ils tiennent de l'équité naturelle et de la loi, celui « de se défendre » (1).

2633. Lors donc que, pendant le résumé, un fait nouveau se produit, le président doit annuler son ordonnance de clôture des débats ; adresser les interpellations ou faire les lectures nécessaires concernant ce fait nouveau ; donner la parole au ministère public, à la partie civile, s'il y en a une, à l'accusé, à son conseil, dans tous les cas, et ne reprendre son résumé, après une nouvelle ordonnance de clôture, que lorsque cet incident a été entièrement vidé (2). La reprise du résumé, dans ce cas, tient lieu du nouveau résumé auquel le président est tenu lorsqu'il s'est produit un nouveau débat (3).

---

(1) Cass., 9 fructidor an IX (M. Seignette, rapp.), *Bull.* 561. — Voir *suprà*, n^os^ 2615 et 2616.

(2) Rej., 27 mars 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 113.

(3) Cass., 16 juin 1820, cité au n° précédent.

2634. J'ai, maintenant, pour épuiser la matière, sur ce point, à vider une question à laquelle la production de faits nouveaux ou la lecture de nouvelles pièces, par le président, a donné lieu plusieurs fois.

Lorsqu'après une nouvelle production, le président rouvre le débat pour appeler la discussion contradictoire des parties, tout est au mieux; mais *quid* s'il ne le rouvre pas?

La jurisprudence a distingué, dans ce cas, selon que la réouverture a été ou non requise. Si la réouverture a été requise, point de doute, elle doit être ordonnée; le refus ou le silence du président, en ce cas, fournirait un grief de cassation; on en a vu les raisons dans les arrêts que je viens d'analyser.

Doit-il en être de même, si, à cet égard, personne n'a élevé de réclamation? On l'a prétendu, mais la Cour de cassation a toujours décidé le contraire. — « Attendu, disent les arrêts[1], qu'en principe, c'est pendant les débats que doivent être produits tous les moyens de preuve fournis au jury, afin que l'accusation et la défense puissent les examiner et les discuter au besoin; que par suite le président des assises doit éviter d'introduire dans son résumé des documents nouveaux qui n'auraient pas été soumis à un débat contradictoire;

« Attendu, toutefois, que la peine de nullité n'est pas prononcée en cas d'inexécution de cette règle; que le ministère public et l'accusé sont alors autorisés à demander la parole, après le résumé du président et à présenter des observations sur les éléments de preuve tardivement invoqués, et par voie de conséquence à faire rouvrir les

---

(1) Rej., 28 avril 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*169; — 29 juillet 1853 (M. F. Hélie, rapp.), *Bull.*409; — surtout 3 juillet 1856 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*394; — 10 juillet 1863 (M. Lesérurier, rapp.), *Bull.*328.

débats ; mais que si, comme dans l'espèce, ils se sont abstenus de toute réclamation et ont par là implicitement reconnu qu'ils n'avaient aucun argument à produire sur les conséquences à tirer de la pièce lue, il en résulte que les droits de la défense n'ont pas été compromis et qu'il n'existe aucune ouverture à cassation.»

Du reste, cette règle, consacrée par de tels précédents, ne soulève plus de discussion aujourd'hui, et il en a été fait application dans une affaire au rapport de M. Meynard de Franc. — Le procès-verbal de la séance contenait la mention suivante : « Le président donne lecture d'une lettre extraite d'une procédure correctionnelle instruite contre l'accusé Pousson, ainsi que de la déposition faite dans la même procédure, après avoir annoncé aux jurés et à l'accusé qu'il le faisait en vertu de son pouvoir discrétionnaire et averti l'accusé et son défenseur qu'il allait rouvrir le débat, sur ce point, si cette mesure était réclamée par le ministère public ou par la défense. » — Le procès-verbal ajoutait que, comme il n'y avait pas eu de réclamation, les débats n'avaient pas été rouverts, et que l'affaire avait suivi son cours. Etait-ce régulier ? Sans aucun doute : aussi c'est par un arrêt de rejet pur et simple que la chambre criminelle a fait droit, sur l'observation d'office de son rapporteur[1].

Ceci dit, et me résumant d'un mot, je pose en règle que l'introduction par le président, dans son résumé, de pièces ou de faits nouveaux est une cause toujours facultative et parfois nécessaire de la réouverture des débats.

2635. *Principes d'équité*. Les règles consacrées par la jurisprudence n'imposent, on le voit, aucune entrave, *aucune limite* au président pour son résumé ; les faits nouveaux, les nouvelles pièces exceptés, il est complétement

(1) 15 décembre 1864, — affaire Pousson, inédit.

libre relativement aux preuves à rappeler, aux conséquences à déduire, aux appréciations à présenter. Sur tout cela, son guide unique est sa conscience, son seul contrôle, la publicité. Est-ce à dire, pourtant, qu'un tel acte, revêtu d'une si grande autorité, soit absolument livré à la personnalité de son auteur? Evidemment il y a des principes à suivre, malgré le silence du législateur, et ces principes, suivant moi, ne sont pas très-difficiles à formuler.

Le président sera toujours concis, exact, clair, utile, simple, loyal, ferme, humain. L'étendue, la couleur, les éléments de son discours lui seront inspirés par la nature de l'affaire, la physionomie des débats, l'attitude des jurés, sous l'influence magistrale de ce passage de l'instruction du 29 septembre 1791 : « Le résumé est destiné à *éclairer* le jury, à *fixer* son attention, à *guider* son jugement requis ; il ne doit pas *gêner* sa liberté. » Tout est là ce me semble.

2636. *Opinion du président*. Maintenant, et cette question a été souvent débattue, le président peut-il exprimer une opinion sur l'affaire ? Je pense qu'il ne le doit pas, surtout d'une manière expresse [1] ; l'exposé des motifs de l'art. 336 (V. § 5, n° 2639) est formel à cet égard : « Le président, y est-il dit, doit tirer les conséquences de chaque partie de son exposé, sans émettre une opinion. » Pour se conformer à cette règle, le président s'abstiendra, avec le plus grand soin, de toute parole significative sur

---

[1] Il en est autrement en Angleterre. « Le juge résume l'affaire. On ne lui prescrit pas de faire en quelque sorte une balance égale des arguments de l'accusation et de ceux de la défense; son impartialité consiste non pas à cacher son opinion personnelle sur la cause, mais à peser les motifs qui la déterminent. Il fait connaître sa manière de voir aux jurés et leur donne les raisons qui, suivant lui, doivent opérer leurs convictions. » DE PLASMAN, *Discours sur la justice criminelle en Angleterre*, Lyon, C. impériale, 1858, in-8.

la culpabilité ou la non-culpabilité de l'accusé ; son sentiment personnel sera encore assez visible, au moins assez facile à déduire des principales *preuves* par lui extraites des débats.

Suivant un criminaliste éminent, ce magistrat ne doit pas même faire *entrevoir* son opinion. « Le président, dit M. F. Hélie [1], n'est l'avocat ni de l'accusation ni de la défense, ou plutôt il est l'avocat de l'une et de l'autre. Il doit tenir entre ces deux intérêts une balance égale, plaçant successivement dans chacun des plateaux les preuves de l'une et de l'autre ; mais sans faire apercevoir celui qui l'emporte. Il n'a qu'un but, c'est la vérité, et ce but, il doit l'atteindre, non point en plaidant pour elle, mais en indiquant rigoureusement et consciencieusement tous les faits, toutes les circonstances qui peuvent la dévoiler. Le président peut avoir une opinion, mais il ne doit ni l'exprimer, ni même la faire entrevoir : il est le soutien de tous les droits, de tous les intérêts, il n'en embrasse aucun ; il descendrait de la hauteur de sa fonction, s'il se jetait à droite ou à gauche dans l'une des deux causes qui se débattent devant lui. »

Me permettra-t-on de faire observer ici que, dans l'application, un tel usage du symbole de la justice, de cette balance, dans la plupart des affaires, exposée à recevoir des poids inégaux, une telle abstention d'opinion, ne sont pas possibles, lors même que le président, suivant une méthode que je combats plus loin, consentirait à descendre au rôle subalterne de simple analyste des plaidoiries? Sur cette question, la doctrine la plus exacte, la plus sincère, me paraît celle qu'a exprimée fort nettement Boitard [2] :

---

(1) *Traité de l'instruction criminelle*, t. VIII, p. 844.
(2) *Leçons sur le Code d'instruction criminelle*, 1839, in-8, p. 444.

« Il est vrai que, bien qu'en général il soit à désirer que l'opinion du président ne se manifeste pas, il est cependant impossible qu'elle ne résulte pas, parfois, de l'ensemble même du résumé. Dans un grand nombre d'affaires, la conviction sera si complète, les preuves, pour ou contre, seront tellement saillantes, que le rapprochement très-bref qui sera fait de ces preuves montrera clairement au jury de quel avis est le président. C'est là, sans doute, un inconvénient du résumé ; c'est là l'objection la plus forte que font, contre ce système, les adversaires assez nombreux qu'il a rencontrés. » — C'est aussi, dirai-je, à mon tour, un des plus sérieux avantages du résumé, aux yeux de ses partisans déclarés.

§ 5. — *Forme et formule du résumé.*

Nº 2637. Rien de déterminé quant à la forme et à la formule du résumé : les usages suppléent au silence de la loi.
2638. Deux méthodes suivies; 1re méthode : le président fait une simple analyse des plaidoiries; — 2e méthode : il examine l'affaire et l'apprécie dans son ensemble.
2639. Discussion de ces deux méthodes : la 2e est la préférable.
2640. Inutile, si l'accusé n'entend pas le français, de lui traduire le résumé par interprète.
2641. Constatation du résumé par le procès-verbal.
2642. Mention spéciale en cas de huis clos.
2643. Exemples des énonciations à insérer dans le procès-verbal.

2637. Quant à la forme, à la formule du résumé, rien n'a été déterminé, ni même indiqué par le Code ; comme pour le contenu de cet acte, la loi s'en est remise à la conscience du président. L'usage a dû suppléer au silence du législateur, et, sur ce point, deux méthodes, très-différentes, se sont établies à la Cour d'assises.

2638. Suivant la première, le président se contente d'analyser les plaidoiries du ministère public et du dé-

fenseur et de reproduire, avec clarté, avec fidélité, les appréciations de ces divers organes, laissant au jury le soin de démêler la vérité au milieu de récits opposés, trop souvent inexacts, et de se former une opinion après des controverses fréquemment spécieuses et même ardentes.

D'après la seconde méthode, se plaçant plus haut, portant ses vues plus loin, le président examine lui-même l'affaire dans son ensemble et la résume au jury d'après ses impressions personnelles, rétablissant au besoin la vérité dans les principes et dans les faits; indiquant au jury les points litigieux et les raisons de décider.

2639. La première méthode, je le reconnais, est généralement adoptée; il est vrai qu'elle est la plus facile et la plus commode. En effet, elle dégage la responsabilité du magistrat qui la suit; pour un tel résumé, le président n'a point à se tracer un plan, il n'a pas davantage à se former de l'affaire une idée qui lui soit propre; il n'a guère plus à s'inquiéter des expressions à employer; le fond, la forme, la couleur, tout lui est fourni par l'avocat général, d'abord, et ensuite par le défenseur; mais aussi, par cette méthode, à ce moment suprême, où le législateur l'a mis seul en scène, le président se trouve reculé au second plan; réduit, devant le jury, au rôle de simple rapporteur des opinions contradictoirement produites. N'est-ce pas là descendre de la place éminente qui lui a été assignée à la Cour d'assises, et se dépouiller d'une légitime et utile influence; n'est-ce pas aussi paraître se défier un peu de l'intelligence, de l'attention ou de la mémoire des jurés [1]?

Mais, pour achever de nous fixer, voyons ce que le législateur a voulu; apprécions le texte et l'esprit de

---

[1] Pourquoi donc, disait un juré, pourquoi analyser les plaidoiries; on vient de les entendre?

l'art. 336 du Code, que, pour plus de clarté, il convient de transcrire ici, de nouveau, dans sa partie la plus essentielle et puis de le rapprocher de l'art. 335.

Art. 336. Le président résumera l'affaire.

« Il fera remarquer aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé. »

En soi, cet article est capital; mais son autorité s'accroît quand on le rapproche de l'article qui le précède. En effet, avant de toucher au résumé, le législateur s'est occupé des plaidoiries et il l'a fait ainsi dans l'art. 335:

Art. 335. « A la suite des dépositions des témoins, et des dires respectifs auxquels elles auront donné lieu, la partie civile ou son conseil et le procureur général seront entendus et *développeront* les *moyens* qui appuient l'accusation.

« L'accusé et son conseil pourront leur répondre.

« La réplique sera permise, etc. »

Qu'est-ce que c'est que ces *moyens* que l'on *développe?* Je n'ai pas besoin de le dire; c'est encore la discussion, la controverse, la lutte entre les diverses parties que concerne le procès; entre elles, les débats continuent jusqu'au résumé.

Enfin, ces développements, ces plaidoiries s'achèvent, et le résumé du président leur succède. Ce discours ne sera-t-il que l'analyse de ceux qui viennent d'être prononcés, que la reproduction abrégée des moyens qui ont été développés? Si telle a été l'intention du législateur, l'art. 336 ne sera qu'un texte de renvoi, lié à l'art. 335; reproduisant jusqu'à ses expressions! Tout au contraire, c'est un texte distinct, portant sur un sujet plus vaste et en des termes différents; au lieu des *développements*, c'est-à-dire des *plaidoiries*, c'est *l'affaire*; au lieu des *moyens*, ce sont les *preuves*.

Évidemment, on entre dans un autre ordre d'idées

destiné à répondre aux nécessités de la situation. Le jury va délibérer; le président l'entretient, une dernière fois, de l'affaire. Pour l'aider à former sa déclaration, lui présentera-t-il les hésitations, les doutes, l'obscurité? Cette supposition n'est pas sérieuse. A ce moment suprême, la certitude est seule utile; le président est chargé de l'indiquer, et c'est ce que le législateur a brièvement, mais énergiquement exprimé.

Reprenons maintenant l'art. 336 et pesons chacun de ses termes.

« Le président *résumera* »... c'est ce magistrat, on le sait, qui, personnellement, est chargé du résumé; lequel est son œuvre, le résultat de ses observations particulières.

« *L'affaire* »... Quoi? Les plaidoiries qui ne sont qu'une partie de l'affaire, et où la controverse tient habituellement tant de place; où les éléments de décision, appréciés par des organes opposés de situation, d'habitudes, d'intérêts, perdent souvent de leur caractère. *L'affaire!* Ce sont et dans leur ensemble, y compris les plaidoiries, tous les débats, mais réduits aux points les plus essentiels, ainsi que le prouve surabondamment le § 2 de l'article, qui n'est que le développement du premier.

« Il (le président) fera remarquer aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé. »

Pourrait-on équivoquer sur les termes de cette instruction à la fois si concis et si clairs? Le législateur y trace au président sa tâche et lui impose trois obligations substantielles, savoir :

De tirer de l'affaire, pour et contre l'accusé, les faits et les raisons qui sont des *preuves*;

De réduire ces preuves à celles qui sont *principales*;

Enfin, de les faire *remarquer* aux jurés.

Le résumé, ainsi entendu, exigera un travail, parfois

difficile, de condensation analytique, où il est possible que le président ne s'assimile pas toutes les appréciations du ministère public et du défenseur. En procédant de la sorte, ce magistrat n'en sera pas moins dans le droit : que s'il venait à tempérer quelque sévérité imméritée, à mettre en lumière quelque fait obscurci, à rétablir quelque principe méconnu, serait-ce donc là s'écarter de l'esprit de notre texte? Est-ce que le législateur aurait voulu interdire au président toute miséricorde ; l'obliger à voir une *preuve* dans un fait qui n'est pas même un indice, ou dans un raisonnement oublieux de la logique, de la morale ou de la loi? Mais l'interprétation de l'art. 336 que j'adopte est commandée, j'ose le dire, par les textes et les documents rapportés plus haut et par la jurisprudence de la Cour suprême qui les a interprétés. Les textes de 1791, de 1795, de 1808, les arrêts anciens et récents, sur le résumé, sont identiques; les plaidoiries ne s'y montrent pas; c'est de l'affaire tout entière qu'il y est question.

L'exposé des motifs du Code achèverait ma démonstration, s'il en était besoin. « Le moment de la clôture des débats est arrivé ; le président résume l'affaire, et remplit alors l'une des fonctions les plus respectables et les plus délicates de son ministère, celle de comparer et peser les charges et la défense, d'en donner le tableau fidèle ; de produire les moyens qui peuvent avoir été omis ; de préciser enfin les points sur lesquels les jurés doivent principalement fixer leur attention » (1).

2640. Enfin, le résumé est prononcé ; quelle que soit la méthode suivie, la tâche du président, à cet égard, est achevée; cet acte n'a point à être communiqué, même par interprète, à un accusé qui n'entend pas le français : du

---

(1) Locré, *Législation de la France*, t. XXV, p. 603.

principe que le résumé est extrinsèque aux débats, la Cour de cassation a encore tiré la conséquence, rigoureuse, mais exacte, que le défaut de traduction de ce discours à un accusé qui n'entend pas la langue française ne constitue pas un grief de cassation ; le résumé n'est pas adressé à l'accusé et ne peut être de sa part l'objet d'aucune réponse (1).

2641. J'arrive à la constatation du résumé. C'est une des mentions substantielles du procès-verbal de la séance. Cet acte doit expressément constater que le président a résumé l'affaire. L'oubli de cette mention entraîne la nullité des débats et de tout ce qui a suivi ; d'après la jurisprudence la plus constante, toute formalité non constatée étant censée n'avoir pas été observée (2).

2642. Quant à la teneur de la constatation, il faut, si les débats ont eu lieu à huis clos, qu'on y trouve, au début, une mention spéciale du rétablissement de la publicité. Dans plusieurs affaires, à huis clos, où le procès-verbal ne mentionnait pas que les portes de l'audience eussent été rouvertes après la clôture des débats, et avant le résumé du président, la cassation a été prononcée (3).

2643. Quant au résumé, en lui-même, il suffit de dire qu'il a été fait, sans énoncer comment il a été fait. Ainsi, satisfaction est donnée à l'art. 336 du Code par l'une des mentions suivantes :

Que le président a résumé l'affaire (4);

---

(1) Rej., 20 février 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*100.

(2) Cass., 18 décembre 1823 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*466 ; — 8 janvier 1836 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*8 ; — 22 décembre 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*538 ; — 24 juin 1847 (M. M. Saint-Marc, rapp.), *Bull.*238.

(3) Cass., 18 septembre 1823 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*370 ; — 26 mai 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*213 ; — 22 juin 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*310.

(4) Rej., 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* — 10 juin 1830

Que le président a fait le résumé des débats [1];

Que le président a résumé les débats conformément à l'art. 336 [2].

Il n'est pas nécessaire de développer une semblable mention, et, notamment, d'y joindre « les principales preuves pour ou contre l'accusé » que le président doit faire remarquer aux jurés. Le 2e § de l'art. 336, on le sait, ne contient qu'une instruction sur les éléments habituels du résumé dont la forme est abandonnée à la conscience du président [3]; de sorte que si le réquisitoire du procureur général eût tendu à l'acquittement de l'accusé, le président aurait pu, sans nullité, omettre dans son résumé de rendre compte au jury de cette circonstance [4].

(M. Gaillard, rapp.), *Bull.*371; — 18 juin 1863 (M. Nouguier, rapp.), *Bull.*275.

(1) 19 avril 1844 (M. Rocher, rapp.), *Gaz. des Trib.* du 20; — 18 avril 1845 (M. Isambert, rapp.), *Gazette* du 21; — 29 mai 1852 (M. F. Hélie, rapp.), *Bull.*331.

(2) Rej., 3 décembre 1846 (M. Rives, rapp.), *Bull.*459.

(3) 13 juin 1861 (M. F. Hélie, rapp.), *Bull.*213 et les arrêts cités, p. 52, note 4, et, plus haut, notes 1 et 2.

(4) 3 décembre 1846, cité note 2.

LIVRE SECOND.

Questions, avertissements et remise des pièces au jury.

N° 2644. Importance capitale et difficulté de cette matière. — Division de ce livre.

2644. Dans les procès civils, les qualités du jugement posent, sous la dénomination de *point de droit*, la nomenclature des difficultés sur lesquelles les magistrats ont à statuer. Dans les affaires criminelles, le président des assises soumet aux jurés les questions de fait et d'intention qu'ils doivent résoudre.

Ce sujet est certainement, sinon le plus important, du moins le plus compliqué et le plus difficile de notre ouvrage. En effet, la position des questions n'est pas une œuvre de fantaisie et d'imagination ; dernier acte de l'accusation, elle la condense en style concis ; il faut que tout entière, et sans accroissement, elle soit résumée dans ces questions, solennelle et suprême interrogation adressée aux jurés. Or, dans notre ordre social, les passions sont si violentes, et, d'ailleurs, la nature humaine est si imparfaite et si perverse, que nos lois pénales ne restent jamais à l'état de lettres mortes, et que, — désolant tableau! — toutes les matières de notre Code viennent tour à tour défiler devant les Cours d'assises. Autant de crimes, autant de formules pour les questions. Aussi, combien, hélas! est riche la moisson que nous offre la jurisprudence!

C'est le fond qui manque le moins.

Je vais y puiser à pleines mains et, avec son concours, je pourrai, — telle est du moins mon espérance, — élucider toutes les difficultés et prévenir bien des erreurs.

Dans les quatre chapitres qui vont suivre, j'indiquerai: les règles générales sur les questions à poser au jury; — leur rédaction, leur forme matérielle et leur mode de position; — dans un formulaire, suivant pas à pas tous les crimes prévus et punis par le Code pénal, je donnerai, sur chacun d'eux, des modèles que les présidents des assises n'auront qu'à copier; — enfin, je m'expliquerai sur les avertissements que le jury doit recevoir et sur les pièces qu'il faut lui remettre.

CHAPITRE Ier.

RÈGLES GÉNÉRALES SUR LES QUESTIONS A POSER AU JURY.

N° 2645. Observations préliminaires. — Division du chapitre.

2645. L'art. 337, Cod. d'inst. crim., dit : « La ques-
« tion résultant de l'acte d'accusation sera posée en ces
« termes : l'accusé est-il coupable d'avoir commis tel
« meurtre, tel vol ou tel autre crime, avec toutes les cir-
« constances comprises dans le résumé de l'accusation? »

En décomposant cette disposition, on voit :

En premier lieu, que ces expressions : la question *résultant de l'acte d'accusation*, semblent indiquer que la source où l'on doit puiser la question gît tout entière dans l'acte d'accusation;

En deuxième lieu, que ces mots : *est-il coupable*, sou-

mettent à l'appréciation des jurés la moralité du fait, c'est-à-dire l'intention qui a dominé l'accusé dans l'accomplissement de son action;

En troisième lieu, que, pour savoir si *tel meurtre*, *tel vol*, ou *tel autre crime* a été commis, il y a nécessité absolue de préciser les éléments qui constituent et caractérisent le crime;

En quatrième lieu, et enfin, que ces termes : *toutes les circonstances*, veulent que l'accusation soit complétement purgée, ce qui revient à dire qu'il faut que tous les faits qui en sont la base, deviennent l'objet des questions posées au jury.

Dans les sept questions qui divisent ce chapitre je vais successivement m'expliquer : 1° sur les attributions respectives des jurés et de la Cour; — 2° sur les questions relatives aux faits résultant de l'acte d'accusation, ce qui m'amène à rechercher la source réelle et la base des questions, à parler des circonstances constitutives du crime, des circonstances qui l'aggravent, des délits connexes et de la nécessité de purger entièrement l'accusation; — 3° sur les faits nouveaux ou modificatifs résultant des débats; — 4° sur les questions concernant la moralité des faits et la culpabilité de l'accusé; — 5° sur les circonstances exclusives de la criminalité, c'est-à-dire sur les faits justificatifs; — 6° sur le défaut de discernement; — 7° et, enfin, sur les excuses légales.

SECTION Ire.

Attributions respectives des jurés et de la Cour d'assises.

N° 2646. Les assises constituées par le double concours des jurés et des juges.

2647. Attributions respectives des jurés et des juges. — Aux jurés le fait, aux juges le droit.

N° 2648. Fondements de cette règle, constante aujourd'hui.

2649. Jurisprudence ancienne à cet égard.

2650. Jurisprudence moderne.

2651. Application de la règle à diverses espèces et notamment au crime de faux.

2652. Dans la pratique, et par exception, certaines questions de droit étroitement liées au fait, peuvent être permises aux jurés.

2653. *Exemples des questions qui ne sauraient être posées au jury*, en matière de : Récidive, — complicité, — banqueroute frauduleuse, — concession ou corruption, — duel, — faux, viol ou attentat à la pudeur.

2654. *Exemples des questions réservées au jury*, en matière de : Fonctions de la gendarmerie, — conspiration de vendémiaire an IV, — discours séditieux, — empoisonnement, — révélation de complot, — cris séditieux, — homicide par imprudence, — banqueroute, — fausse monnaie, — âge de la victime d'un attentat à la pudeur, — circonstances d'un vol, — réimpression d'ouvrage condamné, — conséquences d'un faux, — identité de l'accusé.

2655. *Exemples de questions de droit permises au jury*, en matière de : Qualité de l'accusé.

2656. Compétence du jury pour déclarer si l'accusé de banqueroute a la qualité de commerçant failli, qu'il existe ou n'existe pas de jugement déclaratif de la faillite.

2657. Comment, en la forme, est posée au jury la question sur la banqueroute.

2658. Compétence du jury et de la Cour en matière d'attentat à la pudeur ;

2659. Avortement ;

2660. Faux ;

2661. Fonctions publiques.

2662. La compétence du jury sur la qualité de l'accusé s'exerce non-seulement au regard de la Cour d'assises, mais aussi au regard de la juridiction civile.

2663. En dehors de la qualité, les attributions du jury s'étendent à la caractérisation de la nature des choses. Exemple : incendie de récoltes.

2664. Et aussi à l'examen de la force des preuves de l'accusation.

2665. Le jury ne peut se poser des questions autres que celles qui ont été formulées par le président.

2666. De même, il ne peut retrancher aucune des questions à lui soumises.

2667. Il ne peut, non plus, changer le caractère du fait qui lui est déféré.

2668. Les jurés ne sont interrogés que sur le résultat de leur intime conviction : Conséquences.

2669. Le verdict des jurés est obligatoire pour la Cour d'assises. — Renvoi.

2646. L'œuvre de la justice criminelle s'accomplit, si l'on peut s'exprimer ainsi, en partie double; les assises ne sont constituées que par le concours collectif des jurés et des juges. La déclaration des jurés et l'arrêt de la Cour d'assises sont les deux éléments conjoints et indispensables de la solution de l'accusation. La Cour ne peut donc, en général, procéder sans l'assistance du jury. — Aussi, a-t-on décidé que « dans les procès soumis aux jurés; la Cour d'assises n'est appelée à juger, avant la formation du jury, que tous les incidents relatifs à cette formation; et, après que le jury est formé, et sans son assistance, que les incidents de procédure étrangers au fond et qui le laissent dans son entier. » En conséquence la Cour ne pouvait, dans une poursuite pour délit de presse, avant la formation du jury, prendre connaissance des faits imputés au prévenu pour en faire la base d'une déclaration d'incompétence (1).

2647. Quels sont, dans les drames judiciaires, les rôles distincts du jury et de la Cour d'assises? — Enchaînés par leur conscience, que Napoléon Ier appelait le sixième sens (2), les jurés constatent la matérialité des faits et leur moralité, c'est-à-dire la culpabilité des intentions. — Esclaves de la loi, les juges s'emparent de cette constatation souveraine, qui s'impose à eux comme la base de leur arrêt, et la soumettent aux conséquences de la législation pénale.

---

(1) Cass., 9 août 1832 (M. Ollivier, rapp), *Bull.*415.

(2) Séance du Conseil d'État du 8 brumaire an XIII.

Une première règle, qu'il importe de dégager avant de pénétrer dans les détails, est donc celle-ci : les jurés prononcent sur le fait, les magistrats statuent sur le droit.

2648. On ne rencontre, dans notre Code, aucune disposition expresse qui, par une formule directe, décrète cette règle générale, séparative des attributions respectives du jury et de la Cour d'assises. Néanmoins on peut la tenir pour constante.

Si elle n'était aujourd'hui solidement affirmée, j'aurais démontré qu'elle découle comme une conséquence absolument nécessaire :

1° Des principes admis sous la législation antérieure qui, dans les Constitutions de septembre 1791, de fructidor an III, de frimaire an VIII, plaçait dans le lot exclusif du jury la reconnaissance et la proclamation du fait, en confiant aux seuls magistrats sa qualification et l'application de la peine;

2° De la discussion au Conseil d'État, en 1808, discussion qui a précédé la promulgation de notre Code, et de laquelle on ne saurait inférer que le législateur moderne a eu, par une grave innovation, la ferme volonté d'élargir les attributions des jurés et de mettre au nombre de leurs pouvoirs celui d'imprimer aux faits leur qualification légale;

3° Des notions du bon sens qui n'auraient pu permettre de confier à des jurés, peu ou point versés dans la science de la loi pénale, la mission de faire indirectement l'application de cette loi, en les chargeant d'apprécier les caractères constitutifs du crime : on peut s'en remettre à des particuliers pour résoudre, avec les lumières de la simple raison, des questions de fait et d'intention; mais des questions de droit ne sauraient être bien tranchées que par des juristes;

4° Et de la saine interprétation des textes de notre

Code d'instruction criminelle, notamment de ses articles 339, 342, 344, 364 et 365.

Mais la jurisprudence a définitivement prononcé. Fidèle à mon programme, sans me livrer ici à une discussion qui, à mes yeux, n'aurait plus sa raison d'être, je me borne à rappeler, parmi les décisions judiciaires, celles qui mettent en relief la règle que je viens de poser.

2649. Et, d'abord, les arrêts rendus sous l'empire de l'ancienne législation affirmaient que, s'il n'appartenait qu'aux jurés de constater le fait, c'était étendre leur compétence que de leur demander si tels faits constituaient tel crime, par exemple, le crime de concussion. « Attendu, disait un arrêt, que c'est un jugement que le jury a rendu dans cette réponse, puisque, en caractérisant une action, il a décidé une question de droit, ce qui n'appartient qu'au tribunal criminel, tandis que les jurés ne doivent s'expliquer que sur le fait [1]. »

De même, en ne posant pas de question sur la moralité des faits, et en demandant au jury si les faits matériels constituent une tentative de vol, on lui soumet une question de droit qu'il appartient aux seuls juges de décider [2].

2650. Des décisions modernes se dégage aussi ce principe. Voici comment elles le formulent : « Les jurés ne sont juges que des faits d'une accusation et des circonstances de moralité qui peuvent rendre coupable celui qu'ils en déclarent l'auteur; la détermination du caractère des faits qu'ils ont reconnus, lorsqu'elle doit être faite d'après les dispositions d'une loi qui en a réglé les

---

[1] Cass., 26 floréal an VI (M. Seignette, rapp.), DALLOZ, n° 2467; — Conformes : Cass., 17 messidor an II (M. Lecointe, rapp.), *Ibidem;* — 21 prairial an VII (M. Busschop, rapp.), *Bull.*, tome 2, 521.

[2] Cass., 6 thermidor an XIII (M. Rataut, rapp.), *Bull.*332; — Rej., 28 janvier 1808 (M. Dutocq, rapp.), DALLOZ, n° 2469.

éléments constitutifs, forme une question de droit qui sort de la compétence des jurés et rentre dans les attributions des Cours d'assises (1). » — Ou bien : « Attendu, en droit, que si l'art. 337, Cod. d'inst. crim., ordonne qu'il sera demandé au jury si l'accusé est coupable d'avoir commis *tel ou tel crime*, cet article se réfère nécessairement aux faits qui ont par eux-mêmes l'évident caractère de crime, et non aux circonstances dont la nature ne peut être déterminée que par l'appréciation du caractère légal de certains actes (2). » — Ou bien encore : « S'il n'appartient qu'au jury de statuer sur l'existence matérielle des faits et sur leurs circonstances morales, il n'appartient également qu'à la Cour d'assises de décider si les faits et circonstances déclarés par le jury constituent un crime et quelle en est la nature (3). »

2651. Par exemple, « la Cour d'assises a pu, sans empiéter sur la fonction du jury et sans excéder ses propres attributions, décider que de la réponse affirmative du jury sur le point de savoir si le réclamant avait poussé violemment sa mère contre la muraille, il résultait que le réclamant avait *porté un coup* à sa mère. En cela, la Cour n'a fait que qualifier le fait dont le réclamant était déclaré convaincu (4) ; »

---

(1) Cass., 28 décembre 1820, — intérêt de la loi — (M. Busschop, rapp.), *Bull.*460.

(2) Cass., 1er avril 1826 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*157.

(3) Cass., 20 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*239; — Conformes : 2 juin 1825, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), *Bull.*297; — 7 octobre 1825 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*555; — 15 juin 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*504; — 3 juillet 1828 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 594; — 22 septembre 1831 (M. Meyronnet, rapp.), DALLOZ, v° *Inst. crim.*, n° 2463 et v° *Faux*, n° 44; — 26 juillet 1832 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, *ibidem*; — 6 octobre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*375.

(4) Rej., 9 mai 1822 (M. Basire, rapp.), DALLOZ, n° 2468.

De même, en qualifiant de *diffamation et d'outrage* les faits déclarés par le jury, l'arrêt de la Cour d'assises ne commet aucun excès de pouvoir (1) ;

De même encore, en matière de *destruction d'actes de l'autorité publique*, la qualification légale de ces faits est de la compétence de la Cour d'assises (2) ;

De même aussi, « si ces mots : *effraction extérieure*, rapprochés de la définition contenue dans l'art. 395, Cod. pén., renferment, *pour le juge*, toutes les conditions constitutives d'une effraction légalement punissable, il ne saurait en être de même *pour le jury*, qui n'est pas plus appelé par ses fonctions à connaître de l'existence et de la portée des définitions légales, que des autres dispositions de la loi pénale (3). »

C'est surtout en matière *de faux* que le partage des attributions respectives des jurés et des juges est nettement tracé par la jurisprudence. — Aux jurés la constatation matérielle et morale des faits sur lesquels l'accusation est fondée ; — aux juges le soin de rapprocher ces faits, déclarés constants, des dispositions de la loi pénale, de décider s'ils sont constitutifs du crime, et de déterminer quelle espèce de faux ils caractérisent (4).

---

(1) Rej., 13 mai 1842 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*190.

(2) Rej., 13 juillet 1849 (M. de Boissieux, rapp.), D.P.49.1.202.

(3) Cass., 30 avril 1852 (à mon rapport), *Bull.*264.

(4) Cass., 28 décembre 1820 (M. Busschop, rapp.), cité au n° précédent ; — Rej., 23 janvier 1823 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2470 ; — Cass., 19 février 1825 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*83 ; — Rej., 28 mai 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*293 ; — 2 juin 1825 (M. Brière, rapp.), cité au n° 2650 ; — Cass., 1er avril 1826 (M. Chantereyne, rapp.), *ibidem* ; — Rej., 13 mai 1826 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2471 ; — Cass., 3 novembre 1826, — intérêt de la loi — (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*619 ; — 26 janvier 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*45 ; — 12 avril 1827 (même rapp.), *Bull.*220 ; — 20 avril 1827 (même rapp.), cité au n° précédent ; — 21 avril 1827 (même rapp.), DALLOZ, n° 2472 et v° *Faux*, n° 298 ; — 3 janvier 1828 (même rapp.), *Bull.*5 ; — 3 juillet 1828

2652. En théorie pure, la règle qui attribue aux jurés les questions de faits et aux magistrats les points de droit, est impérative. Mais, dans la pratique, elle fléchit et subit des exceptions nécessaires.

Il est des cas où, sans pouvoir les distinguer, le fait et le droit sont, par une étroite connexité, liés l'un à l'autre d'une manière indissoluble. En dépit de la logique qui veut la séparation, la nature même des choses la rend difficile, périlleuse et parfois impossible. — En ce cas, il fallait ou charger les magistrats, juges du droit, d'attirer à eux le fait; ou appeler les jurés, juges du fait, à se saisir du droit.

Or, comme l'appréciation du fait est la base fondamentale de l'institution du jury, qui subirait une profonde atteinte si cette appréciation était transportée dans le domaine du magistrat, la jurisprudence a décidé que, par exception, certaines questions de droit pourraient être soumises aux jurés.

A côté des questions de droit qui, en général, excèdent la compétence des jurés et leur sont défendues, il est donc des questions de droit qui, accidentellement, rentrent dans leur mission et leur sont permises.

La règle est établie, l'exception est posée. — Maintenant, de ces idées générales, pénétrons dans les détails. Dans de nombreuses espèces, la jurisprudence va nous fournir des exemples :

(M. Brière, rapp.), cité au n° précédent; — 30 avril 1829 (M. Brière, rapp.), *Bull.*248; — 18 septembre 1829 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.*557; 11 mars 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*136; — 23 décembre 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*594; — 30 juin 1831 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*269; — 6 avril 1832 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*200; — 6 octobre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), cité au n° précédent; — 5 mars 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*97; — 17 juin 1841 (même rapp.), *Bull.*287; — Rej., 1er octobre 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*397; — 24 janvier 1856 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*60.

1° De la partie de notre règle qui défend de poser au jury les questions de manière à lui soumettre un point de droit, c'est-à-dire la qualification légale des faits;

2° De l'autre partie de notre règle qui, réservant aux jurés la constatation des faits, interdit aux Cours d'assises d'empiéter sur cette attribution;

3° De l'exception, commandée par la force des choses, au principe qui exclut la solution des points de droit de la compétence du jury.

2653. 1° EXEMPLES DES QUESTIONS QUI NE SAURAIENT ÊTRE POSÉES AU JURY :

Le jury ne doit pas être interrogé sur l'état de *récidive* du condamné. « Cette circonstance ne constitue ni un délit, ni une modification du délit : elle est un fait moral, dont la loi déduit simplement la preuve d'une perversité qui nécessite un châtiment plus sévère. » C'est à la Cour seule qu'il appartient de baser l'application de la peine suivant l'état de récidive judiciairement constaté [1] ;

On ne saurait valablement poser aux jurés une question embrassant le crime en masse et par un mot générique. Lorsqu'il s'agit d'une crime défini par la loi, il faut qu'aucun des éléments de la définition légale ne soit omis dans la question. — Ainsi « le mot générique *complice* est une expression abstraite et, par cela, complexe. » C'est commettre une nullité que de demander au jury, sans spécifier

---

[1] Cass., 13 messidor an IV (M. Seignette, rapp.), DALLOZ, v° *Instr. crim*, n° 2477; — 11 juin 1812 (M. Bially, rapp.), *Pal.*1812.459; S.-V. 17.1.326; — 20 juin 1812 (même rapp.), *Bull.*148; — Rej., 20 octobre 1814 (M. Oudart, rapp.), DALLOZ, n° 2411; — Rej., 3 janvier 1828 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1828.1009; S.-V., coll. nouv. 9; — 18 juin 1829 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.*352;—18 septembre 1847 (M. Dehaussy, rapp.), D.P.47.4.137.

les faits, si l'accusé s'est rendu coupable de complicité ou de tentative (1) ;

De même, « la *banqueroute frauduleuse* est un fait moral qui ne peut se constituer que par l'un ou plusieurs des faits déterminés par le Code de commerce : il n'appartient pas aux jurés de décider si l'accusé est ou non coupable de ce crime, sans avoir prononcé sur les faits qui le caractérisent. » Donc, nullité si l'on demande au jury : un tel est-il coupable de banqueroute (2)?....: ou de *concussion*, ou de *corruption* (3)?

Demander aux jurés si le fait d'un meurtre commis en *duel* constitue le crime d'assassinat, c'est excéder la compétence du jury (4) ;

En matière de *faux*, les questions doivent, à peine de nullité, comprendre les faits matériels spécifiés dans l'arrêt de renvoi ; il ne suffirait pas de demander d'une manière vague au jury, si l'accusé est coupable *de faux ou de tentative de faux*, soit par supposition de personnes, soit

---

(1) Cass., 9 frimaire an VII (M. Raoul, rapp.), *Bull.*, t. Ier, 334 ; — 28 vendémiaire an IX (M. Lasaudade, rapp.), *Bull.*49 ; — 24 juillet 1806, — intérêt de la loi, — (M. Aumont, rapp.), *Bull.*210 ; — 30 avril 1812, M. Aumont, rapp.), *Bull.*204 ; — 2 juillet 1813 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*363 ; — 3 mars 1814 (M. Vantoulon, rapp.), *Bull.*39 ; — 15 décembre 1814 (M. Oudart, rapp.), *Bull.*96 ; — 28 juin 1816 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*86 ; — 4 octobre 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*167 ; — 24 janvier 1818 (même rapp.), *Bull.*25 ; — 10 août 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*316 ; — 4 octobre 1821 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*450 ; — 15 janvier 1824 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*14 ; — 14 octobre 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*569 ; — 16 janvier 1834 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*18 ; — 26 décembre 1834 (M. Brière, rapp.), *Bull.*511 ; — 20 juin 1835 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*297 ; — 3 décembre 1835 (M. Meyronnet Saint-Marc, rapp.), *Bull.*537.

(2) Cass., 11 juillet 1816 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*95.

(3) Rej., 7 avril 1842 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*127.

(4) Cass., 4 janvier 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), — Concl. de M. Dupin, procureur général, — intérêt de la loi, — *Bull.*2 ; S-V.39. 1.387.

par fabrication de conventions. Agir ainsi, ce serait appeler le jury à décider une question de droit exclusivement réservée à la Cour d'assises (1);

Spécifions :

Nullité si l'on se borne à demander au jury : l'accusé est-il coupable de *faux privé* (2)? — De même, si l'on dit : est-il coupable de faux ou d'usage de faux *en écriture de commerce ou de banque* (3)? — De même....., de faux *en écriture publique ou authentique* (4)? — De meme si, en matière *de tentative* de faux en écriture publique ou authentique, on omet d'énoncer dans la question les circonstances de fait propres à imprimer ce caractère à la tentative et à justifier la qualification légale (5);

Mais, dans une accusation *de faux relativement à une lettre de change*, dont l'existence et les caractères ne sont pas contestés, la question de savoir si le faux a été commis

---

(1) Cass., 6 avril 1832 (M. Rocher, rapp.), cité au n° 2651, note 4.

(2) Cass., 28 décembre 1820 (M. Busschop, rapp.), cité au n° 2650.

(3) Rej., 28 mai 1825 (M. de Bernard, rapp.), *ibidem*; — Cass., 7 octobre 1825 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*555; — 1er avril 1826 (M. Chantereyne, rapp.), cité au n° 2650; — 12 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), cité au n° 2651; — 14 avril 1827. (M. Choppin, rapp.); *Bull.*222; — 25 mai 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*430; — 15 juin 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull* 506; — 10 avril 1828 (même rapp.), *Bull.*239; — 3 juillet 1828, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), cité au n° 2650; — 14 janvier 1830, — intérêt de la loi — (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*23; — 11 mars 1830 (M. Chilhaud de la Rigaudie, rapp.), *Bull.*141; 2 avril 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*140; — 30 juin 1831 (M. Gaillard, rapp.), cité au n° 2651; — 5 mars 1840 (M. Dehaussy, rapp.), cité au même numéro; — 20 août 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*330; — 1er octobre 1846 (même rapp.), cité au n° 2651.

(4) Cass., 2 juin 1825 (M. Brière, rapp.), cité au n° 2651; — 20 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *ibidem*; — 5 octobre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*467; — 17 juin 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*287; — 5 octobre 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*423.

(5) Cass., 11 mars 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*136; — 6 avril 1832 (M. Rocher, rapp.), cité au n° 2651; — 24 avril 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*240.

sur cette lettre de change est une question purement de fait et non de droit qui est du ressort du jury. On ne peut dire que, en répondant à une telle question, qui lui était posée, le jury a donné à l'acte sa qualification légale [1];

Du reste, disons-le, le président sépare nettement le fait du droit et attribue au jury la part d'examen qui lui revient lorsque, au lieu de demander s'il a été commis une tentative de faux en écriture authentique, il se borne à mentionner dans ses questions tous les éléments du fait relevés par l'arrêt de renvoi et propres à constituer le crime lui-même [2];

En matière *d'attentat à la pudeur ou de viol*, c'est une mauvaise question que celle-ci : l'accusé est-il de la classe de ceux qui ont autorité sur la victime [3]?

2654. 2° EXEMPLES DES QUESTIONS QUI, RÉSERVÉES AU JURY, NE SAURAIENT ÊTRE RÉSOLUES PAR LA COUR D'ASSISES.

Après avoir ainsi indiqué les questions qui excéderaient la compétence du jury, mentionnons celles qui, au contraire, rentrent dans son domaine à l'exclusion des Cours d'assises.

Et, pour point de départ, constatons qu'il appartient uniquement au jury, non-seulement de prononcer sur

---

(1) Cass., 22 janvier 1830, — intérêt de la loi — (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*42.

(2) Rej., 11 juin 1830 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*378.

(3) Rej., 25 mars 1830 (M. Dupaty, rapp.), DALLOZ, nos 2475 et vis *Attentat aux mœurs*, n° 112; — Cass., 2 octobre 1835 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*455; — 22 septembre 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*351; — 14 septembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*354; — 10 août 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*401; — 3 novembre 1848, — sur mes conclusions — (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*383; — 17 janvier 1850 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*35; — 28 juin 1855 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*376; — 11 décembre 1856 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*621; — 21 janvier 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*18; — 7 juin 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*230.

l'existence matérielle des faits, mais encore d'apprécier leur moralité et les circonstances qui peuvent lui imprimer le caractère criminel ou modifier ce caractère.

Ainsi, dit la jurisprudence :

1° « La question de savoir si la gendarmerie agissait dans l'ordre de ses *fonctions* étant une question de fait, elle a dû être soumise au jury; et, si le tribunal criminel en eût connu, il eût commis un excès de pouvoir(1) ; »

2° « Les questions de savoir si les délits dont l'accusé a été convaincu étaient ou non relatifs à la *conspiration* du 13 vendémiaire an IV, devaient être soumises au jury. En ne les lui proposant pas et en prenant sur lui de les décider, le tribunal criminel a commis un excès de pouvoir (2) ; »

3° « Les Cours d'assises n'ont de caractère que pour prononcer sur l'application de la loi pénale, d'après les faits déclarés par le jury. — Hors le cas de l'art. 351 (abrogé depuis), il ne leur appartient jamais de statuer sur les faits ; au jury seul la loi a délégué le droit de décider les faits de l'accusation ; ce droit n'est pas borné au fait matériel, il s'étend aussi à la moralité de ce fait et à toutes les circonstances qui peuvent lui donner un caractère criminel, ou modifier ce caractère. — Et, attendu que la Cour d'assises de la Moselle s'est bornée à soumettre à la décision du jury le fait matériel *des discours* que le colonel Viriot était accusé d'avoir tenus dans des lieux publics; qu'elle s'est permis de prononcer elle-même sur l'objet de ces discours et sur les effets qu'ils tendaient à produire; — qu'en cela elle a usurpé les fonctions du jury et violé les règles de compétence établies par la loi (3) ; »

---

(1) Rej., 3 frimaire an VII (M. Dor, rapp.), DALLOZ, n° 2437.
(2) Cass , 21 prairial an VII (M. Busschop, rapp.), *Bull.*, t. II, 521.
(3) Cass., 14 octobre 1816 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 174.

4° En matière d'*empoisonnement*, il peut et doit appartenir aux jurés d'apprécier, d'après les défenses de l'accusé, la possibilité de l'effet des substances mêlées dans les aliments et l'intention dans laquelle on a employé ces substances. C'est là une simple question de fait du ressort des jurés et non une question de droit, cette dernière ne pouvant résulter que d'une disposition de la loi (1);

5° Dans les accusations de *complots*, ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, l'article 108 du Code pénal exempte de la peine ceux qui, même depuis le commencement des poursuites, auraient procuré l'arrestation des auteurs ou des complices de ces crimes. Lorsque les débats ou les défenses des accusés paraissent pouvoir amener l'application de cet article, il doit être posé une question particulière à ce sujet. Ce n'est que d'après la réponse du jury à cette question que les Cours d'assises peuvent délibérer et prononcer sur l'exemption de la peine (2);

6° Dans une affaire de *cris séditieux*, le président s'était borné à soumettre à la décision du jury le seul fait matériel des cris; puis, à la suite de la déclaration affirmative du jury, la Cour d'assises s'était permis de prononcer elle-même sur les circonstances de moralité qui pouvaient en caractériser la criminalité. Son arrêt a été cassé par ce motif que le jury aurait dû être interrogé non-seulement sur le fait matériel, mais encore sur la question de savoir si les cris proférés avaient, soit le simple caractère de cris séditieux, soit le caractère plus grave d'attaque formelle contre l'inviolabilité du Roi et l'ordre de successibilité au trône (3);

---

(1) Rej., 11 septembre 1817 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2439.

(2) Cass., 29 avril 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 175.

(3) Cass., 2 octobre 1819 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 327; — Conforme : 21 septembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 470.

7° Lorsque, sur une accusation d'*homicide volontaire*, le jury, en constatant le fait matériel de l'homicide, déclare qu'il n'a pas été volontaire, la Cour d'assises commet un excès de pouvoir si elle applique les peines correctionnelles qui punissent le délit d'homicide par imprudence. La question de savoir s'il y a eu imprudence est un point de pur fait, et cette question n'ayant pas été soumise au jury, l'arrêt de condamnation n'a aucune base légale (1);

8° En matière de *banqueroute frauduleuse*, la tenue de livres irréguliers qui ne présentent pas la situation active et passive du failli, ne constitue qu'un fait purement matériel. On doit, en interrogeant le jury sur la moralité de ce fait, lui demander si ces irrégularités indiquent la fraude, circonstance qui seule permet d'appliquer les peines portées par l'art. 402, C. pén. (2);

9° Des accusés avaient été déclarés coupables d'avoir émis des pièces de *monnaie d'argent*, ayant cours légal en France, sachant que ces pièces étaient fausses. — Quoique le jury n'eût pas été consulté sur le point de savoir si les accusés auraient reçu ces pièces pour bonnes, la Cour crut devoir, à l'aide d'une présomption prétendue légale, admettre cette circonstance qui constituait un fait d'atténuation ou de justification, et décider cette question.— Cassation pour usurpation des fonctions du jury (3);

« La circonstance que la monnaie émise a un cours légal en France est constitutive du crime ; il suit de là qu'elle doit être l'objet du débat ouvert devant le jury, puis soumise à sa décision comme étant l'un des éléments

(1) Cass., 6 mars 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*81 ; — Conformes : 10 décembre 1825, — intérêt de la loi — (M. Ollivier rapp.), *Bull.*667; — 7 juillet 1827, — intérêt de la loi — (M. Busschop, rapp.), *Bull.*582.

(2) Cass., 3 novembre 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*609.

(3) Cass., 3 mai 1832 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*235.

essentiels de la criminalité du fait d'émission de fausse monnaie (1). »

10° La circonstance de l'âge de la personne qui a été victime du crime d'*attentat à la pudeur*, prévu par l'art. 331 du Code pénal, est constitutive de ce crime ; en conséquence, pour pouvoir servir de base à un arrêt de condamnation, cette circonstance doit être reconnue et déclarée par le jury, et, s'il n'a pas été interrogé à cet égard, la Cour ne pourrait, suppléant à l'absence de question et de réponse, se fonder sur un acte de naissance pour déclarer que la victime avait moins de onze ans et pour prononcer la peine en conséquence (2).

11° Lorsque, dans une accusation de *vol de cannes à sucre*, les circonstances que le vol aurait eu lieu la nuit et dans un champ ne sont pas énoncées dans les questions soumises au jury, l'arrêt de la Cour d'assises appliquant les peines de la loi comme si l'existence de ces circonstances avait été constatée par les jurés, est nul et doit être cassé (3) ;

12° Il y a excès de pouvoir si, dans une accusation de *réimpression d'un ouvrage déjà condamné*, on ne pose pas au jury une question sur le fait de la condamnation préexistante qui est une circonstance élevant la peine, et si, malgré l'absence de cette question, la Cour applique les peines comme si le jury avait été interrogé (4) ;

---

(1) Rej., 11 janvier 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*16. — Cependant le contraire avait été jugé par arrêt de rejet du 10 août 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*436. — Et un autre arrêt avait également décidé que le point de savoir si des pièces de soixante-quinze centimes sont des monnaies d'argent ou de billon est une question de droit qui, par conséquent, ne doit pas être soumise aux jurés. — Rej., 22 septembre 1831 (M. Meyronnet, rapp.), DALLOZ, v° *Faux*, n° 44.

(2) Cass., 1er octobre 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*395. — Voir *infrà*, section 2, § 2.

(3) Cass., 18 décembre 1835 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*557.

(4) Cass., 13 mai 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*205.

13° C'est au jury que revient, en matière de *faux*, le point de savoir s'il est de nature à porter préjudice (1). Et, en matière de faux en écriture de commerce, le jury a pu être valablement interrogé sur le point de savoir si la falsification reprochée à l'accusé a eu pour objet d'opérer libération d'une obligation à sa charge : cette interrogation n'est pas une question de droit, mais une question de fait dont l'appréciation rentre dans la compétence du jury (2);

14° Notre principe, qui réserve au jury la pleine appréciation des faits, a été appliqué alors même qu'il s'agit de reconnaître, non pas précisément l'*identité* de l'accusé, mais si c'est à lui que s'appliquent les faits de l'accusation. Cette circonstance rentre dans le vaste domaine des faits, et, par suite, c'est aux jurés seuls qu'il appartient de la constater. Si la Cour d'assises se livrait à cette recherche, elle entreprendrait sur leurs fonctions et commettrait un excès de pouvoir. — Ainsi, lorsqu'un accusé prétend que l'acte d'accusation ne s'adresse pas à lui, parce qu'il y a plusieurs personnes du même nom dans la commune, la Cour d'assises n'est pas compétente pour le mettre hors des débats. C'est simplement un moyen de défense qui touche à la question de culpabilité ou de non-culpabilité, et qu'il appartient au jury d'apprécier (3); —Si une accusation a été dirigée contre un individu sous des noms autres que ceux qu'il a déclaré aux débats devoir lui appartenir, et que le jury a décidé que l'accusé est coupable, l'identité de cet accusé doit être réputée avoir été souverainement constatée. La Cour d'assises viole donc les règles de sa compétence si, statuant sans l'as-

---

(1) Rej., 26 juin 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*388.
(2) Rej., 26 août 1858 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*387.
(3) Cass., 29 novembre 1833 (M. Thil, rapp), *Bull.*601.

sistance des jurés, elle déclare seule l'identité de l'accusé (1);

Cependant, à l'égard des condamnés par contumace, évadés et repris, l'intervention des jurés n'est pas nécessaire et c'est à la Cour d'assises seule qu'il appartient, en vertu des art. 518 et 519, Cod. d'inst. crim., de procéder à la reconnaissance de l'identité d'un individu qui prétend n'être pas le même que celui contre lequel il existe une condamnation par contumace (2).

2655. 3° EXEMPLES DES QUESTIONS DE DROIT PERMISES AU JURY.

QUALITÉ DE L'ACCUSÉ. — On peut, à titre d'exemple des questions de droit de la compétence du jury, invoquer l'influence que peut avoir sur la criminalité la *qualité* de l'accusé. — Lorsque cette qualité est constitutive du crime, c'est au jury qu'il appartient de le déclarer. — Si, en cette qualité, réside une circonstance aggravante, il faut également l'appeler à la constater.

Cette recherche de la qualité de l'accusé peut impliquer parfois la solution de questions de droit; mais, ici, ces questions, intimement liées au fait, tombent, par la force des choses, dans les attributions des jurés. — Pour cela, on ne doit pas procéder d'une manière vague, générale, et à l'aide d'une formule abstraite qui les rendrait juges d'un point de droit plutôt que d'une question de fait. Il faut, au contraire, bien préciser les circonstances de nature à conférer cette qualité, interroger le jury sur leur existence et laisser, ensuite, à la Cour d'assises le soin de les qualifier.

---

(1) Cass., 10 septembre 1846, — intérêt de la loi — (M. Barennes, rapp.), *Bull.*365.

(2) Cass., 24 janvier 1834 (M. Brière, rapp.), *Bull.*29; — 5 août 1834 (M. Jourde, rapp.), *Bull.*310.

C'est ce que vont rendre sensible les décisions rendues, notamment en matière de banqueroute, d'attentat à la pudeur, d'avortement, de faux et d'autres encore.

2656. *Banqueroute frauduleuse.*—En matière de banqueroute frauduleuse, pour reconnaître l'existence du crime, il faut savoir si l'accusé est failli; — pour savoir s'il est failli, il faut rechercher s'il a cessé ses paiements et s'il est commerçant;—pour savoir s'il a la qualité de commerçant, il faut examiner s'il a fait des actes de commerce sa profession habituelle; — enfin, pour savoir cela, il est indispensable de contrôler et de qualifier ses actes. Tous ces éléments multiples sont, du moins le plus souvent, des circonstances de fait hautement empreintes de questions doctrinales. Et, cependant, afin que le jury soit en mesure de déclarer si l'accusé est coupable de banqueroute, il faut bien que, soit explicitement, soit implicitement, son attention porte sur eux.

Ce droit du jury est incontestable quand les tribunaux de commerce n'ont pas été appelés à constater le fait de la faillite. — « Quoique, dit la jurisprudence, aucun jugement passé en force de chose jugée n'ait encore déclaré l'ouverture de la faillite d'un commerçant, le jury a caractère pour constater ce fait qui est un élément nécessaire du crime de banqueroute, puisque la juridiction criminelle est absolument indépendante des juridictions civiles (1). »

Quand il n'existe pas de jugement déclaratif de l'état de faillite, on comprend la nécessité d'interroger sur cet état le jury auquel est déférée une accusation de banque-

(1) Rej., 29 mars 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*124;— Conformes : Cass., 17 mars 1831 (M. Meyronnet, rapp.), *Bull.*99; — Rej., 17 septembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*428; — 22 septembre 1864 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*418.

route. En est-il de même alors que, par un jugement exécuté, le fait de la faillite a été souverainement proclamé? — Un premier arrêt décidait la négative[1]. Mais, revenant sur cette jurisprudence, la Cour de cassation a jugé plusieurs fois explicitement ou implicitement que, lors même que ce fait de la faillite a été judiciairement constaté au civil, il est indispensable de soumettre à l'appréciation du jury la qualité de commerçant failli de l'accusé. Ainsi, dit un arrêt, « le jury est obligé de juger la moralité des faits de banqueroute en les rattachant à la qualité de celui auquel on les impute; ces faits et cette qualité sont inséparables[2]. » Ainsi encore, ajoute un autre arrêt, « les tribunaux de répression sont compétents pour examiner et juger, quant à l'action publique, non-seulement les faits constitutifs du crime de banqueroute, mais encore la qualité de celui à qui on les oppose : les jugements rendus sur l'action civile des créanciers sont sans influence sur l'action criminelle, et le prévenu ne peut pas plus s'en prévaloir qu'on ne peut les lui opposer[3]. » Enfin, un autre arrêt rendu à mon rapport le 6 mars 1857, s'exprime en ces termes : « Attendu qu'il est de principe général et de droit public en France que les juridictions civile et criminelle sont indépendantes l'une de l'autre; — attendu que ce principe est fondé, entre autres considérations, sur ce motif que les décisions civiles ne peuvent jamais réunir à l'encontre de l'action publique, et sauf, bien entendu, les exceptions formellement autorisées par loi, les conditions constitutives de la chose jugée; — qu'en effet, il n'existe, entre les deux instances, ni *identité des parties*, puisque le ministère public, partie poursuivante

---

(1) Rej., 1er juin 1809 (M. Guieu, rapp.), DALLOZ, n° 2450.
(2) Cass., 22 juin 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*519.
(3) Cass., 23 novembre 1827 (même rapp.), *Bull.*881.

en matière criminelle, n'est jamais partie dans les instances civiles quand il s'agit de juridiction commerciale, et auxquelles il n'assiste que comme partie jointe, s'il s'agit de la juridiction civile proprement dite; ni *identité d'objets*, alors même que les deux actions portent sur le même fait, puisqu'elles ne l'envisagent pas sous le même rapport, n'en déduisent pas les mêmes conséquences, et ne tendent pas aux mêmes fins; ni même *identité dans les moyens de preuve*, puisque la preuve testimoniale, qui est, en matière criminelle, de règle générale, n'est, en matière civile, qu'une exception rarement admise et étroitement limitée..... (1) »

Cette dernière jurisprudence est la bonne : d'abord le criminel et le civil sont indépendants et la chose jugée dans l'un de ces deux ordres de juridiction n'empêche pas l'autre juridiction de se mouvoir librement dans la sphère de ses pouvoirs légaux; — ensuite, comme nous le verrons, les jurés, qui doivent avoir la souveraineté la plus absolue dans l'examen des faits, ne sont pas liés même par les actes authentiques qui n'enchaînent pas leur conscience.

Cela établi, que contiendra, au fond, la question à poser au jury?

Pour que la peine de la banqueroute frauduleuse puisse être appliquée à un accusé de ce crime, il ne suffit pas de faire déclarer au jury que cet accusé est coupable d'avoir détourné au préjudice de ses créanciers une partie de sa fortune mobilière et de n'avoir pas tenu de livres annonçant sa véritable situation; il faut encore demander au jury si l'accusé a opéré ces détournements et actes frauduleux étant *commerçant failli*. — Cette obligation est

(1) Rej., *Bull.* 151.

surtout évidente alors qu'il n'est intervenu aucun jugement déclarant l'accusé en état de faillite (1).

De même, on doit déclarer nul l'arrêt de la Cour d'assises qui a condamné comme banqueroutier frauduleux un accusé à qui on n'avait donné la qualité de *commerçant failli* ni dans les questions soumises au jury, ni dans ses réponses (2). — Peu importerait que cette qualification lui eût été donnée dans l'arrêt de renvoi et dans le résumé de l'acte d'accusation et même dans les questions, si la réponse du jury ne la contenait pas (3); peu importerait encore que le jury eût déclaré l'accusé coupable de n'avoir pas fait au greffe la déclaration de la cessation de ses paiements dans les trois jours de cette cessation. Cette déclaration, dérivant d'une appréciation de droit étrangère au jury, ne pourrait suppléer la déclaration de fait qui, seule, est dans ses attributions (4).

2657. Et maintenant, en la forme, comment la question sera-t-elle posée? — Pour que la déclaration des jurés soit régulièrement faite, il n'est pas absolument nécessaire qu'ils aient été interrogés par une question spéciale, sur le fait de la faillite et par une question distincte sur les éléments constitutifs de la banqueroute. Ces circonstances complexes seraient valablement réunies dans l'interrogation que voici : *Un tel, commerçant failli, est-il coupable d'avoir commis le crime de banqueroute frauduleuse en détournant ou dissimulant, au préjudice de ses créanciers, une partie de son actif?*..... — Cette formule ne porterait aucune atteinte à la plénitude d'examen qui revient aux

---

(1) Les arrêts des 22 juin 1827 et 17 mars 1831.

(2) Cass., 19 septembre 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*797 ; — 3 mars 1831 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*79.

(3) Cass., 23 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*323.

(4) Cass., 3 octobre 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*485.

jurés. En effet, s'ils pensaient soit que l'accusé n'était pas commerçant failli, soit qu'ayant cette qualité il n'a pas commis les faits à lui reprochés, ils répondraient non.

Dans une espèce, où la question était ainsi formulée, la Cour de cassation a dit : « que la réponse affirmative du jury à une question qui embrasse plusieurs faits les constate tous ; qu'ainsi, le fait de la faillite ayant été énoncé dans la question à laquelle le jury a répondu affirmativement, se trouve légalement établi (1). »

Elle a jugé encore que, dans l'accusation de banqueroute frauduleuse, la qualité de commerçant et celle de failli forment des circonstances constitutives et non des circonstances aggravantes de crime ; que, par suite, le jury n'a pas à délibérer séparément sur l'existence de ces qualités, lesquelles se trouvent virtuellement comprises dans l'articulation du fait principal soumis à son appréciation (2).

Attentat à la pudeur. — Nous avons vu que, en matière d'attentat à la pudeur, on poserait au jury une question vicieuse si on lui demandait : l'accusé avait-il autorité sur la victime? A présent disons que la question deviendrait régulière si, au lieu de généralités qui équivalent à une qualification, on y consignait les circonstances de fait de nature à constituer cette autorité. — Ainsi, en n'interrogeant pas le jury sur les faits d'où pouvait dériver l'autorité du coupable sur la victime, la Cour d'assises qui la déclarait et punissait l'accusé en conséquence, violait les règles de sa compétence et commettait un excès de pouvoir. C'est ce qui est résulté de l'arrêt du 3 novembre 1848,

---

(1) Rej., 29 mars 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), cité ci-dessus, n° 2656, note 1.

(2) Rej., 30 août 1849, — sur mes conclusions — (M. Brière-Valigny, rapp.); *Bull.* 331.

rendu sur mes conclusions et cité *suprà* p. 68, note 3.

C'est ce qui résulterait encore des arrêts : disposant que « la question de savoir si l'accusé était *protuteur et beau-père* des victimes est une question de fait qui doit être soumise aux jurés[1]; » — Reconnaissant la compétence des jurés pour décider si, en fait, l'accusé était *le maître* de la victime[2]; — leur soumettant le point de savoir si la victime était *la fille naturelle*, — reconnue ou non, — de la femme de l'accusé[3]; — leur attribuant la mission de déclarer si la victime était la *femme du fils de l'accusé*[4] ou la *fille légitimée* de l'accusé lui-même[5].

Il est bien entendu que, en cette matière, comme toujours, la Cour d'assises doit puiser les éléments de son arrêt dans les circonstances reconnues par le jury. Si donc le jury a déclaré que la victime travaillait en qualité de manœuvre sous les ordres et la surveillance du coupable, la Cour, en se fondant soit sur la nature discontinue de l'autorité du surveillant, soit sur ce que le crime aurait été commis en dehors de l'heure du travail, ne pourrait dire qu'il n'y avait autorité ni en fait ni en droit[6]. Ce serait en vain que le jury serait consulté si la Cour pouvait, sous un prétexte quelconque, paralyser l'effet de ses réponses.

Disons-le, au surplus, c'est sans doute au jury à prononcer sur les circonstances de fait qui peuvent constituer l'autorité; mais c'est à la Cour d'assises seule qu'il appar-

---

(1) Rej., 3 mai 1832 (M. Rives, rapp.), *Pal.*1832.1011.

(2) Rej., 26 juin 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*252.

(3) Rej., 25 mars 1843 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*138; — Cass., 7 juin 1860 (M. Bresson fils, rapp.), *Bull.*230.

(4) Cass., 14 septembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 354.

(5) Rej., 10 septembre 1846 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Pal.*1849.1. 410.

(6) Cass., 27 août 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*503.

tient ensuite de décider, en droit, si, d'après les circonstances reconnues, l'accusé avait ou non cette autorité (1). — Ainsi est-il, par exemple, lorsqu'il s'agit de savoir si le second mari a, sur les enfants mineurs et non émancipés issus du premier mariage de sa femme et même après le décès de celle-ci, autorité, dans le sens de l'art. 333 du Code pénal. C'est là une question de pur droit de la compétence exclusive de la Cour d'assises (2).

2659. *Avortement.* — La qualité de l'accusé peut, en matière d'avortement, aggraver le crime et accroître la peine. — La question de savoir si l'avortement a été procuré par un *médecin* ou une *sage-femme* est de la compétence du jury, et non de la Cour d'assises. Dès lors si, sans avoir soumis cette circonstance aggravante au jury, — qui n'a été consulté que sur un point, l'avortement, — la Cour a appliqué la peine du 3e paragraphe de l'art. 317 du Code pénal, il y a lieu à cassation de l'arrêt de condamnation (3). — Et la circonstance, tirée de la qualité, précisément parce qu'elle est aggravante, doit être l'objet d'une question séparée et distincte de celle concernant le fait principal (4).

2660. *Faux.* — Dans les accusations de faux, la qualité de l'accusé ou la nature particulière du titre sont quelquefois aggravantes, quelquefois caractéristiques du crime. Par exemple : la qualité de fonctionnaire ou d'officier public est aggravante du faux en écriture publique

---

(1) Cass., 25 mars 1830 (M. Dupaty, rapp.), cité au n° 2653 ; — 2 décembre 1843 (M. Brière, rapp.), *Bull.*496 ; — 20 mars 1845 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*171 ; — 3 novembre 1848 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), cité au n° 2653 ;—17 janvier 1850 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *ibidem.*

(2) Rej., 20 janvier 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*35.

(3) Cass., 13 janvier 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*12.

(4) Cass., 26 janvier 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.*38.

ou authentique; — la qualité de commerçant ou la nature commerciale de l'acte sont constitutives du faux en écriture de commerce ou de banque. — Pour que le jury soit mis en mesure de déclarer coupables les individus accusés de ces crimes, il faut donc, — et de toute nécessité, — qu'il soit appelé à examiner la qualité de ces individus ou la nature des actes argués de faux.

Il a été jugé, en ce sens :

1° Que l'application de la qualité des accusés, en ce qu'ils seraient ou non *commerçants*, appartient au jury et non à la Cour d'assises[1] ;

2° Que la question de savoir si le signataire apparent d'un endossement faux est commerçant est une question de fait qui rentre dans le domaine exclusif du jury [2];

3° « Que le mot *commerçant*, indiquant une profession, constitue une question de fait qui peut être résolue par le jury » [3];

4° Que, quand la réponse du jury indique seulement que l'individu dont on a contrefait la signature était *meunier*, sans ajouter que cet individu était commerçant, la Cour d'assises ne peut appliquer les peines du faux commercial : en effet « cette profession de meunier n'implique pas, par elle-même, chez celui qui l'exerce, la qualité de commerçant [4]. — Mais il en serait autrement de la profession de *maître carrier* attribuée à celui dont on a employé la fausse signature. « Cette qualification de maître carrier, donnée au prétendu souscripteur de l'effet dont s'agit, ne peut désigner qu'un individu qui extrait habituellement, pour les revendre, des matières minérales sur

---

(1) Cass., 26 janvier 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*45.

(2) Rej., 4 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*361.

(3) Rej., 12 janvier 1843 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*5.

(4) Cass., 10 décembre 1847, — sur mes conclusions — (M. Rocher, rapp.), *Bull.*482 ; — 19 février 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*110.

un terrain dont il n'est pas propriétaire; et une telle industrie, qui imprime à celui qui s'y livre la qualité d'entrepreneur d'exploitation de carrières, constitue nécessairement l'exercice habituel d'une profession commerciale »[1];

5º Que si, quoique le jury n'ait pas été interrogé sur les circonstances constituant le crime de faux en écriture de commerce ou authentique, la Cour se permet de le qualifier ainsi et d'appliquer les peines en conséquence, il y a excès de pouvoir [2];

6º Qu'un accusé ne peut être condamné pour crime de faux *en écriture de commerce* qu'autant que les questions soumises au jury et résolues affirmativement par lui ont relevé les circonstances qui donnaient à l'acte argué le caractère commercial, par exemple, qu'une lettre missive contenant demande d'argent était revêtue de signatures de commerçants et se rattachait à des opérations commerciales [3].

2661. *Fonctions publiques.* — Sous la loi du 14 frimaire an II qui, dans l'application des peines infligées aux

---

[1] Rej., 12 février 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*100.

[2] Cass., 9 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*151; — 23 mars 1827 (même rapp.), *Bull.*174; — 14 avril 1827 (M. Choppin, rapp.), cité au nº 2653, p. 67, *suprà*;—25 mai 1827 (M. Brière, rapp.), *ibidem*;—8 juin 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*492;—15 juin 1827 (même rapp.), cité au nº 2653; — 22 juin 1827 (même rapp.), *Bull.*519; — 6 juillet 1827 (même rapp.); *Bull.*569; — 10 avril 1828 (même rapp.), cité au nº 2653; — 30 avril 1829 (M. Brière, rapp.), *Bull.*248; — 30 décembre 1831 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*571; — 14 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*304; — 6 octobre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 375; — 15 juillet 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*270; — 5 octobre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*467; — 5 octobre 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*423; — 15 octobre 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 498; — 27 juillet 1849 (M. Brière, rapp.), *Bull.*275.

[3] Cass., 4 juin 1859 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*239; — 16 juin 1865 (M. Perrot de Chezelles, rapp.), *Bull.*230.

fonctionnaires publics, distingue si les fonctions sont ou ne sont pas salariées, l'appréciation de ce fait ne peut appartenir qu'aux jurés, le pouvoir des juges étant restreint à l'application de la loi (1);

La question de savoir si l'accusé, *préposé de la loterie*, est fonctionnaire ou officier public, est du domaine du jury et non de la Cour (2);

Est légale et régulièrement posée au jury la question suivante : « Un tel est-il coupable d'avoir, étant *préposé d'une administration publique*, accepté de G..... la promesse écrite d'une somme de... pour faire un acte de son emploi non sujet à salaire (3)? » L'appréciation du jury porte sans doute sur un point de droit, mais il se rattache nécessairement aux circonstances du fait;

Demander *si l'accusé était aide de l'essayeur de la Monnaie de Paris, et préposé par ce dernier pour l'une des opérations de l'essai des ouvrages d'or et d'argent*, c'est interroger le jury tout à la fois sur les fonctions de l'accusé et sur la nature de l'établissement auquel il était attaché. Cela fait, et le jury ayant constaté le fait, la Cour a pu en déduire les conséquences légales et juger, en droit, que l'accusé était agent d'une administration publique. — « En procédant ainsi, les règles de la compétence respective de la Cour d'assises et du jury ont été soigneusement observées » (4);

C'est au jury, non à la Cour d'assises, à décider si un *employé au service du départ* d'un chemin de fer est, ou non, agent d'une administration publique. Dans une telle

---

(1) Cass., 11 messidor, — et 17 messidor an III (MM. Schwendt et Bouchet, rapp.), DALLOZ, n° 2454.

(2) Rej., 26 nivôse an VII (M. Rupérou, rapp.), DALLOZ, n° 2454.

(3) Rej., 7 janvier 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 1.

(4) Rej., 9 novembre 1843 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.* 454.

question, le fait et le droit sont intimement liés ensemble (1).

« En admettant que le jury ne dût être interrogé que sur la qualité de *garde forestier* et qu'à la Cour d'assises seule, il appartînt de décider ensuite, en droit, si un garde forestier est un agent de la force publique, il suffirait que le jury eût régulièrement affirmé cette qualité de garde, pour que cette partie de sa déclaration dût produire ses effets légaux » (2).

2662. Ce n'est pas seulement au regard de la Cour d'assises que le jury a compétence pour attribuer à l'accusé sa qualité, constitutive ou aggravante du crime : c'est aussi vis-à-vis de la juridiction civile qu'il est investi de ce droit.— « En matière d'empoisonnement, dit un arrêt, la question de savoir si la victime était la mère de l'accusé, a pu être compétemment agitée devant la Cour d'assises et soumise au jury : en effet, on ne pouvait la considérer comme une question d'état dont la décision appartenait exclusivement à la juridiction des tribunaux civils, puisque, dans le procès criminel, cette question était incidente et accessoire à une accusation de crime dont elle modifiait ou aggravait le caractère; à ce titre, elle appartenait, comme le fait principal, à la juridiction criminelle » (3).

2663. En dehors de la qualité de l'accusé ou de la victime, les attributions du jury s'étendent encore à la caractérisation de *la nature des choses*. — Par exemple, dans les *incendies de récoltes*, c'est aux jurés et non pas à la Cour, de déclarer si les choses incendiées sont des récoltes. C'est là plutôt un point de fait à éclaircir qu'une question de droit à trancher (4).

---

(1) Rej., 29 septembre 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.*562.

(2) Rej., 18 juin 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*284.

(3) Rej., 19 septembre 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*463.

(4) Rej., 8 août 1828, — chambres réunies — (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, nº 2434 et vis *Dom. destr.*, nº 106.

2664. Puisque l'examen et la constatation des faits rentrent dans le domaine exclusif des jurés, c'est à eux seuls qu'il appartient d'apprécier *la force des preuves* apportées par l'accusation à l'appui de ces faits. — Cela va de soi, et cependant la Cour de cassation a dû rappeler anciennement des Cours d'assises à l'exécution de cette règle. Ainsi, a-t-elle dit : si les faits présentés dans l'acte d'accusation ne paraissaient pas probants, ce n'était point au tribunal criminel à les apprécier : « il devait lui suffire que le titre de l'accusation fût passible d'une peine afflictive ou infamante ; et, en étendant son examen sur les faits particuliers portés dans l'acte d'accusation, comme moyens de preuve, la Cour a usurpé les fonctions des jurés (1). »

2665. Nous savons, à présent, quelle étendue comportent les attributions respectives des jurés et de la Cour. — Voyons maintenant comment ils régleront l'exercice de ces attributions. — Une règle, qui est au-dessus de toute contestation, ne permet pas au jury de se poser à lui-même des questions autres que celles qui ont été formulées par le président de la Cour d'assises, d'office et en vertu de son droit, ou en exécution d'un arrêt de la Cour. Autoriser des jurés, souvent inexpérimentés, à délibérer sur un fait qui n'a pas été l'objet d'un débat entre l'accusation et la défense, ce serait confondre les pouvoirs et ouvrir la porte aux plus graves abus. « Si le jury doit délibérer sur le fait principal et ensuite sur chacune des circonstances, il ne peut cependant délibérer et asseoir sa déclaration sur des circonstances qui ne lui sont pas soumises dans les questions posées par le président, sans excéder ses pouvoirs (2). » — Les jurés doivent donc « se

---

(1) Cass., 25 prairial an XII (M. Barris, rapp.), *Bull.* 233 ; — 15 frimaire an XIII (M. Babille, rapp.), *Bull.* 61.

(2) Cass., 2 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 646.

borner à répondre aux questions qui leur sont posées par le président, et leurs réponses à des questions qu'ils se feraient à eux-mêmes doivent être considérées comme non avenues [1]. » — Ainsi, dans une accusation de meurtre, ils ne pourraient, délibérant sur la question de préméditation qui n'était pas posée, répondre : *oui, l'accusé est coupable, mais sans préméditation* [2]. — Ils ne pourraient pas davantage déclarer que l'accusé est coupable, *mais par imprudence* [3] ou *par ignorance* [4].

2666. De même, et *à fortiori*, les jurés, qui ne peuvent ajouter des questions, ne sauraient en retrancher. Ils doivent répondre à toutes celles qui leur sont soumises. Ayant de leur être remises, ces questions ont pu être contradictoirement débattues, et il faut que, dans leur état définitif, chacune d'elles ait sa solution. — Aussi, a-t-il été jugé qu'il n'appartient pas au jury de rechercher si une question, qui lui a été posée comme subsidiaire, est superflue et virtuellement comprise dans une première question; que, dès lors, il commet un excès de pouvoir lorsque, sous prétexte que sa réponse à la première question est suffisante, il refuse de répondre à la question subsidiaire. En ce cas, la Cour d'assises a dû renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations pour le mettre à même de compléter sa déclaration, qui ne pouvait servir de base à une ordonnance d'acquittement dans l'état d'imperfection où elle se trouvait [5].

2667. Une autre règle, conséquence des précédentes, interdit aux jurés de changer, par leur réponse, le carac-

---

(1) Cass., 8 juillet 1836 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), *Bull.* 243.
(2) Rej., 18 juin 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 394.
(3) Cass., 9 septembre 1826, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), *Bull.* 490.
(4) Cass., 14 juillet 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 282.
(5) Rej., 16 avril 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 147.

tère du fait qui leur est déféré, ou d'en modifier la qualification légale.

Sans développer ici ces idées que nous retrouverons quand nous traiterons de la déclaration du jury, citons seulement quelques exemples :

Interrogés sur la culpabilité directe de l'accusé, les jurés ne peuvent répondre qu'il est coupable *comme auteur ou comme complice* (1), ou bien *qu'il n'est pas coupable comme auteur, mais qu'il l'est comme comme complice* (2);

Lorsqu'on demande aux jurés si un tel est coupable *de meurtre*, ils ne peuvent répondre qu'il est coupable *d'avoir porté des coups et blessures ayant occasionné la mort, sans qu'il eût l'intention de la donner* (3);

Ils ne pourraient non plus répondre qu'un tel, accusé de *viol*, est coupable *d'attentat à la pudeur avec violence* (4);

Interrogés sur un crime de faux, ils ne pourraient répondre que l'accusé est coupable de *tentative de vol et d'escroquerie* (5).

Les jurés doivent donc, en principe, simplement répondre par oui ou non aux questions qui leur sont posées. En traitant de la délibération des jurés, nous aurons à signaler les exceptions que le principe comporte.

2668. Les jurés ne doivent être interrogés que sur le résultat de *leur propre et intime* conviction. — En conséquence : 1° ils ne peuvent être interrogés ni répondre sur le point de savoir si le fait retenu par l'accusation a été, ou non, reconnu comme constant par d'autres jurés

---

(1) Cass., 4 octobre 1821 (M. de Chantereyne, rapp.), *Bull.*450.
(2) Cass., 15 janvier 1824 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*14.
(3) Cass., 15 janvier 1835 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*19 ; — 7 novembre 1839 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*517.
(4) Cass., 26 octobre 1820 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*397.
(5) Cass., 14 mai 1825, — intérêt de la loi — (même rapp.), *Bull.*273.

auxquels il a été antérieurement soumis [1]; — 2° quoique les faits aient été déclarés constants dans des débats relatifs à un accusé précédemment condamné, on doit, à peine de nullité, lorsque s'ouvrent de nouveaux débats concernant un autre accusé, interroger les jurés sur la certitude des faits aussi bien que sur la culpabilité de l'accusé actuel [2].

2669. Le verdict des jurés est obligatoire pour la Cour d'assises. — Cette règle est le corollaire absolu du droit qui leur est dévolu de prononcer, seuls et sans contrôle, sur les faits de l'accusation.

Toutefois si, dans sa forme, ce verdict est irrégulier; — si, au fond, il est contradictoire ou obscur, la Cour peut, sans prononcer elle-même sur les faits, prescrire aux jurés de rentrer dans la salle de leurs délibérations, de délibérer à nouveau, et de donner une déclaration, cette fois régulière, qui puisse devenir la base d'un arrêt.

Que si, au contraire, le verdict, régulier et clair, était défavorable à l'accusé, la Cour, convaincue que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, peut d'office déclarer qu'il est sursis au jugement et renvoyer l'affaire à la session suivante.

Ce sont là des exceptions à la règle qui place la déclaration des jurés à l'abri de tout recours et sur laquelle j'aurai à revenir en traitant de cette matière.

---

(1) Cass., 29 frimaire an v (M. Boucher, rapp.).

(2) Cass., 17 floréal an v (M. Dutocq, rapp.), DALLOZ, v° *Instr. crim.*, n° 2482.

SECTION II.

§ 1er.—*Source réelle et base des questions.*

N° 2670. Nécessité de mettre les questions en harmonie avec l'accusation elle-même.

2671. C'est l'arrêt de renvoi, plutôt que l'acte d'accusation, qui est la source réelle et la base des questions.

2672. Jurisprudence affirmant en termes généraux cette règle.

2673. Rappel des modifications licites que l'acte d'accusation peut faire à l'arrêt.—Renvoi.

2674. Principes et idées qui dirigent le président quand il arrête la formule de ses questions.

2675. En premier lieu, si l'acte d'accusation a substitué une qualification nouvelle,—bonne ou mauvaise,—à celle de l'arrêt de renvoi, le président doit reprendre celle de l'arrêt de renvoi.

2676. Nombreux arrêts en ce sens.

2677. En deuxième lieu, le président ne peut ajouter un nouveau chef à ceux relevés par le dispositif de l'arrêt de renvoi.

2678. Néanmoins, il peut poser une question sur un fait qui se trouve implicitement compris dans l'accusation relevée par l'arrêt.

2679. En troisième lieu, le président ne peut puiser une question dans l'ordonnance du juge d'instruction infirmée par l'arrêt de mise en accusation.

2680. Développement de la règle qui, lorsque le résumé de l'acte d'accusation est vicieux, permet et prescrit au président de réparer l'erreur en faisant retour à l'arrêt de renvoi.

2681. Application de cette règle et de celle qui autorise le président à rectifier les erreurs matérielles de l'arrêt de renvoi lui-même.

2682. De même, si deux parties de l'acte d'accusation ne sont pas d'accord entre elles, le président doit adopter l'interprétation qui concorde avec l'arrêt de renvoi.

2683. Le président rectifie encore l'acte d'accusation quand cet acte soumet au jury des questions de droit.

2684. L'accusé n'est recevable à se plaindre de l'irrégularité des questions que lorsqu'il a un intérêt réel.—Exemples.

2670. En disposant que la question *résultant de l'acte d'accusation* doit être posée avec toutes les circonstances comprises dans le *résumé de l'accusation*, l'art. 337 s'oppose virtuellement à ce que le jury soit interrogé sur d'autres circonstances et sur rien autre chose.

La première règle, et la plus importante en cette matière, est donc la nécessité légale de mettre les questions en parfaite harmonie avec l'accusation elle-même.

2671. Prendre à la lettre l'article 337, en l'isolant des autres dispositions du Code d'instruction criminelle, et, de là, ériger en règle générale que l'acte d'accusation et son résumé sont la source réelle et la base des questions, ce serait commettre une grave erreur.

Cette règle n'est vraie qu'à la condition d'être sainement comprise et les expressions de notre article, qu'il ne faut pas séparer de l'art. 271, doivent être expliquées. — Ne l'oublions pas ; si l'art, 337 indique le résumé de l'acte d'accusation comme la base des questions, c'est parce qu'il suppose que ce résumé se sera nécessairement et scrupuleusement modelé sur l'arrêt de renvoi.

Comme je l'ai établi, — tome I^er^, n° 39, — la Cour réunie en la chambre des mises en accusation, décrétant et formulant l'accusation, en détermine seule le sujet comme les limites. L'acte rédigé par le procureur général n'est que l'exécution de cet arrêt qu'il met en mouvement, dont il développe les motifs et le dispositif, et dont il doit être le reflet exact. Sorte de réquisitoire anticipé, simple élément du débat, le résumé n'en constitue pas la base. Cette base réside tout entière dans l'arrêt de la Cour qui, à cet égard, a la pleine autorité de la chose jugée. Aussi, selon l'art, 271, le procureur général ne peut, à peine de nullité, et, s'il y a lieu, de prise à partie, porter aucune autre accusation que celle qui résulte de l'arrêt de renvoi.

Afin de se conformer à l'art. 337, combiné avec l'art. 271, il faut donc, pour que l'accusation soit régulièrement tranchée, puiser dans l'arrêt de renvoi les questions posées au jury. — En d'autres termes, pour que la loi soit obéie dans la plénitude de ses prescriptions, il faut : que

les questions soient empruntées au résumé de l'acte d'accusation, que ce résumé soit conforme à l'exposé qu'il contient, et, surtout, que cet acte reproduise avec une scrupuleuse exactitude le contenu de l'arrêt de renvoi qui lui sert de base et de régulateur.

Là est le sens et la véritable portée de la loi. Et la règle fondamentale, qu'il faut retenir, c'est que l'arrêt de renvoi domine, de toute sa puissance, les questions auxquelles le jury est appelé à répondre.

2672. Ce principe qui, donnant à l'arrêt de renvoi la prédominance sur le résumé de l'acte d'accusation, veut que les inexactitudes ou omissions de ce résumé soient redressées par les questions en conformité de l'arrêt, est, depuis longtemps, affirmé dans ses termes généraux par de nombreuses décisions (1). Et, tout à l'heure, nous allons en voir l'application dans diverses espèces.

2673. Nous savons :

Que, en principe, le résumé de l'acte d'accusation ne peut apporter à l'arrêt de renvoi des modifications affectant l'accusation dans sa substance même;

Mais que le résumé peut substituer aux expressions de l'arrêt des expressions équivalentes;

Que si l'arrêt de renvoi est incomplet ou inexact quant à la *dénomination* et à la *claire désignation* de l'accusé, l'acte d'accusation doit le compléter ou le rectifier;

Que s'il y a eu erreur ou omission dans *la date* du crime, l'acte d'accusation peut et doit réparer l'erreur ou combler la lacune;

Que si un des caractères constitutifs du crime a été

---

(1) Cass., 10 octobre 1822 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*414;—2 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*646; — 26 janvier 1827 (M. Mangin, rapp.); *Bull.*48;—Rej., 2 septembre 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*364; —6 février 1832 (M. Mérilhou, rapp), DALLOZ, v° *Instr. crim.*, n° 2725; —12 octobre 1843 (M. Meyronnet Saint-Marc), *Bull.*434.

omis dans *le dispositif* de l'arrêt de renvoi, l'acte d'accusation peut, mais à la condition expresse de puiser la modification dans *les motifs* de l'arrêt ou dans *l'ordonnance de prise de corps*, ajouter l'élément oublié ;

Que l'acte d'accusation peut remplacer par une qualification nouvelle la qualification résultant du dispositif de l'arrêt de renvoi, lorsque la qualification nouvelle n'est que le développement et, en quelque sorte, que la conclusion des faits retenus dans l'arrêt. — (*Voir* t. I^er^, n^os^ 40 à 44.)

2674. En cela réside la règle qui servira de guide au président de la Cour d'assises, quand viendra, pour lui, le moment de poser les questions au jury.

Ce que ne pouvait faire le procureur général, dans la rédaction de l'acte d'accusation, sera interdit au président, dans la position des questions ; comme aussi ce qui a été légalement permis au procureur général, entrera dans les facultés et dans les droits du président.

En arrêtant la formule de ses questions, le président s'inspirera donc de ces idées. — Avant toutes choses, il prendra pour point de départ l'arrêt de renvoi ; — puis, si le résumé de l'acte d'accusation a porté *au dispositif* de cet arrêt quelques-unes de ces modifications partielles et licites dont je viens de donner l'analyse, il pourra les adopter et les faire passer dans ses questions ; — que si, au contraire, le résumé a commis des erreurs qui ne se trouvent pas dans l'arrêt, le président aura garde de s'approprier ces erreurs ; — enfin, si l'acte d'accusation a reproduit ces erreurs ou omissions du dispositif de l'arrêt dont il aura été la copie, en ce point, trop fidèle, le président pourra, sous les mêmes conditions et avec une extrême circonspection, introduire dans ses questions les énonciations rectificatives ou complémentaires qui seraient justifiées par *les motifs* de l'arrêt ou par *l'ordonnance de la prise de corps*.

Justifions, d'abord, le principe et passons ensuite à son interprétation.

2675. Je dis, en premier lieu, et c'est le principe, que, lorsque le résumé de l'acte d'accusation a substitué *une qualification* nouvelle, — bonne ou mauvaise, — à la qualification de l'arrêt de renvoi, le président ne doit pas le suivre dans cette voie. Dans les questions qu'il posera au jury, il aura le soin de reprendre la qualification de l'arrêt de renvoi et de repousser celle de l'acte d'accusation. Sans cela, il ferait fausse route, s'approprierait l'excès de pouvoir commis par cet acte et entacherait ses questions de nullité.

2676. Indiquons ici de nombreux arrêts, dont plusieurs, rendus à l'occasion des différences existantes entre le résumé de l'acte d'accusation et l'arrêt de renvoi, conservent toute leur force quand il s'agit des modifications apportées à cet arrêt par les questions posées au jury.

1° Quand on demande au jury si l'accusé est coupable de *tentative de viol*, alors que l'arrêt de renvoi mettait en accusation pour *un attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence*, la question soumet aux débats un fait d'accusation différent de celui sur lequel avait porté l'arrêt de renvoi. — En effet, dit la Cour de cassation, si le viol constitue toujours un attentat à la pudeur, les attentats à la pudeur ne constituent pas toujours un viol ni une tentative de viol (1). Si, la situation étant renversée, l'arrêt de mise en accusation portait sur le *crime de viol*, on ne pourrait, quand cela ne résulte pas des débats, poser au jury la question d'*attentat à la pudeur* qui est un autre crime (2). On remarquera que cette dernière solution paraît en op-

(1) Cass., 17 février 1820 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 66.

(2) Rej., 7 mai 1829 (M. de Crouseilhes, rapp.); DALLOZ, n° 2498 et v° *Attentat aux mœurs*, n° 68.

position, sinon avec la décision qui précède, du moins avec ses motifs ;

2° Est entachée de nullité la question qui porte sur un vol *avec fausses clefs commis par un domestique*, alors que l'arrêt de renvoi mentionnait ce vol comme commis *dans une maison habitée* (1) ;

3° De même, il y a nullité lorsque à une accusation d'avoir *volontairement et avec préméditation porté des coups et fait des blessures ayant entraîné la mort*, on substitue une question de *meurtre avec préméditation* (2) ;

4° On ne peut remplacer une accusation de complicité par *voie de recel*, par une question de complicité *par aide et assistance* (3) ;

5° On viole la loi quand à une accusation de PROVOCATION *à la guerre civile en excitant les citoyens à s'armer les uns contre les autres*, on substitue, par la question, une accusation de PARTICIPATION A UN ATTENTAT *ayant pour but d'exciter la guerre civile en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres* (4) ;

6° Il y a encore substitution d'une accusation à une autre, et par conséquent nullité, lorsque, sur une accusation *de meurtre avec préméditation et guet-apens*, il est posé au jury une question *de coups portés volontairement* avec préméditation et guet-apens et qui ont donné la mort (5) ;

7° Il y a nullité lorsque, l'arrêt du renvoi portant une accusation *d'usage de fausses lettres de change*, la question parle *d'usage d'obligations revêtues d'endossements* (6) ;

8° Sur une accusation *d'assassinat commis en portant vo-*

---

(1) Cass., 20 août 1829 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*479.
(2) Cass., 10 février 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*80.
(3) Cass., 22 juin 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*318.
(4) Cass., 12 avril 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*169.
(5) Cass., 18 juillet 1833 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*354.
(6) Cass., 9 septembre 1837 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*348.

lontairement des coups et blessures qui ont occasionné la mort, soumettre d'abord au jury la question de coups et blessures ayant occasionné la mort, et poser ensuite par question séparée la question de *préméditation*, c'est substituer une accusation à une autre[1].

2677. En deuxième lieu, — si le président ne peut modifier la qualification de l'accusation, à plus forte raison, ne pourrait-il dans ses questions, *ajouter un* NOUVEAU CHEF d'accusation à ceux qui sont compris dans le dispositif de de l'arrêt de renvoi. — Notamment si un individu est mis en accusation pour un *seul* vol qualifié, il y a violation de l'art. 171, lorsque, à la suite de l'acte d'accusation, les questions posées au jury portent sur *deux* vols qualifiés[2].

2678. Néanmoins, le président peut poser une question qui ne résulte pas de l'arrêt de mise en accusation, quand cette question porte sur des faits essentiellement connexes au crime objet de la poursuite. Ainsi, sur une accusation d'extorsion de signatures *avec violences*, il peut être soumis au jury une question spéciale *de coups et blessures volontaires avec préméditation*, les coups et blessures étant implicitement compris dans l'accusation[3]. Agir ainsi, ce n'est pas ajouter un chef d'accusation à ceux qui ont été relevés par l'arrêt de renvoi.

2679. En troisième lieu, le président pourrait encore moins, violant l'autorité de la chose jugée, aller puiser la base de ses questions dans une ordonnance du juge d'instruction qui aurait été infirmée par l'arrêt du renvoi. — Ainsi, lorsqu'une ordonnance a mis en prévention deux individus *comme complices* et lorsque la chambre des mises en accusation les renvoie devant la Cour d'assises comme

---

(1) Cass., 4 août 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 332.
(2) Cass., 29 novembre 1834 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 465.
(3) Cass., 19 juin 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 329.

accusés *d'avoir commis le crime* de complicité, le président doit poser la question de perpétration du crime comme *coauteur* à l'égard de chacun des accusés (1).

2680. Maintenant arrivons aux tempéraments apportés au principe, ou, pour mieux dire, à son interprétation.

Comme je l'ai dit, « la jurisprudence n'a pas voulu qu'un résumé vicieux pût toujours entacher toute une procédure. Quoiqu'elle ait lu, dans l'article 337 du Code d'instruction criminelle, que les questions à soumettre au jury seraient posées dans les termes du résumé de l'acte d'accusation, elle a interprété cette disposition en ce sens qu'il fallait, pour que le résumé servît de type aux questions, que l'arrêt eût servi de type au résumé et que, s'il en était autrement, c'était l'arrêt lui-même auquel, pour la rédaction des questions, le président des assises avait à recourir... La question se transforme radicalement si, au lieu de suivre le résumé jusque dans ses imperfections, le président des assises l'a laissé de côté pour user du droit qui lui appartient de recourir, dans la rédaction des questions, à l'arrêt de renvoi. Dans cette hypothèse, tout redevient régulier. Les débats portent sur une accusation légalement décrétée, et c'est cette accusation légale qui, seule, prend place dans les questions, qui, seule, est soumise au jury. Le résumé n'a donc exercé aucune influence sur tout ce qui importe à l'exacte distribution de la justice ; il est resté sans effet sur les intérêts et les droits que l'arrêt d'accusation a mis en jeu ; de telle sorte qu'il devient impossible, dans ce cas, d'arriver, à raison de son irrégularité, à la nullité des débats et de la condamnation. » (Voir tome 1er, nos 54 à 58) (2).

2681. Décidé en ce sens :

(1) Rej., 8 avril 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 189.
(2) Rej., 18 décembre 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 513.

« Que les omissions qui peuvent avoir été commises dans l'acte d'accusation, sur les faits ou sur les circonstances des faits de l'arrêt de renvoi, peuvent être réparées par les Cours d'assises dans la position des questions conformément à cet arrêt; » — Que, spécialement, le président des assises n'a point violé la loi, en insérant dans la question relative à un faux le mot *frauduleusement* omis dans le résumé de l'acte d'accusation, mais mentionné dans l'arrêt de renvoi[1];

Que si le résumé de l'acte d'accusation présentait des omissions effaçant la criminalité du fait, c'est à l'arrêt même de mise en accusation que le président devrait recourir pour la position des questions au jury. — Tel serait le cas où les faits constitutifs de la complicité criminelle auraient été omis dans le résumé de l'acte d'accusation[2];

Que, dans une accusation de *coups donnés volontairement*, le président peut et doit poser dans la question la circonstance de volonté, omise dans le résumé de l'acte d'accusation, mais mentionnée dans le narré de cet acte et dans l'arrêt de renvoi[3];

Que, « en ajoutant, dans les questions, les circonstances de fait qu'impliquait la qualification de faux en écriture de commerce, renfermée implicitement dans le dispositif de l'arrêt de renvoi, lequel se fonde sur les articles de lois relatifs à cette nature de crime, et résultant d'une manière expresse du résumé de l'acte d'accusation, le président des assises ne fait que reproduire la substance de ces deux documents »[4];

Que, dans le cas de réimpression, vente ou distribution d'un écrit précédemment condamné, et dont la condam-

---

(1) Rej., 21 juillet 1820 (M. d'Aubers, rapp.), DALLOZ, n° 2726.
(2) Cass., 2 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*646.
(3) Rej., 2 septembre 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*364.
(4) Rej., 16 juillet 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*344.

nation était légalement réputée connue, la question de savoir si cet écrit est condamnable comme contenant un outrage aux bonnes mœurs, peut être valablement posée, bien qu'elle ne résulte pas explicitement de l'arrêt de renvoi (1);

Que, dans une accusation de faux en matière commerciale, lorsqu'il résulte, soit des pièces incriminées, soit des débats, que l'arrêt de renvoi a commis une erreur sur le véritable nom de l'accusé et a omis notamment de relever l'indication de la qualité commerciale *et compagnie* portée sur l'effet de commerce fabriqué, le président d'assises peut, sans être obligé de poser des questions distinctes et subsidiaires, rectifier l'inexactitude et compléter les énonciations de l'arrêt de renvoi (2);

Que la Cour d'assises n'est pas liée par la qualification erronée de l'arrêt de renvoi; que par suite, pourvu que l'ordre et la position des questions aient fidèlement reproduit la substance des faits retenus contre l'accusé, la Cour a pu, bien qu'un faux fût qualifié par l'arrêt de renvoi de faux en écriture privée, appliquer la peine du faux en écriture publique en jugeant que cette qualification s'adaptait seule aux circonstances posées au jury et admises par lui (3);

Que le président, en posant au jury, soit la question prévue par l'arrêt de renvoi, soit une question sur des circonstances résultant du débat, a le droit de rectifier la date erronée attribuée au crime, surtout si la rectification est d'accord avec l'exposé même de l'arrêt et de l'acte

---

(1) Cass., 20 juin 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*253.

(2) Rej., 14 avril 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*197.

(3) Rej., 13 avril 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*190; — Conformes : 12 mars 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*98 ;—14 septembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*354.

d'accusation[1], et surtout encore s'il n'y a pas eu opposition de la part de l'accusé[2];

Que, de même, si la date n'a point été précisée par l'arrêt de mise en accusation, le président a légalement interrogé le jury à cet égard[3].

2682. Il peut arriver que les deux parties composant l'acte d'accusation ne soient pas d'accord entre elles et qu'il y ait des dissemblances entre le résumé qui termine cet acte et son narré des faits. En cette occurrence, le président, en posant les questions au jury, adoptera l'interprétation qui mettra cet acte en harmonie avec l'arrêt de renvoi, son régulateur suprême. — Spécialement, lorsque l'arrêt de renvoi dit qu'un vol a été commis *la nuit* et que le résumé de l'acte d'accusation reproduit cette circonstance, le président l'introduira dans la question quoique, dans le narré des faits de l'acte d'accusation, il soit allégué que le vol a eu lieu *le* 26 *septembre à cinq heures et demie du matin*, par conséquent à un moment où il faisait grand jour[4].

2683. Il peut arriver encore que l'acte d'accusation soit rédigé de telle sorte qu'il réserve au jury, non-seulement l'examen des faits, mais encore leur qualification légale. Or, comme le jury ne doit connaître que des points de fait et jamais des points de droit, le président, ou la Cour d'assises, agira régulièrement en décidant que la question

---

(1) Rej., 23 décembre 1865 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*385; — Conformes : rej., 6 juillet 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*569;—19 mai 1831 (M. de Saint-Marc, rapp.), *Bull.*206;—31 juillet 1840 (M. Isambert, rapp.), D.P.40.1.431;—13 janvier 1843 (M. Romiguières, rapp.), D.P.43.1.128; DALLOZ, n° 2718; — 2 février 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*71; — 25 janvier 1849,—sur mes conclusions—(M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*34.

(2) Rej., 29 juillet 1852 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*446;—19 mars 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*159.

(3) Rej., 4 janvier 1838 (M. Rives, rapp.), D.P.38.1.434.

(4) Rej., 25 mars 1824 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2728.

posée dans le résumé de l'accusation sera modifiée de manière à ne pas faire sortir les jurés de la limite de leurs attributions[1].

2684. Du reste, l'accusé ne serait pas toujours admis-sible à quereller utilement les questions irrégulières et les réponses du jury. Pour que son recours fût recevable et fondé, il faudrait que ses droits eussent reçu une atteinte quelconque et qu'il eût un intérêt réel.

Si la question irrégulière a été répondue négativement, c'est-à-dire en sa faveur[2], — si elle a été, au contraire, pour lui l'occasion d'un adoucissement même illégal[3], — si les questions ajoutées ne pouvaient avoir et n'ont eu aucune influence sur la peine[4], — si on a groupé dans la même question plusieurs faits, alors que chacun de ces faits pris isolément suffisait à caractériser le crime[5], — si le fait sur lequel portait l'accusation et reconnu constant, a été seulement mal qualifié, sans que la qualification erronée lui ait été préjudiciable, — si, enfin, une circonstance constitutive ou aggravante du crime a été omise. omission qui, loin de lui nuire, lui a été avantageuse[6], — en tous ces cas, et autres analogues, l'accusé ne sau-

---

(1) Rej., 26 juillet 1832 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 2463.

(2) Cass., 15 avril 1824,—en matière de vol à main armée—(M. Brière, rapp.), *Bull.*150 ; — Rej., 10 décembre 1824, — en matière de viol — (M. d'Aubers, rapp.), *Pal.*1824.1209 ; — 14 septembre 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.*519 ;—19 avril 1850, — en matière d'incendie — (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*202.

(3) Rej., 7 août 1852,— en même matière— (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 463.

(4) Rej., 16 septembre 1831,— en matière de rébellion— (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*399 ;— 21 juin 1839, — en matière de faux— (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2519.

(5) Rej., 20 décembre 1849, — en matière de banqueroute —(M. Quérault, rapp.), *Bull.*498.

(6) Voir *infrà*, § 5, n° 2756.

rait, se faisant un grief de ces irrégularités, demander et faire prononcer la nullité.

Par exemple :

« Sous le Code de brumaire an IV, il ne résultait aucune violation de ce que trois délits imputés à Lauzac avaient été la matière de trois questions, quoique les délits ne donnassent lieu qu'à une peine correctionnelle ; par la raison que le réclamant ayant été convaincu par une autre série de questions de faits emportant l'application de la peine qui lui a été infligée, il a été assez indifférent que le tribunal ait posé des questions relatives à ces trois délits » (1) ;

De même, sous notre Code, un accusé n'est pas recevable, par défaut d'intérêt, à se plaindre de ce que le jury a été interrogé sur un fait puni de simples peines correctionnelles, si aucune condamnation n'a été prononcée contre lui, à raison de ce fait (2) ;

De même, « les crimes de fabrication et d'émission de fausse monnaie sont corrélatifs entre eux ; leur objet est de produire les mêmes effets et d'atteindre le même but ; la loi inflige la même peine aux coupables de l'un ou de l'autre ; ainsi, et sous tous ces rapports, le président de la Cour d'assises a pu poser la première question sur le fait de fabrication de la monnaie que le demandeur (en cassation) était accusé d'avoir mise en émission. — Au surplus, le demandeur est absolument sans intérêt à cet égard, puisqu'il n'a pas été déclaré convaincu de fabrication » (3) ;

De même : un individu était accusé d'un viol ou d'un attentat à la pudeur commis avec violence sur une personne

---

(1) Rej., 7 nivôse an X (M. Dutocq, rapp.), DALLOZ, n° 2494.
(2) Rej., 20 avril 1816 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2496.
(3) Rej., 13 juin 1816 (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, n° 2732.

désignée; à côté de la question relative à ce fait, le président avait placé une deuxième question portant sur un crime de même nature, mais commis sur une autre personne et non relevé par l'arrêt de renvoi; le jury répondit affirmativement à la première question et déclara l'accusé non coupable sur le deuxième fait; sur le pourvoi du condamné la Cour de cassation a dit: « que la position par le président de la Cour d'assises d'une question sur l'attentat à la pudeur commis avec violence sur la personne de la veuve Auric et la réponse du jury à cette question ont été une violation des règles de compétence et une contravention à l'art. 361, C. d'inst. crim.; — que, néanmoins, le réclamant est sans intérêt, conséquemment non recevable, à s'en faire un moyen de cassation, parce que ce n'est pas l'attentat sur la personne de la veuve Auric dont il est déclaré coupable, mais de celui qu'il a commis sur la fille de cette veuve, c'est-à-dire que c'est le fait même de l'accusation qui a déterminé sa condamnation, laquelle est ainsi à l'abri de toute censure » (1);

De même, sur une accusation de crime de faux en écriture de commerce, le crime avait été, par erreur, qualifié par la question de faux en écriture privée. Condamnation, pourvoi et rejet, « attendu, dit l'arrêt, que le demandeur est non recevable à se prévaloir d'une irrégularité qui, loin de lui porter préjudice, atténuerait la gravité du crime de faux qui lui a été imputé » (2);

De même, l'individu condamné pour crime, est sans intérêt, et, par conséquent, non recevable à se faire un moyen de cassation de ce qu'une accusation aurait été à

---

(1) Rej., 13 avril 1820 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2710.

(2) Rej., 8 mars 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*90; — Conformes : 30 novembre 1827 (M. Mangin, rapp.), DALLOZ, v° *Cassation*, n° 452;— Cass., 14 janvier 1830,—intérêt de la loi—(M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*23.

tort substituée à une autre, alors que le fait énoncé dans les questions irrégulières n'est, tel qu'il a été reconnu par le jury, passible que de peines correctionnelles, lesquelles sont absorbées par celles du crime à raison duquel la condamnation a été régulièrement prononcée (1).

§ 2.—*Questions relatives aux circonstances constitutives du crime.*

N° 2685. Nécessité de comprendre dans les questions toutes les circonstances constitutives retenues par l'arrêt de renvoi.
2686. Arrêts nombreux appliquant cette règle et détermination des circonstances constitutives : — En matière de tentative ;
2687. De complicité ;
2688. De bigamie ;
2689. De faux témoignage en matière criminelle et en matière civile. —Témoin frappé d'incapacité.
2690. Distinction entre la subornation de témoins et la provocation au faux témoignage : dans ce dernier cas, nécessité d'énoncer les éléments de la complicité. — Référence à une question antérieure ;
2691. De séquestration : espèce curieuse ;
2692. De coups et blessures : la volonté est élément constitutif ;
2693. De violences envers un fonctionnaire ;
2694. De meurtre : la volonté est aussi constitutive ;— accusation de ce crime contre un fonctionnaire ;
2695. De vol ;—sa définition ;—immunité de l'art. 380 du Code pénal;
2696. De pillage ;
2697. D'extorsion de titres ;
2698. De destruction d'effets ;
2699. De concussion ;
2700. De banqueroute frauduleuse ; — circonstances constitutives de ce crime et de sa complicité ; — ainsi que d'un crime accessoire ;
2701. De fausse monnaie française ou étrangère ;
2702. De corruption de fonctionnaire ;
2703. D'infanticide ;
2704. De suppression d'enfant ;
2705. D'attentats à la pudeur ;

---

(1) Rej., 13 octobre 1842 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 2500 et v° *Faux*, n° 343-7°.

N° 2706. De viol;
2707. D'incendie : détermination des caractères constitutifs : fait matériel, volonté, préjudice : maison habitée, assurée, appartenant à autrui ou à l'accusé : incendie de récoltes ;—par communication;
2708. De détournement de mineur ;
2709. D'abus de confiance par serviteur à gages ;
2710. D'empoisonnement ;
2711. De faux : caractères généraux de tout faux ;
2712. Diverses espèces de faux ayant leurs caractères propres ;
2713. 1° Faux par fonctionnaires publics ;
2714. 2° Faux en écriture authentique et publique ; — nombreuses espèces résolues par la jurisprudence ;
2715. 3° Faux en écriture de commerce ou de banque ; — espèces diverses ;
2716. 4° Faux privé ; exemples et notamment quant aux registres domestiques ;
2717. 5° Usage de faux.
2718. La circonstance omise dans le *dispositif* de l'arrêt de renvoi peut être insérée dans la question si elle résulte des *motifs* de l'arrêt ou de l'*ordonnance de prise de corps*.
2719. Espèce dans laquelle un arrêt a poussé bien loin le droit de rectification.
2720. La circonstance empruntée à des parties de l'arrêt autres que son dispositif doit se lier clairement au fait de l'accusation.
2721. Nullité incontestable si le président omet une circonstance constitutive retenue dans l'arrêt de renvoi.
2722. Cependant pas de nullité si l'omission porte sur un point accessoire, secondaire et sans rapport avec la caractérisation du crime.
2723. Ou sur un fait qui, quoique particularisé par l'arrêt, ne forme ni crime, ni délit, ni aggravation.
2724. Circonstances oiseuses, inutiles, ridicules ou contradictoires avec l'accusation.
2725. Les actes authentiques n'enchaînant pas la conscience des jurés, on doit faire porter les questions même sur les faits constatés par des actes de cette nature.—Jurisprudence.

2685. Toutes les circonstances constitutives du crime retenues par l'arrêt de renvoi doivent être comprises dans la question. C'est la règle indiquée par le bon sens et prescrite par l'art. 337 du Code d'instruction criminelle. Comment savoir, en effet, que *tel meurtre*, *tel vol* ou *tel*

autre crime a été commis, si l'on n'a eu le soin de bien préciser, par la question, les divers éléments qui le caractérisent?

On lit, notamment, dans un arrêt doctrinal : « Attendu qu'il est de l'essence de l'accusation de spécifier la nature du délit qui fait l'objet de la poursuite; que cela résulte nécessairement des art. 134, 231, 232 et 241, Code d'instr. crim.;— qu'aux termes de l'art. 337, et pour que le but de l'accusation soit atteint, les questions soumises au jury doivent être conformes au résumé de l'acte d'accusation, lequel se réfère lui-même à l'arrêt de renvoi; — que, s'il n'est pas absolument nécessaire que ces questions retracent d'une manière exacte et littérale les termes mêmes du résumé de l'acte d'accusation, elles doivent cependant en reproduire la substance, et surtout exprimer fidèlement les circonstances qui constituent la criminalité, qui servent à déterminer la nature du crime et à en fixer les caractères;— qu'en cela, les prescriptions de l'art. 337 sont substantielles et doivent être rigoureusement observées[1]. »

2686. Voici un grand nombre d'arrêts appliquant cette règle :

Au cas de *tentative* de crime, la question à poser au jury doit porter sur toutes les circonstances exigées par la loi pour constituer la tentative punissable. — Dans le chapitre suivant, en parlant de la rédaction des questions, cette espèce recevra son développement par l'analyse de la jurisprudence. — Voir *infrà*, n°s 2953 et suivants.

2687. De même, en matière de *complicité*, il est nécessaire que les faits d'où la complicité dérive soient précisées dans les questions posées au jury[2]. Ici, je me

---

(1) Cass., 2 septembre 1837 (M. Bresson père, rapp.), DALLOZ, n° 2722.
(2) Cass., 30 avril 1812 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 204;—2 juillet 1813

borne à signaler la règle : dans le chapitre suivant, en déterminant la rédaction qui convient à ces questions, j'aurai à lui donner tous les développements qu'elle comporte.—Voir *infrà*, n^os^ 2961 et suivants.

2688. L'existence du premier mariage est la circonstance constitutive du crime de *bigamie*. — Il faut donc la poser au jury (1). — En conséquence, la question est régulière si le président la formule ainsi : « l'accusé est-il coupable de bigamie pour avoir contracté un second mariage à la Rochelle, le 7 juin 1809, avant la dissolution du premier qu'il avait contracté à Brest, le 20 janvier 1792? (2) »

2689. En matière de *faux témoignage*, l'élément constitutif du crime est la circonstance que le faux témoignage a été émis *soit en faveur de l'accusé, soit contre lui*. C'est le texte de l'art. 361 du Code pénal. Il est donc nécessaire de comprendre cette circonstance dans la question posée au jury (3). — Et il est également nécessaire que la

---

(M. Chasle, rapp.), *Bull.*363 ;—3 mars 1814 (M. Vantoulon, rapp.), *Bull.* 39 ; — 15 décembre 1814 (M. Oudart, rapp.), *Bull.*96 ; — 4 octobre 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*167 ; — 24 janvier 1818 (même rapp.), *Bull.* 25 ; — 5 février 1824 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*60 ; — 14 octobre 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*569 ; — 2 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*646 ;—26 décembre 1834 (même rapp.), *Bull.*511.

(1) Cass., 12 pluviôse an XIII (M. Vermeil, rapp.), *Bull.*123.

(2) Rej., 17 décembre 1812 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1812.896.

(3) Cass., 4 novembre 1812 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*525 ; — Rej., 9 novembre 1815 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Pal.*1815.101 ;—Cass., 19 juin 1823 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*240 ; — 4 juillet 1843 (M. Brière, rapp.), *Bull.*271 ; — 10 août 1827 (M. Merville, rapp.), *Bull.*701 ; — 21 septembre 1827 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*779;—4 janvier 1834 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*10 ; — 25 février 1836 (même rapp.), *Bull.*62 ;— Rej., 22 avril 1847 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*124;— Cass., 22 mars 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*170; — Rej., 30 novembre 1850 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*595 ; — Cass., 22 mars 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*177;—23 avril 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*209.

question mentionne qu'il y a eu témoignage faux ou, tout au moins, *déposition mensongère*[1]. — Mais ces expressions que le faux témoignage a eu lieu soit en faveur de l'accusé, soit contre lui, ne sont pas sacramentelles et le fait peut s'induire et résulter de la combinaison entre elles des diverses mentions des questions[2].

Le fait que le faux témoignage a été porté *en matière criminelle* est considéré comme plus grave que s'il a eu lieu en *matière correctionnelle*. L'art. 361 du Code pénal prononce, au premier cas, la peine de la réclusion, tandis que, au second cas, le coupable n'est, aux termes de l'art. 362, passible que de l'emprisonnement. Pour bien qualifier le crime il faut ici réunir ces circonstances : 1° que le témoignage est faux; 2° qu'il a été porté en faveur de l'accusé ou contre lui; 3° et qu'il est intervenu en matière criminelle[3]. Or, pour savoir si le faux témoignage a été porté en matière criminelle, circonstance constitutive du crime prévu par l'art. 361, il faut considérer, non la peine qui a été prononcée, mais le titre originaire de l'accusation. « Il importe peu que les débats aient eu pour résultat la condamnation des accusés à une peine purement correctionnelle par suite de l'élimination des circonstances aggravantes qui a réduit les faits à la condition de simple délit correctionnel »[4].— Et la mention que le faux témoignage aurait été porté à l'audience publique de la Cour d'assises et en matière criminelle, en faveur d'un accusé de vol, suffit sans qu'il soit nécessaire d'énoncer qu'il s'agissait d'un vol qualifié[5].

---

(1) Cass., 16 janvier 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*21.

(2) Rej., 16 septembre 1853 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*538;—13 juillet 1861 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*258.

(3) Cass., 30 janvier 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*35.

(4) Cass., 25 août 1854,—intérêt de la loi—(M. Aylies, rapp.), *Bull.*440.

(5) Rej., 18 février 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*75.

Le faux témoignage *en matière civile* est, comme en matière correctionnelle, réputé un simple délit. Cependant, si le fait est aggravé par l'acceptation d'argent, de récompense quelconque ou de promesses, il devient un crime puni de la réclusion. — Les enquêtes « auxquelles il est procédé devant un juge commis, sont destinées à éclairer la religion du tribunal et à préparer la décision qui doit ultérieurement intervenir. Les déclarations mensongères faites par des témoins dans une enquête de cette nature, portent préjudice aux tiers dès l'instant où est dressé le procès-verbal qui clôt cette procédure, et conséquemment, constituent le faux témoignage prévu par la loi pénale[1]. » — Du reste, quoique le crime de faux témoignage soit réprimé par cette raison que l'altération de la vérité a pour conséquence de porter atteinte à l'ordre public et aussi d'être, pour les tiers, une cause de préjudice possible, la loi n'exige point que la question mentionne que ce préjudice a été souffert ni qu'il aurait pu surgir[2].

Le témoin frappé d'incapacité, — par exemple condamné aux travaux forcés à temps ou à la dégradation civique, — qui a prêté serment, et a fait une déposition contraire à la vérité en faveur de l'accusé ou contre lui, ne peut exciper de son incapacité légale pour repousser l'accusation de faux témoignage; quoique son serment fût indûment prêté, il l'engageait au même titre que les autres témoins[3].

2690. Il ne faut pas confondre la *subornation de témoins* et la *simple provocation* à commettre un faux témoignage : si la provocation n'a pas eu lieu par dons, promesses,

---

[1] Rej., 6 janvier 1859 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*1.

[2] Rej., 14 juillet 1827 (M. Merville, rapp.), *Pal.*1827.615.

[3] Rej., 29 juin 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*281; — 10 mai 1861 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*173.

menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, c'est-à-dire à l'aide d'un de ces modes qui sont spécifiés dans l'art. 60 du Code pénal, si immorale qu'elle soit, elle ne constitue ni crime ni délit. Si, au contraire, la provocation a été suivie d'effet et a entraîné le faux témoignage réellement porté et reconnu constant, alors elle s'appelle légalement *subornation* et constitue le crime spécial prévu par l'art. 365 du Code pénal. — De là cette triple conséquence : 1° que, en posant ses questions au jury, le président doit, à peine de nullité, demander si l'accusé a *suborné* les témoins et non pas s'il les a *provoqués* à porter un faux témoignage; « cette dernière expression n'est pas légalement équivalente à celle de subornation dont se sert l'art. 365[1]; » — 2° que la subornation des témoins est un crime sui generis suffisamment défini par la loi et qui, dès lors, n'oblige pas le président à spécifier dans la question au jury de quelle manière et par quels moyens les témoins auraient été subornés[2]; — 3° que si, au contraire, négligeant le terrain que lui offre l'art. 365, il se place en présence de la complicité déterminée par l'art. 60, alors, il doit énoncer les éléments de la complicité, tels qu'ils sont énumérés audit art. 60 et particulariser les moyens à l'aide desquels a eu lieu la provocation à porter le faux témoignage[3].—Mais, si certaine que soit la nécessité de

---

[1] Rej., 9 novembre 1815 (M. Audier-Massillon, rapp.) cité n° précédent, p. 107;—Cass., 22 décembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*477;—30 mai 1851 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*315; — 3 juillet 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*413;—29 novembre 1851 (même rapp.), *Bull.*759.

[2] Cass., 29 septembre 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*558; — Rej., 13 avril 1854 (Isambert, rapp.), *Bull.*188; — Cass., 2 juillet 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*391; — Rej., 17 juillet 1857 (M. Souëf, rapp.), *Bull.*420;— 6 janvier 1859 (M. Gaussin de Perceval, rapp.), *Bull.*1, cité n° 2689, p. 109; — 13 juillet 1861 (M. Legagneur, rapp.), *idem*, p. 108.

[3] Cass., l'arrêt du 29 novembre 1851; — L'arrêt du 29 septembre

comprendre dans la question de complicité par provocation les éléments énumérés dans l'art. 60, la condamnation est légalement prononcée lorsque cette question de complicité, qui n'a pas rempli cette condition, se réfère expressément à la question principale dans laquelle on énonce que les faux témoins « ont reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses. » — Ces énonciations suffisent pour compléter la question irrégulière et restituer à la provocation son caractère criminel(1). — Voir *Complicité, infrà*, n°s 2978 et 2979.

Du reste, la question de complicité par provocation est régulièrement posée si la question énonce que le complice a provoqué un faux témoignage *en donnant des instructions*; peu importe qu'il ne soit pas indiqué que les instructions auraient été données *pour commettre le crime*(2).

2691. En matière de *détention* ou *séquestration*, le crime est suffisamment caractérisé quand on demande au jury si l'accusé est coupable d'avoir séquestré *illégalement* sa fille; mais il serait plus régulier « de rappeler dans la question les termes mêmes de l'art. 341 du Code pénal et de demander si la détention ou séquestration ont eu lieu sans ordre des autorités constituées et hors le cas où la loi ordonne de saisir les prévenus(3). » — On rencontre tous les caractères du crime de *séquestration illégale*, prévu par l'art. 341 du Code pénal, dans ce fait du débiteur qui, pour échapper à la contrainte par corps, sort précipitam-

---

1853; — Rej., 6 octobre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*576; — Cass., 6 mai 1854 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*235; — 22 février 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*102;—1er mars 1855 (à mon rapport), *Bull.* 127;—16 avril 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*242;—10 mai 1861 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*172.

(1) Rej., 18 décembre 1856 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*631.

(2) Cass., 20 septembre 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*521; — 19 juin 1857 (même rapp.), *Bull.*365.

(3) Rej., 19 juin 1828 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1828.1565.

ment de son domicile et y enferme le juge de paix, l'huissier et le recors qui venaient pour procéder à son arrestation: peu importe le mobile qui a fait agir le coupable, « celui qui, pour atteindre un but déterminé, commet volontairement un délit, devant en encourir la responsabilité (1). »

2692. En matière *de coups et blessures* la circonstance constitutive du crime prévu par l'art. 309 du Code pénal est que les coups aient été portés ou les blessures faites *volontairement*. Il est donc indispensable que ce mot : volontairement, soit énoncé dans la question posée au jury (2). — Dans l'origine, on avait vu un équivalent de ce mot dans cette mention que les coups avaient été portés *à différentes reprises* (3), ou *réitérés à plusieurs fois* (4). Mais un arrêt de doctrine a repoussé ces expressions qui ne sont qu'implicites et décidé que « la pluralité des coups peut d'autant moins être considérée comme suppléant à l'expression de la volonté, que la loi ne s'en est pas contentée et a voulu, de plus, que le jury fût consulté sur la volonté qui a dirigé l'accusé (5) »

Toutefois, le mot volontairement, n'étant pas sacramentel, serait utilement remplacé par un équivalent parfait

---

(1) Rej., 16 janvier 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.*1847, 1.429.

(2) Cass., 24 janvier 1822 (M. Basire, rapp.), *Bull.*41, qui indique par erreur la date de 1821 ;—27 février 1824 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*100; —10 mars 1826 (M. Merville, rapp.), *Bull.*128 ; — 22 août 1828 (même rapp.), *Bull.*729 ; — 12 janvier 1832 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*13 ; — 2 juillet 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*319 ; —18 juillet 840 (même rapp.), *Bull.*295; — 26 décembre 1844 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*598 ;—22 juin 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*307.

(3) Cass., 28 décembre 1827,—intérêt de la loi—(M. Busschop, rapp.), *Bull.*971 ;—19 septembre 1828 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*791.

(4) Cass., 28 avril 1826 (M. Merville, rapp.), *Bull.*238 ; — Rej., 5 mars 1831 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*83 ;—20 février 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*84.

(5) Cass., 23 décembre 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*574.

qui serait une expression exacte de la manifestation de la volonté. Ainsi serait-il quand on dirait que la blessure a été faite *avec préméditation*(1); — ou que l'accusé a porté les coups *sans y avoir été provoqué*(2).

2693. Des questions relatives à une accusation de violences dirigées contre un individu dans *l'exercice de ses fonctions* doivent constater la nature des fonctions que cet individu exerçait(3).

2694. En matière *de meurtre*, l'élément de la *volonté*, constitutif du crime, doit également être soumis au jury(4). — Et, quand l'accusé de coups ou de meurtre est un fonctionnaire compris dans l'art. 186 du Code pénal, la question doit porter aussi sur la qualité, sur l'exercice des fonctions et sur le point de savoir s'il y a eu ou non *motif légitime*(5).

S'il s'agit, non d'un meurtre consommé, mais d'une *tentative* de ce crime, le fait que la tentative n'a, comme le dit l'art. 2 du Code pénal, manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, « emporte implicitement et nécessairement la volonté de commettre ce crime(6). »

2695. Notre loi pénale définit ainsi le *vol* : « Art. 379. « Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui « ne lui appartient pas est coupable de vol. » Cette définition est la traduction, à peu près littérale, de celle qu'avait donnée la loi romaine; suivant le jurisconsulte

---

(1) Rej., 11 janvier 1856 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*26.

(2) Rej., 5 août 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*308.

(3) Cass., 12 juin 1851 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*342.

(4) L'arrêt, 19 septembre 1828, cité n° 2692, p. 112, note 3;—26 décembre 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*513.

(5) Cass., 5 décembre 1822, — intérêt de la loi — (M. Rataud, rapp.), *Bull.*514;—14 octobre 1825 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*573;—19 décembre 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*633.

(6) Rej., 14 mars 1861 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*89.

PAUL, *Fur est qui dolo malo rem alienam contrectat*.—Il faut donc, pour qu'il existe un vol, que le fait poursuivi réunisse quatre conditions : une *soustraction*,—commise avec esprit de *fraude*,—sur une *chose*,—appartenant *à autrui*.

Chacune de ces conditions doit, à peine de nullité, être énoncée dans la question à soumettre aux jurés.

Pour caractériser le vol, on peut indistinctement se servir du mot *vol*, ou des mots *soustraction frauduleuse* qui sont synonymes (1). — Mais si on emploie le mot *soustraction*, il faut ajouter le mot *frauduleuse* (2).

Cette mention, qu'il y a eu soustraction frauduleuse d'objets *appartenant à autrui*, remplit le vœu de la loi sans qu'on soit tenu d'y ajouter la désignation des personnes victimes du vol (3).

L'article 380 du Code pénal, en établissant l'immunité pour le vol commis par l'un des époux au préjudice de l'autre, s'applique à l'époux *complice* d'un tiers qui a volé, aussi bien qu'à l'époux qui a été l'auteur principal et direct de la soustraction frauduleuse (4).

2696. Les éléments constitutifs du crime de *pillage* de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, prévu par l'art. 440 du Code pénal, sont que le fait a été commis en réunion ou bande et à force ouverte. — La circonstance que le coupable prouve qu'il a été entraîné par des provocations ou sollicitations à prendre part aux violences, permet aux juges d'atténuer la peine ; mais, comme, libres dans leur appréciation, ils ont, à cet égard, une

---

(1) Rej., 13 juillet 1832 (M. Choppin, rapp.), DALLOZ, n° 2721 ; — 12 janvier 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 17.

(2) Cass., 26 octobre 1815 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 125;—20 juillet 1826 (M. D'Aubers, rapp.), *Bull.* 406;—2 septembre 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 474.

(3) Cass., 6 juin 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 316.

(4) Cass., 6 octobre 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 569.

simple faculté, on ne considère pas que cette disposition de l'art. 441 constitue une excuse légale. Quand les objets pillés consistent en grains et autres denrées alimentaires énumérées dans l'art. 442, l'intensité de la peine s'accroît contre ceux qui auraient été les chefs, instigateurs ou provocateurs, alors même qu'ils n'auraient pas personnellement coopéré au pillage. Et cependant ni la nature particulière des denrées, ni la qualité de chef ne sont des circonstances aggravantes : elles constituent et caractérisent le crime spécial prévu par ce dernier article. — Voir *infrà*, n^os^ 2866 et 2909. — Disons que, lorsqu'il ne s'agit pas de ce crime spécial, la spécification détaillée des objets pillés n'est nullement indispensable (1).

2697. D'après les dispositions formelles de l'art. 400 du Code pénal, « il n'existe *d'extorsion* légalement punissable, que quand il s'agit de la signature ou de la remise d'écrits, actes ou pièces quelconques, contenant ou opérant *obligation, disposition ou décharge*. » En conséquence, la question qui ne relaterait pas ou que la signature, ou que le titre extorqués avaient ces caractères, serait irrégulière (2). Spécialement, une signature en blanc, — dont l'abus ou la fausseté peuvent constituer soit le délit, soit le crime prévus par l'art. 407 du même Code, — ne contient et n'opère ni obligation, ni disposition, ni décharge; « dès lors, en appliquant aux faits ainsi constatés la peine de l'art. 400, l'arrêt de la Cour d'assises a faussement appliqué ledit article et commis un excès de pouvoir (3). »

Remarquons, en outre, que ce crime cesserait d'exister, avec sa dénomination et ses conséquences légales, si les

---

(1) Cass., 12 avril 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*169.

(2) Cass., 19 février 1825 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*83.

(3) Cass., 7 messidor an IX (M. Genevois, rapp.), *Bull.*428 ; — 19 juin 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*329.

circonstances de violence, force ou contrainte, qui sont constitutives, étaient omises dans la question (1). Par suite, l'accusé déclaré coupable par le jury d'extorsion de la signature d'un écrit contenant obligation, mais sans violence, force ou contrainte, doit être acquitté par la Cour d'assises (2). Cependant d'autres arrêts ont décidé que si l'extorsion se trouve dépouillée de ces trois circonstances de force, violence et contrainte qui en font un crime passible des travaux forcés à temps, elle rentre dans la classe des vols simples prévus et punis par l'art. 401 du Code pénal (3).

Du reste, « l'art. 400, qui prévoit le crime d'extorsion, est classé dans la section du Code relative au vol, et l'art. 401, qui le suit immédiatement, par les termes dans lesquels il est conçu, indique encore que le législateur a voulu attribuer cette qualification à tous les délits contre la propriété d'autrui; » dès lors, l'immunité admise par l'art. 380 doit être acquise à la femme qui, par force, contrainte ou violence, extorque à son mari la signature d'un écrit contenant obligation au profit d'un tiers (4).

2698. En matière de *destruction d'effets*, prévu par l'art. 439 du Code pénal, il y a nullité, si la question ne pose pas au jury l'élément de *l'obligation ou décharge* constitutif du crime (5). — Nullité encore si on n'interroge pas le jury sur la question de *volonté* qui est un des éléments substantiels (6). — Et, pour que la Cour d'assises puisse qualifier le titre détruit, il faut soumettre au jury

---

(1) Rej., 15 mai 1847 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*169.
(2) Cass., 19 août 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*494.
(3) Rej., 30 avril 1830 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*262; — Cass., 7 octobre 1831 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*428.
(4) Rej., 8 février 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*69.
(5) Cass., 11 mars 1830 (M. Chilhaud de la Rigaudie, rapp.), *Bull.*141.
(6) Cass., 28 novembre 1833 (M. Brière, rapp.), *Bull.*597.

les diverses circonstances de fait qui peuvent permettre d'attribuer à ce titre la qualification d'acte de l'autorité publique ou d'effet de commerce ou de banque[1]

2699. En matière de *concussion*, la circonstance que l'accusé savait que la somme indûment exigée ou reçue n'était pas due ou excédait la somme légitimement réclamée, est constitutive du crime : elle doit donc être soumise au jury, alors même qu'elle ne serait pas explicitement relevée par l'arrêt de renvoi. En effet, « elle y est implicitement par l'effet et le sens du titre de l'accusation[2]. »

2700. Les éléments constitutifs de la *banqueroute frauduleuse* sont : 1° la qualité de *commerçant failli* et 2° un ou plusieurs des faits de fraude retenus par l'art. 591 du Code de commerce et qui sont les suivants :

La soustraction des livres ;

Le détournement ou la dissimulation d'une partie de l'actif;

Le fait de s'être, soit dans les écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par le bilan, frauduleusement reconnu débiteur des sommes qui n'étaient pas dues.

Pour être régulière, la question doit donc réunir ces deux caractères dont le concours est absolument indispensable pour l'existence légale du crime de banqueroute. — Spécialement, la qualité de commerçant failli étant un des éléments substantiels du crime de banqueroute, la question est radicalement nulle si cette circonstance n'y est pas mentionnée[3].

---

(1) Cass., 20 août 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*330.

(2) Rej., 15 mars 1821 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*133.

(3) Cass., 22 juin et 23 novembre 1827 (M. Mangin , rapp.), *Bull.*519 et 881 ;—19 septembre 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*797 ;—16 septembre 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*490 ; — 3 février, 3 mars,

La déclaration du jury serait insuffisante et incomplète si, énonçant le fait de la faillite, elle était muette sur la qualité de commerçant. — En conséquence, on ne peut condamner un individu comme coupable de complicité de banqueroute qu'autant que le jury a déclaré que l'auteur principal était non-seulement failli, mais encore commerçant(1). Toutefois, il n'est pas indispensable que la question relative à la complicité mentionne en propres termes cette qualité *de commerçant failli*, comprise dans la question relative à l'auteur principal. En ce cas, en effet, la culpabilité du complice se référant à la culpabilité de l'auteur principal, la circonstance dont s'agit se trouve virtuellement, quoique tacitement, reproduite dans la question relative à la complicité(2).

Il n'est pas nécessaire : que le caractère *frauduleux* des détournements et dissimulations mis à la charge de l'accusé de banqueroute soit expressément énoncé dans la question : « ce caractère ressort nécessairement, d'une part, de la qualification donnée au fait, en conformité du texte même de la loi, et, d'autre part, du mot *coupable* dont se sert explicitement la question(3) » ; — ni d'indiquer le nom du créancier fictif, alors surtout que ce nom a été désigné dans l'acte d'accusation, que celui qui le porte a

---

17 mars et 21 avril 1831 (MM. Rocher, Meyronnet de Saint-Marc et Ricard, rapp.), *Bull.*41, 79, 99 et 168;—23 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 323;—21 décembre 1837 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*468;—20 septembre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*445;—3 octobre 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*485;—Rej., 22 septembre 1864 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*418.

(1) Cass., 4 mai 1842 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*175; — 18 octobre 1842 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*429.

(2) Rej., 26 mai 1838 (M. Choppin, rapp.), S.-V.38.1.562; D.P.39.1.50; *Pal.*38.2.188.

(3) Rej., 21 décembre 1854 (à mon rapport), *Bull.*378; — 15 juin 1866 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*250.

comparu aux débats comme témoin, qu'un débat s'est engagé à son occasion et que, par conséquent, il n'a pu rester inconnu aux jurés (1); — ni de spécifier de quelles choses se composent les valeurs détournées ou dissipées (2).

La complicité du crime de banqueroute repose sur deux ordres de faits différents : elle est spéciale ou générale. Spéciale, quand, en conformité du n° 1 de l'art. 593 du Code de commerce, des individus sont convaincus d'avoir, *dans l'intérêt du failli*, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles; — générale, quand, en dehors d'un agissement dans l'intérêt du failli, les faits présentent les éléments constitutifs de la complicité ordinaire, tels qu'ils sont retenus par l'art. 60 du Code pénal. — Voir *infrà*, n° 2988.

A côté de la banqueroute ou de la complicité de ce crime, se place un fait qui, sans avoir la même qualification, leur est assimilé : c'est, aux termes du n° 2 de l'art. 593 du Code de commerce, le fait des individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté dans la faillite et affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées. Pour ce fait, qui constitue un crime spécial, il n'est pas nécessaire d'énoncer ni la qualité de commerçant failli, ni que l'accusé a agi dans l'intérêt du failli : il suffit qu'il y ait état de faillite constaté et présentation et affirmation de créances supposées (3).

Une femme déclarée fabricante par le jury est réputée commerçante, et, quand le fait de sa faillite est reconnu,

---

(1) Cass., 18 mars 1826 (M. Bernard, rapp.), *Bull.* 138.

(2) Rej., 16 janvier 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1840, à sa date.

(3) Rej., 19 novembre 1859 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 413.

ainsi que les faits de détournements d'une partie de l'actif, elle peut être condamnée pour banqueroute frauduleuse, quoiqu'on n'ait pas soumis aux jurés le point de savoir si elle a été légalement autorisée par son mari à exercer le commerce (1).

2701. En matière *de fausse monnaie*, il y a nullité, si le jury n'est pas interrogé sur le point de savoir si la monnaie a *cours légal* en France (2). — Et le vœu de cette disposition n'est pas accompli si on se borne à dire, dans la question, que la pièce fausse était une pièce de deux francs (3). — Mais il n'est pas nécessaire de mentionner ni la valeur des pièces contrefaites, ni le millésime et le type qui y était empreint (4).

En cette matière de *fausse monnaie étrangère*, il importe peu que la monnaie altérée soit métallique ou consiste en un papier; mais, dans ce dernier cas, la circonstance constitutive est que le papier, assimilé à des monnaies, ait, dans le pays étranger, cours légal et forcé (5).

2702. En matière de *corruption de fonctionnaires*, lorsqu'un agent d'une administration publique est accusé de s'être laissé corrompre en agréant la promesse d'un don, le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur le point

---

(1) Rej., 7 mars 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1828, 1256.

(2) Cass., 10 août 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*399; — 4 mai 1848 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*207; — Rej., 11 janvier 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*16; — Cass., 4 septembre 1862 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*380.—Anciennement on avait jugé que l'appréciation de ce point constituait une question de droit qui était du domaine de la Cour d'assises et non du jury. — Voir n° 2654-9°.

(3) Cass., 30 août 1844 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*431.

(4) L'arrêt du 11 janvier 1850.

(5) Cass., 25 avril 1828 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*331;—20 juin 1829, —intérêt de la loi—(M. Brière, rapp.), *Bull.*362;— Rej., 29 septembre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*561;— 22 juillet 1858 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*341.

de savoir si le fait qui a été l'objet de la promesse concernait l'administration à laquelle appartenait l'accusé, et si, à l'occasion de ce fait, l'accusé a enfreint ses devoirs d'agent. — Ces circonstances sont constitutives de la criminalité (1).

2703. En matière d'*infanticide*, le fait qu'il s'agit d'un *enfant nouveau-né* doit, comme constitutif du crime, être posé au jury au moyen d'une question principale (2). — Du reste, un enfant ne peut plus être réputé nouveau-né lorsque la question soumise au jury énonce qu'il s'est écoulé un délai de trente et un jours entre la naissance de l'enfant et sa mise à mort. La loi, en effet, en qualifiant d'infanticide et punissant d'une peine plus forte « le meurtre d'un enfant nouveau-né n'a eu en vue que l'homicide volontaire commis sur un enfant au moment où il vient de naître, ou dans un temps très-rapproché de celui de sa naissance ; ses dispositions ne peuvent être étendues au meurtre d'un enfant qui a déjà atteint l'âge de trente et un jours et dont, par conséquent, la naissance, si elle n'a été légalement constatée, n'a pu du moins, le plus souvent, rester entièrement inconnue » (3). — Et il en serait de même si la question constatait que son enfant, auquel l'accusée a donné la mort, était âgé de huit jours (4). — Mais si la question et, à sa suite, la réponse du jury, disent que le meurtre est celui d'un enfant nouveau-né, sans déterminer la date de sa naissance et celle de sa mort, il n'y a pas lieu de rechercher, en fait, si l'enfant avait été inscrit sur les registres de l'état civil et

---

(1) Cass., 23 janvier 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 32.

(2) Rej., 21 août 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 337 ; — Cass., 13 mars 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 151.

(3) Cass., 24 décembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 564.

(4) Cass., 14 avril 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 145.

si, par conséquent, il est réellement nouveau-né. En ce cas, la réponse du jury est irréfragable (1).

2704. Le caractère constitutif du crime *de suppression d'enfant* est que l'enfant supprimé *ait eu vie* : pourvu qu'il ne soit pas *mort-né*, le crime existe alors même que, au moment de la suppression, il ne soit plus encore vivant. En effet, les dispositions de l'art. 345 du Code pénal sont générales et absolues ; tout enfant doit être présenté à l'officier de l'état civil pour que son état soit constaté, afin de garantir la famille contre toute atteinte portée à l'ordre légal des transmissions d'héritage, et pour qu'il soit procédé à son inhumation, après les vérifications légales destinées à établir qu'il était ou n'était pas né viable, ou à faire connaître les causes d'une mort aussi prompte (2). — Mais précisément parce que le législateur a eu essentiellement en vue d'assurer l'état civil de l'enfant, le crime de suppression n'existe pas lorsque l'enfant étant *mort-né* n'a pu avoir d'état. En conséquence, appliquer l'art. 345 au cas d'inhumation clandestine d'un enfant mort-né, ce serait donner à la loi une extension qui n'est ni dans ses termes ni dans son esprit (3). — Du reste, la question de savoir si l'enfant est né vivant se trouve suffisamment résolue par la réponse catégorique que le jury fait à la question suivante : *l'accusé est-il coupable d'avoir supprimé tel enfant* NOUVEAU-NÉ ? (4) — Et c'est à bon droit que, se renfermant dans les termes de l'art. 345, la Cour refuse d'ajouter à la

---

(1) Rej., 13 mars 1856 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 176.

(2) Cass., 5 septembre 1834 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 354 ; — Rej., 21 février 1835 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 81 ; — Cass., 27 août 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 397 ; — 15 juillet 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 252 ; — Rej., 7 décembre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 547.

(3) Rej., 1er août 1836 (M. Bérenger, rapp.), *Bull.* 279 ; — 4 juillet 1840 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.* 273.

(4) Rej., 8 novembre 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 522 ; — 25 septembre 1862 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 390.

question relative au crime de suppression ces expressions : *avec l'intention de détruire ou empêcher la preuve de l'état civil d'un enfant* (1).

L'art. 345 « s'applique généralement à tout enlèvement ou recélé d'un enfant mineur, et ne peut pas être restreint à l'enlèvement et au recélé des enfants nouveau-nés. » Et, comme il porte une disposition toute spéciale, « il n'est pas indispensable d'appuyer la condamnation sur l'art. 62 du Code pénal » (2).

2705. En matière d'*attentat à la pudeur sans violence*, l'âge de moins de treize ans de la victime est une circonstance constitutive du crime : en conséquence, pour pouvoir servir de base à un arrêt de condamnation, cette circonstance doit être reconnue et déclarée par le jury ; et la Cour d'assises ne peut, pour suppléer à l'absence de question et de réponse sur ce point, se fonder sur un acte de naissance produit aux débats (3). — Et, en bonne règle, cette circonstance doit faire partie de la question principale. — Voir les arrêts, *infrà*, n° 2913. Toutefois, si le président croit utile d'interroger le jury par une question distincte, mais principale, sur l'âge de l'enfant, aucune loi ne lui interdit cette faculté (4). — Du reste, comme l'âge de l'enfant constitue le crime, seul et sans le concours de la violence, le crime est suffisamment qualifié quoique, dans la question, on ait supprimé ces mots : *sans violence* qui sont inopérants (5).

Ce crime existe alors même que les actes de débauche, qui caractérisent l'attentat, ont été exercés non sur la personne de l'enfant, mais par l'enfant sur la personne de

---

(1) Rej., 9 janvier 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 23.
(2) Rej., 18 novembre 1824 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.* 1824.1113.
(3) Cass., 1er octobre 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 395.
(4) Rej., 1er décembre 1866 (M. Perrot de Chezelles, rapp.), *Bull.* 433.
(5) Rej., 29 novembre 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 592.

l'accusé : il suffit que la personne de l'enfant ait été mise en jeu dans l'accomplissement de l'acte coupable[1].

En matière *d'attentat à la pudeur* sur un enfant âgé de plus de treize ans, la violence, qui est circonstance constitutive, doit être énoncée dans la question relative au fait principal[2]. En mentionnant, dans la question, les éléments légaux du crime, on doit nécessairement spécifier, non-seulement l'attentat et la violence, mais encore la nature particulière de l'attentat : ainsi, est incomplète la question posée en ces termes : l'accusé est-il coupable d'attentat consommé avec violence sur telle personne? Il faut, pour la rendre juridique, ajouter au mot *attentat* ceux-ci : *à la pudeur*[3]. — Mais il n'est pas nécessaire de détailler les faits qui caractérisent l'attentat à la pudeur et de constater qu'ils sont réellement des actes de lubricité plutôt que des actes de brutalité[4]. — Du reste, la loi ne définissant pas ce genre d'attentat, laisse aux jurés « le droit et le devoir d'apprécier les circonstances de fait établissant la culpabilité, », et la question est régulière lorsqu'elle est posée dans les termes de l'art. 332 du Code pénal[5].

2706. Le caractère essentiel et constitutif *du viol* consiste dans le fait d'abuser d'une personne contre sa volonté : « il en résulte que le crime ainsi qualifié existe avec tous ses éléments légaux lorsque, même en l'absence de toutes violences physiques ou morales, la surprise seule suffit à son auteur pour atteindre, en dehors de la volonté

---

(1) Rej., 27 septembre 1860 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*383.

(2) Cass., 6 février 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*74;—20 janvier 1848 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*26.

(3) Cass., 24 décembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 515 ;—24 mars 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*160.

(4) Rej., 23 décembre 1859 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*461.

(5) Rej., 18 mai 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*271.

de sa victime, le but coupable qu'il se proposait. » Spécialement, le viol est pleinement constaté quand la question énonce que l'accusé a abusé d'une femme contre sa volonté, par surprise et dans son sommeil(1).

2707. Les caractères substantiels du *crime d'incendie* qui doivent cumulativement être soumis au jury, sont : 1° le fait matériel d'avoir mis le feu; 2° la volonté de le mettre, et 3° le préjudice réalisé ou possible pour autrui.

Quant *au fait matériel*, « l'individu qui a tout préparé et disposé pour que, au moment donné, le feu prenne nécessairement, soit de lui-même, soit par le concours innocent d'une main étrangère, n'est pas moins coupable que celui qui allume personnellement et directement le feu » (2). Cependant, n'est auteur ou coauteur du crime que celui qui y a pris une part matérielle quelconque. Ainsi, le propriétaire qui, après avoir fait assurer des tas de bois lui appartenant, les fait incendier par un tiers qu'il a provoqué à cette action, est complice et non auteur ou coauteur. Au contraire, le tiers qui, cédant à la provocation, met le feu à ces tas de bois, est l'auteur direct. Toutefois, comme il a agi pour le propriétaire qui, par son consentement, l'a en quelque sorte substitué à son droit de propriété, il est coupable de l'incendie de sa propre chose. On doit donc, alors, pour que le crime existe légalement, énoncer dans la question qu'il a été causé préjudice à autrui, notamment à la compagnie qui avait assuré la chose incendiée(3).

Quant *à la volonté*, malgré le mot *coupable* qui se trouve

---

(1) Cass., 25 juin 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*378 ;—Rej., 31 décembre 1858 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*539.

(2) Cass., 20 juillet 1861 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*276.

(3) Cass., 15 novembre 1862 (à mon rapport), *Bull.*416;—3 septembre 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*409.

dans toute question, il faut interroger expressément le jury sur le point de savoir si c'est volontairement que l'accusé a mis le feu(1).

Quant *au préjudice*, il existe lorsque l'auteur de l'incendie a agi avec la volonté de causer un préjudice quelconque à autrui, notamment lorsque la maison appartient à autrui; ou lorsque, étant la propriété de l'accusé, la maison est hypothéquée, assurée ou habitée, ou servant à l'habitation; ou lorsque, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques placés de manière à communiquer l'incendie, cet incendie a été, en effet, communiqué(2). — En conséquence, il y a nullité, par exemple, quand on ne demande pas au jury si la maison incendiée appartient à autrui (3), et cet élément est tellement substantiel qu'il ne peut être suppléé par l'énonciation de maison commune, ni jugé inutile par cela qu'il a été posé, comme circonstance aggravante, la question de savoir si la maison était habitée par l'instituteur communal (4); — Nullité encore quand, la maison appartenant à l'accusé, on n'insère pas dans la question la circonstance constitutive que cette maison était assurée (5); — et, à l'inverse, validité si le fait de l'assurance qui suffit à constater le préjudice est relevé, qu'il s'agisse d'une maison proprement dite ou d'une grange ou d'un simple *hangar* qui rentre dans l'expression générique d'*édifices* employée par le § 1er de l'art.

---

(1) Cass., 13 juin 1850 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*291.

(2) Cass., 14 janvier 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*9;—3 février 1848,—sur mes conclusions — (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*43;— 28 mai 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*337; — Rej., 23 septembre 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*551.

(3) Cass, 24 juillet 1840 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*314; — 28 janvier 1841 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*45.

(4) Cass., 23 février 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 79.

(5) Cass., 13 octobre 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*586.

434(1); — et il n'est pas nécessaire de demander au jury si l'accusé a eu l'intention de toucher le prix de l'assurance(2). — De même, la condamnation est valablement prononcée si la réponse du jury, conforme à la question, porte que l'accusé a incendié sa maison pour brûler des récoltes appartenant à un tiers et déposées dans sa maison (3).

Qu'on le retienne donc : l'incendie par un propriétaire de sa propre maison non habitée et non servant à l'habitation, ne constitue ni crime, ni délit lorsque, d'ailleurs, il ne résulte pas soit de la déclaration du jury, soit de l'arrêt de mise en accusation, que l'incendie aurait porté préjudice à autrui (4). Mais quand la maison appartient par indivis à l'accusé et à sa femme, est valable la question ainsi conçue : « l'accusé est-il coupable d'avoir volontairement mis le feu à un bâtiment appartenant tant à lui qu'à sa femme(5)? » Et remarquons, à titre d'analogie, que l'incendie par un fils de la maison de son père est juridiquement déféré à la Cour d'assises : ce crime ne profite pas de l'immunité accordé, au cas de vol, par l'art. 380 du Code pénal (6).

Ces expressions du § 1er de l'art. 434 : *quand ils sont habités ou servant d'habitation*, méritent une explication spéciale. On a soutenu, et des Cours d'assises avaient jugé avec persistance, que, pour pouvoir appliquer le paragraphe 1er de l'art. 434, il fallait que les édifices fussent réel-

---

(1) Rej., 6 juillet 1854 (M. Rives, rapp.), *Bull.*372; — Cass., 29 décembre 1854 (à mon rapport), *Bull.*593.

(2) Rej., 23 avril 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*229.

(3) Rej., 7 janvier 1826 (M. Ollivier, rapp.) *Bull.*11.

(4) Cass., 2 juin 1848, — sur mes conclusions — (M. Rocher, rapp.), *Bull.*252;—30 juillet 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*445.

(5) Rej., 12 août 1858 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*372.

(6) Rej., 2 juin 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*302.

lement habités en fait, ou qu'ils fussent destinés à servir d'habitation. La Cour de cassation a pensé que cette interprétation restrictive était erronée; que, conformément à l'art. 390, placé comme l'art. 434 dans le chapitre des crimes et délits contre la propriété, ces expressions comprenaient, « non-seulement les bâtiments actuellement habités ou destinés à l'être, mais aussi tous les édifices qui en dépendent et qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage[1]. — Du reste, cette circonstance est légalement caractérisée, sans qu'il soit nécessaire d'énumérer tous les détails dudit art. 390 auquel on se réfère, par ces mots : *dépendance de maison habitée*[2], ou par ceux-ci : *une grange* JOIGNANT *une maison habitée* ET FAISANT CORPS AVEC ELLE[3]. — Mais *attenir*, n'est pas *dépendre*, et on ne trouverait une précision suffisante dans ces termes : ATTENANT *à une maison habitée*[4], ni dans cette mention que le feu a été mis à *la grange d'une maison*, sans dire que cette grange dépendait de la maison[5].

Pour que le § 5 de l'art. 434 soit applicable, il faut, d'abord, que les pailles ou bois disposés en tas ou en stères soient à l'état de *récolte;* ensuite, que ces objets n'appartiennent pas à l'incendiaire[6]. — De même, pour l'in-

---

(1) Cass., 2 mai 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*221; —14 août 1839, — chambres réunies—(M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 402; — 20 janvier 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*11; — 8 août 1844 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*404; — 24 septembre 1846 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*388;—18 janvier 1847,—chambres réunies— (M. Bernard de Rennes, rapp.), *Bull.*13; — 15 juin 1849 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*219;—18 mai 1854 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*270; — 14 août 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*464.

(2) Rej., 1er août 1851 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*490.

(3) Cass., 11 mars 1858 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*139.

(4) Cass., 25 mai 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*240;—15 mai 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*292.

(5) Cass., 17 décembre 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*487.

(6) Cass., 15 septembre 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*521; — 7 avril

cendie d'une *meule de paille* appartenant à autrui, on doit, ou constater l'état de récoltes, ou, s'il y a lieu, que cette meule était placée de manière à pouvoir produire l'incendie par communication (1). — Du reste, la question ainsi formulée : un tel est-il coupable d'avoir volontairement mis le feu à une *meule de blé* appartenant à autrui? constate nécessairement que le blé était en gerbe et par conséquent à l'état de récolte (2).

Quand il s'agit *d'incendie par communication*, il faut, pour constituer le crime, que l'agent communicateur ait été placé de manière à rendre la communication possible; qu'elle ait eu lieu réellement; et que le feu ait été mis volontairement aux objets qui l'ont communiqué (3). Exiger, en outre, qu'il y ait eu non-seulement volonté de mettre le feu, mais encore *volonté de le communiquer*, c'est ajouter aux caractères constitutifs relevés par le § 7 de l'art. 434 et, par suite, en violer les dispositions (4). — Puisque le caractère du crime d'incendie par communication « n'est pas seulement d'avoir mis volontairement le feu à des objets quelconques placés de manière à communiquer l'incendie, mais principalement et surtout de l'avoir communiqué, » cette circonstance de communication effective n'est pas aggravante, mais constitutive : dès lors, elle ne doit pas faire l'objet d'une question séparée (5).

2708. Au cas d'accusation *de détournement d'un mineur*, le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur le point de savoir si, au moment du détournement, l'enfant se

---

1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*187;—27 mars 1863 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*159.

(1) Cass., 3 mars 1853 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*115.

(2) Rej., 30 juin 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*350.

(3) Cass., 5 avril 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*202.

(4) Cass., 1er juillet 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*391.

(5) Cass., 3 janvier 1846 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*3.

trouvait confié aux soins ou à la direction de la personne qui l'avait placé dans les lieux d'où il a été détourné : c'est là une circonstance élémentaire et constitutive du crime (1). — Il est également indispensable de mentionner l'état de minorité de l'enfant détourné; état qui est aussi un des éléments essentiels du crime, et il suffit de constater que l'enfant était mineur de vingt et un ans, sans qu'il soit nécessaire de préciser son âge (2). — La fraude ou la violence sont encore des éléments substantiels du crime prévu par les art. 354 et 355 du Code pénal; mais lorsqu'il y a lieu à application de l'art. 356 de ce Code, c'est-à-dire lorsque le ravisseur était majeur de vingt et un ans ou au-dessus, la circonstance de fraude ou de violence n'est plus nécessaire puisque, selon ce dernier article, le crime existe alors même que la fille au-dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur (3).

L'art. 354 précité protége les *mineurs* et les *mineures* contre la fraude ou la violence à l'aide desquelles l'enlèvement, détournement ou déplacement serait accompli, quel que soit, d'ailleurs, le sexe de l'individu auteur de ces manœuvres. — Mais, après cette disposition générale et commune, il restait au législateur à prévoir le cas où l'enlèvement aurait été déterminé par la séduction d'un sexe vis-à-vis d'un autre : tel est l'objet de l'art. 356, qui punit spécialement l'enlèvement commis par un homme sur la personne d'une jeune fille. Dans le cas de ce dernier article, qui ne saurait jamais s'appliquer à une femme, un des éléments qui constitue le crime est donc que le

---

(1) Cass., 9 mai 1844 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 233.
(2) Rej., 30 mars 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 182.
(3) Rej., 26 mars 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 193.

ravisseur soit un homme (1).—Par une conséquence forcée de cette règle, les peines édictées par cet art. 356 ne peuvent être appliquées au complice qu'autant que la question et la déclaration du jury ont reconnu et constaté le sexe et l'âge de l'auteur principal du détournement (2).

2709. Dans une accusation d'*abus de confiance commis par un serviteur à gages*, l'existence de la fraude, élément essentiel du crime, résulte suffisamment du mot : *détournement* inséré dans la question (3). — Quand il s'agit d'écrits, la disposition de l'art. 408 du Code pénal ne s'applique qu'aux écrits qui constituent soit des billets, soit des quittances, ou qui contiennent ou opèrent obligation ou décharge : il faut donc que ces éléments soient mentionnés dans la question (4). — Quand il s'agit du détournement de meubles, il suffit de constater le détournement au préjudice du propriétaire, sans qu'il soit nécessaire d'indiquer avec détail quels étaient les meubles détournés (5).

2710. En matière *d'empoisonnement*, la nature du crime implique nécessairement la volonté de son auteur : cette volonté n'a donc pas besoin d'être énoncée dans la question ; mais, de ce qu'elle y a été surabondamment mentionnée, il ne saurait en résulter nullité (6).

---

(1) Cass., 8 avril 1858 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*192 ; — 12 avril 1861 (M. Sénéca, rapp.) *Bull.*129.

(2) L'arrêt du 12 avril 1861.

(3) Rej., 12 janvier 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*16. — Nota. Cet arrêt a été rendu en matière correctionnelle ; mais le principe qu'il pose pour le délit simple d'abus de confiance serait applicable au cas où l'abus a été l'œuvre de l'une des personnes énumérées au § 2 de l'art. 408 du Code pénal.

(4) Rej., 21 août 1840 (M. Rocher, rapp.), *Pal.*1840, à sa date.—Nota. Voir *suprà*, nº 2698, note 2, une décision analogue en matière de destruction d'effets.

(5) Rej., 18 juillet 1862 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*300.

(6) Rej., 20 mars 1862 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*126.

2711. *Le faux* est un des crimes les plus fréquents; il mérite donc une mention spéciale, et je résume ici les éléments qui doivent trouver place dans la formule des questions le concernant.

Les éléments constitutifs du crime sont : 1° le faux matériel ; 2° l'intention de nuire ; 3° et le préjudice réalisé ou possible (1).

Le *fait matériel* n'est pas exprimé d'une manière suffisante par cette mention vague que l'acte, — un certificat par exemple, — est faux : il est encore nécessaire d'expliquer comment et pourquoi il est faux (2).

L'intention de nuire est suffisamment révélée dans la question par ces mots : *est-il coupable?* (3) Néanmoins, il est plus prudent d'y introduire cette expression : *frauduleusement* (4).

Le préjudice, auquel peut donner lieu le crime de faux, « est de deux sortes : préjudice matériel, préjudice moral : il est alternativement susceptible, sous l'un comme sous l'autre de ces deux rapports, d'assurer, soit un intérêt privé, soit un intérêt d'ordre général et public » (5). — Le préjudice existe, non-seulement lorsque, le but criminel ayant été atteint, le dommage a été souffert, mais encore lorsqu'il était possible (6). — Mais comment ce préjudice

---

(1) Rej., 14 septembre 1865 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*307.

(2) Cass., 3 décembre 1847 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*473.

(3) Rej., 28 novembre 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*549 ;—27 août 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*346.

(4) Rej., 20 mai 1853 (à mon rapport), *Bull.*272.

(5) Cass., 12 novembre 1813 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*594 ; —Rej., 19 septembre 1850 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*473;—18 juin 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*376 ;—18 novembre 1852 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*627 ;—3 décembre 1859 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*433.

(6) Cass., 7 juillet 1848 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*293 ; —Rej., 7 avril 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*188 ;—7 mai1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*238 ;— 26 août 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*488 ; — 26 novembre 1853 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*658 ;—22 septembre 1859 (M. Le Sérurier, rapp), *Bull.*376.

est-il constaté par la question? 1° Sans qu'une mention spéciale soit nécessaire, il résulte, dans certains faux, de la nature même de l'acte[1]; 2° et, dans d'autres actes de la nature desquels il ne ressort pas nécessairement, il faut une mention explicite, ou, du moins, implicite mais claire[2]; par exemple : quand il s'agit d'un faux certificat de médecin[3]; ou d'une lettre missive[4]; ou de mémoires de fournisseurs[5]; — ou d'un acte sous seing privé et sur papier libre[6].

2712. Dans le faux, il y a plusieurs crimes distincts et indépendants, spécialisés par des caractères qui leur sont propres. Il y a : 1° le faux commis par les fonctionnaires ou officiers publics, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, prévu par les art. 145 et 146 du Code pénal; — 2° le faux en écriture authentique et publique, commis par autres que par les officiers instrumentaires; — 3° le faux en écriture de commerce ou de banque prévu, comme le précédent, par l'art. 147; — 4° le faux en écriture privée, prévu par l'art. 150; — 5° et le crime d'usage des actes ou pièces faux, prévu par les art. 148 et 151.

Chacun de ces faux a ses éléments constitutifs particuliers, qui doivent être énoncés dans les questions et qu'il importe de préciser ici. Et un arrêt constate avec netteté la nécessité d'interroger le jury sur tous les éléments caractéristiques du crime. On y lit : « Aux termes de l'art. 337

---

(1) Cass., 22 octobre 1825 (M. Bernard, rapp.), *Pal.*1825.916; — Rej., 13 octobre 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*421; — 3 janvier 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*10.

(2) Cass., 20 janvier 1837 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*28; — 11 janvier 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*10.

(3) Cass., 8 septembre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*486.

(4) Cass., 3 janvier 1846 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*8.

(5) Cass., 20 janvier 1848, — sur mes conclusions — (M. Rocher, rapp.), *Bull.*22.

(6) Cass., 30 mai 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*267.

du Code d'inst. crim., le jury doit être consulté, non-seulement sur le fait matériel objet de l'accusation, mais aussi sur les circonstances qui constituent la criminalité de ce fait, et servent à en déterminer la nature et à en fixer les caractères. Spécialement, dans une accusation de *faux*, les questions posées au jury doivent le mettre à même de déclarer si le faux a été commis de l'une des manières indiquées soit par l'art. 145, C. pénal, soit par l'un des articles suivants. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'un faux en écriture authentique et publique, ou en écriture de commerce, ou de banque, prévu par l'art. 147 du Code pénal, on doit demander au jury s'il a été commis, soit par contrefaçon ou altération d'écriture, ou de signatures, soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les actes, soit par addition ou altération de clauses, de déclaration, ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater » (1).

2713. 1° Le faux *par des fonctionnaires ou officiers publics* comprend la réunion des circonstances constitutives suivantes : premièrement, la qualité de fonctionnaire ou d'officier public ; — deuxièmement, le fait que le fonctionnaire a agi dans l'exercice de ses fonctions ; — troisièmement, enfin, le fait que le faux a été commis par l'un des modes indiqués par l'art. 145, savoir : soit par fausses signatures, — soit par altération des actes, écritures, ou signatures, — soit par supposition de personnes, — soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou autres actes publics, depuis leur confection ou clôture : ou bien, le fait que, comme le dit l'art. 146, le fonctionnaire ou officier public, en rédigeant des actes de son ministère, en a frauduleusement dénaturé la substance ou les circon-

(1) Cass., 12 avril 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 124.

stances soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, — soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avérés des faits qui ne l'étaient pas.

Disons, d'abord, relativement aux deux premiers éléments constitutifs, qu'il résulte de la jurisprudence que, pour que l'application des art. 145 et 146 puisse être légalement faite, il est nécessaire qu'il résulte de la question et de la déclaration du jury ces deux faits substantiels que l'acte faux a été fabriqué ou dénaturé par un officier public, et soit par suite de ses fonctions, soit dans un acte de son ministère (1). Disons aussi que, puisque ces deux faits sont constitutifs et non pas aggravants, il n'y a pas lieu d'en faire l'objet de questions distinctes et séparées de la question relative au fait principal (2).

Ajoutons que, quand ce faux a lieu notamment par le moyen de *supposition de personne*, l'art. 145 « n'exige pas que la question posée au jury renferme explicitement celle de savoir si l'accusé a agi *sciemment et frauduleusement*; en effet, cette question intentionnelle se trouve toujours virtuellement et implicitement comprise dans celle de savoir si l'accusé est coupable » (3). — Et ensuite, « qu'un acte de ce genre est toujours de nature à compromettre les droits du mandant dont la personne a été supposée et, par conséquent, à lui porter préjudice » ; d'où il suit que la question du préjudice se trouve implicitement soumise au jury et résolue par lui (4). D'ailleurs « toute falsification ou altération introduite dans un acte authentique, attaque

---

(1) Cass., 5 octobre 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 423 ; — 24 avril 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 240.

(2) Rej., 13 octobre 1842, cité nº 2711, p. 133, note 1re ; — 28 novembre 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 555.

(3) L'arrêt, 13 octobre 1842.

(4) Ce même arrêt de 1842.

esséntiellement la foi publique et porte atteinte à la confiance nécessaire qui est l'âme de toutes les transactions sociales » (1).

2714. 2° Le faux *en écriture authentique et publique*, par d'autres que par des fonctionnaires ou officiers publics, repose d'abord sur les éléments généraux et indivisibles de tous faux, le fait matériel du faux, l'intention coupable et le préjudice réalisé ou possible ; — Ensuite il porte, en outre, sur les deux éléments spéciaux et constitutifs suivants : 1° que l'acte soit une écriture authentique et publique; 2° et qu'il ait été commis par l'un des modes spécifiés en l'art. 147, savoir : soit par contrefaçon, ou altération d'écritures ou de signatures ; — soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans ces actes ; — soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour but de recevoir et de constater.

Ici, et sans revenir sur les éléments généraux, quelques observations sur les éléments spéciaux.

Comme je l'ai dit, n° 2651, les jurés ne doivent pas être interrogés sur la nature et sur la qualification légale des actes : ce serait leur déférer une question de droit qui, excédant leur compétence, rentre dans les attributions de la Cour d'assises. Mais cette nature des actes étant constitutive du crime, on doit leur poser toutes les circonstances matérielles de fait qui constateront le caractère de l'acte litigieux et permettront l'application de la loi.

Il ne suffirait pas de demander au jury si la pièce est fausse : il faut encore que, par la question, il soit mis en mesure de préciser comment et pourquoi, si c'est par con-

(1) Cass., 22 septembre 1859 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*376.

trefaçon ou altération d'écritures ou signatures ou par emploi d'un des autres moyens énumérés par l'art. 147 (1).

Et maintenant, pour bien caractériser ce genre de faux, analysons diverses espèces résolues par la jurisprudence.

L'individu qui se présente au gardien d'une maison de détention comme étant un condamné, qui se fait écrouer sur le registre de la prison sous le nom de ce condamné et qui, de ce nom, faussement pris, signe l'acte d'écrou, commet un faux en écriture publique, par supposition de personne (2);

Le fait de se présenter à un examen pour un autre, de signer son nom dans les diverses circonstances où la signature du candidat est réclamée, constitue le faux en écriture authentique par supposition de personne : il y a là le préjudice moral qui est un des éléments exigés par la loi (3);

Le caractère d'acte public et authentique appartient au mandat délivré sur la caisse du trésor public par le caissier central en qualité de préposé par l'administration ; la signature apposée au bas de ce mandat par celui au profit duquel il est payable, pour servir de décharge au trésor public, s'incorporant et s'identifiant avec l'acte même dont elle fait partie essentielle, participe du même caractère; et celui qui falsifie la signature du bénéficiaire, commet donc le faux en écriture authentique et publique (4) ;

Les crimes de faux prévus et punis par les art. 147 et 150 sont suffisamment caractérisés par la déclaration du jury portant que l'accusé est coupable d'avoir frauduleu-

---

(1) Cass., 12 avril 1849, cité n° 2712.

(2) Cass., 10 février 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 93.

(3) Cass., 28 février 1835 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 94 ;—Rej., 5 juillet 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 235 ;—12 juillet 1862 (M. du Bodan, rapp., inédit ;—24 décembre 1863 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 504.

(4) Rej., 29 juillet 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 443.

sement, soit sur un registre dit grand-livre d'une succursale d'une caisse d'épargne, soit sur un bordereau de versement, soit sur un état de situation, porté des sommes moindres que celles qui avaient été versées et altéré sciemment les déclarations ou les faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater (1);

Le fait d'avoir altéré un mandat délivré par un receveur général sur une caisse publique, en paiement d'une dette de l'État, dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 8 décembre 1832, constitue le faux en écriture publique (2);

Il en est de même du fait de l'individu qui se présente devant le conseil de révision sous le nom et avec les pièces d'un autre individu, et qui appose une fausse signature sur l'acte de remplacement : ce fait réunit, en effet, les caractères légaux et constitutifs du faux et spécialement, il porte préjudice à l'ordre public ainsi qu'à l'État en faisant admettre dans les rangs de l'armée un remplaçant qui en était péremptoirement exclu (3);

De même du fait d'un individu qui contrefaisant la signature d'un tiers dans des déclarations ou actes devant notaires, s'engage à prendre en prêt à intérêts des sommes pour lesquelles il offre une affectation hypothécaire sur les propriétés de ce tiers (4);

De même de la falsification ou altération de certificats de décharge dressés par les employés des contributions indirectes, sur la production d'acquits-à-caution délivrés sur de fausses déclarations (5);

De même de la contrefaçon des signatures exigées pour

---

(1) Rej., 20 mai 1853 (à mon rapport), *Bull.* 272.
(2) Rej., 6 octobre 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 573.
(3) Cass., 15 juin 1854 (à mon rapport), *Bull.* 315.
(4) Rej., 14 octobre 1854 (à mon rapport), *Bull.* 500.
(5) Cass., 30 décembre 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 595.

la validité d'un certificat du maire relatif à une demande de congé provisoire faite par un jeune soldat, soutien de famille. Ce certificat a, en effet, le caractère d'acte authentique et public (1);

De même, de l'altération de la mention du montant des droits perçus, mention faite par les greffiers en marge des expéditions qu'ils délivrent : cette mention, prescrite par la loi, participe de l'authenticité de l'acte et, quoiqu'elle soit mise en marge, elle ne peut être considérée comme étant étrangère au corps de la substance de cet acte (2);

De même de la contrefaçon, ou de sa tentative, de certificats de rente d'un gouvernement étranger circulant et négociables en France par l'intermédiaire des agents publics préposés à ces négociations. En effet, ces sortes de certificats de rente, émanés d'un gouvernement, sont, de leur nature, des actes authentiques, puisqu'ils sont créés par une administration publique qui les émet sous la garantie de son autorité et de son sceau (3);

De même, de toute fausse déclaration des énonciations que l'acte de publication de mariage doit contenir, aux termes de l'art. 63 du Code Napoléon, et notamment de la fausse déclaration du domicile des futurs époux. En effet, cet acte de publication, « préliminaire obligé de la célébration du mariage, émanant de l'officier public institué pour recevoir les actes de l'état civil, a le caractère incontestable d'un acte authentique et public (4); »

De même du fait du notaire qui, dans une quittance, énonce faussement que tous les créanciers inscrits ont comparu et reçu le montant de leurs créances, alors

---

(1) Cass., 8 février 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 65.
(2) Cass., 5 avril 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 199.
(3) Rej., 17 novembre 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 574.
(4) Rej., 28 mai 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 328.

qu'une partie seulement de ces créanciers a comparu et touché : peu importe que cette quittance, ne contenant pas la signature des créanciers absents, ou la mention qu'ils ne pouvaient ou ne savaient signer, soit nulle en ce qui les concerne (1);

De même, du fait, par un employé de l'administration des ponts et chaussées, d'avoir frauduleusement établi sur les feuilles de cette administration un décompte fictif de travaux et d'avoir fait certifier ces feuilles par les fonctionnaires compétents, altérant ainsi les faits que ces pièces avaient pour objet de recevoir et de constater (2);

Mais on ne saurait considérer comme un faux en écriture authentique le fait des sous-officiers et soldats employés, en qualité de secrétaires dans les bureaux du capitaine-major du régiment, qui, chargés de préparer les congés à soumettre à la signature du général, établissent indûment plusieurs projets de ces congés, les glissent au nombre d'autres pièces envoyées à la signature du général, et subtilisent ainsi l'approbation de ce dernier. En effet, tant que ces congés préparés ne sont pas adoptés et authentiqués par la signature de l'autorité compétente, ils ne forment que de simples projets, dépourvus par eux-mêmes de force probante, et incapables de constituer des actes susceptibles de revêtir les caractères du faux criminel (3);

Est passible des peines de l'art. 147 celui qui fait fabriquer par un notaire négligent un faux en écriture authentique, en lui présentant comme sa femme une tierce personne qui figure frauduleusement à l'acte (4). En effet,

---

(1) Rej., 13 novembre 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 585.

(2) Rej., 1er septembre 1859 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 367.

(3) Cass., 20 août 1857,—intérêt de la loi—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 479.

(4) Rej., 26 juillet 1866 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.* 313.

si la supposition de personne n'est un mode direct de perpétration du crime que dans le cas de l'art. 146,—c'est-à-dire, lorsque le faux émane d'un officier public,—elle est un élément du crime prévu par l'art. 147 lorsqu'elle est un moyen de fabriquer de fausses conventions (1);

En principe, le prévenu qui, pour se défendre, prend un faux nom, ne commet pas le crime de faux par supposition de personne. Arrêté, traduit devant un juge d'instruction pour subir un interrogatoire, le prévenu « n'est pas astreint par la loi à déclarer ce qui pourrait être à sa charge, et les mensonges qu'il emploie pour se disculper, rentrant, à son égard, dans le cercle d'une défense qu'il croit nécessaire, n'ont aucun caractère de criminalité. Dans l'ancienne législation, où, lors de son interrogatoire, l'accusé prêtait serment de dire la vérité, l'on tenait pour constant que ses réponses mensongères ne lui faisaient point encourir les peines du parjure. *A fortiori,* dans notre législation actuelle, où l'accusé a été dispensé de prêter serment, le mensonge de ses réponses ne saurait constituer ni crime ni délit (2) ; »

Mais le prévenu qui, dans ses interrogatoires et dans le cours de l'instruction, a pris le nom d'un tiers existant et spécialement désigné ; qui s'est, en outre, laissé condamner sous le nom de ce tiers et, par suite, lui a porté préjudice moral et matériel, commet un faux en écriture publique, par supposition de personne. En effet, « si les règles d'ordre public qui, dans l'intérêt de la justice et de l'humanité, donnent à la défense la plus grande latitude, ne permettent pas de considérer comme constituant le crime de faux les mensonges d'un prévenu qui prend

---

(1) Rej., 23 février 1867 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*72.

(2) Cass., 29 avril 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*242;—Rej., 1er septembre 1826 (même rapp.), *Bull.*478.

un nom supposé dans ses interrogatoires, pour cacher son individualité, lorsque les résultats de cette usurpation de nom n'ont d'autre but et ne peuvent avoir pour effet que d'égarer la justice, il n'en peut être ainsi lorsque l'attribution que se fait le prévenu de ce faux nom et les circonstances qui l'accompagnent sont de nature à porter préjudice à des tiers[1]. »

Le crime de faux en écriture publique résultant de l'inscription sur les registres de l'état civil, sous le nom d'une mère supposée, d'un enfant né d'une autre mère, n'étant qu'un mode de perpétration du crime de suppression d'état, ne peut, aux termes des articles 326 et 327 du Code Napoléon, être poursuivi qu'après le jugement définitif, par les tribunaux civils, de la question d'état[2].

2715. 3° Le faux *en écriture de commerce ou de banque* n'existe que lorsque, effectué par l'un des moyens de perpétration énumérés en l'art. 147, il réunit aux éléments généraux de tout crime de faux, le caractère commercial de la pièce fausse.

Je n'ai à revenir ni sur les éléments généraux sur lesquels je viens de m'expliquer, ni sur la nécessité de spécifier les faits qui attribuent à la pièce fausse la nature commerciale et que l'on retrouvera *suprà* au n° 2660. — Je me borne à citer des exemples :

Les *lettres de change* sont, entre toutes personnes, réputées des titres commerciaux. Les contrefaire ou altérer, c'est par conséquent commettre le crime de faux en écriture de commerce.—Ici, la nature de l'accusation résulte du caractère même du titre : si donc, d'après le résumé de

---

(1) Cass., 12 avril 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*211 ; — 2 juillet 1857 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*390 ; — 1er juillet 1858 (même rapp.), *Bull.*301, qui,—par erreur,—indique 1857.

(2) Cass., 3 janvier 1857 (à mon rapport), *Bull.*8.

l'acte d'accusation conforme à l'arrêt de renvoi, un individu est accusé d'avoir sciemment fait *usage de lettres de change* revêtues de fausses signatures, est nulle la question qui supprime la qualification de lettres de change et quelques-uns des faits qui auraient suffi pour établir l'existence de ce genre d'opérations commerciales. En ce cas, le jury n'a point été interrogé sur les circonstances propres à donner aux actes argués le caractère d'écritures de commerce. Par la question irrégulière et les réponses du jury, l'accusation n'a point été purgée, en quoi il y a eu violation de l'art. 337, C. inst. crim. (1).

Le billet, dit *à domicile*, payable dans un lieu autre que celui dans lequel il a été créé, mais dans lequel le souscripteur, sans tirer sur un tiers qui n'est pas personnellement engagé, doit payer lui-même, ne réalise pas le contrat de change ou remise de place en place et n'est pas, de plein droit, tenu pour un titre commercial (2). — Toutefois, si un tel billet était tiré sur un tiers chargé de payer non plus pour le compte du souscripteur, mais pour son compte personnel, il y aurait alors remise d'argent de place en place et, par conséquent, aux termes de l'art. 632 du Code de commerce, opération commerciale (3).

Aux termes de l'art. 638 du Code de commerce, les *billets* souscrits par un commerçant sont censés faits pour son commerce. En conséquence, quand les questions posées au jury énoncent que des *billets à ordre* ont été souscrits par une fabricant et causés valeur en marchandises, la fausse signature du souscripteur constitue le faux en

---

(1) Cass., 9 septembre 1837 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*348.

(2) Rej., 30 janvier 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*74;—Cass., 10 octobre 1856 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*529; — 20 novembre 1856 (M. Jallon rapp.), *Bull.*573;—27 novembre 1858 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*461;—27 août 1863 (M. Gaussin de Perceval, rapp.), *Bull.*390.

(3) Rej., 8 mai 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*295.

écriture de commerce(1). — De même, l'art. 632, même Code, réputant acte de commerce toute obligation entre négociants, il n'est pas nécessaire, pour constituer le faux en écriture de commerce, que la question mentionne que le billet à ordre souscrit par un commerçant au profit d'un autre commerçant, résultait d'une opération commerciale(2). — Mais une simple lettre missive, même contenant demande d'argent, ne peut être considérée comme écriture commerciale, par cela seul qu'elle porte la signature d'un commerçant : elle ne peut prendre ce caractère que lorsqu'il est constaté par la question adressée au jury qu'elle se rattache à la profession commerciale du signataire(3).

L'établissement d'un chemin de fer constitue une entreprise essentiellement commerciale, et les livres et registres destinés à ces opérations ont le caractère d'écriture de commerce : dès lors, l'employé qui appose, dans la colonne d'émargement d'un registre affecté à l'inscription des articles de messageries expédiés, une fausse signature ayant pour objet de constater que le chef de train aurait reçu une somme d'argent, se rend coupable de faux en écriture de commerce(4).

L'altération faite par un ouvrier des chiffres indiquant le nombre des objets fabriqués, dans le but de se faire payer un prix de façons supérieur à celui qui lui était dû, sur des notes de livraison devant servir à délivrer les factures, notes par lui rédigées, ne constitue pas le crime de faux en écriture de commerce ; les faits ainsi posés ne présentent qu'une exagération des demandes de salaire de la part de l'ouvrier. Il en serait autrement si les notes, transmises par

---

(1) Rej., 28 janvier 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*66.
(2) Rej., 3 juillet 1856 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*394.
(3) Cass., 4 juin 1859 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*238.
(4) Rej., 29 avril 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*217.

cet ouvrier et reconnues exactes, devenaient, après la remise, élément du compte à établir, et si c'était après cette remise que les altérations étaient commises[1];

La société formée pour l'achat et la revente d'actions industrielles constitue, d'après l'art. 632 du Code de commerce, une spéculation commerciale. Par suite, la falsification d'un compte et d'un reçu relatifs à une opération de ce genre, motive et justifie l'application de l'art. 147 du Code pénal[2];

L'inventaire prescrit aux commerçants par l'art. 9 du Code de commerce, et le livre dans lequel chaque inventaire doit être annuellement copié, étant, tous deux, rendus obligatoires par la loi, il en résulte que les altérations auxquelles ces pièces ont été soumises sont des altérations commises en écriture de commerce. Et l'altération frauduleuse des totaux et de la balance sur un inventaire, par de fausses additions volontairement faites, altère les déclarations et faits que cet acte avait pour objet de recevoir et de constater : en conséquence, il y a faux en écriture de commerce[3];

Le commerçant qui falsifie sur ses livres de commerce le prix des fournitures faites à un autre commerçant se rend coupable de faux en écriture de commerce, lorsque la falsification a eu lieu en vue d'une production préjudiciable à autrui, et qu'en réalité cette production a été effectuée[4]. — Et, quoique irréguliers, en ce sens qu'ils ne seraient ni paraphés ni visés par le juge, les registres de commerce n'en peuvent pas moins recéler le crime de faux à la charge du négociant qui les a tenus et y a commis des

---

(1) Cass., 31 mai 1855 (M. Poultier, rapp.), *Bull.*306.
(2) Rej., 24 janvier 1856 (M. Isambert, rapp.); *Bull.*60.
(3) Cass., 26 juin 1857 (à mon rapport), *Bull.*382.
(4) Cass ; 22 mars 1862 (à mon rapport), *Bull.*134.

altérations pouvant être préjudiciables aux tiers[1]. — *A fortiori*, le fait d'un commerçant d'avoir, sur le livre destiné à constater les fournitures à un tiers et resté entre les mains de ce dernier, frauduleusement altéré un certain nombre de chiffres indicatifs du poids et de la valeur de chaque livraison, et d'avoir frauduleusement mentionné sur ce livre des livraisons qui n'ont pas été faites, constitue le crime de faux en écriture de commerce, lorsque la question et après elle l'arrêt reconnaissent que, suivant les conventions des parties, le livre falsifié devait avoir pour objet de créer une obligation entre ces parties[2];

L'altération d'une signature sur un billet à ordre commercial soldé et remboursé constitue le crime de faux en écriture de commerce, lorsqu'elle a eu pour but de faire croire que ce billet a été souscrit et remboursé par le faussaire[3];

La question ou l'arrêt qui constate que la signature fausse est celle d'un commerçant ou de son mandataire, et que la dette, objet de la quittance fausse, avait été contractée pour opération commerciale, constate les éléments du faux en écriture de commerce[4];

2716. 4° Le faux *privé* est celui qui ne porte ni sur un acte authentique et public, ni sur une écriture de commerce ou de banque. En dehors de ces deux catégories spéciales, il comprend tous actes généralement quelconques dans lesquels il y a eu contrefaçon ou altération accomplie de l'une des manières précisées par l'art. 147. — A ce sujet, je n'ai pas à faire des observations de

---

(1) Cass., 15 mai 1862 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*192;—22 juillet 1862 (M. Mercier, rapp.), *Bull.*312;—Rej., 7 mai 1863 (à mon rapport), *Bull.*233.

(2) Rej., 29 novembre 1860 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*442.

(3) Cass., 18 décembre 1862, — intérêt de la loi — (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*474.

(4) Cass., 23 janvier 1864 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*39.

principes, mais il est bon d'analyser quelques espèces :

L'assurance terrestre contre l'incendie n'est, dans sa généralité, de la part de l'accusé, qu'un acte d'administration du père de famille; elle ne constitue un acte de commerce ni par sa nature ni par la présomption de la loi; elle ne revêt un caractère commercial que lorsqu'elle s'applique à un acte commercial. En conséquence, la fausse signature de l'assuré, apposée sur la police, qui ne porte pas sur un risque commercial, constitue un faux en écriture privée alors même que l'assuré serait commerçant et que la compagnie d'assurance serait à prime et commerciale[1];

Le mari qui, au bas d'un billet à ordre, appose la fausse signature de sa femme se rend coupable du crime de faux. Il n'est pas couvert par l'immunité qui résulte de l'art. 380 du Code pénal, qui ne s'applique qu'aux soustractions; en effet, cet article, placé au chapitre des crimes contre les particuliers, ne peut s'étendre au faux qui, non-seulement peut préjudicier à des tiers, mais est encore une atteinte à l'ordre public[2];

Un acte sous seing privé ne faisant foi de son contenu que contre les signataires, l'individu qui rédige en son nom seul et qui, seul aussi, signe un billet non commercial, ne commet pas le crime de faux en insérant dans cet acte des énonciations mensongères. Mais, quand ce billet a été endossé à un tiers dans son état primitif, le faux devient criminel si le signataire y fait, après coup, des intercalations qui en modifient le sens et qui sont de nature à nuire à l'endosseur[3];

La fabrication, sous une antidate, par l'accusé, d'un acte portant sa propre signature et par lequel il reconnaît

---

(1) Cass., 10 mars 1855 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 158.
(2) Rej., 3 décembre 1857 (même rapp.), *Bull.* 607.
(3) Cass., 22 juillet 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 344.

faussement avoir, par transaction, cédé à un tiers la propriété d'objets saisis par un de ses créanciers, ne constitue pas le crime de faux : peu importe que cet acte ait été fabriqué dans le but frauduleux de nuire au créancier qui avait pratiqué une saisie antérieure; un tel acte, en effet, ne peut créer un titre à son auteur, il ne fait preuve que contre lui, et il n'établit pas, à l'encontre du créancier saisissant, la réalité de la convention qui en forme l'objet; les énonciations mensongères qu'il contient offrent seulement les caractères du dol civil, et l'usage qui a pu en être fait ultérieurement ne saurait transformer ces caractères[1];

En règle générale, les registres domestiques, que nul n'est obligé de tenir, ne sont point un titre pour celui qui les a tenus : ils ne font titre contre lui qu'autant qu'ils indiquent formellement un paiement reçu, ou lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut de titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation. Telle est la disposition de l'art. 1331 du Code Napoléon.

Il résulte de là : 1° que l'auteur de semblables registres, qui les a falsifiés, ne peut être réputé faussaire lorsqu'il n'en excipe pas et n'en fait aucun usage préjudiciable à autrui[2];

2° Qu'au contraire, lorsqu'il altère diverses énonciations d'un livre de caisse relatant des placements de fonds par lui effectués sous le nom d'un tiers et se sert de ces énonciations pour dénier une partie des versements à lui faits, il est valablement poursuivi pour faux en écriture privée[3];

3° Que, si l'altération d'un registre domestique n'est

---

(1) Cass., 8 juillet 1859 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.* 290.
(2) Cass., 27 janvier 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 50.
(3) Cass., 24 juillet 1847 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 290.

point de nature à être incriminée tant que le registre reste en la possession de son détenteur légitime, il en est différemment lorsque la falsification a eu lieu en vue d'une production préjudiciable à autrui, et qu'en réalité cette production a été effectuée[1].

4° Que, lorsque, pour contester une partie des sommes qui lui ont été payées, un tiers opère une altération des chiffres portés sur les registres domestiques de son adversaire, ce tiers se rend coupable de faux en écriture privée[2];

2717. 5° *Crime d'usage de faux.*—L'usage d'une pièce fausse est un fait principal, indépendant du crime de fabrication; il forme un crime distinct et rend celui qui en a été reconnu coupable passible d'une peine spéciale[3].

Son caractère propre est que l'usage de la pièce fausse ait été fait de mauvaise foi, *sciemment*, c'est-à-dire sachant que la pièce était fausse.—En effet, d'après l'art. 163 du Code pénal, dont les dispositions sont communes à toutes espèces de faux, l'application des peines cessera toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de la chose fausse. Il faut donc, et à peine de nullité, interroger le jury sur cette *connaissance* de l'accusé[4].

Du reste, il est inutile de spécifier en quoi l'usage a consisté[5]; — ou de spécifier les circonstances qui sont de nature à constituer l'usage[6]; — ou d'indiquer que l'usage était fait méchamment et à dessein de nuire[7].

---

(1) Rej., 7 octobre 1858 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*416.
(2) Rej., 28 avril 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*169.
(3) Rej., 5 septembre 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*466.
(4) Cass., 5 octobre 1815 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.*111; — 26 juin 1834 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*243; — 27 février 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*118.
(5) Rej., 10 juillet 1828 (M. Mangin, rapp.); *Pal.*1828.55.
(6) Rej. 13 mars 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*122.
(7) Rej., 17 décembre 1812 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1812.896.

Quand il y a plusieurs faits d'usage de la même pièce fausse, accomplis à des jours différents et chez différentes personnes, la Cour d'assises doit interroger le jury distinctement sur chacun de ces faits[1]. — De même, il doit être posé une question d'usage pour chaque pièce dont l'usage a été incriminé, et l'on ne saurait comprendre dans une seule question l'usage de plusieurs pièces fausses[2].

Dans la plupart des cas, le jury est saisi en même temps des questions relatives à la fabrication et de celles concernant l'usage des pièces fausses : on se borne alors, dans la question d'usage, à se référer, pour la caractérisation de la nature du faux, aux énonciations de la question précédente. Les éléments constitutifs du crime mentionnés là, sont implicitement compris dans la question d'usage par la force de la relation et de la référence entre elle et les questions antérieures[3]. Ainsi on tiendrait pour régulière, dit l'arrêt du 13 mars 1853 que je viens de citer, la question posée en ces termes : « Le même Savina est-il coupable d'avoir fait usage de l'expédition fausse articulée dans la précédente question, sachant qu'elle était fausse? »

Mais si, par des circonstances particulières, l'auteur de l'usage est seul poursuivi, il faut, à peine de nullité, mentionner dans la question qui le concerne, tous les éléments du fait qui constitue la fausseté de la pièce et qui constitue le crime de faux. En effet, « l'usage d'une pièce fausse ne peut donner lieu à l'application de l'art. 148 du Code pénal qu'autant qu'il a été reconnu et déclaré, contradictoirement avec celui à qui cet usage est imputé, que la pièce avait les caractères de fausseté déterminés par l'art. 147[4]. » Et, du reste, « l'usage d'une pièce fausse

---

(1) Cass., 30 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 162.
(2) Cass., 13 septembre 1866 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.* 375.
(3) Cass., 19 février 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 110.
(4) Cass., 12 avril 1849, cité n° 2712, p. 134.

n'est punissable de la peine du crime de faux qu'autant que la falsification de ladite pièce présente elle-même les caractères légaux de ce crime; » notamment, « des altérations, si frauduleuses qu'elles soient, sur un mémoire de travaux et de fournitures, ne sauraient avoir pour effet d'occasionner le préjudice porté à autrui, élément essentiel du faux, s'il ne s'y rattache des circonstances propres à réaliser ou à rendre possible un préjudice de cette nature[1]; »

L'usage fait sciemment par un jeune homme, appelé à faire partie du contingent d'un acte de notoriété dressé devant le juge de paix, acte constatant de fausses énonciations sur la date de sa naissance, constitue l'usage de faux en écriture authentique et publique, alors même que cet acte de notoriété n'aurait pas été confirmé par un jugement d'homologation[2].

2718. En principe, le président de la Cour, pas plus que le résumé de l'acte d'accusation, ne pourrait ajouter au dispositif de l'arrêt de renvoi une des circonstances constitutives du crime incomplétement qualifié. — Par exemple, l'arrêt de renvoi, en mettant un individu en accusation pour *tentative* de meurtre, a-t-il oublié de mentionner que la tentative *n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur?* Ce serait illégalement que, par une rectification intempestive, la circonstance omise serait insérée dans la question posée au jury.

Mais à ce principe, il est une exception que j'ai déjà rencontrée et que je retrouverai plus tard. Si la circonstance, omise dans *le dispositif* de l'arrêt, se trouvait relevée

---

(1) Cass., 20 janvier 1848, sur mes conclusions (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 22.

(2) Rej., 3 juillet 1855 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.* 391.

soit dans *ses motifs*, soit dans *l'ordonnance de prise de corps*, lesquels, comme le dispositif, font partie de cet ensemble qui compose l'arrêt, alors la question serait utilement posée. En effet, en restituant au crime son caractère essentiel, en rendant ainsi la qualification parfaite, cette question n'a pas ajouté à l'arrêt : elle l'a, non violé, mais exécuté. — (Voir t. Ier, nº 42, t. IV, *suprà* nº 2674, et *infrà* nos 2750 à 2752(1)).

2719. On a même apporté au principe une autre exception qui paraît compromettre le principe lui-même. — On a décidé qu'il faut, dans les questions, comprendre un fait caractéristique du crime dont l'arrêt de renvoi ne s'est occupé dans aucune de ses parties, si on rencontre la mention de ce fait soit dans le corps de l'acte d'accusation, soit dans son exposé des faits.

Ainsi, dit un arrêt : « S'il est vrai que l'arrêt de mise en accusation qui a renvoyé X... devant la Cour d'assises, ... a omis de mentionner la qualité d'adjoint de la commune d'Ivrac, qualité appartenant audit X..., en laquelle il aurait délivré le faux certificat, et qui seule pouvait donner au fait le caractère de faux en écriture publique et authentique, l'acte d'accusation avait fourni au président de la Cour d'assises le moyen de réparer cette omission dans la position des questions aux jurés, puisqu'il énonçait, dans le narré des faits, que X... était adjoint au maire lorsqu'il a délivré le certificat dont il s'agit; — ..... que, par conséquent, le jury n'a pas été mis à même de statuer sur le fait caractéristique de l'accusation (2). »

---

(1) Cependant il a été jugé que c'est le dispositif, et non pas l'énoncé de l'arrêt qui doit servir de règle pour la position des questions.—Cass., 16 octobre 1817 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*255.— Mais cette théorie, combattue par les décisions les plus nombreuses, n'est plus suivie. — Voir, notamment, Cass., 20 avril 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*150.

(2) Cass., 5 octobre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*467.

N'est-ce pas aller bien loin? N'est-ce pas altérer ce principe, affirmé si souvent et sous tant de formes, que l'acte d'accusation ne peut servir de type aux questions que lorsque lui-même a fidèlement pris pour type l'arrêt de renvoi? — serait-il prudent de considérer la décision qui précède comme faisant jurisprudence?

2720. Quoi qu'il en soit, revenons à notre règle qui considère l'arrêt de renvoi comme un ensemble dont le dispositif est le résumé, et dont font partie intégrante soit les motifs, soit les ordonnances qu'il confirme, soit même les articles de loi auxquels il se réfère.—Ici encore, une observation importante est nécessaire.

La circonstance empruntée, ou aux débats, ou à des parties de l'arrêt de renvoi autres que son dispositif, ne saurait devenir un des éléments des questions qu'autant qu'elle se lierait clairement et directement au fait objet de l'accusation principale (1).

2721. Je viens de prévoir le cas où, soit d'office, soit à la suite du résumé de l'accusation, le président a, dans ses questions, modifié la qualification de l'arrêt de renvoi. — Comme aussi, j'ai examiné le cas où ses questions ont ajouté ou un nouveau chef d'accusation ou un des éléments qui caractérisent le crime, à ceux qui sont compris dans cet arrêt. — Voir *suprà*, n^os^ 2675 à 2679.

Maintenant quelle sera la règle dans la situation inverse? qu'arrivera-t-il si, dans les questions, au lieu de procéder par voie d'augmentation, on a procédé par voie de retranchement et si on a omis de mentionner un ou plusieurs des caractères constitutifs du crime?

La réponse va de soi : nullité certaine, incontestable. A

---

(1) Cass., 16 octobre 1817 (M. Lecoutour, rapp.), cité n° 2718;—Rej., 24 décembre 1863 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*504;—Cass., 27 janvier 1865 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*31.

cet égard, point de controverse possible devant le nombre et l'unanimité des arrêts de la Cour de cassation (1).

2722. Cependant l'omission ne peut être cause de nullité, si elle porte seulement sur des circonstances qui, n'ayant aucun rapport avec la caractérisation du crime, sont *purement accessoires et secondaires*. — Dans cet ordre d'idées, il a été décidé que, dans une accusation d'incendie d'un édifice appartenant à l'accusé, il n'est pas nécessaire de poser une question sur la double circonstance énoncée dans la procédure, et notamment dans l'ordonnance de la chambre du conseil, que l'édifice incendié avait été assuré pour une valeur exagérée : ce sont là, dit l'arrêt, des *circonstances secondaires étrangères* à la criminalité du fait principal (2).

2723. Il est également bien entendu que, si tous les faits relevés dans l'arrêt de renvoi doivent trouver place dans les questions posées au jury, lorsqu'il s'agit de faits qui sont ou constitutifs ou aggravants du crime, cette règle ne saurait s'étendre aux faits qui, quoique particularisés dans l'arrêt, ne forment ni un crime, ni un délit, ni une aggravation (3).

2724. Disons encore, quoique cela soit parfaitement évident, que l'obligation d'interroger le jury sur tous les faits, ne saurait commander de poser des questions oiseuses, inutiles et même ridicules (4), — ou des questions con-

(1) Voir, à cet égard, les arrêts cités et les espèces analysées, t. 1er, nº 52. — ADDE : Cass., 27 frimaire an VII (M. Méaulle, rapp.), *Bull.*404; — 15 pluviôse, 1er germinal et 19 messidor an VIII (MM. Béraud, Vergès et Liger-Verdigny, rapp.), *Bull.*508, t. 2, p. 1 et 226 ; — 28 nivôse et 17 prairial an IX (MM. Viellart et Genevois, rapp.), *Bull.*180 et 374.

(2) Rej., 19 avril 1850 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*202.

(3) Rej., 11 messidor an II (M. Baillot, rapp.), DALLOZ, nº 2496.

(4) Rej., 27 pluviôse an VII (M. Pepin, rapp.), DALLOZ, nº 2497. — 17 germinal an X (M. Ruperou, rapp.), DALLOZ, *ibidem*; — 3 floréal an X (M. Sieyès, rapp.), DALLOZ, *ibidem*.

tradictoires.(1); — ou des questions sur des circonstances immorales, et d'ailleurs superflues, par exemple, celle de savoir si le poison a été insinué aux parties génitales d'une femme homicidée(2).

2725. Les jurés doivent avoir, et ils ont, la latitude la plus grande, la souveraineté la plus absolue, dans l'examen des faits qui conduisent à la manifestation de la vérité. Comme le dit l'art. 342, C. d'inst. crim., « la loi ne leur demande pas compte des moyens par lesquels ils sont convaincus : elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement et de chercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé, et les moyens de la défense. La loi ne leur dit point..... vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, *de telles pièces*, de tant de témoins, ou de tant d'indices ; elle ne leur fait que cette seule question, qui renferme la mesure de leurs devoirs : avez-vous une intime conviction ? » — Il suit de là que les actes authentiques produits aux débats n'enchaînent pas la conscience des jurés. Pour qu'ils puissent avoir cette intime conviction, qui renferme la mesure de leurs devoirs, il faut qu'ils aient la faculté de dénier les faits, même lorsqu'ils sont attestés par des preuves empreintes du caractère légal ou judiciaire. Pour eux, les actes authentiques ne font aucune foi des qualités qu'ils donnent ou des conventions qu'ils constatent.

Aussi on tient pour règle au-dessus de toute contro-

---

(1) Rej., 1er frimaire an v (M. Poya, rapp.), DALLOZ, n° 2497.
(2) Rej., 28 thermidor an viii (M. Liger, rapp.), DALLOZ, *ibidem*.

verse, la nécessité de faire porter les questions même sur les faits établis par actes authentiques.

Un arrêt, par la généralité de ses termes, semblerait contredire cette doctrine. On y lit, en effet: « que les Cours d'assises ne doivent pas interroger le jury sur des faits qui sont constatés par des actes auxquels la loi leur prescrit de donner foi pleine et entière » (1).

Mais d'autres arrêts la consacrent, et avec raison suivant moi. Ainsi :

En matière de viol ou d'attentat à la pudeur on doit, dans la question, interroger le jury sur l'âge de la victime, alors même que cet âge est authentiquement prouvé par la production de l'acte de naissance (2).

En matière de banqueroute frauduleuse, la question portera sur la qualité de commerçant failli, quoique le fait de la faillite soit démontré par la production d'un jugement passé en force de chose jugée (3).

En matière de réimpression d'un ouvrage déjà condamné, on interrogera le jury sur le fait de la première condamnation, quoique ce fait soit constaté par l'extrait de l'arrêt joint aux pièces (4).

§ 3.—*Questions relatives aux circonstances aggravantes.*

N° 2726. Définition des circonstances aggravantes.

2727. Nécessité de mentionner dans les questions toutes les circonstances aggravantes relevées dans l'arrêt de renvoi.

---

(1) Rej., 20 octobre 1814 (M. Oudart, rapp.), DALLOZ, *Rép.*, v° *Instr. crim.*, n° 2411.

(2) Cass., 11 juin 1812 (M. Bailly, rapp.), *Pal.*1812.459 ; — 29 avril 1824 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*183 ; — 1er octobre 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*395.

(3) Cass., 23 novembre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*881. — Voir *suprà*, n° 2656, p. 76, note 3.

(4) Cass., 13 mai 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*205.

№ 2728. Exemples : vol sur chemin public ; — avortement, qualité de l'accusé;—coups et blessures, incapacité de travail personnel; —violence par un fils envers son père ;—ou contre un fonctionnaire.
2729. Et il faut les énoncer avec tous les éléments qui les caractérisent. — Exemples : en matière d'effraction intérieure et extérieure ;
2730. En matière d'escalade ;
2731. En matière de fausses clefs ;
2732. En matière de vol par un ouvrier ;
2733. Vol par un voiturier ;
2734. Actes de barbarie ;
2735. Attentats à la pudeur : autorité du coupable sur la victime ; — maîtres et domestiques ; — fonctionnaire ; — assistance d'un tiers.
2736. Détournement de mineur ;—âge de la victime.
2737. La nullité ne cesserait pas d'exister si l'élément aggravant omis dans la question spéciale était mentionné dans la question principale : il y aurait complexité prohibée.
2738. Quand les faits ont été déclarés par le jury, c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'ils constituent légalement la circonstance aggravante.—Exemples.
2739. Nécessité de questions distinctes et séparées pour les circonstances aggravantes.—Renvoi.

2726. Les circonstances aggravantes sont celles qui, augmentant la gravité du fait criminel ou délictueux, accroissent sa criminalité et, par conséquent, sa pénalité. En m'occupant de la rédaction des questions, je reviendrai sur ce point.

2727. Non-seulement pour purger l'accusation, on doit faire porter les questions sur tous les faits constitutifs du crime, mais encore il faut y comprendre toutes les circonstances aggravantes qui sont relevées par l'acte d'accusation combiné avec l'arrêt de renvoi.

Ici encore, en examinant ces circonstances, les jurés devront, et la rédaction de la question leur en fournira la possibilité, non-seulement constater leur existence matérielle, mais encore l'intention coupable de leur auteur. Cela est de toute justice, car il se peut que l'accusé, en commettant volontairement le fait principal, voie la cir-

constance aggravante se produire à son insu et contre son gré.

Conformément à ce principe, les arrêts ont décidé qu'il y a nullité si, dans la position des questions, le président omet d'y comprendre une ou plusieurs circonstances aggravantes (1).

2728. Exemples :

Dans une accusation de vol sur *un chemin public*, la publicité du chemin qui constitue une circonstance aggravante doit être soumise au jury (2);

En matière d'*avortement*, la qualité d'officier de santé de l'accusé, circonstance aggravante du crime, doit être mentionnée dans la question (3);

En matière de *coups et blessures*, la circonstance aggravante relevée par l'art. 309 du Code pénal existe lorsqu'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnel *pendant plus de vingt jours*. — En conséquence, si l'incapacité de travail a duré *vingt jours, mais pas plus*, la circonstance aggravante n'existe pas (4);

Elle ne surgirait pas non plus de la *probabilité* que l'incapacité de travail personnel se prolongera au delà de vingt jours : il faut *la certitude*, ou, pour mieux dire, *le*

---

(1) Cass., 8 vendémiaire an VII (M. Chuppier, rapp.), *Bull.*, t. 1er, p. 42; — 4 brumaire an VIII (M. Pepin, rapp.), *Bull.*145; — 19 prairial an IX (M. Barris, rapp.), *Bull.*387; — 26 vendémiaire an X (M. Liger-Verdigny, rapp.), *Bull.*40; — 28 nivôse an XII (M. Poriquet, rapp.), *Bull.*90; — 20 janvier 1820 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), *Bull.*30; — 31 décembre 1830 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*609; — Cass., 29 décembre 1838 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*567.

(2) Rej., 21 février 1828 (M. Brière, rapp.), DALLOZ, n° 2441; — 18 juillet 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *ibidem*.

(3) Cass., 10 décembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 545.

(4) Cass., 9 juillet 1812 (M. Giraud, rapp.), *Bull.*316.

fait accompli. Ainsi, lorsque la victime a eu une jambe fracturée, il ne suffit pas que des médecins déclarent que l'incapacité de travail durera certainement plus de vingt jours ; si le blessé vient à mourir le 17e jour, d'une maladie étrangère à sa blessure, — par exemple du choléra, — la révolution du temps légal n'étant pas accomplie, il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'art. 311 du Code pénal (1) ;

Et elle ne serait pas suffisamment caractérisée si la question n'indiquait pas que l'incapacité de travail a atteint personnellement la victime. Mais, hâtons-nous de le dire, le mot *personnel* n'est pas sacramentel, et, quand le sens grammatical de la phrase se réfère nécessairement à la victime, la question qui ne contient pas ce mot n'est pas irrégulièrement posée (2) ;

En cette même matière, la violence ou voie de fait autre que des coups et blessures, exercée *par un fils envers son père*, constitue la circonstance aggravante prévue par l'art. 312 du Code pénal ; par suite, la connaissance de ce fait appartient à la Cour d'assises et non au tribunal correctionnel (3) ;

Enfin, s'agit-il de violences dirigées contre un *fonctionnaire public* dans l'exercice de ses fonctions ? la question posée sur cette circonstance aggravante doit spécifier la nature des fonctions que cet individu exerçait (4).

2729. Il ne suffit pas de mentionner, dans les questions, les circonstances aggravantes : il faut encore les poser avec tous les éléments qui les caractérisent légalement :

Ainsi l'*effraction intérieure* n'est une circonstance du vol qu'autant qu'elle a eu lieu, — suivant l'art. 381, nº 4,

(1) Rej., 18 mars 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 130.
(2) Rej., 2 juillet 1835 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 321.
(3) Rej., 7 décembre 1866 (M. Faustin Hélie. rapp.), *Bull.* 436.
(4) Cass., 12 juin 1851 (même rapp.), *Bull.* 342.

— dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou, — suivant l'art. 384, — dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation, et non dépendants des maisons habitées. Dès lors, il y a nullité, si, en posant la question relative à cette circonstance aggravante, le président, au lieu de rappeler un de ses caractères légaux, se borne à dire : l'accusé est-il coupable d'effraction (1)?

A fortiori on ne considérerait pas l'effraction comme suffisamment caractérisée, si, sans même employer ce mot, on se bornait à dire que le vol a été commis dans un lieu *parfaitement clos* (2); — ou sur un *chemin public*, ce qui exclut l'idée que le fait a eu lieu dans un lieu clos (3).

L'art. 396 range dans la classe des effractions intérieures le simple enlèvement, après introduction dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartements ou logements particuliers, des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles *fermés* : peu importe que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu dans lequel le voleur s'est introduit. Et l'art. 393 qualifie d'effraction tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas, ou autres ustensiles ou instruments servant à *fermer* ou à empêcher le passage, et de toute es-

---

(1) Cass., 24 avril 1828 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*296; — 6 janvier 1831 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*1er; — 7 décembre 1833 (même rapp.), *Bull.*628;—25 avril 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*209;—9 avril 1846 (même rapp.), *Bull.*128; — 27 novembre 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.); *Bull.*642;—29 mai 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*288;—15 décembre 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*687;—20 décembre 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*637;—14 novembre 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.* 565;—27 novembre 1856 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*590;—9 avril 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*238.

(2) Cass., 16 février 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*17.

(3) Cass., 7 janvier 1858 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*7.

pèce de clôture quelle qu'elle soit. — De la combinaison de ces deux dispositions il résulte que la circonstance aggravante résultant de l'enlèvement d'une malle fermée, n'est légalement établie qu'autant que la question au jury constate que cette malle était fermée à l'aide d'une serrure ou d'un cadenas que le voleur a été obligé de briser pour s'approprier les objets qui y étaient contenus (1). — L'effraction, à l'aide d'un couteau, d'une valise placée sur une diligence en cours de voyage, ne constitue pas une effraction extérieure ou intérieuré dans le sens des art. 395 précités : dans cette hypothèse, en effet, on ne retrouve pas l'introduction dans les lieux ci-dessus mentionnés, qui est un des éléments constitutifs de la circonstance aggravante (2).

Quant à l'*effraction extérieure,* on avait d'abord jugé que l'existence de cette circonstance aggravante n'était pas légalement constatée si la question ne mentionnait pas que le vol avait eu lieu dans une maison habitée ou servant d'habitation, ou dans un lieu clos (3). Depuis, la Cour de cassation a décidé : que, d'après l'art. 395 du Code pénal, les effractions extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cour, basse-cour, enclos et dépendances, ou dans les appartements et logements particuliers ; qu'il résulte de cette définition que « l'effraction extérieure à l'aide de laquelle aurait été commis un vol, constate seule que le vol a été commis dans un *lieu clos,* de l'espèce de ceux spécifiés dans l'art. 384 ;

---

(1) Cass., 9 septembre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*534 ; —Rej., 2 mai 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*282 ;—Cass., 9 mars 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*121. — Contraire : Cass., 14 décembre 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*580.

(2) Cass., 4 octobre 1851 (à mon rapport), *Bull.* 660.

(3) Cass., 12 octobre 1838 (M. Meyronnet-St-Marc, rapp.), *Bull.*483 ; —23 janvier 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*27.

et qu'il suit, dès lors, de là, qu'en ce cas il n'est pas nécessaire de faire expliquer le jury sur la nature du lieu. » (1) ; — Mais, revenant à sa première jurisprudence, la Cour de cassation a reconnu « que si ces mots : effraction extérieure, rapprochés de la définition contenue dans l'art. 395 du Code pénal, renferment, *pour le juge*, toutes les conditions constitutives d'une effraction légalement punissable, il ne saurait en être de même *pour le jury*, qui n'est pas plus appelé par ses fonctions à connaître de l'existence et de la portée des définitions légales que des autres dispositions de la loi pénale; que, s'il en était autrement, ses déclarations ne seraient pas à l'abri de toutes chances d'équivoque et d'erreur, puisque les définitions de la loi, et spécialement la définition légale de l'effraction extérieure, ont un sens autre et plus restreint que le sens usuel attribué dans le langage ordinaire à ces mêmes expressions » (2).

2730. L'*escalade* aggrave le vol commis dans une maison habitée, ou dans la dépendance d'une maison servant à l'habitation, ou dans un édifice, parc ou enclos quelconque. Partant de ce point, on s'est demandé s'il fallait, dans la question soumise au jury, et énonçant la circonstance d'escalade, spécifier que le vol avait eu lieu dans l'un des endroits qui viennent d'être énumérés. Un premier arrêt avait décidé l'affirmative (3). Mais un autre arrêt postérieur, rendu toutes chambres réunies, a jugé en sens contraire. « Attendu, y est-il dit, qu'il suit des art. 381 §4, et 384 du Code pénal, et de la définition de l'escalade (art. 397) que la déclaration du jury qu'un tel est coupable d'un vol avec escalade, suppose nécessairement l'existence d'un

---

(1) Rej., 7 juillet 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*273.
(2) Cass., 30 avril 1852 (à mon rapport), *Bull.*264.
(3) Cass., 18 novembre 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*563.

lieu qui a pu être escaladé, tel que maison, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos ; — Attendu que la réponse d'un jury qui déclarerait qu'un tel est coupable de vol avec escalade, mais que cette escalade n'a pas eu lieu dans un édifice quelconque, non plus que dans un jardin, parc ou enclos, serait une réponse absurde et contradictoire, puisqu'il en résulterait à la fois que l'escalade a eu lieu et qu'elle n'a pas eu lieu » (1). — Et il n'est pas nécessaire que l'escalade ait été effectuée dans une maison habitée (2).

Pour qu'il y ait escalade, « il faut que l'entrée ait eu lieu *du dehors dans l'intérieur*....; celui qui, étant entré dans un édifice sans escalade, de quelque manière qu'il pénètre dans les autres parties intérieures de ce même édifice, par les ouvertures qui peuvent y être pratiquées, ne commet pas d'escalade. » — Spécialement la question qui indique que l'introduction a eu lieu par une *trappe de grenier*, ne pouvant être qu'intérieure, ne caractériserait pas l'escalade (3), — L'escalade n'existerait pas non plus dans le fait de s'être servi d'une échelle pour atteindre et prendre un objet placé en DEHORS *de* la maison (4) ; — Ni dans le fait d'être monté sur le toit d'une maison pour y voler des tuiles : être monté *sur* une maison, ce n'est être entré *dans* cette maison (5).

2731. La circonstance de *fausses clefs* n'aggrave le crime qu'autant qu'il est énoncé dans la question et que l'accusé est convaincu d'en avoir fait usage dans une

---

(1) Rej., 7 juin 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.*1831. 1661.—Conformes : Rej., 11 juillet 1851 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 439 ;—29 mai 1856 (M. Isambert; rapp.), *Bull.*322.

(2) Cass., 30 mai 1851 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*314.

(3) Cass., 12 août 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*467.

(4) Rej., 11 avril 1856 (M. Vaïsse; rapp.), *Bull.*243.

(5) Rej., 3 avril 1858 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*187.

maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation ou leurs dépendances, ou même dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendant des maisons habitées (1). — Il suit de là que le jury doit être interrogé par une seule et même question sur l'usage des fausses clefs et sur le lieu où cet usage a été fait (2).

La question et la réponse du jury portant que le vol a été commis *en se servant d'une clef autre que celle destinée par le propriétaire à l'ouverture de sa maison,* présentent le caractère constitutif de la circonstance aggravante de l'usage de fausse clef (3). — Il en est de même lorsque le vol a eu lieu avec une clef égarée, perdue ou soustraite depuis un temps plus ou moins long, et que le propriétaire à qui elle manquait a été, par suite, dans la nécessité de la remplacer (4).

2732. La circonstance aggravante que le vol a été commis par un ouvrier ou apprenti n'est légalement caractérisée qu'autant que, conformément à l'art. 386 du Code pénal, la question énonce que le vol a eu lieu *dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître* (5).

2733. Le vol commis par *un voiturier* d'un objet qui

---

(1) Cass., 27 juillet 1820 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*297 ; — 28 mars 1828 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*227 ;—24 décembre 1829 (même rapp.), *Bull.*699 ;— 12 juillet 1838 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*305 ;— 6 juin 1839 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*272 ; — 25 juillet 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*391 ; — 8 août 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*405 ; — 1er juin 1854 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 293 ;—19 avril 1860 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 168.

(2) Rej., 25 février 1847 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*60.

(3) Rej., 24 mars 1854 (M. Dehaussy, rapp.), *Pal.*1855.2.64.

(4) Cass., 27 avril 1855 (à mon rapport), *Bull.*241.

(5) Cass., 9 septembre 1825 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*486 ; — 7 avril 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.*174 ;—29 octobre 1830 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.*541 ; — 22 juillet 1847,—sur mes conclusions—(M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*279.

lui a été confié à ce titre est un crime *sui generis* qui ne peut jamais être puni que des peines portées par le § 4 de l'art. 386 du Code pénal, lors même qu'il aurait été commis la nuit, sur un chemin public et par deux ou plusieurs personnes. Ces circonstances n'aggravent pas ce crime (1).

2734. L'art. 303 du Code pénal considère comme circonstance aggravante le fait que les malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, ont, dans l'exécution de leur crime, employé des tortures ou commis *des actes de barbarie*. — Aucune disposition du Code « n'ayant déterminé les actes auxquels il attache le caractère d'actes de barbarie, cette détermination est abandonnée aux lumières et à la conscience des jurés » (2).

2735. En matière d'*attentat à la pudeur*, une circonstance aggravante réside en ce fait que les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la victime ;

On ne saurait considérer la qualité de *père nourricier*, transitoire de sa nature, et sans qu'elle se trouvât entourée de circonstances spéciales, comme pouvant à elle seule constituer l'autorité (3).—La qualité d'*oncle*, isolée de toute autre circonstance, et lorsque la question soumise au jury est muette sur la nature des rapports domestiques qui ont pu exister entre le coupable et la victime, ne confère pas non plus l'autorité légale et ne motive pas, de droit, l'aggravation de peine édictée par l'art. 333 du Code pénal (4). — Il en est de même de la qualité de *beau-père* : il faudrait, en outre, constater que la victime, mineure, était soumise à la co-tutelle du mari de sa mère (5) ; et l'autorité

---

(1) Rej., 18 mai 1843 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.*1843, à sa date.
(2) Rej., 9 février 1816 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1816.272.
(3) Rej., 11 décembre 1856 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*621.
(4) Cass., 3 octobre 1862 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*392.
(5) Cass., 10 août 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*401. — En sens contraire : Rej., 30 août 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*487.

ne résulterait pas davantage du fait que, depuis la mort de sa mère, la victime serait *restée au domicile* de l'accusé : il faudrait, en outre, constater que la victime était mineure et avait été recueillie par cet accusé qui aurait toujours depuis continué à avoir toute direction sur elle (1);

Mais elle existe contre le *maître d'atelier*, encore bien que le crime ait été commis dans un moment où l'autorité du surveillant n'avait pas à s'exercer (2) ;

Aux termes du droit commun et des dispositions du Code Napoléon, *le mari* a autorité sur sa femme, laquelle lui doit obéissance : cette qualité, qui impose au mari l'obligation de protéger sa femme, aggrave donc le crime d'attentat à la pudeur avec violence « qui n'est qu'un odieux abus de son autorité et l'oubli le plus coupable de la protection qu'il lui doit » (3). Et, quoique le mariage ait pour but l'union de l'homme et de la femme, l'attentat existe lorsque le mari contraint par violence sa femme à subir des actes contraires à la fin légitime du mariage (4) ;

Au surplus, l'art. 333 du Code pénal, qui aggrave la peine à raison de l'autorité dont était investi le coupable, « ne fait pas de distinction entre l'*autorité de fait* et l'*autorité de droit*. » Spécialement, *les maîtres* étant, de par la loi, responsables des faits et délits de leurs serviteurs, il en résulte qu'ils ont l'autorité et que l'attentat qu'ils se permettent sur la personne de leurs domestiques se trouve par cela même aggravé (5) ;

Par une raison d'une autre nature l'aggravation serait

---

(1) Cass., 24 novembre 1866 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*419. — Conforme : Rej., 12 août 1859 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*334.

(2) Cass., 27 août 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*503.

(3) Rej., 18 mai 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*271.

(4) Rej., 21 novembre 1839 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*544.

(5) Cass., 26 décembre 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*470 ; — Rej., 26 juin 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*252.

encourue par le domestique commettant un attentat sur la personne d'une autre domestique servant le même maître. En effet, il suffit, « d'après les termes précis de l'art. 333, que l'accusé ait commis le crime sur une personne soumise à l'autorité des individus dans la maison desquels elle était placée comme domestique ; la loi a voulu frapper d'une peine plus forte l'auteur d'un attentat à la pudeur sur l'une des personnes qui sont protégées par l'autorité du chef de la famille, pour avoir ainsi porté le désordre dans la maison où il a été admis » (1) ;

Quand l'attentat est commis par un *fonctionnaire public*, la qualité du coupable « est, par elle-même, une circonstance aggravante indépendamment de toute relation de la fonction avec la perpétration du crime » (2) ; et l'aggravation « ne doit pas être restreinte au cas où le crime a été commis par le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice » (3) ;

La circonstance aggravante résultant du fait de l'*assistance d'un tiers* est applicable au crime d'attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de treize ans : l'art. 333 du Code pénal ne limite pas l'aggravation au cas où il y a eu violence (4).

2736. Dans une accusation de *détournement de mineur*, la circonstance que la fille enlevée ou détournée était âgée de moins de seize ans accomplis, est aggravante du crime prévu par l'art. 354 du Code pénal (5).

2737. La nécessité de bien caractériser la circonstance aggravante cesserait-elle si, sans être relevé dans

---

(1) Rej., 16 mars 1854 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 121.
(2) Cass., 22 novembre 1866 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 414.
(3) Cass., 9 juin 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 310 ;— 5 mai 1859 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 193.
(4) Rej., 19 mars 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 159.
(5) Rej., 30 mars 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 182.

la question spéciale à la circonstance, l'élément aggravant était formellement énoncé dans la question concernant le fait principal? On a décidé la négative.

Dans une espèce déférée en 1852 à la Cour de cassation, la première question relevait le fait d'un vol commis dans une maison habitée; la question spéciale disait : *ladite soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-elle eu lieu à l'aide d'effraction intérieure?* Une autre question spéciale portait : *ladite soustraction frauduleuse a-t-elle été commise par Maurice Arnaud, alors qu'il travaillait habituellement dans la maison où il a volé?* — L'arrêt établit d'abord que la peine infligée au condamné n'a pu être appliquée qu'à raison de la circonstance aggravante de l'effraction intérieure qui, aux termes de l'art. 384, rendait le fait passible des travaux forcés à temps; — Puis, il constate qu'aucune question n'a été soumise au jury sur le point de savoir si cette effraction avait été faite dans un lieu clos;—et il termine en ces termes : « qu'à la vérité la question relative au fait principal et celle relative à la circonstance de domesticité, énoncent que le vol a été commis dans une maison où l'accusé travaillait habituellement; mais que ces énonciations ne suffisent pas pour constituer légalement la circonstance aggravante, puisqu'elle entacherait de complexité les questions qui auraient réuni le fait principal et la circonstance du lieu clos, ou les deux circonstances du lieu clos et de la domesticité » (1).

2738. Au surplus, lorsque les faits ont été vérifiés et déclarés par le jury, c'est, comme nous le savons, à la Cour d'assises qu'incombe la mission de décider par les principes du droit si, de ces faits, découle la circonstance aggravante, par exemple l'escalade(2). — De même, dans

(1) Cass., 27 novembre 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*642.
(2) Cass., 27 juin 1828 (M. Brière, rapp.), *Bull.*483.

une accusation d'incendie d'un édifice dépendant d'une maison habitée, on soutenait que le président aurait dû interroger le jury sur les éléments qui constituaient cette dépendance aux termes de l'art. 390 du Code pénal. Arrêt qui a répondu : « que le jury doit être interrogé par questions distinctes et séparées sur le fait principal d'abord, et ensuite sur chacune des circonstances aggravantes; mais qu'aucune disposition législative ne prescrit, à peine de nullité, de l'interroger sur les éléments constitutifs de ces circonstances » (1).

2739. Ici, je ne m'occupe que de ce que, au fond, les questions doivent contenir. Dans la section suivante, envisageant ces questions au point de vue de la forme, je préciserai le mode de position et la rédaction que comportent les circonstances aggravantes; j'établirai, notamment, la nécessité de poser, pour ces circonstances, des questions distinctes et séparées.

§ 4.—*Questions relatives aux délits connexes.*

N° 2740. Au cas de connexité, les Cours d'assises deviennent compétentes pour connaître de délits.

2741. Comme dans les autres affaires les jurés font leur office et la Cour applique la peine.

2742. Jurisprudence maintenant avec énergie les attributions des jurés en cette matière.

2743. Cependant, ici encore, la Cour d'assises statue sur les questions de droit qui peuvent surgir : exemple en matière d'adultère.

2740. Il faut, autant que cela se concilie avec la manifestation de la vérité et les intérêts d'une bonne justice, éviter la multiplicité des décisions qui occasionnent des frais inutiles et engendrent des retards préjudiciables. En

---

(1) Rej., 1er août 1851 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 490.

conséquence, et par exception, la juridiction des Cours d'assises se trouve, parfois, saisie de la connaissance de faits qui, par leur nature, rentreraient dans le lot de la juridiction correctionnelle.

Ainsi est-il lorsque de simples délits se trouvent, par voie de connexité, accolés à une accusation de grand criminel. C'est ce qui ressort du Code d'instruction criminelle qui, dans le titre 2e du livre II, consacré aux affaires qui doivent être soumises au jury, dispose en l'art. 226 : « la « Cour (chambre des mises en accusation) statuera par un « seul et même arrêt sur les délits connexes dont les « pièces se trouvent en même temps produites devant « elle. »

2741. En ce cas, la Cour d'assises procède comme en toutes les autres affaires de sa compétence. C'est dire que la reconnaissance et la déclaration du fait délictueux est faite par les jurés à la suite de leur examen du crime, source directe de la prorogation de leur juridiction. C'est dire aussi que toutes les circonstances constitutives de ce délit doivent, comme les circonstances constitutives du crime lui-même, être posées aux jurés et appréciées par eux. Puis, l'office des jurés étant accompli, la Cour d'assises attribue aux faits reconnus leur qualification légale et applique la peine édictée par la loi.

2742. C'est avec une constante fermeté que la Cour de cassation a rappelé les Cours d'assises au respect de cette règle qui touche aux bases de la compétence du jury.

Une première fois, en 1812, dans une affaire où le délit de vagabondage était connexe à un crime de vol qualifié, la Cour d'assises de la Seine avait méconnu ce principe essentiel : le jury ayant déclaré les accusés coupables quant au crime principal du vol, l'arrêt leur appliqua la peine de dix ans de travaux forcés, ce qui était conforme à la loi. Ensuite, et par le même arrêt, après avoir déclaré

elle-même que l'un des accusés était convaincu de vagabondage, elle le condamna à la peine secondaire de la marque, qui existait encore. Cassation en ces termes :

« Attendu : 1° que de l'art. 226 du Code d'inst. crim., il résulte que les chambres d'accusation doivent renvoyer aux Cours d'assises les délits connexes aux crimes qui forment l'objet principal de l'accusation par elles prononcées; — que des art. 358, 362, 364, 365 du même Code il suit que les attributions des Cours d'assises, hors les cas expressément déterminés par la loi, — et notamment par les art. 351 et 519 de ce Code,—sont restreints, relativement au jugement des faits de l'accusation, au droit de rapprocher la loi des faits déclarés par le jury, de qualifier ces faits d'après les caractères que la loi a fixés, et de condamner ou d'absoudre, d'après les dispositions que la déclaration du jury contient; — que les faits constitutifs des délits renvoyés aux Cours d'assises, doivent donc, comme ceux qui constituent les crimes auxquels ils sont connexes, être soumis aux jurés et déclarés par eux; ..... que, néanmoins, la Cour d'assises de Paris n'a point soumis ces faits à la déclaration du jury; qu'elle s'est permis de déclarer elle-même la culpabilité de Delapierre, relativement au délit de vagabondage; et que, par là, elle a usurpé une attribution qui ne lui était point accordée par la loi, et violé les règles de compétence qui sont essentiellement d'ordre public; .....[1]; »

Dans la même année 1812, un accusé de viol ou d'attentat à la pudeur avait été déclaré non coupable par le jury; mais la Cour d'assises du Tarn avait prononcé une peine correctionnelle à raison d'un délit d'excès et de mauvais traitements, en déclarant que la conviction de ce délit lui était acquise d'après le résultat des débats. La

---

[1] Cass., 18 août 1812 (M. Bailly, rapp.), *Bull.* 175.

Cour de cassation, après avoir reproduit quelques-uns des motifs de son précédent arrêt, ajoute : « que l'art. 365 du Code d'inst. crim., qui a renouvelé l'art. 434 du Code du 3 brumaire an IV, n'a point dérogé à ce principe fondamental de la procédure criminelle, et qu'en accordant aux Cours d'assises le droit de prononcer des peines correctionnelles ou de police, il a supposé que les faits auxquels ces peines pourraient être appliquées, *auraient été fixés et déclarés constants par le jury* (1); »

En 1817 et en 1827, décisions analogues à l'occasion de délits de vagabondage connexes à des crimes de vol qualifié(2);

Enfin, en 1850, nouvelle décision de la Cour de cassation, aux termes de laquelle, lorsque le crime de meurtre a suivi ou accompagné un délit de chasse, dans le but d'en assurer l'impunité, le jury doit être spécialement interrogé aussi bien sur le fait constitutif de ce délit que sur sa relation avec le meurtre(3).

Tenons donc pour règle constante que les questions soumises au jury doivent aussi porter sur les délits connexes, dont l'arrêt de renvoi a saisi la Cour d'assises.

2743. Toutefois si, à l'occasion d'un délit connexe, des questions de droit s'élevaient, elles seraient tranchées par la Cour. — Par exemple, quand, par exception, un délit d'adultère est porté aux assises, c'est à la Cour, et non au jury, qu'il appartient de statuer sur la fin de non-recevoir opposée par la femme et tirée de sa réconciliation avec son mari(4).

---

(1) Cass., 30 mai 1812 (M. Vantoulon, rapp.), *Bull.*256.

(2) Cass., 11 avril 1817 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*81 ; — 11 mai 1827 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*408.

(3) Cass., 21 mars 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*166.

(4) Cour d'assises de la Seine, 16 février 1834, DALLOZ, n° 2466, et v° *Adultère*, n° 90.

§ 5.—*Nécessité de purger complétement l'accusation.*

Nº 2744. La question qui omet un chef d'accusation, une circonstance constitutive, ou une circonstance aggravante, ne purge pas l'accusation.

2745. Dispositions du Code de brumaire et jurisprudence ancienne.

2746. Exception, sous ce Code, quand la question ne pouvait exercer aucune influence sur la peine.

2747. Quoique notre Code ne contienne pas une disposition textuelle, la règle est la même et dérive de l'art. 337.

2748. Exemples nombreux en diverses matières.

2749. La règle s'applique même aux faits qui, omis dans le résumé de l'acte d'accusation, sont retenus par le dispositif de l'arrêt de renvoi.

2750. Et aussi ceux qui sont relevés par les motifs ou l'ensemble de cet arrêt et par l'ordonnance de prise de corps.—Exemples.

2751. La règle est encore applicable quand l'arrêt de renvoi, sans relever expressément une circonstance constitutive, se réfère à un article de loi qui la contient.—Exemples.

2752. Résumé de la portée de notre règle.

2753. Néanmoins le décès de l'accusé purge l'accusation, mais non pas à l'égard de ses complices.

2754. Sous le Code de brumaire, l'omission emportait nullité quand le ministère public était demandeur en cassation.—En était-il toujours de même quand le pourvoi était formé par l'accusé? —Dissentiment avec M. Faustin Hélie.— Distinction faite par la jurisprudence.

2755. Règles sous notre Code : 1° l'omission d'un chef n'entraîne pas nullité des questions régulièrement posées;—2° cette omission entraîne, au contraire, la nullité de la question qui aurait dû contenir la circonstance constitutive omise ; — 3° l'omission d'une circonstance aggravante est aussi cause de nullité.

2756. Toutefois, l'accusé ne peut avoir moyen d'annulation, là où il n'a nul intérêt.—Jurisprudence.

2757. Quand c'est le ministère public qui réclame contre l'omission, la nullité est toujours encourue.

2758. L'omission est réparable avant la lecture de la déclaration du jury.—Renvoi.

2759. Quand le fait principal est écarté, l'omission ou le refus de déclaration par les jurés sur une question qui est la dépendance de ce fait, n'a aucun effet irritant.

2744. Une chose qu'un bon président d'assises ne peut perdre de vue, c'est qu'il doit, à peine de nullité, reproduire dans les questions qu'il pose, toutes les circonstances qui résultent de l'arrêt de renvoi combiné avec l'acte d'accusation. Si, dans ses questions, il omet soit un chef d'accusation, soit une circonstance constitutive du crime, soit une circonstance aggravante, l'accusation n'est pas complétement purgée, car elle doit être présentée aux jurés sous toutes ses faces. Celui qui reste en deçà de l'accusation, commet une faute aussi grave que celui qui va au delà. Et, en empruntant au serment son mode de formule, on peut résumer notre matière en disant : l'accusation, toute l'accusation, rien que l'accusation !

2745. Le Code de brumaire an IV, disait, dans son art. 373 :

« Le président, au nom et de l'avis du tribunal, pose « *toutes les questions* qui résultent tant de l'acte d'accusa- « tion que des débats et que les jurés doivent décider. »

Et, selon son article 380, toute contravention aux règles prescrites par ledit art. 373 emportait nullité.

Par suite, il y avait nullité quand c'était un chef d'accusation qui était omis (1).

---

(1) Cass., 14 vendémiaire an V (M. Poya, rapp.), *Pal.*1.123; — 27 vendémiaire an VII (M. Raoul, rapp.), *Bull.*, t. 1er, p. 128;—2 frimaire an VII (M. Jaume, rapp.), *Pal.*1.261 ; — 23 frimaire an VII (M. Chasle, rapp.), *Bull.*398 ; — 9 germinal an VII (M. Méaulle, rapp.), *Bull.*, t. 2, p. 247 ;— 21 prairial an VII (M. Busschop, rapp.), *Bull.*521 ; — 29 vendémiaire an VIII (M. Harzé, rapp.), *Bull.*, t. 1er, p. 143 ; — 11 brumaire an VIII (M. Jaume, rapp.), *Bull.*174 ;— 28 germinal an VIII (M. Boileux, rapp.), *Bull.*, t. 2, p. 63 ;—17 messidor an VIII (M. Vallée, rapp.), *Bull.* 215 ;—28 pluviôse an IX (même rapp.), *Bull.*211 ; — 14 pluviôse an XII (M. Viellart, rapp.), *Bull.*97 ;— 19 février 1808,—deux arrêts—(MM. Babille et Guien, rapp.), *Bull.*34, 77 et 78 ; — 23 août 1810 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.*214.

Nullité encore quand l'omission portait sur une circonstances constitutive du crime (1).

Ou, enfin, lorsque c'étaient une ou plusieurs circonstances aggravantes qui étaient omises (2).

2746. On admettait pourtant, à titre d'exception, qu'il était inutile de poser des questions dont la solution ne pouvait exercer *aucune influence* sur la peine. — Ainsi, la loi du 26 floréal an v, punissait de mort le vol à force ouverte et par violences envers les personnes, dans l'intérieur d'une maison où l'on a fait usage des armes, sans distinction entre ceux qui avaient ou n'avaient pas d'armes, ou entre ceux qui avaient fait ou n'avaient pas fait usage de leurs armes; sous cette loi, il n'était pas nécessaire d'interroger le jury, à l'égard de chacun des accusés, sur ces deux dernières circonstances relatives aux armes (3).

2747. Si notre Code ne contient pas une disposition formelle comme celle du Code de brumaire an IV, son art. 337 n'en prescrit pas moins de poser *la question résultant de l'acte d'accusation avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'accusation*. — Ces expressions, quoiqu'elles soient moins explicites que celles de l'ancienne loi, ne permettent pas de douter du maintien de la règle, qui, au surplus, se trouve consacrée par tous les arrêts modernes.

---

(1) Cass., 27 frimaire et 26 fructidor an VII (MM. Méaulle et Dor, rapp.), *Bull.*, t. 1er, p. 404 et t. 3, p. 364;—15 pluviôse, 1er germinal, 19 messidor et 8 fructidor an VIII (MM. Béraud, Vergès, Liger-Verdigny et Vallée, rapp.), *Bull.*, t. 1er, p. 508 et t. 2, p. 1, 226 et 358;—28 nivôse et 17 prairial an IX (MM. Viellart et Genevois, rapp.), *Bull.*180 et 374; —12 janvier 1809 (M. Bauchau, rapp.), *Bull.*10.

(2) Cass., 8 vendémiaire an VII (M. Chupier, rapp.), *Bull.*42;—4 brumaire an VIII (M. Pépin, rapp.), *Bull.*145;—19 prairial an IX (M. Barris, rapp.), *Bull.*387;—26 vendémiaire an X (M. Liger-Verdigny, rapp.), *Bull.*40;—28 nivôse an XII (M. Poriquet, rapp.), *Bull.*90.

(3) Rej., 8 germinal an IX (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, nº 2493.

2748. Ainsi, sous notre Code, il a été également jugé :

Que si, du corps de l'acte d'accusation, résultent des circonstances incriminées par la loi et qui ont été omises soit dans le résumé de cet acte, soit dans les questions posées au jury, il y a lieu d'annuler ces questions et de soumettre l'affaire à de nouveaux débats (1);

Que dans une accusation de tentative de meurtre, si la question proposée au jury ne mentionne point les trois circonstances constitutives de la tentative énoncées pourtant dans l'acte d'accusation et l'arrêt de renvoi, l'accusation n'est pas complétement purgée (2);

Que, en matière de faux, l'accusation ne serait pas purgée si, contrairement à l'arrêt de renvoi, on ne demandait pas au jury s'il y a eu *contrefaçon d'écriture* (3);

Que lorsque l'arrêt de renvoi porte sur des vols, à l'aide de fausses clefs, commis dans la maison et au préjudice du maître, l'accusation n'est pas purgée si, dans les questions, le président omet de mentionner la circonstance *de maison* (4);

Que si, en matière de banqueroute, l'arrêt de renvoi énonce la qualité de *commerçant failli*, l'accusation n'est pas purgée par une question qui ne reproduit pas cette qualité constitutive du crime (5);

Que la déclaration du jury n'est placée à l'abri de tout recours qu'autant qu'elle résout toutes les questions de l'arrêt de renvoi; — qu'il importerait peu que le jury eût

---

(1) Cass., 15 septembre 1826, — en matière d'incendie — (M. Brière, rapp.), *Bull.*521.

(2) Cass., 23 juin 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*521.

(3) Cass., 20 septembre 1828 (M. Brière, rapp.), *Bull.*801.

(4) Cass., 20 août 1829 (M. Choppin, rapp.); *Bull.*479.

(5) Cass., 16 septembre 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*490; — 21 avril 1831 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*168.

résolu toutes les questions qui lui étaient soumises, si ces questions ne reproduisaient pas toutes celles résultant de l'arrêt de renvoi ; — que l'erreur du président, en omettant des questions dont la position était obligatoire, ne peut donner le caractère de la régularité à des réponses qui manquent par leur base, et qu'on ne peut regarder comme purgée une accusation qui n'a été soumise que partiellement au jury (1);

Que le jury appelé à statuer sur une tentative de meurtre commise par un garde champêtre dans l'exercice de ses fonctions, doit être interrogé, non-seulement sur le fait en lui-même, mais encore sur la qualité de l'accusé et la circonstance dans laquelle le crime a été commis, mentionnées dans l'arrêt de renvoi. « L'absence de toute réclamation ou de toutes conclusions de la part de l'accusé ne pouvait affranchir le président du devoir de soumettre au jury l'accusation telle qu'elle avait été portée (2) ; »

Que le président ou la Cour commettent un excès de pouvoir en supprimant, par un motif quelconque, — motif bon ou mauvais, — une partie des chefs d'accusation compris dans l'arrêt de renvoi (3) ;

Que, le crime d'usage d'une pièce fausse étant distinct et indépendant du crime de fabrication de faux, l'accusation n'est pas complétement purgée si le jury, après avoir résolu négativement la question de fabrication, inscrit en marge de la question d'usage : *il n'échet de délibérer* (4).

2749. On doit comprendre dans les questions les faits énoncés dans le *dispositif* de l'arrêt de renvoi, alors même

---

(1) Cass., 15 mars 1838,—en matière de coups et blessures qualifiés—(M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*99.

(2) Cass., 19 décembre 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*633.

(3) Cass., 22 mars 1851, — en matière de subornation de témoins — (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*177.

(4) Cass., 7 mai 1851 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*268.

qu'ils ne seraient pas relatés dans le résumé de l'acte d'accusation. — Ainsi, dans une accusation d'incendie, il résultait du dispositif de l'arrêt de renvoi que les bâtiments incendiés appartenaient à autrui; mais le résumé de l'acte d'accusation, et, à sa suite, les questions posées au jury étaient muets sur la circonstance de propriété. La Cour de cassation a décidé que, dans ce cas, l'accusation n'avait pas été purgée (1). — C'est un principe déjà établi.—Voir *suprà*, nº 2680.

2750. Ce que nous disons du dispositif de l'arrêt de renvoi, il faut également le dire *des motifs*, de *l'ordonnance de prise de corps* qui, comme on le sait — (Voir t. 1er, nos 40 à 44, et *suprà*, nos 2718 à 2720)—font partie intégrante de cet arrêt. Et, ajoutons-le, aussi du rappel des articles de la loi qui caractérisent le crime.

Ainsi il a été jugé :

Qu'une accusation n'est pas complétement purgée lorsqu'un des éléments constitutif du crime, ou une circonstance aggravante, quoique non compris dans le dispositif de l'arrêt, était relevé dans *l'ordonnance de prise de corps* qui fait partie intégrante de l'arrêt, si elle a été maintenue par lui (2);

Qu'il en est de même quand la circonstance, omise dans le dispositif de l'arrêt, se trouve dans les motifs ou dans *l'exposé des faits* de cet arrêt (3).

---

(1) Cass., 24 juillet 1840 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), *Bull.*304.

(2) Cass., 28 décembre 1827,—intérêt de la loi,—en matière de coups —(M. Busschop, rapp.), *Bull.*971 ; — 20 avril 1838, — en matière d'incendie—(M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*150 ; — 29 décembre 1838,—en matière d'effraction intérieure — (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*567 ; —28 janvier 1841,—en matière d'incendie—(M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 45 ; — Rej., 22 avril 1847, — en matière de faux témoignage — (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*124, cité *suprà*, au nº 2689, p. 107, note 3.

(3) Rej., 16 septembre 1831, — en matière de rébellion—(M. Ollivier,

De même aussi lorsque la circonstance omise dans le dispositif résulte *de l'ensemble* des énonciations de l'arrêt (1) ;

2751. La loi pénale, en punissant le crime, a le soin de le définir et d'en indiquer les éléments constitutifs. De là, on a conclu que lorsque l'arrêt de renvoi, sans relever spécialement une circonstance caractéristique du crime, se réfère aux articles de la loi, dont il précise les numéros; cet arrêt agit comme s'il avait fait une mention expresse de cette circonstance : selon cette théorie, ce rappel de la loi vaut mention expresse de la circonstance. En conséquence, le président peut et doit l'introduire dans sa question.

Par exemple :

« Si dans le dispositif de l'arrêt de renvoi et dans le résumé de l'acte d'accusation, il n'est point dit que c'est *avec connaissance* que l'accusé a assisté l'auteur dans le crime imputé à celui-ci, cette circonstance ressort cependant de la qualification donnée aux faits par ledit arrêt, puisque le demandeur a été mis en accusation du crime *prévu par les art.* 60 *et* 296 *du Code pénal*; qu'ainsi, en ajoutant, dans la question, les mots : *avec connaissance*, le président n'a violé aucune loi (2). »

Mêmes décisions à l'occasion d'une accusation de concussion (3);

Et du crime de faux (4);

Et du crime de fausse monnaie (5).

---

rapp.), *Bull.*399;—Cass., 5 octobre 1838,—en matière de faux—(M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*467.—L'arrêt du 22 avril 1847.

(1) L'arrêt du 20 avril 1838.

(2) Rej., 4 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*1.

(3) Rej., 15 mars 1821 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*133.

(4) Rej., 16 juillet 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*344.

(5) Cass., 10 août 1839 (même rapp.), *Bull.*399.

2752. En un mot, comme le dit un arrêt qui résume la matière avec une grande autorité, — « le titre de l'accusation, son étendue, sa portée légale, ne sont pas renfermés dans la formule du dispositif de l'arrêt, et toutes les énonciations comprises dans l'exposé sommaire des faits, dans leur qualification, dans la citation de la loi pénale, s'éclairant et se complétant mutuellement, constituent, dans leur ensemble, l'accusation sur laquelle les jurés doivent être interrogés[1]. »

2753. Malgré notre règle qui prescrit d'interroger les jurés sur tous les faits criminels retenus par l'arrêt de renvoi et résumés dans l'acte d'accusation, on ne peut poser au jury les questions relatives à la culpabilité d'un individu décédé depuis la mise en accusation. Le décès a purgé, ou pour mieux dire, a éteint l'action publique.

Toutefois, suivant un arrêt, « l'intégrité d'état dans laquelle meurt un individu auteur d'un crime ou d'un délit, avant son jugement, est un bénéfice personnel et ne peut profiter qu'à ses héritiers, qui ne sauraient désormais être actionnés que par la voie civile, pour tous les faits, quels qu'ils soient, procédant du chef de leur auteur. Mais la mort d'un individu, auteur d'un fait qui aurait pu donner lieu contre lui à l'exercice de l'action publique, si cet individu n'était pas décédé, ne peut mettre obstacle à la poursuite, à la mise en jugement et à la condamnation des complices du fait qualifié crime ou délit par la loi[2]. »

En conséquence, on ne purgerait pas l'accusation si, malgré le décès de l'auteur principal, on ne menait pas à fin l'accusation dirigée contre les complices. En ce cas la question relative au fait principal, tout en constatant l'existence matérielle de ce fait, aura le soin d'éviter d'in-

---

(1) Rej., 29 novembre 1866 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.* 429.
(2) Rej., 4 juin 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 267.

terroger les jurés sur la culpabilité de l'accusé décédé.

2754. Voila donc établie sur des fondements solides la nécessité de purger complétement l'accusation en faisant porter les questions sur tous les faits incriminés, sur toutes les circonstances constitutives et sur toutes les circonstances aggravantes.

Cela posé, recherchons les conséquences de l'omission de quelques-uns de ces faits ou circonstances.

Sous le Code de brumaire, quand c'était le ministère public qui était demandeur en cassation, l'omission emportait nullité de la position des questions et de tout ce qui avait suivi[1].

Quand, au contraire, c'était le condamné qui, par son pourvoi, attaquait sa condamnation, l'omission entraînait-elle à son profit la nullité de toute la déclaration du jury? — M. Faustin Hélie énonce l'affirmative (t. IX, p. 25) et l'appuie sur un arrêt du 28 germinal an VIII[2]. — Cette appréciation ne me paraît pas exacte. Et, d'abord, l'arrêt cité énonce formellement que, par l'omission, « le sort du condamné avait été aggravé. » Ensuite, à cette époque, et déjà, on décidait que l'irrégularité résultant de ce que toutes les questions n'avaient pas été posées, ne pouvait fournir à l'accusé un moyen de cassation, si cette irrégularité n'avait pas été, pour lui, la cause d'un préjudice.

On avait notamment jugé :

Que la soustraction de la pièce fausse, par l'accusé lui-même, n'étant pas une circonstance de nature à augmenter ou à diminuer la peine, avait pu être omise dans les questions posées au jury[3];

---

(1) Cass., 17 messidor an VIII (M. Vallée, rapp.), *Bull.*, t. 2, p. 215; 19 février 1808 (M. Babille, rapp.), DALLOZ, n° 2487.

(2) (M. Boileux, rapp.), *Bull.*, t. 2, p. 63.

(3) Rej., 6 ventôse an VII (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 2490.

Que, dans une accusation d'homicide et de vol commis après cet homicide, l'accusé déclaré coupable d'assassinat n'est pas recevable à se plaindre de ce que la question relative au vol n'a pas été posée (1);

Que, l'omission de circonstances qui ne sont que des accessoires, des dépendances de l'existence du fait principal n'était pas considérée comme étant une cause de nullité lorsque les jurés répondaient négativement sur ce fait principal lui-même (2);

Que, en matière de meurtre, la question ayant été répondue affirmativement, il devient inutile d'examiner s'il y avait lieu à poser des questions sur une série de faits concernant un crime moins grave, «cette omission n'étant qu'à l'avantage de l'accusé (3). »

2755. Sous notre Code on tient pour constant :

En premier lieu, que les divers chefs d'accusation étant distincts les unes des autres, l'omission de *l'un de ces chefs* n'entache pas de nullité les questions, déclarations et condamnations portant sur ces chefs régulièrement soumis aux débats;

En deuxième lieu, que l'omission *d'une circonstance constitutive* du crime, frappe de nullité la question posée au jury et sa réponse en ce qui touche le chef auquel l'omission se réfère;

En troisième lieu, que l'omission *d'une circonstance aggravante* vicie également la question relative au fait principal dont elle est l'accessoire.

2756. Mais, qui peut se plaindre de ces omissions? Est-ce le condamné? Est-ce le ministère public?

En ce qui touche le condamné, comment serait-il ad-

---

(1) Rej., 16 germinal an VIII (M. Boileux, rapp.), DALLOZ, n° 2490.
(2) Rej., 17 messidor an VIII (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, n° 2492.
(3) Rej., 29 vendémiaire an XI (M. Barris, rapp.), DALLOZ, n° 2490.

missible à tirer argument de ce qu'il a été accusé moins qu'il n'aurait dû l'être? Il a été accusé d'un crime, quel profit aurait pu avoir sa défense, s'il avait été accusé de deux crimes? Quel tort lui fait l'omission d'une circonstance qui accroissait la culpabilité et la pénalité de son fait? Si l'intérêt est la mesure des actions, l'absence de grief devait faire repousser par une fin de non-recevoir un recours nécessairement dénué de tout effet utile.

Aussi, la jurisprudence moderne, comme celle que nous venons de rappeler, décide que si la peine prononcée est justifiée par la réponse du jury aux questions posées, l'omission, toute irrégulière qu'elle est, ne peut constituer, au profit du condamné, un moyen fondé de pourvoi [1].

2757. Quant au ministère public, la situation n'est plus la même. Les intérêts de la société, dont il est le représentant et le gardien, ont été lésés; l'accusation n'a pas été totalement vidée; ou bien elle n'a pas été relevée avec toute sa gravité. Lui, il a un grief sérieux à faire valoir et un pourvoi utile à introduire. En conséquence, l'omission est toujours, pour le ministère public, une cause de nullité totale ou partielle, suivant la nature de l'infraction [2].

2758. On verra, d'ailleurs, quand nous traiterons dans le chapitre suivant du mode de position des questions (*infrà*, n° 3018), que l'omission est réparable si on s'en aperçoit avant que le verdict du jury soit lu [3].

---

(1) Rej., 14 septembre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*776 ; — 1er avril 1841 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 2490 ; — 8 septembre 1842 (M. de Ricard, rapp.), S.-V.42.1.776 ; — 17 septembre 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*530.

(2) Cass., 15 mars 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*98 ;—20 avril 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*150 ; S.-V.38.1.561 ; D.P.38.1.460; *Pal.*38.2.5 ;—Les arrêts cités au numéro précédent.

(3) Cass., 19 novembre 1835 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*528 ;

2759. Lorsque, sur une accusation de complot et de non-révélation de ce complot, les jurés, après avoir déclaré que le complot n'a pas existé, considèrent comme inutile de donner une réponse sur la question de non-révélation, leur refus et celui de la Cour d'assises de les obliger à y répondre n'ouvrent pas matière à cassation. L'accusation, en effet, était purgée(1).

SECTION III.

Question sur les faits nouveaux ou modificatifs résultant des débats.

§ 1er. — *Faits nouveaux résultant des débats.*

N° 2760. Distinction entre les faits nouveaux et les circonstances modificatives.

2761. Règle interdisant d'introduire dans les questions des faits nouveaux, autres que ceux pour lesquels il y a mise en accusation.

2762. Définition d'un fait nouveau, autre que celui de l'accusation.

2763 Application de ce principe par l'ancienne jurisprudence, en matière de coups et blessures, — vol.

2764. Application par la jurisprudence moderne en matière d'avortement, — complicité de banqueroute, — détournement de pièces par un avoué, — infanticide, — banqueroute, — fausse monnaie, — culpabilité d'un accusé transportée à un autre, — faux, — tentative de meurtre, — émission de fausse monaie.

2765. La connexité d'un fait nouveau au fait de l'accusation justifierait-elle une question nouvelle ? — distinction.

2766. L'adhésion de l'accusé ne permettrait pas de valider une question incompétemment soumise au jury.

2760. Amené devant la Cour d'assises, l'accusé sait à merveille la nature de l'accusation à laquelle il va ré-

---

S.-V.36.1.310 ; D.r.36.1.63.

(1) Rej., 31 janvier 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*21.

pondre. L'arrêt de renvoi le lui a appris et l'acte d'accusation le lui a confirmé. Il est donc en mesure de rappeler ses souvenirs, de les transmettre à son conseil, de faire venir ses témoins et de donner, en un mot, à sa défense toute l'étendue qu'elle comporte.

Si, des débats, venait à surgir un fait constituant à sa charge un crime nouveau, il y aurait, dans cette découverte, matière à une nouvelle information ; on ne saurait, sans porter une atteinte profonde aux droits de la défense, contraindre l'accusé à se justifier immédiatement et, par une question imprévue, soumettre aux jurés l'appréciation de ce crime qui peut n'avoir aucune connexité avec le crime pour le jugement duquel ils sont convoqués. Comment, pris de court, sous l'empire des émotions de l'audience, l'accusé pourrait-il se recueillir ; instruire son conseil, appeler les témoins qui doivent le justifier ?

Il en est autrement lorsque les débats révèlent, même tout à coup, non plus un crime nouveau, mais seulement une circonstance aggravante ou un fait modificatif du crime, objet direct de l'accusation. Mieux que personne, l'accusé connaît toutes les dépendances de son action : par la direction imprimée aux recherches de l'instruction, il a pu prévoir que le moment viendrait où, la vérité éclatant, le crime apparaîtrait dans tout son jour et avec sa portée réelle. Dans cette prévision, il a dû se préparer et, quand la vérité se révèle à l'audience, il n'y a pour lui ni surprise, ni embarras,

Mû par ces pensées, le législateur, qui ne tolérerait pas qu'une accusation nouvelle fût greffée sur l'accusation décrétée, veut qu'à cette accusation incomplète on ajoute les circonstances qui en sont l'accessoire et le complément.

Tout se lie si bien dans notre système de législation que l'on peut, à titre d'analogie, indiquer ce qui se passe

en matière civile. Là, l'art. 464 du Code de procédure, s'il ne permet pas de former en cause d'appel aucune nouvelle demande, l'autorise, par exception, lorsqu'il s'agit de compensation ou lorsque la demande nouvelle est une défense à l'action principale. En outre, cet article admet les parties à réclamer les intérêts, loyers et autres accessoires échus depuis le jugement de première instance ainsi que les dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis ledit jugement. — C'est, sous une autre forme, la même idée appliquée au droit criminel.

2761. Etablissons, et sur des fondements solides, la règle qui interdit d'introduire dans le jugement des faits autres que ceux pour lesquels il y a eu mise en accusation. En premier lieu, — on le sait, — l'art. 271 du Code d'instruction criminelle défend expressément au procureur général, à peine de nullité, et, s'il y a lieu de prise à partie, de porter à la Cour d'assises aucune autre accusation que celle qui a fait l'objet de l'arrêt de renvoi. — En deuxième lieu, l'article 361, même Code, dont la pensée a été empruntée à la loi des 18–29 septembre 1791 (1), contient une disposition spéciale pour le cas qui nous occupe. Il dit : « Lorsque, dans le cours des débats, l'ac-
« cusé aura été inculpé *sur un autre fait,* soit par des
« pièces, soit par les dépositions des témoins, le prési-
« dent, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accu-
« sation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du *nou-*

---

(1) On y lit, 2e part., titre VII, art. 38 : « Si l'accusé est déclaré non « convaincu du fait porté dans l'acte d'accusation, et qu'il ait été inculpé « sur un autre par les dépositions des témoins, le président, d'office ou « sur la demande de l'accusateur public, ordonnera qu'il soit arrêté de « nouveau ; il recevra les éclaircissements que ce prévenu donnera sur « ce nouveau fait, et, s'il y a lieu, il délivrera un mandat d'arrêt, et ren-
« verra le prévenu ainsi que les témoins, devant un jury d'accusation,
« pour être procédé à une nouvelle instruction. »

« *veau fait* : en conséquence... cette disposition ne « sera, toutefois, exécutée que dans le cas où, avant la « clôture des débats, le ministère public aura fait des « réserves à fin de poursuites. » — Voilà donc, de par la loi, qu'un *autre fait ou nouveau fait*, destiné à devenir l'élément d'une nouvelle instruction, ne saurait être soumis à l'appréciation des jurés chargés de prononcer sur l'accusation actuelle.

2762. Mais qu'est-ce *qu'un autre fait, qu'un nouveau fait?* C'est celui qui, indépendant du fait de l'accusation, et n'ayant avec lui aucune corrélation, n'exerce sur lui aucune influence soit pour l'aggraver, soit pour l'atténuer; celui qui a puisé son origine à d'autres sources et est imprégné d'une nature propre; celui enfin qui, par lui-même, constitue un crime distinct et essentiellement différent du crime à raison duquel l'accusation a été portée. Selon l'art. 338, sur lequel nous allons nous expliquer, ce sont les *circonstances* résultant des débats qui peuvent devenir l'objet de questions subsidiaires. Or, comme le dit un arrêt, « il suit du mot même *circonstances* qu'il faut que le fait circonstanciel se rattache au fait principal de l'accusation, et n'ait d'autre effet que de l'aggraver ou de l'atténuer (1). »

2763. La jurisprudence, analysée dans ses termes généraux, va également mettre en lumière ce principe que la loi a posé.

Sous l'ancien Code, il a été jugé :

Que, dans une accusation de coups et blessures, un prétendu fait de mutilation ne résultant point de l'acte d'accusation, la Cour d'assises, en posant une question sur ce

(1) Cass., 30 juin 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*369.

fait, était contrevenue aux dispositions de l'art. 378 du Code des délits et peines [1] ;

Que, dans une accusation portant sur trois faits de viol ou de tentative de viol, on ne peut poser des questions sur deux autres faits de semblable nature sous prétexte que ces faits nouveaux résultent des débats. « Cette contravention ne peut être excusée par le vague de l'acte d'accusation dans lequel on lit que l'accusé a été arrêté pour avoir tenté de violer plusieurs filles. En vain voudrait-on s'autoriser de l'art. 373 du Code des délits et peines, qui ne s'applique *qu'aux circonstances* et *non à un fait*, comme il résulte des art. 378 et 379, qui doivent être combinés avec l'art. 373 [2]; »

Qu'il « ne peut être soumis au jury de jugement des questions que sur des faits portés en l'acte d'accusation, quelles que soient les dépositions des témoins. » En conséquence, quand un individu est accusé d'un vol déterminé, on doit casser l'arrêt qui a posé des questions sur des faits de vol autres que ceux mentionnés dans l'arrêt de mise en accusation [3].

2764. Sous notre Code, il a été également décidé :

Qu'on ne saurait enter une question d'avortement sur une accusation d'infanticide. En effet, « c'est un principe de rigoureuse justice que nul ne peut être condamné pour un crime autre que celui pour lequel il est poursuivi,... et la disposition de l'art. 338 ne saurait être applicable lorsque le fait qui se produit aux débats constitue un crime nouveau, distinct et séparé de celui qui fait la matière de l'accusation [4]; »

---

(1) Cass., 5 brumaire an VII (M. Chasle, rapp.), *Bull.*185.

(2) Cass., 13 ventôse an XI (M. Seignette, rapp.), DALLOZ, n° 2503.

(3) Cass., 15 janvier 1807 (M. Babille, rapp.), *Bull.*23.

(4) Cass., 16 octobre 1817 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*255 ; — 30 janvier 1851 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*59.

Que, sur une accusation de complicité de banqueroute frauduleuse, on ne peut poser une question de tenue d'une maison non autorisée de prêt sur gage ou nantissement. « Le fait de prêter sur gage, sans avoir d'établissement légalement autorisé à cet effet, n'a ni rapport, ni connexité avec le fait de banqueroute frauduleuse, ni conséquemment avec la complicité de ce crime, dont il n'est ni une circonstance, ni une modification [1]; »

Que, sur une accusation contre un avoué d'avoir soustrait ou détourné des pièces qui lui avaient été confiées à raison de ses fonctions, le président n'avait pu poser une seconde question tendant à faire déclarer par le jury s'il s'était rendu coupable du crime de concussion ; et que si, sur l'opposition de l'accusé, la Cour a ordonné le maintien de la question subsidiaire sur le motif qu'elle résulte de l'acte d'accusation et des débats, elle a excédé les bornes de sa compétence. En effet, « la compétence des Cours d'assises est *restreinte* aux seuls faits à raison desquels les accusés ont été renvoyés devant elles par l'arrêt de mise en accusation ; ce n'est donc que sur ces faits que les jurés peuvent être interrogés, et il ne peut leur être soumis d'autres questions, à moins qu'elles ne portent sur des faits ou circonstances qui se rattachent *essentiellement* au fait de l'accusation ou qui ne fassent qu'en *modifier* le caractère [2] ; »

Que, sur une accusation d'infanticide, on ne pouvait poser, comme résultant des débats, la question subsidiaire suivante : Si Jeanne Périchon n'est pas coupable d'avoir volontairement donné la mort à son enfant, est-elle coupable d'avoir commis une tentative de suppression dudit enfant en.....? « Cette question ne pouvait être consi-

---

(1) Cass., 24 juin 1819 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*225.
(2) Cass., 16 septembre 1819 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*312.

dérée comme connexe à l'accusation principale; elles n'avaient entre elles aucune corrélation; le fait posé dans cette question subsidiaire n'était pas une circonstance, soit aggravante, soit atténuante du fait principal de l'accusation; mais elle était, par elle-même, un fait principal ayant tous les caractères d'un crime absolument distinct de celui pour lequel le renvoi à la Cour d'assises avait été ordonné (1). » En effet, « le crime de suppression d'enfant ne peut être considéré comme une modification du crime d'infanticide, celui-ci étant un attentat contre la vie de l'enfant, tandis que l'autre, placé dans une section différente du Code pénal, est surtout un attentat contre son état civil; (2) »

Toutefois, il pourrait en être autrement si l'infanticide était fondé sur la disparition de l'enfant (3); »

Que l'individu accusé et acquitté sur un fait de banqueroute frauduleuse, ne peut, sur une question posée comme résultant des débats, être condamné pour escroquerie (4);

Qu'on ne peut, même sur la demande de l'accusé. enter une question subsidiaire de fabrication de fausse monnaie de *cuivre* sur une accusation de fabrication de fausse monnaie d'*argent* (5);

Que, à plus forte raison, il y aurait nullité si, se fondant sur des indices de culpabilité résultant des débats, on transportait d'un accusé à un autre une question de complicité dont cet autre n'est accusé ni comme complice, ni comme auteur principal (6);

---

(1) Cass., 20 août 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*442.

(2) Cass., 19 avril 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*201; — Conforme : Cass., 28 juin 1853 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*324.

(3) Rej., 7 juillet 1837 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), *Bull.*264.

(4) Cass., 30 juin 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*369, cité au n° 2762.

(5) Cass., 9 septembre 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*480.

(6) Cass., 11 janvier 1834 (M. Fréteau, rapp.), *Bull.*16; — 9 juillet 1835 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*337.

Qu'il n'est pas permis de joindre à une accusation de fabrication de faux billets, une question subsidiaire d'escroquerie qu'aucun élément ne rattache au fait de l'accusation principale (1) ;

Que le fait que l'accusé était porteur d'armes de guerre n'ajoutant rien à la gravité du crime de tentative de meurtre objet de l'accusation, il constituait un fait nouveau, principal et séparé, qui pouvait donner matière à une poursuite nouvelle ; mais que, n'étant pas légalement déféré à la Cour d'assises par l'arrêt de renvoi, il ne devait pas devenir la matière d'une question subsidiaire, quoique mentionné dans l'acte d'accusation et dans plusieurs parties de l'instruction (2).

Que, dans une accusation de fabrication ou émission de fausse monnaie, le président ne peut poser, comme résultant des débats, une question subsidiaire d'escroquerie qu'aucune circonstance ne rattache intimement au fait principal (3) ;

Qu'on ne peut ajouter à une accusation de faux, dans une *obligation*, une question de faux dans un *billet à ordre*, à moins de relater dans cette question qu'il s'agit, sous cette double appellation différente, du même titre falsifié (4) ;

Que le mari d'une commerçante, impliqué de complicité de la banqueroute de sa femme, ne pouvait être accusé par une question posée comme résultant des débats, d'avoir commis pour son compte le crime de banqueroute. Cette question subsidiaire ne se rattacherait pas identiquement au fait de l'accusation (5).

---

(1) Cass., 1er février 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*39.
(2) Cass., 14 mars 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*139.
(3) Cass., 7 mai 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*267.
(4) Cass., 10 juillet 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*433.
(5) Cass., 27 janvier 1865 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*31.

2765. Lorsque le fait nouveau révélé par les débats est *connexe* au crime à raison duquel l'accusation a été portée, la seule force de la connexité justifierait-elle une question nouvelle? — Non. Ici, la règle est la même : il faut plus que la connexité ; il faut que le fait connexe soit, comme les circonstances ordinaires résultant des débats, une aggravation, une atténuation ou une modification du fait principal. Cette distinction a été doctement établie par un arrêt dans lequel on lit : « Que, quand l'accusation n'a porté que sur un crime, et que, dans le cours des débats, l'accusé vient à être inculpé sur un autre crime ou délit, ce crime ou ce délit, qui n'a pas été l'objet de la poursuite du ministère public, est, malgré sa connexité avec le crime dénoncé, un fait nouveau à raison duquel cet accusé doit, en conformité de l'article 361, Cod. inst. crim., être renvoyé devant le juge d'instruction.....; mais que, quand le fait nouveau appris dans le cours des débats n'est pas un fait simplement connexe avec le crime objet de l'accusation, et que c'est un crime ou un délit qui, par sa réunion avec celui-ci, appelle sur le coupable une peine plus sévère que celle qu'il aurait encourue par le plus grave des deux crimes, ce second crime, qui aggrave la peine du premier, est évidemment et nécessairement une circonstance aggravante qui rentre dans la disposition de l'article 338, C. inst. crim. (1). »

2766. Les arrêts du 24 juin 1819, et du 9 septembre 1830 — cités au n° 2764 — décident, et avec raison, que l'adhésion de l'accusé à des questions incompétemment soumises au jury, ne saurait permettre de valider de telles questions.

---

(1) Cass., 14 novembre 1822, — délit de vol connexe à un crime de meurtre —(M. Aumont, rapp.), *Bull.*480.

§ 2. — *Circonstances nouvelles résultant des débats.*

N° 2767. *Observations générales.* — Ce ne sont pas seulement les circonstances aggravantes nouvelles qui peuvent être posées comme résultant des débats : ce sont aussi toutes les autres circonstances modificatives.—Leur définition.

2768. L'accusé ne peut se plaindre qu'on a déplacé le terrain du débat.

2769. Consécration de cette règle par l'ancienne jurisprudence.

2770. Et aussi par la jurisprudence moderne : nombreuses citations.

2771. La règle comprend : 1° les circonstances aggravantes ; — 2° celles qui atténuent ; — 3° celles qui, sans altérer le fait, modifient la qualification ; — 4° celles qui modifient le fait sur certains points accessoires.

2772. 1° *Circonstances aggravantes.* — Aucun doute à cet égard, en présence du texte de l'art. 338.

2773. Exemples en matière de violence : — assassinat suivi de vol, — vol avec violences, — emploi de fausses clefs, — qualité de domestique, — aide d'un tiers, — serviteur à gages, — avortement, — chemin public, — attentat à la pudeur.

2774. Il en est ainsi alors même que les circonstances nouvelles résultant des débats constitueraient elles-mêmes des crimes d'une autre nature, si elles sont aggravantes du fait principal. — Exemples.

2775. 2° *Circonstances qui atténuent.* — Atténuer une accusation, ce n'est pas en changer le caractère.

2776. Exemples de circonstances qui atténuent pouvant être posées quand elles résultent des débats, en matière d'homicide, — faux, — banqueroute, — infanticide, — enlèvement de mineur, — attentat à la pudeur.

2777. 3° *Circonstances modifiant la qualification.* — Elles peuvent légalement être posées comme résultant des débats.

2778. Questions nouvelles sur la tentative.

2779. Questions nouvelles sur la complicité.

2780. A l'inverse, questions de tentative ou de complicité, suivies de questions nouvelles sur la consommation directe du crime.

2781. Espèces diverses en matières de faux, — complot, — viol, — fausse monnaie, — banqueroute, complicité, — vol domestique, — faux en écriture de commerce.

2782. 4° *Modification du fait et de ses accessoires.* — Cette modification est licite.

2783. Exemples en matières d'incendie, — distribution de faux congés, — vol, — vol avec violences, — complicité par recel ou par provocation, — banqueroute frauduleuse, — attentat à la pudeur, — complot, — parricide, — banqueroute simple, — infanticide, — extorsion de signatures, — incendie de maison habitée, — exposition d'enfant, — coups et blessures.

2767. *Observations générales.* — La loi et les monuments judiciaires viennent de nous apprendre que les faits réellement nouveaux doivent rester étrangers au jugement. Demandons maintenant à ces autorités souveraines quelles sont les circonstances qui, quoique non relevées par l'arrêt de renvoi et surgissant inopinément des débats, peuvent fournir l'aliment de questions régulièrement posées.

L'art. 338, qui est le siége de la matière, s'exprime ainsi : « S'il résulte des débats une ou plusieurs circon-« stances aggravantes, non mentionnées dans l'acte d'ac-« cusation, le président ajoutera la question suivante : « l'accusé a-t-il commis le crime avec telle ou telle cir-« constance? »

En s'attachant littéralement à ce texte, on serait amené à conclure que les circonstances *aggravantes*, seules y relatées, constituent, seules aussi, l'élément légal des questions nouvelles. — Mais cette interprétation, par trop rigoureuse, conduirait à un faux principe. Par les éclaircissements qui jaillissent des témoignages, de leur libre examen, de leur discussion contradictoire et publique, on saisit la vérité, toute la vérité, dont l'information écrite n'avait permis d'entrevoir qu'une partie. En poursuivant à l'audience, et avec des moyens plus efficaces, l'œuvre du magistrat instructeur, on découvre et le vrai caractère matériel des faits retenus par l'accusation et leur étendue morale. Sans substituer un fait nouveau au fait incriminé, sans transformer, sans dénaturer l'accusation elle-même, en lui conservant, au contraire, sa parfaite identité, on

parvient, par la procédure orale, à lui restituer sa véritable physionomie, à l'envisager sous tous les aspects, à lui donner tous ses développements, ou à la restreindre en ses justes proportions. — Pourquoi donc, quand tout est su et bien connu, contraindrait-on les jurés à mettre en oubli ce qu'ils viennent d'entendre et leur demanderait-on de juger l'accusation, non pas telle que les débats l'ont faite devant eux, mais telle qu'elle a été aperçue au point de départ? Ne serait-ce pas s'exposer à aboutir à des acquittements scandaleux?

Le commentaire que la jurisprudence donne de notre art. 338 ne veut pas cela. — Partant de cette donnée qu'il contient une disposition purement énonciative et nullement limitative[1], elle considère, — on va en avoir la preuve, — comme légitimant des questions nouvelles les circonstances qui, dérivant virtuellement, par une sorte de filiation naturelle, du fait servant de base primitive à l'accusation, se rattachent à lui par des rapports intimes.

2768. Du reste, l'arrêt du 23 septembre 1830, cité p. 190, note 5, confirme ce que je viens de dire, n° 2760, que l'accusé ne saurait prétendre que la nécessité qui lui a été imposée de combattre sur-le-champ les circonstances résultant des débats, a déplacé le terrain de la lutte judiciaire et porté atteinte à ses droits. Les révélations produites par les incidents de l'audience devaient être prévues par lui; elles ont pu être l'objet de ses ex-

---

[1] Rej., 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1815.174; — 2 août 1816 (M. Rataud, rapp.), *Pal.*1816.577; — 31 janvier 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*21; — 16 avril 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 163; — 19 avril 1821 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*167; — 23 septembre 1830 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*498; — 10 décembre 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*440; — 29 avril 1852 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.* 258;

plications, et, pourvu qu'il ait eu la parole le dernier, nulle restriction n'a été apportée à l'exercice de la légitime défense (1).

2769. Cette règle est si importante qu'il convient de l'affirmer à l'aide de nombreux emprunts faits à la jurisprudence.

L'ancienne jurisprudence consacrait ce principe, comme elle avait accepté celui qui prohibe, dans les questions, des faits entièrement nouveaux. Ainsi elle jugeait :

Que le président n'était pas astreint à ne poser que les questions résultant de l'acte d'accusation ; qu'au contraire il pouvait soumettre au jury celles qui, se rattachant au fait de l'accusation, résultaient des débats et de la défense (2);

Que l'interdiction de poser aucune question sur des faits non énoncés dans l'acte d'accusation, ne comprenait pas les circonstances qui, se liant à cette accusation, étaient agitées dans les débats (3).

2770. La jurisprudence moderne est venue, à son tour, proclamer, et de la manière la plus énergique, le même principe, dans ses termes généraux. — Ainsi, on y voit notamment :

Que « de même que le président est tenu de poser les questions, ou sur les faits d'excuse admis par la loi, ou sur les circonstances aggravantes, lorsqu'elles naissent des débats, questions qui, résolues affirmativement, entraînent des peines différentes, de même il doit poser une question résultant du débat, lorsque cette question se rattache au fait qui était l'objet de l'accusation, lorsqu'elle peut seulement en modifier le caractère, ou

---

(1) Conforme : Rej., 22 avril 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 156.

(2) Rej., 1er frimaire an III (M. Meguin, rapp.), DALLOZ, n° 2511.

(3) Cass., 28 fructidor an XI (M. Lachèze, rapp.), DALLOZ, n° 2511.

lorsqu'elle tend à en faire déclarer les circonstances que les débats ont fait connaître ; — que la sûreté individuelle et la sûreté publique seraient exposées aux atteintes les plus funestes si, lorsque le fait de l'accusation se trouve modifié par les débats, les Cours s'arrogeaient le pouvoir de refuser, soit à l'accusé, soit à la partie publique, les moyens de s'assurer les résultats de cette épreuve[1]; »

Que « les présidents des Cours d'assises peuvent étendre les questions non-seulement à toutes les circonstances aggravantes du fait principal, mais encore à tous les faits particuliers qui s'y rattachent et qui sont résultés du débat[2]; »

Que, pour que soit purgée l'accusation, telle qu'elle se trouve fixée par l'instruction orale, base de la décision du jury, le président peut et doit poser des questions sur toutes les circonstances qui sont résultées des débats, alors même que ces questions ne seraient pas conformes au résumé de l'accusation[3];

Que, quand un fait se rattache essentiellement au fait de l'accusation et ne fait qu'en modifier le caractère, quand il en est une dépendance nécessaire, ou une simple modification, il peut être soumis au jury comme résultant des débats[4];

Que « il est un principe fondamental ....., c'est que le jury doit juger l'accusation telle que les débats la font, et non telle que la procédure écrite l'avait établie. Le président est donc tenu de poser toutes les questions résultant des débats qui tendent à modifier l'accusation,

---

(1) Cass., 14 mai 1813, — intérêt de la loi — (M. Oudart, rapp.), *Bull.*257.
(2) Rej., 31 janvier 1817, cité n° 2767.
(3) Rej., 10 avril 1819 (M. Girard-Duplessis, rapp.), *Bull.*145.
(4) Cass., 16 septembre 1819, cité *suprà*, n° 2764.

soit que l'accusé le requière, soit qu'il néglige de le demander, soit même qu'il s'y oppose[1]; »

Que « l'art. 338 du Code d'instr. crim. n'est pas limitatif dans ses dispositions et n'exclut pas la possibilité de poser des questions séparées pour des faits qui, sans être aggravants du fait principal, ressortiraient soit des débats, soit de l'arrêt de renvoi ou de l'acte d'accusation, comme pouvant être détachés du fait principal de l'accusation[2]; »

Que « les Cours d'assises ont le droit de poser, comme résultant des débats, toute question qui, bien que formulant une accusation différente de la première, en ce sens qu'elle est prévue par une autre disposition de la loi, n'est toutefois que la reproduction du fait primitif, envisagé sous un autre point de vue, et présentant un autre caractère pénal[3]; »

Que lorsque les faits sur lesquels le jury a été interrogé d'après le résultat des débats se rattachent *au temps* et *au lieu* du fait principal de l'accusation, ils en sont des circonstances accidentelles et, à ce titre, ils ont légalement pris place parmi les questions[4];

« Qu'il appartient au président des assises de poser les questions de manière à y comprendre tous les éléments de fait résultant non-seulement de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, mais aussi des débats, pourvu qu'il ne modifie pas la nature ou la substance du crime ou délit[5], »

---

(1) Cass., 6 juillet 1826, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), *Bull.*384.

(2) Rej., 10 décembre 1836, cité au n° 2767.

(3) Rej., 11 mai 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*184; — 16 mai 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*189; — 9 septembre 1841 (même rapp.), DALLOZ, n° 2532.

(4) Rej., 22 avril 1842, cité n° 2768.

(5) Rej., 4 décembre 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*611.

2771. Sans parler ici des excuses légales auxquelles sera consacrée la 7me section, on peut diviser en quatre catégories les circonstances qui justifient la position des questions subsidiaires nées des débats. Ce sont :

Les circonstances aggravantes du fait de l'accusation ;

Celles qui, au contraire, atténuent ce fait ;

Celles qui, sans l'altérer, en modifient le caractère ou la qualification ;

Celles, enfin, qui, en le laissant subsister, le modifient en certains points accessoires.

Il va sans dire que ces catégories ne sauraient être une limite infranchissable et que toutes les fois que, en dehors d'elles, il surgit des débats des circonstances qui ne sont que des nuances du fait principal, il y a une place utile et légale pour des questions accidentelles.

2772. 1° *Circonstances aggravantes*. — Parmi les circonstances qui, révélées par les débats, justifient et nécessitent la position de questions nouvelles, il faut placer en première ligne les circonstances aggravantes. Ici, aucun doute n'est permis, puisque tel est le but principal et direct de l'art. 338.

2773. La règle est donc au-dessus de toute contestation, et notre mission se borne, à cet égard, à signaler diverses espèces dans lesquelles elle a été appliquée.

Le président peut, d'après les débats sur une accusation de violence, poser la question de savoir si l'acte de violence a été commis à dessein de tuer [1] ;

Quoique l'acte d'accusation ne porte que sur un assassinat suivi de vol, si, d'après les débats, quelques-uns des accusés paraissent n'avoir commis le vol qu'à la suite de violences, le président a pu poser deux séries de ques-

---

(1) Rej., 8 vendémiaire an VI (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, n° 2513.

tions, l'une relative à l'assassinat, l'autre relative au vol avec violences (1);

Lorsque les jurés sont saisis d'un fait de violences accompagné de circonstances justifiant la compétence de la Cour d'assises, on peut, en vertu de l'art. 338, modifier le caractère des circonstances de violences et poser comme question résultante des débats celle de savoir si ces violences, causes d'effusion de sang, avaient été exercées sur un garde forestier dans l'exercice de ses fonctions (2);

Le président peut ajouter à une accusation de vol la circonstance aggravante de violences résultant des débats et qui n'était pas relevée par l'arrêt de renvoi (3); ou celle de l'emploi de fausses clefs (4);

L'art. 338, C. inst. crim., « veut que, s'il résulte des débats une ou plusieurs circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation, le président ajoute une question à cet égard. » — En conséquence, sur une accusation de viol et d'attentat à la pudeur avec violence, on doit, si cela est résulté des débats, interroger le jury sur le point de savoir si la victime n'était pas domestique de l'accusé, ce qui constituerait une circonstance aggravante (5);

On doit encore, si les débats en fournissent la preuve, ajouter la circonstance aggravante que le fait a été commis *avec l'aide* d'un tiers (6);

Le président peut, selon les circonstances et le résultat des débats, poser les questions au jury dans des termes différents de ceux du résumé de l'acte d'accusation, alors

---

(1) Rej., 16 messidor an VIII (M. Vallée, rapp.), DALLOZ, n° 2513.
(2) Rej., 27 décembre 1821 (M. Basire, rapp.), DALLOZ, n° 2527.
(3) Rej., 2 octobre 1823 (M. Brière, rapp.), DALLOZ, n° 2515.
(4) Rej., 19 août 1830 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2520.
(5) Cass., 26 décembre 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 470.
(6) Rej., 8 janvier 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 9.

même qu'il pourrait en résulter une aggravation de peine. — Singulièrement, il peut substituer à la qualité *d'ouvrier*, donné à l'accusé dans le résumé de l'acte d'accusation, celle de *serviteur à gages*. — Du moins, une telle substitution de qualité ne peut donner ouverture à cassation, si la circonstance aggravante qui en résulte a été écartée par le jury (1);

Lorsque, en matière d'avortement, l'arrêt de renvoi n'a pas relevé la qualité de sage-femme dans la personne de l'accusée pour en former une circonstances aggravante, cette qualité peut devenir l'objet d'une question accessoire posée au jury comme résultant des débats (2);

La question de savoir si un vol a été commis sur *un chemin public*, — ce qui constitue une circonstance aggravante, — peut être régulièrement soumise au jury comme résultant des débats. Quoique l'appréciation de circonstances de semblable nature se lie à la qualification légale, elle est inséparable des éléments du fait qui les a engendrées. Ici, la qualification se confond avec le fait lui-même (3);

Si le résumé de l'acte d'accusation ne mentionne qu'un attentat à la pudeur *sans* violence sur un enfant âgé de moins de quinze ans, tandis que l'arrêt de renvoi relève la circonstance de la violence, le président, puisant ses questions soit dans cet arrêt qui, — on le sait, — est la base réelle de l'accusation, soit dans les débats, agit régulièrement en rétablissant la circonstance aggravante omise (4).

---

(1) Cass., 10 décembre 1824 (M. d'Aubers, rapp.), S.-V.25.1.241 ; D. P.25.1.78.

(2) Rej., 23 mai 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*255.

(3) Rej., 18 juillet 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.*1844, à sa date ; D.P.44.1.330.

(4) Rej., 18 décembre 1858, cité n° 2680.

2774. Lors même que les circonstances nées des débats constituent, par elles-mêmes, des crimes ou des délits d'une autre nature que ceux qui font l'objet de l'accusation, le président doit les déférer au jury si elles sont, en même temps, aggravantes du fait principal. C'est ce que j'ai déjà dit.

En voici des exemples : —Quand il est sorti des débats qu'un accusé de meurtre avait commis un vol sur sa victime, ce dernier fait, qui n'est pas un crime simplement connexe, mais qui est encore une circonstance aggravante du crime de meurtre, doit faire l'objet d'une question au jury [1] ;

De même, et par la même raison, si le vol qui fait l'objet de l'accusation a été suivi d'un meurtre, ce dernier crime, considéré comme circonstance aggravante du premier, doit être déféré au jury par une question posée comme résultant des débats [2] ;

De même, le président étant autorisé à ajouter des questions sur les circonstances aggravantes qui résultent des débats, quoique non mentionnées dans l'acte d'accusation, il se conforme à l'article 338 en interrogeant le jury sur un attentat à la pudeur qui aurait précédé l'homicide [3];

De même, le fait de vagabondage venant se réunir à une accusation de vol qualifié, en forme une circonstance aggravante. Par suite, quand il ressort des débats, il doit être ajouté aux questions adressées au jury [4] ;

De même, des actes de barbarie commis dans l'exécu-

---

(1) Cass., 14 novembre 1822, cité n° 2765 ; — Rej., 3 octobre 1839 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), S.-V.40.1.90 ; — 9 septembre 1841 (même rapp.), DALLOZ, n° 2532.

(2) Rej., 22 juin 1855 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*366.

(3) Rej., 20 mars 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), DALLOZ, n° 2523.

(4) Cass., 18 avril 1812 (M. Bailly, rapp.), *Bull.*175.

tion d'un vol et révélés par les débats, peuvent être ajoutés à l'accusation de vol (1) ;

De même, la circonstance aggravante résultant des débats doit faire l'objet d'une question au jury, soit qu'elle constitue par elle-même un délit, soit qu'elle n'ait pas ce caractère. En conséquence, lorsqu'il paraît résulter des débats qu'un individu accusé de meurtre aurait commis sur sa victime le crime de viol ou tout autre attentat à la pudeur, ce fait, en tant que considéré comme circonstance aggravante du meurtre, doit être soumis à l'appréciation du jury (2).

2775. 2º *Circonstances qui atténuent*. — L'art. 338 ne parle que des circonstances aggravantes ; mais, comme le dit un arrêt, « par une raison d'équité, il en est de même des circonstances qui peuvent être atténuantes (3). » Et, en effet, atténuer une accusation, ce n'est pas en changer la nature, c'est, au contraire, la maintenir, et la nuance qui en diminue la gravité n'en altère ni le fond ni la substance.

2776. Exemples ;

Dans une accusation d'homicide, on peut, quoique l'acte d'accusation soit muet à cet égard, poser, comme résultant des débats, des questions subsidiaires sur l'imprudence et la négligence de l'accusé (4) ;

La Cour, légalement saisie d'une accusation de faux, qui, d'après les débats, se trouvait réduite à une simple escroquerie, était compétente pour appliquer à ce délit les peines correctionnelles édictées par la loi (5) ;

De la combinaison des articles 365 et 339 du Code

---

(1) Rej., 9 février 1816 (M. Aumont. rapp.), *Pal.*1816.272.
(2) Rej., 3 avril 1845 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*213.
(3) Cass., 30 juin 1826, cité nº 2762.
(4) Rej., 19 fructidor an VIII (M. Sieyès, rapp.), DALLOZ, nº 2513,
(5) Rej., 23 août 1811 (M. Chasle, rapp.), *Pal.*1811.589.

d'instruction criminelle combinés, « sort le droit et même l'obligation des présidents des Cours d'assises d'interroger le jury sur les circonstances qui ont accompagné le fait principal, lors même que ces circonstances ôtent à ce fait le caractère que lui suppose l'acte d'accusation et le réduisent à un simple délit. » Ainsi on peut faire dégénérer: la banqueroute frauduleuse en banqueroute simple (1); — l'homicide volontaire en homicide par imprudence ou maladresse (2); — l'infanticide en homicide par imprudence (3); — le meurtre en coups et blessures ayant entraîné une incapacité de travail, lorsque cette question subsidiaire se rattache au temps et au lieu du fait principal et n'en est qu'une circonstance accidentelle (4);

A l'accusation de meurtre ou de tentative de meurtre énoncée dans l'arrêt de renvoi, on peut ajouter, selon le résultat des débats, une question subsidiaire de coups et blessures volontaires plus ou moins qualifiés (5);

Quand il résulte des débats ouverts sur une accusation d'attentat à la pudeur avec violence que le fait qui l'a motivée est dégagé de la circonstance de violence et accompagné de celle de publicité, la Cour d'assises ne viole aucune loi en ordonnant qu'une question relative à l'outrage public sera subsidiairement posée (6);

Dans une accusation d'enlèvement de mineure par vio-

---

(1) Rej., 15 janvier 1814 (M. Oudart, rapp.), DALLOZ, n° 2531.

(2) Rej., 26 novembre 1818 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2531; — 10 janvier 1822 (M. Basire, rapp.), *ibidem*.

(3) Cass., 20 août 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*442; — 6 janvier 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*5.

(4) Rej., 22 avril 1842, cité n° 2768.

(5) Rej., 2 août 1816 (M. Rataud, rapp.), *Pal.*1816.577, DALLOZ, n° 2526; — 1er octobre 1818 (M. Schwendt, rapp.), DALLOZ, même numéro;—16 mai 1840, cité p. 198, n° 2770; note 3; — Cass., 11 mars 1841 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*119.

(6) Rej., 14 octobre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*596.

lence, la question subsidiaire de savoir si la mineure, âgée de moins de seize ans, n'a pas consenti à l'enlèvement et volontairement suivi le ravisseur, se rattache essentiellement au fait principal de l'accusation, et peut être posée comme résultant des débats (1);

Dans une accusation d'attentat à la pudeur *avec violence* sur la personne d'un enfant âgé de onze ans, le président peut poser, comme question subsidiaire, celle d'attentat *sans violence* (2).

2777. 3° *Circonstances modifiant la qualification.* — Si l'on peut interroger le jury sur des questions qui, quoique non prévues par l'arrêt de renvoi, mais résultant des débats, ont pour effet soit d'aggraver, soit d'atténuer la criminalité, à plus forte raison le président agit-il dans les limites de son droit et de son devoir en posant des questions qui, sans changer la pénalité, n'ont d'autre effet que modifier le caractère du fait de l'accusation et sa qualification. — Ce principe a été nettement consacré dans l'affaire déférée à la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi et tranchée par l'arrêt du 14 mai 1813, dont j'ai transcrit quelques passages au n° 2770 (3).

2778. Citons maintenant diverses espèces dans lesquelles cette règle a reçu son application.

La tentative est mise sur la même ligne que le crime lui-même, et réciproquement. Quand le résultat des débats a appris que le crime, objet de l'accusation, n'avait pas été consommé et était resté à l'état de tentative, on peut donc, et l'on doit, poser une question subsidiaire pour interroger les jurés sur cette circonstance modificative de

---

(1) Rej., 30 novembre 1849 (M. Barennes, rapp.), *Bull.* 476.

(2) Rej., 11 décembre 1851 (M. Moreau, rapp.), *Bull.* 780.

(3) Conforme sous le Code de brumaire an IV : Rej., 10 brumaire an X (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2530.

la qualification. Ici encore, je retrouve le remarquable arrêt du 14 mai 1813. « Attendu, dit-il, qu'en ce cas, demander seulement si l'accusé a commis le crime, c'est interroger le jury sur un fait que les débats ont modifié, sans l'interroger sur la modification ; c'est mettre le jury dans l'impuissance d'exprimer sa pensée tout entière; c'est provoquer une réponse désormais insignifiante ; c'est laisser l'accusation, telle qu'elle est expliquée dans les débats, sans solution réelle; c'est dénier la justice. »

Ainsi : l'accusation de vol peut, au moyen d'une question subsidiaire, être transformée en tentative de vol (1); — l'accusation d'avoir porté des coups et blessures à ses père et mère, être transformée en tentative de ce crime (2); — l'accusation d'attentat à la pudeur être transformée en tentative de ce crime (3) ; — l'accusation de viol être transformée en tentative de ce crime (4) ; — l'accusation d'incendie *consommé* être transformée en incendie *tenté* (5) ; — l'accusation de meurtre, être transformée en tentative de ce crime (6); — l'accusation d'empoisonnement, être transformée en tentative de ce crime (7).

2779. Il en est de la complicité, comme de la tentative. Quoiqu'un individu ait été mis en accusation comme étant l'auteur principal du crime, on peut, si telle est la

---

(1) Rej., 23 septembre 1830, cité au n° 2767.

(2) Rej., 3 février 1821 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 2542 ; S.-V. 21.1.216.

(3) Rej., 10 juillet 1817 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2522 ; — 10 juin 1830 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*370.

(4) Rej., 8 janvier 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*9.

(5) Rej., 24 décembre 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.* 1848.2.419.

(6) Cass., 25 janvier 1849, — sur mes conclusions — (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.); *Bull.*27.

(7) Rej., 12 avril 1817 (M. Schwendt, rapp.); DALLOZ, n° 2542 ; — 31 mai 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*228.

physionomie imprimée à l'affaire par les débats, faire de lui un complice, au moyen d'une question subsidiaire. « Les faits constitutifs de la complicité d'un crime, loin d'être étrangers au fait même du crime, y sont liés de la manière la plus intime (1). » — Déjà on jugeait ainsi, sous le code de brumaire an IV (2).

2780. A l'inverse, dans les accusations de tentative ou de complicité, le président peut, lorsque ces questions ressortent des débats, demander si l'accusé n'est pas coupable d'avoir consommé le crime en qualité d'auteur principal ou de coauteur (3).

2781. Une question d'*usage*, résultant des débats, est valablement entée sur une accusation de faux (4).

Dans une accusation de *complot*, on a pu demander par une question subsidiaire, résultant des débats, si l'accusé est coupable de *distribution d'écrits séditieux* dont le

---

(1) Rej., 10 janvier 1811 (M. Benvenutti, rapp.), DALLOZ, nº 2537; — 5 août 1813 (M. Cofinhal, rapp.), *ibidem*; — 6 mai 1815, — en matière de faux — (M. Lecoutour, rapp.), *Pal.*1815.716; — 29 septembre 1815 (M. Schwendt, rapp.), DALLOZ, nº 2538; — 12 janvier 1816 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, nº 2537; — 11 septembre 1817 (M. Rataud, rapp.), *ibidem*; — 16 avril 1818, — en matière de vol qualifié — (M. Aumont, rapp.), *Bull.*163; — 13 août 1818, — même matière — (M. Lecoutour, rapp.), *Pal.*1818.983; — 19 septembre 1823 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, nº 2537; — 30 juin 1831, — même matière — (M. Rives, rapp.), *Pal.* 1831.1762; — 29 décembre 1832, — en matière de pillage — (M. Isambert, rapp.), *Bull.*724; — 24 septembre 1835, — en matière d'assassinat et vol — (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*439; — 26 décembre 1839 (M. Isambert, rapp.), D.P.40.1.391; — 22 janvier 1841, — en matière d'incendie — (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*28; — 7 avril 1860, — en matière de vol — (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*163; — Cass., 27 janvier 1865, — en matière de banqueroute — (M. Guyho, rapp.), *Bull.*31.

(2) Rej., 28 prairial an VI (M. Gohier, rapp.); DALLOZ, nº 2536.

(3) Cass., 19 juin 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*356, *Pal.*1829.1150; D.P.29.1.277; — Rej., 12 juillet 1832 (même rapp.), S.-V.33.1.125; — 12 octobre 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*434.

(4) Rej., 6 mai 1815 (M. Lecoutour, rapp.), *Pal.*1815.717; — Cass., 9 juillet 1835, cité nº 2764, p. 190, note 6.

but était d'exciter à s'armer contre l'autorité, ou de provoquer au renversement du gouvernement légitime (1).

Sur une accusation de *viol consommé*, le président en posant, comme résultat des débats, une seconde question sur un *simple attentat à la pudeur avec violence*, obéit au vœu de la loi (2). En effet, « si le crime de tentative de viol présente un caractère légal différent de celui de l'attentat à la pudeur avec violence, et si ces deux crimes diffèrent essentiellement par le but, néanmoins l'attentat à la pudeur avec violence peut, à raison des faits qui le constituent, être considéré comme une modification du premier (3). »

La question subsidiaire d'*émission* de pièces fausses avec la connaissance de leur contrefaçon, peut, si les débats l'ont établie, être ajoutée à l'accusation de fabrication. L'émission est, en effet, un fait accessoire et un complément du crime principal (4). On peut également ajouter à une accusation d'*altération* de monnaie, une question alternative de contrefaçon (5).

L'ancien art. 593 du Code de commerce rangeait l'abus de confiance parmi les cas de banqueroute frauduleuse; par suite, sous cette loi, en posant au jury, saisi d'une accusation de *banqueroute frauduleuse*, une question subsidiaire dérivant des débats et portant sur un *abus de confiance*, la Cour d'assises ne créait point une accusation nouvelle : elle reproduisait le fait primitif, envisagé sous

---

(1) Rej., 31 janvier 1817, cité n° 2767.

(2) Rej., 16 janvier 1818 (M. Rataud, rapp.), *Bull.* 16.

(3) Rej., 8 février 1849, — sur mes conclusions — (M. de Boissieu, rapp.), *Bull.* 49; — 8 janvier 1852, cité au n° 2773, p. 200, note 6; — 29 avril 1852, cité n° 2767; — 9 septembre 1853 (M. Quénault, rapp.), *Bull.* 522; — 18 décembre 1858 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 514.

(4) Rej., 19 avril 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1832.932.

(5) Rej., 18 avril 1844 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 200.

un autre point de vue, et présentant un autre caractère pénal (1). — Mais aujourd'hui, et en présence de l'art. 594 du nouveau Code, qui définit limitativement les éléments du crime de banqueroute, l'abus de confiance ne pourrait devenir l'objet d'une question subsidiaire « qu'autant qu'il aurait entraîné la dissimulation de l'actif ou du passif, et que ce caractère spécial serait formellement exprimé dans la question soumise au jury (2). »

L'individu mis en accusation pour falsification d'une acceptation par lui donnée sur un effet de commerce, est mal fondé à se plaindre de ce que l'on a posé, comme résultant des débats, une question de falsification de la somme énoncée dans cet effet. S'agissant d'un seul et même écrit, il n'y a qu'une modification du fait relevé par l'arrêt de renvoi (3).

On peut demander si l'accusé est complice d'un tel, alors que l'accusation le présentait comme complice d'un autre (4). — De même, dans une accusation de complicité par aide et assistance, le président peut poser au jury, comme résultant des débats, la question de complicité par provocation (5); — ou ajouter à cette complicité par aide et assistance, celle d'avoir fourni les instruments pour commettre le crime (6).

Dans une accusation de vol domestique, « il est dans le droit du président de poser comme question subsidiaire, celle qui pourrait résulter d'une qualification légale dont paraîtraient susceptibles les faits articulés en l'acte d'accusation et qui serait autre que la qualification légale for-

(1) Rej., 11 mai 1838, n° 2770, p. 198, note 3.
(2) Cass., 7 juin 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 318.
(3) Rej., 21 juin 1839 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2519.
(4) Rej., 18 mars 1841 (M. Romiguières, rapp.), D. P. 41.1.395.
(5) Rej., 4 juin 1840 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2537.
(6) Rej., 2 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Pal.* 1827.214.

mulée en l'arrêt de renvoi. » Par exemple, poser une question subsidiaire d'abus de confiance, ce n'est pas, en ce cas, présenter une accusation nouvelle, mais appeler l'examen du jury sous un point de vue nouveau sur l'accusation existante (1).

Dans une accusation de *faux en écriture de commerce*, le président peut, pour éclairer le jury sur le caractère commercial du billet, poser des questions nouvelles, présumées de droit résulter des débats, relativement à la qualité de commerçant du souscripteur et du bénéficiaire (2).

2782. 4° *Modification du fait et de ses accessoires.* — « Lorsque, par le résultat des débats, le fait mentionné dans l'acte d'accusation paraît recevoir une modification dans son caractère, le président de la Cour d'assises peut et doit poser une question secondaire sur *ce même fait qui n'est que modifié*, et qui, par conséquent, se rattache toujours essentiellement à celui de l'accusation (3). »

2783. Exemples :

Lorsqu'un individu est accusé du crime d'incendie, il peut être posé comme résultant des débats la question de *menace* d'incendie. — Si cette menace n'équivaut pas au fait lui-même de l'accusation, elle est l'intention manifestée de le produire, et, à ce titre, elle en forme une circonstance (4) ;

Sur une accusation *de distribution* de faux congés, on a pu demander au jury, conformément au résultat des débats, si l'accusé était *l'auteur* du faux (5);

---

(1) Rej., 9 mars 1843 (M. Mérilhou, rapp.), S.-V.43.1.355 ; DALLOZ, n° 2533.

(2) Rej., 21 janvier 1865 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*27.

(3) Rej., 16 janvier 1818 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*16.

(4) Rej., 28 pluviôse an VIII (M. Gauthier, rapp.), DALLOZ, n° 2512 ; — 23 juillet 1813 (M. Busschop, rap.), *Pal.*1813.574.

(5) Rej., 16 thermidor an IX (M. Dutocq, rapp.), DALLOZ, n° 2513.

A l'occasion du vol d'une somme d'argent, on a pu interroger le jury sur cette circonstance révélée par les débats que la chose volée consistait en des marchandises(1);

Sur une accusation de *vol avec violence*, le président peut poser une question subsidiaire *de coups et blessures volontaires*. C'est là une simple modification se rattachant par le temps et par le lieu au fait incriminé(2);

Dans une accusation de complicité de vol par *recélé*, on a pu poser, comme résultant des débats, la complicité par *aide ou assistance*(3);—Ou bien, lorsque la complicité est fondée sur l'aide et assistance, demander si l'accusé a procuré les instruments nécessaires pour commettre le crime sachant qu'ils devaient y servir(4); — Ou encore, dans le même cas, la complicité par provocation(5);

Dans une accusation de *banqueroute frauduleuse*, le président peut, d'après les débats, ajouter aux circonstances relevées par l'arrêt de renvoi, la question suivante : Est-il coupable..... *en faisant des écritures simulées, ou en se constituant, sans cause ni valeur, débiteur par des engagements sous seing privé*(6)?

Un condamné fondait son pourvoi sur ce que, étant accusé d'*attentat à la pudeur avec violence*, on avait posé, comme résultant des débats, la question d'*outrage public à la pudeur*, fait qui constituait, selon lui, un délit essentiellement distinct. — Rejet par ce motif « qu'un attentat à la pudeur et un outrage à la pudeur constituent l'un et l'autre un attentat aux mœurs accompagné seulement de circon-

---

(1) Rej., 4 septembre 1812 (M. Bauchau, rapp.), DALLOZ, n° 2520.

(2) Rej., 12 février 1813 (M. Liborel, rapp.), *Pal.* 1813.128; —10 décembre 1836, cité n° 2767; —22 avril 1842, cité n° 2768.

(3) Rej., 4 février 1819 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2514.

(4) Rej., 2 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), DALLOZ, n° 2535.

(5) Rej., 4 juin 1840, cité n° 2781, p. 209, note 5.

(6) Cass., 18 mars 1826 (M. Bernard, rapp.), *Bull.* 138.

stances plus ou moins aggravantes, telles que la violence ou la publicité, et sont classés sous la même rubrique du Code pénal » (1);

Dans une accusation de *complot*, — avant la loi du 28 avril 1832, — le président a pu poser au jury une question relative à la *non-révélation*. « Attendu, dit l'arrêt, que, dans l'espèce, la non-révélation du complot dans le délai prescrit par la loi, était une modification du fait principal de l'accusation; que, dès lors, la question relative à ce fait de non-révélation a pu être posée et soumise au jury, comme résultant des débats, sans contrevenir à l'art. 338, Code d'inst. criminelle » (2);

Si le résultat des débats l'exige, le président peut faire dégénérer en meurtre une accusation de parricide (3);

Dans une accusation de *banqueroute simple* fondée sur des achats pour revendre à perte et au-dessous des cours, le président a pu, si cela est résulté des débats, poser une question relative à la *tenue de livres irréguliers* (4);

Dans une accusation d'*infanticide* fondée sur ce que l'accusée *avait fait disparaître l'enfant dont elle était accouchée*, le président peut poser au jury, comme résultant des débats, la question de savoir si l'accusée est coupable de *suppression* d'enfant pour avoir fait disparaître celui dont elle venait d'accoucher. — Bien que cette deuxième question constitue un crime différent, cependant, implicitement comprise dans le fait principal, elle n'en est qu'une modification (5);

Des faits de *violences* accompagnant *une extorsion de si-*

---

(1) 14 octobre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 596.

(2) Rej., 20 mai 1831 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 209.

(3) Rej., 15 décembre 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1831.447; DALLOZ, n° 2525.

(4) Cass., 12 septembre 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 484.

(5) Rej., 7 juillet 1837, cité n° 2764, note.

gnature objet de l'accusation, sont essentiellement connexes au crime, puisqu'ils constituent les moyens employés pour le commettre. En conséquence, « la Cour d'assises peut légalement soumettre au jury une question spéciale de *coups et blessures volontaires avec préméditation*, lesquels étaient implicitement compris dans l'accusation. — De même, sur une accusation semblable, une question pourrait être posée à raison du délit de *menace faite avec ordre ou condition*(1) ;

Dans une accusation d'*incendie d'un édifice habité*, il peut être posé, comme résultant des débats, cette autre question d'incendie de maison *assurée et appartenant à autrui*(2); — Ou encore joindre à une accusation d'incendie *direct et consommé*, une question d'incendie *par communication et seulement tenté* (3) ;

« L'*exposition* d'enfant peut, selon les circonstances de la cause, être considérée comme se rattachant au crime de tentative d'infanticide et de complicité de ce crime : elle a donc pu être comprise dans une question subsidiaire résultant des débats » (4);

Dans une accusation de vol avec violence et port d'armes, le président a pu poser, comme résultant des débats, les questions subsidiaires de coups et blessures ayant occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours (5);

---

(1) Cass., 19 juin 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*329.

(2) Rej., 7 août 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*463.

(3) Rej., 24 décembre 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.* 1848.2.419.

(4) Cass., 31 août 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*495.

(5) Rej., 24 décembre 1863 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*504.

§ 3. — *Par qui et comment les questions nouvelles sont posées.* — *Mode de constatation qu'elles résultent des débats.*

N° 2784. ***Par qui les questions nouvelles sont posées.*** — C'est le président qui pose les questions nouvelles résultant des débats, — d'office ou sur la provocation du ministère public, de l'accusé, de ses assesseurs ou des jurés.

2785. S'il s'élève un contentieux, la Cour d'assises statue.

2786. Défaut de signature d'un arrêt incident.

2787. On a jugé que cet arrêt peut ne pas être motivé. — Renvoi.

2788. L'accusé n'a pas le droit de se plaindre de ce que des questions nouvelles ont été posées, si elles ont été résolues en sa faveur.

2789. Le ministère public peut-il se plaindre de la position de questions nouvelles ?

2790. Quand ils refusent de poser des questions nouvelles, les arrêts, fondés sur *les faits*, sont souverains : — au contraire, ils sont sujets à recours s'ils sont motivés *sur le droit*.

2791. Les circonstances nouvelles peuvent être posées comme résultant des débats, alors même qu'elles auraient été écartées, en fait, par l'arrêt de renvoi.

2792. En serait-il de même si l'arrêt de renvoi les avait repoussées par une appréciation de droit ? Oui. — Dissentiment avec M. Faustin Hélie : Discussion.

2793. Le rejet d'une question requise sur un fait, qui ne constitue pas une excuse, ne viole aucune loi.

2794. Quand la Cour reconnaît que le fait résulte des débats, peut-elle refuser la question ? — Arrêts dans les deux sens.

2795. Quoi qu'il en soit, le président n'est tenu de poser la question que quand il y a eu des conclusions formelles.

2796. Poursuites ultérieures quand la circonstance résultant des débats n'a pas été relevée. — Exemples.

2797. ***Comment les questions nouvelles sont posées.*** — La question nouvelle *est ajoutée* aux questions ressortant de l'arrêt de renvoi, qui doivent toujours être maintenues.

2798. La question résultant du débat peut être comprise dans la question principale ; mais il en est autrement quand elle porte sur une circonstance aggravante.

2799. Le président peut, dans une question résultant des débats, rectifier la date erronée de l'arrêt de renvoi.

2800. ***Mode de constatation que les questions nouvelles résultent des***

débats. — La présomption est que la question nouvelle résulte des débats.

2801. Surtout lorsqu'il n'y a aucune réclamation.

2802. La preuve contraire entraîne la nullité.

2803. Inutile de constater de quelle partie des débats elle a surgi.

2804. Connaissance doit être donnée à l'accusé de la position d'une question résultant des débats.

2805. Mais il n'est pas nécessaire de faire connaître à l'accusé, avant la clôture des débats, que la question sera posée. — La lecture de la question, au moment où on la pose, satisfait au droit de la défense.

2806. La présomption que connaissance a été donnée à l'accusé de la question nouvelle, cède à la preuve contraire résultant du procès-verbal.

2807. La connaissance donnée à l'accusé, avant la clôture des débats, loin d'être cause de nullité, est une mesure favorable à la défense.

2784. *Par qui les questions nouvelles sont posées.* — C'est le président qui, — nous le verrons, — rédige les questions relevées dans le résumé de l'acte d'accusation. C'est encore lui qui formule celles qui naissent des débats.

Il les pose ou d'office, ou sur la provocation soit du ministère public, soit de l'accusé[1], soit de la partie civile, soit des assesseurs, soit des jurés[2].

2785. S'il y a opposition, alors, la matière prenant un caractère contentieux, le président n'est plus seul à décider; c'est la Cour qui statue et qui rend un arrêt en forme, le ministère public entendu dans ses conclusions ou réquisitions[3].

2786. Le défaut de signature d'un arrêt incident, rendu sur des conclusions de l'accusé, ne peut être une cause de nullité, lorsqu'il n'a pas été dressé de cet arrêt

---

(1) Cass., 6 juillet 1826, cité n° 2770, p. 198, note 1re.

(2) Cass., 19 juin 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*356.

(3) Cass., 28 mai 1812 (M. Benvenutti, rapp.), *Bull.*243 ; — 1er octobre 1813, — intérêt de la loi — (M. Busschop, rapp.), *Bull.*526 ; — 30 mars 1815 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*38 ; — 9 septembre 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*480.

un instrument séparé, mais qu'il a été inscrit au procès-verbal, lequel est signé par le président et le greffier[1].

2787. Allant plus loin, — bien loin, — on a décidé que la loi n'exige pas, à peine de nullité, que les arrêts des Cours d'assises qui statuent sur des demandes formées incidemment aux débats, soient motivés : il suffit que ces décisions soient insérées au procès-verbal des séances et que ce procès-verbal soit signé par le président et le greffier. Spécialement, n'est pas nul pour défaut de motifs, l'arrêt qui rejette les conclusions de l'accusé tendant à la position d'une question au jury sur les circonstances modifiant le fait principal et résultées des débats[2].—Voir chapitre II, à la section relative au mode de position des questions, des décisions justement contraires.

2788. S'agit-il du droit qui appartient au président, et, en cas de contestation, à la Cour, *de poser* des questions nouvelles?— L'accusé n'a pas le droit de se plaindre de ce que, malgré sa protestation, ces questions ont été déférées au jury, si elles ont été résolues en sa faveur[3].

2789. Quant à l'opposition du ministère public, la Cour peut ne pas s'y arrêter et, dit un arrêt, « de quelque manière qu'elle l'ait jugée, sa décision ne saurait être susceptible de censure[4]. » Malgré la généralité des expressions de cet arrêt, je pense que si la question subsidiaire avait été justifiée par des motifs qui seraient une violation des règles légales, le ministère public aurait un recours utile à exercer dans l'intérêt de la loi.

2790. S'agit-il, au contraire, *du refus* fait par la Cour

---

(1) Rej., 20 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 151 ; —14 janvier 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 14.

(2) Rej., 16 avril 1819 (M. Busschop, rapp.), *Pal.* 1819.218.

(3) Rej., 25 août 1831 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2546.

(4) Rej., 26 novembre 1818, n° 2776, p. 204, note 2.

de poser une question qui était formellement demandée?

Les arrêts de la Cour sont souverains quand, pour rejeter la question, elle les fonde sur les faits[1]. Ils sont, au contraire, sujets à recours si elle les motive sur un point de droit. — Ainsi, dans une affaire d'attentat à la pudeur avec violence, le ministère public avait requis la position d'une question sur la circonstance aggravante *d'autorité*. La Cour d'assises, tout en reconnaissant que la circonstance résultait des débats, rejeta sa demande par ce motif de droit que les *maîtres* n'étant pas nominativement compris dans l'art. 333 du Code pénal, l'accusé n'avait pas autorité. — Cassation[2]. — Ainsi, encore, dans une accusation de coups, le ministère public requit la position de la question de *volonté*. La Cour ne méconnaissait pas que cette circonstance était résultée des débats; mais elle pensa que, non mentionnée par l'arrêt de renvoi, dont le bénéfice était acquis à l'accusé, elle ne pouvait être relevée au moyen d'une question subsidiaire. — Cassation[3].

2791. Le président, et, à son refus, la Cour saisie par une réquisition régulière, a le droit de déférer au jury les circonstances aggravantes résultant des débats, alors même que les questions nouvelles seraient en contradiction avec l'arrêt de renvoi : bien plus, quand même elles auraient été écartées en fait par cet arrêt. C'est là un principe qui est nettement consacré par la jurisprudence.

En 1812, nonobstant la réquisition du ministère public,

---

(1) Rej., 17 mai 1821 (M. Basire, rapp.), *Pal.*1821.614 ; — 13 avril 1832 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1832.961 ; — 29 décembre 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*724 ; — 12 septembre 1835 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*427.

(2) 26 décembre 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*470.

(3) 28 décembre 1827, — intérêt de la loi — (M. Busschop, rapp.), *Bull.*971.

un arrêt de renvoi avait refusé de comprendre dans une accusation de vol la circonstance aggravante d'effraction. Aux assises l'organe du ministère public, trouvant que cette circonstance résultait des débats, demanda la position d'une question subsidiaire. — Refus motivé sur la chose jugée par l'arrêt de renvoi. — Sur le pourvoi, arrêt dans lequel on lit : « que les arrêts des chambres d'accusation... ne jugent rien définitivement, et qu'ils ne lient nullement les tribunaux ou Cours auxquels le renvoi est fait, lesquels sont investis du droit de prononcer, tant sur la compétence que sur le fond et sur toutes les circonstances des crimes et délits qui leur sont renvoyés, qu'elles soient ou qu'elles ne soient pas exprimées dans l'acte d'accusation, lorsqu'elles résultent des débats[1]. »

En 1829, un individu attaquait l'arrêt de mise en accusation parce qu'il aurait écarté à tort une circonstance aggravante. Son pourvoi fut repoussé : « attendu, dit l'arrêt, que la décision de la chambre d'accusation n'a point l'autorité de la chose jugée, et que la Cour d'assises reste maîtresse de la soumettre au jury, si elle pense qu'en droit et en fait, par le résultat du débat, elle peut lui être proposée[2].

En 1830, la circonstance que le vol poursuivi aurait été commis à l'aide de fausses clefs avait été écartée par l'arrêt de renvoi; néanmoins, elle fut soumise au jury comme résultant des débats, et la Cour de cassation a rejeté le pourvoi du condamné[3].

2792. En serait-il de même si l'arrêt de renvoi avait repoussé la circonstance, non parce que, en fait, elle n'existerait pas, mais parce qu'elle ne constituerait pas un

---

(1) Cass., 10 décembre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*532.
(2) 2 janvier 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*5.
(3) 19 août 1830 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1830.767.

élément d'aggravation *aux termes de la loi?* — M. Faustin Hélie pense que « ce serait là, dans ce dernier cas, une décision *en droit*, dont les éléments ne peuvent être modifiés par les débats et qui serait définitivement acquise à l'accusé[1]. » Et, à l'appui de cette opinion, il cite, — t. VI, p. 604, — un arrêt qui, après avoir reconnu aux Cours d'assises le droit de saisir le jury de circonstances non appréciées ou mal appréciées en fait par la chambre d'accusation, ajoute : « qu'il n'en saurait être de même d'un arrêt qui, après avoir reconnu le fait qui constituerait légalement une circonstance aggravante, l'aurait cependant écartée en droit par une décision formelle; — que, dans ce cas, le procureur général qui, aux termes de l'art. 271 du Code d'inst. crim., ne doit porter devant la Cour d'assises une accusation *autre* que celle admise par l'arrêt de renvoi, ne pourrait introduire cette circonstance aggravante dans le résumé de l'acte d'accusation, sans violer ledit art. 271 et l'autorité de la chose contre lui contradictoirement jugée[2]. »

Malgré ces graves autorités, j'éprouve, je l'avoue, un doute bien sérieux.

En premier lieu, l'arrêt de 1841 ne me paraît pas applicable à la difficulté qui nous occupe : dans l'espèce, la Cour d'assises n'était pas encore saisie; et le procureur général attaquait, par un pourvoi, l'arrêt de renvoi qui, dans une accusation d'attentat à la pudeur sur un enfant de moins de onze ans, avait écarté la circonstance aggravante par ce motif de droit qu'il s'agissait d'une fille naturelle et que l'accusé, mari de sa mère, n'avait aucune autorité sur la victime. — Or, je ne saurais placer sur la même ligne et le procureur général et la Cour d'assises. — En

---

(1) *Traité de l'instruction criminelle*, t. IX, p. 32.
(2) Cass., 11 juin 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*279.

tant que rédacteur de l'acte d'accusation, le procureur général n'est que le fidèle exécuteur des décisions de la chambre d'accusation, décisions pour lui souveraines; et, d'ailleurs, il serait dans l'impossibilité matérielle d'insérer dans son acte quelque chose de nouveau, par cette raison bien simple qu'il n'a rien pu apprendre de débats qui ne sont pas encore ouverts. — La Cour d'assises, elle, indépendante de la chambre d'accusation, tient de la loi des pouvoirs qui lui sont propres : sans doute elle ne met pas en accusation et elle juge une accusation toute faite; mais, sans en changer la nature, elle donne aux faits de cette accusation tous les développements que les débats ont fait connaître. Éclairée par ces débats, la Cour peut donc aller plus loin que le procureur général et, — dans les limites que nous venons de constater avec la jurisprudence, — elle a le droit, sans violer l'art. 271, de se poser une accusation qui n'est pas *autre*, mais qui est *plus ample* que celle de l'arrêt de renvoi.

En deuxième lieu, l'arrêt du 10 décembre 1812, à côté des passages que je lui empruntais tout à l'heure, ajoute : « attendu que les arrêts des chambres d'accusation n'ont d'autre effet que de statuer sur la mise en accusation des individus qui leur sont renvoyée, et de régler, ou, pour mieux dire, *d'indiquer* la compétence des tribunaux qui doivent juger au fond;..... Attendu que la Cour, en méconnaissant le droit que la loi lui a donné de prononcer *définitivement sur toutes les circonstances* des procès qui sont de sa compétence, en attribuant aux arrêts des Cours impériales, chambres d'accusation, un effet et une autorité que la loi ne leur a pas donnés, et en écartant la réquisition du procureur impérial par une fin de non-recevoir non autorisée par la loi, a violé les règles de la compétence, et les lois qui ont déterminé les limites des autorités qui doivent concourir à l'instruction et au juge-

ments des procès criminels: »—L'arrêt du 2 janvier 1829 affirme également, — comme je l'ai dit, — que la décision de la chambre d'accusation *n'a point l'autorité de la chose jugée*, et que la Cour d'assises reste maîtresse de soumettre au jury la circonstance repoussée, si elle pense *qu'en droit et en fait, par le résultat du débat*, elle peut lui être proposée.—Si ces motifs sont juridiques, et on ne l'a pas contesté, ne condamnent-ils pas la théorie que j'examine? Comment la décision de la chambre d'accusation qui, en principe, n'a nullement l'autorité de la chose jugée, jouirait-elle de cette autorité en ce qui concerne un point de droit?

En troisième lieu, n'y aurait-il pas quelque chose d'étrange dans la situation qu'on ferait à la Cour d'assises? Voyons. — Les débats font la lumière; ils révèlent, à n'en pas douter, des circonstances établissant, par exemple, que le vol a été précédé d'effraction, ou que l'accusé de viol était le père ou le tuteur de la victime. De deux chose l'une : ou bien, s'inclinant devant la chambre d'accusation qui a pensé que les faits ne constituaient pas, en droit, ou l'effraction ou l'autorité, la Cour d'assises s'arrête; et alors elle ne soumet pas aux jurés l'accusation telle que l'ont faite la procédure orale et les débats, et les jurés sont dépouillés d'une partie de leurs attributions;—ou bien, au contraire, elle passe outre et pose le fait aux jurés qui répondent affirmativement, que fera-t-elle ensuite? Dira-t-elle que, liée par la chambre d'accusation, elle ne peut appliquer la peine afférente aux circonstances reconnues par le jury? Alors, les réponses du jury sont vaines, et c'est la chambre d'accusation qui, sortant de son rôle d'accusateur, juge en réalité et dicte la peine.

En quatrième lieu, est-ce que, à chaque instant, et sans encourir de critique, la Cour d'assises, par les questions subsidiaires que lui inspirent les débats, ne se met pas en opposition directe avec les décisions de droit prises par

la chambre d'accusation? Et que fait-elle donc lorsque, prenant pour base le même fait, elle considère comme une simple tentative ce qui avait été réputé crime consommé? Lorsqu'elle qualifie de complice celui qui avait été accusé comme auteur principal? Lorsqu'elle transforme en attentat à la pudeur un fait poursuivi comme étant un viol? Lorsqu'elle fait dégénérer une accusation de meurtre en un délit de coups et blessures? Lorsque, enfin, elle opère une de ces nombreuses modifications de qualification dont j'ai donné plus haut une longue nomenclature, et qui, le plus souvent, amènent un changement dans la peine? Dans une affaire jugée en 1863, la chambre d'accusation avait réformé une ordonnance de la chambre du conseil qui qualifiait un fait de coups et blessures, et avait déclaré que ce fait ne comportait pas, d'après la loi, la qualification qui lui avait été donnée: cependant, la qualification de coups et blessures fut reprise par le président et posée par lui au jury par une question résultant des débats.—Pourvoi en cassation et arrêt dans lequel on lit: « Que la décision de la chambre d'accusation n'a pas eu pour effet d'interdire au président de rétablir la qualification primitive dans les questions posées comme résultant des débats; — Qu'en effet, les arrêts de mise en accusation, qui ne statuent qu'en l'état de l'instruction écrite, n'ont l'autorité de la chose jugée que quant à la mise en accusation et au renvoi de l'accusé devant la Cour d'assises; mais que la qualification des faits qui ont motivé ce renvoi peut toujours être modifiée par la position de questions subsidiaires autorisée par l'art. 338 du Code d'instruction criminelle, édicté précisément en vue des modifications que les éléments de l'instruction écrite peuvent recevoir du débat oral de l'audience » (1). Si la Cour

(1) Rej., 24 décembre 1863 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 504, cité au n° 2783, p. 213, note 5.

d'assises peut cela, et tous les monuments judiciaires l'attestent, cela ne prouve-t-il pas que, étant donné le fait objet de la mise en accusation, elle n'est point rivée à des appréciations de droit que les débats contredisent?

En cinquième lieu, et enfin, l'art. 338 du Code d'instruction criminelle, enjoint au président d'ajouter des questions subsidiaires toutes les fois que des circonstances aggravantes résultent des débats. Or, ses termes impératifs repoussent toute distinction et semblent comprendre dans sa prescription aussi bien les circonstances que la chambre d'accusation a formellement éliminées par une appréciation légale que celles qui ont été mises en oubli ou qui n'ont pas été suffisamment établies.

2793. En rejetant la demande de l'accusé tendant à faire poser, comme résultant des débats, une question sur une circonstance qui atténuerait le fait principal, mais qui ne constituerait pas une excuse, admise comme telle par la loi, la Cour use du droit d'appréciation qui lui appartient et ne viole aucune loi [1].

Ainsi, « la Cour, en refusant de soumettre au jury comme résultant des débats, une question sur des actes de barbarie, par le motif que ces actes pourraient, s'ils étaient prouvés, se confondre avec la préméditation, n'a point usurpé les fonctions du jury, puisqu'elle n'a déclaré constant aucun des faits en litige et n'a raisonné qu'hypothétiquement [2]. »

2794. Nous savons,—Voir *suprà*, n° 2790,—que le président, et, en cas de contestation, les Cours d'assises apprécient souverainement si, en fait, des circonstances non

---

[1] Rej., 17 mai 1821 (M. Basire, rapp.), *Pal.*1821.614 ; — 24 février 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*45 ; — Cass., 9 juillet 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*276 ; — Rej., 9 novembre 1848 (M. Brière, rapp.), *Bull.*397.

[2] Rej., 14 janvier 1841 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 2466.

mentionnées dans l'arrêt de renvoi ont été révélées par les débats. Mais, quand ils reconnaissent la survenance de ce fait, peuvent-ils se soustraire à l'obligation de poser les questions nouvelles qui en découlent et qui sont l'objet de réquisitions formelles? L'article 338, par l'énergie de ses termes, en disant: le président *ajoutera*..... ne confère pas une simple faculté. A mon sens, il impose un devoir, dont l'inexécution emporte nullité. Je n'ignore pas qu'un arrêt a jugé que, si la Cour d'assises peut, sans contrevenir à aucune loi, et même en entrant dans l'esprit de la loi, poser une question subsidiaire née des débats, cependant, en repoussant les réquisitions du ministère public tendantes à cette fin et s'attachant littéralement et rigoureusement au résumé de l'acte d'accusation, elle ne viole aucune disposition prescrite à peine de nullité (1). Mais je sais aussi qu'une foule d'arrêts (2) contiennent ces expressions : Que la Cour d'assises *peut et doit, qu'il est de son devoir, que la loi lui impose l'obligation* de poser les questions résultant des débats et qu'en le faisant elle *observe le vœu de la loi* et se *conforme à son véritable esprit*.—Et je rappelle ces deux décisions mémorables des 14 mai 1813 et 6 juillet 1826,—citées, *suprà*, n° 2770,—rendues dans l'intérêt de la loi, et dans lesquelles on lit ce passage, que je ne crains pas de reproduire encore: « Attendu que la sûreté individuelle et la sûreté publique seraient exposées aux atteintes les plus funestes, si, lorsque le fait de l'accusation se trouve modifié par les débats, les Cours s'arrogeaient le pouvoir de refuser, soit à

---

(1) Rej., 27 août 1813, — en matière de coups et blessures — (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2529.

(2) 3 janvier 1812, — 22 octobre 1813, — 29 septembre 1815, — 2 août 1816, — 16 janvier et 26 novembre 1818, — 10 avril 1819, — 26 décembre 1839, — 11 mars 1841.

l'accusé, soit à la partie publique, les moyens de s'assurer les résultats de cette épreuve. »

2795. Quoi qu'il en soit, le président n'est pas tenu de poser, comme résultant des débats, une question subsidiaire, alors qu'il n'y a pas eu des conclusions expressément prises. Peu importe que, dans sa plaidoirie, le défenseur de l'accusé ait soutenu que le fait incriminé — un homicide volontaire — se réduisait à ces coups et blessures (1).

2796. Du reste, si les débats n'ont pas été suffisamment explicites, ou si, par une autre raison quelconque, on ne veut pas poser des questions subsidiaires sur les circonstances accessoires qui découlent du fait de l'accusation, on peut, à raison de ces circonstances qui n'ont pas fait l'objet du jugement, exercer ultérieurement de nouvelles poursuites. Agir ainsi, ce n'est pas porter atteinte à la maxime : *non bis in idem*, c'est, au contraire, exécuter littéralement l'article 361 du Code d'instruction criminelle.

Exemples :

La femme acquittée de l'accusation d'avoir volontairement donné la mort à l'enfant dont elle venait d'accoucher, peut être citée en police correctionnelle comme prévenue d'homicide par imprudence (2), — ou d'exposition et de délaissement de l'enfant (3); — Et peu importe que la Cour d'assises, se fondant sur ce que cela ne résultait

---

(1) Rej., 22 juillet 1852 (M. Mater, rapp.), *Bull.*425.

(2) Cass., 30 janvier 1840 (M, Bresson, rapp.), *Bull.*44 ; — 5 février 1841 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*61 ; — 25 novembre 1841, — chambres réunies — (M. Brière, rapp.), *Bull.*514 ; — 6 mars 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*130 ; — 14 avril 1848 (M. Rives, rapp.), *Bull.*191 ; — 27 décembre 1850 (M. Victor Foucher, rapp.), *Bull.*651 ; — 9 juin 1854 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*310.

(3) Rej., 20 avril 1850 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*205.

d'aucun des éléments de l'instruction et des débats, ait refusé de poser la question d'imprudence (1);

L'individu acquitté d'une accusation de faits de viol et d'attentat à la pudeur sur la personne d'un enfant de moins de onze ans, peut, à raison des mêmes faits, être poursuivi pour outrage public à la pudeur (2); — ou pour attentat aux mœurs constituant une habitude d'excitation à la débauche et à la corruption de la jeunesse au-dessous de vingt et un ans (3).

2797. *Comment elles sont posées.* — La question qui ressort de l'arrêt de renvoi et du résumé de l'acte d'accusation reste toujours la question principale : toujours, quoi qu'il arrive, elle doit être soumise aux jurés, et le résultat des débats ne saurait jamais l'exclure. Comme le dit l'art. 338, la question incidente, dont les débats ont indiqué l'utilité, est *ajoutée*, mais non pas *substituée* à la question originaire. Si l'on procède autrement, l'accusation n'est point entièrement purgée et l'on commet une nullité. — Ainsi, sous l'empire de la loi du 20 avril 1825, une accusation telle que la formulait l'arrêt de renvoi, portait sur un vol *d'un vase destiné aux cérémonies de la religion catholique*, fait qui, selon le § 2 de l'art. 10 de cette loi de 1825, constituait un crime puni de la peine de la réolusion. Devant la Cour d'assises, sur la réquisition du ministère public, le président posa, comme résultant des débats, l'unique question de soustraction frauduleuse *d'un vase sacré appelé ciboire*, lequel était *renfermé dans une petite armoire*. A cette question, le jury répondit : Oui,

---

(1) Rej., 3 août 1855 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*445.

(2) Rej., 8 février 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*91 ; — Cass., 12 mars 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*138 ; — 23 février 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*109 ; — 3 novembre 1855, — chambres réunies — (M. Grandet, rapp.), *Bull.*551.

(3) Rej., 6 juillet 1834 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*264.

l'accusé est coupable, *mais sans aucune des circonstances aggravantes telles qu'elles sont établies dans la position des questions*. — Cette réponse transformait le fait en un vol simple, et, en effet, la Cour n'appliqua que la peine correctionnelle édictée par l'art. 401 du Code pénal. — Ceci était régulier, mais ce qui ne l'était pas, c'est que le président, au lieu d'*ajouter* sa question à celle de l'arrêt de renvoi, excluant celle-ci et n'en faisant nul état, n'avait pas interrogé le jury sur le point de savoir si l'objet volé n'était *pas destiné aux cérémonies de la religion catholique*. — En cela, il avait violé l'art. 337 et faussement appliqué l'art. 338: aussi, cassation [1].

2798. La position d'une question spéciale, pour les circonstances résultant des débats, n'est pas indispensable, et la Cour est autorisée à les comprendre dans les questions mentionnées dans l'acte d'accusation [2]. Il en serait autrement s'il s'agissait, non pas de circonstances purement modificatives du fait primitif, mais encore aggravantes de ce fait. Celles-là ne pourraient, sous peine de complexité, être confondues avec la question principale et devraient être distinctes et séparées [3].

2799. J'ai dit, — *suprà* n° 2681, — que le président peut rectifier la date du crime, si, dans l'arrêt de renvoi, elle a été mentionnée d'une manière erronée, pourvu que cette rectification ne change pas la nature du fait, et alors surtout qu'il n'y a pas eu opposition. — *A fortiori*, le président peut-il, après avoir posé les questions conformément à l'arrêt de renvoi, les poser comme résultant des débats, avec la date rectifiée [4].

---

(1) 15 septembre 1825 (M. de Chantereyne, rapp.), *Bull.*503.

(2) Cass., 3 février 1826,—intérêt de la loi—(M. Gary, rapp.), *Bull.*68.

(3) Cass., 12 juillet 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*361.

(4) Rej., 11 janvier 1851 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*37; D.P. 51.5.146; —4 décembre 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*611.

2800. *Mode de constatation que les questions résultent des débats*. — Lorsque des questions nouvelles sont posées, cette addition à l'arrêt de renvoi doit être justifiée par la certitude que les circonstances qui en sont la source ont réellement surgi des débats.

Pour éviter toute contestation, il est bon qu'une déclaration formelle, insérée dans le procès-verbal ou dans la feuille des questions, fournisse la constatation de cette origine. Mais la preuve n'est assujettie par la loi à aucune forme particulière. Il y a plus : donnant aux présomptions toute la force d'une preuve, la jurisprudence a dès longtemps admis que le fait même de la position d'une question non comprise dans le résumé de l'acte d'accusation était la démonstration suffisante que cette question résultait des débats [1].

2801. C'est surtout lorsqu'il n'y a eu aucune réclamation de la part de l'accusé ou de son défenseur que l'addition

---

[1] Rej., 16 ventôse an IX, sous le Code de brumaire an IV (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, n° 2551 ; — 3 janvier 1812 (M. Vantoulon, rapp.), DALLOZ, n° 2552 ; — 22 octobre 1813 (même rapp.), *ibidem* ; — 9 février 1816 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1816.272 ; S.-V.20.1.478 ; — 31 janvier 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1817.53 ; — 12 avril 1817 (M. Schwendt, rapp.), DALLOZ, n° 2552 ; — 26 juin 1817 (M. Rataud, rapp.), *ibidem* ; — 10 juillet 1817 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1817.343 ; — 16 avril 1818 (même rapp.), *Pal.*1818.755 ; — 26 novembre 1818 (même rapp.), DALLOZ, n° 2552 ; — 12 août 1819 (même rapp.), *ibidem* ; — 24 septembre 1819 (même rapp.), *ibidem* ; — 21 décembre 1820 (M. Ollivier, rapp.), *ibidem* ; — 3 février 1821 (M. Gaillard, rapp), *Pal.*1821.359 ; S.-V.21.1 216 ; — 10 octobre 1822 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2552 ; — Cass., 18 mars 1826 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*138 ; — Rej., 2 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1827.214 ; S.-V.27.1.433 ; — Cass., 8 avril 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.*224 ; — Rej., 16 septembre 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*399 ; — 15 décembre 1831 (même rapp.), *Pal.*1831.447 ; — Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*577 ; — Rej., 19 septembre 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.*1833.884 ; — 4 juin 1840 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2552.

de questions nouvelles doit être présumée de droit être résultée des débats (1).

2802. Il ne faudrait pas, du reste, pousser jusqu'à l'exagération cette règle qui présume de droit que les questions subsidiaires découlent des débats. Il est des cas où des présomptions contraires amoindrissent sa force et rendent nécessaire une mention explicite. A ce sujet, citons une espèce notable. — Des faits de complicité avaient été écartés par l'arrêt de renvoi, et, de l'acte d'accusation conforme à cet arrêt, il ne résultait et ne pouvait résulter qu'une seule et unique question, la culpabilité de l'accusé comme auteur ; les débats s'ouvrirent et se suivirent en ce sens ; mais, après leur clôture et le résumé du président, le ministère public requit la position d'une question subsidiaire relative à la complicité, question à laquelle le défenseur de l'accusé s'opposa, et qui fut admise par la Cour d'assises ; ni dans les réquisitions du ministère public, ni dans l'arrêt de la Cour il ne fut énoncé que la question nouvelle résultait des débats ; alors, le défenseur de l'accusé demanda la réouverture des débats, afin de s'expliquer sur la complicité ; le président lui refusa la parole, non point parce qu'il avait suffisamment débattu les faits relatifs à cette circonstance, ou qu'il avait été mis à portée de le faire durant les débats, mais sur ce motif que la loi ne lui accordait la parole que sur la position des questions.—La Cour de cassation, sur le pourvoi du condamné, après avoir exposé ces faits, dit : « Attendu que si la loi autorise, outre la position des questions résultant de l'acte d'accusation, la position de questions résultant des débats, c'est parce que les circonstances qui

(1) Rej., 8 janvier 1813 (M. Bauchau, rapp.), DALLOZ, n° 2553 ; — 20 mars 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1829.282 ; — 23 juin 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1831, 1731.

servent de base à la position de ces questions ont nécessairement été appréciées, et discutées durant l'examen, et que l'accusé a pu, à l'égard de ces circonstances, user de tous ses moyens de défense ; — D'où il suit que lorsque, comme dans l'espèce, une question subsidiaire de complicité a été posée, sans qu'il soit suffisamment établi qu'elle résulte des débats, il y a violation à la fois des dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la position des questions, et du droit sacré de la défense » (1).

2803. En autorisant la position de questions sur les circonstances résultant des débats, l'art. 338 n'assujettit point le président à faire constater, dans le procès-verbal des séances, de quelle partie des débats ces circonstances ont pu surgir. Et lorsque sur la feuille des questions soumises au jury, et après celles mentionnées dans l'acte d'accusation, on lit ces mots : *questions résultant des débats*, il a été pleinement satisfait à ce qui est prescrit par ledit art. 338 (2).

2804. L'intérêt de la défense exige qu'il soit donné connaissance à l'accusé des questions qui doivent être soumises au jury comme résultant des débats. Averti, il pourra réclamer la parole, en appeler de la résolution du président à la décision de la Cour, et demander la réouverture des débats, qui sont clos, à l'effet de présenter ses moyens de fait et de droit contre ces questions qui le froissent. — Il est donc nécessaire et substantiel aux intérêts légitimes de la défense que l'accusé connaisse cette mesure qui aboutit à une aggravation ou à une modification du titre primitif de l'accusation (3).

---

(1) Cass., 9 décembre 1825 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*659.

(2) Rej., 15 janvier 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*17 ; — 30 juin 1831 (M, Rives, rapp.), *Pal.* 1831.1762 ; — 18 mai 1865 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*204.

(3) Cass., 11 septembre 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*498 ; — Rej., 23 avril 1859 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*165.

2805. Mais il n'est pas nécessaire de prévenir l'accusé d'avance, avant la clôture des débats, et de lui donner un avertissement spécial. En faisant publiquement et à haute voix lecture des questions ainsi posées, le président a suffisamment averti l'accusé et son défenseur de leur contenu : par cette lecture, il les a mis en demeure d'élever un contentieux, de prendre des conclusions et de produire les observations que les questions pouvaient faire naître. Et, pourvu que le procès-verbal des séances constate que, avant l'entrée du jury dans la chambre de ses délibérations, cette lecture a eu lieu, tout a été parfaitement régulier. (1)

2806. Si l'avertissement qui rentre dans les devoirs du président est toujours présumé avoir été donné, alors surtout que l'accusé n'a élevé aucune réclamation, cette présomption tombe en présence d'énonciations contraires portées au procès-verbal. Quand, par exemple, d'après le procès-verbal du débat, le président a posé et lu à haute voix les questions *résultant de l'acte d'accusation*, ces termes restreignent à ces seules questions la lecture publique, et excluent, par cela même, les questions nouvelles. Par là, par l'ignorance où l'accusé a pu être laissé sur l'existence de ces dernières questions, il y a eu atteinte portée au droit de la défense. (2)

2807. Par l'examen attentif qu'il fait de la procédure, par le soin tout spécial qu'il apporte à suivre le procès dans ses moindres détails, le président a pu prévoir que des questions nouvelles sortiraient des débats : en l'an-

---

(1) Rej., 24 mars 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), DALLOZ, n° 2516; — 25 janvier 1849,— sur mes conclusions — (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 34; — 9 septembre 1853 (M. Quénault, rapp.), *Bull.* 522; — 4 décembre 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 611; — 23 avril 1859, cité au n° précédent; — 18 mai 1865, cité au n° 2803.

(2) Cass., 11 septembre 1856, cité au n° 2804.

nonçant d'avance aux accusés, il favorise la défense, qu'il rend plus complète. Conçoit-on que des condamnés aient eu l'idée de trouver dans cet avertissement anticipé un moyen à pourvoi, et faut-il dire que la Cour de cassation ne s'y est pas arrêtée ? (1)

SECTION IV.

Questions sur la moralité des faits, ou sur la culpabilité de l'accusé.

N° 2808. Les jurés doivent constater non-seulement la matérialité des faits, mais aussi leur moralité. — Le Code de brumaire an IV séparait ces deux éléments.

2809. Notre Code les réunit dans la formule : *est-il coupable ?*

2810. Interprétation, par la jurisprudence, du sens du mot coupable.

2811. Ce mot n'est pas sacramentel : il peut être remplacé par des équipollents.

2812. Mais la prudence veut qu'on se serve des expressions de la loi.

2813. Il faut que la question et la réponse soient applicables directement à l'accusé.

2814. Pour certains crimes, il faut, en sus du mot coupable, insérer dans la question la fraude, ou la volonté ou la connaissance. Exemples en matière de soustraction, — de complicité par assistance, — de coups et blessures, — de banqueroute.

2815. Cette nécessité est une exception qui ne peut être étendue à des cas autres que ceux prévus par la loi. — Décisions en matière de fausse monnaie, — d'homicide, — d'avortement procuré, — de tentative d'homicide.

2808. Les jurés ne rempliraient qu'une partie de leur tâche, s'ils se bornaient à constater l'existence des faits, et à déclarer que l'accusé en est l'auteur. Il faut encore qu'ils s'assurent que l'accusé a commis le crime qui lui est imputé avec *la volonté* de l'accomplir et en pleine con-

---

(1) Rej., 13 avril 1832 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1832.961 ; — 29 décembre 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*724.

naissance de la portée de son action. C'est la réunion de ces deux circonstances, la matérialité du fait et sa moralité, qui constituent la criminalité.

Sous le Code de brumaire an IV, chacun des éléments de la criminalité était l'objet d'une question distincte. Selon son art. 374, la première question tendait essentiellement à savoir si le fait, objet de l'accusation, était constant ou non la seconde question demandait au jury si l'accusé était ou non ; convaincu d'avoir commis ce fait, ou d'y avoir coopéré ; — Ensuite, venaient les questions qui, sur la moralité du fait et le plus ou le moins de gravité du délit, résultaient, soit de l'acte d'accusation, soit de la défense de l'accusé, soit du débat. Ainsi, nécessité de poser expressément et séparément de la matérialité du fait les questions relatives à sa moralité, qui comprenaient celle de l'intention criminelle. Et, comme l'art. 380 disposait que toute contravention à l'art. 374 emportait nullité, les procédures criminelles qui avaient méconnu cette obligation de séparation étaient annulées par la Cour suprême.

2809. Notre Code d'instruction criminelle n'a point reproduit ces dispositions ; au lieu de diviser, il réunit ; les deux éléments de matérialité et de moralité, son art. 337 les résume dans une même formule et par un seul mot : l'accusé est-il *coupable* ?... Cette expression *coupable* lui suffit pour mettre en relief tout à la fois et l'existence du fait et sa criminalité, et la circonstance que l'accusé est convaincu de l'avoir commis, et sa pleine volonté de le commettre.

2810. Pour apprécier l'importance de cette règle, il importe d'en signaler les applications.

Selon un arrêt : « le mot coupable est une expression complexe qui déclare tout à la fois que le fait de l'accusation est constant, que l'accusé en est l'auteur, et qu'il l'a

commis avec une intention criminelle. » Partant de cette donnée, cet arrêt reconnaît que, dans une accusation d'association pour l'enlèvement des recettes publiques, l'accusé doit être déclaré acquitté lorsque le jury, écartant le mot *coupable*, mentionné dans la question, se borne à répondre *oui, l'accusé est l'auteur et le directeur de cette association*. L'arrêt ajoute : « qu'en refusant d'employer le mot coupable, les jurés ont nécessairement déclaré qu'il n'y avait pas eu intention criminelle de la part de Mallet, dans le fait dont ils le reconnaissaient avoir été matériellement auteur ; que leur déclaration n'a donc présenté que deux des éléments de la culpabilité et qu'elle a conséquemment exclu celui qui consistait dans la criminalité du caractère moral du fait [1]. »

Un autre arrêt, rendu en matière de banqueroute frauduleuse, contient le passage suivant : « Attendu qu'on n'a pas demandé au jury si Paraud était COUPABLE de n'avoir pas justifié de l'emploi de toutes ses recettes, et qu'en conséquence, le jury n'a ni dû ni pu déclarer si l'accusé était ou n'était pas coupable de n'avoir pas fait cette justification ; — que, néanmoins, cette demande et cette déclaration étaient d'autant plus indispensables que par sa nature, l'omission de justifier de l'emploi de toutes ses recettes, loin d'être nécessairement frauduleuse, aurait pu procéder d'une cause innocente et absolument exempte de fraude et de criminalité [2]. »

En même matière et à l'occasion du même fait d'omission de justification ou d'emploi des recettes, un troisième arrêt, après avoir constaté la nécessité d'interroger le jury au moyen du mot *coupable*, sur l'intention de l'accusé, ajoute : « qu'il ne peut y avoir d'exception à cette der-

---

[1] Cass., 6 mars 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.* 90.
[2] Cass., 13 mai 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 275.

nière règle qu'autant que les faits sont d'une telle nature qu'ils supposent nécessairement de la mauvaise foi dans celui qui les a commis ; qu'alors le jury n'a pas besoin de déclarer que l'accusé est COUPABLE de ces faits ; qu'il suffit qu'il déclare que ces faits sont constants (1). »

Dans une accusation de complicité de vol par recel, un quatrième arrêt établit que faire constater par le jury, la *connaissance* qu'avaient les accusés de l'origine criminelle des objets recélés, c'est faire régulièrement résoudre la question de culpabilité (2).

Suivant un cinquième arrêt, la question intentionnelle ne doit pas nécessairement être soumise au jury dans les termes mêmes de l'arrêt de renvoi. — Ainsi, au cas d'accusation de faux, demander au jury si l'accusé est COUPABLE d'avoir commis tel faux, c'est suffisamment reproduire l'énonciation de l'arrêt que le faux a été commis dans l'intention de nuire à autrui (3).

2811. Disons-le, et on le pressent déjà, ce mot *coupable*, employé par la loi, n'est cependant pas sacramentel : on peut le remplacer par des équipollents, à la condition, bien entendue, et à peine de nullité, que la formule employée soumette et résolve la question intentionnelle.

Ainsi, dans une affaire de faux, le jury avait répondu qu'il y avait indécision, les voix ayant été au nombre de six pour l'*affirmative* et de six pour la *négative*. La Cour, au lieu de déclarer que l'égalité des voix emportait l'acquittement, renvoya les jurés dans la chambre de leurs délibérations pour qu'ils eussent à régulariser leur déclaration. Sur le pourvoi de l'accusé, arrêt dans lequel on lit : « que ces expressions : *oui, l'accusé est coupable; non, l'accusé*

---

(1) Cass., 14 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*223.
(2) Rej., 10 décembre 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*440.
(3) Rej., 27 août 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*346.

n'est pas coupable, ne sont pas des expressions sacramentelles dont l'emploi soit prescrit à peine de nullité; qu'une déclaration du jury ne saurait donc être annulée parce qu'elle ne contient pas la formule indiquée dans l'article 348. Ce qui constitue la déclaration légale d'un jury, c'est l'énonciation claire, précise, exempte d'équivoques et d'ambiguïtés, de l'opinion des membres qui le composent sur la culpabilité ou la non-culpabilité de l'accusé; que, quand il est déclaré que six jurés ont voté pour lui et six contre lui, les décisions sont aussi clairement connues qu'elles puissent l'être; que, dès lors et par la force de la loi, l'accusé est déclaré non coupable (1).... »

Ainsi encore, au lieu de rédiger les questions en ces termes: *l'accusé s'est-il rendu* COUPABLE *de banqueroute frauduleuse, en faisant tel et tel acte*....., le président, omettant le mot COUPABLE, crut devoir demander au jury: *est-il constant que l'accusé a détourné de l'argent?*.... Le défenseur demanda que les questions fussent posées dans les termes du résumé de l'acte d'accusation, en faisant porter l'interrogation sur la culpabilité. La Cour maintint la position des questions comme le président les avait formulées; le jury répondit: *oui, le fait est constant*, et la Cour, appliquant à ce fait sa qualification légale, condamna l'accusé à cinq ans de travaux forcés. — Rejet du pourvoi: « Attendu que, dans l'espèce, en interrogeant le jury sur chacun des faits prévus par l'art. 593 du Code de commerce et sur leur relation avec celui de la faillite, le président de la Cour d'assises a pleinement satisfait au vœu de l'art. 337 du Code d'instruction criminelle (2). »

---

(1) Cass., 23 juin 1814 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*60.

(2) 3 juin 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*309; — Rej., 12 novembre 1829 (M. Chantereyne, rapp.), *Pal.*1829.1504. — Comme il est dit dans ces arrêts eux-mêmes, ce sont des décisions d'*espèce*. Dans les questions, on mentionnait le fait de détournement de valeurs, qui impliquait

Ainsi encore, en matière de complicité de vol par recel, il n'est pas nécessaire, quand la question est posée comme résultant des débats, d'y insérer le mot *coupable* : on satisfait au vœu de la loi en demandant si l'accusé s'est rendu complice de l'auteur du fait principal, en recélant... — « Attendu que si l'article 337 du Code d'instruction criminelle prescrit l'insertion du mot *coupable* dans la question posée au jury comme résultant de l'acte d'accusation, l'art. 338 autorise, pour les questions résultant des débats, la formule de question employée dans l'espèce actuelle (1). »

Ainsi, enfin, « s'il faut que la question intentionnelle soit clairement posée et positivement résolue par le jury..., cette intention peut être déclarée par des expressions équivalentes à celles *de la culpabilité* employée dans l'article 337 ; que, dans l'espèce, le jury a été consulté non pas seulement sur la question de savoir si l'accusé avait volontairement mis le feu à un édifice à lui appartenant, mais encore sur le point de savoir si, par ce fait, il avait volontairement causé un préjudice à autrui ; que la réponse affirmative du jury sur cette question ne permet pas de croire qu'il ait consommé le fait sans intention criminelle, et que, par suite, il a été déclaré suffisamment qu'il était coupable du crime à lui imputé (2). »

Du reste, en supposant que l'expression de la culpabilité, par le mot *coupable*, fût sacramentelle, ce ne serait que dans la question ; mais la loi ne la prescrit pas dans

---

nécessairement avec lui la preuve de l'intention criminelle : sans cela, les arrêts pourraient être critiqués en ce qu'ils n'auraient pas interrogé le jury sur la moralité des faits, dont on lui demandait de constater l'existence matérielle. — Voir nº 2810 précédent.

(1) Rej., 10 décembre 1836 (M. Mérilhou, rapp.), cité 1, nº 2810.

(2) Rej., 18 août 1842 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 328.

la réponse du jury, qui, lorsqu'elle est affirmative, se réfère nécessairement à cette question (1).

2812. Entre toutes les formules exprimant la culpabilité, la plus simple, la plus claire, la plus naturelle, c'est celle qui est indiquée par la loi. Pourquoi le président, qui trouve toute faite cette rédaction : l'accusé est-il coupable d'avoir..., prendrait-il des circonlocutions pour rendre la même idée, et choisirait-il d'autres mots qu'il considère comme équipollents et qui peuvent, sans qu'il s'en aperçoive, avoir une autre signification? En copiant l'expression légale, il est certain que ses questions auront toute régularité ; en agissant autrement, il affronte témérairement un danger inutile.

2813. Mettre les jurés en demeure d'avoir à s'expliquer sur l'existence matérielle du fait et sur l'intention criminelle de son auteur, ce n'est pas assez : il faut encore, et *à fortiori,* que la question et la réponse ne permettent aucun doute sur l'imputabilité de ce fait à l'accusé et non à tout autre individu. Ces questions vagues, abstraites, sans application personnelle et directe à l'accusé, seraient impuissantes à décider de son sort. On est étonné d'avoir à le dire; mais l'inconcevable erreur d'un président a obligé la Cour de cassation à juger « qu'il ne suffit pas d'établir par des questions et des réponses distinctes l'existence du fait et de chacune de ses circonstances aggravantes ; qu'il faut, pour justifier l'application de la peine, qu'il soit déclaré par le jury que ce fait et ces circonstances se réfèrent personnellement à l'accusé » (2).

2814. En règle générale, cette formule concise, *l'accusé est-il coupable,* exprime nettement et clairement l'intention criminelle nécessaire à toute culpabilité ; mais

---

(1) Rej., 8 septembre 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 510.
(2) Cass., 27 mars 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 122.

voici l'exception : il est des crimes pour lesquels la loi veut plus et qu'elle ne punit que quand existent l'intention spciale et la volonté précise de les accomplir. Dans ces cas, la formule complexe résultant du mot *coupable*, ne suffit pas. Il faut alors que la question déférée au jury contienne expressément et particulièrement l'élément tiré de la volonté et de la connaissance.

Par exemple :

En matière de vol, il est nécessaire, aux termes de l'art. 379 du Code pénal, d'énoncer qu'il y a eu soustraction *frauduleuse*. Spécialement, l'individu déclaré coupable d'avoir lié des gerbes dans divers champs et de les avoir portées dans le champ de son père, ne pouvait être réputé convaincu de vol : pour que ce crime existât, il fallait demander aux jurés si le fait avait été commis *frauduleusement* et dans une intention de vol (1). — De même, la déclaration, dans laquelle ne se trouve pas le mot frauduleusement, qu'un individu a soustrait des volailles, ne caractérise pas la criminalité du fait (2).

En matière de complicité par assistance, la *connaissance*, circonstance essentiellement constitutive de la criminalité, doit nécessairement être énoncée dans la question (3). Mais en demandant si l'accusé est *coupable d'avoir fourni des instruments pour commettre le crime*, la question implique suffisamment *la connaissance* exigée par l'art. 60 du Code pénal (4).

En matière de coups et blessures, le président doit, selon l'article 309 du Code pénal, et à peine de nullité,

---

(1) Cass., 19 avril 1816 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 18.

(2) Cass., 20 juillet 1826 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.* 406. — En sens contraire : Rej., 27 février 1812 (M. Rataud, rapp.), *Pal.* 1812.154.

(3) Rej., 4 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 1 ; — Cass., 4 janvier 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 9.

(4) Cass., 2 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 293.

interroger le jury sur le point de savoir si les coups ont été portés et les blessures faites *volontairement* (1).

On avait décidé que la volonté, élément nécessaire de ce crime, pouvait, lorsqu'elle n'avait pas été expressément déclarée par le jury, résulter implicitement des faits matériels qu'il a reconnus, par exemple, de ce que l'accusé avait, depuis un an, à *fois réitérées*, porté des coups à sa mère (2).

Mais, peu de temps après, la Cour de cassation, repoussant cette solution, admettait *que la pluralité* dans les coups n'était pas essentiellement caractéristique de la volonté et qu'en cette matière il était indispensable que la question intentionnelle fût posée (3).

En matière de banqueroute frauduleuse, il ne suffit pas de demander au jury si le failli n'a tenu que des livres irréguliers ne présentant pas sa position active et passive, ce qui ne constitue qu'un fait purement matériel : il faut l'interroger sur le point de savoir si ces irrégularités indiquaient *la fraude*, caractère distinctif de crime, comme cela ressort du rapprochement des mots : *banqueroute* et *frauduleuse* (4).

2815. Parfois on peut étendre la règle à des cas analogues : l'exception jamais. Les exceptions doivent être maintenues dans les limites strictes qui leur ont été imparties. Ce serait donc aller contre le vœu de la loi que

---

(1) Cass., 27 février 1824 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*100 ; — 10 mars 1826 (M. Merville, rapp.), *Bull.*128 ; — 19 septembre 1828 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 791 ; — 12 janvier 1832 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*13 ; — 10 février 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*80 ; — 2 juillet 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*319 ; — 18 juillet 1840 (même rapp.), *Bull.*295.

(2) Cass., 20 février 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*84.

(3) Cass., 23 décembre 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*574.

(4) Cass., 3 novembre 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*609 ; — 25 juillet 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*378 ; — 28 mars 1835 (M. Brière, rapp.), *Bull.*152.

d'exiger, à côté de la question générale sur la culpabilité, une question spéciale sur la volonté ou sur la connaissance en des matières qui n'auraient pas été particulièrement désignées par le Code pénal. — C'est ce que la Cour de cassation a déclaré en matière de fausse monnaie. L'individu accusé d'avoir émis une monnaie fausse peut, — nous le verrons, — invoquer comme excuse légale la circonstance que, dans sa bonne foi, il a reçu pour bonne la pièce fausse par lui mise en circulation. On était parti de là pour soutenir que le président devait nécessairement poser au jury une question distincte et particulière sur la connaissance que l'accusé aurait eue de la fausseté de la monnaie : Arrêts repoussant ce moyen par le motif que « c'est une grande erreur, en droit, de prétendre que les faits établis dans l'art. 132, Code pénal, ne suffisent pas pour constituer le crime qu'il punit, et qu'il faille réunir à ce fait de la participation à l'émission de fausse monnaie, la circonstance que l'auteur n'aurait pas reçu pour bonnes les pièces fausses [1]. »

De même, après avoir demandé aux jurés si l'accusé est coupable d'avoir homicidé quelqu'un en lui portant un coup de couteau, on ne peut pas leur demander, par une seconde question, s'il a commis l'homicide volontairement. En effet, de deux choses l'une : ou le coup de couteau a été volontairement porté, et, alors, la mort s'en étant suivie, l'homicide a été volontaire, et la deuxième question devient inutile; ou, au contraire, le coup de couteau a été involontaire et alors le crime disparaît et la deuxième question est encore sans intérêt [2].

---

(1) Rej., 8 octobre 1812 (M. Benvenuti, rapp.), DALLOZ, nº 2749; — 23 juin 1826 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*363; — 12 septembre 1833 M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*482; — 8 janvier 1841 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, vº *Faux*, nº 53.

(2) Cass., 6 mars 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*81.

De même encore, si ceux qui procurent l'avortement d'une femme enceinte, étaient considérés seulement comme complices, il faudrait, conformément à l'art. 60 du Code pénal, interroger explicitement le jury sur le point de savoir s'ils *savaient que les breuvages par eux fournis devaient servir à l'avortement*; Mais ceux-là ne sont pas des complices; ils sont les auteurs directs du crime spécial prévu par l'article 317 du même Code. En conséquence, la question intentionnelle est régulièrement soumise au jury par l'emploi de la formule : *l'accusé est-il* COUPABLE (1) ?

De même enfin, une tentative d'homicide manifestée par un commencement d'exécution, et qui n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, suppose nécessairement la volonté de commettre ce crime..., alors surtout qu'elle a été accompagnée de la circonstance aggravante de la préméditation. — En conséquence, il n'est pas besoin de donner à cette tentative, dans la question posée au jury, la qualification de volontaire (2).

SECTION V.

Circonstances exclusives de la criminalité. — Faits justificatifs.

Nº 2816. Les faits justificatifs effacent le crime lui-même.
2817. Faut-il, pour ces faits, une question spéciale? Oui, sous le Code de l'an IV ;—Non, sous notre Code.
2818. La jurisprudence décide ainsi relativement à la démence.
2819. Et aussi relativement à la contrainte irrésistible.
2820. Et encore, du moins en général, quant à la légitime défense.

(1) Rej., 9 février 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 83.
(2) Rej., 21 novembre 1850, D P.50.5.115.

2821. Et enfin, en matière de suppression d'enfant, quant à la non-viabilité.
2822. Discussion de l'opinion contraire de criminalistes autorisés.
2823. La Cour *peut*, cependant, poser une question spéciale sur les faits justificatifs.—Décisions conformes.
2824. Parfois, en disant que l'accusé est coupable, les jurés entendent ne mettre à sa charge que le fait matériel, et exclure l'intention criminelle.—Exemple.
2825. Quand des questions sont posées sur les faits justificatifs, c'est parce qu'elles résultent des débats.

2816. Il est des circonstances qui sont exclusives de la criminalité : celui qui a commis le fait sans le savoir et sans le vouloir ; — celui qui a obéi à une prescription formelle de la loi ou au commandement d'une autorité légitime ; — celui qui a cédé à une contrainte irrésistible ; — celui qui a été en état de légitime défense de soi-même ; — celui qui, frappé de démence, n'a pu avoir et n'a pas eu la conscience de la gravité de son action ; — celui enfin qui, par la faiblesse de son âge, a agi sans discernement, — tous ceux-là, réputés innocents, sont à l'abri des peines que la loi prononce contre les coupables qui, dans la plénitude de leur intelligence, de leur liberté et de leur volonté, ont perpétré un acte qualifié crime ou délit. Les faits justificatifs ont donc pour effet, non pas seulement d'atténuer la culpabilité, mais d'effacer entièrement le crime lui-même et de démontrer l'innocence absolue.

2817. Ces faits justificatifs doivent-ils nécessairement, et à peine de nullité, devenir l'objet d'une questions péciale?

On sait que l'art. 374 du Code de brumaire an IV ordonnait de poser des questions distinctes sur la moralité du fait, et le plus ou moins de gravité du délit, résultant de l'acte d'accusation, de la défense de l'accusé ou du débat. Sous l'empire de cette loi, on jugeait que c'était pour le président et pour la Cour une obligation stricte de

soumettre au jury une question sur la démence de l'accusé lorsqu'il en faisait la demande (1).

Mais, sous notre Code, la situation a été modifiée. Dans leur réponse aux questions, dont l'interrogation est complexe, les jurés placent, — nous venons de le dire, — à côté de la matérialité du fait, l'examen du mobile qui a déterminé l'accusé. S'ils ont l'intime conviction ou que l'accusé n'a pas commis le fait, ou que son intention n'a pas été perverse, ou que sa volonté n'a pas été libre, ou qu'en un mot, les circonstances militent en sa faveur, ils le déclarent non coupable, et leur verdict entraîne son acquittement. Puisque cette interrogation complexe : l'accusé est-il coupable ? comprend tous les éléments moraux, il n'est pas indispensable que, par une question spéciale, le jury soit appelé à s'expliquer sur les circonstances exclusives de la criminalité. On ne saurait donc imputer à grief à une procédure le refus du président et de la Cour d'assises de poser une question particulière sur un de ces faits justificatifs.

2818. La jurisprudence moderne en a décidé ainsi : d'abord en matière de *démence*. Aux termes de l'art. 64 du Code pénal, « il n'y a ni crime ni délit, lorsque le « prévenu était en démence au temps de l'action. » L'exception fondée sur la démence de l'accusé n'est pas au nombre des faits admis comme excuse par la loi, à raison desquels l'art. 339 du Code d'instruction criminelle exigerait la position d'une subsidiaire. Exclusive de la criminalité, rendant impossible une déclaration de culpabilité, et virtuellement comprise dans la question intentionnelle, la démence entre donc, sans qu'une question spéciale soit posée, dans l'examen et dans la conviction du jury (2).

---

(1) Cass., 12 frimaire an XI (M. Vallée, rapp.), *Bull.* 77.

(2) Rej., 29 ventôse an X (M. Carnot, rapp.), DALLOZ, n° 2568 ; — 24

Il en est ainsi alors surtout que l'accusé n'ayant formé aucune demande, le président et la Cour d'assises n'ont eu aucuns motifs pour examiner s'il y avait lieu de poser une question particulière (1).

Il y a même plus : en ne statuant pas sur la demande du conseil de l'accusé tendant à ce qu'on posât la question relative à la démence, la Cour d'assises n'a pas donné lieu à l'ouverture en cassation prévue par la seconde partie de l'art. 408 du Code d'instruction criminelle. En effet, dit un arrêt, « cette demande n'avait pas pour objet l'usage d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi ; d'ailleurs, cette question se trouvait implicitement comprise dans la question principale, la réponse sur la culpabilité devenant présuppositive de la volonté et, par là même, exclusive de la démence (2). »

2819. Une décision analogue a été rendue au sujet de la *contrainte irrésistible*. — Suivant le même art. 64 du

---

octobre 1811 (M. Bauchau, rapp.), DALLOZ, n° 2569 ; — 9 janvier 1812 (M. Busschop, rapp.), *ibidem* ; — 11 mars 1813 (M. Lamarque, rapp.), *ibidem* ;—26 octobre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *ibidem* ; *Pal.* 1815.87 ; — 2 novembre 1815 (M. Gaillard, rapp.), *ibidem* ;—17 janvier 1817 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 17 ;—10 octobre 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 247 ;—28 mai 1818 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 2569 ; *Pal.* 1818.828 ;—11 juin 1820 (M. d'Aubers, rapp.), *ibidem* ;—11 octobre 1821 (M. Chantereyne, rapp.), *ibidem* ; *Pal.* 1821.915 ;—17 janvier 1822 (M. Rataud, rapp.), *ibidem* ; — 9 septembre 1825 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 490 ; — 9 juin 1831 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 2569 ;—6 juin 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 281 ; — Cass., 12 novembre 1841 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 497 ; — 23 septembre 1847, — sur mes conclusions — (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 388 ; — Rej., 1er mars 1855 (à mon rapport), *Bull.* 126.

(1) Rej., 10 octobre 1817 (M. Busschop, rapp.), cité ci-dessus ; — 28 mai 1818 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 2569, *ibidem* ;—9 septembre 1825 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), cité ci-dessus ;—Cass., 23 septembre 1847,—sur mes conclusions—(M. Isambert, rapp.), cité ci-dessus.

(2) Rej., 26 octobre 1815 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2569 ; — 17 janvier 1817 (M. Robert de Saint-Vincent), déjà cité.

Code pénal, il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Comme la démence, la contrainte irrésistible n'est pas seulement une excuse ; elle constitue un fait justificatif et, dès lors, comprise dans la question de culpabilité, elle ne nécessite pas la position d'une question spéciale (1).

2820. Il en est de *la légitimé défense*, comme de la démence et de la contrainte irrésistible. — Dans le cas où la légitime défense n'est pas seulement une excuse comme dans le cas de l'art. 322 du Code pénal, mais où, conformément aux articles 328 et 329, même Code, elle efface complétement le crime ou le délit, il n'y a pas nécessité d'en faire l'objet d'une question spéciale. Cette exception « se lie au fait principal de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé, » — « elle implique contradiction avec le crime, » et, en déclarant l'accusé coupable, les jurés repoussent implicitement mais nécessairement ce moyen de défense (2).

2821. Par application de cette règle, la jurisprudence a encore décidé que la circonstance de la non-viabilité d'un enfant ne peut être considérée comme une excuse du crime *de suppression de cet enfant*. « Si l'enfant est mort-né, il en résulte, non que le crime est excusable, mais qu'il n'existe pas. Et la déclaration affirmative du jury sur le fait de suppression de l'enfant suppose nécessairement que l'enfant était vivant au moment où le crime a été commis. » Dès lors en refusant de poser une ques-

---

(1) Rej., 24 novembre 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Pal.*1834.1064.

(2) Rej., 30 mai 1822 (M. Louvot, rapp.), DALLOZ, n° 2567 ; — 4 octobre 1827 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*812 ; — 19 mars 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*135 ; — 14 janvier 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*14 ; — 12 septembre 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*456.

tion spéciale, la Cour d'assises n'a point violé l'art. 339 du Code d'instruction criminelle (1).

2822. Des criminalistes autorisés (2) élèvent des critiques contre cette jurisprudence ; ils font remarquer que, sans doute, les faits justificatifs feront double emploi avec la question intentionnelle; mais que cette même surabondance existe pour les questions relatives au discernement et aux excuses, lesquelles exigent néanmoins l'emploi d'une interrogation spéciale. Ils ajoutent qu'il y a un danger sérieux à faire dépendre le sort d'un accusé du plus ou du moins d'aptitude des jurés à faire des distinctions métaphysiques assez subtiles. Il pourra se rencontrer des jurés, et beaucoup, qui ne sauront pas reconnaître si la volonté nécessaire à la culpabilité est exclusive de la démence. — A cette seconde objection, qui n'est qu'une considération, on peut répondre : qu'un président d'assises intelligent et soigneux ne perd jamais de vue la nécessité de diriger, par des avertissements utiles, la délibération des jurés; que, quand la nature des faits et le résultat des débats le comportent, il a le soin de les éclairer sur la véritable portée du mot coupable et de leur donner, à cet égard, des explications si précises qu'elles s'imposent aux esprits les plus rebelles. — Quant à la première objection qui affecte un caractère juridique, au lieu de l'ébranler, elle fortifie la jurisprudence. Si, pour les excuses et pour le discernement, des questions spéciales sont posées, c'est parce que la loi le veut et le dit dans ses articles 339 et 340. Or, puisqu'elle ne le dit pas pour les faits justificatifs, c'est qu'elle ne le veut pas : *qui dicit de*

---

(1) Rej., 26 juillet 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 268.

(2) Merlin, *Rép.*, v° *Démence*, § 2, n^os 1 et 2 ;—Bérriat-Saint-Prix, *Cours de dr. crim.*, chap. 1^er, p. 6, note 14 ;—Le Graverend, *Lég. crim.*, t. 1^er, p. 495, édit. in-4° de 1823 ;—M. Cubain, *Procéd. devant les Cours d'assises*, n° 391.

uno de altero negat; qu'il y ait parité de motifs, que la loi soit inconséquente ou incomplète, soit, si l'on veut, et je ne l'examine pas; mais tant qu'elle existe, il faut l'exécuter et s'abstenir de créer des devoirs et des nullités là où elle n'a rien ordonné.

2823. Et maintenant, si la Cour d'assises ne compte pas au nombre de ses devoirs l'obligation d'interroger spécialement le jury sur les faits justificatifs, a-t-elle du moins la faculté de le faire? — Incontestablement, oui. Par cette mesure, les intérêts de la défense ne sont pas méconnus, ils sont, au contraire protégés; aucune loi n'est violée; la manifestation de la vérité peut y trouver son compte, et, dès lors, nul ne saurait s'en plaindre.

Un premier exemple démontre indirectement cette faculté. — Dans une accusation d'incendies, la Cour crut devoir interroger le jury sur l'état de démence où aurait été l'accusé *au moment de l'exécution du crime*. La réponse du jury déclara la culpabilité et dénia l'état de démence. Le condamné fondait son pourvoi sur ce qu'on n'aurait pas dû limiter la question de démence au temps de l'action, mais encore demander au jury si elle n'existait pas *au moment du jugement*. — La Cour de cassation considéra que le jury « ne devait pas être consulté sur le point de savoir si l'accusé se trouvait en état de démence lors du jugement, ce fait étant étranger à l'existence du crime et ne pouvant être décidé que par la Cour d'assises. » Mais, en même temps, son arrêt ajouta : « que le jury a déclaré qu'il n'était pas constant que Lecouarzer fût en état de démence lorsqu'il a commis les crimes dont il était accusé, *circonstance qui, tenant au fait de l'accusation, a dû être soumise au jury* [1] .»

Dans une deuxième affaire, relative *à la contrainte irré-*

---

[1] Rej., 15 février 1816 (Audier-Massillon, rapp.), *Pal.*1816.283.

sistible, la faculté des Cours d'assises a été affirmée cette fois d'une manière explicite. — Le ministère public s'était pourvu, dans l'intérêt de la loi, contre l'arrêt d'une Cour qui avait fait usage de cette faculté. Rejet en ces termes : « Attendu qu'en ordonnant la position d'une question tendant à demander aux jurés si le condamné Sèbe avait été contraint à commettre le crime par une force à laquelle il n'avait pu résister, la Cour d'assises n'a violé aucun texte de loi [1]. »

Une troisième fois, décision implicite, dont voici l'analyse : La question de démence une fois posée, quoique surabondante, il n'y a pas lieu de la répéter sur chacun des chefs d'accusation, lorsqu'il ne s'agit pas de constater un fait accidentel et passager, mais bien de reconnaître un état habituel de l'accusé [2].

2824. Quelquefois, mais par exception, en répondant que l'accusé est coupable, les jurés entendent ne constater que la matérialité du fait. Cela a lieu notamment lorsque, à côté de la question générale de culpabilité relative au fait principal, se trouve une question spéciale, par exemple sur la volonté ou la connaissance, sur les excuses ou le discernement. — Il en est de même en matière de démence. — Dans une accusation d'assassinat, le jury déclara que l'accusé était coupable d'avoir commis cet homicide et de l'avoir commis volontairement ; puis, sur une question à lui posée subsidiairement, il reconnut que l'accusé était en démence au temps de l'action. Le ministère public soutint que ces deux réponses étaient contradictoires ; qu'en effet, si l'accusé était en démence, il n'était pas coupable et que, s'il était coupable, il n'était pas en démence ; en conséquence, il demanda le renvoi

---

(1) Rej., 10 janvier 1834 (M. Fréteau de Pény, rapp.), DALLOZ, n° 2565.
(2) Rej., 30 mars 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 115.

des jurés dans la chambre de leurs délibérations pour qu'ils eussent à donner une nouvelle déclaration plus régulière. La Cour d'assises repoussa cette réquisition et prononça l'acquittement de l'accusé. Sur le pourvoi du ministère public, arrêt de rejet : « Attendu que, en combinant les deux réponses, il est évident que, loin d'avoir voulu exprimer qu'ils reconnaissaient la culpabilité légale, les jurés n'ont entendu rien autre chose, sinon que l'accusé était matériellement et physiquement auteur du fait, mais qu'il n'y avait apporté qu'une volonté d'homme en démence, volonté quasi animale, qui, d'après l'art. 64, Code pénal, comme d'après les plus simples lumières de la raison, est exclusive de toute culpabilité légale ; d'où il suit que c'était le cas de l'acquittement (1). » — Cela peut encore se produire alors même qu'aucune question spéciale n'a été posée. Ainsi, dans une affaire de vol, le jury déclara que l'accusé était coupable d'avoir commis la soustraction ; mais il ajouta, dans sa réponse, qu'il était constant que l'accusé ne jouissait pas de ses facultés intellectuelles. La Cour, pensant qu'il y avait contradiction, renvoya le jury dans la chambre de ses délibérations et, par une seconde déclaration, le jury purement et simplement reconnut la culpabilité sans faire mention de l'état mental de l'accusé. — Pourvoi et cassation en ces termes : « Attendu que la Cour d'assises a donné au mot *coupable* une signification qu'il ne pouvait avoir dans l'espèce ; que si le mot *coupable* emporte, dans le sens ordinaire de la loi, l'idée du fait matériel et de l'intention criminelle, ce mot cesse d'avoir un sens aussi étendu, lorsque le jury en a lui-même borné et restreint le sens au seul fait matériel et a exclu formellement l'intention du crime (2). »

---

(1) 4 janvier 1817 (M. Bailly, rapp.), *Pal.* 1817.6.
(2) 29 août 1829 (Brière, rapp.), *Bull.* 508.

2825. Le plus souvent, si ce n'est toujours, les questions relatives à ces circonstances qui effacent la criminalité du fait, surgissent des débats, et, quand la Cour les admet, sont posées à ce titre. En effet, si les juges de la chambre d'accusation avaient eu la conviction que l'accusé n'avait aucune intention criminelle, — qu'il était couvert par un ordre de la loi, — qu'il défendait légitimement sa propre personne, — qu'il cédait à la puissance d'une force à laquelle il ne pouvait se soustraire, — qu'il était atteint d'aliénation mentale, — ils n'auraient pas déclaré qu'il y avait contre lui charges suffisantes, et, s'inspirant du droit que donne l'art. 128 du Code d'instruction criminelle, ils n'auraient point décrété son renvoi devant la Cour d'assises (1). Les premières informations recueillies par l'instruction écrite plaçant, au contraire, de graves présomptions de culpabilité à côté de la matérialité du fait, ces juges ont dû porter l'accusation. Mais voilà que, par l'instruction orale, ces présomptions morales perdent leur force primitive; que les débats permettent de croire à l'innocence de l'accusé : alors l'équité commande, ou du moins permet, d'interroger les jurés sur cette situation nouvelle et de leur soumettre les questions subsidiaires qui en sont la conséquence.

(1) On lit, en effet, dans Le Graverend : « Le législateur n'a pas pu supposer que l'on mettrait en jugement un imbécile ou un fou... Le soin de constater cet état de l'accusé, et de prendre ensuite un parti sur ce qui le concerne, est, en général, laissé aux juges; on ne peut traduire devant les tribunaux qu'un homme capable de produire sa défense; l'on ne peut prononcer des peines et les faire exécuter que contre ceux sur lesquels la condamnation peut avoir une influence réelle; la peine que l'on infligerait à un imbécile ou à un fou frapperait en quelque sorte un automate animé. »—*Lég. crim.*, t. 1er, p. 491, édit. in-4° de 1823.

SECTION VI.

Questions relatives au discernement.

N° 2826. Époque légale du discernement. — Art. 340 du Code d'instruction criminelle.
2827. Qui a compétence pour déclarer si l'accusé a plus ou moins de seize ans.
2828. Comment, en la forme, est posée la question relative au discernement.
2829. Quand l'accusé prétend n'avoir pas seize ans, il faut deux questions distinctes.
2830. L'époque du crime détermine si la question de discernement doit être posée.
2831. L'accusé qui n'a pas allégué devant la Cour d'assises avoir moins de seize ans, ne peut se faire devant la Cour de cassation un moyen de son âge.
2832. Devant les jurés, l'accusé est recevable à contester l'autorité d'un acte de naissance produit contre lui.—Renvoi.
2833. Question de discernement indûment posée au jury.
2834. Nécessité de poser la question de discernement autant de fois qu'il y a de crimes distincts.
2835. Réponse illégale du jury relative au discernement alors que la question n'a pas été posée.
2836. L'arrêt rejetant la position d'une question de discernement doit être motivé.

2826. L'enfant, même non encore adulte, peut être déclaré coupable si, ayant commis le crime, il a agi en pleine volonté et avec la parfaite conscience de la criminalité de son action. — Au-dessus d'un certain âge, chacun est réputé avoir la science du bien et du mal. Ne pouvant rechercher le degré de force des facultés intellectuelles de chaque accusé, la loi a dû déterminer une moyenne, qui est seize ans révolus. — Si donc l'accusé a moins de seize ans, on doit toujours interroger le jury sur le point de savoir si c'est avec discernement qu'il a accompli l'acte délictueux.

L'article 340, qui prescrit impérativement cette règle, dit : « Si l'accusé a moins de seize ans, le président po-« sera, à peine de nullité, cette question : l'accusé a-t-il « agi avec discernement? »

2827. En étudiant cette disposition, recherchons d'abord les règles de la compétence. — Est-ce à la Cour d'assises, est-ce au contraire, au jury, qu'il appartient de déclarer si l'accusé a plus ou moins de seize ans, circonstance constitutive du discernement?

Les premiers arrêts plaçaient ce pouvoir dans le domaine du jury. L'un d'eux disait que l'âge de l'accusé est un fait qui doit être déclaré par les jurés, dont la décision, à cet égard irréfragable, ne peut être censurée par la Cour de cassation (1). — Puis, un arrêt postérieur, admettant la doctrine contraire, déshéritait le jury de ce droit d'appréciation, dont, à sa place, la Cour était dotée (2). — Mais, revenant à sa première jurisprudence, la Cour de cassation a rétabli au nombre des attributions du jury le pouvoir qui lui était contesté. — Ainsi, on lit dans un de ses arrêts : « Attendu que l'art. 340 veut que la question de discernement soit posée lorsque l'accusé a moins de seize ans; — que la nécessité de la position de cette question étant subordonnée à une condition, à savoir si, au temps de l'action, l'accusé avait accompli sa seizième année, il est absolument indispensable de constater ce fait toutes les fois qu'il est devenu incertain par les débats; — que les dernières déclarations de l'accusé venant infirmer ou contredire les premières, et en l'absence d'un extrait des registres de l'état civil servant à constater sa

(1) Cass., 18 avril 1811 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*111 ; — Rej., 4 octobre 1816 (même rapp.), DALLOZ, n° 2447; — Cass., 20 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*241 ;—28 avril 1836,—implicite—(M. Isambert, rapp.), *Bull.*142.

(2) Cass., 16 septembre 1836 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*339.

naissance, il y avait incertitude sur le point de savoir s'il était âgé de moins de seize ans ; — que, dès lors, il était nécessaire d'en faire l'objet d'une question distincte à soumettre au jury et, pour le cas où elle recevrait une solution affirmative, de poser la question de discernement; — qu'omettre ces questions, c'était enlever à l'accusé les garanties que la loi a voulu lui donner et violer à son égard l'art. 340(1). »

De là, cette conséquence que la question de discernement doit être nécessairement posée quand elle est requise; que la constatation de la circonstance de minorité de moins de seize ans, modificative de la criminalité, rentre nécessairement dans les attributions du jury; et que la Cour d'assises la juge en dehors de toute compétence, lorsque, malgré les conclusions du défenseur, elle déclare qu'elle ne la soumettra pas au jury parce que, au moment du fait, l'accusé aurait eu plus de seize ans(2).

De là, encore, que bien que l'accusé ne prouve pas, par la production de son acte de naissance, qu'il fût âgé de moins de seize ans, lors du crime, s'il ressort des éléments de l'instruction qu'il y ait doute et incertitude à cet égard, il y a nécessité de consulter le jury et de lui demander subsidiairement ou éventuellement si l'accusé a agi avec discernement(3).

2828. Maintenant, et la compétence établie, voyons comment, en la forme, on pose la question de discernement. En exécution de l'art. 337, on commence par demander au jury, par une première question, si l'accusé est coupable d'avoir commis le crime relevé par l'acte d'accusation ; puis, quand il n'y a aucune contestation sur

---

(1) Cass., 4 mai 1839 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.* 223.
(2) Cass., 26 septembre 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 391.
(3) Cass., 26 septembre 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 490.

l'âge, on pose, conformément à l'art. 340, cette seconde question spéciale et éventuelle ; l'accusé, âgé de moins de seize ans, a-t-il agi avec discernement? Au premier aspect il semblerait que les deux questions se font antagonisme. En effet, si l'accusé est coupable, comment peut-il avoir agi sans discernement, et, s'il a agi sans discernement, comment peut-il être coupable? Mais la contradiction n'est ici qu'apparente, et une simple explication va la faire disparaître. Dans ce cas, comme lorsqu'il s'agit d'excuses légales, le mot *coupable* inséré dans la première question se réfère, par une exception forcée, uniquement à la matérialité du fait et non plus, comme d'habitude, à l'élément intentionnel. — Voir *suprà*, n° 2824, et *infrà*, section suivante.

2829. Je viens de dire que, *quand il n'y a pas de contestation sur l'âge*, deux questions, l'une principale et l'autre éventuelle, doivent être posées. — Que si, au contraire, ce fait que l'accusé aurait plus ou moins de seize ans était l'objet de difficultés, alors il faudrait soumettre au jury deux questions spéciales. En ce cas, le président ne saurait, sous peine d'obscurité dans la réponse du jury, comprendre dans la même question, tout à la fois la question relative à l'âge et celle concernant le discernement. Si, par exemple, la question était ainsi rédigée : à l'époque du crime l'accusé était-il âgé de moins de seize ans, et, dans ce cas, a-t-il agi avec discernement? à quoi s'appliquerait la réponse négative du jury? Serait-ce à la partie relative à l'âge, ou bien, au contraire, celle relative au discernement? La difficulté s'est produite : à la question complexe portant en même temps sur l'âge et sur le discernement; le jury répondit : Non ; de sa réponse négative le défenseur de l'accusé conclut que le jury avait résolu en sa faveur la question de discernement ; un doute sérieux existait ; au lieu de renvoyer les jurés dans la chambre de

leurs délibérations, et de les appeler à résoudre ce doute, de manière à exclure toute alternative qui laissât la culpabilité incertaine, la Cour d'assises se réserva la solution; « en quoi, dit un arrêt, elle usurpa les attributions du jury, puisqu'il s'agissait d'une question de fait et non de droit, et qu'elle n'avait pas d'élément légal de solution, quant à l'âge, dans les termes de l'art. 340; dès lors, la réponse à la question ne présentait pas de base légale soit à un acquittement, soit à une condamnation[1].

En cas de contestation, un sage président aura donc le soin de poser deux questions distinctes. Dans l'une il demandera au jury si l'accusé était, au temps du crime, âgé de moins de seize ans; dans l'autre, et pour le cas de l'affirmative, il l'interrogera éventuellement sur le point de savoir si l'accusé aurait agi avec discernement.

2830. L'époque à laquelle il faut se reporter pour savoir si la question de discernement doit être posée, c'est le moment où le crime a été commis. Quand même, au jour des débats, l'accusé aurait plus de seize ans, il faudrait, s'il ne les a pas au temps de l'action, interroger le jury sur le discernement[2].

2831. Lorsque, par la production de la pièce officielle, — l'extrait des registres de l'état civil, — l'accusé établit qu'il avait moins de seize ans révolus au temps du crime qui lui est imputé, le président doit, cela va de soi, poser, même d'office et à peine de nullité, la question de discernement.

Mais si, devant la Cour d'assises, l'accusé a omis de fournir cette preuve, c'est avec raison et légalement qu'il a été présumé avoir atteint l'âge du discernement. Dès lors, il serait non recevable à produire son acte de nais-

---

(1) Cass., 28 avril 1836 (M. Isambert, rapp.), cité *suprà* au n° 2827.
(2) Cass., 17 septembre 1818 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.* 380.

sance pour la première fois devant la Cour de cassation, à démontrer là, avec son appui, qu'il était âgé de moins de seize ans, et à se plaindre de ce que la question de discernement n'a pas été soumise au jury. Sa réclamation serait tardive et ce serait sa faute. En d'autres termes, l'excuse de l'âge, qui entraîne avec elle la question de discernement, doit être proposée devant la Cour d'assises : si elle ne l'a pas été, — l'instruction ayant été suivie comme si l'accusé avait plus de seize ans, — elle ne peut servir de moyen devant la Cour de cassation (1).

2832. Ici s'élève une difficulté qui ne laisse pas que d'avoir sa délicatesse : si le ministère public représentait un acte de naissance attribuant à l'accusé plus de seize ans, cet accusé pourrait-il, par exemple, en soutenant que cet acte de naissance ne s'applique pas à lui, alléguer qu'au temps du crime il avait moins de seize ans et requérir la Cour de poser au jury la question de discernement? L'arrêt du 4 mai 1839, dont j'ai transcrit quelques passages, — *suprà*, n° 2827, — semble réserver à la Cour d'assises le droit d'examiner la prétention de l'accusé : C'est, en effet, dit-il, en l'absence d'un extrait des registres de l'état civil servant à constater la naissance, qu'il y a incertitude sur le point de savoir si l'accusé était âgé de moins de seize ans, et nécessité d'en faire l'objet d'une question distincte à soumettre au jury. Mais cette induction ne saurait résister aux principes que j'ai antérieurement mis en relief. Nous savons : 1° que la reconnaissance de l'identité de l'accusé, alors qu'elle est contestée, rentre dans le vaste domaine des faits et que c'est aux jurés seuls

---

(1) Cass., 19 avril 1821 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*167; — Rej., 23 mars 1826 (M. Brière, rapp.), DALLOZ, n° 2576;—17 mars 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*104; — 27 février 1845 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*120.

qu'il appartient de la constater; — voir *suprà*, nº 2654-14º; — 2º et que les jurés devant avoir la latitude la plus grande et la souveraineté la plus absolue dans l'examen des faits, on doit les interroger même sur les faits qui semblent prouvés par des actes authentiques, lesquels n'enchaînent pas leur conscience, — voir *suprà*, nº 2725. — Dès lors, et si ces principes sont vrais, le moyen de défense de l'accusé et la question dont il requiert la position échappent à la compétence de la Cour et rentrent dans les attributions du jury.

2833. Lorsque, l'accusé ayant plus de seize ans, le jury a été indûment interrogé sur le discernement, il y a eu fausse application, et par conséquent, violation de l'art. 340. Cependant la nullité n'est pas toujours la suite de cette erreur : si les jurés, ayant répondu que l'accusé a agi avec discernement, la peine a été infligée comme si la question n'eût pas été posée, pas d'intérêt lésé, et, partant, pas de grief fondé ; si, au contraire, les jurés ont constaté l'absence de discernement et si la Cour a fait état de leur réponse, les résultats de l'accusation ont été modifiés par la question illégale, et il y a matière à cassation.

2834. Au cas où un mineur de seize ans est accusé de plusieurs crimes, il doit être posé au jury autant de questions distinctes et séparées sur le discernement qu'il y a de chefs d'accusation : la position d'une seule question de discernement serait nulle pour vice de complexité (1). On comprend, en effet, que l'accusé peut avoir commis avec discernement les faits qui sont l'objet de certains chefs, tandis que le discernement lui manquait à l'occasion des autres chefs.

2835. Nous savons que le jury doit répondre par oui ou par non aux questions qui lui sont posées et qu'il ne

(1) Cass., 9 février 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 64.

doit être fait aucun état des faits ou circonstances que, par un excès de pouvoir, il aurait cru pouvoir y ajouter[1]. Par suite, est sans aucun effet légal l'addition faite par le jury à sa déclaration de culpabilité de ces mots : *mais sans discernement*. Il en est surtout ainsi alors qu'il est, d'ailleurs, constant que l'accusé avait plus de seize ans lorsqu'il a commis le crime objet de l'accusation[2].

2836. La Cour d'assises qui, même à bon droit, rejette la demande d'un accusé tendante à la position de la question de discernement doit, à peine de nullité, motiver son arrêt[3].

SECTION VII.

Questions relatives aux excuses légales.

Nº 2837. Dispositions du Code de brumaire an IV.

2838. Innovation du Code de 1808 et du Code pénal de 1810 : on admet certains faits comme excuses légales.

2839. Sous ces Codes, la jurisprudence reconnaissait aux Cours d'assises la faculté de ne pas poser les questions d'excuses ou de déclarer qu'elles ne résultaient pas des débats.

2840. Depuis la loi de 1832, quand le fait d'excuse est légal, la question est obligatoire.

2841. Puissance absolue de la règle.—Exemples.

2842. Compétence respective des jurés et de la Cour d'assises.

2843. Espèces dans lesquelles on a fait respecter les attributions des jurés.

2844. Quatre espèces dans lesquelles les pouvoirs des Cours d'assises ont été reconnus.

2845. *Sur quelles réquisitions la position des questions d'excuse est obligatoire* ; accusé,—ministère public.

2846. Le président peut la poser d'office; et, seul, quand il n'y a pas de contentieux.

2847. Nullité des arrêts qui, rejetant une question d'excuse, ne sont pas motivés.

---

(1) Voir *suprà*, nº 2665.

(2) Rej.; 1er septembre 1826 (M. Gary, rapp.), S.-V.27.1.263 ; D.P.27.1.17.

(3) Cass., 14 octobre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 578.

N° 2848. Si le jury se pose à lui-même une question d'excuse, la Cour d'assises n'en doit faire état.

2849. Nécessité de rouvrir les débats pour poser une question d'excuse, après leur clôture.—Renvoi.

2850. Cette question ne peut être posée après la lecture de la déclaration du jury.

2851. *Caractères légaux de l'excuse.* — Droit d'examen de la Cour d'assises.

2852. Deux catégories : faits expressément admis comme tels par la loi ; — faits auxquels la loi permet d'appliquer une peine moins rigoureuse.—Art. 65 du Code pénal.

2853. Nomenclature des faits expressément admis.

2854. Indication de faits auxquels la loi permet l'application d'une peine moins rigoureuse.

2855. Faits qui, sans effacer le crime, exemptent de toute pénalité : ils sont considérés comme excuses que j'appelle *péremptoires*.—Indication de ces faits.

2856. Peine applicable au cas où l'excuse est admise.—Absolution.

2857. *Espèces dans lesquelles la jurisprudence a constaté le caractère d'excuse* : rébellion en bande ;—complot ;—émission ou introduction de fausse monnaie ;— séquestration ;— meurtre, coups et blessures.

2858. L'excuse de la provocation inadmissible au cas d'excès contre les agents de la force publique.

2859. Arrêt qui décide pourtant que la question doit être posée pour le cas où le caractère d'agent ne serait pas reconnu dans la personne de la victime.

2860. *Quid,* quand c'est l'agent de la force publique qui est accusé?

2861. *Espèces dans lesquelles la jurisprudence a refusé de reconnaître l'excuse* : ivresse ; — imputation verbale d'un délit ;— excuse mal caractérisée ;—évasion de détenus.

2862. Meurtre de l'un des époux par son conjoint.

2863. Séquestration et meurtre en pays étranger.

2864. Droit de la Cour de refuser de poser, en matière de meurtre, la question subsidiaire de coups et blessures ; — ou celle d'imprudence et maladresse.

2865. La circonstance que l'enfant serait mort-né n'est pas excuse de la suppression d'enfant.

2866. Le fait d'avoir été entraîné n'est pas excuse du crime de pillage.

2867. Il faut que l'accusé, ou son conseil, caractérise en termes légaux l'excuse qu'il propose.

2868. Une créance de l'accusé n'excuse pas le faux.

N° 2869. Viol consommé à l'époque de la conception sur la femme accusée d'infanticide.

2870. Crimes prévus par les art. 86, 87 et 91 du Code pénal : l'excuse de l'art. 100 ne leur est pas applicable.

2871. Menaces de mort à un délinquant par des agents de la force publique.

2872. Faux témoignage : crainte de se nuire.

2873. Nécessité de mentionner la majorité dans une réponse du jury repoussant une excuse.

2874. Si le jury ne répond pas à une telle question, sa déclaration est incomplète.

2837. Avant d'exposer les règles sur les questions relatives aux excuses, et pour les bien préciser, il importe de faire un rapide retour vers la législation antérieure.

Sous le Code de brumaire an IV, on devait questionner le jury sur la moralité du fait et sur *le plus ou le moins de gravité du délit*. Les faits qui pouvaient excuser l'accusé n'étaient ni limités ni définis ; on considérait comme excuse tout ce qui était de nature à atténuer la culpabilité ; les excuses étaient donc, dans bien des cas, mises en quelque sorte au rang de ce que nous appelons aujourd'hui les circonstances atténuantes. Comme les juges n'étaient liés par aucune restriction, ils appréciaient, dans la souveraineté de leur examen, si les faits invoqués pouvaient produire un effet atténuant. De là, pour eux, ce pouvoir, attesté par de nombreux arrêts, d'admettre ou de repousser sans contrôle la position de questions d'excuses, suivant le caractère des faits allégués.

2838. Le Code d'instruction criminelle de 1808 et le Code pénal de 1810 ont profondément modifié ce système. Tout en faisant la part des circonstances atténuantes, ils ont admis que certains faits, spécialement prévus par la loi pénale, serviront d'excuse au crime poursuivi. L'art. 339 du Code d'instruction criminelle l'énonce en ces termes : « Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un

« fait admis comme tel par la loi, la question sera ainsi « posée : tel fait est-il constant ? »

De cette disposition découle cette première conséquence qu'aucun fait, si atténuant qu'il soit, ne saurait être soumis au jury s'il n'a pas le caractère légal d'excuse. Et c'est en cela surtout qu'il y a eu innovation à la législation de l'an IV.

2839. Ces expressions, qui se lisent dans cette disposition : *la question sera ainsi posée*, ont été interprétées en ce sens qu'elles avaient pour but unique de déterminer la forme et le mode de position de la question d'excuse. On n'a pas voulu y voir, pour les présidents et pour les Cours d'assises, l'obligation impérative de poser cette question, alors même que, requise par l'accusé, elle devait porter sur un fait réellement empreint du caractère légal d'excuse. Cette interprétation avait conduit la jurisprudence à décider que les Cours d'assises étaient investies d'un pouvoir discrétionnaire pour le refus ou l'admission des questions d'excuse; que, si elles étaient tenues de délibérer sur les réquisitions de l'accusé, il leur était loisible de n'y pas faire droit ; que le refus ne tombait pas sous la censure de la Cour de cassation ; et que, d'ailleurs, l'art. 339, dont l'observation était abandonnée la conscience des Cours d'assises, n'était pas prescrit à peine de nullité (1).

(1) Rej., 2 novembre 1811 (M. Vasse, rapp.), DALLOZ, n° 2658 ; — 8 juillet 1813 (M. Bauchau, rapp.), *ibidem* ; — 10 septembre 1813 (M. Audier-Massillon, rapp.), *ibidem* ; — 27 janvier 1814 (M. Vanboulon, rapp.), *Pal.* 1814.58 ; — 15 décembre 1814 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 2658 ; — 2 février 1815 (M. Bauchau, rapp.), *Pal.* 1815.575 ; — 1er mars et 16 août 1816, *Pal.* 1816.305 et 589 ; — 7 août 1817 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2568 ; — 26 novembre 1818 (M. Busschop, rapp.), *ibidem* ; — 16 avril 1819 (même rapp.), *Pal.* 1819.218 ; — 1er septembre 1820 (même rapp.), DALLOZ, n° 2568 ; — 10 janvier 1823 (M. Olivier, rapp.), *ibidem* ; — 20 janvier 1824 (M. Brière, rapp.), *Pal.* 1824.362 ; — 29 juin 1826 (M. Choppin, rapp.), *Pal.* 1826.631.

Rapprochant l'art. 339 de l'art. 338, la jurisprudence décidait aussi qu'un fait d'excuse qui n'est pas mentionné dans l'arrêt de renvoi ou dans l'acte d'accusation, « ne peut être réputé existant dans la cause, ni, par suite, devenir l'objet d'une question qu'autant qu'il est résulté du débat ; que l'examen du point de savoir si le fait d'excuse résulte ou non des débats devant nécessairement précéder la position de la question, ne peut être fait que par le président ou par la Cour d'assises, en cas de contentieux porté devant elle ; que, dès lors, avant de poser la question, il faut, par la force des choses, que le président ou la Cour d'assises aient reconnu ou déclaré que le fait d'excuse résultait du débat [1]. »

2840. Les critiques élevées contre cette jurisprudence, ou, pour mieux dire, contre la loi qui lui servait de base, ont déterminé le législateur de 1832 à apporter une modification notable à l'art. 339. A ces mots : *la question sera ainsi posée*, qui ne paraissaient pas contenir une injonction aux présidents d'assises, on a substitué ces expressions impératives : *le président* DEVRA, A PEINE DE NULLITÉ, *poser la question en ces termes : tel fait est-il constant ?*

De là, une règle bien importante ; dès que le fait allégué à titre d'excuse a réellement ce caractère, il n'entre plus dans les facultés du président ou de la Cour, d'examiner s'il convient d'admettre ou de rejeter la question requise ; cette question doit nécessairement être soumise à l'appréciation du jury, à qui elle appartient.

---

(1) Cass., 28 août 1828, intérêt de la loi (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 733. Conformes : Cass., 6 mars 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 81 ; — Rej., 29 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 191 ; — 27 septembre 1827 (M. Gary, rapp.), *Bull.* 790 ; — 4 octobre 1827 (M. Bernard, rapp.), *Bull.* 812 ; — 16 janvier 1829 (M. Mangin, rapp.), *Pal.* 1829.573 ; — 31 juillet 1829 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1829.1301 ; — 9 juillet 1830 (M. Choppin, rapp.), *Pal.* 1830.666 ; — 20 janvier 1832 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), *Pal.* 1832.603.

2841. Cette règle est si absolue que le président ou la Cour ne sauraient, par aucuns motifs, se soustraire à son exécution.

Ils ne pourraient, par exemple, fonder leur refus :

Ni sur ce que la question d'excuse serait en opposition avec le résumé de l'acte d'accusation (1) ;

Ni sur ce que le fait d'excuse n'était pas retenu par l'arrêt de renvoi ou par l'acte d'accusation (2) ;

Ni sur ce que la question serait en contradiction avec le langage tenu par l'accusé à telle ou telle époque des débats : « le langage précédemment tenu par l'accusé peut, comme les déclarations des témoins, être apprécié par le jury et servir d'élément à sa délibération, mais ne pouvait servir de motif au président, ni à la Cour d'assises, pour refuser de poser une question dont l'art. 339 faisait un devoir et qu'il n'appartenait qu'au jury d'accueillir ou de rejeter (3); »

Ni sur ce qu'elle ne résulterait pas des débats. C'est au jury à apprécier les débats sur ce point, et, en substituant son appréciation à celle du jury, la Cour commet un excès de pouvoir (4) ;

Ni sur ce que, telle qu'elle est formulée dans les conclusions, qui reproduisent pourtant le texte de la loi, la

---

(1) Cass., 22 août 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*430.

(2) Cass., 1er octobre 1835 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*451.

(3) Cass., 31 mars 1842 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*115; — 28 mars 1851 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*195.

(4) Rej., 19 mars 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*135; —Cass., l'arrêt du 1er octobre 1835;—12 novembre 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*499; — 28 juin 1839 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), *Bull.*324;—15 avril 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*178;—Rej., 16 mars 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*154; — Cass., 10 juillet 1845 (même rapp.), *Bull.*373;—17 avril 1846 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*136; — 25 mars 1847 (M. Jacquinot-Godard; rapp.), *Bull.*94; — 27 mai 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*286; — 1er octobre 1857 (M. Souëf, rapp.), *Bull.*556;—2 octobre 1862 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*391.

question constituerait une question de droit qu'il n'appartiendrait pas au jury d'apprécier (1).

2842. Ces arrêts me conduisent à bien déterminer les règles de la compétence. Comme toujours, le fait revient aux jurés ; aux Cours d'assises le droit.

Le fait ! Il attribue aux jurés, compétence pour déclarer d'un manière irréfragable si la circonstance invoquée existe matériellement et moralement et si les débats en ont fourni la preuve. — *Le droit !* Il confère aux Cours d'assises le pouvoir de décider si la circonstance proposée, rentrant dans les termes de la loi, a les caractères de l'excuse légale. A quoi bon soumettre au jury une question qui ne pourrait avoir aucun effet utile ?

2843. Conformément à ce principe, la jurisprudence a, d'un côté, fait respecter les attributions du jury par les arrêts dont voici l'analyse :

Lorsque des accusés de *complot* ont, par leurs révélations, procuré l'arrestation de coupables, il appartient au jury seul d'apprécier l'excuse légale résultant de l'art. 100 du Code pénal. La Cour, qui n'a pas posé une question à cet égard et qui, néanmoins, prononce l'exemption de la peine, viole les règles de sa compétence (2). — Il en est de même *en matière de fausse monnaie*, lorsque l'accusé invoque l'art. 138 du même Code, et que, au lieu de poser la question d'excuse, la Cour statue elle-même sur le fait de l'arrestation d'autres coupables (3). — Il en est encore ainsi dans la même matière, lorsque, sans l'avoir déférée au jury, la Cour juge et admet l'excuse tirée de l'art. 135 du Code pénal (4) ;

---

(1) Cass., 15 juin 1855 (M. Poultier, rapp.), *Bull.* 346.

(2) Cass., 29 avril 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 175, cité n° 2654-5°.

(3) Cass., 22 juillet 1847,—sur mes conclusions—(M. Isambert, rapp.), *Bull.* 281.

(4) Cass., 3 mai 1832 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 235.

En supposant que les circonstances *du duel* puissent constituer un cas d'excuse légale, ces circonstances ne pourraient être appréciées par la chambre des mises en accusation sans empiétement sur les attributions du jury (1) ;

Puisque « la solution de la question d'excuse appartient exclusivement au jury, le droit de légitime défense s'oppose à ce que la Cour d'assises la soumette préalablement à un contrôle qu'elle ne peut ni directement ni indirectement exercer. » Dès lors, nullité si la formule adoptée est de nature à exercer une influence illégale sur la réponse du jury (2).

2844. D'un autre côté, les pouvoirs des Cours d'assises ont été reconnus par les décisions suivantes :

1° Dans une accusation de meurtre on avait demandé aux jurés, en termes généraux : *le meurtre est-il excusable?* et ils avaient répondu : *oui*. — Sur le pourvoi du ministère public, arrêt ainsi conçu : « Vu l'art. 339 du Code d'instruction criminelle ; — Considérant qu'il résulte évidemment des dispositions de cet article qu'en matière d'excuse la compétence des jurés se borne à prononcer sur la seule question de savoir si le fait matériel proposé par l'accusé pour excuse, est constant ou non ; que les jurés n'ont donc aucune qualité pour décider d'une manière générale si le crime est excusable, ni même si le fait proposé pour excuse est admis comme tel par la loi ; l'une ou l'autre de ces questions ne pouvant être résolue que par le rapprochement du fait allégué avec la loi, elles forment de pures questions de droit dont, par conséquent, la décision appartient exclusivement aux tribunaux ; d'où il suit, dans l'espèce, qu'en déclarant le meurtre excusable, sans pro-

(1) Cass., 22 juin 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 239.
(2) Cass., 2 juillet 1863 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.* 308.

noncer sur aucun fait matériel d'excuse, les jurés ont excédé les bornes de leur compétence » (1) ;

2° En matière de provocation, un arrêt dit : « Attendu que l'art. 321, Code pénal, ne définit point en quoi consistent les coups et violences graves constitutifs de la provocation ; que l'appréciation de ce caractère légal des coups et violences graves forme la matière d'une question de droit sur l'application de la loi ; que la décision d'une question de cette nature ne peut appartenir qu'à la Cour d'assises, à qui le droit d'appliquer la loi est exclusivement dévolu ; qu'ainsi, dans l'espèce, en décidant que les faits relevés ne constituaient pas une provocation, la Cour d'assises n'a point dépassé les bornes de ses attributions » (2) ;

3° « La Cour d'assises, en décidant que la question dont l'un des accusés demandait la position ne constituait pas une excuse admise par la loi, a littéralement appliqué l'art. 339, C. inst. crim. ; — La Cour avait aussi mission de déclarer que cette question ne se rattachait à aucun fait ressortant des débats » (3) ;

4° Dans une affaire d'infanticide, l'accusée invoquait comme excuse légale les violences graves à l'aide desquelles l'auteur de la grossesse se serait rendu maître de sa personne : elle trouvait, dans ces violences, une provocation et elle réclamait la position d'une question d'excuse. Refus du président et de la Cour ; condamnation, pourvoi et arrêt de rejet dans lequel on lit : « Les conséquences du principe du nouvel art. 339 ne peuvent aller jusqu'à contraindre le président ou la Cour d'assises de poser, dans une question d'excuse de provocation, un fait qui, par sa nature ou par

---

(1) Cass., 16 juin 1815 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 75.

(2) Rej., 10 janvier 1823 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2665. — Conforme : 15 novembre 1811 (M. Rataud, rapp.), *Pal.* 1811, 699.

(3) Rej., 29 novembre 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 537.

ses circonstances constitutives, serait légalement exclusif de l'application de l'art. 321 ;—il peut y avoir, en ce cas, à résoudre un point de droit qui rentre dans les attributions de la Cour, l'art. 339 n'obligeant, en effet, à interroger le jury sur l'excuse que sous la condition que le fait soit admis comme tel par la loi » (1).

2845. *Sur quelles réquisitions la position de la question d'excuse est obligatoire.*

L'article 339, édicté dans l'intérêt de la défense de l'accusé, commence par ces mots : *lorsque l'accusé aura proposé pour excuse*..... — De ces termes, découlent ces conséquences : 1° que, si l'accusé ne requiert pas la position de la question d'excuse, la Cour peut, sans commettre nullité, ne pas la déférer au jury. En ce cas, on présume que le fait d'excuse ne résultait pas des débats ; et, dailleurs, si l'accusé croyait à son existence, pourquoi ne la proposait-il pas (2)? — 2° que, si l'accusé, ou son défenseur non désavoué par lui, la réclame par des conclusions formelles, elle s'impose absolument à la Cour (3) ; — 3° que, l'accusé gardant le silence, la Cour a le droit de ne pas déférer à une réquisition que le ministère public ferait à cet égard et de déclarer que les circonstances du procès n'en indiquent ni la nécessité ni l'opportunité (4).

---

(1) Rej., 30 août 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*491.

(2) Rej., 19 juin 1828 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1828.1565 ; — 12 septembre 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*482; — 8 janvier 1841 (M. Mérilhou, rapp.), D.P.41.1.370 ; — 22 juillet 1852 (M. Mater, rapp.), *Bull.*425 ; — 26 janvier 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*40 ; — 1er mars 1855 ((à mon rapport), *Bull.*126, cité *suprà*, n° 2818.

(3) Cass., 15 avril 1841 (M. Isambert, rapp.), cité n° 2841 ;—31 mars 1842 (M. Mérilhou, rapp.), *ibidem* ; — 2 octobre 1862 (M. Plougoulm, rapp.), *ibidem*.

(4) Rej., 16 mars 1844 (M. Rocher, rapp.), cité n° 2841.—Un arrêt antérieur avait, dans ses motifs, adopté la doctrine contraire; mais, en fait, l'accusé avait déclaré adhérer aux réquisitions du ministère public, et

Du reste, il ne faut pas se méprendre sur ce dernier point. Si les réquisitions du ministère public n'enchaînent pas la liberté d'appréciation de la Cour, toujours est-il qu'on ne saurait dénier au ministère public le droit de demander la position de la question, que, vis-à-vis de lui, la Cour a la faculté de refuser. En motivant son refus, non sur ce que la question ne résulte pas des débats, mais sur ce que, selon l'article 339, Code d'inst. crim., l'accusé et son conseil sont seuls autorisés à requérir la position des questions d'excuse, la Cour méconnaîtrait les règles de sa propre compétence, ferait une fausse application dudit art. 339 et violerait l'art. 408 du même Code[1].

Ajoutons que, si l'un des motifs de l'arrêt du 29 juin 1839 me paraît sujet à critique, c'est avec raison que cet arrêt décide que l'adhésion de l'accusé ou de son conseil aux réquisitions du ministère public équivaut à une demande formelle de la part de la défense et que, dès lors, la Cour ne peut y répondre par un refus.

2846. Le président peut, d'office, poser la question d'excuse. En effet, en interprétant sainement le texte de l'art. 339, on voit bien que, quand l'accusé présente une exception d'excuse, il faut la soumettre au jury ; mais rien dans ce texte n'autorise à croire que, si la mesure paraît utile, le silence ou le veto de l'accusé font obstacle à ce qu'elle soit prise. Le président est chargé de diriger les débats ; le but auquel il doit tendre, c'est la manifestation de la vérité ; le moyen qui le conduit à ce résultat, c'est de soumettre aux jurés l'affaire telle qu'elle s'est déroulée devant eux, à l'audience. Or, si l'art. 338 lui enjoint de

---

cette circonstance a dû exercer sur cette appréciation une certaine influence.—Cass., 28 juin 1839 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), *ibidem*.

(1) Cass., 6 juillet 1826, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), *Bull.* 384, cité *suprà*, n^os^ 2770 et 2784.

relever, par une question subsidiaire, toutes les circonstances aggravantes surgissant des débats, l'art. 339 ne peut avoir eu la pensée de lui interdire la faculté de signaler, par une question d'excuse, les circonstances qui viennent à la décharge de l'accusé. — Du reste, comment l'accusé serait-il admissible à se plaindre? Si la réponse à la question d'excuse lui est favorable, son sort s'est amélioré; que si, au contraire, l'excuse est repoussée, son sort reste ce qu'il aurait été. Je sais bien que certains accusés, espérant effrayer le jury par la rigueur de la peine et arracher ainsi un acquittement, veulent tout ou rien; mais cela n'est ni la vérité ni la justice, et la loi ne saurait participer à ces calculs qui conduiraient ou à la faiblesse ou à une répression excessive.

Au surplus, les Cours d'assises n'étant pas tenues de poser d'office les questions d'excuses résultant des débats, elles ne peuvent être tenues de suppléer à celles irrégulières dont l'accusé demande la position: il suffit qu'elles soient posées dans les termes mêmes où l'accusé l'a requis (1).

La Cour n'étant appelée à délibérer que s'il y a un contentieux, le président a toute compétence pour poser seul la question d'excuse expressément demandée par l'accusé et à laquelle le ministère public a donné son acquiescement (2).

2847. La loi de 1810 prononce la nullité des jugements qui ne contiennent pas de motifs. Quand la position d'une question d'excuse est requise et repoussée par un arrêt, la Cour doit obéir à cette injonction de la loi de 1810. En effet, dit un arrêt, « il appartient à la Cour d'assises d'apprécier cette demande, de l'accueillir ou de la rejeter; mais, d'après sa nature et son objet, il ne peut pas y être

(1) Rej., 20 avril 1860 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.* 173.
(2) Rej., 24 juin 1858 (à mon rapport), *Bull.* 290.

statué sans énonciation des motifs sur lesquels est fondée la décision de cette Cour ; si cette décision peut avoir pour base des motifs qui ne soient la violation d'aucune loi, et ne sauraient conséquemment donner ouverture à cassation, elle peut avoir aussi été déterminée par des considérations qui, par leur liaison nécessaire avec ce qui a été prononcé, frappent l'arrêt de nullité et doivent en entraîner la cassation » (1).

2848. Il va de soi, et je n'en ferais pas même l'observation si des arrêts n'avaient dû intervenir, que, en matière d'excuses aussi bien qu'en toute autre matière, le jury sort de ses attributions et commet un excès de pouvoir, lorsqu'il se pose à lui-même d'office et résout une question qui ne lui a pas été déférée. En ce cas la Cour d'assises se conforme exactement aux lois en regardant comme non avenue la partie illégale de la déclaration des jurés et en appliquant la peine comme si cette partie n'existait pas (2).

2849. Rappelons pour mémoire, — ce que j'ai dit *suprà* au n° 2612, — que lorsque, au moment de la lecture des questions, l'accusé demande la position de questions d'excuses pouvant donner lieu à des explications nouvelles, le président, où la Cour d'assises, peut révoquer l'ordonnance de clôture des débats et autoriser leur réouverture (3).

2850. Mais l'accusé réclamerait vainement la position d'une question d'excuse lorsque, après avoir délibéré, le jury est rentré à l'audience. *Il serait trop tard.* — Cette question-là doit être soumise au jury en même temps que les

---

(1) Cass., 3 février 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 41.

(2) Rej., 27 septembre 1827 (M. Gary, rapp.), cité n° 2839; — Cass., 9 mai 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 161.

(3) Rej., 8 novembre 1832 (M. Thil, rapp.), *Bull.* 618.

autres questions qui portent sur la culpabilité de l'accusé. La lui présenter quand il a porté sa déclaration sur le fond de l'accusation, lui enjoindre de rentrer dans la chambre de ses délibérations pour statuer à cet égard, ce serait contrevenir à l'autorité de la chose jugée. A ce moment le jury « a consommé ses pouvoirs ; toute déclaration sur le fait, ou sur les circonstances du fait qu'il vient de déclarer, est prohibée par la loi, et la Cour d'assises ne peut l'autoriser sans excès de pouvoirs » (1).

2851. *Caractères légaux de l'excuse.*

Pour que le président ou la Cour soient tenus de poser la question d'excuse, il faut, et c'est la condition substantielle, que le fait proposé *soit admis comme tel par la loi*. Cette règle est l'exécution littérale de l'art. 65 du Code pénal, qui dit : « nul crime ou délit ne peut être excusé, ni « la peine mitigée, que dans les cas et dans les circon- « stances où la loi déclare le fait excusable, ou permet de « lui appliquer une peine moins rigoureuse. » Elle résulte encore, et avec la même clarté, de notre art. 339, qui emploie les expressions mêmes que nous venons de souligner.

De là cette conséquence que la Cour est nécessairement conduite, lorsqu'un fait est proposé pour excuse, à rechercher, en droit, si le fait allégué contient le caractère légal de l'excuse. Incompétente pour déclarer si le fait existe ou n'existe pas, s'il résulte ou non des débats, elle a, au contraire, toute compétence pour dire s'il est ou non admis comme tel par la loi (2).

2852. Ceci nous amène à constater, par une définition empruntée à la loi et à la jurisprudence, d'une part, quels

(1) Cass., 12 mars 1813, — intérêt de la loi — (M. Lamarque, rapp.), *Bull.* 118.

(2) Rej., 22 janvier 1852 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.* 54.

sont les faits qui constituent l'excuse légale, et, d'autre part, quels faits n'ont pas ce caractère.

De l'art. 65 du Code pénal, dont nous venons de reproduire les termes, il résulte deux cas distincts dans lesquels le crime peut être excusé. Le premier cas, c'est lorsque la loi déclare elle-même le fait *excusable* ; le second cas est celui où, sans déclarer expressément le fait excusable, elle *permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse*.

Le premier cas ne souffre aucune difficulté : la loi a parlé ; elle a pris le soin de qualifier elle-même l'excuse, et, dès lors, il n'est permis à personne de méconnaître cette qualification.

Le second cas a, au contraire, engendré des divergences. Des Cours d'assises, pénétrées de cette idée fausse qu'il n'y avait excuse que là où on rencontrait un fait formellement déclaré *excusable*, repoussaient toute question sur les faits qui, non compris dans cette catégorie, devaient avoir cependant pour résultat de faire mitiger la peine. Les décisions de ces Cours d'assises, contraires aux dernières expressions de l'art. 65, ont toujours été censurées. La Cour de cassation, consacrant notre interprétation, a dit notamment « qu'on ne doit pas seulement considérer comme excuses les circonstances énoncées comme telles dans la section III du titre II du Code pénal, relatif aux crimes et délits contre les personnes ; mais que ce caractère d'excuses appartient à tout fait qui, d'après les dispositions de la loi, est de nature à atténuer, à modifier ou à supprimer la peine encourue pour le crime ou délit, objet de l'accusation » (1). Elle a ajouté : « Attendu que l'on doit inférer des termes de l'art. 65 du Code pénal que tout fait prévu par la loi et qui est de nature, lorsqu'il aura été déclaré constant, à permettre au juge d'appliquer à l'accusé

(1) 28 juin 1839 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), cité n° 2841.

une peine moins rigoureuse, constitue, dans le sens légal, un fait d'excuse » (1).

2853. *Nomenclature des faits expressément admis.*

La première catégorie des excuses, c'est-à-dire les excuses formellement déclarées telles par la loi elle-même, comprend les faits suivants :

1° Le fait prévu par l'art. 321 du Code pénal qui dit : « Le meurtre ainsi que les blessures et les coups *sont ex-* « *cusables*, s'ils ont été provoqués par des coups ou vio- « lences graves envers les personnes ; »

2° Le fait prévu par l'art. 322, § 1er, même Code, qui déclare expressément excusables ces mêmes crimes de meurtre, blessures ou coups, s'ils ont été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances ;

3° Le fait prévu par le 1er § de l'art. 324 qui, par la formule inverse, déclare excusable le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, ou par celle-ci sur son époux, si la vie du meurtrier a été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu ;

4° Le fait prévu par le 2e § de ce même article qui déclare excusable le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur son complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère dans la maison conjugale ;

5° Le fait de castration, immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur, fait expressément déclaré excusable par l'art. 325.

2854. La deuxième catégorie des excuses, c'est-à-dire celle relative aux faits qui, sans être déclarés tels par la loi, permettent cependant aux juges d'appliquer une peine

(1) 24 avril 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 198.

moins rigoureuse, comprend notamment les faits suivants :

1° Le fait prévu par le 2e § de l'art. 135 du Code pénal. Quand ceux qui ont participé à l'émission d'une monnaie fausse, prouvent l'avoir reçue pour bonne, mais reconnaissent en avoir vérifié le vice, la peine, qui aurait été sans cela des travaux forcés, est réduite à une simple amende. — C'est une excuse ;

2° Le fait prévu par l'art. 343, même Code. La peine des travaux forcés est infligée à ceux qui ont illégalement arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques. La peine est, par cet article, réduite à l'emprisonnement si, avant toute poursuite de fait et avant le dixième jour, le coupable a rendu à la liberté les personnes arrêtées, séquestrées ou détenues.

2855. Dans cette seconde catégorie, il faut comprendre, et *à fortiori*, les faits qui, non déclarés excuses légales, ont cependant pour effet nécessaire d'exempter de toute pénalité. — Ici une explication.

Il ne faut pas confondre les excuses, même les mieux caractérisées, avec les faits exclusifs de la criminalité. Comme on le sait, pour ceux-ci, — pour la démence, — pour la contrainte irrésistible, — pour l'obéissance à la loi, — pour la légitime défense, — il n'y a ni crime, ni délit, ni par conséquent, de question spéciale obligatoire, renfermés qu'ils sont dans la question intentionnelle relative à la culpabilité. En général, on le sait encore, les excuses n'effacent point le crime ; elles le laissent, au contraire, subsister et elles ont simplement pour résultat de permettre au juge d'abaisser la peine.

Toutefois, il est des excuses que l'on pourrait appeler *péremptoires* et qui, en réalité, équivalent à des faits justificatifs, en ce sens qu'elles amnistient complétement l'action délictueuse.

Ainsi, ne sont nullement punissables :

Ni ceux qui, ayant fait momentanément partie de bandes séditieuses, peuvent exciper des dispositions des art. 100 et 213 du Code pénal ;

Ni, aux termes de l'art. 108, même Code, les révélateurs de complots contre la sûreté de l'État ;

Ni, suivant l'art. 114, le fonctionnaire qui, ayant attenté arbitrairement à la liberté ou aux droits civiques d'un citoyen, a agi par ordre de ses supérieurs ;

Ni, d'après l'art. 116, le ministre dont la signature a été surprise et qui, ayant fait cesser l'acte arbitraire, dénonce l'auteur de la surprise ;

Ni, selon le § 1er de l'art. 135, celui qui, ayant reçu pour bonne une pièce fausse, en a fait usage sans en avoir vérifié ou fait vérifier les vices ;

Ni, aux termes de l'art. 138, les coupables qui, avant toutes poursuites, ont révélé les auteurs des crimes de fausse monnaie, ou qui, même après les poursuites commencées, auront procuré l'arrestation des autres coupables;

Ni, en matière d'abus d'autorité, et conformément à l'art. 190, le fonctionnaire qui aura agi par ordre de ses supérieurs ;

Ni ceux qui peuvent exciper des dispositions des art. 247 et 248 :

Dans ces cas, et autres analogues, la loi ne dit pas qu'il n'y a ni crime ni délit; elle maintient, au contraire, au fait la qualification de crime ; seulement, touchée par des motifs d'intérêt public, elle accorde remise totale de la peine encourue. — Dès lors, et en conformité de notre art. 339, qui ne comporte aucune distinction, des questions doivent être posées pour ces excuses péremptoires qui exemptent de la peine aussi bien que pour les excuses qui comportent une simple atténuation. — On a vu que cela est écrit dans l'arrêt de

la Cour de cassation du 28 juin 1839. On lit également dans un arrêt du 22 juillet 1847, dans lequel je portais la parole comme avocat général : « Attendu qu'on doit assimiler aux excuses admises comme telles par la loi les cas où la loi pénale a *affranchi de peine* les personnes qui ont pris part à des faits criminels, quand... [1] »

2856. Sans oublier que, en ce moment, nous ne nous occupons que de la position des questions, il est bon cependant, pour bien faire comprendre le caractère et la portée des excuses légales, d'expliquer comment, quand elles ont été accueillies par le jury, la peine est appliquée. L'art. 367 du Code d'instruction criminelle dispose que : « Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la Cour « prononcera conformément au Code pénal. »

Si donc, il s'agit de l'une de ces excuses qui n'ont pour effet que d'abaisser la peine, la Cour appliquera l'art. 326 du Code pénal ainsi conçu : « Lorsque le fait d'ex- « cuse sera prouvé, s'il s'agit d'un crime emportant la « peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, « ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un « emprisonnement de un an à cinq ans. S'il s'agit de tout « autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six « mois à deux ans. Dans les deux premiers cas, les coupables « pourront de plus être mis par l'arrêt ou le jugement sous « la surveillance de la haute police, pendant cinq ans au « moins et dix au plus. S'il s'agit d'un délit, la peine sera ré- « duite à un emprisonnement de six jours à six mois. »

S'il s'agit de ces excuses que j'appelle péremptoires et qui ont pour résultat d'amnistier l'accusé, la Cour le déclarera absous.

---

[1] (M. Isambert, rapp.) *Bull.*281 ; — Conforme : Cass., 24 septembre 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*543.

2857. *Espèces renfermant une excuse légale.* — Maintenant, effaçant les nuances et confondant les diverses catégories d'excuses, partons des données générales, et indiquons l'application qui en a été faite par la jurisprudence. — D'abord, signalons les espèces dans lesquelles on a reconnu le caractère des excuses légales.

1° En matière de *rébellion en bande*, il y a excuse légale au profit de ceux qui peuvent exciper des art. 100 et 213 du Code pénal (1);

2° En matière de *complot*, le fait d'avoir, par des révélations, procuré l'arrestation de coupables, constitue l'excuse admise par l'art. 108 du Code pénal (2);

3° En matière d'émission de *fausse monnaie*, lorsque l'accusé allègue avoir reçu la pièce pour bonne et n'en avoir pas vérifié les vices, l'excuse est légale et rentre dans le § 1^er de l'art. 135, Code pénal. N'en pas faire l'objet d'une question, alors qu'elle est requise, c'est violer l'art. 339 du Code d'instruction criminelle (3). — On a cependant jugé, et plus récemment, que dans ses rapports avec le 1^er § de l'art. 335, la circonstance d'avoir reçu pour bonnes les pièces mises en circulation, constituait, non pas un fait d'excuse, mais un fait justificatif, exclusif de toute culpabilité; qu'en conséquence, une question d'excuse ne devait pas être posée; qu'en effet, l'accusé ne pouvait être *coupable* s'il avait reçu les pièces pour bonnes, c'est-à-dire de bonne foi, et qu'au contraire

---

(1) Cass., 30 août 1832 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*464; — 2 mai 1833 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*213; — 22 août 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), cité n° 2841; — 5 octobre 1833 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*535.—NOTA. Voir *infrà*, n° 2870.

(2) Cass., 29 avril 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*175.

(3) Cass., 27 juin 1845 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*353; — 15 janvier 1848 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*17; — 27 mai 1853 (M. Dehaussy, rapp.), cité n° 2841.

si le jury le déclarait coupable, ne pouvait en avoir ignoré les vices (1) ;

Quoi qu'il en soit, aucun doute n'existe plus, alors qu'il s'agit de l'*application* du § 2 de l'art. 335, Si l'accusé soutient avoir reçu pour bonnes les fausses pièces dont il a fait usage, mais reconnaît qu'il en connaissait le vice au moment où il faisait cet usage, il propose une excuse légale, la question requise doit donc être posée, à peine de nullité (2);

Le fait de l'introduction en France de monnaies étrangères contrefaites compris dans les dispositions de l'art. 134 du Code pénal, est susceptible, comme l'émission, de recevoir l'application de l'art. 135, même Code. Dès lors, la position de cette question d'excuse demandée par l'accusé, doit, à peine de nullité, être ordonnée et opérée d'une manière distincte du fait principal (3) ;

En même matière, lorsque, aux termes de l'art. 138 du Code pénal, l'accusé demande qu'il soit posé au jury une question d'excuse fondée ou sur ce que, avant la consommation du crime et avant toutes poursuites, il en a donné connaissance et révélé les auteurs, ou sur ce qu'il aurait

---

(1) Rej., 20 avril 1860 (M. Zangiacomi, rapp.) cité n° 2846 ; — Cass., 28 juillet 1864 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*366.

(2) Cass., 14 décembre 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*632 ; — 15 mai 1834,—intérêt de la loi—(même rapp.), *Bull.*180 ; —12 novembre 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), cité n° 2841 ;—7 juin 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*235; — 23 janvier 1840 (même rapp.), *Bull.*33 ; — 9 avril 1840 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*145; — 15 avril 1841 (M. Isambert, rapp.), cité n° 2841 ; — 31 mars 1842 (M. Mérilhou, rapp.), *ibidem* ; — 21 juin 1844 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*323 ; — 10 juillet 1845 (M. Rocher, rapp.), cité n° 2841 ; —17 avril 1846 (M. Dehaussy, rapp.), *ibidem* ;—25 mars 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *ibidem*;—28 mars 1851 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *ibidem* ;—1er octobre 1857 (M. Souëf, rapp.), *ibidem* ;—14 novembre 1861 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*372 ;—L'arrêt du 28 juillet 1864.

(3) Cass., 23 février 1860 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*79.

procuré l'arrestation d'un de ses coaccusés, il y a nullité si la Cour d'assises refuse de faire droit à sa réquisition (1). Mais, après que le jury a porté la déclaration de culpabilité, cette excuse serait tardivement proposée à la Cour d'assises qui serait incompétente pour y statuer et qui, par suite, doit la repousser (2);

4° En matière de *séquestration*, la circonstance que l'accusé, non encore poursuivi de fait, a rendu la liberté à la personne séquestrée avant le dixième jour accompli depuis celui de la séquestration, est une excuse dans les termes de l'art. 343 du Code pénal. On doit, en effet, « inférer des termes de l'art. 65 du Code pénal que tout fait prévu par la loi et qui est de nature, lorsqu'il aura été déclaré constant, à permettre au juge d'appliquer à l'accusé une peine moins rigoureuse, constitue, dans le sens légal, un fait d'excuse » (3);

5° En matière de *meurtre*, de *blessures* et de *coups*, la provocation par coups ou violences graves envers les personnes, est une excuse légalement admise par l'art. 321 du Code pénal : il y a donc nullité si, requise, la question n'est pas posée (4). Et, cet article ne faisant aucune distinction, peu importe que le meurtre ait été commis avec discernement et préméditation (5). — Peu importe encore que les violences provocatrices n'aient pas été

---

(1) Cass., 17 août 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*325;—28 juin 1839 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), cité n° 2841; — 22 juillet 1847, — sur mes conclusions — (M. Isambert, rapp.), cité n° 2843; — 24 septembre 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), cité n° 2855.

(2) Rej., 13 janvier 1853 (M. V. Foucher, rapp.), D.P.53.5.126.

(3) Cass., 24 avril 1841 (M. Dehaussy, rapp.), cité n° 2852. — Conforme : Rej., 19 juin 1828 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1828.1565.

(4) Cass., 6 juillet 1826, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), cité n° 2845.

(5) Rej., 15 novembre 1811 (M. Rataud, rapp.), *Pal.*1811.699; — Cass., 22 septembre 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*352.

exercées dans un temps rapproché du crime[1]. Quand l'accusé a, dans sa réquisition, reproduit le texte même de l'art. 321, la Cour d'assises ne saurait refuser la position de la question en alléguant pour motifs soit que la question telle qu'elle est formulée constitue un point de droit, soit que les faits exposés dans les conclusions ne présentent le caractère de coups ou violences graves. « La loi n'ayant pas défini les faits qui peuvent être considérés comme coups ou violences graves, c'est au jury seul à en reconnaître ou rejeter l'existence par une appréciation qui lui appartient souverainement » [2].

2858. Mais cette excuse tirée de la provocation est-elle admissible quand il s'agit d'excès commis sur les agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions? La question s'est présentée pour la première fois en 1817, et la Cour de cassation a décidé que, ainsi que l'indique le titre du livre où cet art. 321 est placé dans le Code pénal, cette exception tirée de la provocation n'est applicable qu'aux crimes commis envers les particuliers. Cette décision, motivée avec beaucoup de soin et d'énergie, a, depuis, été suivie [3].

2859. Toutefois, la qualité de fonctionnaire victime de coups, constituant une circonstance aggravante, il y a violation des droits de la défense si, la position de la question d'excuse tirée de la provocation étant requise, la Cour ne la pose pas subsidiairement. En effet, le jury peut ré-

---

(1) Cass., 10 mars 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*125.

(2) Cass., 15 juin 1855 (M. Poultier, rapp.), *Bull.*346.

(3) Cass., 13 mars 1817,—intérêt de la loi—(M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 51;—8 avril 1826,—intérêt de la loi—(même rapp.), *Bull.*184;—30 avril 1847 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*147;— 29 novembre 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*596;— Rej., 25 avril 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*271.

pondre *non* sur la qualité de la victime et rendre ainsi à son caractère ordinaire l'accusation de coups[1].

2860. Quand, la situation renversée, c'est un fonctionnaire qui, agissant dans l'exercice de ses fonctions, a commis le meurtre, fait les blessures, ou porté les coups, il n'est punissable, suivant l'art. 186 du Code pénal, que s'il a agi sans motif légitime. — En ce cas, il faut demander au jury, d'abord, si l'accusé a agi dans l'exercice de ses fonctions, et si c'est sans motifs légitimes qu'il s'est livré aux violences incriminées : la question de provocation ne pourrait être posée que d'une manière subsidiaire, pour le cas où le jury exclurait la légitimité du motif[2]. — Ainsi, la Cour de cassation vient de décider que : doit être annulé l'arrêt de la Cour d'assises qui, dans une accusation de meurtre dirigée contre un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions, a refusé, malgré les conclusions formelles prises au nom de l'accusé, de soumettre au jury la double question spéciale et complexe de savoir si l'accusé avait agi ou non dans l'exercice de ses fonctions, et avec ou sans motifs légitimes. L'arrêt de la Cour d'assises, en se fondant sur ce qu'il était suffisamment satisfait à la réquisition de l'accusé par la position de la question de provocation, violait expressément la loi[3]. Mais, et cela me paraît parfaitement juridique, on ne saurait refuser à l'accusé fonctionnaire, qui la réclame, la position de la question d'excuse tirée de la provocation. On ne saurait confondre cette excuse, qui n'a d'autre effet que d'atténuer la peine, avec la légitimité du motif qui

---

(1) Cass., 26 décembre 1856 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.* 639.

(2) Cass., 5 décembre 1822, — intérêt de la loi — (M. Rataud, rapp.), *Bull.* 514; — 14 octobre 1825 (M. Bernard, rapp.), *Bull.* 573.

(3) Cass., 14 janvier 1869 (M. Salneuve, rapp.), *le Droit*, n° du 15 janvier.

entraîne virtuellement l'acquittement de l'accusé (1).

2861. *Espèces dans lesquelles il n'y a pas excuse.* — Indiquons à présent les faits auxquels la jurisprudence a refusé le caractère d'excuses légales.

L'état d'*ivresse*, étant un fait volontaire et répréhensible, ne peut jamais constituer une excuse que la morale et la loi permettent d'accueillir (2) ;

Dans une accusation de *meurtre*, on ne saurait admettre pour excuse l'imputation verbalement faite à l'accusé d'un délit prouvé constant par un jugement passé en force de chose jugée (3) ;

En matière d'*émission de fausse monnaie*, l'excuse légale repose tout entière sur cette circonstance que l'accusé a *reçu pour bonnes* les pièces fausses qu'il a remises en circulation. Pour obliger la Cour à poser la question d'excuse, il faut donc que l'accusé propose nettement et expressément cette circonstance. Si donc, sans alléguer qu'il a reçu les pièces pour bonnes, il se borne à demander que le jury soit interrogé sur le fait isolé de savoir s'il a fait usage de ces pièces après en avoir vérifié les vices, il ne propose pas le fait constitutif de l'excuse : en ce cas, la Cour peut refuser de poser la question qui « est indifférente dans son rapport avec l'art. 135 du Code pénal » (4) ;

En matière d'*évasion de détenus*, le fait que le gardien

---

(1) Cass., 30 janvier 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*51 ; — 1er octobre 1835 (M. Ricard, rapp.), cité au n° 2841.

(2) Cass., 7 prairial an IX (M. Schwendt, rapp.), *Bull.*350 ;—15 thermidor an XII (même rapp.), *Bull.*296 ; — Rej., 19 novembre 1807 (M. Lombard, rapp.), *Pal.*1807.349 ;—22 août 1811 (M. Bauchau, rapp.), DALLOZ, n° 2668 ; — 2 octobre 1812 (M. Vantoulon, rapp.), *Pal.*1812, 732 ; — 18 mai 1815 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1815.734 ; — Cass., 23 avril 1824 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*175.

(3) Cass., 27 février 1813 (M. Oudart, rapp.), *Bull.*98.

(4) Rej., 26 décembre 1823 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1823.289 ; — Règl. de juges, 3 mars 1842 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*62.

n'est coupable que de négligence n'est point un fait qualifié d'excuse par la loi : « ce n'est qu'une circonstance qui modifie le caractère du fait principal d'évasion » (1);

L'*interdiction* prononcée par les tribunaux civils pour cause d'imbécillité, démence ou fureur, relative seulement aux actes de la vie civile, ne caractérise pas la démence au point de vue criminel, et, du reste, elle n'est point un moyen d'excuse devant la Cour d'assises (2).

2862. La disposition générale de l'art. 321 du Code pénal, d'après laquelle le meurtre est excusable, lorsqu'il a été provoqué par des violences graves envers les personnes, « n'est point applicable au *meurtre commis par l'un des époux sur l'autre* ; aux termes de l'art. 324, même Code, il n'y a d'excuse légale pour un tel crime que si la vie de l'époux qui a commis le meurtre a été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu ; et cette disposition spéciale de l'art. 324 doit atteindre également l'époux qui est l'auteur du meurtre, et celui qui s'en est rendu complice en aidant et assistant l'auteur de ce même crime dans les faits qui l'ont préparé, facilité et consommé. » — En conséquence on rejette avec raison, comme n'étant pas admissible et légale, l'excuse que l'époux complice du meurtre de son conjoint voudrait puiser dans

---

(1) Rej., 19 avril 1819 (M. Busschop, rapp.), *Pal.* 1819.218. — NOTA. Cette décision ne me satisfait pas : la loi ne qualifie pas, dans l'espèce, la négligence d'excuse légale ; mais, d'une part, « on doit inférer de l'art. 65 du Code pénal que tout fait prévu par la loi, et qui est de nature, lorsqu'il aura été déclaré constant, à permettre au juge d'appliquer à l'accusé une peine moins rigoureuse, constitue, dans le sens légal, un fait d'excuse ».—Cass., 24 avril 1841 (M. Dehaussy, rapp.), cité au n° 2852 ; — d'autre part, selon l'art. 239, en cas de connivence, il y va de la réclusion, et, quand il n'y a que négligence, la peine n'est plus que l'emprisonnement. Si donc le gardien est accusé de connivence, la négligence, devant atténuer la peine, devient pour lui une véritable excuse.

(2) Rej., 5 septembre 1828 (M. Choppin, rapp.), *Pal.* 1828.270.

le fait de violences qui auraient été exercées par la victime [1].

2863. La circonstance que des crimes de *vol*, de *séquestration* et de *meurtre* auraient été commis en Espagne, ne constitue pas une excuse légale, mais un moyen d'incompétence ou d'application de la peine. En conséquence, « cette circonstance ne rentre pas dans la catégorie de celles que le président de la Cour d'assises est tenu, à peine de nullité, de poser lorsque l'excuse légale a été invoquée » [2].

2864. La Cour d'assises ne fait qu'user du droit d'appréciation qui lui appartient, lorsque, en matière d'*assassinat*, elle refuse de poser la question subsidiaire de coups et de blessures. « Cette question ne portait pas sur un fait admis par la loi comme constituant une excuse ; il n'en résultait qu'une simple modification du fait qui servait de base à l'accusation, et, dès lors, en décidant que le débat avait laissé subsister cette accusation telle que l'avait qualifiée l'arrêt de renvoi, » la Cour a dû rejeter la question proposée sans violer les dispositions de l'art. 339 du Code d'instruction criminelle [3]. « La question de coups et blessures volontaires aurait pu, sans doute, être posée par le président des assises comme question subsidiaire et résultant des débats ; mais la Cour ne pouvait être tenue de la soumettre au jury » à titre d'excuse légale dont elle n'avait pas le caractère [4].

La question de savoir si la *tentative de meurtre* imputée à l'accusé était le résultat de sa maladresse ou de

---

(1) Rej., 19 janvier 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.38. 1.126.

(2) Cass., 10 août 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*395 ;— Rej., 7 mai 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*167.

(3) Cass., 9 juillet 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*276.

(4) Rej., 29 juin 1854 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*358.

son imprudence, n'avait pas pour objet un fait d'excuse ; par suite, la Cour n'était pas tenue de la poser au jury (1).

2865. En matière de *suppression d'enfant* on ne saurait considérer comme une excuse la non-viabilité de l'enfant : « si cet enfant est *mort-né*, il en résulte, non que le crime de suppression est excusable, mais que ce crime n'existe pas. » En conséquence, c'est avec raison que la Cour d'assises a, malgré la réquisition de l'accusé, refusé de poser à cet égard une question spéciale (2).

2866. Dans une accusation de *pillage* et de dégâts commis en réunion et à force armée, le fait d'avoir été *entraîné* par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, ne peut être valablement présenté comme un cause d'excuse légale. « Attendu qu'en effet, on ne peut considérer comme question d'excuse dans le sens des art. 65, Code pénal, et 339, Code d'instruction criminelle combinés, que celle dont la solution favorable a pour conséquence *forcée*, soit la dispense, soit une modification de la peine et qui, ainsi résolues, forment une déclaration de *fait* irréfragablement acquise à l'accusé, obligeant le juge *du droit* dans l'application qu'il doit faire de la loi pénale ; — Attendu que l'art. 441 du Code pénal autorise seulement la Cour d'assises, dans le cas qu'il prévoit, à diminuer la peine d'un degré, lui donnant également la faculté, suivant les circonstances, de ne tenir aucun compte de la solution favorable donnée à cette question ; — Attendu, dès lors, que le cas prévu par l'art. 441 ne réunit pas les caractères constitutifs de l'excuse légale et ne peut lui être assimilé (3).

2867. Le défenseur de l'accusé, en provoquant la

---

(1) Rej., 9 novembre 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 397.
(2) Rej., 26 juillet 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 268.
(3) Cass., 14 décembre 1850 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 617.

position d'une question d'excuse, ne négligera pas de reproduire dans ses conclusions le texte même de la loi, ou, tout au moins, d'employer des expressions équivalentes. Si sa formule ne renfermait pas les caractères légaux, il s'exposerait au légitime rejet de sa demande. Par exemple : est-ce un mari qui ayant homicidé sa femme et son complice, invoque le bénéfice de l'art. 324 du Code pénal ? Il faut mentionner, dans les conclusions que le meurtre a été commis à l'instant où les adultères ont été surpris en flagrant délit et dans la maison conjugale. — S'agit-il d'un meurtre, de blessures ou de coups, excusés par l'art. 321, même Code ? Il faut avoir le soin d'énoncer qu'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes (1). — Dans cette dernière espèce, substituer aux circonstances de provocation définies par l'art. 321, une provocation *par paroles et voies de fait*, ce n'est pas proposer une excuse légale. Des paroles plus ou moins vives, des voies de fait quelquefois légères, peuvent, en effet, ne pas être les violences graves envers les personnes qui constituent l'essence de l'excuse (2).

L'accusé prétendrait donc en vain que la Cour d'assises doit suppléer à l'insuffisance de la question d'excuse par lui proposée et la poser dans les termes légaux (3).

2868. Le fait que l'accusé aurait été créancier de la somme ajoutée au *mandat argué de faux* « n'aurait jamais pu être considéré comme une excuse de la falsification. » C'est donc à bon droit que le président s'est abstenu de soumettre cette articulation aux jurés (4).

---

(1) Cass., 7 février 1812 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 41.

(2) Rej., 22 janvier 1852 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.* 54, cité n° 2851. — Conforme : Rej., 19 mars 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 135, cité n° 2841, p. 264, note 4.

(3) Rej., 20 avril 1860 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.* 173.

(4) Rej., 6 octobre 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 573.

2869. N'est point une excuse légale du crime d'*infanticide*, le fait que l'auteur de la grossesse aurait fait subir à l'accusée, pour se rendre maître de sa personne, une violence grave au moment de la conception. Dès lors, la Cour d'assises peut, sans violer ni l'art. 321 du Code pénal, ni l'art. 339 du Code d'instruction criminelle, rejeter la demande tendant à la position d'une question au jury (1).

2870. L'excuse légale admise par l'art. 100 du Code pénal est inapplicable aux crimes d'attentat prévus par les art. 86, 87 et 91 du même Code. Ces crimes d'attentats sont, en effet, punissables alors même que le coupable aurait agi isolément et sans avoir fait partie d'une bande. L'article 100 « ne profite donc, dit un arrêt, qu'à la simple adjonction à une bande et ne s'étend pas à ceux qui, isolément ou dans une bande, se sont, par des actes personnels, constitués auteurs ou complices des attentats prévus par ces articles. » — J'ajoute que cette décision me paraît juridique, surtout parce que l'art. 100 n'amnistie qu'une seule chose, *le fait de sédition*, ce qui exclut évidemment les attentats contre l'Empereur et la paix publique. Dès lors, c'est avec raison que la Cour d'assises, se fondant sur ce que l'excuse est restreinte aux crimes prévus par les articles 96, 97 et 98, repousse cette question d'excuse (2).

2871. La menace de mort faite à un délinquant par des agents de la force publique dans le but de lui faire déposer l'arme dont il annonce l'intention de faire usage, ne constitue pas l'excuse de provocation admise par l'art. 321 du Code pénal; dès lors, la Cour d'assises peut re-

---

(1) Rej., 30 août 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*491, cité ci-dessus.

(2) Rej., 15 novembre 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*565. — Voir, en sens contraire, *suprà*, nos 2841 et 2857, l'arrêt du 22 août 1833.

fuser de poser cette question au jury. — D'ailleurs, l'accusé est sans intérêt pour se plaindre, puisque, cette question eût-elle été posée et résolue en sa faveur, la Cour d'assises n'aurait pu en faire aucune application, les violences commises sur les agents de la force publique, dans l'exercice de leurs fonctions, n'étant jamais excusées par la provocation (1).

2872. Le *faux témoignage* ne peut être excusé sous le prétexte que le témoin ne pouvait dire la vérité sans se nuire et sans s'exposer lui-même au danger d'une poursuite criminelle (2).

2873. Est nulle la réponse du jury à une question d'excuse lorsque, défavorable à l'accusé, elle ne mentionne pas qu'elle est faite à la majorité. — Jurisprudence constante, conforme à l'art. 347 du Code d'instruction criminelle (3).

2874. A plus forte raison, lorsque le jury a laissé sans

---

(1) Rej., 25 avril 1857 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*271.— Cité n° 2858.
(2) Rej., 15 mars 1866 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*119.
(3) Cass., 13 juin 1833 (M. de Crouzeilhes, rapp.), *Bull.*293 ;—14 novembre 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*529 ; — 6 octobre 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*395 ;—2 mai 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*263 ; —11 décembre 1845 (M. Brière, rapp.), *Bull.*561 ;—22 juin 1848 (même rapp.), *Bull.*278; — 14 juillet 1848 (même rapp.), *Bull.*302; — 27 septembre 1849 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*369; — 20 septembre 1850 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*475; — 5 juin 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*327; — 3 juillet 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*414; — 4 septembre 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*578;—24 août 1854 (à mon rapport), *Bull.* 435; — 14 septembre 1854 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*466 ; — 13 mars 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*170; — 19 mars 1857 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*174 ; — 27 août 1857 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*505 ;—20 juin 1861 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*216 ; — 18 décembre 1862 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*473 ; — 4 juin 1863 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*255 ;— 2 juillet 1863 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*308;—19 novembre 1863 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*451 ; —20 décembre 1866 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*456.

solution une question d'excuse, qui n'était pas implicitement résolue par les réponses faites aux autres questions, sa déclaration est incomplète et ne peut servir de base à une condamnation (1).

CHAPITRE II.

RÉDACTION, FORME MATÉRIELLE ET MODE DE POSITION DES QUESTIONS.

SECTION Ire.

Rédaction des questions.

§ 1er. — *Observations générales sur la rédaction des questions.*

Nº 2875. ***Modification des termes.*** — Le président peut, dans ses questions, modifier *les termes* de l'arrêt de renvoi, pourvu qu'il en reproduise la substance.

2876. La formule indiquée par les art. 337 et 338 du Code d'instruction criminelle, est purement énonciative et non limitative.

2877. Il en est de même de celle de l'art. 339.

2878. ***Changement d'ordre et de classification.*** — Le président peut changer *l'ordre* des questions : exemples.

2879. ***Division et décomposition.*** — Il peut les décomposer et *les diviser* : exemples.

2880. Mais il entache ses questions de nullité si, en les divisant, il dénature l'accusation : exemples.

2881. ***Etendue, additions.***—Le président peut donner à ses questions

(1) Cass., 26 juin 1845 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*336; — 26 mars 1846 (même rapp.), *Bull.*112; — 30 décembre 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*494; — 31 janvier 1857 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*67; — 23 avril 1857 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*263.

plus ou moins d'étendue et y faire certaines additions : exemples.

2882. *Précision, omissions ou retranchements.*—Il peut leur donner plus ou moins de précision et y faire certains retranchements ou omissions : exemples.

2883. *Résumé* des facultés reconnues au président dans la rédaction des questions.

2884. *Equipollents :* analyse de nombreuses espèces.

2885. Equipollents valables quand, au lieu d'employer le terme défini, le président se sert de la définition légale : exemples.

2886. Méthode inverse consistant à substituer le terme défini à la définition elle-même : exemples.

2887. Expressions imparfaites ne pouvant être réputées des équipollents : analyse de nombreuses espèces.

2888. Exemples de questions rédigées avec une surabondance ridicule et dangereuse.

2889. Questions dans lesquelles ont été employées des expressions légales, mais en contradiction les unes avec les autres.

2875. *Modifications des termes.* — Dans les questions, il faut soigneusement distinguer le fond et la forme.

Le fond, le président l'emprunte au dispositif de l'arrêt de renvoi qui détermine l'objet de la poursuite, et au résumé de l'acte d'accusation qui, mettant cet arrêt en mouvement, en doit être la fidèle reproduction. Dès lors, — et sauf les modifications engendrées par les débats sur lesquelles je me suis expliqué, — il faut une identité absolue entre le fond des questions posées au jury et le fond de l'accusation décrétée par l'arrêt de renvoi.

Quant à *la forme,* il n'en est pas ainsi : la loi donne bien au président une formule toute faite ; mais ce n'est qu'un cadre qu'on lui laisse le soin de remplir suivant la nature particulière du crime poursuivi. — L'arrêt de renvoi et le résumé de l'acte d'accusation lui fournissent bien également leur formule, qui a été combinée spécialement en vue du fait déféré aux assises ; mais leurs expressions, qui n'ont rien de sacramentel, ont quelquefois besoin de modifications dont les débats ont démontré la convenance.

La justice n'aurait-elle pas à souffrir si le président, qui a pour devoir d'arriver à la manifestation de la vérité, n'avait pas le pouvoir de préciser et de rendre clair ce qui est diffus ou obscur?

Dans la rédaction des questions, le président n'est donc pas absolument lié ni par la formule de la loi, ni par la rédaction de l'arrêt de renvoi ou du résumé de l'acte d'accusation. Certes, selon l'expression de Treilhard au Conseil d'État, en 1808, ces deux actes sont des régulateurs, mais cela doit être entendu des choses et non des mots qu'ils contiennent; et, de la nécessité de reproduire ces choses, on ne saurait conclure à la nécessité que la formule soumise au jury soit la reproduction littérale de leurs termes. Rédigées en termes équipollents, reproduisant exactement la substance de l'arrêt de renvoi, conservant à l'accusation son intégrité, les questions sont à l'abri de tout reproche. — Si le fond doit être identique, la forme peut varier.

2876. Affirmant constamment cette règle, la jurisprudence a décidé: que les art. 337 et 338 du Code d'instruction criminelle ne sont qu'indicatifs du mode selon lequel les questions doivent être posées; que leur formule, simplement démonstrative, réglementaire, indicative, n'a aucune portée exclusive ou limitative ou irritante; que, par conséquent, l'emploi d'un mode ou de termes autres que ceux de l'arrêt de renvoi n'entraîne aucune nullité, pourvu que le fait et toutes ses circonstances y soient exposés de manière à déférer à la délibération du jury tout ce qui est l'objet de l'accusation. On lit notamment dans un des arrêts dont nous donnons la nomenclature, dans celui du 12 mars 1831: « s'il est plus régulier de présenter d'abord la question dans les termes employés par l'accusation, et, subsidiairement, la question modifiée par les débats, cependant on doit reconnaître que les Cours d'assises ne sont

point liées à cet égard par la qualification que contiennent des faits, le dispositif de l'arrêt de renvoi et le résumé de l'acte d'accusation quand la question par elles posée reproduit ces faits substantiellement[1]. »

2877. Ce que l'on dit des art. 337 et 338, il faudrait également le dire de l'art. 339, relatif à la position des questions sur les excuses légales. Ici encore, le président qui, à peine de nullité, est obligé de poser la question d'excuse requise par l'accusé, n'est pas rigoureusement renfermé dans une formule étroite qu'il doive littéralement transcrire[2]. Il ne lui serait pas interdit d'employer des expressions analogues, ayant la même portée légale.

2878. *Changement d'ordre et de classification.* — Si le

---

(1) Cass., 6 février 1812 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1812.99 ; — Rej., 17 décembre 1812 (même rapp.), *Pal.*1812.896, cité au n° 2688 ; — 12 février 1813 (M. Liborel, rapp.), *Pal.*1813.128 ;—18 mai 1815 (M. Aumont, rapp.), *Pal.* 1815.734 ; — 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *ibidem*, 174 ;—15 février 1816 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2699 ; — 6 août 1816 (M. Rataud, rapp.), *Pal.*1816.577 ;—31 janvier 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*21 ; — 3 octobre 1817 (même rapp.), *Bull.*235 ;—16 janvier 1818 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*16 ;—6 février 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*57 ;—16 avril 1818 (même rapp.), *Bull.*163 ;—4 juin 1818 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*226 ; — 13 août 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*368 ;—3 février 1821 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.*1821.359 ;—19 avril 1821 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*167 ; — 29 mai 1824 (M. d'Aubers, rapp.), DALLOZ, n° 2720 ; — Cass., 3 février 1826, —intérêt de la loi — (M. Gary, rapp.), *Bull.*68 ; — 18 mars 1826 (M. Bernard, rapp.), *Bull.* 138 ; — Rej., 12 novembre 1829 (M. de Chantereyne, rapp.), S.-V.30.1.356 ;—12 mars 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*98 ; — Cass., 29 avril 1831 (M. Dupaty, rapp.), *Pal.*1831.1528 ; D.P.31.1.184 ;—Rej., 22 septembre 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.*1831.253 ; — 6 juillet 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 2720 ; — 17 mars 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*96 ; — 9 novembre 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*455 ; — 27 avril 1849 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*154 ; — Cass., 17 septembre 1863 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*416.

(2) Rej., 26 mai 1815 (M. Oudot, rapp.), DALLOZ, n° 2694.—NOTA. Cet arrêt a été rendu sous le Code de 1810, avant la révision de 1832, mais sa décision me paraît encore bonne à signaler.

président a la faculté de modifier les termes, à plus forte raison peut-il, se bornant à changer la classification, poser les questions « *dans l'ordre* qu'il juge le plus utile à la manifestation de la vérité et au triomphe de la justice : il ne saurait résulter de la classification par lui adoptée une ouverture à cassation, quand il s'est renfermé surtout dans les limites de l'acte d'accusation et des débats[1]. » — Par exemple, il peut présenter la question de complicité, avant celle relative au fait principal[2]; — Il peut aussi, lorsque l'accusation comprend plusieurs crimes, intervertir l'ordre suivi par l'arrêt de renvoi, et régler, comme il le juge convenable, l'ordre suivant lequel chacun des crimes sera présenté à la délibération des jurés[3].

2879. *Division, décomposition des questions.* — Et, non-seulement le président peut modifier les termes et l'ordre des questions, mais encore il lui est loisible, s'il pense que cela est utile, *de diviser* ces questions, par exemple, là où il y a une question unique, d'en formuler plusieurs. — Un arrêt pose ainsi cette règle : « La loi ne défend pas de diviser le fait criminel en ses éléments; le président de la Cour d'assises a, dans l'intérêt de la justice, toutes les fois que cette division peut faciliter la délibération du jury, le droit de séparer en des questions distinctes les circonstances d'un même fait. Il peut donc, sans contrevenir aux art. 337 et 345 du Code d'instruction criminelle, poser d'abord une question sur le fait principal, puis une

---

(1) Cass., 8 avril 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 224; — Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), D.r. 37.1.473; *Pal.* 1838.1.37; — 26 décembre 1839 (M. Isambert, rapp.); DALLOZ, n° 2698.

(2) L'arrêt du 8 avril 1830.

(3) Rej., 13 fructidor an VI (M. Gohier, rapp.); DALLOZ, n° 2689. — NOTA. Quoique cet arrêt ait été rendu sous le Code de brumaire an IV, sa décision serait encore suivie.

question sur la complicité[1]. » — Un autre arrêt, fortement motivé, avait déjà consacré ce principe, en ayant le soin de tracer les conditions d'une division licite. On y lit : « Aucun article de loi ne prescrit, pour la position des questions, une formule de laquelle on ne puisse s'écarter à peine de nullité. Aucun texte n'empêche de diviser la question résultant de l'arrêt de renvoi, pourvu qu'il n'y ait pas substitution ou addition d'un fait principal nouveau au fait principal poursuivi; pourvu que les diverses questions, ou fractions de questions, à résoudre, rentrent dans la question unique résultant de l'arrêt de renvoi; pourvu, enfin, que la division ne dégénère point en une entrave mise à la liberté, à la latitude de la défense[2]. »

« Ainsi, dans une poursuite pour tentative de meurtre volontaire, au lieu de résumer l'accusation en une question unique, le président crut devoir la décomposer au moyen de quatre questions conçues en ces termes : « Michel Rietsch, accusé, est-il coupable d'avoir *donné un coup de couteau* à Caroline Rietsch, sa fille, dont elle a été atteinte au-dessus du sein? — Est-il coupable d'avoir donné ce coup de couteau *volontairement*? — Est-il coupable d'avoir donné ce coup de couteau avec *préméditation*? — Est-il coupable d'avoir donné ce coup de couteau *dans l'intention de tuer* sa fille? — Pourvoi du procureur général, fondé sur ce que les questions n'avaient point été posées conformément à l'acte d'accusation et sur ce que le fait retenu par l'arrêt de renvoi avait été altéré et différemment qualifié par la position des questions. — Rejet[3]. Ce qu'on a dit en 1817, on le jugeait de nouveau en

---

(1) Rej., 1er mars 1866 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.* 90; — Conformes : 26 avril 1822 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, nº 2799; — 1er décembre 1866 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.* 433.

(2) Rej., 20 juin 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 252.

(3) 14 février 1817 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.* 29.

1841. — Tandis que l'arrêt de renvoi énonçait simplement une accusation d'*homicide volontaire*, le président, opérant la division, posa les questions suivantes : 1° L'accusé est-il coupable d'avoir volontairement porté des coups et fait des blessures? 2° Ces coups et blessures volontaires ont-ils causé la mort? 3° Ont-ils été faits dans l'intention de donner la mort? — La Cour de cassation n'a rien vu d'irrégulier dans cette division et dans ce mode de position des questions (1). — De même, « en soumettant séparément au jury la double question confondue dans le résumé de l'accusation, si Silvestre Tronc était coupable : 1° d'avoir volontairement et avec préméditation et conjointement avec d'autres individus, homicidé les nommés Rouvière, Cartier et Carle; 2° d'avoir *au moins* avec connaissance aidé et assisté les auteurs de ces homicides dans les faits qui les ont préparés ou facilités, ou dans ceux qui les ont consommés, le président de la Cour d'assises, loin d'avoir excédé les bornes de son pouvoir et violé aucune loi, s'est, au contraire, exactement conformé à la lettre et à l'esprit des art. 337 et 338 du Code d'instruction criminelle (2). »

Le président peut soumettre au jury deux questions distinctes sur le fait unique du vol incriminé et qu'il divise (3). — Comme aussi il a le droit de « poser d'abord une question sur le fait principal de vol, puis une question sur la complicité (4). » — De même, dans une accusation de vol avec violences, il peut détacher de la question principale de vol le fait des violences dont il forme

(1) Rej., 24 juillet 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 356.

(2) Rej., 27 septembre 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 2731; — 4 juin 1840 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2820.

(3) Rej., 17 mars 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), cité n° 2876.

(4) L'arrêt du 1er mars 1866 qui vient d'être cité, n° 2879.

une question spéciale et séparée (1). — De même, « en formant l'objet de deux questions séparées de deux circonstances du fait imputé, réunies dans l'acte d'accusation, il a rendu plus facile la réponse du jury, sans changer la nature de l'accusation, ni contrevenir aux dispositions de la loi (2). »

Il convient, même lorsqu'un crime est qualifié par une expression dont les jurés pourraient ignorer le sens légal, que le président décompose la question de manière à les interroger sur chacun des faits éléments du crime. — Spécialement, au lieu de demander au jury si l'accusé est coupable de *meurtre*, il peut, empruntant à l'art. 295 du Code pénal sa définition, demander si l'accusé est coupable d'*homicide commis volontairement* (3). — Il est bien évident que le mot *meurtre* étant également employé par la loi, le président pourrait, à l'inverse, substituer ce mot aux expressions : *homicide volontaire* (4).

Il est même des cas, — par exemple en matière de viol, — où, pour fixer sans complexité les époques principales des viols et des attentats à la pudeur, l'âge et l'état de la victime à ces diverses époques, la division est, non-seulement licite, mais encore rigoureusement nécessaire (5). Au surplus, quand, en cette matière, la division est simplement utile à la manifestation de la vérité, rien n'en interdit la faculté au président (6).

Quoique le parricide soit un crime spécial et distinct

---

(1) Rej., 10 décembre 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 440; — 24 décembre 1863 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 504.

(2) Rej., 2 septembre 1830 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2828.

(3) Cass., 20 juin 1823 (M. Chasle, rapp.), *Bull.* 252.

(4) Rej., 13 janvier 1820 (M. Aumont, rapp.); DALLOZ, n° 2750.

(5) Rej., 22 décembre 1842 (M. Romiguières, rapp.); *Bull.* 520.

(6) Rej., 1er décembre 1866 (M. Perrot de Chézelles, rapp.); *Bull.* 433; cité n° 2879.

de l'homicide volontaire et que le rapport de filiation qui unit l'auteur du crime à la victime ne forme pas une circonstance aggravante du meurtre, mais bien un élément constitutif d'un crime différent, le président, séparant les deux éléments de la criminalité, peut les soumettre au jury au moyen de deux questions distinctes mais principales. En agissant ainsi, il ne porte aucun préjudice à la défense et ne viole aucune loi (1). — Mais sous les lois qui établissaient une majorité différente pour le fait principal et les circonstances aggravantes, — les lois du 4 mars 1831 et le décret du 18 octobre 1848, — on ne pouvait, sans nullité, transformer une circonstance constitutive en une circonstance aggravante, par exemple, dans une accusation de parricide, la relation de paternité ou de filiation, entre la victime et l'accusé. — En ce cas, en posant une seule question sur le crime et sur la relation de filiation, loin d'établir une complexité prohibée, cette question unique était l'exécution littérale de l'art. 337 du Code d'instruction criminelle : en agissant d'une manière inverse, on le violait (2).

2880. Néanmoins si, en décomposant et divisant les questions, le président change le caractère de l'accusation, alors il excède les limites de son pouvoir. Ainsi, lorsque, d'après l'arrêt de renvoi, l'accusé est poursuivi en raison d'un fait d'incendie consistant : « à avoir volontairement mis le feu à des récoltes placées de manière à communiquer l'incendie à un édifice non habité, ni servant à l'habitation, et qui ne lui appartenait pas, » on ne peut décomposer cette question en deux, l'une relative au fait

---

(1) Rej., 22 septembre 1842 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 373; — 24 mars 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 165; — 6 août 1863 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 367.

(2) Cass., 19 avril 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 201.

principal de savoir si les récoltes n'appartenaient pas à l'accusé, l'autre relative à la circonstance aggravante de savoir si les récoltes étaient placées de manière à communiquer l'incendie à un édifice d'autrui. — Ici la division arrive à confondre les divers paragraphes de l'art. 434 du code pénal ; elle modifie l'accusation et la nature du crime, et elle présente comme circonstance aggravante ce qui constituait le fait principal (1). — De même, dans une accusation de complicité de vol, l'arrêt de renvoi, après l'énumération du fait principal et de ses circonstances aggravantes, formulait en une seule question la complicité résultant, soit de l'aide et de l'assistance, soit du recel, et reliait ces deux derniers chefs au fait de vol précédemment énoncé. Dans la série des questions soumises au jury ces chefs de complicité furent divisés en deux questions : dans la première, relative à l'assistance, on se référait au fait principal en disant : complices *de ladite soustraction*, et le jury porta, à cet égard, une réponse négative. Au contraire, relativement au recel, la question fut rédigée en ces termes : lesdits accusés sont-ils coupables d'avoir sciemment recélé tout ou partie des susdits objets soustraits frauduleusement? Ici il n'y avait plus aucune référence au fait principal et aux circonstances aggravantes qui lui donnaient le caractère d'un crime. L'accusation était donc dénaturée ; « la réponse affirmative du jury établissait seulement le fait correctionnel du recel de tout ou partie des produits d'une soustraction frauduleuse. » En conséquence, cassation et, sur ce point, l'accusation n'étant pas purgée, renvoi devant une autre Cour d'assises (2).

(1) Cass., 9 janvier 1845 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.* 15; — 14 janvier 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 9.

(2) 9 juin 1831 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 234.

2881. *Etendue, additions.* — Le président peut, en outre, pourvu qu'il reproduise substantiellement tous les faits contenus dans l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation; donner *plus ou moins d'étendue* à ses questions.

Il peut donc introduire dans les questions des mentions qui ne se trouvent pas dans le résumé de l'acte d'accusation. En ce cas, conformément à la règle qui dispense les questions de toute formule sacramentelle et qui prescrit seulement la reproduction substantielle des circonstances constitutives ou aggravantes du crime, l'addition ne vicie que si elle altère et dénature l'accusation (1). — Notamment, pour obtenir plus de clarté, il peut faire des additions à l'arrêt de renvoi, toujours à la condition que, n'apportant à cet arrêt aucune altération réelle, il en reproduise les éléments légaux (2).

Exemples :

Si, en matière de faux, les questions présentent des circonstances non spécifiées dans le résumé de l'acte d'accusation, et si cette spécification était nécessaire pour déterminer soit les divers genres de coopération au crime, soit la complicité, « ce mode de position des questions, loin de renfermer aucune violation de la loi, a, au contraire, rempli l'objet, en concourant à faciliter au jury les moyens de rendre, sur les divers caractères de culpabilité des accusés, une déclaration claire et catégorique (3). »

Dans une accusation d'usage de faux, l'arrêt de renvoi énonçait qu'il y avait présomption suffisante contre Lion Haas « d'avoir sciemment fait usage du faux billet à ordre, « en le négociant au sieur Couturier, le 9 mars 1830. »

---

(1) Rej., 2 septembre 1830 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1830.792; D.P. 30.1.364; — Cass., 29 avril 1831 (M. Dupaty, rapp.), *Pal.* 1831.1528; D.P. 31.1.184.

(2) Rej., 7 mai 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.* 238.

(3) Rej., 3 octobre 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 235.

Le résumé de l'acte d'accusation disait de son côté : « En conséquence, Lion Haas est accusé d'avoir sciemment fait usage du billet faux dont s'agit, sachant qu'il était faux. » — Le président, en interrogeant le jury, crut devoir donner plus d'étendue à la question d'usage : il y inséra les circonstances relatives au fait principal et qui établissaient la fausseté du billet à ordre. Et il posa cette question en ces termes : « Lion Haas est-il coupable « d'avoir sciemment fait usage du billet dont il s'agit, « *en le passant à l'ordre du sieur Coutürier, pour une somme* « *de* 376 *francs, sachant qu'il ne devait porter que* 76 *francs* « *et que les mots trois cents y avaient été insérés frauduleuse-* « *ment?* » — Sur le pourvoi du condamné, la Cour de cassation a déclaré que, loin d'avoir violé les art. 337 et 338, Code d'instruction criminelle, le président en a fait, au contraire, une juste application (1). — Dans une autre poursuite relative à un faux, le président divisa les questions et y ajouta les circonstances de fait qu'impliquait la qualification de faux en écriture de commerce et qui, non mentionnées dans l'arrêt de renvoi, résultaient de l'article de loi auquel cet arrêt se référait. La régularité de cette addition a été reconnue par la Cour de cassation (2). — En même matière, les additions faites par le président n'ayant apporté aucune altération à l'arrêt de renvoi et n'ayant eu « d'autre objet et d'autre résultat que de rendre les éléments du fait plus clair aux yeux du jury, » ont été parfaitement régulières (3). — En ajoutant la qualité commerciale *et compagnie* omise dans l'arrêt de mise en accusation dans un crime de faux, le président fait une addition qui rentre dans son droit et qui est présumée

(1) Rej., 2 avril 1831 (M. de Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 145.
(2) Cass., 16 juillet 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 344.
(3) Rej., 7 mai 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.* 238.

être résultée des débats (1). — En insérant dans les questions la circonstance que les faux auraient eu pour but *une spéculation*, mot qui ne se trouvait pas dans l'arrêt de renvoi, mais qui n'en modifiait nullement les éléments, le président « ne faisait que remplir les devoirs à lui imposés par la loi (2). »

Alors que l'arrêt de renvoi indique qu'un complot a été tramé en 1832, les questions ont pu énoncer que la date est de 1831 et de 1832. L'addition de l'année 1831, qui n'est pas irrégulière, « doit être présumée avoir résulté des débats (3). »

Si, dans le dispositif de l'arrêt de renvoi et dans le résumé de l'acte d'accusation, il n'est point dit que c'est avec connaissance que le complice a aidé et assisté l'auteur principal, et si cette circonstance ressort cependant de la qualification donnée aux faits par cet arrêt qui vise l'art. 60 du Code pénal, le président ne viole aucune loi en ajoutant dans la question ces mots : *avec connaissance* (4).

Dans une accusation de meurtre et de vol qui aurait été commis conjointement par plusieurs individus, le président a pu joindre au mot *conjointement* ces mots : *et de complicité*. « Dans ces circonstances, ces mots *et de complicité* ne changeaient point la substance et n'altéraient en aucune sorte la nature des faits : ils ne signifiaient autre chose que simultanément, concurremment, de concert, en participation ; et leur addition à ce mot *conjointement* n'ajoutant rien de substantiel aux questions posées au jury,

---

(1) Rej., 14 avril 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 197, cité n° 2681, p. 99.
(2) Rej., 24 janvier 1856 (même rapp.), *Bull.* 60.
(3) Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 577.
(4) Rej., 4 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 11.

ne pouvait dénaturer le sens de ces questions et en faire prononcer la nullité (1). »

Dans une accusation de l'attentat à la pudeur prévu par le § 2 de l'art. 331 du Code pénal, la question est régulière lorsqu'elle comprend les trois éléments constitutifs du crime, à savoir : la qualité d'ascendant, l'état de minorité de la victime, et sa non-émancipation par mariage; peu importe qu'après avoir mentionné que la victime était âgée de moins de quinze ans, le président, pour expliquer qu'elle n'était pas émancipée par mariage, ait ajouté ces expressions : *par conséquent*, qui n'étaient pas de nature à induire le jury en erreur (2).

Lorsque l'arrêt de renvoi déclare que l'individu accusé d'attentat à la pudeur a *été aidé par un tiers*, sans ajouter les mots ; *dans son crime*, cette énonciation caractérise clairement l'assistance réelle qui constitue, non pas la simple complicité de l'art. 60 du Code pénal, mais la circonstance aggravante prévue par l'art. 333 du même Code. Dès lors, le président a pu, sans changer en rien le caractère de l'accusation, ajouter les mots dont il s'agit et poser ainsi la question au jury : *a-t-il été aidé* DANS SON CRIME *par*..... (3)?

A fortiori, le président n'entache pas sa question quand il y introduit un mot surabondant et qui résulte virtuellement de la nature de l'accusation. Ainsi, dans une accusation d'empoisonnement, qui implique nécessairement la volonté coupable, ajouter le mot *volontairement* qui ne modifie pas les conséquences légales et ne préjudicie en rien aux droits de l'accusé, ce n'est pas violer l'art. 337 du Code d'instruction criminelle (4).

---

(1) Rej., 8 mars 1838 (M. Meyronnet St-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 2723.
(2) Cass., 4 janvier 1866 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 4.
(3) Rej., 17 avril 1857 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.* 252.
(4) Rej., 20 mars 1862 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 126, cité n° 2710.

2882. *Précision, omissions ou retranchements.* — Je viens de prévoir le cas où le président a fait quelques additions : voyons ce qui a lieu quand il procède, au contraire, par voie *de retranchement et d'omission.*

En règle générale, le président peut aussi donner à ces questions *plus ou moins de précision.* — Si, par oubli, ou pour plus de clarté, le président omet certains détails, certaines indications, qui se trouvaient énoncés dans l'arrêt de renvoi, il n'encourt pas de nullité si les questions, reproduisant la substance de l'accusation, expriment exactement toutes les circonstances caractéristiques du crime poursuivi.

Décidé en ce sens :

Que lorsque le président demande au jury si l'accusé est coupable de vol de fourrage *exposé dans un champ*, il n'y a pas de nullité, parce qu'il a supprimé les mots *sur la foi publique* mentionnés dans le résumé de l'acte d'accusation (1);

Que l'omission d'un simple mot, qui n'altère en rien l'accusation, ne vicie pas la question. « Attendu, dit un arrêt, que la question a été posée dans les termes de l'acte d'accusation, conformément au dispositif de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises, sauf l'omission de l'adverbe *ainsi* ; que cette omission ne tirait à aucune conséquence dans l'espèce, et ne changeait aucunement le sens de la phrase (2); »

Que, en matière de faux, la question d'usage se bornant à qualifier les pièces arguées d'écritures de commerce, sans mentionner les circonstances particulières qui leur donnaient ce caractère, est régulière, si elle vient à la suite d'une question principale indiquant ces circonstances.

(1) Rej., 6 février 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 57.
(2) Rej., 28 juin 1832 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 336.

En ce cas, la question d'usage se réfère à la question antérieure et s'en approprie les spécifications[1]. Mais si le président supprime, dans la question principale, les faits qui caractérisaient le faux en matière de commerce, cette suppression, portant sur des éléments constitutifs du crime, entraîne la nullité de la question[2];

Que, dans une complicité *par instructions* pour commettre le crime, il ne résulte aucune nullité de ce que le mot : *frauduleusement*, qui se trouvait dans l'acte d'accusation et dans l'arrêt de renvoi, a été supprimé dans la question soumise au jury. Dans le cas particulier, la suppression de ce mot n'empêchait pas le jury « de s'expliquer nettement et sur la matérialité du fait et sur l'intention criminelle de l'auteur de ce fait[3]; »

Que, en matière de faux serment, si la question présente les éléments du crime, il n'est pas nécessaire, pour être régulière et complète, qu'elle reproduise tous les faits dans lesquels l'arrêt de renvoi avait circonscrit l'accusation. Il suffit qu'elle contienne la reproduction des faits qui sont constitutifs ou aggravants[4].

2883. *Résumé des facultés reconnues au président dans la rédaction.* — L'arrêt du 3 décembre 1836, au rapport de M. Vincens-Saint-Laurent, cité *suprà*, n° 2878, résume toutes les facultés accordées aux présidents d'assises dans les termes suivants qui me paraissent le dernier mot du principe : « Attendu que si le président, en posant les questions, au lieu de les copier littéralement dans le résumé de l'acte d'accusation, les a présentées dans un ordre dif-

---

(1) Rej.; 4 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 361; voir *suprà*, n° 2717.

(2) Cass., 9 septembre 1837 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*348, cité au n° 2715.

(3) Rej., 21 août 1845 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*432.

(4) Cass., 5 juillet 1861 (M. Rives, rapp.), *Bull.*239.

férent, en a divisé plusieurs, et a modifié quelquefois leur rédaction, il n'a fait en cela qu'un usage légitime de son pouvoir, puisque, entre les faits soumis au jury et ceux qui résultent de l'arrêt de renvoi, il n'existe aucune différence essentielle et propre à dénaturer l'accusation[1]. »

2884. *Équipollents.*—Le principe étant ainsi dégagé, recherchons dans des espèces diverses, empruntées, en quelque sorte, à toutes les matières du droit pénal, des exemples d'équipollents rentrant dans les modifications licites et aussi des exemples d'expressions imparfaites qui imprègnent les questions de nullité.

On jugeait sous le Code de brumaire an IV que le mot *infanticide* compris dans le mot générique *homicide* sert avec précision à déterminer le meurtre d'un enfant nouveau-né[2]. — Aujourd'hui employé expressément par l'art. 300 du Code pénal, ce mot infanticide est l'expression légale.

Dans une accusation qualifiée de tentative de meurtre, c'est employer un équivalent valable que de demander au jury si l'accusé est coupable d'avoir *donné un coup de couteau dans le dessein de tuer*[3].

En matière d'attentat à la pudeur sur un enfant âgé de moins de quinze ans, l'accusation portait que le crime avait été *commis* : en posant la question au jury, le président énonça que le crime avait été *consommé ou tenté*. Ces dernières expressions, littéralement empruntées à l'art. 331 du Code pénal, ont été considérées comme des équipollents réguliers[4].

---

(1) Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), D.P.37.1.473, *Pal.* 1838.1.37.

(2) Rej., 15 pluviôse an VIII (M. Rudler, rapp.), DALLOZ, n° 2750.

(3) Cass., 14 février 1817 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 2714.

(4) Rej., 10 juillet 1817 (M. Aumont, rapp.), *Pal.* 1817.343.

L'art. 177 du Code pénal emploie certaines expressions pour caractériser la *corruption* des fonctionnaires publics : il n'y a pas nullité « si la question à laquelle se réfère la réponse du jury n'énonce pas le fait imputé dans les termes identiques de l'art. 177, mais emploie des expressions ayant évidemment le même sens(1). »

Quand la circonstance aggravante *de nuit*, portée dans le résumé de l'acte d'accusation, est présentée à la délibération des jurés, en d'autres termes, mais dans les éléments qui devaient la constituer, pas de nullité(2).

En matière de crime d'attentat à la pudeur sur une personne âgée de moins de quinze ans accomplis, la question par laquelle il est textuellement demandé au jury si l'accusé a commis le crime « de complicité avec un autre individu en s'aidant réciproquement et tour à tour à commettre cet attentat, emporte virtuellement avec elle que ledit attentat a été consommé ou tenté avec violence. » Ainsi, au moyen de cet équipollent, « la circonstance de la violence se trouve comprise de la manière la plus évidente dans la réponse du jury(3). »

Dans une accusation d'attentat à la pudeur, le président avait le droit de substituer, dans les questions, la qualité de *serviteur à gages*, à celle d'*ouvrier cordonnier* employée par le résumé de l'acte d'accusation. La question est, dans l'espèce, d'autant plus irréprochable que cette circonstance aggravante a été écartée par le jury(4).

Le terme *complices*, dont se sert l'art. 59 du Code pénal, est une expression générale qui embrasse tous ceux

---

(1) Rej., 2 janvier 1818 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 9.
(2) Rej., 16 juillet 1818 (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, nº 2721.
(3) Rej., 9 septembre 1824 (M. Brière, rapp.), DALLOZ, nº 2752.
(4) Rej., 10 décembre 1824 (M. d'Aubers, rapp.), *Pal.* 1824.1209 ; DALLOZ, nº 2721.

qui concourent à une action défendue par la loi pénale, soit qu'ils l'aient provoquée avec les circonstances énumérées dans l'art. 60, soit qu'ils l'aient préparée ou facilitée, soit qu'ils aient coopéré à la perpétration de l'action même et que, par là, ils s'en soient rendus coauteurs (1). »

Quand deux individus commettent un crime *conjointement*, ils en sont nécessairement coauteurs ; « il y a simultanéité d'action et d'assistance réciproque. » En conséquence, en matière de viol, celui qui est condamné pour avoir commis le crime conjointement avec un autre individu, est passible de la peine portée par l'art. 333 du Code pénal qui se sert de ces expressions équipollentes : *s'il a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes* (2).

Ne sont pas « sacramentels les mots de *préméditation* et de *guet-apens*, et, en se servant, au lieu de ces mots, dans la position des questions soumises au jury, de la définition que la loi en donne, ainsi qu'on s'en était servi dans l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises et dans le résumé de l'acte d'accusation, le président n'est pas contrevenu aux dispositions de la loi (3). »

La déclaration du jury portant que l'accusé est coupable d'avoir « *tenté de mettre volontairement le feu à des fagots entassés sous un hangar dépendant d'une maison habitée*, constitue identiquement le même crime que celui de *mettre le feu à des matières combustibles placées de manière à le communiquer elles-mêmes*. » En conséquence, la question ainsi posée, « loin de violer l'art. 434, § 7 du Code pénal, en a fait une juste application (4). »

---

(1) Rej., 24 août 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 731.

(2) Cass., 29 janvier 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 54. — Voir *suprà*, n° 2881, p. 302 et 303, une décision analogue.

(3) Rej., 28 mars 1829 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 188.

(4) Rej., 28 mai 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Pal.* 1830.516.

Il existe une identité complète entre les mots *vol* et *soustraction frauduleuse*. Dès lors, il importe peu lequel de ces mots a été employé, quoique celui qui a été adopté soit différent de celui qu'on lit dans le résumé de l'acte d'accusation. — Mais, si l'on se sert du mot soustraction, il faut demander si elle a été *frauduleuse* : le mot coupable ne suffirait pas. — Voir *suprà* n° 2695.

En matière de complot, avoir *participé* à une résolution d'agir concertée et arrêtée entre plusieurs personnes, c'est avoir fait partie de ces personnes, et, par conséquent, s'être rendu *coauteur* de cette résolution (1). »

Demander au jury si l'accusé est coupable d'avoir *pillé des objets mobiliers, en réunion ou bande et à force ouverte*, c'est employer des expressions équivalentes à celles de l'arrêt de renvoi qui met en accusation pour avoir *volé et pillé à main armée, en réunion de malfaiteurs armés* (2).

Dans une accusation qualifiée d'attentat tendant à changer le gouvernement, c'est un équipollent valable que de demander au jury : l'accusé est-il coupable : 1° *d'exécution de complot*, 2° *de tentative de complot?* L'exécution et la tentative se trouvent, en effet, nécessairement comprises dans l'accusation d'attentat (3).

La question relative au crime de suppression d'enfant, implique nécessairement avec elle l'existence momentanée de l'enfant que la mère a fait disparaître et dont l'état a été supprimé. Il n'est donc pas nécessaire de poser une question particulière sur la viabilité de l'enfant, sur-

---

(1) Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 577.
(2) Cass., 12 avril 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 169.
(3) Cass., 20 juin 1833 (M. Meyronnet, rapp.), DALLOZ, n° 2714.

tout si le défenseur de l'accusé n'a fait, à cet égard, aucune réclamation formelle (1).

Si une question porte qu'un faux témoignage a eu lieu *à l'audience de la Cour d'assises et en matière criminelle*, cette mention est un équipollent suffisant de l'arrêt de renvoi qui énonce que le faux témoignage est intervenu en matière *de vol qualifié* (2).

Enoncer les faits, dans la question, en se servant des *termes mêmes de la loi* pénale, au lieu de transcrire la qualification énoncée dans l'acte d'accusation, c'est employer un équipollent valable (3).

Demander si un blanc seing *a été confié à l'accusé qui en a abusé*, c'est reproduire virtuellement, — ce qui rend la question régulière, — l'accusation énoncée dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation d'avoir *surpris* le blanc seing (4).

Lorsque l'*habitude* n'est ni caractéristique, ni constitutive du crime, — par exemple dans le viol, — c'est un équipollent valable que de dire : *à plusieurs reprises*, au lieu de : *habituellement*, employé par l'acte d'accusation (5).

Si, dans la position des questions, le mot *ouvrage* a été remplacé par les mots ouvrages imprimés, — le mot *attaqué* par le mot *outragé*, — et les mots *religion de l'État* par les mots *religion catholique*, le président des assises s'est servi des termes consacrés par la loi pénale, com-

---

(1) Rej., 7 juillet 1837 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), DALLOZ, n° 2495.

(2) Rej., 18 février 1841 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2719.

(3) Cass., 19 novembre 1841 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, n° 2714.

(4) Rej., 13 octobre 1842 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, v° *Faux*, n° 343.

(5) Rej., 22 décembre 1842 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 520, cité n° 2879, p. 297, note 5.

binés avec la Charte de 1830, et cette rédaction est irréprochable (1).

L'arrêt de renvoi constatant que des discours incriminés ont été tenus *publiquement*, la Cour d'assises peut, dans les questions, remplacer ce mot par ceux-ci : *dans des lieux ou réunions publics*. « Ces dernières expressions, plus nettes et plus précises, n'ont rien changé aux dispositions de l'arrêt de mise en prévention, puisque les éléments du délit se trouvaient suffisamment caractérisés dans ses termes » (2).

A ces mots : *monnaies étrangères* qui se lisent dans l'art. 134 du Code pénal et qui étaient employés par l'arrêt de renvoi, on a pu substituer, comme étant équipollents, ces expressions : *contrefaçon de papier-monnaie de tel gouvernement, ayant cours légal dans ce pays* (3).

Dans une accusation d'*attentat à la pudeur avec violence*, le président n'en change pas la nature lorsque, entrant dans l'esprit et la pensée de l'arrêt de renvoi, et employant, pour la détermination de l'âge de la victime, les termes mêmes de l'art. 332 du Code pénal, il signale l'enfant comme âgé de moins de quinze ans, tandis que, par erreur, l'arrêt de renvoi indiquait l'âge de moins de treize ans (4).

2885. Le président agit par la voie des équipollents légitimes lorsque, au lieu d'employer le mot légal, c'est-à-dire le terme défini du crime, il emprunte à la loi sa propre définition et énonce les circonstances du fait incriminé, dont le mot légal n'est que l'expression abrégée. Ce mode, consistant à remplacer le terme défini par la définition, incontestablement régulier, offre des avantages certains,

---

(1) Rej., 13 mai 1843 (M. Bresson père, rapp.), DALLOZ, n° 2714.
(2) Cass., 23 février 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 116.
(3) Rej., 22 juillet 1858 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 341.
(4) Rej., 8 septembre 1864 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 408.

mais aussi des dangers sensiblés. D'une part il permet aux jurés de mieux comprendre la portée de l'accusation qu'un simple mot, à sens complexe, ne pourrait pas toujours lui révéler tout entière. — D'autre part, le président peut ne pas être heureux dans le choix de ses équivalents, et les erreurs qu'il commet sont fatales à ses questions. Le choix à faire exige donc beaucoup de mesure et de tact. La jurisprudence en va fournir la preuve :

La déclaration du jury portant que l'accusé a reçu une somme d'argent, sachant qu'elle provenait d'un vol qui avait accompagné un assassinat, établit suffisamment l'existence du crime de recélé. « La question, dit un arrêt, aurait pu être plus régulièrement posée, et la réponse plus régulièrement conçue, si le mot *recélé* y avait été employé; mais il ne s'ensuit pas que l'emploi de ce mot fût indispensable et qu'il résulte de son omission que la déclaration du jury n'a pu constater le fait qu'il exprime » (1). — Ici, le mot légal valait mieux que l'amplification.

Aux termes de l'art. 214 du Code pénal toute réunion d'individus pour un crime ou un délit est réputée réunion armée, lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles. En conséquence, dans une accusation de rébellion, il suffit, pour l'application de la peine portée par l'art. 210 du même Code, que la question et la réponse du jury, quoiqu'elles n'aient pas déclaré spécialement que la réunion était armée, aient constaté que plus de deux personnes portaient des armes ostensibles (2).

La question de préméditation est régulièrement posée au jury ainsi qu'il suit : *L'accusé, avant le crime, avait-il formé le dessein d'attenter à la personne d'un tel?* Comme le dit un arrêt : « la circonstance aggravante de la prémé-

---

(1) Rej., 7 octobre 1824 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1824.1054.
(2) Rej., 8 novembre 1832 (M. Thil, rapp.), *Bull.*618.

ditation a été posée au jury dans les termes mêmes de la définition qui en est donnée par l'art. 297 du Code pénal; ce mode, préférable à celui par lequel on lui demande simplement si le crime a été commis avec préméditation, a l'avantage de mettre le jury à même de répondre en plus parfaite connaissance de cause » (1). — Dans cette espèce, le développement était préférable à l'expression légale.

2886. En employant la méthode inverse, c'est-à-dire en substituant le terme défini à la définition elle-même, le président reste quelquefois dans les limites strictes de son droit; mais souvent aussi, il expose ses questions à une annulation radicale. — En effet, il est des expressions qui, servant à qualifier le crime, ou plutôt à le dénommer, sont cependant impuissantes à constater les divers éléments qui le décomposent. Ainsi, par exemple, nous savons (voir n° 2653, p. 66 et 67) qu'on tiendrait pour nulles les interrogations par lesquelles on demanderait au jury si l'accusé est coupable de *banqueroute frauduleuse*, de *faux en écriture de commerce ou autre*, de *corruption*, de *concussion*. Toutes ces expressions, quoique empruntées à la loi, ne donnent pas d'une manière suffisante la définition des divers caractères qui constituent ces crimes. — Le président, avant de se servir du terme défini, devra donc se demander avec une extrême circonspection si, dans l'espèce, ce terme suffit à donner une idée exacte et complète du fait poursuivi.

Quoi qu'il en soit, voici quelques exemples de cette formule.

Si, d'un mot, la loi caractérise et définit un crime, se servir de ce mot, c'est régulièrement agir. En ce cas, il

---

(1) Rej., 14 septembre 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 395.—Conforme : Rej., 24 juillet 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*356, cité n° 2879, p. 296, note 1re.

n'est pas nécessaire que la question décompose les divers éléments qui peuvent constituer le fait.

Par exemple :

En matière d'*incendie*, il est inutile de reproduire tous les éléments qui caractérisent ce crime : le terme par lequel la loi le définit embrasse et comprend ces éléments[1].

En demandant au jury si l'accusé est coupable d'avoir *détenu ou séquestré* illégalement sa fille, la Cour d'assises a suffisamment qualifié le crime. « Il eût été plus régulier, à la vérité, de rappeler dans la question les termes mêmes de l'art. 341 du Code pénal et de demander si la détention ou la séquestration ont eu lieu sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus ; mais l'art. 341 étant placé sous la rubrique *arrestations illégales et séquestration de personnes*, il en résulte qu'en déclarant que l'arrestation était illégale, le jury a implicitement déclaré qu'elle avait eu lieu sans ordres des autorités constituées[2]. »

2887. *Exemples d'expressions imparfaites.* — Il faut toujours, ai-je dit, que l'équipollence existe et soit parfaite. Il y a donc nullité si les questions ne sont pas posées au jury dans des termes, sinon identiques, du moins équivalents à ceux de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation[3].

L'effraction intérieure ne forme une circonstance aggravante du vol que lorsque ce vol a été commis dans une maison, appartement ou autres lieux mentionnés à l'art. 395 du Code pénal : « en assimilant à l'effraction intérieure celle qui n'aurait été faite qu'après l'enlèvement et hors du lieu où le vol a été commis, le 2e § de l'art. 396,

---

(1) Rej., 22 pluviôse an XI (M. Borel, rapp.), DALLOZ, n° 2750.

(2) Rej., 19 juin 1828 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1828.1565 ; — 15 décembre 1831 (M. Rives, rapp.), *Pal.*1831.447.

(3) Cass., 4 janvier 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*2.

même Code, suppose toujours le cas où le voleur s'est introduit dans les lieux mentionnés dans ledit art. 395; d'où il suit que le vol qui est commis hors de ces lieux ne peut être aggravé par cela seul que le voleur aurait employé un moyen violent sur la chose qui contenait les objets volés. » En ce dernier cas, ce moyen violent extérieur ne pouvant être l'équivalent légal de l'effraction intérieure, le vol se réduit à un vol simple (1).

De ces expressions qu'un vol a eu lieu dans un parc *clos et fermé, parfaitement clos*, il ne résulte nullement que l'accusé ait pénétré dans le parc en brisant ou en escaladant la clôture, ou en ouvrant la porte avec une fausse clef. — C'est donc par une extension illégale qu'on applique la peine portée en l'art. 384 du Code pénal (2).

Des *mauvais traitements* ne peuvent être considérés comme équivalant aux *coups et blessures* prévus et punis par les art. 309 à 312 du Code pénal (3).

Lorsque, d'après le résumé de l'acte d'accusation et l'arrêt de renvoi, un individu est accusé d'avoir volé un vase *destiné aux cérémonies de la religion catholique*, cette question doit être posée. L'accusation n'est pas purgée si le président, se servant d'expressions imparfaites, se borne à soumettre au jury la question résultant des débats de savoir si l'accusé s'est rendu coupable du vol *d'un vase sacré* (4).

En matière d'incendies de récoltes, le mot *récoltes* est sacramentel et doit se trouver dans la question soumise au jury (5).

L'énonciation que le vol a été commis dans le *domaine*

---

(1) Rej., 26 mars 1812 (M. Busschop, rapp.), *Pal.* 1812.251.
(2) Cass., 16 février 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 17.
(3) Cass., 10 octobre 1822 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 414.
(4) Cass., 15 septembre 1825 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.* 503.
(5) Rej., 8 août 1828,— chambres réunies—(M. Ollivier, rapp.), DAL-

du maître n'équivaut pas à l'expression : dans *la maison* du maître, permettant d'appliquer le n° 3 de l'art. 386 du Code pénal(1).

L'*attentat* prévu et défini par l'art. 91 du Code pénal, dont le but est d'exciter à la guerre civile, en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, est une autre accusation que celle de *provocation* non suivie d'effet à la guerre civile(2).

Une question *de coups portés volontairement* avec préméditation et guet-apens *et qui a donné la mort*, n'est pas l'équivalent d'une accusation *de meurtre* avec préméditation et guet-apens (3).

« La question de savoir si l'édifice incendié volontairement appartenait ou n'appartenait pas à l'auteur de l'incendie est substantielle, puisqu'elle peut constituer seule la criminalité de l'action..... L'énonciation que l'édifice incendié était *la maison commune* ne pouvait pas dispenser le président de la Cour d'assises de poser au jury la question de savoir si cette maison n'appartenait pas à l'accusé(4). »

En matière d'incendie, être *attenant à une maison* habitée, est autre chose que *dépendre* de cette maison. « Au premier cas, les deux bâtiments se touchent sans qu'il existe entre eux de corrélation nécessaire, tandis que, au second cas, les édifices, renfermés dans une même enceinte, eussent-ils même chacun leur clôture particulière dans l'enceinte générale, constituent en réalité deux parties

---

LOZ, Vis *Domm. destruct.*, n° 106 ; — Cass., 7 avril 1853 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*187.

(1) Cass., 24 mai 1832 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*275.

(2) Cass., 12 avril 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*169, cité n° 2884.

(3) Cass., 18 juillet 1833 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*354 ;—4 août 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*332.

(4) Cass., 23 février 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*79.

d'une même maison. » En conséquence, ces expressions : *grange attenante* à une maison habitée, insérées dans une question au jury, ne peuvent être tenues comme l'équivalent de *dépendances* mentionné par l'arrêt de renvoi, conformément à l'art. 390 du Code pénal[1].

2888. Il s'est trouvé des présidents qui, de peur d'oublier les choses substantielles, ont introduit dans leurs questions des choses inutiles, les ont compliquées de détails géographiques, et les ont transformées en notices biographiques des accusés. Comme exemple de ces questions posées avec une surabondance ridicule, et par cela même dangereuse, je citerai les deux suivantes :

« Léonard Couty, âgé de quarante ans, boucher, né le 19 août 1819, à Chaptelat, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne), demeurant à Limoges, accusé présent, est-il coupable d'avoir, du 2 au 3 février 1860, à Verneuil-Moustier, canton de Dorat, arrondissement de Bellac (Haute-Vienne), soustrait frauduleusement une mule, une bride et un fouet au préjudice du sieur Vangelade? »

« Jean-Pierre Lesparre, âgé de vingt-sept ans, laboureur, né à Pomarès, arrondissement de Saint-Sever (Landes), le 10 août 1831, domicilié à Pomarès, est-il coupable d'avoir, dans la nuit du 22 décembre 1858, dans une lande limitrophe des communes de Pomarès, Tilly et Arsagne, commis un homicide volontaire sur la personne de François Lalanne, propriétaire, demeurant à Pomarès? »

Que serait-ce s'il se fût agi de vol ayant porté sur un grand nombre et une grande diversité d'objets?

2889. Il faut se garder,—et cela est plus grave qu'une surabondance exagérée, — d'insérer dans les questions des expressions qui, bien que légales, peuvent se trouver en contradiction les unes avec les autres. Ainsi, dans une

---

(1) Cass., 15 mai 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 292.

accusation de meurtre, le président, après la question principale, avait posé une question subsidiaire ainsi conçue : l'accusé est-il coupable d'avoir commis *le meurtre* par maladresse, imprudence, inattention ou négligence? Or, dit la Cour de cassation, « cette question subsidiaire portait en elle-même une contradiction évidente, par le sens naturel de ses dernières expressions, et le sens légal du mot *meurtre* ; en effet, si l'accusé est coupable d'un meurtre, il est coupable, d'après l'art. 295 du Code pénal, d'un homicide commis *volontairement* ; il ne pouvait donc pas n'avoir tué la victime que par maladresse, qui est une circonstance exclusive de la volonté[1]. »

§ 2.—*Rédaction des questions quant à l'énoncé du fait et de ses accessoires.*

2890. Enoncé des faits essentiels.— Renvoi.
2891. Nécessité de préciser les faits accessoires relatifs à la personne de l'accusé,—à la date du crime,—au lieu où il s'est accompli, —et aussi à la victime.
2892. *Désignation de l'accusé* : ses nom et prénoms.
2893. *Date du crime* : elle est toujours utile et quelquefois indispensable : exemples.
2894. Droit de rectification de la date erronée.—Renvoi.
2895. Inutilité de la reproduction de la date dans l'arrêt de condamnation.
2896. *Lieu du crime* : en général, son indication n'est pas une nécessité. — Il en est autrement si le lieu constitue une circonstance aggravante.
2897. *Désignation de la victime* : en général, elle n'est pas indispensable. — Mais elle le devient, si elle sert à la qualification du fait, ou si elle motive l'aggravation de la peine.

2890. En déterminant les attributions respectives des jurés et de la Cour d'assises, en constatant la nécessité

(1) Cass., 20 juin 1823 (M. Chasle, rapp.), *Bull.* 252, cité p. 297, note 3.

d'insérer dans les questions, avec l'énoncé du fait, les circonstances constitutives et les circonstances aggravantes du crime, en expliquant qu'il faut entièrement purger l'accusation, j'ai été entraîné par la force même du sujet à donner de nombreux détails sur ce que les questions doivent contenir. Or, puisqu'il n'y a pas de rédaction particulière et sacramentelle, mettre en relief le fond des choses, c'était, en même temps, en indiquer la forme, je n'y reviens pas. — Pourtant et à ce dernier point de vue de la forme, il est encore quelques observations utiles à produire.

2891. Et d'abord, rappelons un principe dont la matière, en se développant, renouvelle l'actualité à chaque instant et sous toutes sortes de formes.

Si l'accusation doit être nettement indiquée par l'arrêt de renvoi, les questions qui vont devenir l'aliment de la délibération du jury doivent, même sur les points accessoires, en contenir la formule claire et précise. Il faut que, par l'énoncé des détails essentiels dans les questions, et par leur corrélation avec l'acte d'accusation et les débats, les jurés, pénétrés qu'il s'agissait de tel fait et non de tel autre, n'aient pu conserver l'ombre d'un doute sur l'objet de leur examen et de leurs réponses. Pour cela, il est indispensable de bien déterminer et la personne de l'accusé, — et la date du crime, — et le lieu où il s'est accompli, — et aussi le nom de la victime.

Toutefois, chacune de ces constatations se référant l'une à l'autre, se complétant l'une par l'autre, étant dominée par l'arrêt de renvoi et par l'acte d'accusation lus et remis aux jurés, l'omission d'une ou de plusieurs d'entre elles n'opère la nullité que si elle a engendré l'incertitude. Aussi, a-t-on jugé qu'il n'y a point nullité de la question conçue en termes indéterminés et sans désignation détaillée, alors que cette question se réfère aux faits

établis dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation qui ont été lus aux débats, qui ont été l'objet de ces débats et qui ont été remis aux jurés au moment de leur délibération (1). »

Et maintenant appliquons cette réflexion générale à chacune des mentions qui viennent d'être signalées.

2892. *Désignation de l'accusé, ses nom et prénoms.* — On ne peut pas condamner un accusé sans être parfaitement certain qu'il est, de sa personne, l'auteur du crime. — Il faut donc, — cela est de toute évidence, — qu'il soit parfaitement désigné dans les questions. L'omission de son nom ou de ses prénoms est donc fatale à la procédure si les questions ne la rachètent pas à l'aide d'autres indications suffisantes pour établir l'identité. Que si, au contraire, d'autres énonciations positives, réparant l'omission, rendent toute erreur impossible, alors l'irrégularité perd son importance et n'a plus un caractère irritant.

Selon cette distinction, il a été jugé que l'absence de quelques-uns des prénoms de l'accusé, dans les questions posées au jury, n'est pas une cause de nullité lorsqu'il n'est pas même articulé que cette omission ait pu laisser le plus léger doute sur l'identité de sa personne (2).

La Cour d'assises d'Alger, statuant sans le concours de jurés, avait condamné une femme à laquelle elle n'avait pas donné son nom patronymique et qu'elle désignait par cette seule expression : *l'accusée*. Le 19 février 1857, arrêt de rejet, à mon rapport (3). — Depuis lors, et à l'occasion d'une affaire dans laquelle on retrouvait la

---

(1) Rej., 14 septembre 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.*519.
(2) Rej., 9 février 1837 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1838.1.75.
(3) Inédit.

même omission dans la question, même décision par la Cour de cassation (1).

2893. *Date du crime.* — Toujours utile, la date du crime est quelquefois indispensable.

La détermination de la date précise est indispensable lorsqu'il s'agit de savoir : si le crime est couvert par la prescription, — si l'accusé était âgé de moins de seize ans et a agi avec ou sans discernement, — si la victime d'un attentat à la pudeur avait atteint cet âge où le fait n'est punissable qu'accompli avec violence, — ou, enfin, dans d'autres cas analogues dans lesquels la date exerce une influence décisive, ou sur la peine, ou sur l'issue de la poursuite. — Par exemple, en matière de vol domestique, demander si le fait a eu lieu *depuis moins de dix ans*, c'est s'exposer à une cassation avec renvoi pour le tout. En effet, en écartant la circonstance aggravante de domesticité, les jurés réduisent le fait à un simple délit, prescriptible par un délai de trois ans. Or, en déclarant, conformément à la question, que le fait a été commis il y a moins de dix ans, les jurés ne peuvent constater s'il a eu lieu depuis moins de trois ans. Impossible, dès lors, de savoir si la prescription est ou non acquise, et, l'accusation n'étant pas purgée, il faut recommencer les débats (2).

Mais, hors ces cas, si la détermination précise de la date est utile, elle peut, sans nullité, être omise dans les questions lorsqu'elle est indiquée par l'arrêt de renvoi et par l'acte d'accusation dont lecture a été faite aux jurés et qui leur ont été remis (3); — ou bien, lorsque le crime est

---

(1) Rej., 10 août 1866 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), inédit.

(2) Cass., 19 mars 1846 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 105.

(3) Rej., 28 janvier 1825 (M. Brière, rapp.), *Pal.* 1825.113 ; — 24 novembre 1832 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 2774.

suffisamment spécifié par la désignation de la personne qui en a été victime et du lieu où il a été commis[1].

A fortiori sont régulières les questions dans lesquelles, sans indication du jour fixe, sont relatés le mois et l'heure. « Ces énonciations étaient suffisantes pour mettre l'accusé en position de se défendre, et l'on ne saurait imposer à l'accusation la nécessité d'une précision souvent impossible ; une doctrine contraire consacrerait l'impunité de la plupart des faits remontant à une époque éloignée[2]; » — ou celles dans lesquelles il est dit que le crime a été commis dans le *courant du printemps*[3] ; — ou celles dans lesquelles l'époque du crime est indiquée par le mot *environ*[4];—ou encore lorsqu'il est dit : *dans le courant du mois de...*[5];—ou enfin, quand on explique que c'est *à la fin de* 1863 *ou au commencement de* 1864 que le fait a eu lieu[6].

Ces décisions, par une conséquence directe, conduisent à dire que, puisque dans ces conditions la date n'est pas substantielle, l'erreur sur cette date ne serait pas une cause de nullité si toutes les pièces de la procédure la rendaient tellement évidente que le jury n'ait pu partager cette erreur et s'y tromper[7].

2894. J'ai dit, — nos 2673, 2681 et 2799, — et je

---

(1) Rej., 26 mars 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), D.P.46.4.136.

(2) Rej., 30 décembre 1830 (M. Rocher, rapp.), *Pal.* 1830.1053.

(3) Rej., 1er février 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.* 40.1.99 ; D.P.39.1.378.

(4) Rej., 9 nivôse an IX (M. Rupérou, rapp.), DALLOZ, n° 2774.

(5) Rej., 2 vendémiaire an XI (M. Vallée, rapp.), *ibidem*.

(6) Rej., 26 juillet 1866 (M. Moreau, rapp.), *Bull.* 318.

(7) Rej., 12 ventôse an VII (M. Lamagdelaine, rapp.), DALLOZ, n° 2776;—Cass., 6 juillet 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 569 ;—Rej., 17 juillet 1828 (même rapp.), DALLOZ, n° 2776 ; — 3 mars 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *ibidem* ; — 9 mars 1838 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), *ibidem* ; — 4 septembre 1862 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 379.

constate de nouveau ici, qu'il n'existe point de nullité si, la date portée en l'arrêt de renvoi étant inexacte, le président la rectifie dans les questions. C'est un droit qu'il puise dans le résultat des débats.

2895. Inutile, d'ailleurs, si le fait est daté dans la question, de reproduire la date dans l'arrêt de condamnation. Aucune loi n'exige cette répétition (1).

2896. *Lieu du crime.* — Au début des informations, pour constater l'existence du crime et pour découvrir son auteur, on recherche avec soin en quel lieu il a été commis; tous les actes de la procédure, l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, dans leur exposé des faits, s'expliquent à cet égard. Est-il nécessaire que, de leur côté, les questions au jury en fassent mention? Evidemment cette énonciation n'a plus, à ce moment, une sérieuse utilité, car il ne s'agit plus que de savoir si c'est l'accusé qui est coupable du fait poursuivi auquel ces actes se réfèrent. Aussi on a reconnu l'inutilité de cette mention en matière d'homicide (2); — de complot contre la sûreté de l'État (3); — de fabrication et d'émission de faux billets de banque (4).

Toutefois, si le lieu constitue une exception à la poursuite, par exemple, un moyen d'incompétence tiré de ce que le fait aurait eu lieu à l'étranger, — ou une circonstance constitutive ou aggravante du crime, il faut qu'il soit expressément énoncé dans les questions: tel serait le cas où, dans une accusation de vol, le lieu pourrait faire considérer les objets volés comme exposés sur la voie publique (5).

---

(1) Rej., 26 juillet 1866 (M. Moreau, rapp.), cité n° 2893.

(2) Rej., 31 décembre 1807 (M. Oudot, rapp.), DALLOZ, n° 2780.

(3) Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 577, cité *suprà*, n° 2881, p. 302, note 3.

(4) Rej., 22 mai 1862 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 704.

(5) Cass., 25 floréal an VI (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, n° 2781.

2897. *Désignation de la victime.* — Selon le vœu de l'art. 337 du Code d'instruction criminelle, le crime, objet de la poursuite, doit être déterminé dans les questions d'une manière spéciale avec tous les caractères et toutes les circonstances qui le constituent. Mais ni cet article ni aucun autre texte de loi n'exigent que, pour la détermination soit parfaite, le nom de la victime soit particulièrement désigné. Pourvu que les jurés soient mis à l'abri de toute erreur, et pour qu'ils connaissent bien le fait sur lequel ils vont délibérer, l'indication du nom de la victime n'est pas un des éléments substantiels des questions. — On a donc décidé avec raison : que le crime d'infanticide est suffisamment précisé dans les questions, quoique l'enfant nouveau-né victime n'y soit aucunement désigné, s'il y est fait mention de son âge, des moyens employés pour commettre le crime et surtout de sa date (1);— que la déclaration du jury portant qu'un accusé a soustrait frauduleusement des objets *appartenant à autrui* suffit pour établir le crime de vol, quoiqu'on ne retrouve pas dans la question le nom de la personne victime de la soustraction(2); — enfin que « la circonstance aggravante résultant de ce que le coupable était domestique ou serviteur à gages, n'entraîne pas davantage la nécessité de désigner nominativement les personnes volées (3). »

Néanmoins, par la détermination de l'âge ou de la qualité, l'indication du nom de la victime sert parfois à la qualification du fait ou à l'aggravation de la peine. Il en est ainsi en matière d'attentat à la pudeur sur la personne d'un enfant âgé de moins de onze ans, — en matière de viol sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de

---

(1) Rej., 6 février 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*39.
(2) Cass., 6 juin 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*316.
(3) Même arrêt de 1845.

quinze ans accomplis, — quand le coupable de ces crimes avait autorité sur la victime, — en matière d'enlèvement ou détournement de mineur âgé de moins de seize ans. — En tous ces cas et autres analogues, l'omission du nom ou de la désignation précise de la personne pourrait avoir un caractère irritant.

§ 3.—*Questions complexes.*

N° 2898. *Observations générales.*—Historique de la loi quant à la complexité des questions.

2899. Règle qui prohibe la complexité dans cinq cas différents : chefs d'accusation indépendants ; — séparation du fait principal et des circonstances aggravantes, ou de chacune de ces circonstances ;—faits d'excuses légales ;—discernement ;—plusieurs accusés.

2900. 1re *observation* : pas d'ouverture à cassation pour l'accusé qui n'a souffert aucun préjudice de la complexité, ou lorsque la peine est justifiée par les réponses à d'autres questions régulières.

2901. 2e *observation* : de même, pas de nullité, quand chacun des faits de la question complexe est puni de la même peine.—Renvoi.

2902. 3e *observation* : ou quand l'élément a été mentionné dans une autre question régulièrement posée.

2903. 4e *observation* : ou quand le jury décompose et fait une réponse distincte.

2904. N° 1.—*Interdiction de réunir plusieurs chefs d'accusation ou plusieurs objets d'un même chef.*—Règle générale.

2905. Définition des chefs d'accusation distincts et indépendants : exemples en matière de : vol, — assassinat et vol, — faux, — attentat à la pudeur, — subornation de témoins,—empoisonnement,—incendie,—détournement de mineure,—infanticide, —mixte.

2906. La règle s'applique aux complices aussi bien qu'aux auteurs principaux : exemples.

2907. On ne peut réunir la complicité ordinaire et la complicité par recel.—Renvoi.

2908. Exceptions à la règle ou son interprétation : exemples : en matière de presse ;—deux faits réputés un fait unique ;—ou dont l'un est principal et l'autre dépendance ; — ou dont l'un est constitutif et l'autre indifférent ; — ou qui ne sont que des

moyens d'exécution ;—ensemble d'actes successifs ;—crime unique portant sur des choses diverses.

2909. Autre exception pour les crimes *sui generis* : exemples : parricide ;—infanticide ;—émission de fausse monnaie ;—complicité de banqueroute ;—faux ;—empoisonnement ;—pillage ;—extorsion ;—vol dans un dépôt public ;—détournement de deniers publics ;—exposition d'enfant ;—évasion de détenu.

2910. N° 2. — *Circonstances aggravantes.* — Ancienne législation, droit actuel.—Interdiction de réunir le fait principal aux circonstances aggravantes ou ces circonstances entre elles.

2911. Distinction entre les circonstances constitutives, — circonstitutives et aggravantes,—purement aggravantes.

2912. Nuances qui séparent les circonstances constitutives et les circonstances aggravantes : exemple en matière d'incendie ;—maison appartenant à autrui ou à l'accusé ;—maison habitée ou assurée ;—incendie par communication.

2913. Exemple en matière d'attentat à la pudeur ; — âge, violence, autorité.

2914. Exemple en matière de viol.

2915. Exemple en matière d'enlèvement de mineure.

2916. Application par la jurisprudence : homicide ;

2917. Meurtre et crime concomitants.—Observations diverses.

2918. Meurtre d'un fonctionnaire ;

2919. Coups et blessures ;

2920. Vol ;

2921. Avortement ;

2922. Rébellion ;

2923. Société secrète ;

2924. Menaces par écrit ;

2925. Subornation de témoins ;

2926. Abus de confiance par serviteur à gages.

2927. Applications de la règle qui prohibe la réunion des circonstances aggravantes entre elles, en matière de : meurtre avec préméditation et but de s'approprier une somme d'argent ; — vol par deux personnes, chemin public, violence et port d'armes ; — maison habitée et effractions ; — complicité, par plusieurs, escalade et effraction ;—nuit et maison habitée ;—meurtre, nuit, maison habitée, pour faciliter vol ;—préméditation et guet-apens ; — vol avec violences et traces de blessures.

2928. Réunion licite de deux ou plusieurs éléments qui constituent la circonstance aggravante : exemples.

2929. N° 3. *Excuses.* — Nécessité de séparer le fait d'excuse de la question relative au fait principal.

2930. Autant il y a de chefs distincts, autant il faut de questions séparées d'excuse.

2931. N° 4. *Discernement.*—Autant il y a de chefs d'accusation, autant il faut de questions distinctes de discernement.—Renvoi.

2932. N° 5. *Plusieurs accusés.*—L'ancienne législation permettait de comprendre plusieurs accusés dans une même question; la loi actuelle l'interdit.—Jurisprudence.

2933. La règle ne s'oppose pas à ce que l'on mentionne la coopération au crime d'une personne autre que l'accusé : exemple.

2934. Dans le crime par plusieurs, il faut aussi la séparation du fait principal et des circonstances aggravantes.

2935. Quand une question générale a été posée pour la circonstance aggravante, faut-il une question spéciale pour chaque accusé? — Distinction entre les faits matériels et les faits moraux. — Jurisprudence.

2936. La reproduction des circonstances aggravantes posées pour l'auteur principal, n'est pas nécessaire quant au complice.—Renvoi.

2937. *Pluralité de victimes.* — On peut comprendre dans une même question plusieurs victimes d'un même crime : exemples.

2938. On ne le pourrait plus s'il s'agissait de crimes différents.

2898. *Observations générales.* — Tous les commentateurs du Code d'instruction criminelle ont, au point de vue de la complexité, fait l'historique de notre législation actuelle. Cet historique, je ne veux pas le refaire, mais je tiens à le résumer.

Le Code de brumaire an IV, dans son art. 374 emprunté à la loi des 16-29 septembre 1791, voulait, sur chaque chef d'accusation, plusieurs questions principales. La première tendait essentiellement à savoir si le fait était constant ou non;—la seconde, si l'accusé était, ou non, convaincu de l'avoir commis, ou d'y avoir coopéré ; — puis, venaient diverses questions sur la moralité du fait, et sur le plus ou moins de gravité du délit, résultant soit de l'acte d'accusation, soit de la défense de l'accusé, soit du débat. —L'art. 377 de ce Code, reproduisant l'art. 250 de l'acte constitutionnel du 5 fructidor an III, ajoutait : « Il ne peut être posé aucune question complexe. »—Le rédacteur de

ce Code, l'illustre Merlin, était parti de cette idée, éminemment juste, qu'il faut, par des interrogations claires, précises, complètes, mettre les jurés en mesure de faire connaître, sans ambiguïté et sans aucune incertitude, leur sentiment intime sur toutes et sur chacune des parties de l'accusation. Pour lui, ce but ne pouvait être atteint que par la divisibilité des questions : avec ce système, aucun des éléments de la culpabilité ne devait échapper aux jurés, leur esprit ne pouvait être troublé par aucune confusion, et leur déclaration devait traduire toute leur pensée.

Mais la mise en pratique ne réalisa pas ces espérances. — Dans les affaires compliquées, soit par le nombre des accusés, soit par la nature des faits, les questions étaient si multipliées que les jurés succombaient à la tâche, et que l'on faisait les ténèbres là où on avait voulu faire jaillir la lumière. Treilhard, dans son exposé des motifs du Code de 1808, citait des procédures dans lesquelles le nombre des questions avait dépassé six mille ! Et puis, de déduction en déduction, les jurés, qui ne sont pas toujours des logiciens, en arrivaient à porter des déclarations incohérentes, se faisant antagonisme, et commettaient d'étranges méprises. — Le système du Code de brumaire fut donc condamné.

Alors, au lieu d'éparpiller les faits dans des questions multiples, on résolut de les concentrer dans une question unique. L'art. 337 du Code d'instruction criminelle, réalisant cette pensée, prescrivit de grouper dans une seule formule l'intention criminelle exprimée par le mot *coupable* et la matérialité du fait, les faits principaux et toutes les circonstances résultant de l'acte d'accusation, même les circonstances aggravantes. Fidèle interprète de la loi, la jurisprudence tint pour régulières les questions qui réunissaient dans un même contexte : 1° plusieurs

faits principaux [1]; — 2°-le fait principal et les circonstances aggravantes [2]; — 3° plusieurs accusés [3];—4° le fait relevé par l'arrêt de renvoi et les faits nouveaux résultant des débats [4]. — Ainsi, la complexité était autorisée et passait même à l'état de règle.

Cependant l'expérience ne tarda pas à démontrer que l'on était allé trop loin, et que, en évitant un mal, on en avait engendré un autre. En demandant aux jurés si l'accusé était tout à la fois coupable de tel fait et aussi de tel autre fait, avec telles circonstances, on mettait leur conscience à une rude épreuve : convaincus que, si l'accusé était coupable sur un point, il ne l'était pas sur d'autres, et obligés pourtant de répondre sur le tout par un oui ou par un non, ils prononçaient des acquittements fâcheux. Aussi, frappés des inconvénients de la complexité, et considérant que la disposition de l'art. 337 n'était point irritante, les présidents d'assises, au lieu de se contenter d'une question unique, posaient séparément, dans des questions distinctes, les divers chefs d'accusation et aussi les diverses circonstances aggravantes.

C'est en présence de cette situation que sont intervenues les lois de 1835 et de 1836 qui, tenant le juste milieu entre la complexité absolue et la divisibilité infinie, ont réalisé un incontestable progrès. La première de ces lois, rectifiant l'ancien art. 345 de notre Code, y intro-

---

(1) Rej., 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1815.174 ; — 12 juillet 1832 (même rapp.), *Bull.*362 ; — 7 février 1833 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*67.

(2) Rej., 18 avril 1833 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1833.382.

(3) Cass., 6 février 1812 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*32 ;—24 septembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*439.

(4) Cass., 3 février 1826, — intérêt de la loi — (M. Gary, rapp), *Bull.* 68. — Cependant arrêt contraire quant aux circonstances aggravantes résultant des débats : Cass., 12 juillet 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*361.

duit le vote au scrutin secret, tant sur le fait principal et les circonstances aggravantes que sur l'existence des circonstances atténuantes. La seconde, réglementant ce mode de votation, dit en son art. 1er : « Le jury votera par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs, *sur le fait principal d'abord*, et, s'il y a lieu, *sur chacune des circonstances aggravantes*, *sur chacun des faits d'excuse légale*, *sur la question de discernement*, et enfin, sur la question des circonstances atténuantes, que le chef du jury sera tenu de poser toutes fois que la culpabilité de l'accusé aura été reconnue. »

Il résulte donc de ce dernier état de la législation : que la complexité n'est pas toujours prohibée comme elle l'était sous le Code de brumaire an IV; que, au contraire, elle vicie les questions, lorsqu'elle réunit quelques-uns des faits énoncés en la loi du 13 mai 1836, lesquels, devant être l'objet de scrutins distincts et successifs, présupposent nécessairement aussi des questions distinctes et successives.

2899. De cet exposé, on peut induire les règles suivantes :

1° Chaque chef indépendant d'accusation doit être l'objet d'une question distincte et séparée ;

2° On ne peut, sans complexité prohibée, réunir une ou plusieurs circonstances aggravantes au fait principal ; —ou plusieurs circonstances aggravantes entre elles ;

3° Chaque fait d'excuse comporte une question particulière ;

4° La question de savoir si l'accusé a agi avec discernement doit être distincte de toute autre ;

5° Enfin, pour chaque accusé, il faut poser des questions distinctes et séparées.

Examinons séparément chacune de ces cinq hypothèses. Mais avant, quelques observations générales.

2900. Premièrement, la complexité prohibée n'est pas en toute circonstance une cause de nullité des questions et de ce qui s'en est suivi.—Pas d'ouverture à cassation au profit de l'accusé qui, n'ayant souffert aucun préjudice de l'irrégularité de la question, n'a aucun intérêt à s'en prévaloir : par exemple, si la question irrégulière a été résolue en sa faveur par le jury (1), ou si, abstraction faite de la question entachée de complexité, la peine est justifiée par les autres questions ou réponses (2). —Voir *suprà*, nos 2684 et 2756.

2901. Deuxièmement, la complexité dans les questions n'entraîne pas non plus la nullité lorsqu'il ne peut y avoir incertitude sur le véritable sens de la réponse du jury, et lorsque chacun des faits complexes constituant la même criminalité est frappé de la même peine (3).—A l'occasion des questions alternatives, nous donnerons, sur ce point, l'analyse complète de la jurisprudence.

2902. Troisièmement, le vice de complexité serait sans effet irritant si l'élément compris à tort dans une question était repris à nouveau et mentionné dans une autre question régulièrement posée (4).

2903. Quatrièmement, le vice résultant de la complexité est purgé si le jury, décomposant la question, fait

---

(1) Rej., 25 nivôse an VII (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, nº 2798; — 26 thermidor an VIII (M. Vallée, rapp.), DALLOZ, nº 2835; — 27 messidor an X (M. Carnot, rapp.), DALLOZ, nº 2798; — 21 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), *ibidem*; — 20 décembre 1849 (M. Quénault, rapp.), *Bull.* 498;—19 avril 1850 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*202.

(2) Rej., 14 prairial an VII (M. Pepin, rapp.), *ibidem*; — 21 fructidor an XII (M. Carnot, rapp.), *ibidem*; — 28 juin 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*373.

(3) Rej., 7 août 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*463;—8 novembre 1860 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*395.

(4) Rej., 7 avril 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*189; — 18 juin 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*284.

une réponse distincte sur chacun des éléments qui s'y trouvent confondus. — Mais, à l'inverse, la déclaration est nulle si, à des questions distinctement posées, il fait une réponse complexe et cumulative (1).

N° 1.

Questions relatives à plusieurs chefs d'accusation ou à plusieurs objets d'un même chef.

2904. N° 1.—*Réunion de plusieurs chefs d'accusation ou de plusieurs objets d'un même chef.* — En règle générale, chaque chef d'accusation doit faire l'objet d'une question particulière. Cela résulte virtuellement de l'art. 337 du Code d'instruction criminelle qui veut que la question porte sur *tel* meurtre, *tel* vol, ou *tel* autre crime, avec toutes ses circonstances, et non pas cumulativement sur *tels* ET *tels crimes*. Cet expression *tel* crime, prise au singulier, indique bien la pensée *de la localisation* de la question sur un fait déterminé, escorté sans doute de ses circonstances propres, mais non pas accolé à d'autres faits indépendants de lui. Et, d'ailleurs, la loi ne serait pas explicite, que la force des choses suppléerait à son silence. Le jury ne serait pas libre, dans l'émission de son intime conviction, si, une seule question, à laquelle il doit répondre par oui ou par non, embrassait plusieurs chefs d'accusation distincts : que fera-t-il s'il admet en partie et repousse en partie certains de ces chefs, qui sont réunis dans la même formule? Cette vérité est parfaitement mise en relief par un arrêt, au rapport de M. Legagneur, qui

---

(1) Cass., 27 juin 1839 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*316; — 1er avril 1842, — après partage—(M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*121; — 28 mars 1851 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*197; — Rej., 6 juin 1861 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*198.

contient ce passage : « Attendu que le jury doit être interrogé successivement et séparément sur chacun des faits principaux et sur chacune des circonstances aggravantes ;—que ses réponses doivent se produire par *oui* ou par *non* ; — que, si deux faits distincts sont compris dans la même question, et que le jury doute de l'un et soit convaincu de l'existence de l'autre, il se trouve dans l'impossibilité de fournir une réponse sincère, obligé ou de répondre affirmativement à une double question dont l'une des branches lui paraît cependant non prouvée, ou de repousser par une négation générale celui des deux faits qui lui semble juridiquement établi ; — que la division des questions est donc substantielle, et se lie indissolublement aux nécessités de la manifestation de la vérité ; — d'où il suit que son omission doit entraîner la nullité de la question et de tout ce qui s'en est suivi [1].

2905. Pour appliquer la règle, il ne suffit pas de la connaître, il faut encore savoir quels sont les faits qui constituent des chefs d'accusation distincts et indépendants. On ne peut certes pas en donner une définition complète et exacte. Mais, avec la jurisprudence, on peut dire que, parmi ces chefs d'accusation indépendants, on doit ranger ceux qui, relevés contre le même accusé, comme faits principaux, sont de nature différente, accomplis dans des lieux et à des époques divers, et au préjudice de différentes personnes.—Et, à titre d'exemples, on peut citer les espèces suivantes :

En matière de *vol*, plusieurs faits distincts accomplis au détriment de plusieurs personnes et en des temps différents, présentant chacun un fait principal, et qui chacun pourraient faire l'objet d'une déclaration de culpabilité, nécessitent la position de questions séparées. Si on les

---

(1) Cass., 26 juin 1862, *Bull.* 238.

réunit, la question est viciée par la complexité (1). — De même, lorsqu'un individu a soustrait certains objets en forçant un meuble dans lequel ils étaient enfermés, et, en même temps, d'autres objets qui n'étaient pas enfermés dans le meuble forcé, on ne peut réunir dans une même question ces deux faits, qui constituent, à raison de la circonstance d'effraction intérieure, des crimes différents passibles de peines différentes : « Il importe peu, d'ailleurs, que les deux soustractions frauduleuses aient été commises, au même instant, par le même individu, et au préjudice de la même personne ; en effet, il résulte de là que les faits peuvent être considérés comme connexes ; mais il n'en conservent pas moins le caractère distinct et particulier qui appartient à chacun d'eux d'après sa qualification légale » (2).

En matière d'*assassinat* et de *vol*, il a été jugé sous le Code de brumaire an IV, et cette décision serait encore suivie aujourd'hui, que, quand un individu est accusé du vol d'une diligence dans une commune, et d'un assassinat commis dans un commune différente, il y a deux crimes distincts et séparés, n'ayant entre eux aucune connexité ; que, dès lors, le vice de complexité existe s'il n'est posé qu'une seule question sur ces deux faits principaux (3).

En matière de *faux*, « le fait de fabrication et celui du simple usage étant distincts par eux-mêmes et par la loi, les jurés doivent être interrogés séparément sur chacun d'eux » (4). — Quand il y a plusieurs faits de fabrication, comme aussi plusieurs faits d'usage accomplis à des jours

---

(1) Cass., 15 thermidor an IV (M. Lious, rapp.), DALLOZ, n° 2831 ; — 24 floréal an VI (M. Seignette, rapp.), DALLOZ, n° 2835 ; — 21 juin 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 251.

(2) Cass., 27 mars 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 198.

(3) Cass., 17 prairial an IX (M. Genevois, rapp.), *Bull.* 374.

(4) Cass., 5 octobre 1815 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.* 111.

différents et chez différentes personnes, on doit, à plus forte raison, interroger distinctement le jury sur chacun de ces faits, « seul moyen de s'assurer de la réunion de voix nécessaire pour en constater légalement l'existence »(1). — Néanmoins, il n'existe aucune complexité dans la question relative à l'usage du faux, qui, « bien que comprenant deux billets distincts, énonce formellement qu'ils ne formaient qu'un seul et même titre »(2).

En matière d'*attentat à la pudeur*, s'il y quatre faits consommés ou tentés sur quatre jeunes filles différentes, le président doit poser au jury une question distincte pour chacun de ces faits (3).

En matière de *subornation de témoins*, « les faits de faux témoignage imputés à divers témoins, constituant à l'égard de chacun d'eux un chef d'accusation distinct, constituent également, dans le rapport de ces chefs avec la subornation qui s'y rattache, des éléments spéciaux et différents de la complicité attribuée au suborneur ; ainsi, chacun des faits de subornation doit être, aux termes de la loi du 13 mai 1836, l'objet d'une question séparée » (4).

En matière d'*empoisonnement*, il y a complexité si l'on comprend dans une même question l'empoisonnement commis sur la personne des père et mère, qui constitue le crime de parricide, et l'empoisonnement d'autres parents qui est un crime d'une autre nature (5).

---

(1) Cass., 30 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*162 ; — 6 août 1857 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*455 ; — 13 septembre 1866 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*375.

(2) Cass., 3 avril 1847 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*111.

(3) Cass., 13 juillet 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*301.

(4) Cass., 4 août 1843 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*335 ; — 22 décembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*477 ; — 25 avril 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*246 ; — 2 juillet 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 391 ; — 26 juin 1862 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*238, cité n° 2904.

(5) Cass., 4 avril 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*214.

En matière d'*incendie*, « il ne saurait être permis de comprendre dans une même question l'incendie de la chose d'autrui et l'incendie de sa propre chose », ni l'incendie direct et l'incendie par communication (1). — On poserait également une question complexe si on y réunissait l'incendie par l'accusé de sa propre maison qui était assurée, et le fait que cette maison était habitée : ce sont là deux crimes distincts, prévus par deux paragraphes différents de l'art. 434 du Code pénal, et qui, par conséquent, motivent deux questions séparées (2).

En matière de *détournement de mineure*, âgée de moins de seize ans, la circonstance que le ravisseur est âgé de plus de vingt et un ans est aggravante du crime, et doit faire l'objet d'une question distincte (3).

En matière d'*infanticide*, le meurtre de deux enfants nouveau-nés constitue deux faits principaux distincts qui sont illégalement réunis dans une question unique soumise au jury (4).

En matière *mixte*, lorsque, par exemple, les membres de la gendarmerie sont accusés à la fois d'un crime militaire et d'un crime du droit commun, la connaissance du tout appartient à la Cour d'assises. Mais, en ce cas, comme dans les cas ordinaires, il y a complexité prohibée si l'on comprend dans la même question le délit commun et le délit militaire (5).

2906. Notre règle est applicable aux complices aussi bien qu'aux auteurs principaux. Lorsque, après avoir posé relativement à l'auteur principal autant de questions dis-

---

(1) Cass., 30 novembre 1848, — sur mes conclusions — (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*427.

(2) Cass., 29 septembre 1854 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*483.

(3) Rej., 30 novembre 1849 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*476.

(4) Cass., 18 juillet 1856 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*416.

(5) Cass., 23 janvier 1846 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*38.

tinctes qu'il y a de chefs d'accusation indépendants, on ne pose, pour le complice, qu'une seule et même question pour tous ces chefs, il y a complexité prohibée. — Ainsi la question relative à la complicité est complexe quand, se référant à plusieurs questions principales, elle porte en bloc : sur les trois crimes d'homicide *ci-dessus qualifiés* (1) ; — sur les quatre faux, *crimes ci-dessus déterminés et spécifiés* (2) ; — sur *les incendies ci-dessus spécifiés* (3) ; — sur les vols *mentionnés aux questions qui précèdent ou l'un d'eux* (4) ; — sur l'aide et l'assistance que plusieurs accusés se sont données les uns aux autres pour commettre les attentats à la pudeur *spécifiés aux* 9e, 10e *et* 11e *questions, aux* 12e, 13e *et* 14e *questions* (5).

2907. Énonçons ici, — et, dans le § 4e ci-dessous relatif aux questions alternatives, n° 2949, je citerai la jurisprudence, — énonçons qu'on ne peut, sans complexité, comprendre dans la même question les modes de complicité énumérés en l'art. 60 du Code pénal et la complicité par recel prévue par l'art. 62 de ce Code.

2908. A notre règle il est des exceptions, ou plutôt des interprétations qui en limitent la portée.

On ne considérait pas comme étant des chefs d'accusation indépendants, devant nécessairement donner lieu à des questions distinctes :

Ni en matière de *presse*, — quand les délits commis par ce moyen étaient de la compétence du jury, — le fait qu'on recherche le délit par la citation de plusieurs numéros du même journal, « aucune loi n'obligeant à poser autant de questions qu'il y a de feuilles du journal incri-

---

(1) Cass., 24 avril 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*161.
(2) Cass., 20 juin 1844 (même rapp.), *Bull.*314.
(3) Cass., 30 mai 1856 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*324.
(4) Cass., 3 juillet 1856 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*395.
(5) Cass., 9 juin 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*241.

minées » (1) ; — ni le fait que la question comprend, « non plusieurs faits distincts, mais la spécification de plusieurs passages constituant les éléments d'un même délit » (2) ;

Ni deux faits qui peuvent être réputés ne constituer qu'un fait unique, tels que la fabrication d'un endossement ou d'une acceptation de lettre de change et la contrefaçon de la signature y apposée : l'endossement ou l'acceptation n'ayant de valeur que par la signature, « il ne s'agit en réalité que d'un seul et même fait » (3) ;

Ni deux faits, dont l'un est principal et dont l'autre n'est qu'une dépendance. — Spécialement, lorsque, dans une accusation portant à la fois sur une usurpation de fonctions et sur un attentat à la sûreté de l'État, l'acte d'accusation présente l'attentat comme le fait principal et l'usurpation de fonctions comme une dépendance et l'une des circonstances constitutives de la culpabilité, ces deux faits peuvent, sans complexité, être réunis dans une seule et même question (4) ;

Ni deux faits, dont un seul constitue le crime, tandis que l'autre, ne pouvant avoir aucune conséquence pénale, n'est pas l'objet direct de la question (5). Par exemple : dans la question relative à un assassinat on peut mentionner comme circonstance, un vol qui a précédé ou suivi le crime et qui, par sa nature, n'était pas prévu par le Code pénal (6). — Dans une accusation de complicité pour avoir procuré des armes, on peut ajouter le fait d'avoir chargé ces armes, ce qui n'aggrave en rien la criminalité (7). — Dans

---

(1) Rej., 15 mars 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 101.
(2) Rej., 14 décembre 1849 (M. Faustin Hélie, rapp.), S.-V. 50.1.326.
(3) Rej., 4 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 361.
(4) Rej., 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1815.174.
(5) Rej., 17 messidor an IX (M. Borel, rapp.), DALLOZ, n° 2797.
(6) Rej., 26 brumaire an VIII (M. Dor, rapp.), DALLOZ, n° 2826.
(7) Rej., 5 fructidor an V (M. Riolz, rapp.), DALLOZ, n° 2838.

une question de coups, on énonce, sans complexité, que le coup porté à telle personne a frappé telle autre personne(1), — ou, dans une accusation d'homicide, qu'il y a eu une victime autre que celle que l'accusé voulait atteindre (2). — Dans une accusation d'homicide on peut ajouter à l'énonciation du fait principal l'indication du lieu où le crime a été commis (3). — Le président, en interrogeant le jury sur l'existence du crime et, en même temps, sur ce fait qu'il a été commis depuis moins de dix années, c'est-à-dire qu'il n'est pas couvert par la prescription, ne viole pas la règle qui prohibe la complexité (4);

Ni deux, ou plusieurs faits, qui, ne constituant pas le crime, n'en sont que des moyens d'exécution: telle serait la question de savoir si l'accusé a commis un homicide *à coups de fusil* (5);

Ni un ensemble d'actes successifs, pratiqués à l'égard de la même personne, ayant le même caractère, et liés entre eux par la même pensée criminelle, et surtout si l'on ne peut préciser les dates de ces différents actes. Exemples : une série de vols successifs au préjudice de la même personne et dans la même maison (6); — une série de détournements, commis à différentes époques, au détriment de la même administration (7); — une série de

---

(1) Rej., 7 avril 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 189, cité n° 2902.

(2) Rej., 8 décembre 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 679.

(3) Rej., 27 septembre 1860 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 385.

(4) Rej., 9 octobre 1851 (à mon rapport), *Bull.* 669.

(5) Rej., 14 vendémiaire an VII (M. Dor, rapp.), DALLOZ, n° 2838.

(6) Rej., 9 germinal an IV (M. Audier-Massillon, rapp.), DALLOZ, n° 2837 ; — 20 janvier 1820 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2828 ; — 3 mars 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 121 ; — 6 mai 1864 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 224.

(7) Rej., 18 mars 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 150.

faits de violence sur la même personne[1]; — une série de viols, de tentatives de viol sur la même personne[2], surtout si les dates ne peuvent être précisées[3]; — une série d'attentats à la pudeur commis à plusieurs reprises et dans les mêmes circonstances[4]; — une série d'actes répétés sur la même personne ayant produit son empoisonnement[5]; — une série de plusieurs faits tous constitutifs de la banqueroute frauduleuse[6]; — l'apposition sur un seul acte de plusieurs signatures fausses[7]; — ou l'altération de plusieurs titres de créance, alors que ces titres « ne sont que les éléments d'un seul et même crime, celui de falsification d'un arrêté de compte souscrit entre les parties[8].

Ni un seul et même crime portant sur des choses diverses, notamment: le vol, pratiqué dans un même trait de temps, d'obligation, de bordereaux, et de règlement de compte[9], — ou le vol d'une somme d'argent et d'un objet en or, exécuté au même instant et dans le même local[10], — ou le vol d'une besace pleine de viande et d'une somme d'argent pris par la même personne et dans le même temps[11]. — ou la soustraction frauduleuse de deux ballots dont étaient porteurs deux personnes, lorsqu'elle a été prati-

---

(1) Rej., 3 juin 1859 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 238.

(2) Rej., 9 octobre 1845 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.* 504.

(3) Rej., 5 mars 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 143.

(4) Rej., 8 août 1840 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.* 318; — 24 décembre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 517; — 12 juin 1851 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 344; — 17 janvier 1862 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 31.

(5) Rej., 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 498.

(6) Rej., 20 décembre 1849 (M. Quénault, rapp.), *Bull.* 498.

(7) Rej., 2 janvier 1851 (même rapp.), *Bull.* 4.

(8) Rej., 24 janvier 1856 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 60.

(9) Rej., 20 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 151.

(10) Rej., 9 messidor an IX (M. Genevois, rapp.), DALLOZ, n° 2840.

(11) Rej., 1er frimaire an XIII (M. Audier-Massillon, rapp.), *ibidem.*

quée dans le même lieu, au même moment, par les mêmes personnes et dans un but commun[1], — ou le vol d'une somme d'argent enlevée pour partie d'un meuble et pour partie d'un autre meuble, si la soustraction a été commise le même jour, à la même heure, par le même individu et au préjudice de la même personne[2], — ou le vol d'une somme d'argent, de bijoux, d'un couvert en métal anglais, d'une couverture, de linge et d'objets d'habillement ou de toilette[3].

2909. Une deuxième exception concerne les crimes spéciaux, appelés *sui generis*, qui n'existent que par la réunion de certaines circonstances, lesquelles pourraient, par elles-mêmes, constituer aussi des crimes, ou des circonstances aggravantes. En ce cas, et pour caractériser la spécialité du crime, la réunion n'est pas une cause de nullité.

Exemples :

Le parricide doit être considéré comme un crime spécial, distinct de l'homicide volontaire; « la qualité de la victime ne forme pas seulement une circonstance aggravante du crime de meurtre, mais bien une circonstance constitutive d'un crime différent; » en conséquence, le président en ne faisant pas de cette circonstance, ou plutôt de cette qualité, l'objet d'une question séparée, n'établit pas la complexité et ne viole aucune loi[4]. — On avait cependant jugé, en matière d'empoisonnement, mais cette dé-

---

(1) Rej., 15 mai 1840 (M. Rocher, rapp), *Bull.*182.

(2) Rej., 18 décembre 1845 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), D.P. 46.4.143.

(3) Rej., 11 août 1853 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*436.

(4) Rej., 5 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*131 ; — 16 avril 1840 (M. Romiguières, rapp.), S.-V.40.1.381 ; — 16 juillet 1842 (Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*288 ;—Cass., 19 avril 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 201 ;—Rej., 2 juillet 1847,—sur mes conclusions—(M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*257 ;—11 septembre 1851 (à mon rapport), *Bull.*637 ; — 11 mai 1866 (M. de Carnières, rapp.), *Bull.*222.

cision n'a pas été suivie, qu'il fallait voir une circonstance aggravante et non une circonstance constitutive, dans ce fait que l'accusée était la fille de la victime[1].

Néanmoins, la position de deux questions distinctes au jury, l'une sur le fait d'homicide volontaire, l'autre sur le fait de paternité, ne pouvant, depuis le décret du 18 octobre 1848 sur la majorité du jury, causer aucun préjudice à l'accusé, n'est point une cause de nullité de la procédure. Voir *suprà*, nº 2879, p. 297 et 208. — Du reste, quoique la circonstance de préméditation soit sans influence légale dans les accusations de parricide, le président peut, sans qu'il y ait nullité, en faire l'objet d'une question au jury[2].

L'*infanticide* est « un crime *sui generis*, spécial et distinct de l'homicide volontaire; la qualité d'enfant nouveau-né n'est pas une circonstance aggravante, mais bien une circonstance constitutive du crime; dès lors, c'est avec raison que le président des assises n'a pas fait de cette circonstance l'objet d'une question distincte et séparée[3]. »

Le crime d'*émission de fausse monnaie* compte parmi ses éléments constitutifs la connaissance de la fausseté des pièces. Par suite, le jury a pu être valablement interrogé par une question unique, sur le fait d'émission et sur la connaissance de la fausseté des monnaies mises en circulation[4].

La complicité de *banqueroute frauduleuse* est un crime spécial qui se compose des éléments divers déterminés par

---

(1) Rej., 19 septembre 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*463.

(2) Rej., 2 mars 1850 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*129; — 28 mars 1861 (à mon rapport), *Bull.*101.

(3) Rej., 21 août 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*337;— 13 mars 1856,—implicite—(M. Isambert, rapp.), *Bull.*,176.

(4) Rej., 11 avril 1845 (M. Rocher, rapp.), D.P.45.4.127; DALLOZ, nº 2881.

le Code de commerce. — Aussi il a été jugé que, quand il s'agit de cette complicité, on peut demander sans complexité, s'il y a eu soustraction, recel ou dissimulation de tout ou partie des objets de la faillite, au préjudice des créanciers. Ces divers faits, énoncés en l'art. 593 du Code de commerce, sont tous constitutifs de la complicité(1). On a décidé encore, mais ceci est relatif à la banqueroute elle-même, qu'il n'y a nulle complexité dans la question énonçant que le failli a frauduleusement soustrait ses livres : en effet « la mention de la fraude dont aurait été entachée cette soustraction est un élément de criminalité du fait principal(2). »

Le *faux*, en lui-même, envisagé dans sa généralité, « se compose de trois éléments indivisibles, savoir : la fabrication matérielle de l'acte, l'intention coupable de son auteur et le préjudice en résultant ; son appréciation par le jury, rend indispensable la réunion en une seule et même question de ces trois circonstances(3).

Considéré au point de vue particulier, le faux comprend plusieurs crimes qui ont leur caractère propre. — Ainsi le *faux en écriture de commerce* est un crime spécial et distinct du faux en écriture privée. On peut donc, sans violer la loi du 13 mai 1836, « comprendre dans la même question le fait du faux et la qualité de commerçant attribuée à celui dont la signature a été contrefaite ; en effet, cette qualité ne formait point, à proprement parler, une circonstance aggravante, mais donnait au faux le caractère de faux en écriture de commerce(4). » — De même, lorsque

---

(1) Rej., 26 mai 1838 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2887 ; — 9 février 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 80.

(2) Rej., 16 janvier 1840 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 2887.

(3) Rej., 14 septembre 1865 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.* 307.

(4) Rej., 4 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 2829 ; — 28 janvier 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.* 67 ; — 24 janvier

la falsification est l'œuvre d'un officier public, agissant dans l'exercice de ses fonctions, ce faux, puni par l'art. 145 du Code pénal, constitue un crime *sui generis* et l'on n'est pas tenu de faire de la qualité de l'auteur du faux l'objet d'une question spéciale (1).

L'*empoisonnement* est un crime spécial à l'occasion duquel on peut réunir dans la même question toutes les circonstances qui le constituent (2).

Le crime de *pillage*, prévu par l'art. 440 du Code pénal, est un crime *sui generis*, qui ne saurait exister sans bandes ou réunions et sans violence. En conséquence, il n'y a pas lieu d'interroger le jury, d'abord sur le fait de pillage, et ensuite sur les circonstances de bandes ou réunions agissant à force ouverte. — En effet : « s'il est vrai, en thèse générale, que le jury doit être interrogé par des questions distinctes et séparées sur le fait principal d'abord, et ensuite sur chacune des circonstances aggravantes, cette règle, qui doit être rigoureusement suivie toutes les fois qu'un délit, essentiellement punissable par lui-même, est accompagné de circonstances aggravantes qui augmenteraient l'intensité de la peine, ne saurait s'appliquer aux crimes et délits spéciaux de leur nature, entourés de circonstances qui leur sont essentielles, qui les constituent et sans lesquelles ils ne sauraient subsister (3). » — Quand l'accusé a été le chef, l'instigateur ou le provocateur, on ne saurait séparer sa qualité du fait principal : cette qualité n'est pas, en effet, une circonstance aggravante du

---

1856 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*60 ;—18 décembre 1862 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*474.

(1) Rej., 13 octobre 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*421 ;—15 février 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*77 ;— 28 novembre 1844 (même rapp.), *Bull* 355.

(2) Rej., 15 janvier 1846, *Gaz. des trib.*

(3) Rej., 1er avril 1847 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*105.

crime puni par l'art. 440, elle est constitutive du crime spécial prévu par l'art. 442 (1).

L'*extorsion* prévue et punie par l'art. 400, même Code, « n'est pas un fait de vol avec la circonstance aggravante de force, violence ou contrainte, mais constitue un crime distinct et séparé, dont le caractère de criminalité se complète par la violence, la contrainte ou la force : il cesserait d'exister avec sa dénomination et ses conséquences pénales, si les circonstances de violence, force ou contrainte venaient à manquer ; — d'où il suit qu'en posant la question d'extorsion avec les caractères précités le président n'a pas violé la loi du 13 mai 1836, mais s'est, au contraire, conformé à l'art. 400 du Code pénal (2). »

Le *vol dans un dépôt public* d'effets y contenus constitue un crime dont le caractère spécial résulte de l'indivisibilité de deux éléments essentiels, savoir : la soustraction d'une part et, de l'autre, la violation d'un dépôt public. Le jury doit donc être interrogé par une question unique sur ces deux éléments nécessaires du fait principal (3).

Le crime de *détournement de deniers publics*, prévu et puni par l'art. 169 du Code pénal est un crime spécial ; les détournements et soustractions qu'il réprime sont ceux commis par les fonctionnaires ou dépositaires publics sur les deniers mêmes ou effets placés en leurs mains, en vertu de leurs fonctions ; ces circonstances, « éléments constitutifs et inséparables de la nature du crime, » doivent être comprises dans une seule et même question au jury sur le fait principal. Mais la circonstance que les choses détournées ou soustraites sont d'une valeur au-

---

(1) Cass., 6 mai 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 153 ;—Rej., 15 mai 1847,—deux arrêts—(M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 169 et 173.

(2) L'un des arrêts du 15 mai 1847, *Bull.* 169.

(3) Cass., 19 janvier 1843 (M. Mérilhou, rapp), *Bull.* 10 ; — Rej., mars 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 163.

dessus de trois mille francs est véritablement aggravante et nécessite une question distincte et séparée (1).

Le fait *de l'exposition et du délaissement* d'un enfant au-dessous de sept ans, accomplis, s'il a été effectué en un lieu *non solitaire*, est un simple délit prévu par l'art. 352 du Code pénal; — s'il a été effectué en un lieu *solitaire*, c'est encore un délit, mais, selon l'art. 349 du même Code, les conséquences pouvant être plus graves, la peine est aussi plus forte; — si, par suite du délaissement en un lieu solitaire, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, le fait prend le caractère de blessures volontaires et est puni comme tel; — enfin, si la mort s'en est suivie, l'action est considérée comme meurtre, aux termes de l'art. 351.

Cela exposé, comment faut-il considérer la circonstance de solitude? Est-ce une circonstance aggravante devant faire l'objet d'une question séparée, ou bien, au contraire, une circonstance constitutive figurant à bon droit dans la question relative au fait principal? Il faut distinguer: quand on confère l'art. 349 avec l'art. 352, c'est-à-dire quand le fait, n'ayant pas eu de conséquences fatales, reste à l'état de délit et continue à s'appeler exposition, alors la solitude peut être simplement aggravante du délit (2); — mais quand on confère l'art. 349 avec l'art. 351, c'est-à-dire quand, la mort s'en étant suivie, le fait a revêtu le caractère de crime et a pris le nom de meurtre, alors, le crime ne pouvant exister sans la circonstance de solitude, cette circonstance devient constitutive et ne comporte pas une question séparée (3).

Lorsqu'un individu est poursuivi pour avoir procuré

---

(1) Rej., 15 juin 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 238.
(2) Cass., 31 août 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 495.
(3) Rej., 28 décembre 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 523.

l'*évasion* d'un détenu, la circonstance que ce détenu était accusé ou condamné pour un fait de nature à entraîner une peine afflictive et infamante, est constitutive et non aggravante du crime objet de la poursuite. Elle doit donc, à peine de nullité, être comprise dans la question principale avec les autres circonstances caractéristiques du crime (1).

N° 2.

Rédaction des questions relatives aux circonstances aggravantes.

2910. N° 2. — *Circonstances aggravantes.* — Sans remonter au Code de brumaire an IV, qui ne laissait aucune place à la complexité des questions, il est bon de préciser l'état des choses sous le Code de 1808 et avant la loi de 1836. On admettait alors, — comme pour les divers chefs d'accusation, — qu'on ne violait aucune loi en réunissant le fait principal et les circonstances aggravantes (2) ou entre elles, deux circonstances aggravantes (3). Mais on admettait en même temps, « qu'en présentant aux jurés le fait principal et ses circonstances dans des questions distinctes et séparées, au lieu de les présenter dans une seule et même question, loin de violer les dispositions de la loi, on les a sagement exécutées, puisque, indépendamment de ce que ces mêmes articles n'exigeaient pas le contraire, cette manière d'opérer, en usage dans toutes les Cours d'assises, est plus rationnelle, plus légale et plus propre à ne laisser aucune confusion dans l'esprit des jurés par questions complexes (4). »

---

(1) Cass., 7 août 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*416.

(2-3) Rej., 18 avril et 2 mai 1833 (MM. Choppin et de Ricard, rapp.), DALLOZ, n° 2855.

(4) Rej., 16 avril 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1831.1457 ; — Conforme : Rej., 3 octobre 1816 (M. Bailly, rapp.), DALLOZ, n° 2856.

Cet usage, introduit par l'expérience des présidents d'assises, est devenue pour eux une obligation absolue. Puisque, selon les lois de 1835 et de 1836, les jurés votent par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs, d'abord sur le fait principal et ensuite sur chaque circonstance aggravante, la forme pouvant seule assurer l'accomplissement de ce devoir, est de poser autant de questions séparées qu'il faut de scrutins distincts. La division des questions est donc nécessairement corrélative au nouveau mode de délibération imposé aux jurés. Et on peut dire avec les arrêts qui, les premiers, ont fondé la jurisprudence, que cette division est d'ordre public et substantielle (1).

2911. La règle ainsi établie, avec sa portée impérative, je vais signaler ses diverses applications. Mais avant, il importe de le dire, — il est des circonstances, purement constitutives, qui, si on les supprime, effacent le crime ; — il en est d'autres qui, tout à la fois constitutives et aggravantes, modifient la nature du crime et lui impriment un autre caractère ; — d'autres enfin qui, simplement aggravantes, ne constituant pas le crime, n'altérant en rien sa nature, le laissent identiquement subsister avec son caractère primitif, mais qui pourtant, augmentant la gravité morale du fait, accroissent l'intensité de la peine.

Les deux premières, constituant le fait principal, le chef d'accusation, prennent place dans une seule et même question. — Je viens de m'expliquer à cet égard.

---

(1) Cass., 8 juillet 1837 (M. Rives, rapp.), *Bull.*265;—13 juillet 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*267 ; — 2 août 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*370 ; — 13 décembre 1838, — deux arrêts — (MM. Vincens-Saint-Laurent et Rives, rapp.), *Bull.*551 et 553 ;—28 mars 1839 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*158.

Les dernières, indépendantes du fait principal, qui peut exister sans elles, nécessitent des questions distinctes et séparées. — Parlons-en ici.

2912. La première branche de notre règle commande la séparation absolue du fait principal et des circonstances aggravantes.

Pour la pouvoir sainement comprendre, il importe de bien définir les délicates nuances qui séparent les circonstances constitutives des circonstances aggravantes. On va voir, par des exemples notables, que, suivant les variations des cas, la même circonstance, constitutive dans une situation, n'est qu'aggravante dans une autre espèce.

Notamment : en matière d'*incendie*, il faut distinguer le cas où la maison incendiée appartient à autrui et celui où elle est la propriété personnelle de l'accusé.

Au premier cas, lorsqu'il s'agit de *la maison d'autrui*, le crime est complet par le seul fait de l'incendie ; la circonstance que la maison était habitée ne le constitue pas ; seulement, mettant en péril la vie ou les intérêts matériels des habitants, cette circonstance est une aggravation de criminalité et motive une peine plus forte. Alors la complexité existe si le président interroge le jury par une question unique, et sur le fait principal de l'incendie et sur la circonstance que la maison était habitée ou servait à l'habitation [1].

Il y aurait donc également complexité si la question

---

[1] Cass., 24 mars 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*116 ;—27 avril 1838 (même rapp.), *Bull.*164.—Les deux arrêts du 13 décembre 1838.—L'arrêt du 28 mars 1839 ;—29 mai 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*205 ; — 19 juin 1840 (M. Debaussy, rapp.), *Bull.*244 ;—25 septembre 1840 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*405 ; — 22 mai 1841 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 250 ; — 9 mai 1844 (M. Mérilhou , rapp.), *Bull.*234 ; — 11 avril 1845 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*228 ;— 19 juin 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*328 ;—3 janvier 1846 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*3 ;—3 septembre 1847,—deux arrêts sur mes conclusions—(MM. Meyronnet-Saint-

comprenait à la fois l'incendie de la chose d'autrui et l'incendie de sa propre chose, ou l'incendie direct et l'incendie par communication qui sont des crimes distincts (1).

Au second cas, lorsque la maison incendiée *appartient à l'accusé*, le fait de l'incendie, en lui-même, ne constitue ni crime ni délit. Il ne prend ce caractère que quand, par suite des éléments qui s'y rattachent, les tiers peuvent être ou sont lésés dans leurs intérêts légitimes (2). Ainsi, la maison est-elle *habitée*? Cette circonstance transforme en crime le fait, qui, sans elle, aurait été innocent d'avoir brûlé sa propre chose. Ici, cette circonstance n'est pas aggravante, elle est plus, elle est constitutive, elle est partie intégrante du fait principal, et elle ne comporte pas une question distincte et séparée (3). — Par la même raison, si sa maison par lui incendiée n'était pas habitée, mais était *assurée*, l'accusé en y mettant volontairement le feu, causerait préjudice à la compagnie d'assurances; alors

---

Marc et Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*357 et 358;—17 septembre 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*386; — 13 janvier 1848 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*14; — 7 juillet 1849 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*241;—7 mars 1850 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*132;—6 juin 1850 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*280; — 3 décembre 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*645;—9 mars 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*153; — 13 janvier 1859 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*18; — 7 juin 1860 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*229;—21 juin 1860 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*246;—Cass., 12 septembre 1861 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*342; — 13 avril 1866 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*183.

(1) Cass., 30 novembre 1848 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 427.

(2) Cass., 8 janvier 1835 (M. de Courseilhes, rapp.), *Bull.*5.

(3) Rej., 24 avril 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*251; — Cass., 14 janvier 1847 (même rapp.), *Bull.*9; — 3 février 1848 (M. Vincens Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*43;—Rej., 13 septembre 1850 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*460;—Cass., 28 mai 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*337;—Rej., 23 septembre 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*551; — 26 février 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*123.

le fait de l'assurance formerait un élément constitutif du crime qu'il compléterait; et, à ce titre, n'étant pas une circonstance simplement aggravante, il ne serait pas séparé du fait principal (1). — Mais si la maison de l'accusé était tout à la fois assurée et habitée, le fait de l'assurance suffisant à constituer le crime prévu par le § 4 de l'art. 434, la circonstance d'habitation ne serait plus ou qu'aggravante (2), ou bien elle constituerait le crime distinct prévu par le même article, § 1er (3) et, à ce double titre, elle devrait être détachée du fait principal, constitué sans elle; la question serait donc complexe si elle interpellait le jury et sur le fait principal de maison assurée et sur la circonstance, ou deuxième fait principal, que cette maison assurée était habitée.

Puisque la circonstance de maison habitée est constitutive du crime si la maison est la propriété de l'accusé, ou simplement aggravante si elle appartient à autrui, il est nécessaire que la question principale s'explique sur la question de propriété (4). — Toutefois, une telle omission, malgré ce qu'elle a toujours de fâcheux, n'entraînerait pas nullité, s'il résultait des faits énoncés dans l'arrêt de renvoi et reproduits par l'acte d'accusation que la maison appartenait à l'accusé (5).

L'incendie *par communication*, objet du 7e § de l'art.

---

(1) Cass., 11 novembre 1825 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 613;—Rej., 16 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.* de 1826, p. 1re;—23 avril 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 229; — 13 décembre 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 577;—18 août 1842 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 328; — Les arrêts des 13 septembre 1850,—28 mai 1852,—et 26 février 1857.

(2) Cass., 27 août 1847 (Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 342;—15 mars 1866 (M. de Carnières, rapp.), *Bull.* 118.

(3) Cass., 29 septembre 1854 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 483; — L'arrêt du 15 mars 1866.

(4) Cass., 13 janvier 1860 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 17.

(5) Rej., 7 janvier 1860 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 10.

434 du Code pénal, est par lui assimilé, quant à ses conséquences pénales, au fait d'incendie direct. En conséquence, quand l'édifice auquel l'incendie a été communiqué appartient à autrui, on doit, comme pour l'incendie direct, considérer la circonstance de maison habitée comme aggravante et la mentionner dans une question spéciale (1).

2913. Le crime d'*attentat à la pudeur* fournit une autre occasion de développer l'importante distinction entre les circonstances constitutives et les circonstances aggravantes.

L'attentat à la pudeur ne constitue par lui-même ni un crime ni un délit : « il ne devient punissable que s'il a été commis *avec violence* contre des individus de l'un ou l'autre sexe, ou *sans violence* sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de treize ans accomplis. » — S'agit-il d'un attentat *avec violence* et abstraction faite de l'âge ? Cette circonstance de la violence n'est pas seulement aggravante; elle est constitutive et doit entrer dans la question relative au fait principal (2). — S'agit-il d'un attentat *sans violence* sur un enfant âgé de moins de onze ans (aujourd'hui de moins de treize ans) ? —L'âge de la victime n'est pas une aggravation devant faire l'objet d'une question séparée : élément nécessaire et substantiel du crime, il est régulièrement compris, sans complexité, dans la question relative au fait principal. En effet, la violence n'existant pas, « il y a un fait réprouvé par la morale, mais que la

---

(1) Cass., 15 avril 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*157;—16 janvier 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*25; — 16 août 1849, — sur mes conclusions—(M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*298;—23 août 1849,—sur mes conclusions—(même rapp.), *Bull.*315.

(2) Rej., 11 décembre 1856 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*618;—23 mars 1865 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*114.

loi ne punit ni comme crime ni comme délit (1). » — Au cas, au contraire, où il s'agit d'attentat *avec violence* sur une personne âgée de moins de quinze ans accomplis, l'âge de la victime ne constituant pas le crime, qui existe par le seul fait de la violence, cet âge est une circonstance « qui en aggrave seulement la moralité et la peine ». Il faut donc alors une question distincte (2).

En cette même matière, la complexité existe encore, si l'on comprend, dans une seule question, à côté du fait principal, la circonstance aggravante tirée de la qualité de l'accusé, ascendant de la victime (3); — Spécialement, quand le crime a été commis par un beau-père sur la personne de sa belle-fille, la minorité de la victime est un des éléments de la circonstance aggravante, qui doit faire l'objet d'une question distincte (4).

2914. En matière de *viol*, il y a complexité et par suite nullité, si on ne sépare pas le fait principal de ces deux circonstances : 1° que la victime était âgée de moins de

---

(1) Cass., 28 sept. 1838 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*460;—4 mars 1842 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*67; 7 avril 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*149,;—20 janvier 1848 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*26;—Rej., 2 avril 1863 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*166;—8 septembre 1864 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*408.

(2) Cass., 23 septembre 1837 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*376; — 11 octobre 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*473;—8 novembre 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*504; — 18 avril 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*191;—11 juillet 1839 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*340; — 9 septembre 1841 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*424; — 12 janvier 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*3;—18 septembre 1851 (M. Faustin-Hélie, rapp.), *Bull.*604;—28 août 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.* 483; — 11 novembre 1858 (à mon rapport), *Bull.*426; — Rej., 10 novembre 1864 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*439.

(3) Cass., 23 novembre 1838 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*528; —27 avril 1848 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*198.

(4) Cass., 6 juin 1839 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*279; — 3 août 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*317;—11 janvier 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*12,—17 janvier 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*36.

quinze ans, et 2° qu'elle était la fille légitime de l'accusé(1); — Même complexité, alors même que la réunion porte seulement sur l'âge de la victime(2); — ou sur la qualité de père de la victime(3); — ou lorsqu'on réunit au fait principal la circonstance que l'accusé était prêtre desservant(4).

2915. En matière d'*enlèvement de mineure* âgée de moins de seize ans, la majorité du ravisseur constitue la circonstance aggravante prévue par l'art. 356 du Code pénal, et elle est régulièrement séparée de la question relative au fait principal de l'enlèvement(5). — Il en est de même lorsque la mineure est âgée de moins de seize ans accomplis: cette circonstance, relevée par l'art. 355 du même Code, est aggravante du crime d'enlèvement ou détournement de mineure(6).

2916. *Application par la jurisprudence.* En matière d'*homicide volontaire*, on ne peut réunir le fait principal et les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens(7). — Et il y a nullité si, à des questions séparées ayant satisfait à cette obligation, le jury les réunit en faisant une réponse cumulative(8).

2917. *Meurtre et crime concomitants.* — Quand le

---

(1) Cass., 18 septembre 1837 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*379;—15 juillet 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*286.

(2) Cass., 2 juin 1848,—sur mes conclusions— (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*249;—14 juillet 1864 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*329.

(3) Cass., 5 mars 1858 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*130.

(4) Cass., 18 juillet 1858 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*418; — 13 novembre 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*552.

(5) Rej., 30 novembre 1849 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*476.

(6) Rej., 30 mars 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*182.

(7) Cass., 8 juillet 1837 (Rives, rapp.), *Bull.*265; — 13 juillet 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*267, déjà cité;—Rej., 19 octobre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*407;—13 juin 1844 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*295.

(8) Cass., 31 mai 1838 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*210.

meurtre a précédé, accompagné, ou suivi un autre crime, ou bien quand il a eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit, l'art. 304 du Code pénal substitue la peine de mort à celle des travaux forcés à perpétuité qui aurait été encourue par l'auteur d'un meurtre simple.

La position des questions relatives au meurtre et à un crime ou à un délit concomitants comporte quelques observations.

Disons d'abord que, pour que l'art. 304 soit applicable, il faut non-seulement le concours de deux crimes, mais encore que ces deux crimes soient indépendants et distincts l'un de l'autre. — Ainsi une Cour d'assises interprète sainement la loi en refusant de prononcer la peine de mort contre un accusé déclaré coupable d'avoir commis le meurtre par violence et abus d'autorité ou de pouvoir (1). — Ainsi encore, on ne saurait soumettre à l'aggravation de peine prononcée par l'art. 304 le meurtrier qui, pour soustraire son crime aux recherches de la justice, a caché le cadavre de la personne qu'il a homicidée : bien que ce fait du recel du cadavre soit un délit, il n'est pas distinct du crime de meurtre (2).

Mais, sauf cette nuance, « la disposition de l'art. 304 est générale et absolue ; ses mots : *un autre crime*, s'appliquent à tout crime distinct et séparé, *quelle que soit sa nature* : par conséquent, le meurtre suivi d'un autre meurtre rentre dans les termes généraux et dans les prévisions de l'art. précité » (3). Il en serait de même d'une tentative de meurtre précédant, accompagnant ou suivant une autre

---

(1) Rej., 23 janvier 1813 (M. Vantoulon, rapp.), *Pal.* 1813.67.
(2) Cass., 21 septembre 1815 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 105.
(3) Rej., 31 décembre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 525.

tentative de même nature[1]. De même aussi lorsque le crime concomitant est un crime politique[2]. — Et l'on ne saurait faire une exception en faveur de la fille et du gendre qui, après avoir homicidé leur père et beau-père, auraient commis à son préjudice un vol ayant immédiatement suivi le meurtre. En effet, l'immunité accordée par l'art. 380 du Code pénal n'est applicable « qu'au cas où le vol forme l'objet principal de la prévention et non à celui où il n'est qu'un accessoire.... ayant précédé, accompagné ou suivi le meurtre, dont il est une circonstance aggravante »[3].

Qu'on le remarque, la tentative de crime étant considérée comme le crime lui-même dans tous les cas où il n'en est pas autrement ordonné, la tentative de meurtre qui a précédé, accompagné ou suivi un autre crime, et qui présente, d'ailleurs, les caractères déterminés par l'art. 2 du Code pénal, rentre dans les dispositions de notre art. 304, et motive l'application de la peine qu'il prononce[4].

Si le meurtre est concomitant avec un autre crime directement déféré à la Cour d'assises par l'arrêt de renvoi, il est, tout à la fois, fait principal par lui-même, et, en même temps, circonstance aggravante de l'autre crime: en ce cas, on pose, comme premier fait principal, cet autre crime que l'on énonce avec tous ses éléments constitutifs et aussi, mais dans des questions spéciales, avec les circonstances aggravantes qui peuvent l'escorter; puis, on pose le meurtre, comme deuxième fait principal; et enfin, dans une question spéciale, on rattache les deux crimes l'un à l'autre en relevant leur concomitance qui constitue la circonstance aggravante.

---

(1) Rej., 15 avril 1847 (M. Dehaussy, rapp.), *Pal.*1849.2.320.
(2) Rej., 10 avril 1852 (à mon rapport), *Bull.*232.
(3) Cass., 21 décembre 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*458.
(4) Rej., 8 novembre 1816 (M. Lecoutour, rapp.), *Pal.*1816.661;—10 octobre 1845 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*519.

Ainsi s'agit-il d'un meurtre, annexe d'un vol qualifié? on dira :

1er FAIT PRINCIPAL : Lafargue, dit Cabanis, est-il coupable d'avoir, le...., à....., commis une soustraction frauduleuse d'une somme de cent francs au préjudice de Courtiau fils?

Circonstances : 1° Ladite soustraction frauduleuse a-t-elle été commise par Lafargue dit Cabanis, la nuit?

2° Sur un chemin public?

2me FAIT PRINCIPAL : Lafargue, dit Cabanis, est-il coupable d'avoir, le....., à....., commis un homicide volontaire sur la personne de Courtiau fils?

Circonstances : L'homicide volontaire spécifié dans la question qui précède a-t-il précédé, accompagné ou suivi la soustraction frauduleuse spécifiée dans la question relative au premier fait principal? *Ou bien* :.... a-t-il eu pour objet soit de préparer, faciliter ou exécuter la soustraction frauduleuse spécifiée dans la question relative au premier fait principal, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité dudit Lafargue, dit Cabanis (1)?

S'agit-il d'un meurtre annexe d'un crime de viol? les questions seront formulées en ces termes :

1er FAIT PRINCIPAL : Volataire est-il coupable d'avoir, le 27 janvier 1852, en la commune de Boullé-Ménard, commis le crime de viol sur la personne d'Antoinette Tauzin?

Circonstances : Antoinette Tauzin était-elle, à cette époque, âgée de moins de quinze ans?

2me FAIT PRINCIPAL : Volataire est-il coupable d'avoir, le 27 janvier 1852, sur la commune de Boullé-Ménard, volontairement commis un homicide sur la personne d'Antoinette Tauzin?

---

(1) Cass., 16 août 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp), *Bull.*394.

Circonstances : L'homicide volontaire spécifié en la question qui précède, a-t-il précédé, accompagné ou suivi le crime de viol spécifié dans la question relative au premier fait principal? *Ou bien* :.... a-t-il eu pour objet soit de préparer, faciliter ou exécuter le crime de viol spécifié dans la question relative au premier fait principal, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité dudit Volataire (1)?

Puisque tout crime dont le meurtre est précédé, accompagné ou suivi, doit faire prononcer contre le meurtrier, la peine de mort au lieu de celle des travaux forcés à perpétuité, il peut être soumis au jury, non-seulement quand il est relevé par l'arrêt de renvoi, mais encore par une question nouvelle, posée comme résultant des débats, conformément à l'art. 338 du Code d'instruction criminelle. — Spécialement : au fait principal de meurtre, objet de l'accusation, le président peut ajouter, comme résultant des débats, le délit tiré de ce que le meurtrier était porteur d'un stylet, arme prohibée (2), — un vol ou une tentative de vol (3), — un viol ou tout autre attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence (4), — ou une tentative d'un deuxième meurtre (5).

Mais, en ce cas, la Cour d'assises, n'étant pas saisie par l'arrêt de renvoi du second crime annexe du meurtre, et n'en connaissant qu'en vertu d'une question nouvelle engendrée par les débats, ce second crime n'est plus un fait principal ; il est réduit au rôle de simple circonstance ag-

---

(1) Cass., 3 juin 1852 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 347.

(2) Rej., 8 août 1817 (M. Basire, rapp.), *Pal.* 1817.414.

(3) Rej., 3 octobre 1839 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), S.-V.40.1.89.

(4) Rej., 3 avril 1845 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.* 1848.2.358.

(5) L'arrêt du 15 avril 1847, cité p. 356.

gravante, car la Cour et les jurés ne l'examinent qu'à ce titre. De là, cette conséquence importante qu'on peut réunir dans la question relative à ce second crime tout à la fois les éléments qui le constituent et ses liens de concomitance qui le rattachent au meurtre qu'il a précédé, accompagné ou suivi. En agissant ainsi, dans ce cas spécial, on ne viole pas la règle qui prohibe les questions complexes, car, ne réunissant pas un fait principal et sa circonstance aggravante, on se borne à réunir les divers éléments qui caractérisent la circonstance aggravante du meurtre (1).

Il faut, de toute nécessité, — et j'insiste sur ce point, — pour que la circonstance aggravante existe, établir la relation de concomitance qui rattache les deux crimes l'un à l'autre : sans cela, il ne reste que deux crimes avec leurs caractères ordinaires et non plus un crime aggravé par un autre crime (2).

La mention que le second crime *a suivi immédiatement* le premier donne toute satisfaction à cette règle et exprime nettement la simultanéité des deux crimes, sans qu'il soit nécessaire de spécifier que le second crime a suivi le premier dans le même temps et dans le même lieu (3).

Mais, à l'inverse, la concomitance ne serait pas suffisamment constatée par ce fait que le meurtre et l'autre crime ont été commis dans le même lieu et dans le même jour (4), ou dans la même soirée (5).

---

(1) L'arrêt du 3 avril 1845.

(2) Cass., 18 avril 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 44 ; — 20 avril 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 192.

(3) Cass., 13 juillet 1861 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 149 ; — Conforme : l'arrêt du 15 avril 1847, déjà cité.

(4) Cass., 9 juillet 1818 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 279.

(5) Cass., l'arrêt du 13 juillet 1861.

Ajoutons que, s'il y a plusieurs accusés, des questions doivent être posées à l'égard de chacun d'eux sur sa participation au meurtre et au crime concomitant comme auteur ou comme complice, et sur le concours simultané du meurtre et de l'autre crime (1).

La circonstance de relation existant entre le meurtre et un autre fait ne justifie l'aggravation de peine prononcée par l'art. 304 du Code pénal, qu'autant que cet autre fait constitue lui-même un crime ou un délit. En effet, si cet autre fait n'est pas punissable, qu'importe que le meurtre s'y rattache? — Il faut donc que la question énonce les éléments légaux qui donnent au fait, objet de la concomitance, le caractère de crime ou de délit. Par exemple, lorsque le meurtre a suivi ou accompagné un délit de chasse, dans le but d'en assurer l'impunité, le jury doit être interrogé aussi bien sur les éléments constitutifs de ce délit que sur sa relation avec le meurtre (2). — De même, il ne suffit pas que la question et la réponse du jury déclarent que le meurtre a été précédé d'un autre crime; il est nécessaire « que le jury précise et constate la nature et les éléments constitutifs de ce second crime (3). »

Si, comme le dit le deuxième alinéa de notre art. 304, le meurtre a eu pour objet de préparer, faciliter ou exécuter un délit, ce n'est pas la concomitance qui motive l'aggravation de la peine : c'est, en réalité, la pensée impulsive du crime, l'intention doublement perverse, qui constitue la circonstance aggravante. Aussi, peu importe que le délit que le meurtrier voulait préparer, faciliter ou

---

(1) Cass., 22 décembre 1836 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 453.

(2) Rej., 21 mars 1822 (M. Basire, rapp.), S.-V.22.1.253 ; — Cass., 21 mars 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*166.

(3) Cass., 27 mars 1851 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*187.

exécuter, n'ait pas été accompli ni par le meurtrier, ni par autrui. En ce cas, il est impossible d'interroger le jury sur les caractères légaux d'un délit qui n'a pas été commis, mais l'art. 304, § 2, n'est pas moins applicable et l'aggravation est encourue si, par sa réponse à la question, le jury constate que le meurtre a été commis pour préparer ou faciliter, par exemple, un délit de vol[1].

2918. Quand il s'agit du meurtre d'un fonctionnaire, agissant dans l'exercice de ses fonctions, cette circonstance, qui suffit pour assimiler le meurtre à l'assassinat, est régulièrement séparée du fait principal[2], ou irrégulièrement réunie à lui[3].

2919. En matière de *coups et blessures*, il y a complexité si, à ce fait principal, on réunit une ou plusieurs des circonstances aggravantes suivantes : que les coups ont occasionné une maladie ou une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours[4]; — ou qu'ils ont occasionné la mort, sans intention de la donner[5]; — ou

---

(1) Rej., 14 avril 1842 (M. Rives, rapp,), S.-V.42.1.412; *Pal.*1842.2.604;—12 juillet 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*400;— 16 mai 1863 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*238.

(2) Rej., 14 janvier 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*11.

(3) Cass., 20 avril 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*192.

(4) Cass., 16 janvier 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*19.

(5) Cass., 19 avril 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*203; — 10 octobre 1839 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*499; — 9 janvier 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*11; — 2 janvier 1841 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*3;—30 décembre 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*584;—Rej., 7 janvier 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.4*;—Cass., 9 juin 1842 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*217;—18 janvier 1844 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*23;—25 septembre 1845 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*481;—3 septembre 1846, — deux arrêts — (MM. Meyronnet-Saint-Marc et Rocher, rapp.), *Bull.*356 et 357; — 7 janvier 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*5;—27 juillet 1848 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*307;—9 novembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*396; — 30 novembre 1848,— sur mes conclusions,— (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*426;— 3 oc-

que la victime était le père ou la mère de l'accusé(1); — ou que les coups ont été portés à un agent de la force publique pendant qu'il exerçait son ministère, ou à l'occasion de l'exercice de sa fonction(2). — Et, à plus forte raison, il en doit être ainsi, lorsque, à la qualité de fonctionnaire de la victime, vient se joindre cette autre circonstance aggravante qu'il y a eu effusion de sang, maladie et incapacité de travail(3).

On doit donc exclure de la question principale relative à des coups portés à un fonctionnaire la qualité de la victime : toutefois, si cette qualité, insérée à tort dans la question principale, était reprise dans la question spéciale relative à cette circonstance aggravante, le vice de la première question serait purgé et constituerait une simple superfétation sans portée irritante(4).

2920. En matière de *vol*, on doit poser à part du fait principal : la circonstance aggravante de maison habitée(5);

---

tobre 1850 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*507 ; — 10 juin 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*356.

(1) Cass., 5 septembre 1844 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*446 ; — 27 juin 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*354 ; — 25 septembre 1845 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*481 ;—5 mars 1846 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*93 ;—17 février 1849 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*59 ;—7 août 1851 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*521.

(2) Cass., 12 juin 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*320 ;—12 juin 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*321 ; — 11 septembre 1845 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*459 ;—26 juin 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 387 ; — 12 mai 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*241 ; — 20 avril 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*192 ; — 8 mars 1855 (Aylies, rapp.), *Bull.*147 ; — 14 juin 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*338 ; — 10 janvier 1856 (même rapp.), *Bull.*17 ;—8 août 1861 (à mon rapport), *Bull.*295 ; — 10 janvier 1862 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*16.

(3) Cass., 29 novembre 1849 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*470 ; — L'arrêt du 10 janvier 1856.

(4) Rej., 18 juin 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*284.

(5) Cass., 31 mai 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*212 ;—10 mai 1839

— la circonstance qu'il y a eu usage de fausses clefs pour commettre le vol dans un édifice[1]; — la circonstance d'effraction[2]; — la circonstance que le crime a été commis sur un chemin public[3]; — dans un vol domestique, la circonstance de domesticité[4]; — dans un vol sur un navire, que l'auteur était embarqué en qualité de subrécargue[5]; — enfin, dans un vol par un ouvrier, la circonstance que ce vol a eu lieu dans la maison ou atelier du maître[6]. — Ajoutons que, si la question ayant été régulièrement posée, le jury répond par une déclaration collective, il y a complexité dans sa réponse et, par conséquent, nullité[7].

Pour apprécier si le vol a été commis dans une maison habitée, « c'est l'habitation qu'il faut considérer; peu importe que le vol ait été fait dans un palais, dans une maison ordinaire habitée ou servant à l'habitation, dans une boutique ou échoppe servant à l'habitation, ou même

---

(M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*230; — 6 juin 1839 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*280;—20 septembre 1839 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.* 467;—4 mai 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*179;—3 juin 1864 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*254.

(1) Cass., 27 avril 1850 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*208;—11 avril 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*222.

(2) Rej., 15 octobre 1840 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 2886; — Cass., 30 avril 1852 (à mon rapport), *Bull.*264, cité n° 2651, p. 63, note 3; — 24 février 1853 (à mon rapport), *Bull.*103; — 15 décembre 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*687; — 9 avril 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*238.

(3) Cass., 28 novembre 1850 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*586.

(4) Cass., 2 août 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*370; — 26 septembre 1839 (même rapp.), *Bull.*473.

(5) Cass., 10 octobre 1861 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*355; — 16 décembre 1864 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*516.

(6) Cass., 15 juin 1860 (à mon rapport), *Bull.*240; — 1er juin 1865 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*219.

(7) Cass., 8 novembre 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*505. —Voir une solution analogue en matière d'homicide, *suprà* n° 2903.

dans une baraque, si elle sert également à l'habitation[1]. »

2921. En matière d'*avortement*, la qualité de médecin, chirurgien, officier de santé, pharmacien ou de sage-femme étant essentiellement aggravante, ne doit pas être confondue dans la même question avec le fait principal[2]. — Et cette circonstance aggravante, tirée de la qualité de celui qui a administré les breuvages qui ont procuré l'avortement, est régulièrement formulée lorsque, à la suite de la première question, une seconde question dit : l'accusé *était-il médecin?* « Cette seconde question se réfère par un trait direct et nécessaire à la première, et c'est comme étroitement liées l'une à l'autre qu'elles sont résolues par le jury[3]. »

Du reste, lorsque l'arrêt de renvoi n'a pas relevé la qualité de sage-femme dans la personne de l'accusée, pour en former une circonstance aggravante, cette qualité peut devenir l'objet d'une question accessoire posée au jury comme résultant des débats[4].

2922. En matière de *rébellion*, le nombre de ceux qui font résistance n'est pas une circonstance constitutive du crime, parce que, quel qu'il soit, le fait de rébellion est toujours punissable ; au contraire, le nombre est une circonstance aggravante, puisque la peine est plus ou moins forte suivant qu'il est plus ou moins élevé. Il ne peut donc faire partie de la question relative au fait principal[5].

2923. En matière de *société secrète*, — sous la loi du 28 juillet 1848, — « le fait d'avoir fait partie de ces so-

---

(1) Rej., 23 pluviôse an VI (M. Seignette, rapp.), DALLOZ, n° 2903.

(2) Cass., 26 janvier 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.*38 ; — 16 juin 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*321.

(3) Rej., 5 mars 1857 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*144.

(4) Rej., 23 mai 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*255.

(5) Cass., 25 février 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*85.

ciété ou réunion, constitue le fait principal, et celui d'en être chef ou fondateur constitue une circonstance aggravante du fait principal. » En conséquence, cette circonstance nécessite une question distincte et séparée (1).

2924. En matière de *menaces par écrit* d'incendie ou de mort, la circonstance que la menace a été accompagnée de l'ordre de déposer une somme d'argent est aggravante et ne peut être comprise dans la question relative au fait principal (2).

2925. En matière de *subornation de témoins*, il y a vice de complexité dans la question qui comprend le fait principal de la subornation et la circonstance aggravante de dons ou de promesses (3). — Cependant il a été jugé par d'autres arrêts plus récents que, « si le président a cru devoir indiquer le moyen à l'aide duquel le crime de subornation avait été commis, cette addition, inutile en elle-même, n'a pas changé le caractère des faits déclarés constants par le jury » et ne motive pas la nullité (4).

2926. En matière d'*abus de confiance par un serviteur à gages*, cette qualité de serviteur est aggravante et non constitutive. Dès lors, complexité si, dans la même question, on pose le fait principal de l'abus et la qualité (5).

2927. La seconde branche de notre règle s'oppose à la réunion de deux ou de plusieurs circonstances aggravantes entre elles. La jurisprudence nous en offre les exemples suivants :

Il y a nullité dans la question qui réunit la préméditа-

---

(1) Cass., 31 janvier 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*66.

(2) Rej., 3 novembre 1848 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*385;—Cass., 20 décembre 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*637.

(3) Cass., 24 août 1854 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*434.

(4) Cass., 2 juillet 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*391 ; — Rej., 17 juillet 1857 (M. Souëf, rapp.), *Bull.*420.

(5) Cass., 1er décembre 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*539.

tion avec la circonstance que le meurtre a été commis pour s'approprier soit un billet, soit une somme d'argent (1);

Ou qui comprend les quatre circonstances cumulées suivantes : vol commis par deux personnes, — sur un chemin public, — avec violence et port d'armes apparentes et menaces d'en faire usage, — plus celle de complicité par aide et assistance et aussi par recélé (2);

Ou qui pose cumulativement au jury les circonstances aggravantes de maison habitée et d'effractions intérieures et extérieures (3);

Ou qui comprend tout à la fois, la complicité par aide et assistance, et les circonstances que le vol a été commis par plusieurs, à l'aide d'escalade et d'effraction dans une maison habitée (4);

Ou qui porte sur les deux circonstances aggravantes distinctes de nuit et de maison habitée (5);

Ou, et à plus forte raison, qui embrasse, en même temps que le fait principal de meurtre, les circonstances de nuit, de maison habitée et que le crime a eu pour objet de préparer, faciliter ou exécuter une soustraction frauduleuse (6);

Ou qui porte et sur la préméditation et sur le guet-apens qui sont deux circonstances aggravantes distinctes. En effet, « si le guet-apens suppose nécessairement la préméditation, il n'en est pas de même de la préméditation, qui peut exister sans guet-apens (7); »

---

(1) Cass., 8 juillet 1837 (M. Rives, rapp.), *Bull.*265.
(2) Cass., 3 août 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*287.
(3) Cass., 5 juillet 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.* 285.
(4) Cass., 4 janvier 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*14.
(5) Cass., 5 septembre 1839 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*452.
(6) Cass., 5 juin 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*312.
(7) Cass., 3 juillet 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*361;—8 oc-

Ou qui, en matière de vol, réunit les deux circonstances aggravantes qu'il y a eu violences et que ces violences ont laissé des traces de blessures ou des contusions (1).

2928. Lorsque deux ou plusieurs éléments constituent la circonstance aggravante, il n'est pas nécessaire de les séparer comme s'il s'agissait de circonstances aggravantes distinctes ; on peut, au contraire, et en bonne règle, on doit les réunir afin que la circonstance aggravante soit complète. — Spécialement, en matière d'attentat à la pudeur sur la personne d'une mineure, la circonstance aggravante portant tout à la fois *sur l'âge* de la victime et sur le fait que cette victime était la belle-fille de l'accusé, il est inutile de la fractionner (2). Il en est ainsi même après le décès de la mère de la victime, surtout si celle-ci a continué à demeurer avec son beau-père (3).

Spécialement encore, dans sa question distincte, le président peut réunir ces deux faits que le vol a été commis par l'accusé *conjointement* avec un individu inconnu et *dans un édifice* consacré à un culte légalement reconnu ; ces deux éléments concourant, en effet, à former une seule et même circonstance aggravante (4). — De même, la circonstance de *fausses clefs* « n'étant acquise à la vindicte publique qu'autant que l'accusé est convaincu d'avoir commis le vol dans une maison..., le jury doit être interrogé par une seule et même question sur le lieu où a eu

---

tobre 1852 (à mon rapport), *Bull.*573. — *En sens contraire* : Rej., 22 novembre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*525 ; — 19 juillet 1839 (même rapp.), *Bull.*368.

(1) Cass., 21 mars 1851 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*169.

(2) Cass., 17 janvier 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*36 ; — Rej., 12 août 1859 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*334.

(3) Rej., 20 janvier 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*35.

(4) Rej., 30 juin 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*353.

lieu l'usage des fausses clefs (1). » — De même encore, la circonstance de l'*effraction* n'étant complète qu'autant qu'elle a eu lieu dans des édifices, parcs et enclos, il n'est pas nécessaire de poser distinctement ces deux éléments (2).

Toutefois, « si la réunion de plusieurs circonstances aggravantes dans une même question constitue le vice de complexité et entraîne la nullité de la réponse, il n'en est pas de même de la division, inutilement opérée, en plusieurs questions distinctes, des éléments constitutifs d'une seule et même circonstance aggravante, laquelle division ne peut préjudicier en aucune sorte ni à l'accusé, ni à la vindicte publique (3). »

N° 3.

Questions relatives à chaque fait d'excuse.

2929. N° 3. — *Excuses*. — Sous le Code de 1808, il avait été décidé qu'on pouvait réunir les faits d'excuse et la question de discernement. Le motif était que « les questions peuvent être posées d'une manière complexe; que c'est au jury, lorsque sa conviction est différente sur différentes circonstances de la question, à diviser sa décision de manière que, dans ces différentes branches, elle soit conforme à sa conviction (4). » — Aujourd'hui, et en présence de la loi de 1836, cette solution ne serait plus admise.

---

(1) Rej., 25 février 1847 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*60;— Analogues: Cass., 25 juillet 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*391; — 11 avril 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*222.

(2) Cass., 9 avril 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*238; — Rej., 12 septembre 1861 (M. Jallon, rapp.) *Bull.*340.

(3) Rej., 18 juin 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*284.

(4) Rej., 13 septembre 1816 (M. Pajot, rapp.), DALLOZ, n° 2789.

Ainsi, est nulle, comme entachée du vice de complexité, la question qui comprend dans un même contexte le fait d'émission de fausse monnaie et la circonstance d'excuse résultant de ce que l'accusé a reçu pour bonnes les pièces de monnaie qu'il a émises (1).

2930. Le président des assises ne satisferait pas suffisamment à la loi si, dans une accusation portant sur plusieurs chefs, il ne posait qu'une fois la question d'excuse qui est produite pour chacun de ces chefs. — Notamment, sa question est complexe, lorsque, en matière d'émission de fausse monnaie, il ne soumet au jury qu'une seule question d'excuse, alors qu'il existe trois chefs d'émission (2).

N° 4.

Questions relatives au discernement.

2931. N° 4. — *Discernement.* — La loi du 13 mai 1836 impose avec tant de clarté l'obligation de placer la question relative au discernement dans une catégorie spéciale qu'aucune difficulté ne peut surgir. — Je rappelle, toutefois, ce que j'ai dit au n° 2834, que, quand le mineur de seize ans est accusé de plusieurs crimes, le président doit, à peine de nullité pour complexité, poser autant de questions distinctes et séparées de discernement qu'il y a de chefs d'accusation.

N° 5.

Questions relatives à plusieurs accusés ou à plusieurs victimes.

2932. N° 5. — *Plusieurs accusés.* — Sous le régime des lois de 1791 et de brumaire an IV, qui autorisaient et qui même commandaient la division des questions, la ju-

(1) Cass., 15 janvier 1848 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 17, cité n° 2857.

(2) Cass., 29 mai 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 331.

risprudence proclamait l'absolue nécessité de poser, pour chaque accusé séparément, des questions spéciales sur l'existence matérielle du fait, sur sa participation à ce fait, sur son intention criminelle, et sur le plus ou moins de gravité du délit ; elle frappait d'annulation toute question qui comprenait plusieurs accusés. — Sous le Code de 1808, partant de ce point qu'aucune disposition, prescrite à peine de nullité, n'exigeait pour chaque accusé des questions distinctes, on tenait, au contraire, pour constant que la réunion de plusieurs accusés dans une même question était à l'abri de toute censure (1).

Aujourd'hui, en présence de la loi du 13 mai 1836 qui veut, sur chaque fait et sur chaque circonstance aggravante, des scrutins distincts et successifs, on érige en règle substantielle l'interdiction d'interroger cumulativement le jury, et par une seule question, sur la culpabilité de plusieurs accusés (2).

2933. Notre règle ne fait pas obstacle à ce que la question relative à l'un des accusés mentionne le fait matériel de la coopération d'un autre accusé. En effet, il est quelquefois nécessaire d'énoncer que, dans la perpétration du crime, l'accusé a agi avec la participation d'une autre personne ; par exemple, dans une accusation de parricide portée contre la fille de la victime et contre un second accusé, la question concernant ce second accusé doit, pour caractériser légalement le crime de parricide,

---

(1) Rej., 28 octobre 1813 (M. Vantoulon, rapp.), DALLOZ, n° 2844 ; — 17 décembre 1813 (M. Audier-Massillon, rapp.), *ibidem* ; — 4 août 1814 (M. Benvenutti, rapp.), *ibidem* ;—31 mars 1816 (M. Pajot, rapp.), *ibidem* ; 31 octobre 1816 (M. Lecoutour, rapp.), *ibidem* ; — 24 septembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 439.

(2) Cass., 21 septembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 470 ;—24 septembre 1842 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), *Bull.* 379 ; — 7 avril 1865 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 144 ;—9 juin 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.* 241, cité n° 2906.

énoncer le concours et la participation de la fille. Cette indication indispensable n'a point alors pour objet et pour effet d'appeler le jury à se prononcer sur la culpabilité de la fille à l'égard de laquelle une question spéciale et distincte est ultérieurement posée. — En ce cas, il n'y a pas complexité et on ne viole pas le principe qui défend d'interroger le jury par une seule et même question, sur la culpabilité de deux accusés (1).

2934. Dans le cas où il y a pluralité d'agents, aussi bien que lorsque le crime a été commis par un seul auteur, on ne saurait, sans complexité, comprendre dans une même formule ni plusieurs chefs d'accusation, ni le fait principal et les circonstances aggravantes, ni entre elles plusieurs circonstances aggravantes; — cela ne souffre aucune difficulté.

2935. Mais, lorsqu'il a été satisfait à cette règle, lorsque, après une question sur le fait principal, distinct à l'égard de chaque accusé, il est posé une question spéciale pour chaque circonstance aggravante, cette dernière question peut-elle embrasser tous les accusés, ou bien, au contraire, faut-il, comme pour le fait principal, répéter cette question séparée pour chacun d'eux? Une distinction est nécessaire.

Si les circonstances tiennent à des faits *matériels* qui ne peuvent pas exister à l'égard de l'un des auteurs du crime sans exister à l'égard des coauteurs, — si, notamment, ces circonstances portent sur le lieu, sur le moment, sur la nuit, sur l'effraction, sur le concours de plusieurs personnes, sur le port d'armes apparentes ou cachées par l'un des coupables, — une seule question suffit pour tous les accusés; « appeler le jury à prononcer

(1) Rej., 11 septembre 1851 (à mon rapport), *Bull.* 637, cité n° 2909; — 24 mars 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 165.

sur ces circonstances autant de fois qu'il a à prononcer sur le fait principal de la culpabilité, ce serait l'exposer à des contradictions trop affligeantes pour la justice (1). »

Si les circonstances aggravantes touchent, non plus à des faits matériels, mais à des faits de l'ordre *moral*, qui, propres à chaque individu, peuvent ne pas exister quant à l'un alors qu'ils sont démontrés pour d'autres, il faut qu'une interrogation spéciale à chaque accusé soit posée au jury.

La jurisprudence a consacré cette distinction :

En matière de vol, « les circonstances aggravantes de la nuit, de plusieurs personnes et de maison habitée, se liant au fait matériel et ne pouvant exister pour l'un des accusés sans exister en même temps pour les autres, les questions y relatives, posées séparément pour chacune de ces circonstances, ont été résolues légalement contre tous les accusés » (2). — Cela serait encore vrai lorsqu'il s'agit de vol avec violences qui ont laissé des traces : « le crime est un ; dès que ses aggravations sont régulièrement constatées une fois, leurs conséquences s'étendent de droit à tous les coauteurs et complices, sans qu'il soit besoin de répéter pour chacun d'eux en particulier des questions spéciales relatives à ces circonstances, et de rechercher la part qu'a prise chaque accusé à chaque circonstance aggravante (3). »

---

(1) Rej., 10 février 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*74.

(2) Rej., 21 janvier 1843 (M. de Ricard, rapp.), DALLOZ, n° 2869; — Conformes : l'arrêt du 10 février 1844 qui vient d'être cité; — Rej., 31 juillet 1847 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*299;—23 novembre 1854 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*528 ;—7 décembre 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*547; —4 avril 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*170;—19 mai 1865 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*209;—11 juin 1868 (M. Guyho, rapp.), *le Droit*, numéro du 12 juin 1868.

(3) Rej., 30 décembre 1864 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*536.

Au contraire, et c'est le second terme de la distinction, il y a nullité lorsque, relativement à tous les accusés, le président a posé une seule question et que le jury n'a fait qu'une seule réponse sur la circonstance aggravante de préméditation[1]; — ou, et à plus forte raison, sur les deux circonstances de préméditation et de guet-apens[2].

La répétition des circonstances tenant à des faits matériels « ne serait qu'une superfétation inutile, » tandis qu'il n'en serait pas ainsi de ces circonstances qui, résidant dans un fait intentionnel et volontaire, tiennent à des appréciations morales.

2936. Nous verrons tout à l'heure, — paragraphe 6, — que, dans les questions relatives à la complicité, il n'est pas nécessaire de reproduire l'indication des circonstances aggravantes, le complice devant subir la même peine que l'auteur principal, lorsque tous deux sont condamnés.

2937. — *Pluralité de victimes.* — De même que le vol de plusieurs objets, commis dans le même lieu et dans le même trait de temps, constitue un crime unique, de même la pluralité des victimes atteintes au même lieu et au même instant, sous l'empire de la même pensée criminelle, ne transforme pas en plusieurs crimes le crime unique objet de l'accusation. On peut, en cette hypothèse, comprendre dans une seule question la désignation de plusieurs victimes. — Sous l'ancienne législation, on avait jugé : que, si plusieurs personnes ont reçu la mort dans les mêmes temps et lieu, il n'y a qu'un seul crime d'assassinat sur diverses

---

(1) Cass., 4 janvier 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.*10; — 13 juin 1844 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*294.

(2) Cass., 16 novembre 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*518; — Rej., 28 juin 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*373, cité n° 2900.

victimes (1); — que la rébellion dirigée à la fois contre des gendarmes et contre des préposés de l'octroi, ne formant qu'un crime unique, peut, sans complexité, être l'objet d'une seule question (2). — Sous notre Code d'instruction criminelle, on décide également que, au cas de plaintes en outrages par deux fonctionnaires publics, il n'est pas nécessaire de poser au jury une question distincte et séparée à l'égard de chaque plaignant, alors que les deux plaintes portent sur le même fait (3); — que lorsque le meurtre de deux personnes n'est pas considéré par l'arrêt de renvoi « comme constituant deux chefs d'accusation bien distincts, mais seulement comme formant un chef unique, » en demandant au jury, par une seule question, si l'accusé est coupable d'avoir commis ce double meurtre, le président se conforme à l'art. 337 du Code d'instruction criminelle et ne viole pas la loi du 13 mai 1836 qui prohibe les questions complexes (4).

2938. Mais, pour que la pluralité des victimes ne soit pas exclusive d'une question unique, il faut que le fait ait, à l'égard de toutes les victimes, le même caractère et constitue le même crime. S'il existe plusieurs crimes, différents par leur nature et par leurs conséquences pénales, on doit les séparer. — Spécialement, il y a nullité, si l'on réunit dans la même formule, le parricide par l'empoisonnement des père et mère et le crime d'empoisonnement d'autres parents de l'accusé (5).

---

(1) Rej., 19 fructidor an VI (M. Gohier, rapp.); — 26 ventôse an VII (M. Ritter, rapp.), DALLOZ, n° 2847.

(2) Rej., 7 nivôse an IX (M. Viellart, rapp.), *ibidem*.

(3) Rej., 13 mai 1842 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 190.

(4) Rej., 14 octobre 1848,—sur mes conclusions—(M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 373.

(5) Cass., 4 avril 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 214.

§ 4.—*Questions alternatives.*

N° 2939. Définition des questions alternatives, et énoncé des règles générales à leur sujet.

2940. 1re *règle*.—Cas dans desquels des questions alternatives sont nulles comme entachées de complexité prohibée : exemples : détruit, dégradé ou pillé ; — vol dans une cour ou emplacement ; — soustration ou rétention ; — coups portés ou autres violences commises ;—détourné ou dissipé.

2941. Nombreuses annulations dans des questions où l'accusé est présenté comme auteur ou comme complice.

2942. Pas d'alternative ni de complexité s'il est posé sur les mêmes faits une double question de perpétration comme auteur et comme complice ; exemple.

2943. La complexité entache les questions alternatives portant sur diverses circonstances aggravantes comme lorsqu'elle s'applique à des faits principaux.

2944. Est-elle complexe la question : l'accusé a-t-il agi avec ou sans discernement ?

2945. Pas de complexité dans l'alternative du vol de tout ou de partie.

2946. 2e *règle*.—Pas de nullité lorsque les conséquences pénales des diverses branches de l'alternative sont les mêmes dans l'une ou l'autre hypothèse.—Exemples : fabriqué ou fait fabriquer ; —contrefait ou fait contrefaire ;—apposer ou fait apposer ; — contrefaçon ou altération de monnaie.

2947. L'alternative ne vicie pas non plus la question lorsqu'elle réunit deux faits que la loi identifie : exemples.

2948. A plus forte raison, il en est ainsi quand il s'agit de la réunion de divers modes d'accomplissement du même crime : exemples.

2949. On peut interroger le jury par une même question alternative sur les divers faits de complicité qui comportent la même peine et qui ont les caractères légaux de la complicité.

2950. Mais on ne peut réunir alternativement la complicité ordinaire de l'art. 60, Code pénal, et la complicité spéciale par recélé.

2951. 3e *règle*.—En précisant clairement ce qu'il déclare, le jury purge le vice de complexité de la question alternative.

2952. Le système des questions alternatives est attaqué sans motifs sérieux ; il présente souvent des résultats utiles ; on ne saurait, ni en fait, ni en droit, le proscrire toujours.

2939. Les questions sont exposées au vice de com-

plexité lorsque, alternatives, elles réunissent diverses hypothèses dans un même contexte. — A ce sujet, trois règles principales :

La première frappe de nullité les questions qui, par la nature même de l'alternative ou par la forme de leur rédaction, ne permettent pas de saisir le véritable sens de la déclaration du jury;

La deuxième refuse de prononcer la nullité lorsque les faits, objet de l'alternative, sont passibles de la même peine;

La troisième admet que, par la précision de sa réponse, par le choix qu'il fait et qu'il indique de l'une des alternatives, le jury peut réparer le vice de la question et effacer la complexité.

Donnons à ces règles leur développement.

2940. 1re *règle*. — Quand on demande au jury si l'accusé est coupable d'avoir commis tel crime ou tel autre, de l'avoir commis de telle façon ou de telle autre, et qu'il répond : oui, il est impossible de savoir si, par sa déclaration affirmative, le jury a entendu affirmer soit que l'accusé a employé cumulativement les divers termes de l'alternative, soit qu'il n'a fait usage que d'un seul, soit, et dans ce dernier cas, quel est celui dont il est l'auteur. Or, si les divers termes de l'alternative, envisagés ensemble ou séparément, ne sont pas constitutifs de la même criminalité et ne sont pas réprimés par la même peine, la reponse du jury, obscure et ambiguë alors qu'elle doit être claire et sans équivoque, ne présente plus une assiette légale pour la condamnation de l'accusé. — En ce cas, nullité radicale et absolue.

Sous le Code brumaire an IV, de nombreux arrêts avaient fait l'application de cette règle. — Sous notre Code d'instruction criminelle, elle est également affirmée par les décisions dont je vais donner l'analyse.

On doit proscrire, comme entachée de complexité, la question alternative portant que l'accusé a *détruit*, *dégradé ou pillé* une habitation[1]; — est également vicieuse la question alternative par laquelle on demande au jury si le vol a été commis dans *une cour ou emplacement* dépendant d'une maison habitée[2].

En matière de vol, une question alternative portant sur *la soustraction* ou sur *la rétention* frauduleuses, serait irrégulière et nulle. « Attendu qu'une déclaration alternative de fait ne peut servir de base à une condamnation qu'autant que chacun des termes dont elle se compose justifie l'application de la peine; — attendu que la rétention frauduleuse ne constitue pas nécessairement le vol; que, pour qu'elle ait ce caractère, il faut premièrement que la chose retenue ait été, non remise volontairement au prévenu, mais soustraite par lui; secondement, que la fraude, bien qu'elle ait pu n'être révélée que par des actes postérieurs, ait existé au moment de la soustraction et s'identifie avec elle[3]. »

Les art. 309 et suivants du Code pénal ne punissent pas toute espèce de violences, mais seulement les coups portés et les blessures faites. En conséquence, il y aurait nullité si la question alternative demandait au jury si l'accusé est coupable d'avoir volontairement *porté des coups ou commis d'autres violences* sur la personne de son père. En effet, la réponse affirmative du jury ne pouvant plus particulièrement être appliquée à l'un des termes de l'al-

---

(1) Cass., 27 octobre 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 126.
(2) Cass, 1er avril 1820 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.* 129.
(3) Cass., 26 mars 1836 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 105.—NOTA. Cet arrêt a été rendu en matière correctionnelle, mais il s'appliquerait aux Cours d'assises en cas de vol qualifié.

ternative qu'à l'autre, il serait impossible de savoir si le fait est ou n'est pas punissable(1).

Dans une accusation de banqueroute frauduleuse, le président ne peut, dans les questions au jury, substituer aux mots détourné *ou dissimulé*, les mots détourné *ou dissipé* une partie de son actif. En effet, la *dissimulation* constitue la banqueroute frauduleuse, tandis que la *dissipation* peut ne constituer que le délit de banqueroute simple. En ce cas, les deux branches de l'alternative n'ayant pas nécessairement la même conséquence légale, la question est imprégnée du vice de complexité(2).

2941. Les plus nombreux exemples de questions alternatives prohibées se réfèrent au mélange de la culpabilité comme *auteur* et de la culpabilité comme *complice*. — M. Dalloz, dans son Répertoire, au mot *instruction criminelle*, cite sous le nº 2805 jusqu'à vingt-cinq arrêts rendus dans cette espèce sous le Code de brumaire.—En voici, à cet égard, quelques-uns plus modernes :

Une question était posée en ces termes : l'accusé est-il coupable d'être auteur *ou* complice du faux....? Le jury répondit : oui, l'accusé est coupable. Sur quoi arrêt dans lequel on lit : « que la question étant conçue en termes alternatifs, la réponse du jury se référant à la totalité et à chacune des parties de la question, dans le sens alternatif sous lequel elles sont énoncées, cette réponse ne détermine positivement la culpabilité du condamné, ni comme auteur, ni comme complice; — que cette culpabilité peut être appliquée au fait de complicité comme à celui d'auteur direct; — qu'il faudrait donc, pour que la condamnation fût légitime, ou que l'accusé eût été déclaré auteur, ou, s'il eût été déclaré complice, que la question

---

(1) Cass., 19 mars 1841 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 143.
(2) Cass., 13 janvier 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 13.

eût porté un ou plusieurs des faits particuliers compris dans l'art. 60 du Code pénal qui l'auraient constitué en état de complicité criminelle(1). »

2942. Du reste, il n'y a plus ni alternative ni complexité lorsqu'il est posé, sur les mêmes faits imputés à un accusé, une double question de perpétration comme auteur et comme complice : et cela est régulier si ces faits, diversement appréciés, peuvent présenter l'un ou l'autre de ces caractères(2).—Spécialement « en soumettant séparément au jury la double question, confondue dans le résumé de l'accusation, si Silvestre Tronc était coupable : 1° d'avoir, volontairement et avec préméditation et conjointement avec d'autres individus, homicidé les nommés Rouvière, Cartier et Carle; 2° d'avoir, au moins, aidé et assisté les auteurs de ces homicides dans les faits qui les ont préparés ou facilités et dans ceux qui les ont consommés, le président, loin d'avoir excédé les bornes de son pouvoir et violé aucune loi, s'est, au contraire, conformé à l'esprit et à la lettre des art. 337 et 338, C. instr. crim.(3). »

2943. La complexité dérivant des questions alternatives est une cause de nullité aussi bien quand elle porte sur des circonstances aggravantes que lorsqu'elle s'applique à des faits principaux ou à leurs éléments. — Spécialement, serait nulle la question demandant si l'accusé a volé un bœuf *en campagne ouverte ou en lieu clos*(4).

2944. La question : l'accusé a-t-il agi *avec ou sans discernement*, serait-elle empreinte de complexité? Un arrêt

---

(1) Cass., 29 juillet 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*295;—18 novembre 1847,—sur mes conclusions—(M. Isambert, rapp.), *Bull.*455.

(2) Cass., 18 juillet 1832 (M. Ollivier, rapp.), S.-V.33.1.125; D.r.33. 1.40.

(3) Rej., 27 septembre 1832 (M. Meyronnet, rapp.), DALLOZ, n° 2731.

(4) Cass., 27 frimaire an VI (M. Moreau, rapp.), DALLOZ, n° 2804.

ancien a décidé la négative : il se fonde sur ce que « la réponse du jury à l'une des deux alternatives exclut nécessairement l'autre[1]. » Cependant, il faut bien le dire, l'interrogation serait contraire au texte de l'art. 340 du Code d'instruction criminelle qui paraît exclure toute alternative.

2945. Disons, — ce qui va de soi, — qu'on ne saurait considérer comme complexe la question de savoir si l'accusé a recélé *tout ou partie* des objets volés. En effet, que l'on recèle tout ou partie des objets volés, le crime reste le même[2].

2946. 2e *règle*. — Quoique les art. 341, 345 et 347 du Code d'instruction criminelle et l'art. 1er de la loi du 13 mai 1836 imposent virtuellement au président de la Cour d'assises l'obligation d'interroger le jury, par des questions distinctes, sur chacun des chefs d'accusation, il peut cependant poser des questions alternatives lorsque les conséquences pénales d'une réponse affirmative seraient les mêmes dans l'une ou l'autre hypothèse.

Ainsi :

Est régulière la question alternative d'*avoir fabriqué ou fait fabriquer* une pièce fausse. « Attendu que si la question proposée au jury était alternative, chacune des deux branches de cette question se rapportait à un fait également incriminé par la loi, puisque l'action d'avoir fait fabriquer ou altérer une pièce fausse constitue le crime de faux, aussi bien que la fabrication même de cette pièce, le crime étant évidemment l'ouvrage de celui qui en a conçu la pensée et sous la dictée duquel le faux a été commis[3]; »

---

(1) Rej., 7 nivôse an IX (M. Cochet, rapp.), DALLOZ, n° 2809.

(2) Rej., 17 thermidor an VIII (M. Viellart, rapp.), DALLOZ, n° 2810.

(3) Cass., 27 janvier 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 50 ;—Rej., 8 juil-

Même régularité quand la question dit *contrefait ou fait contrefaire*, « puisque, la culpabilité de l'accusé est évidemment la même, soit qu'il se soit servi de sa propre main pour fabriquer la pièce fausse, soit qu'il ait emprunté comme instrument celle d'un autre (1); »

De même encore quand il est dit : *apposé, ou fait apposer*, « les deux termes de l'alternative entraînant les mêmes conséquences pénales (2); »

De même aussi, quand la question est posée alternativement sur la *contrefaçon ou sur l'altération* d'une monnaie (3).

2947. Si la loi identifie complétement deux faits et les confond dans une même disposition pénale, ils peuvent, sous forme alternative, être réunis dans une seule question. Par exemple : en matière d'attentat à la pudeur sans violence sur un enfant âgé de moins de treize ans, l'art. 331 du Code pénal met sur la même ligne ces deux faits que le crime a été *consommé ou tenté;* or, comme il n'exige pas, pour cette tentative d'une nature spéciale, la mention des caractères légaux de la tentative ordinaire, le président peut, sans complexité et sans violation de l'art. 2 du même Code, demander au jury si le crime a été consommé ou tenté (4);

Il en est de même, et par les mêmes raisons, de l'attentat à la pudeur avec violence, prévu par l'art. 332 du même Code (5);

---

let 1830 (M. Rives, rapp.), *Pal.*1830.664;—Cass., 6 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 2811; — Rej., 4 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 361.

(1) Rej., 26 juin 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*388.

(2) Cass., 3 avril 1847 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*111.

(3) Rej., 18 avril 1844 (M. Rives, rapp.), *Bull.*200.

(4) Rej., 4 août 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*422.

(5) Rej., 9 février 1837 (M. de Crouzeilhes, rapp.), S.-V.38.1.902; D.P.37.1.510;—11 avril 1840 (même rapp.), *Bull.*150.

De même aussi, cet art. 332, « s'appliquant aussi bien aux *viols tentés avec violence* qu'aux autres attentats à la pudeur avec violence, » on a pu demander au jury si l'accusé est coupable d'avoir tenté avec violence de commettre un viol ou tout autre attentat à la pudeur[1];

De même encore, en matière de banqueroute, on peut poser au jury l'alternative d'*écritures simulées ou d'engagements fictifs*, « les deux alternatives n'étant pas contraires, pouvant exister ensemble et étant, chacune d'elles, punissables de la même peine[2];

De même, en semblable matière, on peut demander si l'accusé a *soustrait ou détourné* une partie de son actif[3];

De même, enfin, en matière de délit de presse, le fait de *fabrication, falsification, ou attribution mensongèrement faite* à un tiers d'une pièce fausse, de nature à troubler la paix publique, présenté sous une forme alternative, ne peut vicier la position de la question, ce fait « ayant, dans l'une ou l'autre hypothèse, la même conséquence pénale, » et la question ne comportant aucun vice de complexité ou d'ambiguïté[4].

2948. *A fortiori* il n'y a point complexité irritante dans une question alternative qui se borne à réunir les divers modes d'accomplissement d'un même crime.—Spécialement, dans une accusation d'enlèvement de mineure, on peut demander aux jurés si l'enlèvement a été commis par *fraude ou par violence*[5];

De même si l'on groupe dans la même question alter-

---

(1) Rej., 15 septembre 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 395.

(2) Cass., 18 mars 1826 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.* 138.

(3) Rej., 26 mai 1838 (M. Isambert, rapp.), *Pal.* 1838.2.188; — 9 février 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 80.

(4) Rej., 6 décembre 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 604.

(5) Rej., 25 octobre 1821 (M. Rataud, rapp.), *Pal.* 1821.923.

native diverses manières de commettre les *faux* exprimés dans l'art. 147 du Code pénal (1) ;

De même quand on demande : l'accusé est-il coupable d'être *l'auteur du crime ou d'y avoir coopéré?* Ces deux expressions, au fond identiques, signifient : l'une que l'accusé a commis le fait, et l'autre qu'il l'a aussi commis, mais avec cette addition qu'il n'était pas seul à le commettre (2) ;

De même si, en matière de faux témoignage, on énonce alternativement qu'il a été porté soit contre le prévenu, soit en sa faveur (3).

De même, aux termes de l'art. 209 du Code pénal, la *rébellion* résulte, soit de l'attaque seule, soit de la résistance, mais accompagnée de violences et voies de fait. Puisque l'attaque seule et la résistance avec violences sont deux modes d'un même fait, compris dans la même disposition pénale, ils peuvent être posés ensemble dans une question alternative. Et si le jury, écartant les violences, répond : oui, l'accusé est coupable, comme il devient impossible de déterminer si, par sa réponse, il n'a pas entendu restreindre la culpabilité à la résistance, laquelle, séparée de la circonstance caractéristique des voies de fait, ne constituait plus ni crime ni délit, » l'accusé doit être renvoyé absous (4).

2949. Et maintenant, parlons spécialement de la *complicité*. — Lorsque « chacun des caractères alternatifs de la complicité constitue à un égal degré la criminalité du fait et détermine la même peine, » le jury peut, sans qu'il en résulte aucun vice de complexité, être interrogé

---

(1) Rej., 26 mai 1842 (M. de Ricard, rapp.), DALLOZ, n° 2813.

(2) Rej., 11 messidor an IV (M. Boucher, rapp.), DALLOZ, n° 2808.

(3) Rej., 4 novembre 1850 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 595.

(4) Rej., 2 juillet 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 323.

par une seule question *sur les divers faits de complicité* reprochés à l'accusé. Ici ne s'appliquent pas les art. 1 et 2 de la loi du 13 mai 1836, qui font au président de la Cour d'assises un devoir d'interroger séparément le jury sur le fait principal d'abord et ensuite sur chacune des circonstances aggravantes (1).

Néanmoins, « si des circonstances alternatives de complicité résultant des divers modes de complicité spécifiés en l'art. 60 du Code pénal, peuvent être réunis cumulativement et soumises au jury par une seule et même question, cela ne peut avoir lieu qu'autant que chacun des chefs de complicité réunit les caractères légaux constitutifs de la complicité (2). »

2950. Mais peut-on poser ensemble, à titre de questions alternatives, *la complicité ordinaire* de l'art. 60 du Code pénal, — par exemple l'aide et l'assistance, — et la complicité spéciale par voie de *recélé* prévue par les art. 62 et 63 du même Code? — Non, « attendu que le recélé, tel qu'il est réprimé et défini, ne suppose pas nécessairement une participation directe au vol au moyen duquel les objets recélés ont été obtenus, puisqu'on ne peut participer à un crime qui déjà est consommé; — que si le recélé, par ses relations avec le vol et comme devenant, en quelque sorte, le complément de ce crime, a été assimilé par la loi à la complicité définie et punie par les art. 59 et 60

---

(1) Rej., 19 décembre 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*585;—Cass., 18 septembre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*395;—16 avril 1842 (même rapp.), *Bull.*147; — Rej., 30 septembre 1842 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*385; — 21 août 1845 (même rapp.), *Bull.*432, cité *suprà*, n° 2822;—6 avril 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*169; — Cass., 19 avril 1860 (à mon rapport), *Bull.*166.

(2) Cass., 27 octobre 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*126, cité *suprà*, n° 2940;— 18 septembre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*395, qui vient d'être cité;—23 novembre 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*414;—18 mai 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*280.

du Code, le législateur a, en même temps, par l'art. 63, établi une différence positive entre la peine de recélé sciemment fait, mais sans connaissance de certaines circonstances énumérées dans cet article qui auraient accompagné le vol, et celle du recélé qui a eu lieu avec connaissance ; — que cette distinction et cette atténuation dans la peine démontrent que le législateur, tout en rangeant les recéleurs parmi les complices, en ne leur reconnaissant pas, dans tous les cas, la même criminalité, n'a pas voulu que toujours, et comme le porte l'art. 59 à l'égard des complices, ils fussent punis de la même peine encourue par l'auteur du crime ; — attendu qu'il suit de là que les faits qui constituent les crimes de recélé ne peuvent être confondus avec ceux qui présentent le caractère ordinaire de la complicité criminelle (1). »

Dans tous les cas, quand la peine doit être celle des travaux forcés à perpétuité, il faudrait, pour pouvoir confondre dans une même question alternative l'aide et l'assistance avec le recélé, que, conformément à l'art. 63 du Code pénal, la question énonçât, quant au recel, qu'il a eu lieu avec connaissance (2).

2951. *Troisième règle.* — Ce qui entraîne l'annulation des questions alternatives imprégnées de complexité, c'est l'impossibilité de connaître, de science certaine, le fond de la pensée du jury. Or, en précisant nettement et clairement ce qu'il entend déclarer, le jury purge ce vice de complexité. — Par exemple, dans une accusation de vol,

(1) Cass., 22 juillet 1847, — sur mes conclusions — (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 283. — Conformes : Cass., 9 avril 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 128 ; — L'arrêt de cassation du 19 avril 1860, à mon rapport, qui vient d'être cité au numéro précédent ; — Cass., 15 septembre 1864 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 412.

(2) Cass., 9 avril 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 128 ; — et les deux arrêts du 23 novembre 1848 et du 18 mai 1855, cités n° précédent.

la question alternative portait tout à la fois sur ce que l'accusé aurait été l'auteur du fait ou du moins qu'il aurait été complice par voie de recélé avec connaissance. Le jury, dans sa réponse, avait spécialement indiqué que la culpabilité résultait seulement de l'une des branches de l'alternative, le recélé avec connaissance. — Pourvoi et rejet, attendu « que la réponse du jury à cette question contient un sens positif et déclare un fait de culpabilité déterminé [1]. »

2952. Des criminalistes distingués se sont élevés contre la position des questions alternatives. — L'un, s'inclinant devant la jurisprudence, reconnaît que, dans les conditions que je viens de rappeler, elles n'ont rien d'illégal ; mais il ajoute : « qu'il n'est jamais nécessaire et « qu'il est souvent dangereux de poser des questions al- « ternatives ; que c'est là une forme vicieuse que les pré- « sidents les plus instruits ont soin d'éviter [2]. » — L'autre, protestant contre les arrêts de la Cour de cassation, soutient qu'aucune distinction n'est possible, que la règle doit être maintenue dans toute sa rigueur et que le motif de la division reste applicable bien que la peine soit la même. A l'appui de sa théorie, il cite pour exemple la complicité ; supposant que l'on a réuni alternativement dans la même question la complicité par instructions, la complicité pour avoir procuré des instruments et la complicité par aide et assistance, il se place en face de la délibération du jury, et alors il dit : « le résultat pourra « être essentiellement différent, suivant qu'il y aura trois « votes ou un seul. Quatre jurés peuvent être d'avis que « l'accusé a donné des instructions, mais n'a pas fait « autre chose ; quatre autres qu'il a seulement fourni des

---

(1) 15 juillet 1813 (M. Schwendt, rapp.), DALLOZ, n° 2814.
(2) M. Faustin Hélie, *Traité de l'instr. crim.*, t. 9, p. 143 et 144.

« armes ; quatre autres enfin qu'il a seulement participé « à l'exécution. S'il n'y a qu'un seul vote, l'accusé sera « condamné à l'unanimité ! S'il y en a trois, il sera ac- « quitté à la majorité des deux tiers (1) ! »

Il m'est impossible de me rallier à ces opinions.

Au point de vue légal, les questions alternatives me paraissent irréprochables ; il y a plus, elles sont, du moins en certains cas, l'exécution littérale de la loi. En effet, si aucune disposition ne les prohibe, en revanche, on peut dire que l'art. 337 du Code d'instruction criminelle les commande, quand il prescrit de poser la question avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation. Veut-on prendre l'exemple indiqué par M. Trébutien? Quel est le crime? La complicité. Quelles en sont les circonstances ? Les trois modes énumérés dans l'art. 60 du Code pénal. Si donc le fait de la provocation ou des instructions, le fait d'avoir procuré des armes, instruments ou moyens, le fait de l'aide et de l'assistance ne sont que des modes d'exécution, que des circonstances du même crime, il faut, quand ils sont réunis dans l'acte d'accusation, les réunir aussi et les grouper dans la question. Lorsqu'il pense que cela est utile à la manifestation de la vérité, le président peut, sans doute, opérer la division et séparer ces diverses circonstances ; il le peut, parce que la forme n'est pas sacramentelle et parce que l'art. 337 n'impose pas sa formule à peine de nullité ; mais en préférant la méthode inverse, en maintenant l'union des circonstances du même crime, il rend hommage au principe déposé dans cet article. — Si des questions alternatives sont annulées, ce n'est pas parce qu'elles violent la règle générale de la loi, c'est seulement par exception, lorsque, réunissant des crimes distincts,

(1) M. Trébutien, *Cours de droit crim.*, t. 2, p. 421 et 422.

punis de peines différentes, elles sont infectées de complexité prohibée et ne permettent pas à la pensée du jury de se produire avec clarté.

Si, quittant le terrain légal, j'aborde le chapitre des considérations, je me sépare plus énergiquement encore des auteurs dont j'examine l'opinion ; — je prétends que les questions alternatives ont, bien souvent, une haute utilité, et je le prouve par l'exemple même tiré de la complicité. — Voilà un accusé que les douze membres du jury réputent unanimement coupable ; pour les uns, il est coupable parce qu'il a provoqué ; pour les autres, parce qu'il a fourni les moyens ; pour les autres, enfin parce qu'il a aidé et assisté.—Il y a, cela est vrai, divergence sur le mode et sur le motif de culpabilité, mais tous se réunissent dans un même sentiment, dans une même volonté, la culpabilité. Or, méconnaissant cette volonté, qui est irréfragable, on se fonde sur cette divergence qui ne change rien au fond des choses, pour vouloir proclamer l'acquittement ! Est-ce là ce que voulaient les quatre jurés qui ont voté pour une hypothèse, et les quatre jurés qui ont opiné pour l'autre, et les quatre jurés qui ont admis la troisième ? Avec ce système du morcellement, que deviennent les intérêts de la société et les droits de la justice ? Le morcellement qui entraîne l'acquittement est ici la négation flagrante de la volonté souveraine du jury, tandis que la réunion, sous forme alternative, réalise, et sans y rien ajouter, son vœu unanime, la condamnation.

Certes, je n'entends pas affirmer que dans tous les cas et toujours les questions alternatives devront être préférées à des questions fractionnés. Comme je l'ai dit dans mes observations générales sur la présente section, — n° 2879, — il est des espèces qui comportent la division et la rendent même convenable ; mais ce que j'ai tenté de démontrer, c'est que, ni en droit ni en fait, les

questions alternatives ne doivent être systématiquement proscrites.

§ 5.—*Questions relatives à la tentative.*

N° 2953. Caractères constitutifs de la tentative punissable.
2954. *Contenu* de la question relative à la tentative.—Nullité, si l'on omet l'un des deux éléments essentiels : exemples.
2955. Cette règle est générale et s'applique à tous les crimes, sauf les cas spéciaux où la loi en a disposé autrement.
2956. Exception à la règle, en matière d'attentat à la pudeur avec violence : la tentative et la consommation sont également punissables.
2957. L'exécution *suspendue* et l'*effet manqué* sont deux branches de l'un des éléments de la tentative : l'omission de la première branche n'est pas cause de nullité.
2958. La condition substantielle que l'*effet n'a été manqué que par*, peut être exprimée par des équipollents : indication d'un équipollent et d'une expression imparfaite.
2959. Exemple d'équipollent de la manifestation extérieure.
2960. *Mode de position* de la question relative à la tentative. — Autrefois, on séparait ses divers éléments; aujourd'hui, comme ils sont constitutifs, il faut les réunir.

2953. La tentative est considérée comme le crime même lorsque, aux termes de l'art. 2 du Code pénal, elle réunit les deux conditions suivantes : 1° si elle a été manifestée par un commencement d'exécution, 2° et si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur[1]. — Pour que la question soit régulière, que doit-

---

[1] Sous la loi du 22 prairial an IV, et sous le Code de 1810, il y avait trois conditions substantielles ; il fallait : 1° que la tentative ait été manifestée par des actes extérieurs ; 2° qu'elle ait été suivie d'un commencement d'exécution ; 3° et qu'elle ait été suspendue ou qu'elle n'ait manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur.—On jugeait alors que ces deux premières conditions étaient distinctes l'une de l'autre et n'en constituaient pas une seule. « Si

elle contenir, au fond, et, en la forme, comment doit-elle être posée ?

2954. *Contenu de la question.* Comme je l'ai dit en établissant la nécessité de mentionner tous les caractères constitutifs des crimes,—n° 2686,—la règle veut impérativement que les deux conditions substantielles de la tentative punissable trouvent place dans la question. Que l'une de ces deux conditions vienne à faire défaut, et alors la question incomplète ne soumet à l'appréciation du jury qu'une pensée, un projet plus ou moins immoral, qui échappe à l'action de la loi répressive.

Ainsi nullité :

Si, malgré les termes formels de l'arrêt de renvoi, on omet dans la question d'énoncer que la tentative a été manifestée par des actes extérieurs et suivis d'un commencement d'exécution (1) ;

Si la réponse du jury, conforme à la question, ou la restreignant, se borne à dire qu'il y a eu tentative d'assassinat, ou de tout autre crime, sans exprimer s'il y a eu acte extérieur et commencement d'exécution suspendue par des circonstances indépendantes de la volonté de l'accusé (2);

S'il n'a pas été demandé au jury si la tentative n'avait

---

l'on doit reconnaître, disait un arrêt, que le commencement d'exécution ne peut avoir lieu sans acte extérieur, on est forcé de convenir en même temps que l'acte extérieur peut exister sans commencement d'exécution.» —Cass., 25 octobre 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*190.—La révision du 27 avril 1832, par sa rédaction nouvelle de l'art. 2, a supprimé la nécessité de la manifestation par des actes extérieurs et restreint cette manifestation à un commencement d'exécution.

(1) Cass., 26 juillet 1811 (M. Liborel, rapp.), *Bull.*213; — 25 octobre 1816, cité au numéro précédent ; — 10 décembre 1818 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*451.

(2) Cass., 23 mars 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*35 ; — 30 mai 1816 (même rapp.), *Bull.*69 ;—23 septembre 1825 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 519 ;—23 juin 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*521 ;—15 septembre 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*357.

été suspendue ou n'avait manqué son effet que par des circonstances.....[1];

Si le jury, répondant à une question régulière, admet seulement que l'effet a été manqué par des circonstances indépendantes de la volonté de l'accusé : cette réponse, qui localise illégalement la tentative en ce seul point, et qui, par son silence même, supprime les actes extérieurs et le commencement d'exécution, n'a pas purgé l'accusation[2];

Si, au lieu de préciser les circonstances constitutives de la tentative, la question et la réponse du jury se réfèrent à l'arrêt de renvoi et au résumé de l'acte d'accusation[3].

2955. Les dispositions de l'art. 2 du Code pénal « sont générales ; elles s'appliquent à tous les crimes et ne peuvent être restreintes que dans les cas où la loi a exclu son application. » Elles comprennent donc :

La tentative de *bigamie*, « lorsque cette tentative présente les éléments circonstanciels constitutifs de sa criminalité »[4];

La tentative d'*avortement*, sauf l'exception admise par l'art. 317 du Code pénal en faveur de la femme lorsqu'on a soin d'énoncer dans la question, avec les autres éléments essentiels, l'état de grossesse de la femme[5];

---

(1) Cass., 22 décembre 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*146.

(2) Cass., 18 avril 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*44.

(3) Cass., 15 avril 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*150.

(4) Rej., 28 juillet 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*411.

(5) Rej., 16 octobre 1817 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*255 ; — 17 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*171 ; — 15 avril 1830 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*242 ; — 29 janvier 1852 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*71 ; — Cass., 20 janvier 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*32 ;—Rej., 22 juin 1853 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*342 ; — Cass., 24 juin 1858 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 287 ;—Rej., 7 octobre 1858 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*415 ; —Cass., 6 janvier 1859 (à mon rapport), *Bull.*2 ;—26 juillet 1860 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 309 ;—1er décembre 1860 (M. Le Sérurier), rapp.), *Bull.*465 ;—3 mars 1864 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*94.

La tentative d'*attentat* à la sûreté de l'État (1);

La tentative de *viol* (2);

La tentative de *faux* : ainsi elle existe dans la fausse signature apposée sur un acte notarié resté imparfait par suite de circonstances étrangères à la volonté de l'accusé (3);

La tentative de *pillage* prévu par les art. 440 à 442 du Code pénal (4);

La tentative d'*extorsion* par force, violence, contrainte, d'un écrit contenant ou opérant obligation ou décharge (5);

La tentative d'*incendie*, en interrogeant le jury sur le point essentiel de savoir si les édifices, objets de la tentative, appartenaient à autrui ou à l'accusé lui-même (6).

2956. Néanmoins, la règle reçoit exception quand il s'agit d'*attentat à la pudeur avec violence* : la tentative de ce crime présente, par elle-même et par sa nature propre, toutes les circonstances constitutives de la criminalité. En effet, dit un arrêt, « les art. 331 et 332 du Code pénal renferment des dispositions spéciales relatives à l'*attentat à la pudeur* ; par ces dispositions, la tentative et la consommation du crime sont considérées comme également punissables, lorsqu'elles ont été accompagnées de la violence; dès lors et pour ce crime particulier, la loi n'exige point que l'on interroge le jury sur les caractères de la tentative, tels que les définit l'art. 2 du même Code » (7).

---

(1) Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*577.

(2) Cass., 15 septembre 1837 (M. Dehaussy, rapp.), cité numéro précédent, note 2.

(3) Cass., 14 octobre 1834 (à mon rapport), *Bull.*500.

(4) Rej., 7 juillet 1847 (M. de Crouseilhes rapp.), *Bull.*278.

(5) Rej., 27 mars 1856 (M. Vaïsse, rapp.), *Bull.*197; — 16 avril 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*244.

(6) Cass., 20 avril 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*150.

(7) Rej., 11 avril 1840 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*150. — Conformes : Cass., 10 mars 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*111 ;—20 sep-

2957. La tentative est légalement caractérisée lorsqu'il est dit, dans la question au jury, qu'elle a été à la fois manifestée par un commencement d'exécution, et qu'elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. L'omission de l'autre branche de l'alternative, c'est-à-dire de ces mots contenus dans l'art. 2 du Code pénal : *si elle n'a été suspendue*,.... n'a pu, en pareil cas, rendre incomplète la définition de la tentative et irrégulière la question (1).

2958. Cette condition substantielle que la tentative N'A manqué son effet QUE PAR des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, semble pouvoir être exprimée par des équipollents. — Par exemple on mentionnerait régulièrement que la tentative a manqué son effet *seulement par*.....; mais l'expression est imparfaite si, sans employer la négation qui exclut tout autre mode de suspension, on se borne à dire : *elle a manqué son effet par*...; cette formule incomplète ne forme pas obstacle à la supposition que des circonstances autres que la volonté de l'auteur ont pu concourir à empêcher la tentative de produire son effet. — En conséquence, cette dernière rédaction entraînerait nullité de la question (2).

2959. Quand la question énonce qu'une tentative d'homicide a eu lieu *en tirant un coup de fusil* sur une personne qui n'a pas été atteinte, elle exprime suffisamment qu'il y

---

tembre 1822 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*377 ; — Rej., 10 juin 1830 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*370 ;—15 septembre 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*395 ; —7 octobre 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*571 ; — 4 août 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*422.

(1) Rej., 10 juillet 1845 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp), *Bull.*376 ; —28 août 1845 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), D.P.45.4.125.

(2) Cass., 1er septembre 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*497.

a eu manifestation par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution [1].

2960. *Mode de position de la question.* — Le Code de brumaire an IV proscrivait rigoureusement toute réunion dans une même formule de plusieurs faits, ou de plusieurs éléments du crime : les différents caractères de la tentative devaient donc être l'objet d'autant de questions distinctes. Alors on demandait, par questions séparées, si la tentative avait été manifestée par un acte extérieur, — si elle avait été suivie d'un commencement d'exécution, — si, enfin, elle n'avait été suspendue ou n'avait manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur. Ainsi, trois questions pour trois faits qui ne pouvaient constituer le crime que par leur concours collectif, et la jurisprudence frappait de nullité, pour vice de complexité, toutes les interrogations qui les accolaient l'un à l'autre.

Mais sous notre Code, et en présence de son art. 337, la question doit comprendre le crime tout entier avec toutes les circonstances qui le caractérisent. Or, puisqu'il n'y a tentative punissable que là où se rencontre le concours des éléments précisés par l'art. 2 du Code pénal, il faut que ces éléments soient « déclarés dans leur ensemble à la charge de l'accusé » dans une question unique [2].

Un arrêt en donne une raison décisive : « Attendu, y est-il dit, que les circonstances constitutives de la tentative de crime.... ne constituent pas, prises séparément, des questions principales qui puissent être l'objet d'une question distincte et séparée posée au jury, mais qu'elles

---

(1) Rej., 22 août 1811 (M. Schwendt, rapp.), *Pal.* 1811.588.
(2) Rej., 6 avril 1838 (M. Gilbert des Voysins, rapp.), DALLOZ, n° 2819.

soit les éléments légaux et nécessaires dont la réunion peut seule caractériser la tentative de crime » (1).

§ 6. — *Questions relatives à la complicité.*

Nº 2961. On doit mentionner dans les questions les éléments constitutifs de la complicité. —Renvoi.

2962. Les règles sur la complicité sont générales et s'appliquent à tous les crimes, sauf le cas où la loi en a disposé autrement.

2963. Pour être complète, la question doit porter : 1° sur les éléments de la complicité ; — 2° et sur les éléments constitutifs du fait principal.

2964. 1er POINT.—*Mention des éléments de la complicité.* — La règle s'applique à chacun des modes de complicité.

2965. En matière de *provocation*, il faut les dons, promesses, etc., ou les artifices coupable : exemple pour le faux témoignage.

2966. Référence à la question principale.

2967. Quand il s'agit de complicité *par instructions*, la connaissance est nécessaire.

2968. Insuffisance, si, au lieu de dire qu'on savait que les moyens fournis *devaient* servir au crime, on dit qu'ils *pouvaient* y servir.

2969. Quand il s'agit de complicité par provocation d'avortement, il faut mentionner qu'il s'en est suivi.

2970. En matière de complicité par *aide et assistance*, la connaissance est aussi nécessaire : équipollent.

2971. Cette nécessité ne cesse pas d'exister quand il s'agit de viol.

2972. Inutile d'exprimer en quoi ont consisté l'aide et assistance.

2973. Dans l'aide et assistance les mots : *avec connaissance ne sont pas sacramentels* : équipollent dans une accusation de vol.

2974. Complicité par recel.

2975. L'accusation de crime commis conjointement et de complicité se rapporte à la coopération comme auteur.—Conséquence.

2976. 2e POINT.—*Mention des éléments constitutifs du fait principal.* —Réunion de ces éléments à ceux de la complicité.

2977. La nécessité de cette réunion ne fléchit pas lors même que les circonstances du crime ont été constatées antérieurement contre l'auteur principal.

---

(1) Rej., 8 septembre 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*510.

2978. Exception à cette règle quand l'accusé principal et le complice sont jugés ensemble : il suffit d'une référence entre la question de complicité et les questions précédentes.—Exemples.

2979. Le complice étant passible de la même peine que l'auteur principal, la référence n'est même pas nécessaire quant aux circonstances aggravantes.—Exemples.

2980. Et quelquefois, faite surabondamment et mal à propos, la mention des circonstances aggravantes peut devenir cause de nullité.

2981. Toutefois, dans les cas de l'art. 63 du Code pénal, la connaissance des circonstances aggravantes est nécessaire pour le recéleur.

2982. Application de la disposition particulière de l'art. 61, même Code.

2983. La nullité de la question principale infecte de nullité la question de complicité qui s'y réfère.

2984. Cas où le complice est poursuivi seul ; quand l'auteur principal est en fuite, ou inconnu, ou décédé : exemples.

2985. Alors, nécessité absolue d'énoncer les faits constitutifs du crime principal.

2986. L'acquittement de l'accusé principal n'est point obstacle à la poursuite contre le complice. — Exemples en matière de : faux,—vol,—avortement.

2987. *A fortiori*, quand l'accusé principal est acquitté pour défaut de discernement.

2988. En matière de banqueroute, malgré l'acquittement de l'auteur principal, le complice peut être poursuivi.—Nuances.

2989. L'art. 593, Code de commerce, qui ne mentionne que le recel, n'exclut pas les autres modes de complicité de la banqueroute, qui doivent être relevés, mais avec leurs éléments propres.

2990. En matière de faux témoignage, pas de poursuite contre le complice si l'auteur principal a été acquitté : en ce cas, le crime n'existe pas.—Il en est autrement, en matière de subornation de témoins.

2991. L'aggravation de peine qu'inflige à l'accusé principal son caractère personnel, est applicable au complice.

2992. Mais le caractère personnel du complice n'aggrave pas le fait principal.

2993. L'immunité accordée au mari ou à la femme, aux ascendants ou descendants, s'étend aux complices ; non pas aux coauteurs.

2961. Dans la section précédente, m'expliquant sur la nécessité de comprendre dans les questions toutes les cir-

constances constitutives du crime, j'ai établi cette règle que les éléments de la complicité déterminés par l'art. 60 du Code pénal doivent se retrouver dans l'interrogation faite au jury. — Voir *suprà*, nº 2687. — Le moment est venu de développer ce principe, au point de vue de la rédaction des questions.

2962. Les dispositions des art. 59 et 60 du Code pénal sur la complicité sont générales et s'appliquent à tous les délits, sauf les cas où la loi en a disposé autrement.— Ainsi, en matière de *corruption de fonctionnaire*, l'art. 179 du même Code « contient, relativement au corrupteur, des dispositions particulières, qui ne permettent pas de lui appliquer les règles ordinaires de la complicité; mais cet article est entièrement étranger aux individus, autres que le corrupteur, poursuivis comme complices du fonctionnaire public qui s'est laissé corrompre, et les laisse, dès lors, sous l'empire de la loi commune [1]. »

2963. Pour être complètes, les questions sur la complicité doivent porter sur deux points, substantiels l'un et l'autre : 1º sur les éléments constitutifs de la complicité elle-même; 2º et sur les éléments constitutifs de la criminalité du fait principal.

Expliquons-nous séparément sur chacun de ces deux points.

2964. Premier point. — *Mention des éléments de la complicité.* — Et d'abord, il faut le dire, la règle qui exige l'énonciation formelle des éléments légaux constituant la complicité, s'applique à chacun des modes par lesquels la complicité se manifeste. Ainsi :

2965. Au cas de complicité *par provocation*, il est nécessaire que les questions constatent que la provocation

---

(1) Rej., 16 novembre 1844 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 544.

s'est manifestée *par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir*. « Une simple provocation, sans aucune des circonstances déterminées par la loi pour caractériser la complicité ne suffit pas pour autoriser l'application des peines portées contre l'auteur du crime ou du délit (1). » — Quand la provocation s'est révélée par des machinations ou artifices coupables, il faut que les questions énoncent, non-seulement que l'accusé a provoqué par artifices, « qui ne sont pas essentiellement et par eux-mêmes un moyen coupable de provocation, » mais encore qu'elles ajoutent que les artifices étaient *coupables* (2). — Spécialement, pour la complicité du crime de faux témoignage, cette nécessité de déterminer les caractères constitutifs de la provocation, a été consacrée par de nombreux arrêts. — Voir *suprà*, nº 2690.

2966. Mais il est régulièrement satisfait à cette obligation lorsque la question relative à la complicité se réfère à la question posée contre les accusés principaux, laquelle énonce que les faux témoins « ont reçu de l'argent, une récompense et des promesses (3). »

2967. Si la complicité réside en des *instructions*, il n'est pas nécessaire de dire que l'accusé a agi sciemment, avec connaissance, ou sachant que ses instructions devaient servir à commettre le crime. « En effet, il eût été, pour le cas particulier, très-inutile de demander une telle explication, quand l'acte d'avoir donné des instructions

---

(1) Cass., 3 septembre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*387;— 14 octobre 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*569, cité *suprà*, nº 2687; — 16 mars 1826 (M. Gaillard, rapp.) *Bull.*136; — 18 septembre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*395; — 3 octobre 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*559.

(2) Cass., 27 octobre 1815 (M. Aumont, rapp.) *Bull.*126; — Rej., 10 juillet 1817 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, nº 2762.

(3) Rej., 15 décembre 1856 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*631.

pour commettre un crime, et la déclaration que l'accusé est *coupable* de les avoir données ou fait donner, ne laissent aucun doute sur son intention criminelle (1). »

2968. Le mode de complicité, prévu par le n° 2 de l'art. 60 du Code pénal, et qui consiste à *avoir fourni les moyens* propres à commettre le crime, n'est régulièrement constaté qu'autant que la question relate que l'accusé a procuré ces moyens sachant qu'ils *devaient* servir au crime : il ne suffirait pas d'énoncer qu'il a su qu'ils *pouvaient* y servir (2). — Toutefois, énoncer que l'accusé « est coupable d'avoir fourni des instruments *pour commettre le crime*, » c'est indiquer suffisamment la connaissance exigée par la loi (3).

2969. Il est un crime qui nécessite une mention particulière, c'est l'*avortement*. Ceux qui, par un moyen quelconque, ont procuré l'avortement d'une femme enceinte, sont des complices de ce crime, non dans les termes généraux de l'art. 60 du Code pénal, mais dans les termes spéciaux de l'art. 317 de ce Code, dont les expressions doivent être reproduites. Il ne suffirait donc pas de dire que, en fournissant les moyens de commettre ce crime, ils ont *provoqué* l'avortement : il faut, en outre, que la question constate que l'avortement a été *procuré*, qu'il *s'en est suivi*. — En conséquence, est nul l'arrêt qui punit de la peine portée en l'art. 317 l'accusé déclaré par le jury coupable d'une simple provocation d'avortement : en effet, « d'une part, l'expression de provocation n'exprime pas que l'avortement ait été effectué, et, d'un autre côté, si ce

---

(1) Rej., 23 mai 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*255 ; — 21 août 1845 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*432, cité *suprà*, n° 2882, p. 305, note 3 ; — Cass., 19 juin 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 365.

(2) Cass., 18 mai 1844 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*248.

(3) Rej., 2 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*293.

mot se réfère à une tentative, il n'est point énoncé que cette tentative n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur (1).

Une autre conséquence ressort de cette règle qui soumet la complicité d'avortement aux dispositions spéciales de l'art. 317 et non à celles de l'art. 60 : c'est que le jury ne doit pas être interrogé sur le point de savoir si l'accusé qui a procuré les moyens d'obtenir l'avortement *savait qu'ils devaient y servir* ; ou bien s'il a, *avec connaissance*, aidé ou assisté l'auteur de l'avortement. Ici, la question intentionnelle est soumise aux jurés par l'emploi de la formule : l'accusé est-il *coupable?* (2)

Comme l'art. 317, après avoir énuméré quelques-uns des moyens qui peuvent procurer l'avortement, répute coupable l'emploi de tout autre moyen, il n'est pas nécessaire de spécifier le moyen particulier à l'aide duquel l'avortement a été opéré (3).

2970. Si la complicité résulte de *l'aide ou l'assistance* aux faits qui ont préparé ou consommé l'action, la question est régulièrement posée en ces termes : l'accusé est-il coupable d'avoir, *avec connaissance*, aidé ou assisté l'auteur du crime dans les faits qui l'ont préparé ou consommé (4)? —Ainsi, il faut qu'il soit expressément reconnu et déclaré que le complice « a agi *avec connaissance*, ou du moins qu'il résulte nécessairement des faits constatés qu'il a agi *sciemment* dans les faits constituant l'aide et l'assistance

---

(1) Cass., 16 juin 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*321.

(2) Rej., 9 février 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*83 ; — 18 octobre 1850 (Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*539.

(3) Cass., 26 janvier 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.*36.

(4) Cass., 10 octobre 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*170 ; — 26 septembre 1822 (même rapp.), *Bull.*381 ; — 16 juin 1827 (M. Merville, rapp.), *Bull.*509 ; D.P.27.1.421. — L'arrêt du 2 juin 1832, cité n° 2968 ; —4 janvier 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.*9 ; —Rej., 21 mars 1840 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), *Pal.*1840, à sa date.

données par lui à l'auteur ou aux auteurs du crime ou du délit[1]. »

2971. En cette matière de complicité par aide et assistance, un arrêt ancien avait fait exception à cette règle qui prescrit la mention de la connaissance, quand il s'agit du crime de viol; il avait jugé : « qu'il est contre l'essence des choses de supposer que le complice d'un viol ou d'une tentative de viol ait pu aider et assister les auteurs dans les moyens de le commettre, sans qu'il *sût* qu'il prêtait aide et assistance à une action criminelle; que de l'omission, dans la déclaration du jury, des mots *avec connaissance*, il est donc impossible de conclure que le complice n'est pas convaincu d'avoir agi dans des intentions coupables; qu'il est évident, au contraire, que, dès qu'il a aidé et assisté les auteurs du crime dans les moyens de le commettre, il les a aidés et assistés avec connaissance[2]. » Cette décision était en opposition directe avec le texte de la loi, et distinguait là où elle ne distingue pas; aussi un arrêt récent l'a repoussée en ces termes : « la déclaration du jury qui n'établit pas que l'accusé a aidé et assisté l'auteur du crime dans les faits qui l'ont préparé et facilité, est une déclaration incomplète à laquelle manque un des éléments essentiels et constitutifs de la complicité; — attendu, sans doute, que les mots *avec connaissance* ne sont pas sacramentels et peuvent être suppléés par des équivalents; mais que la question et la réponse relatives à la participation qu'aurait prise la fille Molyb au viol, ne contient aucune indication pouvant impliquer qu'elle avait agi avec connaissance, et que sa participation avec

---

(1) Cass., 13 juillet 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*299; — 14 octobre 1847 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*421; — 23 novembre 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*414.

(2) Rej., 18 mai 1815 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1815.734.

connaissance ne résulte pas davantage du fait incriminé[1]. »

2972. Disons que « la loi n'exige point que la question au jury et sa réponse spécifient en quoi ont consisté l'aide et l'assistance reconnues constantes[2]. »

2973. Quand il s'agit de cette complicité par aide et assistance, « la circonstance d'avoir agi avec connaissance doit sans doute être expressément déclarée par le jury...; néanmoins ces mots : *avec connaissance* ne sont pas tellement sacramentels qu'ils ne puissent être valablement suppléés par des équivalents. » — Dans une affaire de meurtre suivi de vol, la question de complicité énonçait que l'accusé avait aidé et assisté l'auteur du fait principal en lui procurant les moyens d'entrer et de se cacher dans la maison de la victime, sachant qu'il ne s'y introduisait qu'avec le projet arrêté à l'avance de lui donner la mort et de la voler. — La question, formulée en ces termes, a paru régulière[3].

2974. Si la complicité a eu lieu *par recel*, il faut, selon le vœu de l'art. 62 du Code pénal, que la question mentionne que c'est *sciemment* que le recéleur a consenti à recevoir tout ou partie des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime et d'un délit.—On énonce ordinairement cet élément de la complicité en disant, après avoir spécifié les objets détournés ou volés : *sachant qu'ils provenaient de vol ou de détournement*. — Voir *suprà*, nos 2907 et 2949.

---

(1) Cass., 9 juin 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*241.

(2) Rej., 17 mai 1821 (M. Basire, rapp.), *Pal.*1821.614;—5 mars 1841 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*99; — 14 mai 1859 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*216.

(3) Rej., 13 août 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*384;— Conformes : Cass., 14 octobre 1847, cité au n° 2970;—9 juin 1866, cité au n° 2971.

2975. Qu'on le remarque, l'accusation « d'avoir commis les crimes *conjointement et de complicité,* se rapporte à la coopération comme *auteur;* ce n'est pas pour ce genre de complicité, mais seulement pour celle qui résulte des faits extrinsèques au crime, pour celle tendant à provoquer ou à faciliter ce crime, que l'énonciation des circonstances constitutives de criminalité spécifiées par l'art. 60 du Code pénal, est nécessaire[1]. »

2976. 2e POINT. — *Mention des caractères légaux constituant la criminalité du fait principal.* — Le premier arrêt établissant la nécessité d'énoncer dans la question concernant le complice tout à la fois et les éléments de la complicité, et les circonstances constitutives du crime principal, date de 1812. Il est conçu en ces termes : « la complicité étant un crime accessoire qui suppose l'existence d'un crime ou d'un fait principal, et qui doit être puni de la peine fixée par la loi contre l'auteur de ce crime, il ne peut être prononcé légalement de condamnation contre un individu accusé de complicité, que sur une déclaration qui constate à la fois le fait principal du crime avec les circonstances qui en déterminent la peine, et le fait de complicité qui constitue la culpabilité de l'accusé[2]. » — En d'autres termes, « là où il n'y a pas de corps de délit principal, il ne peut y avoir un délit de complicité[3]. »

---

(1) Rej., 31 juillet 1818 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1818.953 ; — 19 janvier 1821 (M. Busschop, rapp.), *Pal.* 1821.322 ; — 8 mars 1838 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, nº 2766 ; — 14 septembre 1851 (à mon rapport), *Bull.* 637 ; — 22 juin 1852 (M. Quénault, rapp.), *Bull.* 53 ; — 30 décembre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 726 ; — 3 juillet 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 398 ; — 15 juin 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 238 ; — 28 avril 1864 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 189.

(2) Cass., 21 mai 1812 (M. Liborel, rapp.), *Bull.* 226.

(3) Cass., 6 décembre 1816 (M. Chasle, rapp.), *Bull.* 211.

—Depuis lors, la jurisprudence a consacré cette règle, qui est devenue élémentaire (1).

2977. Cette règle ne fléchit pas alors même que, dans une poursuite antérieure, et à l'occasion de l'auteur principal, les circonstances du crime ont été constatées (2). — Ainsi, lorsque, à la suite d'un renvoi après cassation, une Cour d'assises est appelée à statuer sur une accusation de complicité par recélé poursuivi contre le recéleur seul, le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur les circonstances aggravantes du vol : cette Cour d'assises ne pourrait s'en référer à la déclaration du premier jury qui a jugé l'auteur principal du fait, pour établir à la charge du recéleur les circonstances aggravantes précédemment reconnues (3).

2978. Voilà la règle générale : et maintenant, à côté d'elle, se place une autre règle particulière, qui en modère l'application.—Quand les complices et les auteurs principaux passent ensemble aux assises, il est inutile de répéter dans la question concernant le complice les circonstances du fait, qui sont énumérées dans la question relative à l'accusé principal : une simple référence entre la question de complicité et les questions précédentes suffit. En effet, les questions posées au jury dans une seule et même affaire, constituant un ensemble, un tout, se prêtent, en général, un mutuel appui et doivent s'interpréter les unes par les autres (4).

Il y a référence suffisante, par exemple : quand, après

---

(1) Cass., 20 novembre 1817 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*297; — 14 janvier 1820 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.*16; — 29 septembre 1820 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*369; — 17 mars 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*99; — 21 décembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*459; — Rej., 5 mars 1841, cité au n° 2972.

(2) Cass., 4 janvier 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*14.

(3) Cass., 31 août 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*450. — Voir n° 2668.

(4) Rej., 30 août 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*446.

la question principale sur un meurtre avec préméditation et guet-apens, le président demande si l'accusé s'est rendu complice *de ce crime*(1);— ou quand on demande si l'accusé est complice du vol *plus haut qualifié et circonstancié*(2);— En matière de tentative d'infanticide, malgré la solution négative des questions principales énonçant les éléments constitutifs du crime, il n'est pas interdit de rapprocher ces questions principales « des questions subsidiaires relatives à la complicité, pour expliquer et compléter celles-ci, surtout quand elles s'y réfèrent et s'y rattachent par leurs termes mêmes(3); »— En matière d'incendie, « les questions posées au jury se lient les unes aux autres; celles relatives à la complicité, affirmativement résolues, impliquent soit par leur relation avec celles qui précèdent, soit par elles-mêmes, la préexistence du fait principal(4); »—En matière de banqueroute frauduleuse, la question de complicité est suffisante et régulière, quoique le jury ait été simplement interrogé sur l'aide et l'assistance données *à l'auteur de l'action*, sans qu'il ait été indiqué que l'auteur des détournements était *le failli* lui-même, lorsque cette circonstance résulte des autres questions(5); — En matière de banqueroute, on n'est pas obligé de reproduire relativement au complice la qualité de commerçant failli mentionnée dans la question principale(6). — Voir *suprà*, nº 2700.

2979. La référence n'est même pas nécessaire quand, au cas de simultanéité de jugement, il s'agit purement et simplement des circonstances aggravantes. Dans les ques-

---

(1) Rej., 30 septembre 1842 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 385.

(2) Rej., 25 février 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 88.

(3) Cass., 26 septembre 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 490.

(4) Rej., 29 janvier 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 70.

(5) Rej., 9 février 1855 (M. Aylies, rapp.), *Bull.* 70.

(6) Rej., 26 mai 1838 (M. Choppin, rapp.), S.-V. 38.1.562.

tions sur la complicité, on peut alors omettre la mention des circonstances aggravantes relevées dans les questions relatives au fait principal. En effet, aux termes de l'art 59 du Code pénal, les complices sont punis de la même peine que les auteurs du crime, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement. Or l'art. 63 du même Code, dérogeant à ce principe général, ne permet d'appliquer aux recéleurs la peine des travaux forcés à perpétuité et de la déportation, dont seraient passibles les auteurs principaux du crime, qu'autant que ces recéleurs seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, *connaissance* des circonstances aggravantes auxquelles la loi attache ces peines. Là est limitée la dérogation à la disposition générale de l'art. 59. Aussi, on l'a jugé, « ce n'est que dans le cas prévu par cet art. 63 qu'il y a lieu de demander au jury si l'accusé de complicité par recélé *a eu connaissance*, au temps du recélé, des circonstances aggravantes ; dans tous les autres cas, lorsque l'auteur principal et le complice par recélé sont soumis au même débat, il suffit de poser la question de savoir si le recéleur s'est rendu complice du crime qui vient d'être déclaré vis-à-vis de l'auteur »[1]. — De même, lorsque plusieurs individus sont accusés du crime de meurtre, — ou de tout autre crime, — l'un comme auteur principal, les autres comme complices, il n'y a pas lieu d'interroger le jury sur le point de savoir si la circonstance aggravante de la *préméditation* est commune aux complices ; il suffit qu'elle soit décidée contre l'auteur principal pour que, par application de l'art. 59, la peine dont cet auteur est passible soit appliquée aux complices[2].

(1) Cass., 9 juillet 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 279 ; — Rej., 8 mars 1866 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 106.

(2) Cass., 19 janvier 1838 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), *Bull.* 29 ; — Rej., 30 septembre 1842, cité au numéro précédent ; — Cass., 8 juin 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 235 ; — Rej., 15 septembre 1843

Du même encore, l'art. 63 « n'exige la position de la connaissance des circonstances aggravantes et constitutives des crimes passibles de la peine de mort et de celle des travaux forcés à perpétuité et de la déportation, qu'à l'égard des recéleurs, dont le crime est postérieur à la perpétration du crime principal ; il n'existe pas dans la loi de dispositions semblables pour les complices ordinaires ; ainsi dans la même matière, le président n'est pas tenu de poser cette question particulière à l'égard d'un accusé de complicité *par aide et assistance* » (1). — De même, en matière de complicité de vol, c'est mal à propos et surabondamment que le président, après la question de recel, reproduit les circonstances aggravantes comprises dans la question principale (2). — De même, en matière de complicité d'incendie de maison habitée, le complice peut être condamné aux peines des art. 60 et 434 du Code pénal sans qu'à son égard une question spéciale et distincte soit posée sur la circonstance aggravante (3).

2980. La mention, dans la question sur la complicité, des circonstances aggravantes relevées à la suite des questions principales, faite mal à propos et surabondamment, comme le dit l'arrêt du 26 juin 1851, — peut devenir cause de nullité. Ainsi, on a jugé qu'il y a contradiction dans la déclaration du jury, qui, affirmative sur les circonstances aggravantes d'un crime, en ce qui concerne l'auteur principal, les résout négativement à l'égard du complice. — En effet, « si, aux termes de l'art. 350 du Code d'instruction criminelle, la déclaration du jury est irréfragable et ne peut être soumise à aucun recours, ce

---

(M. Bresson, rapp.), *Bull.* 401 ;—Cass., 9 juillet 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 276.

(1) Rej., 5 janvier 1854 (M. Isamberi, rapp.), *Bull.* p. 1re.

(2) Rej., 26 juin 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 402.

(3) Rej., 16 juillet 1857 (M. Souëf, rapp.), *Bull.* 412.

n'est qu'autant que toutes les réponses faites aux diverses questions qui lui sont posées relativement à tous les accusés soumis aux débats pour le même fait, soit comme auteurs, soit comme complices, sont claires, précises et concordantes entre elles » (1).

2981. Mais, — et cela est bien entendu, — selon la prescription formelle de l'art. 63, *la connaissance* des circonstances aggravantes justifiant la peine des travaux forcés à perpétuité, est impérieusement requise pour que cette peine puisse être appliquée aux recéleurs des objets volés. Si le jury n'a point été interrogé sur cette connaissance, la Cour d'assises ne peut appliquer que les travaux forcés à temps(2).

2982. Il est des crimes spéciaux qui, alors même que les complices sont jugés en même temps que les auteurs principaux, exigent le retour à la règle et nécessitent l'énonciation détaillée du fait et des noms des auteurs du crime. Par exemple: l'art. 61 du Code pénal répute complices ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes et les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion. En ce cas, il faut que les malfaiteurs aient été déclarés passibles des peines établies par les lois. En conséquence, et même quand les malfaiteurs sont sur les bancs des assises avec l'accusé de complicité, la question relative au complice doit nécessairement spécifier les noms des malfaiteurs auxquels il aurait habituellement fourni logement, lieu de retraite ou de réunion (3).

---

(1) Cass., 21 mars 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*186.

(2) Cass., 19 septembre 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*381 ;—12 octobre 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*388.

(3) Cass., 9 juillet 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*328.

2983. Si la question relative à la complicité se réfère, quant aux éléments constitutifs du fait principal, à une question antérieure qui est nulle, cette nullité infecte, par voie de conséquence, la question de complicité qui ne doit produire aucun effet (1). — Par la même raison, quand la question sur la complicité se réfère non plus seulement aux faits constitutifs, mais encore à une circonstance aggravante relevée contre l'auteur principal, quand, par exemple, elle demande si l'accusé est coupable d'avoir donné des instructions pour commettre le crime *ci-dessus énoncé et circonstancié*, cette question devient complexe et nulle si le jury, acquittant l'auteur principal, n'a rien répondu touchant la circonstance aggravante : en ce cas, en effet, il n'est plus resté qu'une question comprenant tout ensemble le fait principal et la circonstance aggravante, ce qui est contraire à la loi du 13 mai 1836 (2).

2984. Je viens de m'expliquer sur l'hypothèse où les auteurs principaux et les complices sont soumis au même débat. A présent, examinons l'hypothèse où le complice est poursuivi seul et sans que l'auteur principal figure avec lui sur les bancs de la Cour d'assises.

L'intérêt social serait gravement lésé si l'impossibilité d'atteindre l'auteur d'un crime assurait l'impunité de son complice. Il n'en est pas, il ne saurait en être ainsi. Et voici, à cet égard, les décisions de la jurisprudence :

Lorsque l'auteur d'un crime est *en fuite*, ou absent des débats, la poursuite contre le complice n'en est pas moins licite (3) ;

De même, si l'auteur principal d'un crime est resté *in-*

---

(1) Cass., 13 janvier 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*13.

(2) Cass., 18 décembre 1856 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*629.

(3) Rej., 26 mai 1814, *Pal.*1814.219 ; — 19 août 1819 (M. Giraud, rapp.), *Pal.* 1819.501 ; — 1er mars 1866 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*50, cité n° 2879, p. 295, note 1re.

connu, l'ignorance où l'on est resté à cet égard ne fait point obstacle à la condamnation des complices[1] ;

Lorsqu'on demande au jury si l'accusé est complice de tels ou de tels auteurs principaux du fait, les noms de ces auteurs désignés sont « purement indicatifs et non limitatifs de l'accusation de complicité ; le corps du délit étant constant, l'accusation de complicité s'étend à tous autres auteur ou auteurs du crime[2] ; »

De même *la mort* de l'individu auteur d'un fait qui aurait pu donner lieu contre lui à l'exercice de l'action publique, — une banqueroute frauduleuse, — ne peut mettre obstacle à la poursuite, à la mise en jugement et à la condamnation des complices[3].

2985. Dans toutes ces hypothèses, le complice paraissant seul aux débats, et aucune référence n'étant possible, l'arrêt du 1er mars 1866 le dit avec raison : « il est de toute nécessité que les questions soumises au jury énoncent les faits constitutifs du crime principal. Il ne suffit pas, en effet, pour être réputé coupable, d'être déclaré complice ; il faut que la criminalité de ce fait soit établie vis-à-vis du complice, comme elle devrait l'être vis-à-vis de l'auteur principal. » En ce cas, les jurés sont interrogés, non sur la culpabilité du contumax, de l'inconnu ou du décédé, mais sur la matérialité du fait dont il aurait été l'auteur, abstraction faite de toute criminalité de sa part[4].

2986. L'acquittement de l'accusé principal n'est pas, en principe, un obstacle à la condamnation du complice;

---

(1) Rej., 13 septembre 1827 (M. Gaillard, rapp.) ; *Bull.* 772 ; — 24 septembre 1834 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 382 ; — 29 janvier 1852, cité n° 2978 ; — 24 septembre 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 554.

(2) Cass., 31 mai 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 461.

(3) Rej., 4 juin 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 267; cité n° 2753.

(4) Voir *suprà*, nos 2879 et 2984.

en effet, les deux déclarations du jury, « loin d'être viciées par une contradiction quelconque qui ne leur permettrait pas de produire leurs effets légaux, ont pour résultat unique et nécessaire de signaler, d'une part, la différence d'appréciation du jury envers les deux accusés, au point de vue de la criminalité de leurs intentions, et de constater, au contraire, d'autre part, à l'égard de l'un et de l'autre des accusés, son opinion affirmative sur l'existence matérielle des faits [1]. »

Par exemple :

En matière de faux, malgré l'acquittement de l'accusé principal, on peut condamner le complice par *provocation* [2] ; ou le complice *par instructions*, pour commettre le crime [3] ; ou le complice par *aide et assistance* [4] ;

En matière de vol qualifié, l'acquittement de l'accusé principal n'empêche pas la condamnation d'un autre accusé considéré soit comme complice, soit comme coauteur [5]. — Il en était de même en matière de délits de presse, quand ces délits relevaient du jury [6] ;

En matière d'avortement, « la réponse négative du jury sur la culpabilité de l'auteur principal du crime, ou d'une tentative de crime, n'exclut nullement la criminalité de l'action, ni la culpabilité des complices de cette action [7] ; »

2987. *A fortiori* quand l'accusé principal a été déclaré

---

(1) Rej., 9 février 1855, cité n° 2978.

(2) Rej., 9 avril 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.* 154.

(3) Rej., 10 juillet 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 427 ; — 3 septembre 1863 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.* 407.

(4) Rej., 23 avril 1829 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.* 230.

(5) Cass., 19 juin 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 356 ;—9 juillet 1841, cité n° 2982.

(6) Rej., 30 août 1889, cité n° 2978.

(7) Rej., 7 octobre 1858 (M. Séneca, rapp.), *Bull.* 415 ;—Cass., 17 septembre 1863 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.* 416.

coupable de vol domestique, mais acquitté « à cause de son âge, pour défaut de discernement, cette circonstance, à lui personnelle, n'a en rien diminué la culpabilité du complice du vol par recélé, » et ce complice est valablement frappé des peines portées par la loi (1).

2988. Ce principe, certain en matière ordinaire, est-il applicable au crime de *banqueroute frauduleuse?* Pour bien comprendre cette difficulté et les nuances de la jurisprudence, il faut se placer d'abord en présence de l'ancien Code de commerce : ensuite, il faut l'envisager sous l'empire du nouveau Code tel que l'a fait la loi du 28 mai 1838.

L'art. 597 de l'ancien Code disait notamment : « sont « déclarés complices des banqueroutiers frauduleux, et « condamnés aux mêmes peines : 1° ceux qui seraient con- « vaincus de *s'être entendus* avec le banqueroutier fraudu- « leux, pour recéler ou soustraire tout ou partie de ses « biens meubles et immeubles. » De cette disposition on a tiré une première conséquence, c'est que, « le seul fait de recélé ou de détournement des biens meubles et immeubles, en fait de banqueroute frauduleuse, ne constitue pas la complicité; qu'il faut encore que ce recélé ou ce détournement ait été l'effet d'un *concert frauduleux* entre l'auteur principal et le complice; qu'à défaut du concert avec le failli, le détournement ou le recélé de ces effets peut être un vol, simple ou qualifié, suivant les circonstances, mais ne peut constituer la complicité de banqueroute frauduleuse. » De ces prémisses dérivaient une seconde conséquence formulée en ces termes : « en droit, si, en règle générale, de deux accusés traduits en juge-

(1) Rej., 27 novembre 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*547. — Conformes : Cass , 20 décembre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*704 ;—Rej , 21 novembre 1839 (M. Isambert, rapp)., *Bull.*543.

ment, l'un comme auteur d'un crime et l'autre comme complice, le premier est déclaré non coupable et le second coupable de complicité, ces déclarations peuvent être concordantes lorsqu'il existe un corps de délit auquel la complicité puisse se rattacher avec l'auteur quelconque du délit, qui n'est pas connu ou mis en jugement; mais qu'il n'en peut être ainsi en matière de banqueroute frauduleuse; que les caractères de la complicité, dans cette matière, sont déterminés non par les art. 59 et 60 du Code pénal, mais par l'art. 597 du Code de commerce, ensuite de l'art. 403 du Code pénal; que cet art. 597 exigeant, pour être déclaré complice d'un banqueroutier frauduleux et puni comme tel, non point le seul fait de recélé ou détournement sciemment fait, mais le concert formé à cet effet entre le complice et le banqueroutier, il suit de là qu'il y a une contradiction manifeste à déclarer, d'une part, que le commerçant failli accusé de banqueroute frauduleuse n'a point détourné des marchandises et effets mobiliers faisant partie de son actif, qu'il n'y a, par conséquent, sous ce rapport, *ni banqueroute frauduleuse, ni auteur de banqueroute;* et, de l'autre, que cependant il y a un coupable de complicité pour s'être entendu avec ce dernier et avoir soustrait une partie de ses marchandises; — que, dans ce cas, la complicité ne se rattache à aucun fait ni à aucun auteur de ce fait; qu'elle est donc purement chimérique[1]. » A cette première époque, on admettait donc que l'acquittement de l'accusé principal de banqueroute entraînait nécessairement l'acquittement de l'accusé de complicité.

La loi du 28 mai 1838, dans son art. 593, a remplacé par des dispositions différentes celles de l'ancien art. 597:

---

(1) Cass., 17 mars 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 99. — Conforme: Cass., 10 décembre 1836 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 439.

il suffit aujourd'hui, en ce qui concerne les détournements, que les biens meubles ou immeubles du failli aient été soustraits ou recélés *dans son intérêt*, pour que l'auteur de ces soustractions ou recélés encourent les peines de la banqueroute frauduleuse, sans que la loi exige qu'il y ait eu concert à cet effet entre lui et le failli. — De là, cette conséquence que, lorsque le failli est accusé de banqueroute comme ayant commis des détournements, son acquittement n'empêche pas la condamnation du complice, lequel peut, même à l'insu du failli, être coupable d'avoir opéré des soustractions frauduleuses dans l'intérêt de ce failli. — Toutefois, la rédaction particulière de la question de complicité peut changer la solution. Si au lieu d'accuser le complice d'avoir opéré des soustractions *dans l'intérêt* du failli, la question de complicité, revenant aux termes de l'ancien art. 597, demande si le complice *s'est entendu* avec le failli pour opérer des détournements, alors l'acquittement de l'auteur principal fait obstacle à la condamnation du complice et il faut répéter, ce qu'on disait en 1831, qu'on ne peut s'être entendu pour commettre des détournements qui n'existent pas. Ici la forme de la question emporte le fond en établissant une inconciliabilité absolue entre la condamnation de l'un après l'acquittement de l'autre[1].

Sous la réserve de cette dernière nuance, on a constamment jugé depuis, par de nombreuses décisions, que, conformément aux dispositions de l'art. 1351 du Code civil et de l'art. 360 du Code d'instruction criminelle, « l'acquittement de l'auteur principal, qui peut avoir pour cause le défaut d'intention criminelle de sa part, ne fait pas obstacle à la poursuite et à la condamnation du com-

---

(1) Cass., 2 mai 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 171;—19 avril 1849,—sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 139.

plice; que cette règle est applicable dans les matières de banqueroute frauduleuse, comme dans les autres, au moins depuis la loi du 28 mai 1838 qui, substituant aux dispositions exceptionnelles de l'ancien art. 597 du Code de commerce sur la complicité du crime de banqueroute frauduleuse des dispositions différentes, a replacé cette complicité sous l'empire des art. 59 et 60 du Code pénal (1). »

N'oublions pas, et cela résulte au surplus de plusieurs des arrêts que je viens de citer, que, dans une accusation portant sur cette complicité spéciale, la circonstance que les objets provenant des biens du failli ont été recélés *dans son intérêt* est, aux termes de l'art. 593 du Code de commerce, un des éléments constitutifs de cette sorte de complicité et doit être posée au jury, à peine de nullité (2).

2989. Du reste, si l'art. 593 du Code de commerce ne signale comme cause de complicité de la banqueroute frauduleuse que le recel ou la soustraction dans l'intérêt du failli, il réserve expressément l'admission des autres causes générales de complicité, car il dit : « le tout «sans préjudice des autres cas prévus par l'art. 60 du «Code pénal. » Ces causes générales sont donc admises en cette matière et sans addition de ces mots : *dans l'intérêt du failli*, exigés uniquement pour le cas d'application de cet art. 593 lui-même (3). — Mais, dans les cas de com-

---

(1) Rej., 5 mars 1841 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*99 ;— 3 juin 1843 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*233 ;—3 novembre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull* 612 ;— 9 février 1855, cité nos 2978 et 2986 ;— 19 septembre 1856 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*507 ;—25 juin 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*380 ; — Cass., 19 février 1859 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*92.

(2) Cass., 18 mars 1852 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*173 ;—13 janvier 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*13.

(3) Rej., 21 novembre 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*548 ; — 21 dé-

plicité prévus par l'art. 60 du Code pénal, il faut, à peine de nullité, que les éléments constitutifs de la complicité soient mentionnés dans la question. Par exemple, au cas d'aide et assistance, il est indispensable d'énoncer qu'elles ont été données *avec connaissance*(1).

Ajoutons que, quand la femme du failli soustrait, recèle ou dissimule dans l'intérêt de celui-ci, *mais sans complicité avec lui*, tout ou partie de ses biens meubles, elle ne se rend pas coupable de complicité de banqueroute : elle est coupable de vol (2).

2990. Cette règle générale, qui permet d'atteindre le complice, même au cas d'acquittement de l'auteur principal du crime, reçoit exception en certains cas et notamment en matière de *faux témoignage*. Là, lorsque deux individus sont poursuivis, l'un comme auteur principal du crime de faux témoignage, l'autre comme complice, dans les termes de l'art. 60 du Code pénal, l'acquittement du premier doit entraîner celui du second, et, à l'égard de celui-ci, la réponse affirmative du jury serait, en ce cas, inopérante. En effet, « il ne peut y avoir légalement complicité sans que le crime ait été déclaré constant, et le crime n'existe que lorsque celui qui a été reconnu l'auteur du fait qui le constitue a été déclaré coupable (3). »

S'il s'agissait « de *subornation de témoins*, qui est un mode *spécial* de complicité du faux témoignage, la déclaration de non-culpabilité de l'auteur du faux témoignage n'im-

---

cembre 1854 (à mon rapport), *Bull.*578; — 25 juin 1857, cité numéro précédent.

(1) Cass., 14 octobre 1847 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*421.

(2) Cass., 10 février 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*98. — L'arrêt du 19 avril 1849, cité n° 2988 ;—2 avril 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*181; —Rej., 22 avril 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*212.

(3) Cass., 30 juillet 1831 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*298 ; — 3 juillet 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*413.

pliquerait pas contradiction avec la déclaration de culpabilité du suborneur. » En effet, l'acquittement du faux témoin a pu, quoique le fait matériel du faux témoignage soit constant et reconnu, être déterminé par le défaut d'intention criminelle qui a motivé de la part des jurés une déclaration de non-culpabilité ; mais le suborneur peut, au contraire, avoir agi frauduleusement et avec une intention criminelle, et c'est justice qu'il soit frappé. Toutefois, pour que sa condamnation repose sur une base légale, il faut que la question particulière renferme, indépendamment des conditions constitutives de la subornation, les conditions constitutives du faux témoignage (1).

2991. Tout à l'heure, je disais incidemment que, en vertu de l'art. 59 du Code pénal, les complices doivent être punis de la même peine que les auteurs mêmes du crime. J'ajoute ici qu'il ne serait pas dérogé à cette règle par cette circonstance que l'auteur du fait trouverait une aggravation de peine dans le caractère personnel dont il serait revêtu. Cette aggravation, le complice la subirait aussi.

Ainsi :

Le complice le l'avortement commis par une sage-femme est passible de l'aggravation de peine édictée par

---

(1) Rej., 3 octobre 1834 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*404 ;—21 juillet 1836 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 255 ; — Cass., 15 septembre 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*336 ; — Rej., 12 juillet 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*310 ; — Cass., 11 octobre 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 501 ;—Rej., 22 juillet 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*322 ;—Cass., 29 août 1844 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*428 ; — 16 janvier 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*23 ;—5 février 1846 (même rapp.), *Bull.* 49 ;—Rej., 22 mai 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*187 ;—Cass., 27 juin 1846 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*254 ; — 22 mars 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*177 ; — Rej., 26 avril 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*252 ;— Cass., 4 septembre 1851 (à mon rapport), *Bull.*577.

l'art. 317 du Code pénal [1]; — Dans un vol commis en réunion de deux personnes, dont l'une était préposée de la victime, la circonstance aggravante de domesticité produisit son effet légal même contre celui des coauteurs qui n'avait pas cette qualité [2]; — La coopération du commis d'un fonctionnaire public aux détournements de deniers commis par ce fonctionnaire, le constitue complice et le soumet aux mêmes peines que l'auteur principal [3]; — La peine du parricide est applicable au coauteur aussi bien qu'au complice de ce crime : et peu importe que l'on ait, ou non, visé l'art. 59 du Code pénal [4]; — Pour les complices du faux réputé fait par un notaire dans un acte de son ministère, son acquittement n'en laisse pas moins au faux son caractère de faux en écriture publique, et la peine leur doit être appliquée en conséquence [5].

2992. Dans la situation inverse, si c'est un tiers qui est l'auteur principal et la personne *qualifiée* qui est le complice (par exemple si, en matière de vol, le complice est un domestique), l'aggravation n'existe pas, à moins que la complicité ne soit celle d'un véritable coauteur qui aurait aidé avec connaissance le tiers dans les faits qui auraient, non préparé ou facilité, mais consommé le vol [6]; — De même, la mère déclarée seulement complice de viol

---

(1) Rej., 24 septembre 1852, cité n° 2984; — 16 juin 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*353.

(2) Rej., 22 janvier 1852 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*53.

(3) Rej., 15 juin 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*238.

(4) Rej., 11 septembre 1851 (à mon rapport), cité n° 2975. — Conformes : Rej., 20 avril 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*249; — 23 mars 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*130; — 9 juin 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*267; — 24 mars 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.*165; — 30 septembre 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*565; — 11 mai 1866 (M. de Carnières, rapp.), *Bull.*222.

(5) Cass., 10 juillet 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*427.

(6) Cass., 17 septembre 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*383.

sur sa fille est punie des peines de la complicité, et non de l'aggravation de peine portée par l'art. 333 du Code pénal. — En effet, « le complice doit être puni de la même peine que l'auteur principal ; cette identité n'existerait plus s'il était possible qu'une circonstance ou une qualité personnelle au complice aggravât sa culpabilité légale et le soumît à une peine qui ne pourrait s'étendre à celui qui a consommé le crime [1]. »

2993. L'immunité, prononcée par l'art. 380 du Code pénal, en faveur du mari ou de la femme, des ascendants ou descendants qui se sont rendus coupables de soustraction au préjudice les uns des autres, s'étend à leurs complices [2]. Mais elle ne profite ni aux coauteurs étrangers qui ont coopéré à la soustraction commise par une des personnes indiquées, ni aux complices lorsque, parmi les auteurs principaux, il existe un étranger [3].

SECTION II.

Forme matérielle des questions.

N° 2994. Les questions sont écrites.

2995. Il n'est pas indispensable qu'elles soient signées par le président.

2996. L'assistance du greffier n'est nullement nécessaire.

2997. La date n'est pas une formalité substantielle. — Les questions ordinaires peuvent être datées du jour de l'ouverture des débats ; il en est autrement des questions résultant des débats. —Mais l'erreur n'est pas cause de nullité.

2998. Changements ou additions aux questions, licites ;—mais appro-

---

(1) Cass., 2 octobre 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.* 521.

(2) Cass., 15 avril 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 214; — 1er octobre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 415.

(3) Cass., 25 mars 1845, — chambres réunies, intérêt de la loi — (M. Mesnard, rapp.), *Bull.* 181.

bation nécessaire des renvois, ratures, surcharges, interlignes.
2999. Sanction de la nécessité de cette approbation.—Nullité des additions ou changements irrégulièrement faits.
3000. Nullité des questions, si la surcharge ou rature irrégulière portent sur un mot substantiel : sinon, non.

2994. Les questions doivent nécessairement être *écrites*. La loi le dit aussi formellement que possible quand, par l'art. 341 du Code d'instruction criminelle, elle prescrit au président de les remettre *écrites* aux jurés, et quand, dans l'art. 345, elle commande au chef du jury *de lire* à ses collègues successivement chacune des questions posées ; d'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement? Si merveilleusement doués que fussent les jurés sous le rapport de la mémoire, leur serait-il possible de retenir avec exactitude des questions, souvent nombreuses, qui n'auraient été que verbalement énoncées ?

2995. En bonne règle, pour donner aux questions le caractère invariable et authentique qui doit appartenir à cet acte important de la procédure, le président a le devoir de signer la feuille sur laquelle elles sont écrites. Mais, à la différence des réponses du jury, qui sont nulles si elles ne sont pas signées par qui de droit, les questions peuvent, sans nullité, ne pas être signées par le président (1).

2996. La position des questions rentrant dans les attributions du pouvoir présidentiel, l'assistance du greffier n'est nullement nécessaire. Il faut donc, et *à fortiori*, décider que sa signature peut, mais ne doit pas impérativement être donnée sur la feuille des questions. Cette

(1) Rej., 9 août 1831 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.* 1831.1670 ;—3 octobre 1833 (M. Dehaussy, rapp.), *Pal.* 1833.897 ; —26 juin 1835 (M. Fréteau de Pény, rapp.), DALLOZ, n° 2956 ; —21 septembre 1849 (M. Moreau, rapp.), *Bull.* 366 ;—30 avril 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 255.

signature du greffier n'est exigée qu'au bas de la déclaration du jury (1).

2997. Les présidents d'assises sont dans l'usage, en signant la feuille des questions, d'y mentionner la *date*. C'est là un acte de convenance et non une obligation, car aucune loi ne fait de cette formalité « une règle substantielle de la procédure criminelle. »

En préparant les dossiers, quelquefois nombreux, de la session, les présidents, pour ne pas être encombrés de soins matériels pendant les audiences, rédigent à l'avance la formule des questions qui seront posées au jury : souvent ils y apposent la date du jour de l'ouverture des débats. Or, si les débats durent pendant plusieurs jours, cette date ne constate plus le moment précis de la remise de ces questions aux jurés. En cela, il n'existe ni nullité, ni même irrégularité. En effet, d'une part, le procès-verbal des séances mentionne à quel moment les questions ont été remises aux jurés, et, d'autre part, les questions « devant être conformes à l'acte d'accusation, rien n'empêche qu'elles soient écrites et datées du jour de l'ouverture des débats. »

Quand il s'agit de questions additionnelles, posées comme résultant des débats, il est évident que la date ne pourrait être antérieure à celle de la clôture de ces débats (2).

Puisque la date n'est point substantielle, l'erreur, à son sujet, n'engendrerait aucune nullité et, au surplus, elle serait rectifiée par le procès-verbal de l'audience (3).

---

(1) Rej., 14 avril 1840 (M. Romiguières, rapp.), DALLOZ, nº 2957 ; — 10 mai 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*187 ;—15 septembre 1843 (même rapp.), *Bull.*401.

(2) Rej., 12 juillet 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*310 ; — Cass., 14 septembre 1848 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*357.

(3) Rej., 22 juillet 1842 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, nº 2957 ; — 26 février 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*123.

2998. Par cela même que la position des questions appartient au président, il a l'incontestable faculté d'y faire tous changements ou additions qu'il juge convenables. Mais, en usant de ce droit, il faut qu'il ait le soin d'approuver par sa signature les renvois, ratures, surcharges, interlignes qu'il a pu apposer sur la feuille qui les contient. — Ici encore, comme le décide l'arrêt du 10 mai 1843, la seule signature du président suffit, et la signature du chef du jury ne serait pas plus exigée que celle du greffier. En droit, l'œuvre du jury, que certifie son chef, est, en effet, concentrée tout entière dans ses réponses, et sa compétence ne s'étend pas aux questions elles-mêmes ; en moralité, le caractère public, dont est revêtu le président, attribue à son attestation personnelle toute certitude que ces modifications ne sont pas postérieures à la déclaration des jurés, et nul besoin n'est que d'autres viennent y joindre le concours de leur témoignage.

2999. Voici maintenant la sanction pénale de l'irrégularité des modifications aux questions : tous interlignes, renvois, surcharges et ratures non approuvés sont réputés non avenus. C'est la disposition expresse de l'art. 78 du Code qui, quoique relatif à l'audition des témoins, « s'étend à tous les actes de l'instruction criminelle [1]. » — Si donc, dans une accusation d'attentat à la pudeur avec violence, le mot *avec*, caractéristique de la criminalité, a été écrit dans la question au moyen de la rature d'un autre mot et d'une surcharge non approuvée par le président, la circonstance de violence est réputée n'avoir pas été posée [2] ;

De même, une circonstance du crime, mentionnée en

---

(1) Cass., 2 juillet 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 391.

(2) Cass., 20 mars 1845 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 171.

marge de l'acte d'accusation par une apostille non approuvée, ne doit pas être considérée comme faisant partie de cet acte : par conséquent, si cette circonstance, non énoncée dans l'arrêt de renvoi, se trouve cependant ajoutée au fait principal, dans la question soumise au jury, sans qu'il soit constaté qu'elle a été posée en conformité de l'art. 338, comme résultant des débats, la question est nulle, ainsi que tout ce qui a suivi (1);

De même si, dans une accusation d'abus de confiance par un serviteur à gages, la question n'indique que par un interligne non approuvé la circonstance que l'abus a été commis *au préjudice du maître*, ces mots sont réputés non existants : par suite, il y a lieu d'annuler la déclaration du jury et l'arrêt de condamnation auquel elle a servi de base (2).

3000. Il y a nullité des questions, de la déclaration du jury et des débats qui l'ont précédée, lorsqu'une surcharge, ou rature qui n'a pas été approuvée, porte sur un mot substantiel. Spécialement, dans une accusation de subornation de témoins, si le mot *subornation* a été tracé au moyen d'une surcharge non approuvée, la déclaration du jury se trouve viciée dans sa partie substantielle (3). Mais le défaut d'approbation n'emporte pas nullité, quand la surcharge ou la rature porte sur des énonciations qui n'ont rien d'essentiel. — Notamment, lorsque, dans une accusation de faux, pour rectifier l'identité de l'accusé, on a intercalé, sans approbation régulière, un nom et une raison sociale, il ne saurait y avoir cause de nullité si, en supposant réputés non avenus les mots ajoutés, il n'en résulte aucun préjudice pour l'accusé (4). — Voir, au

---

(1) Cass., 12 juillet 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 361.
(2) Cass., 13 juillet 1854 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 383.
(3) L'arrêt du 2 juillet 1857, qui vient d'être cité.
(4) Cass., 14 avril 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 197.

surplus, le développement de cette règle, livre troisième, chapitre II, relatif à la déclaration du jury.

SECTION III.

Mode de position des questions.—Incidents.

N° 3001. *Mode de position des questions.*—Il est réglé par la loi en vigueur au moment du jugement.

3002. La lecture publique, proprement dite, n'est pas prescrite à peine de nullité.

3003. Mais l'intérêt de la défense exige impérativement que les questions soient publiquement portées à la connaissance de l'accusé : c'est une formalité substantielle.

3004. Le président peut faire lire les questions par un de ses assesseurs, et même par le greffier.

3005. Constatation de la connaissance donnée à l'accusé.—Constatations suffisantes ou insuffisantes.

3006. *Réclamation sur la position des questions.*—Droit de réclamation ouvert au profit de l'accusé et du ministère public.

3007. Ce droit de réclamation s'étend aux questions posées comme résultant des débats.—Renvoi.

3008. Quand il n'y a pas de contentieux, la Cour n'est pas tenue d'engager les parties à prendre la parole.

3009. La Cour, tenue d'entendre les observations, n'est pas tenue de les accueillir au fond.

3010. Les réclamations peuvent être débattues avant la clôture des débats.

3011. Elles peuvent être élevées après cette clôture, au moment où, après son résumé, le président pose les questions.—Elles sont tardives quand les jurés sont entrés dans la chambre de leurs délibérations ; à plus forte raison quand leur déclaration est lue ; à plus forte raison encore devant la Cour de cassation.

3012. Le président pose seul les questions, quand il ne s'élève pas un contentieux formel.

3013. En cas de contestation véritable, c'est la Cour d'assises qui statue.

3014. Cependant, inutilité de l'intervention de la Cour si la réclamation ne porte que sur la forme, ou n'a pas pour but la disculpation de l'accusé ou l'atténuation de la peine.

3015. Quand elle statue, la Cour peut substituer sa propre rédaction à celle du président.

3016. Les arrêts doivent être motivés.—Exception au cas où la question pouvait être posée par le président seul, comme résultant des débats.

3017. Nécessité, quand il y a contentieux, d'entendre les deux parties.

3018. *Rectification matérielle des questions.*—Renvoi.—La rectification peut être opérée jusqu'au moment où la déclaration du jury a été lue à l'audience.

3019. Formule du procès-verbal relative aux questions.

3001. La peine doit être appliquée selon la loi du temps où le crime a été commis. Mais on reconnaît, en principe, que les formalités d'une procédure s'accomplissent conformément à la loi en vigueur au moment où les formalités sont remplies, et non pas d'après la loi qui existait à l'époque où les faits se sont passés. — Il en est ainsi pour le mode de position des questions. C'est le Code d'instruction criminelle qui a dû régler la forme de ces questions, alors même que le crime avait été commis, ou même que l'acte d'accusation avait été rédigé sous une loi antérieure et différente. En conséquence, pour un crime commis avant, mais jugé sous le Code de 1810, il n'y avait pas nécessité de poser une question spéciale sur *l'intention* criminelle (1).

3002. Le président doit poser les questions. Mais comment accomplit-il cette formalité? Est-il rigoureusement nécessaire qu'il en fasse publiquement lecture? — L'art. 336 du Code d'instruction criminelle ne prescrit aucun mode de position, et aucune autre disposition de la loi n'impose la lecture comme une formalité substantielle. Or, comme les nullités ne se suppléent pas, on ne saurait mettre la lecture au nombre de ces opérations irritantes dont l'omission entache toute une procédure.

Ainsi on a jugé :

---

(1) Rej., 26 juillet 1811, *Pal.*1811.494; — Cass., 3 septembre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Pal.*1812.707.

Que « la loi n'exige point, à peine de nullité, que lecture soit faite des questions avant qu'elles soient remises au jury, et qu'ainsi, en supposant même que cette lecture n'ait point été faite, il n'en saurait résulter aucune ouverture à cassation [1]. »

Que, « d'ailleurs, dans l'hypothèse où cette lecture n'aurait point eu lieu, l'accusé ni son conseil ne l'ont point réclamée à l'effet de faire des observations sur la position des questions, » et que, dès lors, ils ne sauraient se faire un grief du défaut de lecture [2];

Que l'art. 336 du Code d'instruction, portant que le président posera les questions, « l'accomplissement de ce devoir comprend implicitement celui de donner publiquement lecture au jury desdites questions; mais que, néanmoins, cette lecture n'étant pas textuellement prescrite par l'article précité, l'omission qui en est faite par un président de Cour d'assises ne constitue pas une violation formelle dudit article de nature à entraîner la nullité de la position des questions [3]; »

Que « l'art. 336 du Code d'instruction criminelle ne prescrit pas, à peine de nullité, la lecture des questions [4]; »

Que la lecture n'étant pas exigée à peine de nullité, il suffit que ces questions soient signées par le président et le greffier, et qu'elles soient conformes au dispositif de l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation [5];

Que, « lorsque les questions posées au jury sont con-

---

(1) Rej., 9 septembre 1813 (M. Vantoulon, rapp.), DALLOZ, n° 2927.

(2) Rej., 6 avril 1820 (M. Gaillard, rapp.), *ibidem*.

(3) Rej., 3 mai 1834 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.35.1.779; D.P.34.1.434.

(4) Rej., 6 septembre 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 453.

(5) Rej., 30 juillet 1846 (M. Bresson, rapp.), DALLOZ, n° 2927; D.P.46.4.135.

formes en tous points à l'arrêt de renvoi et au résumé de l'acte d'accusation, le défaut de traduction à l'accusé (qui n'entend pas le français), par l'interprète, ne constitue ni une violation de l'art. 332 du Code d'instruction criminelle, ni une atteinte portée au droit de la défense. » En effet, « la lecture..... n'est pas prescrite par la loi à peine de nullité, et dès lors le défaut de traduction par l'interprète, après la lecture qui en a été faite par le président de la Cour d'assises au jury, ne saurait vicier la procédure [1]. »

3003. Mais, si la lecture, proprement dite, n'est pas un mode sacramentel, toujours est-il qu'il est absolument indispensable que, de cette façon ou d'une autre, les questions aient été publiquement portées *à la connaissance* de l'accusé. Les droits de la défense souffriraient une grave atteinte si, soit par la lecture, soit par une autre forme, l'accusé n'avait pas été initié au contenu des questions de manière à pouvoir exercer contre elles son droit de réclamation. — Ici la jurisprudence consacre avec énergie, comme une formalité substantielle, la nécessité de donner à l'accusé cette connaissance publique des questions.

Ainsi :

L'arrêt de 1839, qui ne répute pas obligatoire la lecture elle-même, considère, en même temps, « que l'intérêt de la défense exige qu'il soit donné connaissance à l'accusé des questions posées au jury, et que la maxime inviolable de la publicité des jugements commande que cette connaissance lui soit donnée publiquement ;..... qu'en conséquence, il appartient à la Cour de cassation d'apprécier dans chaque affaire, d'après les circonstances de la cause, si l'accusé a eu connaissance des questions posées, et si cette connaissance lui a été publiquement donnée. »

---

[1] Rej., 5 juin 1851 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 330.

D'autres arrêts disent aussi : « que la position des questions prescrite par la loi implique nécessairement, de la part du président, le devoir d'une lecture publique ou, tout au moins, d'une connaissance des questions donnée à l'accusé, puisque, sans cette lecture ou cette connaissance, l'accusé ne pourrait exercer le droit que la loi lui confère de présenter des réclamations sur les questions soumises au jury; — que, dès lors, la lecture ou la communication des questions intéresse essentiellement le droit de la défense [1]. »

Lorsqu'une circonstance aggravante est ajoutée dans une question posée comme résultant des débats, « la loi fait un devoir au président d'en donner connaissance à l'accusé et à la défense, » et il y a nullité s'il n'est pas constaté par le procès-verbal qu'il a été fait lecture de cette question nouvelle. — Toutefois, si la question nouvelle devenait complétement indifférente par suite des réponses antérieures du jury, sur les autres questions régulièrement posées, l'irrégularité commise dans la position de la question ajoutée doit demeurer sans effet, puisqu'elle n'a, sous aucun point de vue, modifié la peine à appliquer [2].

La lecture peut si bien être remplacée par la connaissance, qui en est l'équivalent, qu'on lit dans l'arrêt du 1er mars 1860 : « Attendu que, s'il est constaté au procès par l'arrêt de la Cour d'assises, qui en a donné acte à l'accusé, que le président n'a pas donné lecture aux jurés des questions posées, il résulte en même temps des termes du procès-verbal qu'en terminant son résumé, il a appelé l'attention des jurés sur les questions qu'ils avaient

---

(1) Cass., 5 février 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 79 ; — Rej., 1er mars 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 105.

(2) Rej., 6 juin 1861 (même rapp.), *Bull.* 194.

à résoudre ; qu'il leur en a donné une connaissance complète en s'expliquant avec détails tant sur celle relative au fait principal que sur celles relatives aux circonstances aggravantes ; — qu'ainsi le vœu de la loi a été rempli, et que les droits de la défense n'ont point été mis en péril ni violés. »

3004. Le président peut, vu son état de fatigue, faire lire par un des assesseurs, après le prononcé de son résumé, les questions au jury qu'il a posées telles qu'elles résultent de l'acte d'accusation [1]. — Je pense même que la lecture par le greffier n'aurait rien d'illégal.

3005. *Constatation de la connaissance donnée à l'accusé.* — Puisque la lecture des questions, ou tout au moins leur communication à l'accusé, constitue une formalité substantielle, il faut que le procès-verbal des séances constate expressément qu'elle a été remplie.

Du reste, la constatation résulte suffisamment de ces mots du procès-verbal : « le président a *posé* les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats. » Et de ces expressions, rapprochées de la publicité incontestée de l'audience, il ressort que la lecture a été publique [2]. — Mais, comme l'établit l'arrêt du 5 février 1857, la constatation est insuffisante si « le procès-verbal se borne à déclarer que le président *a remis* au chef du jury les questions par lui signées, sans qu'on puisse induire des énonciations dudit procès-verbal qu'aucune lecture des questions ait eu lieu, ou qu'aucune connaissance en ait été donnée à l'accusé. »

Un arrêt pose en principe que « la déclaration du jury

---

(1) Cass., 12 août 1858 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.* 371.

(2) L'arrêt du 13 mai 1834, cité au n° 3003 ; — Rej., 8 janvier 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 9 ; — 19 août 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 495.

et les questions qui lui sont posées ne sont qu'une seule et même chose ; » et, de là, il tire cette conséquence que « lorsqu'il est constaté que la déclaration du jury a été lue, il l'est, par cela même suffisamment, que les questions ont été lues » (1). Le principe ne me paraît pas exact et la conséquence me semble forcée. La remise des questions aux jurés et la réponse qu'ils y font, sont, on ne peut le contester, deux faits corrélatifs, dont l'un affirme l'autre ; de ce que la déclaration du jury a été lue à l'audience, il résulte sans doute que les questions lui ont été remises, mais il ne résulte nullement, *qu'avant de lui être remises*, il en a été donné lecture à l'audience. Or, c'est au moment où les questions sont posées, avant que les jurés entrent dans la chambre de leurs délibérations, que l'acusé doit avoir connaissance de ces questions, afin qu'il puisse utilement exercer son droit de réclamation.

3006. *Droit de réclamation.* — L'art. 376 du Code du 3 brumaire an IV permettait à l'accusé ou à ses conseils, au ministère public, et même aux jurés, de faire des observations sur la manière dont les questions étaient posées. Quoique le Code de 1808 n'ait pas reproduit cette disposition, il n'en est pas moins certain que le principe subsiste, et qu'il est considéré comme un attribut essentiel de la défense.

Un premier arrêt, en consacrant ce droit de réclamation comme fondé sur l'intérêt de la défense, mettait pour condition à l'admissibilité des observations présentées par l'accusé, que ces observations vinssent établir un objet contentieux et tendissent à faire apporter des modifications utiles à la décision du jury ou à l'application de la

(1) Rej., 22 septembre 1842, S.-V.42.1.767.

peine (1). — Un deuxième arrêt, sobre mais excellent, après avoir constaté que le défenseur de l'accusé, faisant entendre une réclamation contre la position des questions, avait demandé qu'il en fût posé une tendant à modifier en sa faveur le caractère du fait incriminé, ajoutait : « que cette réclamation, fondée sur le droit de défense, était, par conséquent, l'usage d'une faculté accordée par la loi » (2). — Un autre arrêt, repoussant cette solution, décidait, au contraire, que la faculté de réclamer n'est expressément accordée aux accusés par aucune disposition du Code, et que ce silence de la loi laisse nécessairement les magistrats de Cours d'assises libres de juger, dans leur âme et conscience, et selon qu'ils le croient utile à la manifestation de la vérité et à l'intérêt de la justice, si la parole doit être accordée ou refusée sur les questions à soumettre au jury (3). — Mais la réaction ne tarda pas à se faire contre cette dernière doctrine : en se produisant, elle invoqua un argument, quelque peu contestable en lui-même, et tiré de ce que, de par l'art. 376 du Code de brumaire an IV, qui n'était point expressément abrogé, le ministère public et les accusés étaient admis à faire des observations sur la manière dont les questions ont été posées (4). — Depuis lors, on a constamment et sans plus d'hésitation, reconnu que, quand il le demande, l'accusé doit être entendu sur le mode de position des questions, et que cela touche au droit sacré de la défense (5). » — En conséquence, on a jugé : 1° que, en posant aux jurés une nouvelle question, en l'absence de l'accusé, « qui a le droit d'être entendu sur la position des questions, » la

(1) Rej., 28 janvier 1813 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2906.
(2) Cass., 30 mars 1815 (M. Rataud, rapp.), *Bull.* 38.
(3) Rej., 16 juin 1816 (M. Aumont, rapp.); DALLOZ, n° 2907.
(4) Rej., 28 avril 1820 (M. Aumont, rapp.); *Bul.* 1820. 948.
(5) Cass., 9 décembre 1825 (M. Olivier, rapp.); *Bull.* 659.

Cour d'assises « restreint le droit de la défense [1] ; » — 2° « que le demandeur ayant pris des conclusions sur la position des questions, la Cour d'assises devait y statuer, et qu'en ne le faisant pas elle a omis de prononcer sur une demande de l'accusé tendant à user d'une faculté que la loi lui accorde, ce qui, aux termes de l'art. 408 du Code d'instruction criminelle, doit entraîner la nullité de la position des questions et de tout ce qui s'est ensuivi » [2]; — 3° que, lorsqu'il y a lieu à rectifier une question posée, la rectification ne peut être faite qu'en présence de l'accusé, « attendu que cette prescription de la loi est substantielle, et qu'elle importe essentiellement à la défense, puisque l'accusé a toujours le droit de présenter des observations sur la position des questions [3]. »

3007. J'ai dit, n° 3003,—et besoin n'est de le redire ici,—que le droit de réclamation de l'accusé s'étend, non-seulement aux questions puisées dans l'arrêt de renvoi, mais encore aux questions nouvelles résultant des débats.

3008. Mais si la Cour ne peut se refuser à écouter soit l'accusé, soit le ministère public qui s'élèvent contre la position des questions, elle n'est pas tenue, quand il n'y a pas de contentieux, de les inviter à prendre la parole en leur demandant s'ils ont quelques observations à faire. — En conséquence, l'accusé ne peut, devant la Cour de cassation, quereller une question qui a été posée, alors que ni lui, ni son défenseur, n'ont fait entendre aucune réclamation [4]. — De même, quoique l'ancienne loi investit spécialement le ministère public du droit d'observation, on admettait pourtant que son silence équivalait

---

(1) Cass., 16 mars 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 136.
(2) Cass., 6 novembre 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 438.
(3) Cass., 11 janvier 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 18.
(4) Rej., 26 décembre 1839 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2908.

à une approbation de la manière dont les questions avaient été posées. A plus forte raison, sous le Code de 1808, qui ne contient pas une disposition analogue, ou n'exige pas que le ministère public, alors qu'il ne réclame pas, soit entendu sur la position d'une question et, par exemple, sur une question d'excuse (1).

3009. La Cour n'est pas davantage tenue de faire accueil, au fond, à la demande qui lui est adressée; elle écoute, elle pèse les raisons qui lui sont données et puis, lorsqu'il ne s'agit pas de faits d'excuses légales ou de discernement, elle statue en toute liberté d'appréciation. Il n'est pour elle qu'une obligation stricte, celle de statuer; et quand, obéissant à ce devoir, elle a prononcé, sa décision, quelle qu'elle soit, n'est, à cet égard, susceptible d'aucune censure. En effet, dit un arrêt, « attendu que, quand des demandes sont formées par les accusés, les Cours d'assises ne peuvent se dispenser d'y statuer sans donner ouverture à la cassation de leurs arrêts, d'après les dispositions de l'art. 408 du Code d'instruction criminelle; mais que cet article, qui dit qu'elles doivent statuer, ne dit pas comment elles doivent le faire; que, s'il leur arrive de refuser ce qu'elles auraient dû accorder, leur décision renferme un mal-jugé au fond; mais qu'un mal-jugé, qui doit faire réformer un jugement de première instance, n'autorise pas l'annulation d'un jugement souverain..... » (2).

Par application de ce principe, il a été jugé :

Que l'accusé ne peut se faire un moyen de ce que la Cour d'assises a rejeté ses réclamations relativement à la position des questions : en statuant et en repoussant les réclamations, la Cour s'est conformée à la loi (3) ;

(1) Rej., 17 juillet 1817 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 2909.
(2) Rej., 15 février 1816 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2699.
(3) Rej., 5 février 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.* 56.

Que la question dont le défenseur de l'accusé a demandé la position portant « sur un fait autre que celui qui était l'objet de l'accusation et qui n'était pas résulté des débats, le refus de la Cour d'assises a été l'exécution de la loi et n'est susceptible d'aucune censure » (1) ;

Que lorsque la Cour a statué sur une réquisition du ministère public, « du refus par elle fait de poser la question demandée, ne peut résulter une ouverture à cassation » (2) ;

Que la Cour d'assises est investie du droit de décider souverainement si une question est ou non résultée des débats et s'il y a lieu de la soumettre au jury (3) ;

Que, « au président, ou au cas de contestation, à la Cour d'assises, appartient exclusivement le droit de poser les questions aggravantes sur lesquelles le jury est appelé à délibérer; qu'à plus forte raison, la Cour a le droit d'examiner et de décider si les questions dont l'accusé ou son conseil demandent la position, résultent des débats » (4) ;

Que, quand la Cour, statuant régulièrement sur l'opposition de l'accusé, maintient les questions posées au jury par le président, son arrêt est inattaquable (5) ;

Que le président, « en refusant de poser la question de blessures par imprudence, qui constituait un délit distinct non compris dans l'arrêt de renvoi ni dans l'acte d'accusation, et qui n'était nullement résulté des débats, n'a violé aucune loi » (6) ;

---

(1) Rej., 22 septembre 1820 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2498.
(2) Rej., 19 septembre 1823 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2910.
(3) Rej., 27 septembre 1827 (M. Gary, rapp.), *Bull.* 790 ;—7 mai 1829 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Pal.* 1829, 982 ;—13 avril 1832 (M. Choppin, rapp.), DALLOZ, n° 2911.
(4) Rej., 17 septembre 1829 (M. Dupaty, rapp.), *Pal.* 1829.1452.
(5) Rej., 12 mars 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 98.
(6) Rej., 31 janvier 1839 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), DALLOZ, n° 2498.

Que l'opposition de l'accusé ou de son défenseur à la position de deux questions nouvelles réclamées par le ministère public comme résultant des débats, ne pouvait avoir pour effet de mettre obstacle à la position de ces questions[1] ;

Que, sur une accusation d'assassinat, le président et la Cour d'assises peuvent se refuser à poser une question de blessures volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner, alors que cette question ne résulte pas des débats et que, ne se joignant pas à un fait de provocation, elle ne rentre dans aucun cas d'excuse légale[2].

3010. C'est après la clôture des débats que le président fait son résumé, et c'est à la suite de ce résumé qu'il pose les questions. Cet ordre rationnel est indiqué par les art. 335 et 336 du Code d'instruction criminelle. — Néanmoins, « il ne saurait résulter ouverture à cassation de ce qu'il se serait établi une discussion entre le ministère public et le défenseur de l'accusé sur la position des questions, et de ce qu'il aurait été statué par la Cour d'assises *avant* que le président eût déclaré que les débats étaient terminés »[3]. — On peut donc, sans nullité, anticiper sur la clôture des débats.

3011. Ce que l'on peut faire avant, peut-on le faire *après* et jusqu'à quel moment? — Le ministère public et l'accusé, surtout l'accusé, ne connaissent officiellement les questions que lorsque le président en donne lecture et se dispose à les remettre aux jurés. C'est alors, tout naturellement, et malgré la clôture des débats, que le droit de réclamation s'exerce. La partie contestante prend ses

---

(1) Rej., 16 mai 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 189.

(2) Rej., 9 avril 1846 (M. Vincens Saint-Laurent, rapp.), D.P.46.4.132.

(3) Rej., 16 juillet 1818 (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, n° 2922.

conclusions et demande la parole, l'autre partie lui répond, et la Cour statue.

Mais quand, après la remise qui leur a été faite, les jurés sont entrés dans la chambre de leurs délibérations, ni le ministère public, ni l'accusé, ne peuvent requérir qu'ils soient rappelés à l'audience pour voir modifier les questions. Pour eux, à ce moment, la position des questions est définitivement fixée. Sans doute, — comme on le sait,—la Cour peut, avant la déclaration du jury, ordonner la réouverture des débats; mais c'est là une attribution qui lui est personnelle, et une faculté à laquelle l'accusé et le ministère public ne participent pas.

Cette règle a été consacrée par les décisions que voici :

Lorsque le jury a rendu sa déclaration portant que l'accusé a commis le fait sans intention de nuire, le ministère public n'est plus recevable à faire des observations sur la position des questions (1) ;

Après que la réponse du jury « a été faite, signée et lue publiquement », la demande de la position d'une nouvelle question est faite tardivement par le défenseur de l'accusé, et elle est non recevable (2) ;

A fortiori, les réclamations présentées pour la première fois devant la Cour de cassation, qu'elles émanent du ministère public ou de l'accusé, seraient considérées comme tardives (3).

3012. Le droit de réclamation pour les accusés et le ministère public étant établi, et le droit d'appréciation par la Cour étant constaté, voyons par qui et comment les réclamations sont jugées.

---

(1) Rej., 26 messidor an IX (M. Sieyès, rapp.), DALLOZ, n° 2923.

(2) Rej., 15 septembre 1831 (M. de Crouseilhes, rapp.), *ibidem*.

(3) Rej., 11 août 1808 (M. Carnot, rapp.) ;—26 pluviôse an XII (M. Barris, rapp.), DALLOZ, n° 2925 ; — Cass., 24 septembre 1835 (M. Vincens-Saint Laurent, rapp.), *Bull.* 439.

La position des questions est une opération des plus difficiles. C'est au président et non à la Cour d'assises que cette fonction est dévolue. A lui seul il appartient, d'abord, de préparer, de rédiger et puis de poser les questions lorsque aucun incident ne s'est élevé à ce sujet. Selon le droit strict, il est donc loisible au président de se dispenser de donner aux autres membres de la Cour qui siégent avec lui une connaissance préalable de son travail; mais, selon les bienséances, il a le soin de le leur communiquer. — Le président est encore bien moins obligé de consulter l'accusé ou son défenseur sur la rédaction des questions qu'il va soumettre au jury (1). — Dès lors, quand aucune opposition ne s'est manifestée, l'accusé ne saurait se faire un grief de ce que le président aurait, sans l'intervention de la Cour, soumis au jury des questions comme résultant des débats (2). — Il ne serait pas fondé davantage à critiquer une rectification matérielle opérée par le président seul lorsque le jury n'a encore répondu à aucune des questions à lui soumises : — « Attendu, en effet, que le président, chargé par la loi de poser les questions, peut, s'il ne s'élève aucune difficulté, opérer cette rectification sans le concours de la Cour d'assises » (3).

3013. Dès qu'une contestation véritable surgit, alors la situation change : la matière devient contentieuse, elle excède les facultés du pouvoir présidentiel, et c'est à la Cour d'assises, non plus au président seul, qu'il appartient de résoudre les difficultés. Le premier arrêt qui a consacré cette règle, mérite d'être rapporté, car, depuis,

---

(1) Rej., 17 août 1820 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, nº 2913.

(2) Cass., 7 octobre 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 426; — Rej., 25 janvier 1849, — sur mes conclusions — (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 34; — 3 octobre 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 559.

(3) Rej., 29 juillet 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 446.

on n'a rien dit de plus fort ni de mieux : « Attendu que, si la loi confère au président seul le droit de poser les questions sur lesquelles les jurés doivent délibérer, elle ne lui attribue point le droit de prononcer sans le concours de la Cour d'assises sur les réclamations qui peuvent être faites par l'accusé ou par le ministère public, sur la position desdites questions ; — que ces réclamations constituent une matière contentieuse sur laquelle il ne peut être statué que par un jugement ; — que ce jugement doit être essentiellement un acte délibéré par la Cour d'assises ; — que la contestation qui doit en être l'objet est étrangère à la police de l'audience et à l'exercice du pouvoir discrétionnaire qui est accordé au président ; — qu'elle ne rentre donc pas dans l'application des art. 268 et 270 du Code d'instruction criminelle » (1).

3014. Toutefois, il est bon de le dire, l'intervention de la Cour d'assises n'est nécessaire que lorsque la réclamation qui se produit élève un contentieux réel et porte sur un point sérieusement utile. Si la réclamation de l'accusé ne concerne que la forme des questions, s'il ne demande pas le rejet d'une question pouvant lui préjudicier, ou l'admission d'une question devant lui être favorable, s'il ne poursuit pas, soit sa disculpation, soit une atténuation de la peine qu'il encourt, sa réclamation est sans objet, et il n'y a pas lieu d'y statuer (2).

---

(1) Cass., 28 mai 1812 (M. Benvenutti, rapp.), *Bull.* 243 ; — 1er octobre 1813 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 526 ; — 30 mars et 16 juin 1815 (MM. Rataud et Busschop, rapp.), *Bull.* 38 et 74 ; — 26 mai 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 254 ; — Rej., 16 mai 1840, cité n° 3009, p. 435 ; — Cass., 25 juillet 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 392 ; — 25 janvier 1849, — sur mes conclusions — (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 27 ; — 23 février 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 116.

(2) Rej., 27 août 1812 (M. Bauchau, rapp.) ; — 5 novembre 1812 (M. Busschop, rapp.) ; — 28 janvier 1813 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2916.

3015. Du reste, la Cour d'assises, en statuant sur l'incident, peut substituer, par son arrêt, une rédaction nouvelle à la rédaction débattue. Comme ledit un arrêt, « quand la Cour d'assises est appelée à vider un litige élevé sur la position des questions, elle ne fait qu'user de son droit, sans porter atteinte au droit de la défense, en déterminant, suivant ses lumières et sa conscience, dans quels termes les questions doivent être rédigées » (1).

3016. Les arrêts rendus sur les incidents contentieux soulevés par la position des questions doivent, à peine de nullité, être motivés.—En effet, les art. 7 et 17 de la loi du 20 avril 1810 annulent tous les arrêts qui ne contiennent pas de motifs. « Or, cette disposition embrasse, dans sa généralité, non-seulement les arrêts qui prononcent sur le fond des contestations, mais ceux rendus sur des faits ou demandes qui s'y rattachent, ou qui tendent à justifier le droit ou la défense des parties; — d'où il résulte qu'elle est essentiellement applicable aux demandes formées par un accusé de poser des questions ayant pour objet de dépouiller le fait de l'accusation du caractère criminel, ou de le modifier, ou d'affaiblir la peine. La loi fait un devoir à la Cour d'assises, lorsqu'elle prononce sur de pareilles demandes, soit qu'elle les admette, soit qu'elle les rejette, d'énoncer les motifs de sa décision » (2).

Cependant il n'est pas nécessaire que l'arrêt de la Cour d'assises qui, malgré l'opposition de l'accusé, maintient la position d'une question au jury, soit motivé, lorsque

---

(1) Rej., 25 février 1853 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*105.

(2) Cass., 8 avril 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.*175.—Conformes : Cass., 3 février 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*41 ; — 14 avril 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*192;—14 octobre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*578 ; —13 janvier 1827 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*13;—10 avril 1841 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*176 ; — 22 décembre 1849 (M. Meyronnet Saint-Marc, rapp.), *Bull.*504;—8 février 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*77.

cette question, ne se rattachant à aucun moyen d'excuse ou de justification, pouvait être posée par le président seul comme résultant des débats. Tel est le cas où, sur une accusation de castration, la Cour ordonne que la question accessoire de blessures graves, posée par le président, sera maintenue(1). — Il en serait de même si l'addition faite à la question, malgré l'opposition de l'accusé, était sans intérêt pour la défense ; notamment si, dans une accusation de détournement de mineur, l'arrêt maintenait, sans donner de motifs, la circonstance que le mineur était âgé de dix-huit ans (2).

Et l'on considérerait comme suffisamment motivé l'arrêt qui, maintenant une question, énonce que cette question résulte évidemment des débats qui ont eu lieu (3).

3017. Le conflit contentieux relatif à la position des questions, forme un incident contradictoire qui ne peut être vidé qu'en présence des deux parties qui figurent dans une accusation, c'est-à-dire en présence de l'accusé et du ministère public. — En conséquence, est nul l'arrêt rendu sans que l'accusé(4), ou le ministère public (5) aient été entendus. — En effet, le ministère public intervient aux débats comme partie principale et, dès lors, il doit être entendu sur tout incident auquel donnent lieu des conclusions tendant à une décision motivée de la Cour d'assises ; d'ailleurs, « il importe à la défense et il est d'ordre public qu'une telle demande, qui, si elle est fondée, peut trouver un appui dans l'impartialité éclairée du ministère public, soit contradictoirement débattue » (6).

---

(1) Rej., 17 avril 1834 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*128.
(2) Rej., 16 janvier 1852 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*42.
(3) Rej., 20 juillet 1827 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1827.639.
(4) Cass., 16 mars 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*136.
(5) Cass., 9 septembre 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*480.
(6) Cass , 9 août 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*389.

De même, « il ne peut être statué par une Cour d'assises sur un point contentieux qui a donné lieu à des conclusions prises par le défenseur de l'accusé ou par le ministère public, sans que l'autre partie soit entendue ou interpellée de s'expliquer ; et la nullité résultant de l'inobservation de cette règle est substantielle » (1). — Disons-le, — et cela va de soi, — la partie *interpellée de s'expliquer* a la faculté de donner des explications détaillées ou de se borner à s'en rapporter à justice (2).

3018. Tout à l'heure je disais, avec un arrêt du 29 juillet 1852, — n° 3012, — que le président, agissant seul et sans l'intervention de la Cour d'assises, pouvait faire aux questions qu'il pose les rectifications matérielles destinées à réparer des erreurs : je précise maintenant comment et quand soit lui, soit la Cour d'assises quand il y échet, procèdent à ces rectifications.

Les questions devant être posées et remises aux jurés, *en présence de l'accusé*, « la présence du défenseur de l'accusé et le consentement prêté par ce défenseur à la rectification ne couvriraient pas le vice résultant de l'absence de l'accusé, à une période de la procédure orale où sa présence est impérieusement prescrite par la loi » (3).

La rectification peut être opérée *avant* la déclaration du jury. — Que faut-il entendre par là ? Je me suis déjà expliqué sur ce point à l'occasion de la réouverture des débats, — voir *suprà*, n°s 2605 à 2607. — Je constate ici :

Que la Cour d'assises, « s'étant aperçue, *peu de temps après la retraite des jurés dans leur chambre*, qu'il s'était glissé dans les questions posées au jury une erreur matérielle dont la rectification lui a paru nécessaire pour qu'il

---

(1) Cass., 11 janvier 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*26.
(2) Rej., 12 ventôse an XI (M. Sieyès, rapp.), DALLOZ, n° 2918.
(3) Cass., 11 janvier 1840, cité n° 3006, p. 432, note 3.

pût y répondre d'une manière précise et conforme à la vérité, a pu, sans attendre qu'il eût terminé sa délibération, rentrer en séance, et, après s'être assurée, tant par la déclaration du chef du jury, que par l'inspection de la feuille des questions, *qu'aucune décision n'était formée et consignée en marge ou à la suite des questions*, opérer cette rectification (1) ; »

Que, lorsque le jury *étant rentré à l'audience*, son chef, *avant de lire la déclaration*, fait remarquer que la question contient une erreur matérielle, — par exemple la circonstance d'escalade au lieu de celle d'effraction, — le président, après avoir donné la parole au ministère public et au défenseur de l'accusé qui donnent leur consentement, pourrait faire la rectification si l'accusé lui-même était présent (2);

Que toutefois, dans ce cas, la première déclaration n'en reste pas moins acquise au procès, tellement que la suppression, ou destruction, de cette pièce, comme inutile, suffit pour entraîner la nullité de la deuxième déclaration. En effet, cet anéantissement de la première déclaration a pu porter préjudice à l'accusé, en créant l'impossibilité de vérifier si elle était régulière, de nature à entraîner l'acquittement, et si c'est à bon droit que la Cour a renvoyé le jury dans la chambre de ses délibérations pour rendre une nouvelle déclaration sur une nouvelle position de questions (3);

Mais que, lorsque *la déclaration du jury lue à l'audience publique*, répondant exactement à la question posée, n'était ni incomplète, ni contradictoire, ni obscure, ni équivoque,

---

(1) Rej., 4 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*1er; —26 décembre 1856 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*640.

(2) Cass., 11 janvier 1840, cité ci-dessus et nº 3006.

(3) Cass., 19 novembre 1835 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*528.

elle était irréfragable et acquise à l'accusé ; qu'en conséquence, en renvoyant les jurés dans leur chambre, non pour compléter ou éclaircir leur déclaration, mais pour répondre à une nouvelle question, la Cour d'assises excédait ses pouvoirs (1).

Cependant, dans une affaire jugée en 1850, le chef du jury avait lu la déclaration et le greffier l'avait lue de nouveau en présence de l'accusé : s'apercevant alors que, dans la question, on avait omis de mentionner *la volonté* qui, dans l'espèce, était caractéristique du crime, la Cour d'assises annula la déclaration et renvoya les jurés dans leur chambre pour délibérer sur des questions, cette fois complètes : condamnation, pourvoi et arrêt de rejet en ces termes : « Attendu, en droit, que, pour servir de base à une décision de la Cour d'assises portant, soit l'acquittement, soit l'absolution, soit la condamnation de l'accusé, la déclaration du jury doit être complète en ce sens qu'elle s'explique d'une manière expresse sur le *fait principal* qualifié dans l'arrêt de renvoi, et, par conséquent, présenté par cet arrêt comme devant en déterminer le caractère légal ; — que l'art. 350 du Code d'instruction criminelle, qui porte que la déclaration du jury ne peut être soumise à aucun recours, ne peut s'entendre que d'une déclaration purgeant l'accusation, et que ce n'est que lorsque cette condition existe que cette déclaration peut être acquise, soit à l'accusé, soit à la vindicte publique ; — qu'il suit de là qu'en annulant, dans l'espèce, la première déclaration du jury, et en le renvoyant de nouveau délibérer sur des questions reproduisant le fait incriminé, avant qu'aucun arrêt de la Cour d'assises fût intervenu

---

(1) Cass., 7 fructidor an VIII (M. Rupérou, rapp.), *Bull.*, t. 2, p. 350 ; —16 mars 1826, cité n° 3006, p. 432 ; — 23 juillet 1836 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*263.

pour faire application de la déclaration primitive, la Cour d'assises n'a fait que se conformer à la loi, sans violer aucune de ses dispositions [1]. »

Je ne recommanderai pas aux présidents d'assises de considérer ce dernier arrêt comme devant faire jurisprudence.

3019. Formule du procès-verbal relative aux questions. — Après la mention du résumé, le procès-verbal dit :

Le président a posé et lu publiquement les questions conformes au résumé de l'acte d'accusation, ainsi que celles résultant des débats...

Puis, s'il s'élève des incidents, le procès-verbal ajoute :

Le conseil de l'accusé a pris les conclusions suivantes : (les copier sans les motifs); — La Cour, après avoir entendu le ministère public et en avoir délibéré, a rendu l'arrêt suivant : attendu... (transcrire les motifs de l'arrêt) a donné acte à..., conseil de l'accusé de sa demande, et, y faisant droit, a maintenu les questions telles qu'elles ont été posées par M. le président (ou a ordonné la position de telle question).—Et ont signé : le président et le greffier.

Si la réclamation émane du ministère public, le procès-verbal énonce sa réquisition, que la parole a été donnée au conseil de l'accusé et la nature de ses observations, et, à la suite, l'arrêt est transcrit avec la signature du président et du greffier.

---

[1] Rej., 7 novembre 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*548.

CHAPITRE III.

FORMULAIRE DES QUESTIONS SUR LES CRIMES PRÉVUS PAR LA LOI PÉNALE.

(Ordre des articles du Code.)

Art. 2. — TENTATIVE.

Observations.—La tentative de crime est considérée comme le crime même : 1° si elle a été manifestée par un commencement d'exécution, et 2° si elle n'a été suspendue, — ou si elle n'a manqué son effet, — que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. — La tentative ne serait pas punissable si elle ne réunissait pas ces deux circonstances, toutes deux constitutives : il faut donc, et à peine de nullité, les comprendre toutes les deux dans la même question. — Voir *suprà*, nos 2686, 2953 et suivants. — Et, la tentative n'étant qu'une modification du fait principal, elle peut devenir l'objet d'une question subsidiaire posée spécialement comme résultant des débats. — Voir *suprà*, n° 2778.

Questions : Léon Arnous est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, commis une tentative de (spécifier ici le crime avec toutes ses circonstances constitutives) laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a été suspendue,— ou n'a manqué son effet,— que par des circonstances indépendantes de sa volonté?

NOTA. — 1° S'il y a des circonstances aggravantes, on les pose chacune dans une question distincte et séparée ;

2° Si la question de tentative est posée subsidiairement, comme résultant des débats, on la place après la question relative au fait principal, et en ayant le soin d'indiquer qu'elle est ajoutée et qu'elle résulte des débats.

Art. 60. — COMPLICITÉ.

Observations.—L'article 60 indique, dans ses trois premiers paragraphes, trois modes de complicité : 1° la complicité par *provocation* par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, ou par *instructions* pour commettre le crime ; — 2° la complicité pour avoir *procuré* des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ; — 3° la complicité *par*

aide et assistance de ceux qui, avec connaissance, ont aidé et assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée.

Pour les diverses difficultés relatives à la complicité, Voir *suprà*, nos 2687, 2961 et suivants.

Si le complice est jugé en même temps que l'auteur principal, les questions de complicité peuvent se référer aux questions relatives au fait principal. Voir *suprà*, n° 2978, et elles sont posées comme suit :

Questions sur la complicité : 1er §. Léon Arnous est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, *provoqué* Bénard à l'action ci-dessus spécifiée, par dons, promesses, etc....?

Ou bien : ..... d'avoir provoqué à l'action ci-dessus spécifiée, soit par dons, promesses, etc...., soit en *donnant des instructions* pour la commettre?

2e §. ..... Est-il coupable d'avoir *procuré* des armes, instruments, — ou tout autre moyen, — ayant servi à l'action ci-dessus spécifiée, sachant qu'ils devaient y servir?

3e §. ..... Est-il coupable d'avoir *aidé ou assisté* avec connaissance, Bénard, auteur de l'action ci-dessus spécifiée, dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée, — ou dans ceux qui l'ont consommée?

Nota. — On peut réunir dans une seule question alternative ces trois modes de complicité qui ont tous le même caractère et qui entraînent la même peine.

Si le complice est jugé seul, l'auteur principal étant absent, décédé, inconnu ou acquitté, il faut, sans interroger le jury sur *la culpabilité* de l'auteur principal, poser : 1° une question sur l'existence matérielle du fait avec toutes ses circonstances constitutives ; 2° des questions distinctes et séparées sur les circonstances aggravantes ; 3° et ensuite la question de complicité. — Voir *suprà*, n° 2985. Exemple :

Question sur le fait principal : Est-il constant que Bénard, — ou un individu resté inconnu, — a, en juin 1867, à Paris, commis volontairement un homicide sur la personne de.....?

Circonstances : Ledit homicide volontaire a-t-il été commis avec préméditation?

A-t-il été commis avec guet-apens?

Question sur la complicité : Léon Arnous est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, provoqué Bénard à l'homicide ci-dessus spécifié par dons, promesses, etc...., — ou en lui donnant des instructions pour le commettre?

Ou bien : ..... d'avoir procuré à Bénard des armes, instruments, —

ou tout autre moyen, ayant servi à l'homicide ci-dessus spécifié, sachant qu'ils devaient y servir?

Ou bien : ..... d'avoir aidé et assisté, avec connaissance, Bénard, auteur de l'homicide ci-dessus spécifié, dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, — ou dans les faits qui l'ont consommé?

Art. 61. — Refuge aux malfaiteurs.

Observations. — « Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices. » — Pour que la question relative à cette complicité spéciale soit régulièrement posée, il faut : 1° la *connaissance* de la conduite criminelle des malfaiteurs ; 2° que ces malfaiteurs aient été déclarés passibles des peines portées par la loi, ou, au moins, s'ils sont absents, que la matérialité de leurs faits criminels soit constatée et que leurs noms soient indiqués ; 3° et l'*habitude* de leur fournir logement, lieu de retraite ou réunion. — Voir *suprà*, n° 2982.

Si les malfaiteurs sont jugés en même temps que le complice, après la question principale qui les concerne, on pose en ces termes la question de complicité :

Question : Léon Arnous est-il coupable, connaissant la conduite criminelle de Bénard, de Callonge, de Dupin, ci-dessus spécifiée, de leur avoir fourni habituellement, logement, — ou lieu de retraite, — ou de réunion ?

Si les malfaiteurs ont été antérieurement jugés, ou s'ils sont coutumax, on pose d'abord une question principale dans laquelle, sans mentionner leur culpabilité, on spécifie les faits matériels constituant leur conduite criminelle ; ensuite, les circonstances aggravantes par questions distinctes et séparées ; — enfin, et en dernier lieu, la question de complicité.

Question sur le fait principal : Est-il constant que Bénard, Callonge et Dupin ont, en 1864, exercé des brigandages, — ou des violences — contre la sûreté de l'Etat, — ou contre la paix publique, — ou les personnes, — ou les propriétés (spécifier la nature de ces brigandages ou violences)?

Circonstances. — Nota. — Les spécifier en posant, pour chacune d'elles, une question distincte.

Question de complicité : Léon Arnous est-il coupable, connaissant la conduite criminelle de Bénard, Callonge et Dupin, ci-dessus spécifiée, de leur avoir fourni habituellement.....?

Art. 62. — Recel.

Observations. — Il faut mentionner que le recéleur a agi *sciemment*. — Inutile de mentionner que le recéleur a eu connaissance des circonstances aggravantes. — Voir *suprà*, nº 2979. — Inutile encore de poser plusieurs questions de recel, quand il s'agit d'un ensemble de faits successifs, pratiqués à l'égard de la même personne, ayant le même caractère et liés entre eux par la même pensée criminelle. — Voir *suprà*, nº 2908, p. 339.

Si le complice est jugé en même temps que l'auteur principal, on se borne, dans la question sur la complicité, à se référer pour la spécification dù fait à la question principale antérieurement posée. — Exemple :

Question : Noël Parfait est-il coupable d'avoir le ....., sciemment recélé tout ou partie des objets provenant du vol, — ou du détournement — ci-dessus spécifié?

Ou mieux : ..... d'avoir recélé tout ou partie des objets provenant du vol, — ou du détournement, — ci-dessus spécifié, *sachant qu'ils provenaient dudit vol, — ou dudit détournement?*

Si le complice est jugé seul, sans l'auteur principal, on énonce, dans une première question, le fait matériel et ses circonstances constitutives; dans des questions spéciales les circonstances aggravantes; et puis on pose la question du recel. — Exemple :

Question sur le fait principal : Est-il constant que Bénard a le ....., à Paris, commis au préjudice de ....., une soustraction frauduleuse de (énoncer les objets)?

Circonstances : La soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-elle été commise la nuit?

A l'aide d'effraction?

Dans une maison habitée? etc.....

Question sur le recel : Noël Parfait est-il coupable d'avoir, le ....., recélé tout ou partie des objets provenant du vol ci-dessus spécifié, sachant qu'ils en provenaient?

Nota. — Au lieu de poser une question distincte sur l'existence matérielle du fait principal, on pourrait, dans la question du recel, énoncer toutes les circonstances constitutives de ce fait, mais il n'en faudrait pas moins des questions séparées pour chacune des circonstances aggravantes.

Art. 63. — Recel avec connaissance.

Observations. — Selon la règle établie en l'article 59, les complices sont punis de la même peine que les auteurs du crime. Notre article 63 fait une exception en faveur des recéleurs : la

peine de mort est toujours remplacée à leur égard par les travaux forcés à perpétuité; — les travaux forcés à perpétuité ou la déportation ne peuvent être prononcés contre eux qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, *connaissance* des circonstances auxquelles la loi attache les peines de mort, des travaux forcés à perpétuité et de la déportation; — sinon, ils ne subissent que la peine des travaux forcés à temps. — La *connaissance* est donc, ici, une circonstance aggravante du recel et, à ce titre, elle doit être posée dans une question séparée. — Voir *suprà*, n° 2979.

Questions : On pose d'abord la question du recel, conformément aux formules données sous l'article 62 précédent.

Circonstances : Noël Parfait avait-il, au temps du recélé, connaissance que Bénard avait, pour opérer la soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée, commis, le ....., un homicide volontaire sur la personne de.....?

Connaissait-il, au temps du recélé, que ledit meurtre avait été commis avec la circonstance de préméditation?

Et avec la circonstance de guet-apens?

Et avec la circonstance de .....?

Art. 64. — Démence. — Force irrésistible.

Observations. — « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » — Les faits prévus par cet article étant des faits justificatifs, et non des faits d'excuse légale, il n'y a pas lieu de poser, à leur égard, une question subsidiaire : exclusifs de toute intention criminelle, ils sont compris dans la question intentionnelle soumise au jury par ces mots : *est-il compable?* — Voir *suprà*, nos 2816 à 2820.

Art. 65. — Excuse.

Observations. — Selon cet article : « Nul crime ou délit ne « peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans « les circonstances où la loi déclare le fait excusable, ou permet « de lui appliquer une peine moins rigoureuse. » — L'article 339 du Code d'instruction criminelle, appliquant cette disposition, dit : « Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis « comme tel par la loi, le président devra, à peine de nullité, « poser la question ainsi qu'il suit : *tel fait est-il constant?* »

La formule légale étant ainsi donnée par le Code, il serait superflu d'en indiquer ici les applications que nous retrouverons ultérieurement en posant les questions sur les crimes à l'occasion desquels des excuses sont admises. — Voir, au surplus, nos 2837 et suivants.

Art. 66 à 68. — Discernement.

Observations. — Aux termes de ces articles, combinés avec l'article 340 du Code d'instruction criminelle, si l'accusé a moins de seize ans, la question de discernement doit être posée. Lorsqu'il n'y a pas de débat contentieux sur l'âge, cette circonstance peut être comprise dans la question spéciale relative au discernement. Si, au contraire, une contestation surgit à cet égard, comme c'est le jury qui doit prononcer, il faut, pour éviter toute ambiguïté, poser deux questions distinctes. — Et même, dans tous les cas, cette dernière forme est la préférable. — Voir *suprà*, nos 2828 et suivants.

Après la question relative au fait principal, on dit donc :

Questions : L'accusé était-il, à l'époque du fait ci-dessus spécifié, âgé de moins de seize ans ?

A-t-il agi avec discernement ?

Nota. — On pose la question de discernement autant de fois qu'il y a de chefs d'accusation distincts. — Voir *suprà*, n° 2834.

Art. 75 à 85. — Crime contre la sureté extérieure de l'État.

Observations. — D'après l'article 54 de la constitution du 14 janvier 1852, la Haute Cour de justice juge les personnes renvoyées devant elle comme prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté extérieure de l'État. — Quand la Haute Cour de justice n'est pas saisie, ces crimes restent soumis à la juridiction des Cours d'assises qui statuent comme en toutes autres matières.

Les faits de cette nature étant extrêmement rares, il est inutile de donner la formule des questions, d'autant plus inutile que, précisément à cause de leur rareté, ces crimes, quand ils se produisent, sont l'objet de questions mûrement réfléchies.

Art. 86. — Attentat contre l'Empereur et sa famille.

Observations. — L'article 86 contient cinq paragraphes : le premier punit l'attentat contre la vie ou la personne de l'Empereur ; — le deuxième, l'attentat contre la vie des membres de la famille impériale ; — le troisième, l'attentat contre la personne des membres de cette famille ; — le quatrième, l'offense commise publiquement contre la personne de l'Empereur ; — et le cinquième, la même offense contre les membres de la famille impé-

riale. Ces deux derniers paragraphes sont relatifs à de simples délits.

Questions : 1er §. Orsini est-il coupable d'avoir, en 1854, à Paris, commis un attentat contre la vie, — ou contre la personne — de l'Empereur ?

2e §. .... d'avoir, en 1854, à Paris, commis un attentat contre la vie du Prince .. .., membre de la famille impériale?

3e §. Même formule en substituant à ces mots : *contre la vie*, ceux-ci : contre la personne.....

Art. 87. — Attentat contre le gouvernement.

Observations. — Le crime prévu par cet article se réalise, lorsque l'attentat a eu pour but l'une de ces deux pensées : soit de détruire ou de changer le Gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône; — soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité impériale. — Ces deux faits, quoique punis de la même peine, n'ayant pas le même caractère et constituant deux crimes distincts, il faut aussi deux questions distinctes.

Questions : 1° Poncelet est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, commis un attentat ayant pour but de détruire ou changer le Gouvernement, ou l'ordre de successibilité au trône?

2° ..... ayant pour but d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité impériale?

Art. 88. — Tentative d'attentat.

Observations. — Aux termes de cet article, la tentative d'attentat est placée sur la même ligne que le crime consommé. Cette disposition n'a pu entendre parler d'une tentative, telle qu'on la comprend dans le langage ordinaire; mais, évidemment, elle se réfère à la tentative caractérisée par l'article 2 de notre Code, équivalente à l'exécution et considérée comme le crime même. Il faut donc, dans la question, en reproduire les éléments légaux. — Voir *suprà*, p. 445.

Question : Poncelet est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, tenté de commettre un attentat contre, — (indication comme aux précédentes questions), — ladite tentative manifestée par un commencement d'exécution et qui n'a été suspendue, — ou qui n'a manqué son effet, — que par des circonstances indépendantes de sa volonté?

Art. 89. — Complot.

Observations. — Selon le premier paragraphe de cet ar-

ticle, si le complot a été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, la peine est la déportation. Qu'on le remarque, l'acte commis pour préparer l'exécution, est une circonstance aggravante du crime qui, sans elle, n'en existerait pas moins. — En effet, selon le deuxième paragraphe, s'il n'a été suivi d'aucun de ces actes, la peine est la détention. — Le troisième paragraphe définit les caractères constitutifs du complot. — Le quatrième paragraphe considère comme un simple délit la proposition faite et non agréée.

Questions : 1er §. Poncelet est-il coupable d'avoir, en 1864, après résolution concertée et arrêtée avec Ravrot, Brémon et Fortou, commis, à Paris, un complot contre la vie de l'Empereur — (ou contre sa personne, — ou contre la vie, — ou la personne des membres de la famille impériale, — ou ayant pour but soit de détruire ou changer le Gouvernement, ou l'ordre de successibilité au trône, — ou d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité impériale) ?

Circonstance : Le complot ci-dessus spécifié a-t-il été suivi d'un acte commis, — ou commencé, — pour en préparer l'exécution ?

2e §. — NOTA. — Si le complot n'a été suivi d'aucun acte, on se borne à supprimer la circonstance aggravante, et à poser la question comme au paragraphe précédent.

4e §. ..... Est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, fait à tel ou tel, des propositions non agréées de former un complot pour arriver à (ici l'énonciation du but du complot, comme au § 1er) ?

Art. 90. — RÉSOLUTION ISOLÉE D'ATTENTAT.

Observations.—Lorsqu'un individu a formé seul la résolution de commettre l'un des crimes prévus par l'article 86, et qu'un acte pour en préparer l'exécution a été commis ou commencé par lui seul et sans assistance, la peine est la détention. Dans l'espèce de l'article 90, il n'y a pas encore attentat, car le fait n'a pas été consommé ; il n'y a pas non plus tentative, puisqu'on ne trouve pas réunis les deux éléments substantiels de l'article 2 du Code pénal ; enfin, il n'existe pas non plus de complot, puisque, au lieu de se concerter avec d'autres, l'accusé a résolu seul et sans assistance ; mais il y a une pensée criminelle, qui a commencé à prendre le caractère d'un fait et que la loi déclare punissable. — Ici, l'acte pour préparer l'exécution n'est pas une circonstance aggravante, comme au cas du 1er § de l'article 89 : il est un des éléments constitutifs du crime et doit faire partie de la question principale.

Question : Poncelet est-il coupable d'avoir, en 1864, formé la résolution de commettre un attentat contre (indiquer ici la nature de l'attentat conformément aux questions de l'art. 86) ; ladite résolution suivie d'un acte commis, — ou commencé, — par lui seul et sans assistance, pour en préparer l'exécution ?

Art. 91. — Attentat et complot tendant a troubler l'état.

Observations. — Dans son premier paragraphe, cet article punit de mort l'*attentat* dont le but sera, soit d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, — soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes. — Dans son deuxième paragraphe il punit des peines portées par l'article 89, suivant les distinctions qui y sont établies, le *complot* ayant pour but l'un des crimes prévus au paragraphe précédent, et la proposition de former ce complot.

Questions : 1er §. Poncelet est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, commis un attentat ayant pour but d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, — (ou ayant pour but de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes) ?

2e §. Poncelet est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, après résolution concertée et arrêtée avec Ravrot et Brémon, commis un complot ayant pour but d'exciter la guerre civile, etc. (comme au § 1er) ?

Circonstance : Le complot ci-dessus spécifié a-t-il été suivi d'un acte commis, — ou commencé, — pour en préparer l'exécution ?

Ou bien : Poncelet est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, fait à Ravrot et Brémon des propositions non agréées de former un complot ayant pour but d'exciter la guerre civile, etc..... (comme au § 1er) ?

Art. 92. — Levée de troupes.

Question : Chomel est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime, levé ou fait lever des troupes armées ; — ou d'avoir engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler, — des soldats ; — ou de leur avoir fourni ou procuré des armes ou munitions ?

Art. 93. — Usurpation de commandement.

Observations. — Dans cet article, trois paragraphes : le premier punit ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront *pris* le commandement d'un corps d'armée, d'une troupe, d'une flotte, d'une escadre, d'un bâtiment de guerre, d'une place forte, d'un poste, d'un port, d'une ville. — Le deuxième punit ceux qui auront *retenu*, contre l'ordre du Gouvernement, un commandement militaire quelconque. — Le troisième punit les commandants qui auront tenu leur armée ou troupe *rassemblée*, après que le licenciement ou la séparation en auront été ordonnés.

Questions : 1er §. Chomel est-il coupable d'avoir, en 1866, à Marseille, sans droit ou sans motif légitime, pris le commandement d'un corps d'armée, — ou d'une troupe, — ou d'une flotte, — ou d'une escadre, — ou d'un bâtiment de guerre, — ou d'une place forte, — ou d'un port, — ou d'une ville?

2e §. ..... d'avoir, en 1864, à Marseille, retenu contre l'ordre du Gouvernement, le commandement militaire qui lui avait été confié ?

3e §. ...., d'avoir tenu son armée, — ou troupe, — rassemblée après que le licenciement ou la séparation en ont été ordonnés ?

Art. 94. — Obstacle a la levée des gens de guerre.

Question principale : Chomel, qui pouvait disposer de la force publique, est-il coupable d'en avoir, en 1866, à Paris, requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi contre la levée des gens de guerre légalement établie?

Circonstance : La réquisition,— ou ordre,— ci-dessus spécifiée, a-t-elle été suivie de son effet ?

Art. 95. — Destruction, par explosion d'une mine, des propriétés de l'état.

Question : Ramel est-il coupable d'avoir, en 1867, à Douai, volontairement incendié, — ou détruit, — par l'explosion d'une mine, des édifices, — magasins, — arsenaux, — vaisseaux, — ou autres propriétés,— appartenant à l'Etat ?

Art. 96 et 98. — Bandes armées.

Observations. — Suivant l'article 98, sont passibles de la déportation, les individus faisant partie de bandes armées, quand ces bandes armées ont pour but soit d'*envahir* des domaines, propriétés ou deniers publics, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux ou bâtiments appartenant à l'État, — soit de *piller ou partager* des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, — soit enfin de faire *attaque ou résistance* envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes.

Suivant l'article 96, qui est divisé en deux paragraphes, la peine de mort sera encourue : 1° par ceux qui se seront mis à la tête de ces bandes armées, ou qui y auront exercé une fonction ou un commandement quelconque ; — 2° et par ceux qui auront dirigé l'association, — levé ou fait lever, — organisé ou fait organiser les bandes ; — 3° aussi par ceux qui leur auront, sciemment et volontairement, fourni ou procuré des armes, munitions et instruments du crime, ou envoyé des convois de subsistances ; — 4° et enfin par ceux qui auront, de toute autre manière, pratiqué

des intelligences avec les directeurs ou commandants des bandes. — Le crime puni par ces deux articles est essentiellement un seul et unique crime, et non pas deux crimes différents, distincts et indépendants par leurs caractères propres. Et les cas prévus par l'article 96, la qualité de chef, de directeur, de fournisseur, ou de correspondant, ne sont qu'une circonstance aggravante du crime réprimé par l'article 98. — Il n'en est pas ici comme lorsqu'il s'agit des articles 440 et 442 qui constituent deux crimes distincts, le premier portant sur le pillage des denrées, marchandises, effets, propriétés mobilières, tandis que le second est spécialement relatif au pillage des grains, farines ou autres substances alimentaires. Selon l'article 442 interprété par la jurisprudence, la qualité de chef des bandes n'est pas seulement aggravante, elle est une circonstance *constitutive* du crime spécial qu'il prévoit. — Voir *suprà*, n° 2909, p. 344, note 3.

Question principale : Millot est-il coupable d'avoir, en 1866, à Vitré, fait partie de bandes armées ayant pour but d'envahir des domaines, propriétés, deniers publics, etc....., — ou de piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles de telle généralité de citoyens, — ou de faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes?

Circonstances : 1er §. Article 96. Millot s'est-il mis à la tête de ces bandes armées ci-dessus spécifiées, — ou y a-t-il exercé une fonction ou un commandement quelconque?

2e §. 1° Millot a-t-il dirigé l'association, — levé ou fait lever, — organisé ou fait organiser les bandes armées ci-dessus spécifiées?

2e §. 2° Millot a-t-il, sciemment et volontairement, fourni ou procuré des armes, munitions et instruments du crime, — ou envoyé des convois de subsistances aux bandes armées ci-dessus spécifiées?

2e §. 3° Millot a-t-il, de toute autre manière, pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandants des bandes armées ci-dessus spécifiées?

Art. 97. — Bandes armées dans un but d'attentat ou de complot.

Observations. — Quand les bandes armées agissent dans un but autre que celui mentionné dans l'article 96, quand elles ont *exécuté* ou *simplement tenté*, soit l'attentat défini par l'article 86, contre la vie ou la personne de l'Empereur, ou d'un membre de la famille impériale ; — soit l'attentat réprimé par l'article 87 tendant à détruire le Gouvernement, ou l'ordre de successibilité au trône, ou à exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité impériale, — soit, enfin, l'attentat ou le complot prévu par l'article 91, — dans tous ces cas, la peine de mort est appliquée, sans distinction de grades : 1° à tous les individus faisant partie de la bande et qui auront été saisis sur le lieu de la réu-

nion séditieuse ; 2° et à quiconque, quoique non saisi sur le lieu, aura dirigé la sédition ou aura exercé dans la bande un emploi ou commandement quelconque.

Questions : Millot est-il coupable d'avoir, en 1864, à Paris, fait partie d'une bande armée ayant exécuté, — ou simplement tenté, — un attentat contre la vie ou la personne de l'Empereur, — ou contre la vie ou la personne de .,..., membre de la famille impériale, ledit Millot ayant été saisi sur le lieu de la réunion séditieuse ?

Même question, en modifiant les termes de manière à spécifier l'attentat prévu par l'article 87.

Même question, en modifiant les termes de manière à spécifier l'attentat ou le complot prévu par l'article 91.

Quand il s'agit d'appliquer le 2e § de l'article 97, après avoir énoncé la nature de l'attentat, on substitue au dernier membre de la question ces mots : ..... ledit Millot ayant dirigé la sédition, — ou exercé dans ladite bande un emploi ou un commandement quelconque.

Art. 99. — Lieu de réunion fourni aux bandes.

Observations. — Cet article établit une sorte de complicité analogue à la complicité spéciale des malfaiteurs, dont parle l'article 61. — Pour que, dans notre espèce, la peine soit encourue, il faut : qu'il y ait eu connaissance du but et du caractère des bandes armées, et, en outre, que les logements, lieux de retraite ou de réunion aient été fournis sans contrainte.

Question : Rémy est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris, fourni sans contrainte, des logements, — ou lieux de retraite ou de réunion, — à des bandes armées qui avaient pour but (indiquer ici soit l'attentat de l'article 86, — soit l'attentat de l'article 87, — soit l'attentat de l'article 91, — soit les dispositions des articles 96 et 98), ledit Rémy connaissant le but et le caractère desdites bandes ?

Art. 100. — Excuse légale.

Observations. — La première partie de cet article s'exprime ainsi : « Il ne sera prononcé aucune peine pour le fait de sédition, « contre ceux qui, ayant fait partie de ces bandes sans y exercer « aucun commandement et sans y remplir aucun emploi ni fonc- « tions, se seront retirés au premier avertissement des autorités « civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils n'auront été « saisis que hors des lieux de la réunion séditieuse, sans opposer « de résistance et sans armes. » — Pour que l'excuse soit légale, il faut donc : 1° que l'accusé n'ait exercé aucun commandement, emploi, ni fonctions ; 2° qu'il se soit retiré au premier avertissement des autorités, ou même, s'il ne s'est retiré que depuis, qu'il puisse invoquer ces trois circonstances : de n'avoir été

saisi que hors des lieux de la réunion séditieuse, de n'avoir pas opposé de résistance et de n'avoir pas été porteur d'armes.

On s'est demandé si l'excuse de notre article s'appliquerait aux attentats prévus par les articles 86, 87 et 91. — Un arrêt du 22 août 1838 a dit oui; un autre arrêt du 15 novembre 1855 a dit, et avec raison, je le crois, non. — Voir nos 2857, p. 278, note 1re, et 2870.

Quoi qu'il en soit, voici la formule à poser après la question principale :

Question d'excuse : Est-il constant que Rémy n'a exercé aucun commandement et n'a rempli aucun emploi ni fonctions dans la bande ci-dessus spécifiée, et qu'il s'est retiré au premier avertissement des autorités civiles ou militaires ?

Ou bien : ..... et que ne s'étant retiré que depuis le premier avertissement des autorités civiles ou militaires, il n'a été saisi que hors des lieux de la réunion séditieuse, sans opposer de résistance et sans armes ?

Art. 108. — Excuse légale.

Observations. — Les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, ont une excuse légale dans deux cas : 1° lorsque, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toutes poursuites commencées, ils auront, les premiers, donné au Gouvernement ou aux autorités administratives ou de police judiciaire, connaissance de ces complots ou crimes, et de leurs auteurs ou complices ; — 2° ou même lorsque, depuis le commencement des poursuites, ils auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices.

Question d'excuse : Est-il constant que Rémy, avant toute exécution ou tentative du complot ci-dessus spécifié, et avant toutes poursuites commencées, a, le premier, donné au Gouvernement connaissance dudit complot et de ses auteurs ou complices ?

Ou bien : est-il constant que Rémy, avant toute exécution ou tentative du complot ci-dessus spécifié, a, les poursuites étant commencées, procuré l'arrestation des auteurs ou complices dudit complot ?

Art. 109 et 110. — Atteinte aux droits civiques.

Observations. — C'est un délit, lorsque, par attroupement, voies de fait ou menaces, on aura empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques. — Selon l'art. 109, s'il y a eu plan concerté pour être exécuté soit dans tout le royaume, soit dans un ou plusieurs départements, soit dans un ou plusieurs

arrondissements communaux, c'est un crime puni du bannissement.

Question : Nogaret est-il coupable d'avoir, en 1866, à Paris, à la suite d'un plan concerté pour être exécuté dans tout le royaume, — (ou dans tel ou tels départements, — ou dans tel ou tels arrondissements communaux), — et par attroupement, — (ou voies de fait, — ou menaces), — empêché tel ou tels citoyens d'exercer leurs droits civiques?

Art. 111. — ALTÉRATION DU SCRUTIN.

Question : Pellevet, chargé dans le scrutin de....., du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens, est-il coupable d'avoir, en 1864, été surpris falsifiant ces billets, — (ou soustrayant de la masse de ces billets, — ou y ajoutant, — ou inscrivant sur les billets des votants non lettrés des noms autres que ceux qui lui avaient été déclarés)?

NOTA. — La qualité de chargé du dépouillement, étant une circonstance constitutive, doit être énoncée dans la question principale et non pas dans une question séparée.

Art. 114. — ATTENTAT A LA LIBERTÉ.

Observations. — A côté du fait prévu par cet article, se trouve une excuse tirée de ce que le fonctionnaire qui a commis l'acte arbitraire ou attentatoire à la liberté, a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique.

Question principale : Lançon, fonctionnaire public, — (ou agent, — ou préposé du Gouvernement), — est-il coupable d'avoir, en 1866, à Paris, ordonné, — ou fait — tel acte arbitraire, — ou tel acte attentatoire soit à la liberté individuelle, — soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, — soit à la charte, — (énoncer la nature de l'acte arbitraire ou attentatoire) ?

Question d'excuse : Est-il constant que Lançon justifie que, dans la perpétration de l'acte ci-dessus spécifié, il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur devait obéissance hiérarchique ?

Art. 118. — ACTE CONTRAIRE A LA CONSTITUTION AU MOYEN DE FAUX.

Observations. — Il ne s'agit plus ici d'un acte contraire à la constitution accompli par un fonctionnaire ; mais de l'accomplissement de cet acte par un simple particulier falsifiant la signature du fonctionnaire ou faisant sciemment usage de sa fausse

signature. Le crime peut donc être commis par deux modes différents.

Question : Marot est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris, fait tel acte (l'énoncer), contraire à la constitution, — et de l'avoir fait d'après la fausse signature de....., ministre, — ou fonctionnaire, — fausse signature dont il a été l'auteur ?

Ou bien : ..... et de l'avoir fait en faisant usage de la fausse signature de....., ministre, — ou fonctionnaire, — sachant qu'elle était fausse ?

Art. 119. — Refus de constatation de détention illégale.

Question : Lançon, fonctionnaire public, chargé de la police administrative, — ou judiciaire, — est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris, refusé, — ou négligé, — de déférer à une réclamation légale tendant à constater la détention illégale et arbitraire de Pierre dans la maison de Mazas, destinée à la garde des détenus, — ou partout ailleurs, — et de n'avoir pas dénoncé à l'autorité supérieure ladite détention illégale et arbitraire ?

Art. 121. — Forfaiture.

Observations. — La peine de la forfaiture est encourue par les fonctionnaires désignés en cet article, dans deux cas : 1° lorsqu'ils ont provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle ou accusation soit d'un ministre, soit d'un membre du Sénat, du Corps législatif ou du Conseil d'État, sans les autorisations prescrites par les lois de l'État ; — 2° ou lorsque, hors les cas de flagrant délit ou de clameur publique, ils ont, sans les mêmes autorisations, donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter un ou plusieurs ministres ou membres de ces corps.

Questions : 1° Lançon, officier de police judiciaire, — (ou procureur général, — ou procureur impérial, — ou substitut, ou juge), — est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris, sans autorisation du Sénat, — (ou du Corps législatif, — ou du Conseil d'Etat), — provoqué, — (ou donné, — ou signé) un jugement, — (ordonnance, — ou mandat), tendant à la poursuite personnelle, (ou accusation), — de .... , membre du Sénat, — (ou du Corps législatif, — ou du Conseil d'État) ?

2° ..... d'avoir ....., alors qu'il n'y avait ni flagrant délit, ni clameur publique, et sans autorisation du Sénat ..... donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter .....?

Art. 122. — Détention ou accusation illégales.

Questions : 1° Lançon est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris,

étant procureur général (ou procureur impérial, — ou substitut, — ou juge, — ou officier public), retenu ou fait retenir Bénard hors des lieux déterminés par le Gouvernement ou l'administration publique?

2° ..... d'avoir, en 1867, traduit devant la Cour d'assises de la Seine, Bénard, qui n'avait pas été préalablement mis légalement en accusation?

Art. 124 et 125. — Coalition de fonctionnaires.

Observations. — Aux termes de l'article 123, tout concert de mesures *contraires aux lois*, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, est un délit. — Selon le premier paragraphe de l'article 124, le concert devient un crime, puni de bannissement, s'il a eu pour but des mesures contre l'*exécution des lois* ou contre *les ordres du Gouvernement*. — Et, selon le deuxième paragraphe de cet article, si le concert s'est établi entre *les autorités civiles* et *les corps militaires ou leurs chefs*, ceux qui en sont les auteurs ou les provocateurs sont punis de la déportation.

Dans ce dernier cas, la qualité d'auteur ou de provocateur est une circonstance aggravante qui doit être énoncée dans une question distincte et séparée.

Questions : § 1er. Charles Prédal est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, établi, soit par députation ou correspondance, avec une réunion d'individus, — ou avec tel ou tel corps dépositaire de quelque partie de l'autorité publique un concert de mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du Gouvernement?

§ 2. Charles Prédal est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, étant revêtu de telle autorité civile, établi, ou provoqué, soit par députation ou correspondance, avec tel corps militaire (le désigner) ou avec ses chefs, un concert de mesures contre les lois ou contre les ordres du Gouvernement?

Art. 125. D'après cet article, « dans le cas où ce concert « aurait eu pour objet ou résultat un complot attentatoire à la « sûreté intérieure de l'État, les coupables seront punis de « mort. »

Question : Comme aux questions précédentes en spécifiant ainsi le concert : un concert ayant eu pour objet ou pour résultat un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'État.

Art. 126. — Forfaiture par démissions.

Question : Joseph Voiron est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, étant fonctionnaire public, par délibération avec d'autres fonctionnaires publics, arrêté de donner sa démission dont l'objet ou l'effet était

d'empêcher ou de suspendre soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque ?

Art. 130. — Empiétement.

Observations. — Nous ne mentionnons pas ici les empiétements qui pourraient être commis par des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, et prévus par l'article 127, ces empiétements ne pouvant être de la compétence des Cours d'assises. Il en est autrement des fonctionnaires de l'ordre administratif qui, après autorisation, sont justiciables des tribunaux ordinaires.

Question : Paul Mestral est-il coupable de s'être, le 1er mars 1867, à Toulon, étant préfet du département de ..... (ou sous-préfet, — ou maire, — ou autre administrateur), — immiscé dans l'exercice du pouvoir législatif soit par des règlements contenant des dispositions législatives, — soit en arrêtant ou suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, — soit en délibérant sur le point de savoir si ces lois seront publiées ou exécutées ?

Ou bien : ..... de s'être ingéré de prendre des arrêtés généraux tendant à intimer des ordres ou des défenses quelconques à des Cours ou tribunaux ?

Art. 132. — Fausse monnaie d'or ou d'argent, de billon ou de cuivre.

Observations. — Cet article se divise en deux paragraphes distincts, dont l'un prévoit les fraudes criminelles relatives aux monnaies d'or ou d'argent, et, le second, les mêmes fraudes relatives aux monnaies de billon ou de cuivre.

1er §. — Plusieurs faits distincts et indépendants les uns des autres, sont prévus et punis de la même peine. Ces faits sont : 1° la contrefaçon ; — 2° l'altération des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France ; — 3° la participation à l'émission ; — 4° la participation à l'exposition ; — 5° la participation à l'introduction sur le territoire français desdites monnaies contrefaites ou altérées.

Questions : 1° *Contrefaçon.* — Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, frauduleusement contrefait des monnaies d'or (ou d'argent) ayant cours légal en France ?

Ou bien : ..... d'avoir, en mai 1866, à Paris, fabriqué une fausse pièce de 2 francs à l'effigie de Louis-Philippe et au millésime de 1834, monnaie ayant cours légal en France ?

2° *Altération* : ..... d'avoir, en mai 1866, à Paris, frauduleusement altéré des monnaies d'or (ou d'argent) ayant cours légal en France ?

3° *Emission* : ..... d'avoir, en mai 1866, à Paris, participé à l'émis-

sion de monnaies d'or (ou d'argent) contrefaites (ou altérées) ayant cours légal en France, sachant qu'elles étaient contrefaites (ou altérées) ?

4° ***Exposition*** : Même formule qu'au n° 3, en substituant le mot *exposition* au mot *émission*.

5° ***Introduction*** : ..... d'avoir, en mai 1866, au Havre, participé à l'introduction sur le territoire français de ..... (comme à la formule n° 3)?

2e §. Mêmes questions que sous le paragraphe précédent, en ayant soin de substituer aux mots monnaies *d'or ou d'argent*, ceux-ci : monnaies de *billon ou de cuivre*.

Art. 133. — Fausse monnaie étrangère.

Observations. — A la différence de ce qui a lieu pour les monnaies françaises, la loi ne distingue pas, à l'égard des monnaies étrangères contrefaites ou altérées, les monnaies d'or ou d'argent d'avec les monnaies de cuivre ou de billon, ou même d'avec les monnaies de papier dans les pays où de pareilles monnaies ont un cours légal et forcé.

Questions : Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, frauduleusement contrefait des monnaies d'or, ou d'argent, ou de cuivre, ou de billon, — ayant cours légal en Russie ?

Ou bien : ..... fabriqué de fausses pièces de (indiquer la nature des pièces) monnaie ayant cours légal en Russie ?

Ou bien encore : ..... fabriqué de faux billets de la banque de Russie, ayant cours légal et forcé de monnaie en Russie ?

Nota. — *Voir*, au surplus, pour toutes les questions auxquelles peut donner lieu l'article 133, les formules des questions posées sous l'article 132 précédent.

Art. 135. — Excuse : pièces pour bonnes.

Observations. — Le fait prévu par cet article peut être invoqué comme excuse dans toute accusation de participation à l'émission, exposition ou introduction en France de monnaies contrefaites ou altérées. — On s'est demandé si, dans le cas du premier paragraphe de cet article, le fait d'avoir reçu pour bonnes les pièces fausses, c'est-à-dire avec l'ignorance de leur fausseté, constituait une excuse nécessitant une question ; ou, au contraire, n'était pas un fait justificatif compris dans la question principale par ces mots : *est-il coupable ?* Après variations, la jurisprudence paraît fixée en ce sens que, le fait étant justificatif, il n'y a pas lieu à poser la question d'excuse.—Voir *suprà*, n° 2857, p. 279, notes 1 et 2.—Quoi qu'il en soit, voici comment, en exécution du § 2 de l'article 135, l'excuse doit être posée :

Question : Est-il constant que Jacques Lambert avait reçu pour

bonnés les pièces fausses spécifiées dans la question précédente et dont il a fait usage après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices ?

Art. 138. — Excuse : révélation, arrestation des autres coupables.

Observations. — Cet article admet deux causes d'excuse en faveur des coupables de contrefaçon ou altération de monnaies ayant cours légal en France, ou de participation à l'émission, exposition ou introduction sur le territoire français desdites monnaies contrefaites ou altérées. Ces causes sont : 1° la révélation, avant la consommation du crime et le commencement de toutes poursuites, de l'existence du crime et de ses auteurs ; — 2° le fait d'avoir, même après les poursuites commencées, procuré l'arrestation des autres coupables.

La position de cette question d'excuse ne peut être refusée à l'accusé qui la requiert. — Voir *suprà*, n° 2857, p. 279 et 280, notes 1 et 2.

Questions : Est-il constant que Jacques Lambert, avant la consommation du crime spécifié dans la question qui précède, et avant toutes poursuites, a donné connaissance dudit crime et en a révélé les auteurs à l'autorité constituée ?

Ou bien : ..... que, ... depuis les poursuites commencées, il a procuré l'arrestation d'un autre coupable du crime spécifié dans la question qui précède ?

Art. 139. — Contrefaçon des sceaux de l'État, billets de banque, effets publics.

Observations. — Plusieurs faits distincts sont prévu par cet article, savoir :

1° La contrefaçon des sceaux de l'État ;

2° L'usage du sceau contrefait ;

3° La contrefaçon ou falsification des effets émis par le Trésor public, avec son timbre, — ou des billets de banques autorisées par la loi ;

4° L'usage de ces effets ou billets, contrefaits ou falsifiés ;

5° L'introduction desdits effets ou billets, contrefaits ou falsifiés, dans l'enceinte du territoire français.

Chacun de ces faits donne lieu à une question spéciale. Et, quoique notre article ne le dise pas expressément, il est prudent d'insérer dans les questions d'usage que cet usage a été fait *sciemment*.

Questions : 1° Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en octobre 1866, à Paris, frauduleusement contrefait le sceau de l'Etat ?

2° ..... fait usage du sceau de l'État contrefait, sachant qu'il était contrefait ?

3° ..... frauduleusement contrefait un bon de 3,000 fr. au porteur, payable en décembre 1866, émis par le Trésor public, avec son timbre?

Ou bien : ..... frauduleusement falsifié un billet de 500 fr. émis par la Banque de France, ladite banque autorisée par la loi ?

4° ..... fait usage d'un effet contrefait émis par le Trésor public, avec son timbre, — ou d'un billet falsifié de la Banque de France, ladite banque autorisée par la loi, — sachant qu'il était contrefait ou falsifié ?

5° ..... d'avoir, en octobre 1866, à Marseille, introduit dans l'enceinte du territoire français un effet (désigner la nature de l'effet comme aux questions précédentes) sachant que ledit effet était contrefait ou falsifié ?

Art. 140. — Faux timbres, marteaux, poinçons.

Observations. — Cet article, comme le précédent, distingue la contrefaçon ou falsification des timbres, marteaux ou poinçons de l'État, et l'usage fait sciemment des papiers, effets, timbres, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits. Ces deux crimes, punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué, motivent des questions spéciales..

Questions : 1° Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en mars 1867, à Paris, frauduleusement contrefait, — ou falsifié, — un timbre national ? — ou un marteau de l'Etat servant aux marques forestières? — ou un poinçon servant à marquer les matières d'or ou d'argent ?

2° ..... fait usage des papiers, — ou effets, — marqués d'un faux timbre national, sachant que ce timbre était faux ?

Ou bien : ..... fait usage d'un timbre national contrefait, — ou falsifié, — ou d'un marteau de l'Etat, contrefait ou falsifié, servant aux marques forestières, — ou d'un poinçon contrefait ou falsifié, servant à marquer les matières d'or ou d'argent, sachant qu'il était falsifié ou contrefait ?

Art. 141. — Usage frauduleux des vrais timbres, marteaux ou poinçons.

Question : Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en septembre 1866, à Paris, au préjudice de l'administration des contributions indirectes, fait frauduleusement usage d'un poinçon servant à marquer les matières d'or et d'argent, qu'il s'était indûment procuré?

Nota. — *Voir*, au surplus, les questions posées sous l'article précédent.

Art. 144. — Excuse : révélation ou arrestation des autres coupables.

Observations. — Cet article s'exprime ainsi : « Les dispositions de l'article 138 seront applicables aux crimes mentionnés dans l'article 139. »

Nota. — *Voir*, pour les questions d'excuses admises par cet article, les formules données sous l'article 138.

Art. 145. — Faux par fonctionnaires ou officiers publics par altération matérielle.

Observations. — Cet article indique quatre moyens de commettre ce crime de faux. — Voir *suprà*, nº 2713. — Chacun de ces moyens motive une question particulière.

Questions : 1° Louis Clément est-il coupable d'avoir, le....., en juin 1866, à Paris, *apposé* au bas d'un acte reçu par lui en sa qualité de notaire, et contenant obligation d'une somme de dix mille francs par Lebrun au profit de Robert, *la fausse signature* dudit Lebrun ?

2° ..... *altéré la date* d'un acte de vente d'une maison consentie par Lebrun au profit de Robert et reçu par lui en sa qualité de notaire, en substituant aux mots *vingt et un mai*, indiquant la date réelle de l'acte, ceux du *vingt-huit mai?*

3° ..... dans l'exercice de ses fonctions de notaire, *constaté la comparution* de Jean Rigaud et le consentement donné par celui-ci au mariage de Louis Rigaud, son fils, avec Julie Bertin, sachant que l'individu qui prenait faussement le nom de Jean Rigaud était en réalité Gustave Baron?

4° ..... dans un acte, reçu par lui en sa qualité de notaire, le 15 mars 1865, et contenant quittance, par Lebrun, d'une somme de mille francs à lui payée par Rigaud, *intercalé*, depuis la confection dudit acte, entre les mots *de* et *mille*, le mot *deux*, de façon à présenter la quittance comme étant de deux mille francs, au lieu de mille francs seulement?

Art. 146. — Même faux, par altération intellectuelle.

Questions : 1° Louis Clément est-il coupable d'avoir, le....., à Paris, dans l'exercice de ses fonctions de notaire, en rédigeant un acte de bail d'une maison, contracté par Lebrun à Robert, frauduleusement dénaturé la substance, — ou les circonstances — dudit acte, en *y inscrivant des conventions autres* que celles tracées entre les parties ou dictées par elles?

2° ..... frauduleusement dénaturé les circonstances du testament de

Lelarge reçu par lui, en *constatant faussement la présence* des témoins instrumentaires à la dictée dudit testament par Lelarge?

3° ..... frauduleusement dénaturé les circonstances de l'inventaire dressé par lui après le décès de Lelarge, en constatant faussement l'aveu fait par Denis, l'un des héritiers, qu'il avait reçu, à titre de prêt, une somme de trois mille francs de son auteur?

Art. 147. — Faux en écriture authentique et publique par autres que les fonctionnaires, — ou en écriture de commerce et de banque.

Observations. —La question doit d'abord, sans mentionner la qualification, énoncer les faits qui donnent à l'acte faux son caractère d'acte public, ou d'écriture de commerce ou de banque. Ensuite, elle spécifie que le faux a été commis à l'aide de l'un des modes déterminés par l'article 147, savoir : 1° soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou signatures;—2° soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou pour leur insertion après coup dans ces actes;—3° soit par addition ou altération de clauses, de déclaration ou de faits que ces actes avaient pour but de recevoir et de constater. —Voir *suprà*, nos 2714 et 2715.

Chacun de ces trois modes distincts du faux nécessite une question spéciale.

Questions : 1° Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en juillet 1866, à Paris, apposé ou fait apposer, pour valoir endossement, au dos d'une lettre de change de mille francs tirée de Rouen le 1er juillet 1866 sur Robert, à Paris, payable le 31 août 1866, à l'ordre de Clément, la fausse signature dudit Clément?

Ou bien : ..... frauduleusement altéré ou fait altérer une lettre de change de mille francs tirée à son ordre de Rouen, le 1er juin 1866, par Durand sur Robert, négociant à Paris, en intercalant, avant le mot *mille*, le mot *deux*, de manière à présenter ladite lettre de change comme étant de deux mille francs, au lieu de mille francs seulement?

2° ..... fabriqué ou fait fabriquer un billet à son ordre de la somme de mille francs, daté de Paris, le 1er juin 1866, causé valeur reçue en marchandises, payable le 31 août 1866, et d'y avoir apposé ou fait apposer la fausse signature de Lebrun, lequel est commerçant?

Ou bien : ..... frauduleusement inséré ou fait insérer, après coup, dans une procuration à lui donnée par Rousseau, suivant acte reçu en brevet par Me..... et son collègue, notaires à Paris, le 1er mars 1866, à l'effet de vendre un tableau appartenant audit Rousseau, le pouvoir, qui ne lui avait pas été réellement conféré, de toucher le prix de la vente de ce tableau?

3° ..... altéré ou fait altérer les faits que le livre-journal de la maison de commerce Durand et Ce avaient pour objet de constater, en inscrivant ou faisant inscrire sur ledit livre, folio 151, à la date du 31 mars

1866, la fausse mention d'un paiement de 3,000 fr., supposé fait par Durand à Guillaume ?

NOTA. — Voir, en outre, les questions posées sous l'article 145.

Art. 148. — USAGE.

Observations. — Cet article punit l'usage, fait *sciemment*, de tous les actes faux prévus par les articles 145, 146 et 147, que l'auteur de l'usage soit en même temps auteur ou complice du faux, ou qu'il n'ait pris aucune part à la fabrication de l'acte frauduleux.

C'est l'article 163, dont les dispositions sont communes à tous les faux, qui exige que l'auteur de l'usage ait *connu* la fausseté de la pièce et qui, par conséquent, nécessite à cet égard une mention expresse dans la question.

Si l'auteur de l'usage est poursuivi en même temps que l'auteur de la fabrication, on se borne à formuler la question d'usage dans les termes suivants :

Question : Louis Clément est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris, fait usage du billet faux spécifié dans la question précédente, sachant qu'il était faux ?

Si, au contraire, par des circonstances particulières, l'auteur de l'usage est poursuivi seul, on mentionne dans la question les faits constitutifs de la fausseté et on la rédige ainsi qu'il suit :

Question : Louis Clément est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris, fait usage, sachant qu'elle était fausse, d'une lettre de change de deux mille francs tirée par Lebrun, à son propre ordre, datée de Rouen, le 31 janvier 1867, et revêtue de la fausse signature dudit Lebrun ?

NOTA. — Voir, au surplus, les questions posées sous les articles 145, 146 et 147.

Art. 150. — FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE.

Observations. — Les faux en écriture privée ne se distinguent des faux en écriture authentique et publique, ou en écriture de commerce ou de banque, que par la nature de la pièce fabriquée ou altérée : les questions auxquelles donne lieu l'application de l'article 150 doivent donc être rédigées dans les mêmes termes que celles motivées par l'article 147 ; il n'y a de différence que dans la spécification de la pièce arguée de faux.

Voir les questions posées sous l'article 147.

Art. 151. — USAGE DU FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE.

Voir les questions posées sous l'article 148.

Art. 158. — DÉLIVRANCE DE FEUILLE DE ROUTE SOUS UN NOM SUPPOSÉ.

Observations. — Selon l'article 157, toute personne qui se fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé, commet un délit. — Selon notre article 158, c'est aussi un délit que commet l'officier public qui, instruit de la supposition de nom, délivre néanmoins cette feuille de route. Cependant, quand, à l'aide de cette feuille de route, l'individu qui en a fait usage a perçu indûment du Trésor public des frais de route s'élevant à cent francs et au delà, l'officier public commet un crime passible de la réclusion.

Cette circonstance de l'importance de la somme indûment perçue étant aggravante du fait principal, rend nécessaire la position d'une question distincte et séparée.

Question principale : Louis Clément, officier public, est-il coupable d'avoir, le...., à Paris, délivré à Jacques Lambert une feuille de route sous le nom supposé de Gabriel Cogniard, étant instruit de la supposition de nom?

Circonstance : Les sommes indûment perçues du Trésor public par Jacques Lambert à l'aide de la feuille de route ci-dessus spécifiée se sont-elles élevées à cent francs et au delà?

Art. 169. — SOUSTRACTION PAR DES DÉPOSITAIRES PUBLICS.

Observations. — Aux termes de l'article 171, si les valeurs soustraites sont au-dessous de 3,000 francs, la peine prononcée contre les dépositaires publics est un emprisonnement de deux à cinq ans. La circonstance que l'importance du détournement excède 3,000 francs constitue donc une circonstance aggravante du fait principal et doit, à ce titre, motiver la position d'une question particulière. — Au contraire, la double circonstance que le prévenu était fonctionnaire et que les valeurs étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions, est constitutive du crime et doit être comprise dans une seule et même question sur le fait principal.

Disons que ces expressions de notre article : *en vertu de ses fonctions* ne sont pas sacramentelles et que l'on peut se servir de termes équipollents, notamment de ceux-ci : *en sa qualité d'agent comptable*. — Rej., 19 juin 1863 (M. Guyho, rapp.); *Bull.*, 281.

Ajoutons qu'en déclarant que la valeur des choses soustraites ou détournées est supérieure à 3,000 francs, sans dire de combien elle dépasse cette somme, le jury constate suffisamment la circonstance aggravante, — Même arrêt.

Question principale : Louis Laurent est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, détourné ou soustrait des deniers publics qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions de receveur-percepteur des contributions directes ?

Ou bien : ..... soustrait tel effet actif tenant lieu de deniers, — ou — acte, ou titre, ou effets mobiliers — appartenant à ....., lequel effet actif était entre ses mains en vertu de ses fonctions de (indiquer les fonctions) ?

Circonstance : Les deniers détournés par ledit Laurent dépassaient-ils trois mille francs ?

Ou bien : L'effet, — acte ou titre — soustrait par ledit Laurent avait-il une valeur au-dessus de trois mille francs ?

Art. 170. — Même crime.

Observations. — L'article 170 se borne à énumérer plusieurs circonstances aggravantes qui attribuent à la soustraction commise par un dépositaire public le caractère de crime. — A la suite de la question principale, formulée comme il vient d'être dit, on place en ces termes ces circonstances aggravantes :

Circonstance : Les deniers détournés par ledit Laurent égalent-ils ou excèdent-ils le tiers des deniers reçus par lui — ou déposés entre ses mains ?

Ou bien : Les deniers détournés par ledit Laurent égalent-ils ou excèdent-ils le tiers du cautionnement attaché à sa place ?

Ou bien : ..... égalent-ils ou excèdent-ils le tiers du produit commun de la recette que l'accusé faisait pendant un mois ?

Ou bien : L'effet, — acte ou titre — soustrait par ledit Laurent avait-il une valeur égale ou supérieure au tiers de la recette faite par lui, — ou du dépôt opéré entre ses mains ?

Ou bien : ..... égale ou supérieure au tiers du produit commun de la recette qu'il faisait pendant un mois ?

Art. 173. — Destruction et soustraction par des fonctionnaires.

Observations. — Cet article se divise en deux branches : il atteint, d'abord, tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public, qui aura détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui ont été remis ou communiqués à raison de ses fonctions ; — il frappe ensuite tous agents préposés ou commis, soit du Gouvernement, soit des fonctionnaires publics, qui se seront rendus coupables des mêmes soustractions. — Pour que le crime existe, il faut : 1° le fait matériel ; — 2° qu'il s'agisse d'actes ou de titres ; — 3° la qualité ; — 4° et que les actes ou titres aient été ou déposés, remis ou communiqués.

Questions : 1° Pierre Lucas est-il coupable d'avoir, en mai 1867, à Paris, détruit, — ou supprimé, ou détourné, — tel acte ou titre dont il était dépositaire en sa qualité de, — (indiquer la fonction)?

Ou bien : ..... tel acte qui lui avait été remis ou communiqué à raison de sa fonction de.....?

2° Marie-Louise-Zoé de Guogué, veuve de Lancelot de Dreux-Nancré, est-elle coupable d'avoir soustrait un billet de banque de 200 francs renfermé dans une lettre confiée à la poste, adressée à Julien-Marie Chaudronnier, à Agen, billet de banque dont elle était dépositaire en sa qualité de directrice du bureau de poste aux lettres de Saint-Malo-de-Lalande?

NOTA : Voir rej., 15 octobre 1853, — sur mes conclusions (M. Isambert, rapp.); — Bull. 604 et rej., 19 janv. 1855 (M. Sénéca, rapp.), bull. 28.

Art. 174. — CONCUSSION.

Observations. — La circonstance que le fonctionnaire *savait* que les droits par lui exigés ou reçus n'étaient pas dus ou excédaient ceux qui étaient dus, doit être énoncée dans la question, alors même qu'elle ne serait pas explicitement relevée par l'arrêt de renvoi : elle y est implicitement par l'effet et le sens du titre de l'accusation. — Ici, la circonstance que la somme indûment exigée ou reçue est supérieure à 300 francs, est aggravante du fait principal et doit être posée dans une question séparée.

Question principale : 1° Louis Laurent est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, étant préposé de l'administration des douanes, exigé — ou reçu, — en sadite qualité, du sieur Robert, une somme qu'il savait ne pas être due, — ou excéder la somme légitimement due — pour droits de douane?

Ou bien : .....en sa qualité de—(indiquer la fonction,)—ordonné de percevoir telle somme qu'il savait n'être pas due, ou excéder ce qui était dû pour droits, — taxe, contributions ou revenus, ou pour salaire ou traitement?

Circonstance : La totalité des sommes indûment exigées ou reçues par ledit Laurent a-t-elle été supérieure à trois cents francs?

Ou bien : La totalité des sommes dont la perception a été indûment ordonnée par ledit Laurent a-t-elle été supérieure à trois cents francs?

2° Gustave Leblanc est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, étant greffier du tribunal de première instance de la Seine, exigé, en sadite qualité, du sieur Robert, une somme qu'il savait excéder celle due par celui-ci pour droits de transcription et de rédaction d'un jugement d'adjudication d'une maison sise à Paris, rue d'Assas, n° 2, rendu à son profit, le 1er mai 1866?

Circonstance : La totalité des sommes exigées par ledit Leblanc est-elle supérieure à trois cents francs?

Art. 177. — CORRUPTION.

Observations. — Chacun des trois paragraphes qui com-

posent cet article punit un fait distinct et doit être l'objet d'une question particulière. — Le premier paragraphe concerne le fonctionnaire qui, par dons ou promesses, *fait* un acte de sa fonction, même juste, mais non sujet à salaire ; — Le deuxième paragraphe est relatif à celui qui, par les mêmes causes, *ne fait pas* un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs ; — Le troisième paragraphe atteint tout arbitre ou expert qui, par les mêmes causes, rend une décision ou donne une opinion favorable à l'une des parties.

Questions : § 1er. Louis Lenoir est-il coupable d'avoir, en mai 1865, à Paris, étant commissaire de police, agréé des offres ou promesses, — ou reçu des dons ou présents — de Robert pour constater, à la requête de ce dernier, le flagrant délit d'adultère commis par la femme Robert, ladite constatation constituant un acte de la fonction de Lenoir, non sujet à salaire ?

§ 2. Louis Lenoir est-il coupable, étant garde champêtre de la commune de Meudon, de s'être abstenu, en mai 1865, par offres ou promesses agréées, — ou par dons ou présents reçus — de Robert, de dresser un procès-verbal constatant que ce dernier avait chassé en temps prohibé, ledit procès-verbal rentrant dans l'ordre des devoirs de Lenoir ?

§ 3. ..... d'avoir, en septembre 1866, à Paris, étant arbitre dans une instance pendante entre Clément et Renaud, agréé des offres ou promesses, — ou reçu des dons ou présents — pour rendre une décision favorable à Clément ?

Ou bien : ..... étant expert nommé par jugement du tribunal de la Seine, à l'effet de constater l'état d'une maison louée par Clément à Renard, agréé des offres ou promesses, — ou reçu des dons ou présents — pour donner une opinion favorable à Clément ?

Art. 179. — Corrupteur.

Observations.—Cet article prévoit plusieurs faits distincts : 1° la contrainte ou la tentative de contrainte ; — 2° la corruption ou la tentative de corruption ; — 3° et la tentative qui n'a eu aucun effet. — Les éléments constitutifs de la criminalité de ces trois faits sont : en premier lieu, que les contrainte, corruption ou tentative se soient exercées à l'égard des personnes de la qualité exprimée en l'art. 177 ; — En deuxième lieu, qu'ils aient eu lieu, savoir : la contrainte par voies de fait ou menaces, et la corruption par promesses, offres, dons ou présents ; — En troisième lieu, que ces actes aient eu pour but d'obtenir soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit tout autre acte du fonctionnaire, agent ou préposé, soit, enfin, l'abstention d'un acte qui rentrait dans l'exercice de ses devoirs.

La tentative de violences ou de corruption, objet du deuxième paragraphe, est punie alors même qu'elle n'a été suivie d'aucun

effet : seulement, en ce cas, la peine est moins forte. On a soutenu, et il ne serait pas impossible d'admettre, que, dans la question sur la tentative, on pourrait se dispenser d'énoncer les caractères légaux relevés dans l'article 2 du Code pénal ; mais il est mieux et moins dangereux de rappeler ces caractères.

Questions : *Contrainte.* 1° Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en 1867, à Paris, contraint, par voies de fait ou menaces, Lenoir, commissaire de police, à rédiger un procès-verbal, acte de la fonction dudit Lenoir, constatant un flagrant délit d'adultère commis par la femme Lambert ?

2° ..... d'avoir, en mai 1865, dans la commune de Meudon, contraint par voies de fait ou menaces, Louis Lenoir, garde champêtre, à s'abstenir de rédiger un procès-verbal, rentrant dans l'exercice de ses devoirs, constatant que ledit Lambert avait chassé en temps prohibé ?

3° ..... contraint, par voies de fait ou menaces, Lenoir, expert, nommé par jugement du tribunal de la Seine, à l'effet de constater l'état d'une maison louée par Lambert à Clément, à donner une opinion favorable audit Lambert ?

Corruption : 1°, 2° et 3° ..... d'avoir, en février 1867, à Paris, corrompu par offres ou promesses, — ou par dons ou présents, — Lenoir ..... (comme aux questions précédentes).....?

Tentative : ..... d'avoir, en mai 1865, à Paris, tenté de contraindre par voies de fait ou menaces, — ou tenté de corrompre par offres ou promesses, ou par dons ou présents (mentionner le but coupable), laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, *n'a eu aucun effet*, mais n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté dudit Lambert?

Qu'on le remarque, le corrupteur n'est pas le complice du fonctionnaire qui s'est laissé corrompre ; il commet directement le crime spécial prévu par notre article, et il n'y a pas lieu de lui appliquer les dispositions des art. 59 et 60 du Code pénal, relatives à la complicité. Mais le corrompu, comme le corrupteur, peuvent avoir des complices, chacun dans le crime par lui commis. A ces complices on appliquerait justement les dispositions desdits articles. — Voir *suprà*, n° 2962.

Art. 181. — Corruption de juge ou de juré.

Question : Louis Lenoir est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, étant juré, agréé des offres ou promesses, — ou reçu des dons ou présents, — pour faire un acte de sa fonction en se prononçant en faveur, — ou au préjudice de Lucas, accusé du vol commis à l'aide d'effraction dans une maison habitée ?

Art. 182. — Même crime avec circonstances aggravantes.

Observations. — La condamnation à une peine supérieure

à celle de la réclusion, lorsqu'elle est l'effet de la corruption, constitue une circonstance aggravante du crime prévu par l'article précédent. Par suite, après avoir posé la question principale comme il vient d'être dit, on ajoute :

Circonstance : Par l'effet de la corruption spécifiée dans la question qui précède, Lucas a-t-il été condamné à la peine de dix ans de travaux forcés ?

Art. 186. — Violences par un fonctionnaire public.

Observations. — Cet article se borne à élever, à l'égard des fonctionnaires et agents qu'il désigne, les peines prononcées par la loi contre les auteurs des violences plus ou moins graves exercées contre les personnes. Il faut donc poser les questions principales et aggravantes motivées par la nature des faits, dans les termes ordinaires. — Puis, il faut formuler, dans des questions séparées : 1° la circonstance spéciale dérivant de la qualité de l'accusé, et 2° la circonstance spéciale tirée de la légitimité du motif qui l'a fait agir. — Voir *suprà*, n° 2860.

Circonstances : 1° L'accusé a-t-il agi dans l'exercice, — ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions de commissaire de police, — ou de toute autre fonction rentrant dans l'énumération de notre article... ?
2° A-t-il agi sans motif légitime ?

Art. 202 et 203. — Provocation suivie d'effet a la désobéissance a la loi par des ministres des cultes.

Question principale : Jacques Clément est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, étant ministre du culte (indiqner le culte) et en assemblée publique, prononcé un discours contenant une provocation directe à la désobéissance aux lois, — ou autres actes de l'autorité publique ?

Ou bien : ..... prononcé un discours tendant à soulever, — ou armer, — une partie des citoyens contre les autres ?

Circonstances : 1° La provocation spécifiée dans la question précédente a-t-elle donné lieu à la désobéissance aux lois, — ou à la désobéissance à tel acte de l'autorité publique ?

Ou bien : La provocation spécifiée dans la question précédente a-t-elle eu pour effet de soulever, — ou armer une partie des citoyens contre les autres ?

2° La provocation spécifiée dans la question précédente a t-elle été suivie d'une sédition, — ou révolte, — (en spécifier la nature) ?

Art. 205 et 206. — Même crime par écrit pastoral.

Question principale : Jacques Clément est-il coupable, en

juin 1867, à Paris, de s'être ingéré, dans un écrit contenant des instructions pastorales, de provoquer directement à la désobéissance aux lois...? (La suite, comme aux questions posées sous les articles précédents).

Circonstances : Comme aux questions posées sous les articles précédents.

Art. 208. — Correspondance des ministres des cultes avec des cours étrangères.

Question principale : Jacques Clément, ministre du culte (indiquer le culte) est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, entretenu une correspondance avec la Cour de Rome, sans en avoir préalablement informé le ministre de l'Empereur chargé de la surveillance des cultes et sans avoir obtenu son autorisation ?

Circonstance : La correspondance mentionnée en la question précédente a-t-elle été accompagnée ou suivie de tel fait (énoncer ce fait) contraire aux dispositions formelles de la loi du..... (l'indiquer)?

Art. 209. — Rébellion.

Observations. — Aux termes de cet article, toute rébellion est un délit, et ce délit peut devenir crime s'il est accompagné d'une ou de plusieurs circonstances aggravantes prévues par les art. 210 et suiv. — Dans toute accusation de cette nature, il faut donc interroger d'abord le jury, par une question principale, sur le point de savoir si l'accusé est coupable de rébellion. On lui demande ensuite, s'il y a lieu, par des questions distinctes et séparées, si la rébellion reconnue constante a été accompagnée de telle ou telle circonstance aggravante. — Voir *suprà*, n° 2922.

Disons que les expressions employées dans l'art. 209 pour caractériser la résistance ne sont point sacramentelles et qu'on pourrait, sans nullité, dire que l'accusé a fait *opposition avec force et violence*. — Cass., 15 oct. 1824 (M. Aumont, rapp.), bull. 425.

Question : Louis Lambert est-il coupable d'avoir, en janvier 1867, à Paris, résisté avec violence et voies de fait à un brigadier de gendarmerie agissant pour l'exécution des lois ?

Ou bien : ..... commis une attaque, — ou résistance avec violence et voies de fait envers Clément, huissier, agissant pour l'exécution d'un mandat de justice?

Ou bien : ..... résisté avec violence et voies de fait, à Lenoir, porteur de contrainte, — ou garde champêtre, garde forestier, agent de la force publique, préposé à la perception des contributions directes ou indirectes ou des douanes, officier ou agent de la police administrative ou judiciaire, — agissant pour l'exécution des lois, — ou des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice, ou jugements?

Art. 210. — Rébellion en réunion armée.

Observations. — Deux circonstances aggravantes sont ici relevées et motivent chacune une question spéciale.

La circonstance de rébellion armée résulte suffisamment du fait que les rebelles ont lancé des pierres, qui doivent être considérées comme des armes, d'après l'art. 101 du Code pénal.—Rej., 20 octobre 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), bull. 455.

Questions : Question principale, comme sous l'article précédent.

Circonstances : 1° L'attaque ou la résistance spécifiée dans la question ci-dessus a-t-elle été commise par plus de vingt personnes?

2° Parmi les personnes ayant pris part à l'attaque ou à la résistance ci-dessus spécifiée, plus de deux étaient-elles porteurs d'armes ostensibles?

Art. 211. — Même crime avec circonstances aggravantes.

Questions : Question principale, comme sous l'article 209.

Circonstances : 1° L'attaque ou la résistance spécifiée dans la question qui précède, a-t-elle été commise par une réunion de trois personnes ou plus?

2° Dans cette réunion, plus de deux personnes portaient-elles des armes ostensibles?

Art. 213. — Excuse.

Observations. — On admet ici pour le fait de *rébellion* l'excuse admise pour le fait de *sédition* par l'art. 100. Je n'ai donc qu'à me référer aux observations faites et aux formules données sous cet article.

Art. 215. — Armes cachées.

Observations. — Quand la troupe ou réunion est réputée non armée, les personnes qui se trouveraient munies d'armes cachées sont individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'une troupe ou réunion armée.

Après la question principale, formulée comme il est dit sous l'art. 209, on pose les circonstances aggravantes.

Circonstances : 1° L'attaque ou la résistance spécifiée dans la question qui précède a-t-elle été commise par une réunion de trois personnes ou plus?

2° Louis Lambert était-il muni d'armes cachées?

Art. 231. — Violences contre les officiers ministériels et agents de la force publique.

Observations. — Les violences prévues par les art. 228 et 230, et qui atteignent les magistrats, officiers ministériels et agents de la force publique, ou citoyens chargés d'un ministère de service public, ne constituent qu'un simple délit; mais elles prennent le caractère de crime si elles sont accompagnées de l'une des circonstances aggravantes relevées soit par l'art. 231, soit par les deux articles suivants.

Question principale : Louis Leblanc est-il coupable d'avoir, en juillet 1866, à Paris, volontairement commis des violences ou voies de fait contre Robert ?

Ou bien : ..... d'avoir ...., volontairement porté des coups à Robert?

Circonstances : 1° Lesdites violences ont-elles été exercées contre Robert dans l'exercice, — ou à l'occasion de l'exercice, — de ses fonctions d'huissier ?

Ou bien : ..... dans l'exercice, — ou à l'occasion de l'exercice, — de ses fonctions de magistrat, officier ministériel, agent de la force publique, ou citoyen chargé d'un ministère de service public?

2° Lesdites violences ont-elles été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie?

3° Lesdites violences ont-elles occasionné la mort de Robert, qui s'en est suivie dans les quarante jours ?

Art. 232. — Même crime.

Questions : Question principale, comme sous l'article 231.

Circonstances : 1° Comme sous l'article 231.

2° Louis Leblanc a-t-il agi avec préméditation ?

Ou bien : Louis Leblanc a-t-il agi avec guet-apens ?

Art. 233. — Même crime.

Questions : Question principale, comme sous l'article 231.

Circonstances : 1° Comme sous l'article 231.

2° Les coups ci-dessus spécifiés ont-ils été portés par Leblanc avec l'intention de donner la mort?

Ou bien : Les blessures ci-dessus spécifiées ont-elles été faites avec l'intention de donner la mort?

Ou bien encore : Les violences ci-dessus spécifiées ont-elles été commises avec l'intention de donner la mort?

Art. 239. — Évasion de détenus.

Observations. — L'art. 238 établit une peine correction-

nelle si l'évadé était prévenu de délits correctionnels ou de crimes simplement infamants : notre art. 239 élève la peine si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus, accusés ou condamnés pour un crime de nature à entraîner une peine afflictive et infamante. Un arrêt a considéré que, dans ce dernier cas, le titre de l'accusation, ou de la condamnation, était, non pas une circonstance aggravante, mais une circonstance constitutive, et devait, à peine de nullité, être compris dans la question principale. — Cass., 7 août 1845 (M. Isambert, rapp.), bull. 416. — La doctrine de cet arrêt ne me satisfait pas. Quoi qu'il en soit, cette décision a été prononcée sous l'empire de la loi qui prescrivait une majorité différente pour le fait principal et pour les circonstances aggravantes. Aujourd'hui cette loi n'existe plus et la majorité est la même ; il n'y a donc aucun inconvénient à diviser la question et, au contraire, il y aurait danger à placer dans la question principale la circonstance tirée de la nature de l'accusation portée contre le détenu évadé ou de la nature de sa condamnation : en effet, la jurisprudence n'a pas dit son dernier mot sur le caractère réel de cette circonstance, et, si l'on venait à décider qu'elle est aggravante, sa réunion au fait principal entacherait la question de nullité.

Question principale : Louis Giraud est-il coupable d'avoir, en avril 1867, à Paris, par connivence, procuré ou facilité l'évasion de Leblanc, détenu ?

Circonstances : 1° Louis Giraud était-il, en qualité d'huissier, préposé à la conduite dudit Leblanc ?

Ou bien : Louis Giraud était-il, en qualité de chef de la gendarmerie, — ou de commandant du poste de la force publique, — ou de gardien de la prison, — préposé au transport ou à la garde dudit Leblanc ?

2° Leblanc était-il accusé d'avoir commis un vol à l'aide d'effraction, dans une maison habitée ?

Ou bien : Leblanc était-il condamné à la peine des travaux forcés à temps ?

Art. 240. — Même crime.

Questions : Question principale, comme sous l'article 239.

Circonstances : 1° Comme sous l'article 239.

2° Leblanc était-il accusé d'avoir commis un homicide volontaire avec préméditation ?

On bien : Leblanc était-il condamné à la peine de mort, ou des travaux forcés à perpétuité ?

Art. 242. — Même crime.

Questions : Question principale, comme sous l'article 239.

Circonstances : 1° Comme sous les articles 239 et 240.

2° Langlois a-t-il procuré ou facilité l'évasion ci-dessus spécifiée en

corrompant, — ou de connivence avec Giraud, geôlier préposé à la garde de Leblanc?

Art. 243. — Même crime.

Questions : Question principale, comme sous l'article 239.

Circonstances : 1° Ladite évasion consommée avec violence, ou bris de prison, a-t-elle été favorisée par transmission d'armes?

2° Comme pour la première circonstance formulée sous l'article 239.

Art. 253. — Vol à l'aide de bris de scellés.

Observations. — Cet article se borne à punir le vol commis à l'aide d'un bris de scellés qui, assimilé à l'effraction, est considéré comme une circonstance aggravante.

Questions : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en août 1862, à Paris, soustrait frauduleusement une somme d'argent au préjudice de Monthulé?

Circonstance : La soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède a-t elle été commise dans un édifice, à l'aide du bris des scellés apposés par l'autorité publique?

Art. 255. — Soustraction de pièces dans un dépôt public.

Observations. — Quand ont été soustraits des pièces, procédures criminelles ou autres papiers, registres, actes et effets, contenus dans les archives, greffes ou dépôts, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, l'art. 254 punit d'emprisonnement les greffiers, archivistes, notaires ou autres dépositaires négligents. — Selon l'art. 255, les auteurs de ces soustractions sont coupables d'un crime puni de la réclusion ; et, si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, la peine est celle des travaux forcés à temps. La qualité de dépositaire est donc aggravante du crime de soustraction et motive une question distincte; mais, au contraire, la circonstance que l'objet soustrait était contenu dans un dépôt public ou était remis à un dépositaire public en cette qualité, est constitutive et ne doit pas faire l'objet d'une question spéciale.— Voir *suprà*, n° 2909.

Questions : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en janvier 1866, à Paris, soustrait frauduleusement, — enlevé ou détruit, — des registres déposés au greffe criminel de la Cour impériale?

Circonstance : Joseph Chanal était-il, à cette époque, greffier de la Cour impériale de Paris, et les registres ci-dessus spécifiés lui avaient-ils été remis en cette qualité?

Art. 256. — Même crime a l'aide de violence.

Observations. — Le bris de scellés ne constitue, par lui-même, qu'un délit, mais il devient un crime lorsqu'il est accompagné de violences envers les personnes. — La violence est également une circonstance aggravante de la soustraction de pièces renfermées dans des dépôts publics.

Questions : *Bris de scellés.* Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, volontairement brisé les scellés apposés par l'autorité publique sur (indiquer les objets placés sous les scellés) ?

Circonstance : Le bris de scellés spécifié dans la question qui précède a-t-il été commis avec violence envers les personnes?

Soustraction : Question principale, comme sous l'article 255.

Circonstance : La soustraction, — enlèvement ou destruction, — spécifiée dans la question qui précède, a-t-elle été commise avec violence envers les personnes?

Art. 265, 267 et 268. — Association de malfaiteurs.

Observations. — L'art. 265 déclare crime contre la paix publique toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés ; — L'art. 266 énumère les éléments qui constituent ce crime; — L'art. 267 détermine la peine qui frappe les auteurs, directeurs de l'association, et les commandants en chef ou en sous-ordre de ces bandes; — Enfin, l'art. 268 punit tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, ou ceux qui, sciemment et volontairement, auront fourni aux bandes ou à leurs divisions, des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.

Disons, sur l'art. 266, qu'il n'est pas nécessaire que les questions au jury reproduisent littéralement les termes par lesquels il détermine les divers caractères auxquels il attache la criminalité de l'association ; « que le principal de ces caractères, c'est que l'association soit *organisée* ; que, dès lors, le seul fait d'affiliation à une association *organisée* contre les personnes et contre les propriétés constitue le crime puni par l'art. 268. — Rej., 22 septembre 1848 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.). Pal. 1849.2.587.

Disons, sur l'art. 267, que la qualité d'auteur, de directeur de l'association, de commandant en chef ou en sous-ordre des bandes constitue une circonstance aggravante qui nécessite une question séparée. — Cass., 9 février 1832 (M. Isambert, rapp.), bull. 74.

Disons, sur l'art. 268, que la question doit énoncer que c'est *sciemment et volontairement* que l'accusé a fourni des armes, instruments de crime, lieu de réunion, ou « un autre mot présentant la même idée ». — Cass., 22 juillet 1824 (M. Aumont, rapp.), bull. 284.

Questions : 1° André Chanal est-il coupable d'avoir, en février 1867, à Paris, fait partie d'une association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés, ladite association existant par l'organisation de bandes (ou par la correspondance entre elles et leurs chefs ou commandants, — ou par conventions tendant à rendre compte ou à faire distinction ou partage du produit des méfaits) ?

Circonstance : Ledit Chanal était-il auteur, — ou directeur de l'association ci-dessus spécifiée, — ou commandant en chef, ou en sous-ordre, des bandes organisant l'association ci-dessus spécifiée ?

2° Louis Leroy est-il coupable d'avoir, en février 1867, à Paris, sciemment et volontairement fourni à l'association des malfaiteurs..... (comme à la question précédente) des armes, munitions ou instruments de crime ?

Ou bien : ..... sciemment et volontairement fourni logement, lieu de retraite ou de réunion à une association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés .... (comme à la première question) ?

Art. 279. — Violences par des mendiants.

Question principale : André Chanal est-il coupable d'avoir, en mars 1867, exercé ou tenté d'exercer un acte de violence envers Hubert?

Circonstances : 1° A cette époque, ledit André Chanal était il mendiant ?

Ou bien : A cette époque, ledit Chanal n'avait-il ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et n'exerçait-il habituellement ni métier ni profession ?

2° Ledit Chanal, en exerçant l'acte de violence ci-dessus spécifié, était-il travesti d'une manière quelconque ?

3° Ledit Chanal était-il porteur d'armes?

4° Ledit Chanal était-il muni de limes, crochets ou autres instruments propres soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer le moyen de pénétrer dans les maisons?

Art. 302. — Assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.

Observations. — Les art. 295 à 301 définissent : l'homicide volontaire, l'assassinat, le parricide, l'infanticide et l'empoisonnement. — Notre art. 302, partant de ces définitions légales, punit de mort ces quatre derniers crimes, et, pour poser les questions, il faut donc recourir à la détermination des éléments qui les constituent.

Ainsi, en matière de meurtre, la volonté, circonstance distinctive du crime, doit faire partie de la question posée sur le fait principal, V. *suprà*, n° 2694 ; — Mais les circonstances qui transforment l'homicide volontaire en assassinat, doivent, comme étant aggravantes, faire l'objet de questions séparées. — Voir *suprà*, n° 2916.

En matière de parricide, qui est un crime spécial, la relation de filiation, constitutive et non aggravante du crime, doit faire partie de la question principale : cependant il n'y a pas nullité si on divise. — Voir *suprà*, n° 2909, p. 341.

En matière d'infanticide, il en est de même de la circonstance qu'il s'agit d'un enfant nouveau-né.—Voir *suprà*, n° 2909, p. 342, note.

En matière d'empoisonnement, la nature du crime implique nécessairement la volonté coupable sur laquelle il est inutile d'interroger spécialement le jury. — Voir *suprà*, n° 2710.

Quatre crimes différents étant prévus par l'art. 302, les questions relatives à chacun d'eux vont être posées sous les quatre paragraphes suivants :

1er §. — ASSASSINAT.

Questions : Joseph Poncet est-il coupable d'avoir, en octobre 1865, à Paris, commis volontairement un homicide sur la personne de Lavergne ?

Circonstances : 1° Joseph Poncet a-t-il agi avec préméditation ?

2° A-t-il agi de guet-apens ?

2e §. — PARRICIDE.

Question : Joseph Poncet est-il coupable d'avoir, en juin 1865, à Paris, commis volontairement un homicide volontaire sur la personne de Louis Poncet, son père légitime ?

Ou bien : . ... son père naturel ou adoptif, — ou sa mère légitime, naturelle ou adoptive, — ou son aïeul ou son aïeule légitime ?

3e §. — INFANTICIDE.

Question : Louise Duclos est-elle coupable d'avoir, en juillet 1866, à Paris, volontairement donné la mort à son enfant nouveau-né ?

4e §. — EMPOISONNEMENT.

Question : Joseph Poncet est-il coupable d'avoir, en août 1865, à Paris, volontairement attenté à la vie de Lavergne, par l'effet de substances pouvant donner la mort plus ou moins promptement ?

Art. 303. — ACTES DE BARBARIE.

Observations.— Le fait relevé ici ne constitue pas un crime spécial, mais bien une circonstance aggravante : elle est applicable à tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie. Après la question principale, on pose la question aggravante en ces termes :

Circonstance : L'accusé, pour l'exécution de la soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède, — ou pour l'exécution de

tout autre fait constitutif d'un crime, — a-t-il employé des tortures ou commis des actes de barbarie?

Art. 304. — MEURTRE ET CRIME CONCOMITANTS.

Observations. — Dans la section précédente, j'ai donné des détails complets sur les principes applicables à la situation prévue par l'art. 304. — Voir *suprà*, n° 2917. — Je me borne donc à formuler ici les diverses questions que motivent les trois paragraphes de cet article.

1er §. — 1er FAIT PRINCIPAL :

Questions : Volataire est-il coupable d'avoir, le 27 janvier 1862, en la commune de Boullé-Mérard, commis le crime de viol sur la personne d'Antoinette Tauzin?

Circonstance : Antoinette Tauzin était-elle, à cette époque, âgée de moins de quinze ans?

2e FAIT PRINCIPAL :

Volataire est-il coupable d'avoir, le 27 janvier 1852, sur la commune de Boullé-Ménard, volontairement commis un homicide sur la personne d'Antoinette Tauzin?

Circonstance : L'homicide volontaire spécifié en la question qui précède a-t-il précédé, accompagné ou suivi le crime de viol spécifié dans la question relative au premier fait principal ci-dessus?

2e §. — 1er FAIT PRINCIPAL :

Baptiste Jonveaux est-il coupable d'avoir, le 20 juillet 1867, sur le territoire de Gretz (Seine-et-Marne), chassé la nuit et en temps prohibé?

2e FAIT PRINCIPAL :

Baptiste Jonveaux est-il coupable d'avoir, le 20 juillet 1867, sur le territoire de Gretz (Seine-et-Marne), volontairement commis un homicide sur la personne de Xavier Penard?

Circonstance : L'homicide volontaire spécifié dans la question qui précède a-t-il eu pour objet de faciliter la fuite ou d'assurer l'impunité dudit Baptiste Jonveaux, auteur du délit de chasse spécifié dans la question relative au premier fait principal ci-dessus?

3e §. — La question relative au meurtre est posée comme dans les cas ordinaires.

Art. 309. — COUPS, BLESSURES, AUTRES VIOLENCES OU VOIES DE FAIT.

Observations. — La *volonté* est un élément constitutif de ce crime; il n'est pas suffisamment exprimé par le mot : coupable, et il faut, à cet égard, adresser une interrogation expresse aux jurés. — Voir *suprà*, n° 2692.

Les coups, blessures, autres violences ou voies de fait volon-

taires, sont un simple délit. La circonstance aggravante, qui doit être caractérisée par ses éléments légaux, est que, de ces violences soit résulté ou une maladie, ou une incapacité de travail personnel de plus de vingt jours — Voir *suprà*, nº 2728, p. 158 et 159.

Si ces violences ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes, cette circonstance aggravante transforme le délit en crime puni de la réclusion.

Enfin, si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, cette circonstance, encore plus aggravante, rend le crime punissable des travaux forcés à temps.

Inutile d'insister pour établir que ces circonstances aggravantes doivent nécessairement être l'objet chacune d'une question séparée. — Voir *suprà*, nº 2919.

Chacun des trois paragraphes de notre article prévoit un cas distinct donnant lieu à une question principale.

Questions : 1er §. — Louis Lambert est-il coupable d'avoir, en décembre 1866, à Paris, volontairement fait des blessures ou porté des coups à Cunin, — ou d'avoir commis, sur ledit Cunin, des violences ou voies de fait ?

Circonstance : Est-il résulté des blessures, coups, violences ou voies de fait spécifiés dans la question précédente une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours pour ledit Cunin ?

2e §. — Même question principale que ci-dessus.

Circonstance : Les violences spécifiées dans la question qui précède ont-elles été suivies, pour ledit Cunin, de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou d'une infirmité permanente ?

3e §. — Même question principale qu'au 1er §.

Circonstance : Les coups portés ou les blessures faites volontairement, sans intention de donner la mort, l'ont-ils pourtant occasionnée ?

Art. 310. — Même crime avec préméditation ou guet-apens.

Observations. — Quand il y a préméditation ou guet-apens, l'art. 310 augmente l'intensité des peines prononcées par l'art. 309, auquel il se réfère. Il faut donc poser les questions dans les termes indiqués sous chacun des trois paragraphes de ce dernier article, en ayant soin seulement d'y ajouter la question suivante :

Circonstance : Louis Lambert a-t-il agi avec préméditation ?
Ou bien : A-t-il agi de guet-apens ?

Art. 312. — MÈME CRIME CONTRE LES ASCENDANTS.

Observations. — Les faits punis par cet article sont les mêmes que ceux prévus par les art. 309 et 310 : les questions auxquelles ils donnent lieu doivent, par conséquent, être rédigées dans les mêmes termes. — Toutefois, une nouvelle circonstance aggravante résulte du lien de parenté existant entre l'auteur du crime et sa victime. Cette circonstance motive la question spéciale que voici :

Circonstance : **Louis Lambert est-il le fils légitime, naturel ou adoptif de.....(le nom de la victime)?**
***Ou bien* : Louis Lambert est-il le petit-fils légitime de..... (le nom de victime)?**

Art. 316. — CASTRATION.

Questions : Louis Lambert est-il coupable d'avoir, en septembre 66, à Paris, volontairement opéré la castration de Joseph Lebrun?
***Circonstance* : Ladite castration a-t-elle occasionné, avant l'expiration des quarante jours qui l'ont suivie, la mort de Joseph Lebrun?**

Art. 317. — AVORTEMENT.

Observations. — Le premier paragraphe de cet article établit une sorte de complicité spéciale contre ceux qui, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, ont procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non. — Précisément parce que notre article détermine un mode spécial de complicité, on ne doit pas mentionner dans la question les conditions de la complicité ordinaire telles qu'elles sont indiquées dans l'art. 60. Et il faut que la question énonce que l'avortement a été *procuré*, qu'il *s'en est suivi*, et non pas seulement qu'il a été *provoqué*.—Voir *suprà*, nº 2969.

Le deuxième paragraphe déclare auteur direct du crime la femme qui se procure l'avortement à elle-même, ou qui consent à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Enfin le troisième paragraphe considère comme aggravante la qualité des médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que des pharmaciens qui auront indiqué ou administré les moyens, dans le cas où l'avortement a eu lieu.—La jurisprudence range les sages-femmes dans cette catégorie, et la circonstance, étant aggravante, doit, comme toujours, être séparée de la question principale. — Voir *suprà*, nº 2921.

Questions : 1er §. Louis Leblanc est-il coupable d'avoir, en mai 1865, à Paris, par aliments, breuvages, médicaments, violences ou tout autre moyen, procuré volontairement l'avortement de Lucie Renard alors enceinte ?

2e §. Lucie Renard est-elle coupable de s'être, en mai 1865, à Paris, étant enceinte, volontairement procuré à elle-même un avortement à l'aide d'aliments, breuvages, médicaments, violences ou tout autre moyen, lequel avortement s'en est suivi ?

Ou bien : ..... consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés, à l'effet de se procurer à elle-même un avortement qui s'en est suivi ?

3e §. Question principale, comme sous le § 1er.

Circonstance : A ladite époque Louis Leblanc était-il médecin, — ou chirurgien, officier de santé ou pharmacien ?

Ou bien : A ladite époque l'accusée était-elle sage-femme ?

Même article. — Maladie causée par substances nuisibles.

Observations. — Après avoir prévu le crime d'avortement, l'art. 317, dans sa seconde partie, s'occupe des maladies ou incapacités de travail occasionnées par l'administration volontaire de substances nuisibles. — Le fait est un simple délit si la maladie, ou incapacité de travail, n'a pas duré plus de vingt jours. — Si, au contraire, leur durée a été supérieure à vingt jours, le fait est un crime puni de la réclusion. — Le délit lui-même, quand il a été commis par le coupable envers un de ses ascendants, se transforme en un crime puni de la réclusion. — Enfin, quand la maladie, ou incapacité de travail, occasionnée aux ascendants a excédé la durée de vingt jours, le crime est passible des travaux forcés à temps.

Questions : Louis Leblanc est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, volontairement occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel à Gustave Leriche en lui administrant des substances nuisibles à la santé ?

Circonstances : 1° Cette maladie ou incapacité de travail personnel a-t-elle duré plus de vingt jours?

2° Louis Leblanc est-il le fils légitime, naturel ou adoptif de ..... (noms de la victime)?

Ou bien : Louis Leblanc est-il le petit-fils légitime de ..... (noms de la victime)?

Art. 321 et 322. — Excuses des meurtre et blessures.

Observations — Voir *suprà*, nº 2857, p. 278 et 279.

Questions : Article 321. Poser la question principale de meurtre comme il est dit sous l'article 302, 1er §, — ou la question principale de

coups et blessures comme il est dit sous l'article 309, 1er §. Puis, ajouter la question d'excuse en ces termes :

Excuse : Est-il constant que l'accusé a été provoqué à l'homicide volontaire spécifié dans la question qui précède, — ou aux coups et blessures spécifiés dans la question qui précède, — par des coups ou violences graves envers sa personne ? — ou envers la personne de.....?

Article 322. Poser la question principale comme il vient d'être dit.

Excuse : Est-il constant que l'homicide volontaire, — ou les coups et blessures, — spécifié dans la question qui précède a été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction de clôtures, murs, ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances ?

Art. 324. — Excuse pour les époux.

Observations. — Deux cas d'excuse bien distincts sont prévus par cet article : le premier, commun aux époux ; le second concernant le mari exclusivement. — L'un et l'autre donnent lieu à la position de questions spéciales.

Selon le 1er § il faut, pour que l'excuse existe, que la vie de l'époux meurtrier ait été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu. Ici, une explication : la vie de l'accusé peut avoir été mise en péril, sans que, pour cela, il ait été en état de légitime défense, par exemple s'il lui a été facile de fuir ou de se procurer du secours. S'il n'avait eu d'autre moyen pour sauver sa vie que de tuer son conjoint, le meurtre ne serait pas seulement excusable : aux termes de l'art. 328 du Code pénal, le meurtre, commandé par la nécessité actuelle de la légitime défense, ne constituerait ni crime ni délit. Et, par conséquent, aucune question de provocation ne devrait être posée.

Questions : Poser la question principale de meurtre dans les termes ordinaires. *Voir* sous l'article 302, 1er §.

Excuse : 1er §. Est-il constant que la vie de l'accusé, — ou de l'accusée était mise en péril dans le moment même où il, — ou elle, — a commis l'homicide volontaire spécifié dans la question précédente ?

2e §. Est-il constant que l'homicide volontaire, spécifié dans la question précédente, a été commis par Joseph Poncet à l'instant où il a surpris la femme Poncet, son épouse, en flagrant délit d'adultère, dans la maison conjugale ?

Art. 325. — Excuse de la castration.

Questions : Poser sur la question principale, et, s'il y a lieu, la circonstance aggravante, comme il est dit sous l'article 346.

Excuse : Est-il constant que l'acte spécifié dans la question précédente a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur commis par Joseph Lebrun (la victime de l'acte de castration) ?

Art. 331. — Attentat a la pudeur sans violence.

Observations. — La violence n'existant pas, la circonstance que l'enfant est âgé de moins de treize ans est constitutive et non pas aggravante : elle doit donc être comprise dans la question relative au fait principal. — Voir *suprà*, nos 2705 et 2913.

On peut, dans la même question alternative, mentionner que l'attentat a été consommé *ou* tenté, et il est inutile d'énoncer les caractères généraux de la tentative énumérés en l'art. 2 du Code pénal. — Voir *suprà*, no 2947.

Notre art. 331, divisé en deux paragraphes, prévoit deux cas différents donnant lieu à des questions distinctes.

Questions : 1er §. Gustave Laurent est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, commis un attentat à la pudeur sans violence sur la personne de Louise Belin, âgée de moins de treize ans ?

2e §. ..... sur la personne de Léonie Laurent, sa fille, âgée de plus de treize ans, mais mineure de vingt et un ans et non émancipée par mariage ?

Art. 332. — Viol et attentats a la pudeur avec violence.

Observations. — Deux crimes sont punis par cet article : le viol et l'attentat à la pudeur avec violence. — Pour l'un, comme pour l'autre, l'âge de moins de quinze ans de la victime est une circonstance aggravante qui motive une question distincte.

Le caractère essentiel et constitutif du viol est l'abus fait de la personne, contre sa volonté : le crime existe donc quand il y a eu fraude et surprise, aussi bien que quand il y a eu violence. — Voir *suprà*, no 2706.

Questions : 1er §. Gustave Laurent est-il coupable d'avoir, en août 1866, à Paris, commis un viol sur la personne de Louise Belin ?

Circonstance : A cette époque, Louise Belin était-elle âgée de moins de quinze ans ?

2e §. ..... commis un attentat à la pudeur avec violence sur la personne de Louise Belin ?

Circonstance : Comme sous le 1er §.

Art. 333. — Viol et attentats a la pudeur avec diverses circonstances aggravantes.

Observations. — Cet article prévoit huit cas différents, dont chacun constitue une circonstance aggravante, tant du crime

de viol que des crimes d'attentat à la pudeur avec violence et d'attentats à la pudeur sans violence sur des enfants âgés de moins de treize ans. — Quel que soit le crime auquel elles se rapportent, ces circonstances aggravantes doivent donc être formulées dans les mêmes termes. Un paragraphe spécial est consacré ci-dessous à chacun des cas.

Questions : *Circonstances* : 1er Cas. *Ascendants.* — Gustave Laurent est-il le père, — ou l'aïeul — de Léonie Laurent?

2e Cas. *Personnes ayant autorité.* — Gustave Laurent est-il le mari de la mère naturelle de ladite Louise Belin, mineure non émancipée qui habitait chez lui à cette époque?

Ou bien : Ladite Louise Belin, mineure non émancipée, habitait-elle, à cette époque, chez Gustave Laurent, mari de sa nourrice?

Ou bien : Ladite Louise Belin était-elle domestique chez Gustave Laurent?

3e Cas. *Instituteur.* — Gustave Laurent était-il, à cette époque, l'instituteur de Louise Belin?

4e Cas. *Serviteur à gages.* — Gustave Laurent était-il, à cette époque, serviteur à gages de Louise Belin?

5e Cas. *Serviteur à gages des personnes ayant autorité.* — Gustave Laurent était-il, à cette époque, serviteur à gages du père de Louise Belin?

Ou bien : ..... serviteur à gages de la nourrice de Louise Belin, chez qui habitait ladite Louise Belin, mineure non émancipée?

Ou bien : ..... serviteur à gages de Claude Bernard, chez lequel Louise Belin, mineure non émancipée, servait aussi en qualité de domestique?

6e Cas. *Fonctionnaire.* — Gustave Laurent exerçait-il, à cette époque, les fonctions de commissaire de police ..... (indiquer la fonction)?

7e Cas. *Ministre d'un culte.* — Gustave Laurent était-il, à cette époque, ministre du culte ..... (indiquer le culte catholique, protestant, israélite)?

8e Cas. *Assistance.* — Gustave Laurent a-t-il été aidé dans les faits spécifiés dans la question qui précède par une ou plusieurs personnes?

Art. 340. — Bigamie.

Questions : 1° Louis Guillot est-il coupable d'avoir, en juin 1864, à Paris, étant engagé dans les liens du mariage, contracté avec Elisabeth Lucas, contracté un autre mariage avec Henriette Duclos, avant la dissolution du précédent?

2° Jacques Lelong est-il coupable d'avoir, en juin 1864, à Paris, étant officier de l'état civil, prêté son ministère à Louis Guillot pour contracter mariage avec Henriette Duclos sachant que ledit Guillot était engagé dans les liens d'un autre mariage non dissous avec Elisabeth Lucas?

Art. 341. — Arrestation illégale, séquestration.

Questions : 1° Charles Leduc est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, sans ordre des autorités constituées et hors des cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, arrêté, détenu ou séquestré Louis Ravot?

2° Jacques Gilbert est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, sciemment, — ou avec connaissance, — prêté un lieu pour exécuter sans ordre des autorités constituées, et hors des cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, la détention ou séquestration de Louis Ravot ?

NOTA. — Si l'auteur de l'arestation est compris dans la même poursuite on peut après avoir posé la question qui le concerne dans les termes indiqués sous le n° 1er, formuler la question relative au second accusé ainsi qu'il suit :

Jacques Gilbert est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, sciemment, — ou avec connaissance, — prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration spécifiée dans la question qui précède ?

Art. 342. — MÊME CRIME AVEC CIRCONSTANCE AGGRAVANTE.

Questions : Poser la question principale comme sous l'article précédent.

Circonstance : La détention ou séquestration spécifiée dans la question qui précède, a-t-elle duré plus d'un mois ?

Art. 343. — EXCUSE.

Question d'excuse : Est-il constant que l'accusé, alors qu'il n'était pas encore poursuivi de fait, a rendu la liberté à Ravot avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration ?

Art. 344. — MÊME CRIME AVEC CIRCONSTANCES AGGRAVANTES.

Observations. — Il a été jugé que : « si, d'après l'art. 342, C. pénal, la durée de la séquestration peut influer sur la gravité de la peine appliquée au crime qu'il prévoit, cette disposition n'a aucun rapport avec le crime prévu par l'art. 344, qui tire sa gravité des circonstances aggravantes de la menace de mort et des tortures corporelles infligées à la personne détenue ou séquestrée. » — Rej., 9 janvier 1847 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.* 1849. 2.318.

Questions : La question sur le fait principal est posée comme sous l'article 341.

Circonstances : 1° L'arrestation spécifiée dans la question qui précède a-t-elle été exécutée avec le faux costume de brigadier de la gendarmerie? — ou commissaire de police, etc.....?

Ou bien : ..... sous le faux nom de ....., fonctionnaire ou agent de la force publique ?

Ou bien encore : ..... sur un faux ordre de l'autorité publique ?
2° Louis Ravot (la personne arrêtée) a-t-il été menacé de la mort ?
3° Louis Ravot a-t il été soumis à des tortures corporelles ?

Art. 345. — Enlèvement, recélé, suppression, substitution et supposition d'enfant.

Observations. — Dans son premier paragraphe, l'art. 345 comprend cinq crimes distincts, qu'il punit de la même peine et qui sont : 1° l'enlèvement ; 2° le recélé ; 3° la suppression ; 4° la substitution, et 5° la supposition d'enfant. — Il faut pour chacun d'eux une question particulière.

Les deuxième et troisième paragraphes ont été ajoutés à notre article par la loi du 1er juin 1863 ; ils constituent deux simples délits spéciaux et punissent l'individu coupable d'avoir supprimé un enfant *s'il n'est pas établi qu'il ait vécu* et même *s'il est établi qu'il n'a pas vécu* ; seulement la peine va diminuant : dans le premier cas, c'est-à-dire lorsqu'il y a doute sur le point de savoir si l'enfant a vécu, le délit est passible d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et, dans le second cas, lorsqu'il est certain que l'enfant n'a pas vécu, l'emprisonnement n'est plus que de six jours à deux mois. — Ces deux délits peuvent tomber sous l'appréciation du jury dans deux cas : ou lorsque, relevés par l'arrêt de renvoi, ils sont renvoyés à la Cour d'assises comme délits connexes au crime ; ou lorsque, non relevés par l'arrêt de renvoi, ils sont résultés des débats. Dans ces deux cas, ils doivent être l'objet de questions subsidiaires, et il est indispensable de donner la formule des questions qu'ils nécessitent.

Le quatrième paragraphe, constituant un crime, punit de la réclusion ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront pas aux personnes qui ont droit de le réclamer.

1er §. **Questions :** 1° *Enlèvement d'enfant.* Jean Renaud est-il coupable d'avoir, en juin 1865, à Paris, enlevé l'enfant de la femme Vigoureux ?

2° *Recélé* ..... recélé l'enfant de la femme Vigoureux ?

3° *Suppression.* ..... supprimé l'enfant né vivant dont la femme Vigoureux était accouchée le 1er dudit mois de juin ?

Nota. — Voir *suprà*, n° 2704.

4° *Substitution* : ..... substitué un enfant à celui dont la femme Vigoureux était accouchée le 1er dudit mois de juin ?

5° *Supposition.* ..... supposé un enfant à la femme Vigoureux qui n'est pas accouchée ?

2e §. **Questions subsidiaires :** Jean Renaud est-il coupable d'avoir, en juin 1865, à Paris, supprimé l'enfant dont la femme Vigoureux est accouchée le 1er dudit mois de juin ?

Est-il établi que ledit enfant ait vécu ?

3e §. **Questions subsidiaires :** Poser la question comme sous le paragraphe précédent.

Est-il établi que ledit enfant n'ait pas vécu ?

4e §. Jean Renaud est-il coupable, étant chargé de l'enfant du sieur Planche de n'avoir pas, en juin 1866, à Paris, représenté cet enfant audit sieur Planche qui avait le droit de le réclamer ?

Art. 351. — Exposition et délaissement d'enfant.

Observations. — Les art. 349, 350 et 352 du Code pénal considèrent et punissent comme un simple délit le fait d'avoir exposé et délaissé dans un lieu solitaire ou non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis. Notre article 351 prévoit deux circonstances aggravantes qui, l'une et l'autre, transforment ce délit en crime. — Ces deux circonstances motivent des questions séparées; mais, dans ce cas, le fait que c'est dans un lieu solitaire qu'ont eu lieu l'exposition et le délaissement étant constitutif du crime, est régulièrement compris dans la question principale. — Voir *suprà*, nº 2909, p. 346.

Questions : Jean Renaud est-il coupable d'avoir, en septembre 1866, à Paris, exposé et délaissé, dans un lieu solitaire, Lucien Vigoureux, âgé de moins de sept ans accomplis ?

Ou bien : ..... donné l'ordre, lequel a été exécuté, d'exposer et délaisser dans un lieu solitaire ..... (la suite comme en la question précédente)?

Circonstances : 1° Par suite de cette exposition et de ce délaissement ledit Lucien Vigoureux est-il demeuré mutilé ou estropié ?

2° La mort dudit Lucien Vigoureux s'est-elle ensuivie de l'exposition et du délaissement spécifiés dans la question qui précède ?

Art. 354. — Enlèvement ou détournement de mineurs.

Observations. — Les éléments constitutifs du crime prévu par l'art. 354 sont, en outre du fait matériel : 1° la minorité; 2° la fraude ou la violence; 3° et la circonstance que l'enfant se trouvait soumis ou confié à l'autorité ou à la direction de ceux qui l'avaient mis dans les lieux d'où il a été détourné.

Quant à la minorité, il faut expressément la mentionner, mais il est inutile de préciser l'âge du mineur; — les *mineurs* sont protégés par cet article aussi bien que les *mineures;* — et le crime existe, quel que soit le sexe du coupable, que ce soit un homme ou une femme. — Voir *suprà*, nº 2708.

La fraude ou la violence, étant deux modes de commettre le crime, peuvent, sans complexité, être réunies dans une question alternative. — Voir *suprà*, nº 2948.

Dans une accusation d'enlèvement de mineur par violence on peut poser, comme résultant des débats, la question subsidiaire

de savoir si la mineure n'a pas volontairement consenti à suivre son ravisseur. — Voir *suprà*, n° 2776, p. 204 et 205.

Question : Jean Renaud est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, par fraude ou par violence, enlevé ou fait enlever, — entraîné, détourné ou déplacé, ou fait entraîner, détourner ou déplacer, — de la maison sise rue d'Assas, n° 4, où elle était mise par son père, à l'autorité duquel elle était soumise, Lucile Bertrand, mineure de vingt et un ans ?

Ou bien : ..... de la maison sise rue d'Assas, n° 4, où elle était mise par la femme Hubert son institutrice, à la direction de laquelle elle était confiée, Louise Bertrand, mineure de vingt et un ans ?

Art. 355. — Même crime avec circonstance aggravante.

Questions : Même question principale que dans le cas prévu par l'article précédent.

Circonstance : A cette époque Lucile Bertrand était-elle âgée de moins de seize ans ?

Art. 356. — Même crime avec consentement de la mineure.

Observations. — L'art. 356 n'est applicable qu'au cas de rapt de séduction par un homme sur une jeune fille âgée de moins de seize ans : il ne s'applique pas à l'enlèvement commis par une femme.

Quand le ravisseur est lui-même mineur, le consentement de la jeune fille réduit le fait aux proportions d'un simple délit.—Mais quand le ravisseur est majeur de vingt et un ans ou au-dessus, le fait conserve le caractère de crime. La majorité de l'accusé constitue donc une circonstance aggravante qui nécessite une question distincte.

Questions : Jean Renaud est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, enlevé ou fait enlever de la maison sise rue d'Assas, n° 4, où elle était mise par son père à l'autorité duquel elle était soumise, Lucile Bertrand; alors âgée de moins de seize ans, laquelle a consenti à son enlèvement ?

Ou bien : .. .. entraîné, détourné ou deplacé, — ou fait entraîner, détourner ou déplacer — de la maison sise rue d'Assas, où elle était mise par la femme Hubert, son institutrice, à la direction de laquelle elle était confiée, Lucile Bertrand, alors âgée de moins de seize ans, laquelle a volontairement suivi son ravisseur.

Circonstance : A ladite époque, Jean Renaud était-il majeur de vingt et un ans ou au-dessus ?

Art. 361. — Faux témoignage en matière criminelle.

Questions : Jean Renaud est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, à l'audience de la Cour d'assises, porté un faux témoignage contre, — ou en faveur de, — Louis Chauvin, accusé de soustraction frauduleuse la nuit, à l'aide d'effraction dans une maison habitée ?

Circonstance : Ledit Louis Chauvin a-t-il été condamné à la peine des travaux forcés à temps ?

Art. 364. — Faux témoignage avec réception d'argent..... ;

Observations. — Cet article prévoit une circonstance aggravante applicable à tous les faux témoignages. — Si elle se joint à un faux témoignage porté en matière criminelle, elle a pour conséquence d'élever la peine d'un degré; — s'il s'agit d'un faux témoignage en matière correctionnelle, ou en matière civile, elle transforme le délit en crime puni de la réclusion.

Questions : 1er §. Même question principale que sous l'article 361.

Circonstance : Jean Renaud a-t-il reçu, pour faire le faux témoignage spécifié dans la question précédente, de l'argent, une récompense quelconque, ou des promesses ?

2e §. Jean Renand est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, à l'audience du tribunal de police correctionnelle, prêté un faux témoignage contre, — ou en faveur de — Louis Chauvin, prévenu de soustraction frauduleuse ?

Ou bien : ..... à l'audience du tribunal civil de 1re instance, — ou devant M. le juge-commissaire procédant à l'enquête ordonnée par jugement du tribunal civil de 1re instance de la Seine, du ....., — fait un faux témoignage contre, — ou en faveur de — Gustave Lambert, dans l'instance engagée entre ledit Lambert et Alfred Durand ?

Circonstance : Même question que sous le premier paragraphe ci-dessus.

Art. 365. — Subornation de témoins.

Observations. — En dehors de la subornation de témoins, qui est un mode spécial de complicité du crime de faux témoignage et qui ne nécessite pas la spécification des moyens à l'aide desquels le témoin a été suborné, se place la complicité ordinaire, dont les caractères sont énoncés en l'art. 60 du Code pénal. En ce dernier cas, quand il s'agit de la complicité ordinaire, il faut, dans la question, mentionner ces caractères. — Voir *suprà*, nº 2690. — Dans le premier cas, c'est-à-dire quand il s'agit de la subornation, la question est posée dans les termes suivants :

Question : Jean Renaud est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, suborné Alexandre Lebrun, lequel, à l'audience de la Cour d'assises de la Seine, du 30 juin 1866, a fait un faux témoignage contre, — ou en faveur de — Louis Chauvin, accusé de soustraction frauduleuse commise la nuit, à l'aide d'effraction, dans une maison habitée ?

Circonstances : Mêmes questions que celles posées sous les articles 361 et 364.

Art. 381. — Vol avec circonstances aggravantes.

Observations. — L'art. 379 dispose que « quiconque a « soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas « est coupable de vol. » — On peut donc, dans les questions, employer indifféremment les mots *vol* ou *soustraction frauduleuse.* — Voir *suprà*, nº 2884, p. 309.

Notre art. 381 punit des travaux forcés à perpétuité les individus coupables de vols commis avec la réunion de cinq circonstances qu'il énumère, et il donne lieu aux questions suivantes :

Questions : 1re Question. Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en août 1867, à Paris, soustrait frauduleusement une pendule et une somme d'argent au préjudice de Monthulé ?

2e Question : Dominique Cuttin est-il coupable d'avoir, en août 1867, à Paris, soustrait frauduleusement une pendule et une somme d'argent au préjudice de Monthulé ?

Circonstanees : La soustraction frauduleuse spécifiée dans les questions qui précèdent a-t-elle été commise :

1º La nuit ?

2º Par deux ou plusieurs personnes ?

3° L'un des auteurs de ladite soustraction frauduleuse était-il porteur d'armes apparentes ou cachées ?

4e Nota. Ce paragraphe prévoit six faits différents, qui, l'un ou l'autre, constituent la quatrième circonstance et qui doivent, selon les cas, donner lieu à une question dans ces termes :

Premièrement : La soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-elle été commise à l'aide d'effraction extérieure dans une maison habitée, — (ou dans une maison servant à l'habitation, — ou bien dans un appartement, une chambre, un logement habité, — ou bien encore dans une dépendance de maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation) ?

Deuxièmement : La soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-elle été commise à l'aide d'escalade dans une maison habitée (ou dans une maison servant à l'habitation, — ou bien dans une dépendance de maison, appartement, etc,.... comme dans la question spéciale précédente) ?

Troisièmement : .... à l'aide de fausses clefs dans une maison habitée, (ou bien dans un appartement, etc... ; comme dans la 1re question spéciale ci-dessus) ?

Quatrièmement : L'un des auteurs de la soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-il pris le titre de .... (indiquer la qualité usurpée et qui doit être celle d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire) ?

Cinquièmement : L'un des auteurs de la soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée était-il revêtu du costume de .... (indiquer le costume revêtu et qui doit être celui d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire) ?

Sixièmement : L'un des auteurs de la soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-il allégué un faux ordre de l'autorité civile ou militaire?

Ou bien : La soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-elle été commise avec violence ?

Ou bien : L'un des auteurs de la soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée a-t-il menacé de faire usage de ses armes ?

Art. 382. — Même crime.

Question : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en août 1867, à Paris, soustrait frauduleusement une pendule et une somme d'argent au préjudice de Monthulé ?

Circonstances : 1° La soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède a-t-elle été commise à l'aide de violences ?

2° Cette violence a-t-elle laissé des traces de blessures ou de contusions ?

Art. 383. — Même crime.

Observations. — Aux termes de cet article, les vols commis sur les chemins publics sont passibles de la peine de la réclusion ; — si, à ces vols sur chemins publics se joignent deux des circonstances prévues par l'art. 381, la peine est celle des travaux forcés à perpétuité ; — et si le crime n'est escorté que d'une seule de ces circonstances, le coupable est puni des travaux forcés à temps.

Question : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en août 1867, dans le département de la Seine, soustrait frauduleusement une somme d'argent au préjudice de Monthulé?

Circonstance : La soustraction frauduleuse spécifiée dans la question précédente a-t-elle été commise sur un chemin public ?

Nota. Quand il y a, en outre, une ou deux des circonstances prévues par l'article 381, on les ajoute, par des questions distinctes, à la circonstance de chemin public, conformément aux §§ 1 et 2 de notre article.

Art. 384. — Même crime.

Questions : Question principale, comme sous l'article 381.

Circonstance : Comme l'une de celles indiquées sous le n° 4 de ce même article, mais sans qu'il soit nécessaire de spécifier que les édifices, parcs ou enclos servaient à l'habitation.

Art. 385. — Même crime.

Questions : Question principale, comme sous l'article 381.

Circonstances : La soustraction frauduleuse spécifiée dans la question précédente a-t-elle été commise :

1° La nuit?

2° Dans une maison habitée, — ou dans un édifice consacré à un culte légalement établi en France?

3° Par deux ou plusieurs personnes?

4° L'auteur ou l'un des auteurs de ladite soustraction frauduleuse était-il porteur d'armes apparentes ou cachées?

Art. 386. — Même crime.

Observations. — Cet article est divisé en quatre paragraphes distincts. — Voici les questions auxquelles chacun de ces paragraphes doit donner lieu.

Questions : 1^er^ §. La question principale doit être posée comme il est dit sous l'article 381.

Circonstances : La soustraction frauduleuse spécifiée dans les questions qui précèdent, a-t-elle été commise :

1° La nuit?

2° Par deux ou plusieurs personnes?

3° Dans un lieu habité ou servant à l'habitation? — *ou bien* dans un édifice consacré à un culte légalement établi en France?

2^e^ §. Même question principale que ci-dessus, c'est-à-dire comme sous l'article 381.

Circonstance : L'auteur ou l'un des auteurs de la soustraction frauduleuse spécifiée dans les questions qui précèdent, était-il porteur d'armes apparentes ou cachées?

3^e^ §. — Nota. — Ce paragraphe se subdivise : il prévoit quatre faits dont les éléments ne sont pas identiques. Chacun de ces faits exige donc une question spéciale.

Premier fait. — La question principale doit être posée comme sous l'article 382.

Circonstance : Au moment de la soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède, Chanal était-il domestique, — ou homme de service à gages, — dudit Monthulé?

Second fait. — Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en août 1867, à Paris, soustrait frauduleusement une somme d'argent au préjudice du sieur Pierre?

Circonstance : Ledit Chanal a-t-il commis la soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède, dans la maison du sieur Monthulé dont il était domestique, — ou homme de service à gages, — alors que le sieur Pierre se trouvait dans ladite maison?

Ou bien : A-t-il commis la soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède, dans la maison dudit Pierre, où il avait accompagné le sieur Monthule, dont il était domestique, — ou homme de service à gages?

Troisième fait. — La question principale doit être posée comme sous le premier fait ci-dessus, c'est-à-dire comme sous l'article 382.

Circonstance : La soustraction frauduleuse spécifiée dans la question

qui précède a-t-elle été commise dans la maison, — ou dans l'atelier, ou dans le magasin — de Monthulé, dont ledit Chanal était l'ouvrier,—ou le compagnon, ou l'apprenti ?

Quatrième fait.—Même question principale que pour le troisième fait.

Circonstance : A l'époque de la soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède, ledit Chanal travaillait-il habituellement dans l'habitation dudit Monthulé où il a volé ?

4e §. Même question principale que pour le troisième fait du paragraphe ci-dessus.

Circonstance : Les objets soustraits frauduleusement, spécifiés dans la question qui précède, avaient-ils été confiés audit Chanal en sa qualité d'aubergiste, — ou d'hôtelier, ou de voiturier, ou de batelier?

Ou bien : ..... avaient-ils été confiés au sieur Paul en sa qualité d'aubergiste, — ou d'hôtelier, ou de voiturier, ou de batelier, — dont ledit Chanal était le préposé ?

Art. 396. — Vol de caisses, ballots et autres meubles fermés.

Question : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en octobre 1864, à Paris, soustrait frauduleusement une caisse renfermant des bijoux,—ou boîte,—ou ballot,—ou autre meuble,—au préjudice de Monthulé ?

Circonstance : Ladite caisse,— ou boîte,—ou autre meuble,—fermée par une serrure ou cadenas, a-t-elle été soustraite frauduleusement par ledit Chanal dans un édifice,—ou dans un lieu clos ?

Ou bien : Ledit ballot sous toile et corde a-t-il été soustrait frauduleusement, etc... ?

Art. 397. — Vol par ouverture souterraine.

Question : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en octobre 1864, à Paris, soustrait frauduleusement une pendule au préjudice de Monthulé?

Circonstance : La soustraction frauduleuse spécifiée dans la question qui précède, a-t-elle été commise par ledit Chanal en entrant dans un édifice,—ou dans un lieu clos,—par une ouverture souterraine autre que celle établie pour servir d'entrée ?

Art. 400. — Extorsion de signature ou d'écrit.

Question : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en juin 1864, à Paris, par force, violence ou contrainte, extorqué la signature de Lebrun au bas d'un billet de 1,500 fr., souscrit à l'ordre dudit Chanal, daté de Versailles le 14 juin 1864, causé valeur reçue comptant et payable le 15 septembre 1864 ?

Ou bien : ..... extorqué la signature de Lebrun au bas de telle pièce,— la spécifier, — contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge?

Ou bien encore : ..... extorqué à Lebrun la remise d'un billet de 1,500 fr., — ou de toute autre pièce, qu'il faut spécifier, contenant obli-

gation, disposition ou décharge, — souscrit par ledit Chanal à l'ordre de Lebrun valeur reçue comptant, daté de Paris le 14 juin 1864, payable le 15 août suivant ?

Art. 402. — Banqueroutes frauduleuse et simple.

Observations : — Cet article punit des faits de deux natures différentes, les uns constitutifs d'un crime, la banqueroute frauduleuse, les autres d'un simple délit, la banqueroute simple. Ces derniers ne sont, en général, justiciables que de la police correctionnelle ; cependant ils sont assez fréquemment joints, à raison de la connexité, à une accusation de banqueroute frauduleuse et, par suite, soumis au jury.

Voir *suprà*, nos 2654, p. 71, note 2, 2656, 2657, 2700, 2909, p. 342 et 343.

Les questions relatives à ces deux faits sont posées sous les deux paragraphes suivants :

1er §. — *Banqueroute frauduleuse.*

L'art. 591 du Code de commerce, définissant les éléments constitutifs du crime, s'exprime ainsi : « sera déclaré banqueroutier « frauduleux et puni des peines portées au Code pénal tout *com-* « *merçant failli* qui aura soustrait ses livres, — détourné ou dis- « simulé une partie de son actif, — ou qui, soit dans ses écritures, « soit par des actes publics ou des engagements sous signature « privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu dé- « biteur de sommes qu'il ne devait pas. »

Il résulte, on le voit, de cette disposition que la loi reconnaît quatre cas distincts de banqueroute frauduleuse; chacun de ces cas motive une question spéciale.

Questions : 1er *cas* : Adolphe Lenoir est-il coupable d'avoir, en mars 1867, à Paris, étant commerçant failli, soustrait ses livres de commerce ?

2e *cas* : ..... détourné une partie de son actif ?

3e *cas* : ..... dissimulé une partie de son actif ?

4e *cas* : Adolphe Lenoir est-il coupable de s'être, en mars 1867, à Paris, étant commerçant failli, frauduleusement reconnu débiteur dans ses écritures (ou par acte public, — ou par engagement sous signature privée, — ou par son bilan) de sommes qu'il ne devait pas ?

2e §. — *Banqueroute simple.*

Les art. 585 et 586 du Code de commerce énumèrent les faits qui constituent la banqueroute simple; ils disent :

« Art. 585 : *sera* déclaré banqueroutier simple tout commer- « çant failli qui se trouvera dans un des cas suivants :

« 1° Si ses dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison « sont jugées excessives;

« 2° S'il a consommé de fortes sommes soit à des opérations de « pur hasard, soit à des opérations fictives de bourse ou sur mar- « chandises;

« 3° Si, dans l'intention de retarder sa faillite, il a fait des « achats pour revendre au-dessous du cours; — si, dans la même « intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets, ou « autres moyens ruineux de se procurer des fonds;

« 4° Si, après une cessation de ses paiements, il a payé un créan- « cier au préjudice de la masse. »

Dans ces quatre cas, lorsque les faits ont été reconnus et déclarés, la condamnation du banqueroutier est obligatoire, ainsi que l'indique cette expression impérative SERA.

« Art. 586. — *Pourra être* déclaré banqueroutier simple tout « commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants :

« 1° S'il a contracté, pour le compte d'autrui, sans recevoir de « valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables « eu égard à sa situation quand il les a contractés;

« 2° S'il est de nouveau déclaré en faillite sans avoir satisfait « aux obligations d'un précédent concordat;

« 3° Si, étant marié sous le régime dotal, ou séparé de biens, « il ne s'est pas conformé aux art. 69 et 70;

« 4° Si, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, « il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par les art. 438 « et 439, ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous « les associés solidaires;

« 5° Si, sans empêchement légitime, il ne s'est pas présenté « en personne aux syndics dans les cas et dans les délais fixés, « ou si, après avoir obtenu un sauf-conduit, il ne s'est pas repré- « senté à justice;

« 6° S'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire : « si ses livres ou inventaires sont incomplets ou irrégulièrement « tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active ou pas- « sive, sans néanmoins qu'il y ait fraude. »

Dans ces six cas, la Cour d'assises, substituée accidentellement à la police correctionnelle, n'est pas liée par la déclaration affirmative des jurés en ce sens que, malgré la constatation des faits et la déclaration de culpabilité, l'acquittement ne serait pas une violation du principe qui tient pour irréfragables les déclarations du jury. Ce droit d'acquittement, même après la constatation de l'existence et de la moralité des faits, résulterait, pour la Cour d'assises, de la formule facultative de l'art. 586 : POURRA ÊTRE. — *Du moins, je pense qu'il en doit être ainsi.*

Questions sur l'article 585 : 1*er cas* : Adolphe Lenoir est-il coupable d'avoir, en mars 1867, à Paris, étant commerçant failli, fait des dépenses personnelles ou de maison excessives?

2° *cas* : ..... consommé de fortes sommes, soit à des opérations de pur hasard, soit à des opérations fictives de bourse ou sur marchandises?

3e *cas* : ..... d'avoir ..... dans l'intention de retarder sa faillite, fait des achats pour revendre au-dessous du cours?

Ou bien : ..... de s'être livré, dans l'intention de retarder sa faillite, à des emprunts, circulations d'effets et autres moyens ruineux de se procurer des fonds?

4e *cas* : ..... d'avoir ..... après la cessation de ses paiements, payé un créancier au préjudice de la masse?

Questions sur l'article 586 : 1er *cas* : Adolphe Lenoir est-il coupable d'avoir, en mars 1867, à Paris, étant commerçant failli, contracté, pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements trop considérables eu égard à sa situation quand il les a contractés?

2e *cas* : ..... de s'être, ... de nouveau déclaré en faillite sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat?

3e *cas* : Adolphe Lenoir, commerçant failli, étant marié sous le régime dotal,—ou séparé de biens,—et ayant embrassé la profession de commerçant postérieurement à son mariage, est-il coupable de n'avoir pas transmis par extrait son contrat de mariage aux greffes et chambres désignés par l'article 872 du Code de procédure dans le mois du jour où il a ouvert son commerce?

4e *cas* : ..... de n'avoir pas, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, fait au greffe du tribunal de commerce de son domicile la déclaration de cette cessation de paiements et le dépôt de son bilan?

Ou bien : ..... de n'avoir pas compris dans la déclaration par lui faite de la cessation des paiements de la société dont il était membre, les noms de tous les associés solidaires?

5e *cas* : ..... de ne s'être pas, sans empêchement légitime, présenté en personne aux syndics dans les cas et dans les délais fixés?

Ou bien : ..... de ne s'être pas représenté à la justice après avoir obtenu un sauf-conduit?

6e *cas* : ..... de n'avoir pas tenu de livres et fait exactement inventaire?

Ou bien : ..... d'avoir tenu des livres et fait des inventaires incomplets ou irréguliers, n'offrant pas sa véritable situation active ou passive?

Art. 593 du Code de commerce. — Crimes assimilés a la banqueroute frauduleuse.

Observations. — Cet article punit des peines de la banqueroute frauduleuse :

1° Les individus convaincus d'avoir, *dans l'intérêt du failli*, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles. — C'est là une complicité spéciale, dont l'élément constitutif est d'avoir agi dans l'intérêt du failli. — Voir *suprà*, n° 2988, p. 413 à 416.

2° Les individus qui, sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient agi dans l'intérêt du failli, se sont rendus ses complices dans les termes ordinaires, énumérés par l'art. 60 du Code pénal : c'est ce qui résulte de ces expressions contenues au 1er § de notre art. 593 : « le

« tout sans préjudice des autres cas prévus par l'art. 60 du Code « pénal. » — Dans cette hypothèse, la question de complicité doit être posée comme il est dit sous cet art. 60;

3° Les individus convaincus d'avoir *frauduleusement* présenté dans la faillite et affirmé soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées. — Ce n'est plus un acte de complicité spéciale ou générale : c'est un fait particulier qui, sans être la banqueroute, lui est assimilé;

4° Les individus qui, faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, se seront rendus coupables des faits prévus en l'art. 591. — Ici, le fait constitue la banqueroute véritable : seulement la loi fait tomber le masque derrière lequel se cachait un commerçant qui avait espéré déguiser sa personnalité.

Les différents paragraphes de l'art. 593 donnent lieu aux questions suivantes :

Questions : 1er §. Philippe Lucas est-il coupable d'avoir, en août 1866, à Paris, dans l'intérêt d'Adolphe Lenoir, commerçant failli, soustrait (ou recelé,—ou dissimulé) tout ou partie des biens meubles ou immeubles dudit Lenoir ?

3e §. ..... d'avoir, ... frauduleusement présenté dans la faillite d'Adolphe Lenoir et affirmé en son nom,—ou par interposition de telle personne,—une créance supposée de 2,500 fr. ?

4e §. ..... d'avoir, en avril 1866, à Paris, étant commerçant failli, faisant le commerce sous le nom de Montelar, — ou sous le nom supposé de Julien, — soustrait ses livres de commerce (ou l'un des autres faits prévus en l'article 591;—Voir sous cet article) ?

Art. 404. — Faillite et banqueroute par les agents de change et courtiers.

Observations. — D'après l'article 89 du Code de commerce, « en cas de faillite, tout agent de change ou courtier est pour- « suivi comme banqueroutier. » — Notre article 404, développant cette disposition, punit de la peine des travaux forcés à temps, les agents de change et courtiers qui ont fait faillite. — Puis, considérant la qualité comme circonstance aggravante du crime de banqueroute, quand l'agent de change ou le courtier en sont convaincus, il les déclare passibles, en ce cas, des travaux forcés à perpétuité.

Questions : 1er *cas* : Charles Blanchet est-il coupable d'avoir, en août 1867, à Paris, étant agent de change, — ou courtier, — fait faillite en cessant ses paiements ?

2e *cas* : question principale, comme sous l'article 402, premier paragraphe,

Circonstance : A ladite époque, Charles Blanchet était-il agent de change,—ou courtier ?

Art. 407. — Faux par abus de blanc seing.

Observations. — Le degré de criminalité de celui qui abuse d'un blanc seing, varie selon que le blanc seing lui avait été ou ne lui avait pas été confié.

Dans le premier cas, il n'y a, en effet, qu'une espèce d'abus de confiance à reprocher à l'auteur de la fraude ; dans le second cas, se rencontrent, au contraire, les caractères du faux. — Il faut donc avoir le soin de mentionner dans la question la circonstance que le blanc seing avait été ou n'avait pas été confié à l'accusé.

L'abus de blanc seing confié, ne constituant qu'un délit, ne doit pas, en général, être déféré au jury ; mais il peut quelquefois y avoir lieu de poser la question, comme résultant des débats, dans une accusation de faux par abus de blanc seing.

Questions : 1er *cas* : Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, abusé d'un blanc seing à lui confié par Clément, en écrivant frauduleusement au-dessus de la signature de celui-ci une obligation de mille francs à son profit par ledit Clément pour argent prêté ?

2e *cas* : ..... d'avoir, ... frauduleusement écrit au-dessus d'un blanc seing qui ne lui avait pas été confié, et portant la signature de Clément, une obligation, à son profit, de mille francs pour argent prêté ?

Art. 408. — Détournements par serviteur a gages, etc.

Questions : Joseph Chanal est-il coupable d'avoir, en février 1866, à Paris, détourné au préjudice de Picard des sommes d'argent (ou des effets, marchandises, billets, quittances, — ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge), qui ne lui avaient été remises qu'à titre de mandat à la charge d'en faire un usage déterminé ou de les rendre ou représenter (ou à titre de louage, — de dépôt, — de nantissement, — de prêt à usage, — pour un travail salarié ou non salarié, à la charge d'en faire un emploi déterminé) ?

Circonstance : A cette époque Joseph Chanal était-il domestique (ou homme de service à gages, — élève, — clerc, — commis, — ouvrier, — compagnon, — apprenti) de Picard ?

Ou bien : A cette époque, Joseph Chanal était-il notaire (ou agent de change, — avoué, — huissier, — commissaire-priseur), et avait-il reçu en cette qualité les sommes par lui détournées ?

Art. 434. — Incendies.

Observations. — Cet article se divise en huit paragraphes ; les sept premiers punissent des crimes distincts.

1er §. — Ce paragraphe punit de la peine de mort « quiconque « aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux,

« magasins, chantiers, lorsqu'ils sont habités ou servent à l'habi-
« tation et généralement aux lieux habités ou servant à l'habita-
« tion, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du
« crime. » — On le voit, il n'est fait ici aucune distinction dans le cas où l'incendiaire est ou n'est pas propriétaire des lieux habités ou servant à l'habitation. Toutefois la question de propriété doit être posée, car, si l'accusé est propriétaire, la circonstance de maison habitée est constitutive, tandis que, dans l'autre cas, elle est aggravante et motive une question séparée. — Voir *suprà*, nº 2912. — Remarquons, en outre, que l'on doit comprendre dans les lieux servant à l'habitation *les dépendances* des maisons habitées quel que soit leur usage ; mais non pas les *attenances* de ces maisons. — Voir p. 127 et 128.

Questions : 1er *cas* : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, volontairement mis le feu à une maison appartenant à Giraud ?

Ou bien : ..... à un édifice, — un navire, — un bateau, — un magasin, — un chantier, — appartenant à autrui ?

Circonstance : Ladite maison était-elle habitée ?

Ou bien : Ledit édifice, navire, bateau, magasin, chantier, servait-il à l'habitation ?

2e *cas* : Léon Giraud est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, volontairement mis le feu à une maison habitée, — ou servant à l'habitation, — à lui appartenant ?

Ou bien : à un édifice, — un navire, — un bateau, — un chantier, — habité, ou servant à l'habitation et à lui appartenant ?

2e §. — « Sera puni de la même peine quiconque aura volon-
« tairement mis le feu soit à des voitures ou wagons contenant
« des personnes, soit à des voitures ou wagons ne contenant
« pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en con-
« tient. » — Ici encore, et par la même raison, il faut établir une distinction entre le cas où les voitures ou wagons appartiennent à l'incendiaire et celui où ils sont la propriété d'autrui.

Questions : 1er *cas* : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, volontairement mis le feu à des voitures ou wagons appartenant à autrui ?

Circonstance : Ces voitures ou wagons contenaient-ils des personnes ?

Ou bien : Ces voitures ou wagons ne contenant pas des personnes faisaient-ils partie d'un convoi qui en contenait ?

2e *cas* : Léon Giraud est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, volontairement mis le feu à des voitures ou wagons à lui appartenant et contenant des personnes ?

Ou bien : ..... à lui appartenant et qui, ne contenant pas des personnes, faisaient partie d'un convoi qui en contenait ?

3e §. — « Quiconque aura volontairement mis le feu à des édi-
« fices, navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont
« ni habités ni servant à l'habitation, ou à des forêts, bois, taillis

« ou récoltes sur pied, lorsque ces objets ne lui appartiennent « pas, sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité. » — Ici, il n'y a plus deux cas, il n'y en a qu'un seul, celui où les objets énumérés n'appartiennent pas à l'incendiaire; et, comme ces objets ne sont ni habités ni servant à l'habitation, la peine est moins forte.

Questions : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en juin 1866, volontairement mis le feu à un édifice appartenant à Giraud ?

Ou bien :..... d'avoir, en août 1866, dans le département de Seine-et-Marne, volontairement mis le feu à une forêt,—ou bois ou taillis,—ou a une récolte sur pied,—appartenant à autrui ?

4e §. — « Celui qui, en mettant ou en faisant mettre le feu à « l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à « lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice « quelconque à autrui, sera puni des travaux forcés à temps. — « Sera puni de la même peine celui qui aura mis le feu sur l'ordre « du propriétaire. » — Ici on trouve la situation inverse à celle prévue dans le paragraphe qui précède, c'est-à-dire qu'il s'agit du cas où les objets incendiés appartiennent à l'incendiaire. La circonstance du préjudice causé à autrui, sans laquelle le crime n'existerait pas, doit, comme constitutive, faire partie de la question principale. — Deux faits distincts sont prévus : celui où le propriétaire met le feu lui-même ; celui où il le fait mettre par un tiers qui agit par son ordre et qui n'est en quelque sorte que son mandataire. — A ces deux faits on peut, en vertu des principes généraux, en joindre un troisième qui a été relevé par la jurisprudence : c'est le fait du propriétaire qui, sans donner *l'ordre* de mettre le feu, provoque un tiers au crime ou lui donne des instructions pour le commettre ; en ce cas, le tiers est l'auteur direct et principal du fait, tandis que le propriétaire est simplement son complice : il faut, dans cette hypothèse, que la question relative au propriétaire mentionne les éléments ordinaires de la complicité tels qu'ils sont retenus par l'article 60 du Code pénal. — Voir *suprà*, nº 2707, p. 125, note 3.

Questions : 1er *cas* : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, en mettant ou faisant mettre le feu à un édifice,—ou à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent, — à lui-même appartenant mais assuré à la compagnie *l'Urbaine*, volontairement causé un préjudice à ladite compagnie ?

2e *cas* : Jean Lebrun est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, en mettant le feu, sur l'ordre de Robert, à un édifice appartenant à ce dernier, et assuré à la compagnie *l'Urbaine*, volontairement causé un préjudice à ladite compagnie ?

5e §. — « Quiconque aura volontairement mis le feu soit à des « pailles ou récoltes, en tas ou en meules, soit à des bois dispo-

sés en tas ou en stères; soit à des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises ou autres objets mobiliers et ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à temps. » — On doit nécessairement mentionner et que les objets énumérés n'appartiennent pas à l'incendiaire, et que ces objets sont à *l'état de récoltes*. — Voir *suprà*, p. 128 et 129.

Question : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en août 1866, dans le département de la Seine, volontairement mis le feu à des pailles en tas ou en meules et à l'état de récoltes, appartenant à autrui ?

Ou bien : ..... à des bois abattus disposés en tas ou en stères et à l'état de récoltes appartenant à autrui ?

Ou bien encore : ..... à des voitures ou wagons, chargés, — ou non chargés, — de marchandises ou autres objets mobiliers, ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes et appartenant à autrui ?

6e §. — « Celui qui, en mettant ou faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni de la réclusion. Sera puni de la même peine, celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire. »

Questions : 1er *cas* : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en août 1866, dans le département de la Seine, en mettant ou faisant mettre le feu à des pailles en tas ou en meules et à l'état de récoltes, à lui-même appartenant, mais assurées à la compagnie *la Générale*, volontairement causé un préjudice à ladite compagnie ?

Ou bien : ..... à des bois abattus disposés en tas ou en stères et à l'état de récoltes, à lui-même appartenant, etc...., ?

Ou bien encore : ..... à des voitures ou wagons chargés, — ou non chargés — de marchandises ou autres objets mobiliers, ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, et à lui-même appartenant mais assurés à la compagnie *la Générale*, volontairement causé un préjudice à ladite compagnie ?

2e *cas* : Jean Lebrun est-il coupable d'avoir, en juin 1866, dans le département de la Seine, en mettant le feu sur l'ordre de Jacques Robert à des pailles en tas ou en meules et à l'état de récoltes, appartenant audit Robert mais assurées à la compagnie *la Générale*, volontairement causé un préjudice à ladite compagnie ?

Ou bien : ..... comme dans le cas précédent.

7e §. — « Celui qui aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques appartenant soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer ledit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un desdits objets. » — Les caractères constitutifs de l'incendie par communication sont : 1° le fait ma-

tériel d'avoir mis le feu; 2° la volonté de le mettre; 3° que les agents communicateurs aient été placés de manière à communiquer l'incendie; 4° et que cette communication ait effectivement eu lieu. — Voir *suprà*, p. 129.

Le crime d'incendie *par communication* comportant les mêmes distinctions que le crime d'incendie *direct*, il faut, pour les diverses questions auxquelles peut donner lieu le présent paragraphe, se reporter aux questions posées sous les paragraphes précédents, en ayant le soin de modifier la rédaction conformément à la formule suivante :

Question : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en mars 1866, à Paris, communiqué l'incendie à une maison appartenant à Giraud, en mettant volontairement le feu à des objets placés de manière à communiquer ledit incendie?

Circonstance : La maison appartenant à Giraud était-elle habitée?

8e §. — « Dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort « d'une ou de plusieurs personnes se trouvant dans les lieux in- « cendiés au moment où il a éclaté, la peine sera la mort. » — La circonstance aggravante prévue par ce paragraphe s'applique à tous les cas d'incendie direct ou par communication. En voici la formule.

Circonstance : L'incendie spécifié dans la question qui précède a-t-il occasionné la mort de Charles Renaud qui se trouvait dans les lieux incendiés au moment où l'incendie a éclaté?

Art. 435. — Destruction par l'effet d'une mine.

« La peine sera la même, d'après les distinctions faites en l'ar- « ticle précédent, contre ceux qui auront détruit par l'effet d'une « mine, des édifices, navires, bateaux, magasins ou chantiers. »

Observations. — Mêmes questions que sous l'art. 434, en substituant aux mots : *mis le feu*, ceux-ci : *par l'effet d'une mine*. — Exemple :

Question : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en juin 1866, à Paris, volontairement détruit par l'effet d'une mine, un édifice appartenant à Giraud?

Circonstance : Cet édifice était-il habité?

Art. 437. — Destruction d'édifices.

Questions : Jacques Robert est-il coupable d'avoir, en mai 1866, à Paris, volontairement détruit ou renversé en tout ou partie un édifice (ou un pont, — une digue, — une chaussée, — ou une construction), qu'il savait appartenir à autrui?

Ou bien : ...., volontairement causé l'explosion d'une machine à vapeur qu'il savait appartenir à autrui ?

Circonstances : 1° La destruction,— ou l'explosion,— spécifiée dans la question qui précède a-t-elle occasionné des blessures à Leblanc ?

2° La destruction,— ou l'explosion,—spécifiée dans la question précédente a-t-elle occasionné la mort de Renaud ?

Art. 439. — Destruction de titres.

Questions : Jacques Lambert est-il coupable d'avoir, en juin 1867, à Paris, volontairement brûlé,— ou détruit,— une lettre de change de la somme de mille francs, tirée par Rivals le 10 mai 1867, de Rouen, sur Ramel à Paris, payable le 10 août 1867, causée valeur en marchandises ?

Ou bien : ..... volontairement brûlé, — ou détruit, — la minute d'un acte reçu par Me Bertrand et son collègue, notaires à Paris, contenant obligation par ledit Jacques Lambert au profit de Giraud de rembourser à ce dernier une somme de trois mille francs à lui précédemment prêtée?

Art. 440. — Pillage.

Observations. — Voir *suprà*, nos 2696, 2866 et 2909.

Question : Charles Prédal est-il coupable d'avoir, en 1866, à Paris, en réunion ou bande et à force ouverte, pillé,—ou dévasté,—des denrées ou marchandises — (ou des effets mobiliers, — ou des propriétés mobilières), appartenant à autrui ?

Art. 441. — Même crime avec atténuation facultative.

Observations. — Quand le coupable prouve qu'il a été entraîné par des provocations ou sollicitations à prendre part aux violences, cet article donne aux juges la faculté de descendre la peine d'un degré. — Comme cette atténuation ne s'impose pas aux juges, la circonstance d'entraînement n'est pas une véritable excuse légale obligeant la Cour à poser une question particulière — Toutefois, pour que la Cour d'assises puisse faire usage de son droit, le président, quand il le juge convenable, fait de la circonstance d'entraînement l'objet d'une question spéciale en ces termes.

Question : Charles Prédal a-t-il été entraîné par des provocations ou sollicitations à prendre part aux violences spécifiées dans la question qui précède ?

Art. 442. — Chefs instigateurs ou provocateurs.

Observations. — Le fait prévu par cet article n'est pas

une circonstance aggravante du crime puni par l'art. 440; il constitue un crime spécial, motivant une question principale.

Question : Charles Prédal est-il coupable d'avoir été, en juin 1866, à Paris, le chef, — l'instigateur ou le provocateur, — du pillage ou de la destruction commis en réunion ou en bande, et à force ouverte de grains, grenailles, ou farines,— ou de substances farineuses, pain, vin, ou autres boissons, — appartenant à autrui ?

CHAPITRE IV.

AVERTISSEMENTS ET REMISE DES PIÈCES AU JURY.

SECTION Ire.

Avertissements au jury.

§ 1er. — *Observations générales.*

N° 3020. Les avertissements légaux concernent : les circonstances atténuantes, — la majorité nécessaire, — et le vote au scrutin secret.
3021. A côté des avertissements légaux peuvent se placer des conseils que le président croit utiles.
3022. Nécessité de constater dans le procès-verbal que les avertissements légaux ont été donnés.
3023. Il n'est pas indispensable de réitérer les avertissements quand les jurés sont renvoyés dans la chambre de leurs délibérations.
3024. Modèle de constatation dans le procès-verbal des avertissements légaux et des conseils utiles.

3020. Le président a fait son résumé; les questions ont été posées et lues publiquement; les incidents qui ont pu surgir ont été vidés; le moment approche où les jurés vont entrer en délibération et accomplir leur œuvre; ils sont, ou peuvent être, dénués d'expérience à l'endroit des formes de la justice criminelle; il faut donc qu'une voix autorisée leur dise, non leur devoir que leur serment leur a appris et dont l'affiche apposée dans la chambre

des délibérations va leur révéler l'étendue, mais la manière dont ils doivent l'accomplir. Cette voix, c'est encore celle du président, chargé de donner les avertissements que la loi considère comme indispensables.

Ces avertissements concernent :

Les circonstances atténuantes ;

La majorité nécessaire et sa mention ;

Le vote au scrutin secret.

Chacun de ces avertissements mérite quelques observations particulières.

3021. A côté des avertissements légaux, il y a place pour les conseils utiles que la nature des affaires inspire à la sagesse du président : ceux-ci n'excluent pas ceux-là. Cela est si vrai que, — on le sait, — l'art. 336, s'expliquant au sujet du résumé, réserve au président le soin de rappeler aux jurés « les fonctions qu'ils auront à remplir ». Or, ce que le président peut, au moment où il prononce son résumé, il le peut évidemment au moment où il fait entendre les derniers avertissements qui se lient à lui et en sont comme le complément. Je pense donc que, loin de porter atteinte à la loi, on devrait considérer comme rentrant dans son esprit tous les avis qui, sans altérer l'indépendance du jury, sans influer au fond sur sa détermination, auraient pour objet la claire manifestation de sa décision et le respect des formes. Ainsi, le président pourrait prévenir les jurés que, avant de voter, ils ont le droit de discuter dans le sein de leur assemblée; il pourrait, conformément à l'art. 344, leur faire connaître qu'ils doivent délibérer d'abord sur le fait principal et ensuite sur chacune des circonstances aggravantes; il pourrait ajouter que leur vote au scrutin secret s'effectue au moyen de bulletins écrits et de scrutins distincts et successifs; il pourrait dire que le chef du jury est tenu de poser la question des circonstances atténuantes toutes les

fois que la culpabilité de l'accusé est reconnue, mais qu'il n'y a pas lieu à délibérer à cet égard si l'accusé est déclaré non coupable ; il pourrait faire remarquer que le chef du jury doit signer la déclaration portée par les jurés. — Tous ces conseils et d'autres analogues, la loi ne les ordonne pas ; mais ils rentrent dans son vœu.

Au surplus, la jurisprudence a admis les décisions suivantes : quand le défenseur de l'accusé a entretenu les jurés du résultat et des conséquences de leur décision, le président a le droit, même après son résumé et en remettant les questions au chef du jury, de rectifier les assertions de la défense et de rappeler aux jurés « qu'ils manqueraient à leur premier devoir si, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considéraient les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire » (1) ;

De même, et surtout quand il agit sur la demande de l'un des défenseurs, le président ne commet aucune nullité en avertissant les jurés que, en cas de déclaration de culpabilité de l'accusé, l'art. 352 concède à la Cour la faculté de renvoyer l'affaire à la session suivante : un tel avis ne viole point la règle qui interdit aux jurés d'envisager les suites de la déclaration qu'ils ont à rendre, « cette règle ne s'appliquant qu'aux conséquences relatives à l'application de la loi pénale » (2) ;

De même encore « la loi s'en remet à la conscience du président, quant au résumé que la loi lui prescrit » et dont elle ne détermine ni la forme ni la nature : en conséquence, l'accusé ne saurait invoquer comme moyen de cassation ce fait que le président, éclairant les jurés sur la portée de leur déclaration, aurait annoncé que « si la

(1) Rej., 10 septembre 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 424.
(2) Rej., 22 mars 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 175.

question de provocation était résolue affirmativement, il y aurait acquittement » (1).

3022. Lorsque le procès-verbal que le greffier est tenu de dresser de la séance, aux termes de l'art. 372 du Code d'instruction criminelle, ne constate pas formellement l'accomplissement de la formalité substantielle des avertissements à donner au jury, cette formalité est, de droit, réputée avoir été omise et il y a nullité (2). — Nous allons voir cette règle développée par la jurisprudence à l'occasion de chacun des avertissements exigés par la loi.

3023. Au cas où les jurés sont renvoyés dans la chambre de leurs délibérations pour compléter ou rectifier leur déclaration, le président n'est pas tenu de leur réitérer les avertissements prescrits par l'art. 341 (3). — Cependant si, par la nature de l'irrégularité de la déclaration, il est manifeste que les jurés n'ont pas bien compris les instructions qui leur ont été données, un président soigneux ne négligera pas de les leur expliquer de nouveau, avec toute la clarté possible.

3024. Voici, au surplus, comment le procès-verbal constate que les avertissements ont été donnés :

M. le président avertit les jurés : que la décision du jury tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes se forme à la majorité, et que la déclaration du jury doit constater cette majorité, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé ; — que si le jury pense qu'il existe en faveur de l'accusé (ou en faveur d'un ou de plusieurs accusés) reconnu coupable des circonstances atténuantes, il doit en faire la déclaration en ces termes : à la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé ; — que tout vote doit avoir lieu au scrutin secret.

---

(1) Cass., 7 août 1845 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.* 418.

(2) Cass., 21 septembre 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 516.

(3) Rej., 20 mai 1837 (M. Choppin, rapp.), S.-V. 37.1.653 ; — 8 septembre 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 510.

NOTA. — Si, pour plus de clarté, le président croit devoir ajouter aux avertissements légaux des conseils utiles, le procès-verbal peut les mentionner en ces termes :

M. le président a, en outre, averti les jurés : — que, avant leur vote, ils ont le droit de discuter au sein de leur assemblée ; — qu'ils doivent voter par bulletins écrits et par scrutins distincts, successifs et secrets sur le fait principal d'abord, et, s'il y a lieu, sur chacune des circonstances aggravantes, sur chacun des faits d'excuse légale et sur la question de discernement, et, enfin, sur la question des circonstances atténuantes que le chef du jury sera tenu de poser toutes les fois que la culpabilité sera reconnue.

Enfin, il a ajouté que la déclaration du jury devra être signée par le chef du jury.

SECTION II.

§ 2. — *Des circonstances atténuantes et de l'avertissement qui les concerne.*

N° 3025. Art. 1er. — *Des circonstances atténuantes.* — Historique de la législation relative aux circonstances atténuantes.

3026. Aucune question n'est posée sur les circonstances atténuantes dont le jury recherche spontanément l'existence.

3027. Le silence du jury est la négation des circonstances atténuantes.

3028. Le droit d'examen du jury revit tout entier quand il est renvoyé dans la chambre des délibérations pour rectifier sa déclaration qui ne mentionnait pas la majorité.

3029. C'est seulement en matière de grand criminel que le jury a le droit de déclarer ces circonstances.

3030. Ce droit existe alors même que les circonstances atténuantes permettent d'appliquer au crime une peine correctionnelle.

3031. Les Cours d'assises, jugeant sans l'assistance des jurés, ne peuvent accorder les circonstances atténuantes à l'accusé contumax. — Elles ne le peuvent pas non plus en Algérie.

3032. Définitions vaines de circonstances atténuantes : souveraineté absolue du jury.

3033. Quand il y a plusieurs accusés, la déclaration de ces circonstances doit être distincte et spéciale pour chacun d'eux.

3034. Art. 2. — *Avertissement relatif aux circonstances atténuantes.* — Nécessité d'avertir le jury.

3035. Pas de nullité si le président dit aux jurés que, quand ils reconnaissent l'existence des circonstances atténuantes, ils *peuvent* au lieu de ils *doivent* les déclarer.

N° 3036. Pourquoi la loi veut que les jurés soient avertis.
3037. L'avertissement doit être donné *en toute matière criminelle*, sans distinction entre les crimes de droit commun et les crimes prévus par des lois spéciales.
3038. Il est nécessaire même au cas où, par son âge, l'accusé est à l'abri d'une peine infamante.
3039. Il n'est pas obligatoire quand il s'agit de simples délits exceptionnellement déférés au jury.
3040. Les jurés peuvent être avertis qu'ils ont le droit d'admettre les circonstances atténuantes d'une manière générale, ou sur chacun des chefs d'accusation.
3041. Le président ne doit pas indiquer que, dans son opinion personnelle, il n'y a pas lieu à l'admission des circonstances atténuantes ; mais, s'il le fait, pas de nullité.
3042. Art. 3. *Constatation de l'avertissement.* — Pas de formule sacramentelle.
3043. Validité si le procès-verbal, sans énoncer les termes, annonce que l'avertissement a été donné en conformité de l'art. 341. — Inutile de spécifier les modifications subies par cet article.
3044. Le président n'est pas tenu d'avertir le chef du jury qu'il doit poser à ses collègues la question des circonstances atténuantes.
3045. Nullité, si le procès-verbal ne constate pas que l'avertissement a été donné, ou s'il en résulte que l'avertissement a été insuffisant. — Exemples.
3046. La nullité est couverte si le jury admet les circonstances atténuantes : sa déclaration enlève tout grief à l'accusé.
3047. La nullité n'affecte pas les déclarations rendues en faveur de l'accusé.

3025. Art. 1er.—*Des circonstances atténuantes.*—Sous le Code de brumaire an IV, on ne connaissait pas les circonstances atténuantes telles que nous les comprenons aujourd'hui. Il y était dit, en l'art. 374, qu'on devait poser des questions « sur la moralité du fait et sur le plus ou le « moins de gravité du délit, résultant de l'acte d'accusa- « tion, de la défense de l'accusé ou du débat. » C'étaient-là des excuses, formulées en termes vagues et dont aucune disposition légale ne définissait les caractères. Et l'art. 646 ajoutait : « lorsque le jury a déclaré que le fait de l'excuse « proposé par l'accusé est prouvé, le tribunal (excepté

« dans le cas de meurtre), réduit la peine établie par la « loi à une punition correctionnelle, qui, en aucun cas, « ne peut excéder deux années d'emprisonnement. »

De ces dispositions combinées, on concluait : que le jury devait toujours être interrogé sur les faits qui, résultant de l'acte d'accusation (1), ou de la loi (2), ou proposés pour l'accusé, pouvaient atténuer la gravité de l'accusation portée contre lui ;— et que, ensuite, les Cours criminelles appréciaient si un fait présenté et accueilli comme excuse pouvait réellement servir de circonstance atténuante (3).

Au lieu de s'en tenir à ces indications vagues, abandonnées à l'arbitraire des jurés et surtout des juges, le Code pénal de 1810 a précisé avec soin les faits qui pourraient constituer une excuse légale : dans son art. 65 il a déclaré, — nous le savons, — que nul crime ou délit ne pourrait être excusé, ni la peine mitigée, en dehors de ces cas. En cela seul a été faite alors la part de l'indulgence : le Code d'instruction criminelle de 1808, muet comme le Code pénal de 1810, sur les faits d'atténuation, autres que les excuses formellement admises par la loi, n'a pas permis aux jurés, provoqués par une question ou agissant d'office, de proclamer l'existence de circonstances atténuantes imposant l'abaissement du niveau de la peine. Aussi jugeait-on, sous ces Codes, que la Cour d'assises ne violait aucune loi en rejetant la demande d'un accusé tendant à obtenir la position d'une question au jury sur une circonstance atténuante (4).

La loi du 25 juin 1824, par son art. 4, autorisa les Cours d'assises, lorsqu'elles auraient reconnu qu'il existe

---

(1) Cass., 16 brumaire an VIII (M. Saint-Martin, rapp.), *Bull.*257.

(2) Cass., 17 nivôse an VIII (M. Beautaton, rapp.); *Bull.*439.

(3) Rej., 28 frimaire an IX (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 2631 ; — 11 vendémiaire an XIV (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2480.

(4) Rej., 17 mai 1821 (M. Basire, rapp.), *Pal.*1821.614.

des circonstances atténuantes, et sous la condition de le déclarer expressément, à réduire, dans des cas spécifiés, les peines prononcées par le Code pénal.

En 1832, lors de la révision des Codes d'instruction criminelle et pénal, apparut un système nouveau et heureux sur les circonstances atténuantes. Tout en maintenant les excuses proprement dites, on autorisa les jurés à déclarer, même en cas de récidive, qu'il existait en faveur d'un ou de plusieurs accusés des circonstances atténuantes. Alors les juges, liés par cette déclaration, devaient appliquer une peine plus douce et avaient même la faculté de l'abaisser de deux degrés.

Sauf le chiffre de la majorité nécessaire pour l'admission des circonstances atténuantes et que nous préciserons tout à l'heure, ce système, inauguré en 1832, a été conservé dans son intégrité et fait partie de notre législation actuelle.

3026. Le législateur a entendu concéder au jury la latitude la plus étendue en matière de circonstances atténuantes : c'est spontanément et d'office qu'il recherche et constate leur existence. Et, pour que rien ne vienne altérer l'exercice de cette précieuse prérogative, il ne doit, à cet égard, lui être posé aucune question qui pourrait paraître une incitation à les déclarer (1). — Toutefois, si, en posant une question relative aux circonstances atténuantes, dont l'existence est reconnue par le jury, le président de la Cour d'assises a excédé ses pouvoirs et faussement interprété l'art. 341 du Code d'instruction criminelle, cette irrégularité n'a pas nui à l'accusé qui, ayant profité d'une

(1) Rej., 6 juillet 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), Dalloz, n° 2634;—6 juillet 1832 (M. Choppin, rapp.), *Bull.* 358;—Cass., 9 août 1832,—intérêt de la loi—(même rapp.), *Bull.* 414;—17 août 1832,—intérêt de la loi—(M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 430.

diminution de peine, n'est pas recevable à s'en plaindre : la cassation ne doit donc être prononcée que dans l'intérêt de la loi (1).

3027. La déclaration du jury ne doit faire connaître le résultat de sa délibération sur les circonstances atténuantes qu'autant qu'il en reconnaît l'existence : en gardant le silence, quand il en refuse le bénéfice, le jury se conforme à la lettre et à l'esprit de la loi, aucune disposition n'exigeant qu'il soit constaté que la question a été posée (2).—Aussi lorsque le jury, « après avoir reçu l'avertissement de l'obligation que la loi lui impose sur ce point, n'a pas déclaré qu'il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, son silence à cet égard constitue la présomption légale qu'il n'en a point reconnu l'existence ; la lecture de la réponse des jurés à l'accusé la rend absolument irrévocable et ils ne peuvent ensuite atténuer sa force et son irréfragabilité en alléguant qu'ils auraient omis d'examiner s'il existait des circonstances atténuantes ; aussitôt, en effet, qu'elle a été remise par leur chef au président de la Cour d'assises et lue à l'accusé par le greffier en présence des jurés, ceux-ci ont accompli leur mandat, consommé leurs fonctions et cessé d'être juges dans la cause » (3).

3028. Le droit du jury est si absolu qu'il le ressaisit tout entier quand il ne s'en est dessaisi que par une déclaration irrégulière. Ainsi, légalement renvoyé dans la chambre de ses délibérations, pour compléter sa déclara-

---

(1) L'arrêt du 17 août 1832.

(2) Rej., 14 avril 1837 (M. Dehaussy, rapp.), DALLOZ, n° 2649 ; — 22 novembre 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 3218 ; — 1er février 1844 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *ibidem* ; — 6 novembre 1845 (M. Isambert, rapp.), D.-P.45.4.116.

(3) Rej., 26 décembre 1833 (M. Rives, rapp.), *Bull.*655 ; — 2 janvier 1834 (même rapp.), *Bull.*, p. 1re.

tion qui admettait l'existence des circonstances atténuantes sans exprimer que cette décision avait été prise à la majorité, le jury recouvre la plénitude de son pouvoir d'appréciation : si, par sa nouvelle délibération, reconnaissant que les circonstances atténuantes n'existent pas, il garde le silence à cet égard, il use d'un droit légitime : et le condamné ne saurait prétendre que la première déclaration lui était acquise et qu'il devait jouir de l'atténuation de la peine encourue (1).

3029. C'est seulement en matière criminelle que le jury peut constater l'existence des circonstances atténuantes. Lorsque le fait, objet de l'accusation, perd le caractère de crime pour revêtir le caractère d'un simple délit, le jury, par une conséquence logique, perd également le droit de statuer sur les circonstances atténuantes et ce droit passe dans les attributions de la Cour qui devient, en quelque sorte, un tribunal correctionnel. — « Si donc, dit un arrêt, le fait soumis au jury a été par lui dépouillé des circonstances aggravantes qui le rendaient passible de peines afflictives ou infamantes et n'a plus constitué qu'un délit correctionnel, la réponse du jury, affirmative sur l'existence des circonstances atténuantes, n'a pu lier la Cour d'assises ni exercer une influence légale sur la décision qu'elle devait porter relativement soit à l'existence de ces circonstances, soit à l'atténuation de peine qui pouvait en être le résultat. » — Du reste, la Cour a la faculté de s'approprier cette réponse du jury en la rappelant dans son arrêt (2).

Spécialement, en matière de presse, qui, malgré l'intervention du jury, ne constituait qu'un simple délit, l'appréciation des circonstances atténuantes était faite par

(1) Rej., 17 décembre 1857 (M. V.-Foucher, rapp.), *Bull.*629.
(2) Rej., 19 janvier 1833 (M. Ollivier, rapp.) *Bull.*28.

le juge et non par le jury[1]. — Et si, contre son droit, le jury admettait des circonstances atténuantes, il excéderait ses attributions; la Cour d'assises ne devrait pas faire état de sa déclaration à cet égard et elle appliquerait faussement l'art. 463 du Code pénal si, en faisant la base de son arrêt, sans se l'approprier comme sienne, elle prononçait l'atténuation de la peine[2];

De même, dans le cas où, par suite de l'admission d'une question d'excuse, le fait, dont l'accusé a été reconnu coupable, n'est passible que de peines correctionnelles, c'est à la Cour d'assises seule « qu'il appartient de réduire facultativement ces peines dans les limites déterminées par cet article 463 : en conséquence, malgré la déclaration du jury reconnaissant l'existence de circonstances atténuantes, la Cour n'est pas tenue de réduire la peine en raison de cette déclaration[3], »

3030. Mais lorsque le jury, tout en admettant des circonstances atténuantes, reconnaît l'existence du crime, il n'en est pas de même. La déclaration des circonstances atténuantes n'a d'autre effet que d'adoucir la peine, sans enlever au fait reconnu constant son caractère criminel. Dès lors, la Cour d'assises, bien qu'appelée par cette déclaration à n'appliquer qu'une peine correctionnelle, ne peut, en se considérant comme un tribunal correctionnel, s'attribuer le droit de déclarer elle-même et une seconde fois l'existence des circonstances atténuantes et d'appliquer la peine en conséquence[4].

---

(1) Rej., 15 mars 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 101.

(2) Cass., 22 septembre 1832 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 517; — Rej., 7 décembre 1832 (même rapp.), DALLOZ, n° 2654; — 18 mai 1833 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), DALLOZ, n° 2653.

(3) Rej., 19 avril 1844 (M. de Ricard, rapp.), S.-V. 44.1.734; — 22 juillet 1852 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.* 424.

(4) Cass., 20 juillet 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 346.

3031. Le droit de déclarer des circonstances atténuantes, en matière criminelle, n'appartenant qu'au jury, cette attribution, de sa nature limitative, ne peut, par des motifs quelconques d'analogie, être étendue aux Cours d'assises procédant, sans assistance ni intervention des jurés, au jugement des accusés contumax. Il y a donc excès de pouvoir dans l'arrêt de la Cour d'assises qui admet des circonstances atténuantes en faveur d'un accusé contumax (1).

Puisque notre art. 341 « n'est applicable que lorsqu'il s'agit de Cours d'assises jugeant avec l'assistance de jurés, » il ne concerne pas les juges des Cours d'assises d'Algérie. Les devoirs qu'ils ont à remplir sont tracés par des lois spéciales et aucune disposition n'oblige le président à les leur rappeler (2).

3032. On a tenté d'indiquer les sources d'où dérivent les circonstances atténuantes, et on a proposé de les grouper ainsi :

« *Circonstances physiologiques* obscurcissant l'intelligence et affaiblissant la volonté : telles sont, l'âge, la maladie, l'imperfection naturelle ou l'altération des organes. L'ivresse, surtout quand elle est involontaire, est incontestablement une circonstance atténuante. — *Circonstances psychologiques* donnant à la volonté une impulsion violente et presque fatale : exaltation de l'esprit, exagération des convictions, fanatisme des croyances, entraînement des passions, du moins de celles qui ne sont que l'excès d'un sentiment noble. — *Circonstances sociales* : défaut d'éducation, abandon, dénûment, mauvais conseils, influences perverses. — *Circonstances étrangères au crime et donnant des garanties pour l'avenir* ; bons antécé-

---

(1) Cass., 4 mars 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 69 ;—14 septembre 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 392.

(2) Rej., 3 octobre 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 559.

dents, repentir, aveux spontanés, relations de famille.» — A quoi l'on a joint le peu de gravité du préjudice et la sévérité de la loi (M. CUBAIN, *Traité de la procédure devant les Cours d'assises*, nº 236).

Il est possible que, dans les circonstances atténuantes, il y ait un peu, ou beaucoup, de ceci ou de cela. Mais ce sont là de vaines définitions, inutiles parce qu'elles sont incomplètes, imprudentes parce qu'elles vont directement contre le vœu de la loi.

A la différences des excuses, qui sont définies et limitées par la loi, les circonstances atténuantes varient à l'infini, revêtent toutes les formes, et peuvent se présenter dans toutes les espèces.

Ainsi que la vertu, le crime a ses degrés,

a dit le poëte et peut dire le criminaliste.—Elles résultent de tous les faits, quels qu'ils soient, qui peuvent amoindrir la criminalité ; pour elles, pas de caractères précis, pas de qualification légale et, partant, pas de question de droit à trancher. Aussi, et à raison même de leur nature, le jury a toute autorité pour en rechercher l'existence, et à lui seul appartient de les admettre ou de les rejeter. Chaque juré ne subit d'autres règles que celles que lui dicte son esprit ; il ne suit d'autre guide que celui de son cœur, sur lequel il met la main; il ne connaît d'autres limites que celles de sa conscience qui parle en lui ; souverain appréciateur, dans l'acception la plus large des mots, après avoir sondé tous les mystères moraux de l'acte qu'il juge, il écoute les inspirations de sa propre raison, et, obéissant à ses seuls commandements, il porte sa déclaration, dont nul n'a le droit de contrôler les motifs, ni de lui demander compte.

Voilà donc la théorie, vraie devant la loi, devant la justice, devant la morale : omnipotence pleine, entière et absolue du jury.

3033. Au cas où il y a plusieurs accusés, la déclaration du jury sur l'existence des circonstances atténuantes doit être spéciale et distincte pour chaque accusé : elle ne peut avoir lieu par une réponse unique et collective (1). Mais quand cette irrégularité se produit, — ou toutes autres analogues, — les accusés ne peuvent s'en faire un grief, puisque, profitant de l'atténuation de la peine, ils n'éprouvent aucun préjudice : l'annulation ne peut donc être prononcée que dans l'intérêt de la loi, ou que sur le pourvoi du ministère public (2). Cependant, si le jury, au lieu de voter séparément sur le fait principal et sur les circonstances atténuantes, les a réunis dans une seule et même réponse, sa déclaration, imprégnée de complexité préjudiciable à l'accusé, doit être annulée par la Cour d'assises : cette Cour, en se bornant à renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations pour qu'il ait à rectifier son vote sur les circonstances atténuantes, s'approprie et maintient le vice qui entachait la réponse à la question principale ; son arrêt doit donc être annulé même sur le pourvoi du condamné (3).

---

(1) Cass., 1er avril 1842,—après partage—(M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 121 ;—31 juillet 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 301 ;—15 juin 1848,—sur mes conclusions—(M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 267 ; — 14 octobre 1848, — sur mes conclusions — (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 378 ; — 11 janvier 1849, — sur mes conclusions — (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull* 5;—25 janvier 1849,—sur mes conclusions—(M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 27 ; — 8 février 1849, — sur mes conclusions — (M. Barennes, rapp.), *Bull.* 48 ;—7 avril 1849, — sur mes conclusions — (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 119 ;— 31 janvier 1850 (même rapp.), *Bull.* 57;—15 février 1850 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 94.

(2) Cass., 28 août 1846 (M. Romiguières, rapp.) *Bull.* 345 ; — La majeure partie des arrêts ci-dessus auxquels il faut ajouter : Cass., 3 août 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 319 ;—2 mars 1850 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 129 ; — Rej., 5 janvier 1854 (M. Isambert, rapp.) *Bull.*, p 1re ;—29 janvier 1863 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 49 ;—6 mai 1864 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.* 223.

(3) Cass., 3 décembre 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 456.

3034. ART. 2. — *Avertissement relatif aux circonstances atténuantes*, — Afin que le bénéfice des circonstances atténuantes ne puisse échapper à l'accusé qui le mérite, la loi a voulu conjurer le défaut de mémoire ou d'attention des jurés. Dans ce but, en dispensant le président, et même en lui interdisant de poser une question spéciale sur ce sujet, elle lui ordonne d'avertir le jury que, « s'il pense, à la majorité, qu'il existe, en faveur d'un « ou de plusieurs accusés reconnus coupables des cir- « constances atténuantes, il doit en faire la déclaration « en ces termes ; « à la majorité, il y a des circonstances « atténuantes en faveur de l'accusé. »

3035. Certes, quand les jurés reconnaissent qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur d'un accusé, ils doivent les proclamer ; mais ce devoir est tout de for intérieur, relevant de la conscience et non de la loi. Pour la loi, il n'y a point d'obligation, il n'y a qu'une simple faculté. Aussi, de ce que le président, en donnant aux jurés l'avertissement relatif aux circonstances atténuantes, leur a dit que, s'ils en reconnaissaient l'existence, ils *pourraient*, au lieu de ils *devraient* les déclarer, on ne saurait conclure à une nullité des débats. En avertissant les jurés dans les termes de l'art. 341, le président leur a suffisamment fait connaître les « pouvoirs qui leur étaient conférés et les devoirs qui en résultaient pour eux » [1].

3036. La nécessité d'avertir les jurés de l'obligation qui leur est imposée de rechercher l'existence des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé déclaré coupable affecte sérieusement les intérêts de l'accusé. En effet, le silence gardé par eux sur ces circonstances peut être le résultat de l'ignorance où on les aurait laissés du devoir qui leur incombait : ils ont pu être induits en erreur, et l'accusé

(1) Rej., 24 janvier 1833 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2636.

ayant été privé du bénéfice d'une éventualité importante, cette omission emporte nullité (1).

3037. A moins de dérogation expresse, l'art. 463 du Code pénal s'applique, dans sa généralité, à tout accusé poursuivi au grand criminel ayant obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes; et, selon notre art. 341, l'avertissement sur ces circonstances doit être donné en *toute matière criminelle* : on ferait donc une distinction vaine et arbitraire entre les crimes de droit commun et ceux qui sont prévus et punis par des lois spéciales. Par exemple, quoique le crime de baraterie soit prévu par une législation particulière, il comporte, quand il est déféré au jury, l'avertissement prescrit par l'art. 341, et, si le président prévient les jurés qu'ils n'ont pas à délibérer sur l'existence des circonstances atténuantes, il commet une évidente nullité (2).

3038. L'avertissement concernant les circonstances atténuantes est nécessaire même au cas où, à raison de son âge, l'accusé ne peut être frappé d'aucune peine infamante. Ainsi, lorsque le président dit aux jurés : « qu'à l'égard de « l'accusé âgé de moins de seize ans, ils n'auront point à « s'occuper de la question de savoir s'il existe des circonstances atténuantes, la solution de cette question sortant du domaine du jury toutes les fois qu'aucune peine « infamante ne saurait être prononcée », au lieu d'exécuter, il viole l'art. 341 (3).

---

(1) Cass., 8 février 1844 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*66 ; — 7 janvier 1848,—sur mes conclusions—(M. Barennes, rapp.), *Bull.*7 ;—21 janvier 1848,— sur mes conclusions— (M. Isambert, rapp.), *Bull.*30 ; — 1er mars 1849,— deux arrêts—(MM. Jacquinot-Godard et Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*73 et 74.

(2) Cass., 6 novembre 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*430.

(3) Cass., 28 janvier 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*19 ; — Rej., 27 mai 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*329.

3039. Mais cet avertissement n'est obligatoire que dans les cas où les jurés ont la faculté d'admettre les circonstances atténuantes, c'est-à-dire, selon le texte de l'art. 341, *en matière criminelle*. Lorsque, en vertu de lois particulières, de simples délits correctionnels sont déférés à leur appréciation, le président ne viole pas la loi; au contraire, il l'interprète sainement en ne leur donnant aucun avertissement sur les circonstances atténuantes que, dans cette espèce, ils n'ont pas le droit de déclarer (1).

3040. L'avertissement ne doit jamais être exprimé en des termes qui seraient une limitation du droit d'appréciation du jury qui est complet et absolu. C'est un principe certain. Mais le président n'apporterait aucune limitation à ce droit en expliquant, qu'à la suite de l'examen à faire par les jurés, ils pourraient accorder des circonstances atténuantes sur chacun des chefs distinctement. En effet, « si la loi autorise le jury à déclarer l'existence des circonstances atténuantes d'une manière générale pour chaque accusé sur l'ensemble des divers chefs d'accusation dont cet accusé a été déclaré coupable, elle ne lui interdit pas la faculté de déclarer l'existence des circonstances atténuantes distinctement et dans leur relation avec chacun de ces chefs d'accusation. » Peu importe que cette déclaration, limitée à un chef unique, soit ou ne soit pas de nature à sortir effet, le jury n'ayant pas à se préoccuper des conséquences pénales de ses décisions (2).

---

(1) Rej., 11 août 1832 (M. Olliver, rapp.), DALLOZ, n° 2652; — 17 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*588.

(2) Cass., 30 août 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*449;—Rej., 23 janvier 1834 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 2650; — Cass., 17 septembre 1835 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*429; — Rej., 16 août 1839 (M. Chauveau-Lagarde, rapp), *Bull.*406; — Cass., 30 décembre 1841 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*581;—Rej., 8 juin 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*237;—22 juillet 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*427; — 16 janvier 1862 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*28.

3041. Le président manquerait aux règles de l'impartialité si, après avoir donné aux jurés l'avertissement relatif aux circonstances atténuantes, il ajoutait que, « dans son appréciation personnelle, si la culpabilité paraissait constante, aucun des faits de la cause ne lui semblait devoir motiver l'admission d'une atténuation. » En effet, le président doit guider les jurés dans l'exécution des formalités qu'ils ne connaissent pas, mais il ne doit pas exercer sur leur opinion une influence que sa haute position rend dangereuse par cela même qu'elle est puissante. Toutefois, ce procédé n'est pas contraire à la lettre de la loi et n'entraîne pas la nullité de la procédure (1).

3042. Art. 3. — *Constatation de l'avertissement*. — La loi ne prescrit point de phrase sacramentelle pour l'avertissement qui doit être donné aux jurés. Mais, — on ne saurait trop insister sur ce point, — quelle que soit la formule adoptée, il faut que les jurés soient clairement avertis de ce que le législateur veut qu'ils sachent relativement aux circonstances atténuantes. — Or, comme les paroles du président ne sont et ne peuvent être constatées que par le procès-verbal de la séance, c'est dans les énonciations de ce procès-verbal qu'on recherche la nature des recommandations qui ont été faites.

Disons-le, il n'est pas nécessaire, et souvent il est impossible de reproduire les termes mêmes employés par le président : il suffit que, d'une manière ou d'une autre, le procès-verbal mentionne que l'avertissement, régulièrement donné, a porté sur tous les points qui doivent être signalés à l'attention des jurés.

3043. Ainsi, il y a validité :

Quand le procès-verbal constate que le président a in-

---

(1) Rej., 28 mars 1845 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 203.—Voir *suprà*, n^os^ 2636 et 2639.

vité les jurés à se conformer à l'art. 341 (1), ou que l'avertissement a été donné soit en conformité de cet article (2), soit en conformité des art. 341, 345 et 347, modifiés par les décrets des 6 mars et 18 octobre 1848 (3).

En visant cet art. 341, soit seul, soit avec l'art. 347, il est inutile de spécifier qu'il a été mentionné tel qu'il a été rectifié par l'art. 1er de la loi du 9 septembre 1835 : en effet, « la loi précitée, en modifiant ainsi qu'elle l'a fait, l'art. 341 du Code d'instruction criminelle, a voulu que ce nouvel article modifié fût substitué à l'ancien article dudit Code..... et il y a présomption légale que c'est du nouvel art. 341 et non de l'ancien que le président a donné connaissance au jury (4). »

De même et *à fortiori*, l'avertissement est bien donné et sa constatation est régulière si le procès-verbal contient la mention des art. 341 et 347 et concurremment le rappel de la loi du 9 septembre 1835 (5), surtout quand le procès-verbal porte que le président *a expliqué* ces dispositions aux jurés (6).

Même validité quand, sans parler spécialement de l'art. 341, le procès-verbal constate que le président a rappelé les dispositions de l'art. 1er de la loi de 1835 ; en

---

(1) Rej., 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 498.

(2) Rej., 23 décembre 1865 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.* 385.

(3) Rej., 30 août 1849, — sur mes conclusions — (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 331.

(4) Rej., 28 février 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 107;—23 octobre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 447; — 7 janvier 1841 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), D.P.41.1.372; —12 janvier 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 2946; — 1er avril 1847 (même rapp.), *Bull.* 105.

(5) Rej.; 16 juillet 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 289; — 3 novembre 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 450 ; — Rej., 25 septembre 1845.

(6) Rej , 9 octobre 1845 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.* 504.

effet, cet article ayant pour objet de rectifier l'ancien art. 341, en révèle nécessairement la substance (1);

De même quand il est dit au procès-verbal que le président a rappelé toutes les dispositions législatives concernant la déclaration du jury (2);

De même quand il y est énoncé que le président, après avoir expliqué le mode du vote et le chiffre de la majorité, a ajouté que les circonstances atténuantes pouvaient être admises, il y a avertissement régulier et constatation suffisante (3).

3044. Quand le président a donné aux jurés les avertissements légaux relatifs aux circonstances atténuantes, il a rempli tout son devoir; il n'est pas tenu d'y ajouter un avertissement spécial au chef du jury d'avoir à poser à ses collègues, au moment de leur délibération, la question de savoir si ces circonstances existent. L'art. 345 dispose bien que le vote au scrutin secret aura lieu sur cette question, ce qui impose au chef du jury la charge de provoquer ce vote; mais ni la loi du 13 mai 1836, ni les art. 341 et 345 n'obligent le président à le lui rappeler (4).

3045. Mais, au contraire, il y a nullité:

Si rien, dans le procès-verbal, ne constate qu'il a été satisfait par le président à l'obligation de donner aux jurés l'avertissement relatif aux circonstances atténuantes (5);

---

(1) Rej., 10 octobre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* de 1840, p. 349.

(2) Rej., 29 septembre 1836.

(3) Rej., 20 mars 1851 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 166.

(4) Rej., 1er juillet 1837 (M. Dehaussy, rapp.), Dalloz, n° 2634.

(5) Cass., 20 septembre 1832 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.* 313; — Les arrêts des 7 et 21 janvier 1848, — 1er mars 1849, — cités *suprà*, n° 3036.

Nullité encore quand cet avertissement à été irrégulier, par exemple :

Si du procès-verbal il ressort que le président a fait aux jurés l'avertissement prescrit par l'art..... du Code d'instruction criminelle sans indiquer le numéro de l'article auquel il se réfère et qui est laissé en blanc (1) ;

Si, visant l'art. 348 et non pas l'art. 341, le procès-verbal indique que des avertissements auraient été donnés, sans indiquer quel avait pu en être l'objet et notamment sans spécifier qu'ils se rapportaient aux circonstances atténuantes (2) ;

Si, au lieu de viser l'art. 341 modifié par la loi du 9 septembre 1835, le procès-verbal, commettant une double erreur, vise l'article 311 et la loi de 1845, peu importe qu'il ajoute à la nomenclature des lois modificatives les décrets des 6 mars et 18 octobre 1848 (3) ; ou si, en rappelant exactement les dates des lois modificatives, il se réfère non à l'article 341, mais à l'article 381, lequel est complétement étranger à la formalité de l'avertissement (4) ;

Si le procès-verbal, constatant l'avertissement relatif au chiffre de la majorité, est muet sur celui qui concerne les circonstances atténuantes (5) ; spécialement, s'il y a constatation du rappel de l'art. 347 et non de l'art. 341, « il résulte évidemment de la combinaison de ces deux articles qu'ils statuent sur des cas et pour un objet différents; en effet, l'art. 341 n'est relatif qu'à l'avertissement que le président doit donner aux jurés *avant leur délibération*, tandis que l'art. 347 ne dispose que sur le mode d'après

---

(1) Cass., 22 janvier 1835 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*31.
(2) Cass., 8 février 1844 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*66.
(3) Cass., 2 avril 1853 M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*179.
(4) Cass., 30 juin 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*348.
(5) Cass., 20 septembre 1832 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*513.

lequel les jurés doivent ensuite, *en délibérant*, former leur majorité et la constater dans leur déclaration (1) ; et peu importe que le procès-verbal mentionne que les dispositions de la loi du 18 octobre 1848 ont été signalées aux jurés, puisque, destinées à modifier l'art. 347 et non pas l'art. 341, ces dispositions n'avaient pour objet que « de régler le mode suivant lequel les jurés doivent constater leur majorité (2) » ;

Si, se trompant de numéros, le procès-verbal vise les art. 345 et 347, au lieu de l'art. 341. En effet, ces deux premiers articles ne sont relatifs qu'au mode de délibération et à la majorité nécessaire, tandis que le dernier article, spécial aux avertissements à donner, rappelle l'obligation de rechercher les circonstances atténuantes et le droit de les déclarer, si les jurés pensent qu'elles existent (3). Mais l'erreur peut être rectifiée par les autres énonciations du procès-verbal : ainsi, dit-on, 345 (au lieu de 341) *modifié par la loi du* 9 *juin* 1853? Comme c'est l'art. 341 et non l'art. 345 qui a été modifié par cette loi, il est évident que c'est le premier de ces articles que le procès-verbal a entendu viser et, alors, l'avertissement est tenu pour régulier (4);

---

(1) Cass, 17 janvier 1833 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*18 ; — 24 janvier 1833 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*29 ; — 3 juillet 1834 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*253 ; — 11 septembre 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*425.

(2) Cass., 3 janvier 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*3.

(3) Cass., 15 décembre 1859 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*441. — NOTA. — Sous la loi de 1832 on avait jugé le contraire, et cela s'explique : l'ancien article 345 n'était pas, comme aujourd'hui, relatif seulement au mode de vote au scrutin secret, il contenait une disposition analogue à celle de notre article 341, car il portait : « S'il pense que des circonstances « atténuantes existent en faveur de l'accusé, il dira : oui, il y a des cir« constances atténuantes en faveur de l'accusé. » — Rej., 27 juin 1833 (M. Isambert, rapp.), *Pal.*1833.615.

(4) Rej., 11 juin 1857 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*348.

Dans cet ordre d'idées, la nullité serait encourue à plus forte raison si, confondant l'ancienne et la nouvelle loi, le président indique que la majorité nécessaire est de plus de sept voix, alors qu'il faut seulement la majorité simple. En effet, le silence gardé par le jury sur l'existence des circonstances atténuantes ne prouve pas qu'il les aurait rejetées, si, au lieu de croire à la nécessité d'une majorité de plus de sept voix, il avait été prévenu que la majorité ordinaire était suffisante (1).

3046. Du reste si, malgré le défaut d'avertissement ou son insuffisance, le jury a admis les circonstances atténuantes, l'accusé ne peut se faire un moyen de cette irrégularité qui est purgée; d'une part, l'accusé n'a souffert aucun préjudice et, d'autre part, le jury a connu l'étendue de son devoir et de son droit, puisqu'il y a satisfait et en a fait usage (2).

3047. La Cour d'assises de la Meurthe a jugé, et sa décision me paraît juridique, que la nullité résultant du non-avertissement relatif aux circonstances atténuantes ne peut affecter que les déclarations rendues contre l'accusé et non celles qui lui sont favorables et qui lui demeurent acquises (3).

§ 3. — *Avertissement sur la majorité.*

N° 3048. Diverses phases de la législation sur la majorité. Loi actuelle.
3049. Erreur du président dans l'avertissement sur la majorité.

---

(1) Cass., 22 décembre 1836 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 452.

(2) Rej., 28 mars 1833 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), DALLOZ, n° 2641; — 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 498, cité n° 3043; — Cass., l'arrêt du 21 janvier 1848, cité n° 3037; — 13 avril 1848 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 183; — l'arrêt du 3 janvier 1850; — 30 juin 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 348, cité n° 3045; — 7 décembre 1854 (même rapport.), *Bull.* 548; — Rej., 21 décembre 1854 (M. Seneca, rapp.), *Bull.* 574.

(3) 5 août 1835, DALLOZ, n° 2638.

3050. Le procès-verbal doit constater que cet avertissement a été donné; mais il n'y a pas de formule exclusive.

3051. Dire : à la *majorité*, c'est suffisamment expliquer qu'il s'agit de la majorité simple.

3052. Les lois relatives à la majorité sont, dès leur promulgation, applicables aux procédures commencées.

3048. Les diverses phases de notre législation pénale ont amené de nombreuses variations dans le chiffre de la majorité nécessaire pour la condamnation, ou pour l'admission des circonstances atténuantes.

Sous le Code de brumaire an IV, la décision du jury se formait, sur chaque question, en faveur de l'accusé par le concours de trois boules, et *contre lui par le concours de dix*. Et, quoique la décision ne pût jamais être soumise à l'appel, si néanmoins le tribunal était unanimement d'avis que les jurés, tout en observant les formes, s'étaient trompés au fond, il pouvait ordonner que trois jurés adjoints se réuniraient aux douze premiers pour donner une nouvelle déclaration aux quatre cinquièmes de voix. — Articles 403 et 415. — Aucun avertissement n'était donné à cet égard aux jurés, par cette raison bien simple que les jurés venaient successivement voter dans la chambre du conseil, en présence de l'un des juges commis par le président et du commissaire du pouvoir exécutif.

L'art. 33 de la loi du 19 fructidor an V, — contenant des mesures de salut public prises relativement à la conspiration royal, — disposait que les jurés ne pourraient, dans les vingt-quatre heures de leur réunion, voter pour ou contre l'accusé *qu'à l'unanimité*. Si, après ce délai, ils déclaraient qu'ils n'avaient pu s'accorder pour émettre un vœu unanime, ils se réunissaient derechef et, alors, leur déclaration se faisait à la majorité absolue. — Puis, d'après la loi du 8 frimaire an VI, lorsque après les vingt-quatre heures prescrites aux jurés pour parvenir à former

une opinion à l'unanimité, il y avait partage sur l'une ou sur plusieurs des questions, le chef du jury devait faire une déclaration à la décharge de l'accusé.

Sous le Code d'instruction criminelle de 1808, la décision du jury se formait pour ou contre l'accusé *à la majorité*. En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévalait. Toutefois, si l'accusé n'était déclaré coupable du fait principal qu'à la simple majorité, c'est-à-dire par sept voix, les jurés devaient en faire mention en tête de leur déclaration, et le président devait les en avertir. Pourquoi cet avertissement? C'est parce que, selon l'article 351 de ce Code, en ce cas la majorité des juges pouvait se réunir à la minorité des jurés et constituer, par leur adjonction, une majorité favorable à l'accusé.

Comme la loi du 4 mars 1831 abrogeait cet article 351 qui autorisait la majorité des juges à se réunir à la minorité des jurés, elle abrogea aussi le deuxième paragraphe de l'art. 341, qui, lorsque le cas se présentait, exigeait la mention que l'accusé n'avait été déclaré coupable du fait principal qu'à la simple majorité. — Ensuite, cette loi de 1831 décida que la décision du jury se formerait contre l'accusé à la majorité *de plus de sept voix;* que la déclaration mentionnerait l'existence de cette majorité sans qu'en aucun cas le nombre des voix pût y être exprimé; et que le président rappellerait cette disposition au jury avant qu'il entrât en délibération.

Vint alors, en 1832, la révision du Code d'instruction criminelle. La loi du 28 avril 1832 abrogea la loi du 25 juin 1824, qui limitait le bénéfice des circonstances atténuantes à un petit nombre de cas et qui réservait à la Cour d'assises seule le droit de les déclarer; — elle attribua au jury la faculté de les admettre en toute matière criminelle; — elle prescrivit au président d'en avertir le ury; mais elle exigea, tant sur le fait principal que sur

cés circonstances, une majorité *de plus de sept voix*. Et les art. 341, 345 et 347 du Code d'instruction criminelle furent rectifiés en ce sens.

La loi du 9 septembre 1835 revint au système de la *majorité simple* et porta : « la décision du jury, tant contre « l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se formera à la majorité, à peine de nullité. » —Et, en même temps, elle rétablit dans l'art. 341, § 4, l'obligation pour le président d'avertir les jurés que si l'accusé était déclaré coupable du fait principal à la simple majorité, ils devaient en faire mention en tête de leur déclaration.

Le décret du 4 mars 1848, rendu par le Gouvernement provisoire, exigea pour la condamnation de l'accusé une majorité *de neuf voix ;* mais, quelques mois après, un second décret du 12 octobre 1848 abaissa le chiffre de la majorité, savoir : quant au fait principal, aux circonstances aggravantes, aux questions d'excuse et de discernement, *à plus de sept voix ;* quant à la déclaration des circonstances atténuantes, elle avait lieu à *la simple majorité.*

Ces lois, dont plusieurs furent enfantées par les événements politiques, ont cédé la place à la loi du 9 juin 1853, qui règle actuellement la matière. Toutes les distinctions entre les diverses questions ont été effacées et, dans tous les cas, pour le fait principal, comme pour les circonstances aggravantes et pour les circonstances atténuantes, la déclaration du jury se forme à la *simple majorité.* Cette déclaration constate cette majorité, mais sans que le nombre de voix puisse y être exprimé dans aucun cas. Enfin, et pour que le jury ne l'oublie pas, le président doit avertir les jurés du chiffre de cette majorité nécessaire, de la faculté qu'ils ont d'admettre les circonstances atténuantes s'ils pensent qu'elles existent, et de leur obligation de voter au scrutin secret.

Tel est l'ensemble de la législation actuelle.

3049. Je viens de dire qu'il en est des circonstances atténuantes comme du fait principal : en conséquence l'avertissement est illégal si, depuis les lois qui exigent la simple majorité, le président explique au jury que sa décision sur les circonstances atténuantes doit se former à la majorité de plus de sept voix, et que, s'il pense qu'elles existent, il doit en faire la déclaration en ces termes ; A la majorité de plus de sept voix il y a des circonstances atténuantes en faveur de tel ou tel accusé. Par cet avertissement erroné, le jury a été induit en erreur sur un point qui intéresse essentiellement le pouvoir qui lui est attribué : il y a donc nullité (1). — Néanmoins le vice serait purgé si, malgré l'avertissement erroné, le jury appliquant sainement la loi avait rendu sa décision à la simple majorité ; en ce cas, pas de préjudice et, par suite, pas de grief fondé (2).

3050. C'est toujours dans le procès-verbal qu'il faut rechercher la preuve que la formalité a été exécutée, et comme elle doit l'être. — Quand il ne fait pas mention de l'avertissement relatif à la majorité, il y a présomption qu'il n'a pas été donné, et la nullité s'ensuit (3).

Mais, pas plus pour l'expression de la majorité que pour les circonstances atténuantes, il n'y a de formule exclusive : il suffit que les termes employés dans le procès-verbal démontrent que, sur ce point, la loi a été obéie. A toutes les époques la Cour de cassation a repoussé, comme excessives, les exigences qui cherchaient dans l'omission d'un mot la preuve que l'avertissement n'avait pas été donné. — Ainsi, lorsque le procès-verbal énonce que le président a donné aux jurés *les avertissements pre-*

---

(1) Cass., 22 décembre 1836 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.* 452.

(2) Rej., 21 décembre 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 574 ; — 23 décembre 1865 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.* 385.

(3) Cass., 10 avril 1828 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 239 ; — 16 mai 1828 (même rapp.), *Bull.* 369. — NOTA. Voir *suprà*, n° 3022.

scrits par l'art. 341 *en leur expliquant qu'ils devaient examiner s'il existait des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé,* on ne saurait tirer de cette mention spéciale des circonstances atténuantes la conséquence que l'avertissement a été restreint et limité à ce qui leur était relatif. En les mettant en relief d'une manière toute particulière, il n'a nullement exclu les autres avertissements, et le rappel explicite de l'art. 341 les comprend tous, sans en excepter aucun (1).

3051. Le jury est valablement averti que sa décision sur les circonstances atténuantes doit se former à *la majorité simple*, quand le président le prévient que, si ces circonstances sont admises, la déclaration doit porter : oui, à *la majorité* (2).

3052. Il est de principe que les lois qui déterminent le chiffre de la majorité sont applicables, dès leur promulgation, même aux procédures antérieurement commencées (3), et que si, par erreur, on a soumis l'accusé à la législation abrogée, qui lui était plus favorable, son défaut d'intérêt lui enlève tout grief (4).

§ 4. — *Avertissement sur le vote au scrutin secret.*

Nº 3053. Lois qui ont prescrit le vote au scrutin secret.
3054. L'avertissement relatif à ce mode de vote est une formalité substantielle.
3055. Elle est présumée omise si le procès-verbal ne constate pas son accomplissement.
3056. La mention que le jury a été averti de voter au *scrutin* est insuffisante si l'on n'ajoute le mot *secret*.

---

(1) Rej., 23 décembre 1843 (M. Bresson, rapp.), Dalloz, nº 2947.
(2) Cass., 12 octobre 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*388 ; — Rej., 24 décembre 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*693.
(3) Cour d'assises de la Seine, 11 septembre 1835, Dalloz, nº 3053 ;— Rej., 13 novembre 1835 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*511 ; — 29 juillet 1853 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*410.
(4) Rej., 21 juillet 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*394.

3057. Autre exemple de mention trop vague.
3058. Toutefois le président n'est pas tenu d'entrer dans les détails d'exécution.
3059. La discussion est de droit, avant le vote du jury ; mais le président n'est pas tenu de donner un avertissement à cet égard.
3060. Le défaut d'avertissement relatif au scrutin secret n'est pas couvert par l'admission des circonstances atténuantes.
3061. Quand l'avertissement est constaté, la loi n'exige pas la preuve que le jury a effectivement voté au scrutin secret.

3053. Le Code d'instruction criminelle de 1808 ne déterminait pas le mode de délibération que devaient adopter les jurés. Afin d'assurer toute leur indépendance et pour qu'aucune crainte ne vînt s'opposer à la libre manifestation de leur intime conviction, l'art. 1er de la loi du 9 septembre 1835, modifiant l'ancien article 341, imposa le vote au scrutin secret. Les décrets des 4 mars et 12 octobre 1848 n'apportèrent aucun changement à ce mode de délibération. — Depuis, l'art. 2 de la loi du 9 juin 1853, qui forme le dernier état de la législation, a maintenu ce système et disposé que « le président avertit « le jury que tout vote doit avoir lieu au scrutin secret ». — Le vote au scrutin secret est donc un des éléments essentiels de la délibération des jurés. Or, il faut qu'ils le sachent et, pour cela, la loi veut que le président le leur dise.

3054. Cette formalité est-elle substantielle et son inobservation entraîne-t-elle la nullité ? Les premiers arrêts, se fondant sur ce que la nullité n'était pas formellement écrite dans le troisième paragraphe de l'art. 341, décidaient la négative [1]. Mais la réaction s'est faite en 1848, et depuis lors, la solution contraire a été consacrée par un tel nombre d'arrêts qu'on peut la considérer

(1) Rej., 5 février 1836 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 50 ; — Cass., 13 avril 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 137.

comme certaine et immuable (1). En effet, ce mode de délibération « se rattache à la bonne administration de la justice et doit être considéré comme une forme essentielle de la procédure, dont l'omission entraîne virtuellement nullité; or, la seule garantie de l'observation de cette formalité est dans l'avertissement que le président doit donner aux jurés que leur vote doit avoir lieu au scrutin secret (2)».

3055. Comme toute formalité, dont le procès-verbal ne constate pas l'accomplissement, est, de droit, présumée omise, le silence du procès-verbal des débats emporte la présomption que les jurés, n'ayant pas été avertis du mode de leur vote, ne se sont pas conformés à la règle prescrite par l'art. 341 et par la loi du 13 mai 1836. — C'est ce qui résulte de presque tous les arrêts qui viennent d'être cités.

3056. Cette règle est tellement impérative que l'on considérerait comme insuffisante la mention du procès-verbal que le jury a été averti qu'il devait voter *au scrutin*, sans ajouter que ce scrutin doit être *secret* (3).

3057. La mention du procès-verbal que le président a rappelé aux jurés les *fonctions qu'ils avaient à remplir, les obligations de leur chef et le décret du* 6 *mars* 1848, est

---

(1) Cass., 13 avril 1848, — quatre arrêts — (MM. Isambert, Jacquinot-Godard et Vincehs-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*183 à 187 ; — 22 et 27 avril 1848 (MM. Meyronnet-Saint-Marc et Isambert, rapp.), *Bull.*196 et 198 ; — 13, 18 et 25 mai 1848 (MM. de Boissieux et Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*226, 229 et 241 ; — 8, 15 et 29 juin 1848 (MM. Meyronnet-Saint-Marc, Dehaussy et de Boissieux, rapp.), *Bull.*261, 267 et 286 ;— 8 mars 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*81 ;— 21 février et 26 septembre 1850 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*101 et 492 ; — 2 avril et 30 juin 1853 (MM. Meyronnet-Saint-Marc et Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*179 et 348 ; — 31 mars, 7 et 15 décembre 1854 (MM. Faustin Hélie et Plougoulm, rapp.), *Bull.*159, 548 et 567 ; — 20 septembre 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*521.

(2) Cass., 22 mai 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*244.

(3) Cass., 16 janv. 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*17.

conçue en termes trop vagues ; elle ne fait pas connaître la nature de ces fonctions et de ces obligations ; elle ne précise pas, notamment, que le jury doit voter au scrutin secret et, par conséquent, elle entraîne la nullité[1].

3058. Toutefois il ne faut pas exagérer : quand le président a donné l'avertissement dans les termes de l'art. 341, il n'est pas tenu d'entrer dans les détails et de retracer le mode d'exécution adopté par la loi de 1836, c'est-à-dire d'expliquer aux jurés qu'ils remplissent leur office par bulletins écrits et par scrutins distincts, successifs et secrets[2].

3059. Notre Code d'instruction criminelle ne s'est pas approprié l'art. 385 du Code de l'an IV disposant que les jurés, retirés dans leurs chambres, *y discutent* les questions posées ; mais le droit de délibération consacré par nos art. 342 et 344 comporte virtuellement la faculté de discussion. A la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi de 1835, on a soutenu que le système du vote au scrutin secret avait pour conséquence nécessaire de supprimer la délibération des jurés. On a répondu, avec toute raison, que la délibération par laquelle les jurés doivent chercher à s'éclairer mutuellement était de droit et qu'elle leur était conservée par l'art. 344 du Code d'instruction criminelle, qui n'était point abrogé. Du reste, le décret du 6 mars 1848 disait en son art. 5 : « la discussion dans le sein de « l'assemblée du jury avant le vote est de droit. » Ce n'est pas à dire que, avant ce décret ou depuis, on ait dû et que l'on doive ajouter, par voie d'interprétation, à l'obligation du président celle d'avertir les jurés qu'avant de

---

(1) Cass., 29 juin 1848, — sur mes conclusions — (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.* 286.

(2) Cass., 16 février 1837 (M. Dehaussy, rapp.) ; — Rej., 9 avril 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 2940.

passer au vote au scrutin secret, ils ont la faculté « de discuter dans le sein de leur assemblée (1) ».

3060. On sait que l'admission par le jury des circonstances atténuantes couvre l'irrégularité résultant de l'omission par le président de l'avertissement concernant ces circonstances. — Voir *suprà*, nº 3046. — Ce tempérament apporté à la juste rigueur de la loi n'enlèverait pas sa force irritante au défaut d'avertissement relatif au vote au scrutin secret (2).

3061. La loi ne prescrit rien de plus que l'avertissement : « en particulier, elle n'ordonne pas qu'il soit justifié que les jurés aient voté au scrutin secret (3) ». Et quand l'avertissement, régulièrement donné, est constaté par le procès-verbal, « il y a présomption légale que les jurés s'y sont conformés (4) ».

SECTION III.

Remise des pièces au jury.

Nº 3062. Disposition de l'art. 341 du Code d'instruction criminelle relative à la remise des pièces au jury.

3063. Cette formalité n'est pas substantielle.

3064. *Pièces qu'on* DOIT *remettre.* — L'acte d'accusation doit être remis ; mais sa lecture supplée à la remise.

---

(1) Rej., 14 septembre 1850, — deux arrêts — (MM. Meyronnet-Saint-Marc et V. Foucher, rapp.), *Bull.*468 et 470 ; — 27 mai 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*330 ; — 24 décembre 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*693 ;—27 janvier 1853 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*55 ;—18 mars 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*150 ; — 5 octobre 1866 (M Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*387.

(2) Cass., deux des arrêts du 13 avril 1848, *Bull.*183 et 185 ; — l'arrêt du 30 juin 1853, *Bull.*348 ; — l'arrêt du 7 décembre 1854, *Bull.*548 ; — l'arrêt du 30 septembre 1855, *Bull.*521.

(3) Rej., 24 décembre 1835 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*568.

(4) Cass., 19 avril 1849, — sur mes conclusions — (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*139.

3065. Les procès-verbaux doivent aussi être remis; mais, à défaut de cette remise, pas de nullité, surtout si leurs rédacteurs ont été entendus comme témoins lors du débat oral, et si l'accusé n'a pris aucune conclusion à cet égard.

3066. En matière de banqueroute, la remise incomplète de livres de commerce n'entraîne pas sa nullité si l'accusé n'a pas réclamé la remise totale.

3067. En matière de faux, pas de nullité si l'on ne remet pas les pièces de comparaison produites par l'accusé.

3068. Usage licite, pendant le débat oral, d'une partie des pièces à conviction.

3069. La Cour d'assises refuse avec raison d'éliminer certains procès-verbaux et actes joints au dossier.

3070. *Pièces qu'on* PEUT *remettre.*— Indication par la jurisprudence des pièces qu'on doit ou peut remettre : nombreuses espèces.

3071. On peut remettre les interrogatoires de l'accusé ou des coaccusés.

3072. Les pièces peuvent être remises quoiqu'elles n'aient pas été lues à l'audience.

3073. L'irrégularité des pièces n'est pas un obstacle à la remise qui n'est faite qu'à titre de renseignements.

3074. Mais, malgré la demande de l'accusé, la Cour peut refuser la remise de telles pièces.

3075. Les pièces de conviction peuvent n'être pas remises.

3076. La traduction des pièces écrites en langue étrangère, quoique convenable, n'est pas une nécessité légale.

3077. Quelquefois les pièces peuvent être remises au jury avant son entrée dans la chambre des délibérations et dès l'ouverture des débats.

3078. *Pièces qu'on ne doit pas remettre.* — Défense de remettre les dépositions écrites des témoins. — Pas de nullité si on les remet.

3079. Cependant il y a nullité pour atteinte aux droits de la défense si les pièces n'ont pas été communiquées ou lues à l'accusé.

3080. Qui doit-on considérer comme étant *des témoins?*

3081. Défense implicite de remettre les pièces qui ne sont pas *pièces du procès.*—Pas de nullité si on les remet, à moins que l'accusé n'ait pas été mis en mesure de les combattre : en ce dernier cas, violation des droits de la défense.

3082. *Constatation de l'accomplissement de la formalité.* — Mention du procès-verbal et sa portée.

3083. Pas de nécessité d'un récolement ou inventaire des pièces.

3084. Le silence du procès-verbal n'est pas cause de nullité.

3085. En cas de renvoi du jury dans la chambre de ses délibérations, il n'y a pas nécessité de réitérer la remise des pièces.
3086. Formule du procès-verbal : modèle.
3087. L'examen est terminé; la délibération du jury va commencer.

3062. Quoique le débat oral soit l'élément principal, sinon unique, de la conviction des jurés, il peut être utile de mettre sous leurs yeux les documents de nature à raviver leurs souvenirs : là, ils pourront trouver des renseignements complets sur certaines parties de la procédure sur lesquelles ils conserveraient encore quelques doutes. Aussi, après les avertissements nécessaires, le président, conformément à l'art. 341 du Code d'instruction criminelle, remet au chef du jury, avec les questions, « l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins ».

3063. La nullité est-elle la sanction de l'inexécution de cette prescription? La jurisprudence a constamment décidé la négative, sous notre Code, comme sous le Code de l'an IV, qui contenait une disposition analogue [1]. En effet, dit un arrêt, « la conviction du jury doit résulter surtout des débats qui ont eu lieu en sa présence ; l'article 342 ne la fait point dépendre de l'examen des pièces que l'art. 341 oblige le président de la Cour d'assises à

---

[1] Rej., 23 frimaire an XIII (M. Vermeil, rapp.), DALLOZ, nº 2960;—19 juin 1806 (M. Babille, rapp.), *ibidem* ;—29 mai 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*113;—31 oct. 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*287;—19 septembre 1818 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, nº 2961 ; — 5 février 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.*56 ; — 20 janvier 1820 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, nº 2961 ; — 6 février 1832 (M. Isambert, rapp.), *Pal.* 1832.673 ; — 14 septembre 1837 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, nº 2961 ; — 27 janvier 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, nº 2964 ;— 14 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*131 ; — 4 juin 1840 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, nº 2966 ;—4 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*361.

remettre au chef du jury; ces pièces ne sont donc pas des éléments indispensables de la décision des jurés, et c'est pour cela que l'inobservation dudit art. 341, qui n'est d'ailleurs point prescrit à peine de nullité, ne peut vicier ni les débats, ni la déclaration qui en a été le résultat » (1). Et, ajoute un autre arrêt, « devant la Cour d'assises le débat est essentiellement oral, et c'est d'après ses résultats et non d'après les pièces de la procédure écrite que doit se former la conviction du jury » (2). — Au surplus, l'analyse de diverses espèces va fortifier et développer cette règle.

3064. *Pièces qu'on* DOIT *remettre au jury.* — L'acte d'accusation, spécialement désigné, et le premier, doit incontestablement être remis aux jurés; mais la lecture d'une pièce peut, parfois, suppléer à sa remise. Or, l'acte d'accusation étant notifié à l'accusé et lu, ainsi que l'arrêt de renvoi, dans la première séance, il n'y a pas nullité s'il n'a pas été compris dans les pièces remises : « D'ailleurs, l'art. 341 n'est pas prescrit à peine de nullité et n'est pas substantiel » (3).

3065. Les procès-verbaux constatant le corps du délit font également partie des pièces expressément désignées par la loi, et, en principe, ils doivent être remis au jury. — Mais en supposant que l'on n'aurait pas compris au nombre des pièces remises un procès-verbal de cette nature qui faisait nécessairement partie de la procédure, cette omission ne saurait entraîner la nullité, surtout si le commissaire de police, rédacteur de ce procès-verbal, et l'homme de l'art qui assistait l'officier de police judi-

---

(1) Rej., 26 août 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 470.

(2) Cass., 7 janvier 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* p. 1re.

(3) Rej., 4 juin 1840 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2966.

claire, ont été entendus devant la Cour d'assises : en ce cas, l'omission n'aurait causé aucun préjudice à l'accusé, puisque le jury a pu recueillir dans la déclaration de ces témoins tous les moyens à décharge que la production de cette pièce aurait pu présenter (1);

De même, l'accusé qui n'a pas pris des conclusions pour obtenir la remise aux jurés de deux rapports d'un homme de l'art, et le procès-verbal de transport sur le lieu du crime, n'est pas fondé à exciper de l'inobservation de cette formalité, qui n'est pas prescrite à peine de nullité et qui n'est pas substantielle (2).

3066. Si, dans une accusation de banqueroute frauduleuse, l'on a remis au jury une partie seulement des livres du failli, l'accusé qui n'a pris aucune conclusion à cet égard, ni dans le cours des débats, ni lors de la remise des pièces, ne saurait se plaindre de ce que cette remise a eu d'incomplet (3).

3067. L'accusé se plaindrait vainement encore de ce que, dans une accusation de faux, les pièces de comparaison produites par lui et jointes à la procédure, n'auraient pas été remises aux jurés, « parce que cette remise n'est pas prescrite par la loi à peine de nullité » (4).

3068. L'obligation de remettre au jury les pièces du procès n'enlève pas au président le droit de charger un expert, pendant le cours des débats, de détacher un fragment de l'enveloppe qui formait l'une des pièces de conviction : ni l'art. 341, « ni aucune autre disposition du Code d'instruction criminelle n'interdisent de faire aux

---

(1) L'arrêt du 26 août 1830, cité nº 3063, note 2.

(2) Rej., 26 janvier 1837 (M. Isambert, rapp.), S.-V.38.1.897; — 27 janvier 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, nº 2964.

(3) Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V. 38.1.82.

(4) Rej., 4 septembre 1840, cité nº 3063, note 1re.

débats tel usage des pièces de conviction que peuvent le prescrire les nécessités imprévues de l'instruction orale » (1).

3069. Puisque, en principe, toutes les pièces du procès, autres que les déclarations écrites des témoins, doivent être remises, c'est avec raison que la Cour d'assises a déclaré qu'il ne lui appartient pas de distraire et d'écarter des pièces à communiquer au jury des procès-verbaux et des actes qui avaient été régulièrement joints au dossier (2).

3070. *Pièces qu'on* PEUT *remettre*. — L'art. 341, après avoir spécialement mentionné l'acte d'accusation et les procès-verbaux constatant les délits, dispose, en termes généraux, qu'il faut étendre la remise *aux pièces du procès*. Il ne pouvait, descendant dans des détails infinis et qui auraient été incomplets, donner une nomenclature de celles de ces pièces qui sont considérées comme partie intégrante de la procédure, ou de celles qui, étrangères au procès, ne doivent pas passer aux mains des jurés au moment où ils se retirent pour délibérer. Il appartient au président, et, en cas de contestation, à la Cour d'assises, de déterminer si une pièce a un rapport assez intime avec l'accusation pour être placée parmi celles qui vont être remises au chef du jury.—La sagesse des magistrats a dû remplir l'office qui ne pouvait, sans inconvénients, rester dans le domaine législatif. De la jurisprudence, il résulte que l'on devrait ou pourrait remettre aux jurés :

L'arrêt de contumace rendu contre l'accusé (3) ;

---

(1) Rej., 17 janvier 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*31.
(2) Rej., 8 juillet 1865 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*248.
(3) Rej., 5 juillet 1816 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), DALLOZ, n° 2971; —28 mars 1829 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*188;—10 mai 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*187.

Les observations du procureur du roi sur l'instruction écrite (1) ;

Le travail fait sur les livres d'un accusé de banqueroute, d'après l'autorisation du juge-commissaire de la faillite, par un individu qui, plus tard, a été entendu comme témoin devant la Cour d'assises : ce travail n'était pas une déposition écrite, mais plutôt un rapport dont on pouvait donner connaissance aux jurés, à titre de renseignement (2) ;

Une pièce authentique, telle qu'un arrêt, de nature à établir la moralité de l'accusé (3) ;

Un procès-verbal de vérification d'écriture (4) ;

Une pièce produite aux débats par un témoin, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, et qui, quoique déniée par l'accusé, a été jointe aux pièces à titre de simple renseignement (5) ;

Un certificat émané d'un individu étranger aux débats (6) ;

Un procès-verbal de vérification d'armes trouvées sur le lieu du crime (7) ;

Des lettres ou copies de lettres saisies chez l'accusé (8) ;

Des renseignements faisant partie des pièces cotées et paraphées, et dont, plusieurs jours avant l'audience, le conseil de l'accusé avait été invité à prendre communication (9) ;

---

(1) Rej., 31 octobre 1817, cité n° 3063, p. 541.

(2) Rej., 7 mars 1828 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2990.

(3) L'arrêt du 28 mars 1829 ; — 8 décembre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 677.

(4) Rej., 31 mars 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 126.

(5) Rej., 2 avril 1831 (même rapp.), *Bull.* 141.

(6) Rej., 21 octobre 1831 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2992.

(7) Rej., 6 février 1832 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2989.

(8) Rej., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 577.

(9) Rej., 20 octobre 1832 (M. Thil, rapp.), DALLOZ, n° 2993 ; — Cass.,

Une lettre anonyme faisant partie du dossier, communiquée au défenseur et lue à l'audience (1) ;—mais il y aurait nullité si la lettre anonyme n'avait été ni communiquée ni même portée à la connaissance verbale de l'accusé qui, ainsi, aurait été mis hors d'état de prémunir les jurés contre l'influence que cette pièce a pu exercer sur leur esprit (2) ;

Les procès-verbaux des médecins qui ont procédé à une autopsie : peu importe que, devant la Cour d'assises, ils aient été entendus en qualité de témoins, ce fait ne changeant nullement en disposition écrite les procès-verbaux par eux rédigés (3) ;

Des registres de commerce produits aux débats dans une accusation de banqueroute frauduleuse, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, sur la teneur desquels s'est élevée une discussion contradictoire, et dont la communication faite aux jurés, sur la demande de plusieurs d'entre eux, n'a été l'objet d'aucune opposition (4) ;

Un plan régulièrement dressé, de l'ordre du juge d'instruction, joint au dossier et soumis pendant les débats à l'examen de l'accusé, alors qu'il ne lui aurait pas été communiqué avant ces débats (5) ; — ou bien un plan régulier qui, au contraire, n'a pas été produit aux débats, mais dont copie avait été donnée à l'accusé (6) ;

---

31 juillet 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*301 ; — Rej., 9 mars 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*151 ; — 12 août 1858 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*372.

(1) Rej., 29 juin 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*322 ;— 7 janvier 1836 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*5.

(2) Cass., 30 novembre 1848, — sur mes conclusions — (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*427.

(3) Rej., 12 août 1837 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, h° 2971.

(4) Rej., 14 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*131.

(5) Rej., 2 septembre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*523.

(6) Rej., 28 février 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*135.

Le procès-verbal de débats antérieurs, dans lequel est inséré un arrêt incident qui, par suite des rétractations de l'accusé, a renvoyé l'affaire à une autre session : peu importe que l'accusé, lors des débats nouveaux, ait contesté la régularité de cet arrêt incident que le président n'avait pas à apprécier et qui était devenu irréfragable (1) ;

Des lettres antérieures à l'ouverture des débats, jointes à la procédure et cotées dans l'inventaire : l'accusé ou son défenseur en ayant pu et dû réclamer la communication, il y a présomption que ces lettres n'ont été remises au jury qu'après avoir été communiquées et discutées, et, par suite, que les droits de la défense ont été respectés (2).

3071. Les interrogatoires de l'accusé ne sauraient être placés au rang des pièces qui ne doivent pas être remises au jury. L'art. 382 du Code de brumaire an IV les excluait formellement de la production ; mais notre art. 341 a levé cette prohibition : ces actes constituent, au contraire, des pièces du procès, et doivent faire partie du dossier que le président remet au chef du jury (3) ;

De même, l'interrogatoire d'un coaccusé, qu'il assiste aux débats, qu'il soit décédé, ou qu'il ait été antérieurement acquitté, ne peut être confondu avec une déposition de témoin, et, ne rentrant pas dans la prohibition, il peut être remis aux jurés (4) ;

Il en est ainsi, même lorsque, d'abord inculpé, un individu est ensuite devenu simple témoin : son interrogatoire « faisait partie des pièces de la procédure ; il a pu

---

(1) Rej., 9 août 1860 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*330.

(2) Rej., 19 septembre 1861 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*346.

(3) Rej., 9 mars 1820 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2987.

(4) Rej., 30 mai 1818 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*209 ; — Cass., 27 juin 1823,—intérêt de la loi—(M. Busschop, rapp.), *Bull.*260 ;—15 avril 1824 (M. Brière, rapp.), DALLOZ, n° 2987.

être, dans le débat, l'objet des observations de l'accusé et de son conseil, qui ont pu appeler l'attention du jury sur son contenu; en sorte que l'accusé ne peut se plaindre d'aucune atteinte à son droit de défense » (1);

Et *à fortiori,* il en est encore ainsi lorsque, à aucune époque de l'instruction, cet individu n'a été appelé ni entendu comme témoin (2).

3072. J'ai dit que la lecture, à l'audience, d'une pièce peut, parfois, suppléer à sa remise : j'ajoute que cette lecture n'est pas une condition nécessaire de la remise à effectuer. Aussi, l'on a jugé : 1° « qu'aucune loi n'a ordonné de donner lecture aux jurés des procès-verbaux relatifs au corps du délit » (3);— 2° qu'un condamné ne peut fonder un pourvoi sur ce qu'on aurait remis aux jurés des pièces qui n'auraient point été lues à l'audience (4); — 3° qu'en prescrivant de remettre aux jurés les pièces du procès, sous la seule exception des déclarations écrites des témoins, « l'art. 341 n'excepte point celles de ces pièces qui n'ont pas été lues dans le cours des débats, et dont les accusés étaient libres de demander la lecture, s'ils la jugeaient utile à leur défense » (5).

3073. L'irrégularité des pièces ne serait pas une raison pour les exclure de la remise. Un arrêt de doctrine a consacré cette règle en ces termes fort nets : « que le président, en remettant aux jurés les pièces de la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi, n'a point à distinguer entre celles qui sont régulières et celles qui pourraient ne pas

---

(1) Rej., 10 janvier 1817 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), DALLOZ, n° 2987; Cass., 7 janvier 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*, p. 1re.

(2) Rej., 28 décembre 1838 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 2987.

(3) Rej., 29 mai 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 113.

(4) Rej, 5 février 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.* 56.

(5) Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V. 38. 1. 82.

l'être ; — que c'est seulement à titre de renseignements que les pièces de la procédure sont remises aux jurés, dont la conviction doit se former essentiellement d'après le débat oral qui a eu lieu devant eux ;—qu'il suffit, pour la garantie de l'accusé, que cette remise ne porte que sur des pièces faisant partie du dossier, dont son conseil a eu la libre communication, et qu'il peut, par conséquent, critiquer devant les jurés, tant sous le rapport de la forme que sous celui du fond, si le besoin de la défense l'exige » (1).

Ainsi :

Le président remettrait valablement au jury un rapport de médecins auxquels l'officier de police judiciaire n'aurait pas fait prêter serment (2) ; — ou des plans antérieurs à l'arrêt de renvoi, sans caractère officiel, faits, soit par le procureur du roi, soit par un ingénieur, joints aux pièces, et remis aux jurés, en originaux ou reproduits par la lithographie, à titre de simples renseignements (3) ; — ou un plan levé par un expert sans serment préalable (4).

3074. Toutefois, du droit, il ne faudrait pas conclure à l'obligation. S'il s'agit de pièces postérieures à l'arrêt de renvoi, leur irrégularité résultant, par exemple, ou de ce qu'elles contiennent des inexactitudes ou de ce qu'elles émanent de personnes sans qualité pour les rédiger, autorise le président à ne pas les annexer aux pièces du procès, et, par conséquent, à les exclure de la remise au jury.

Par exemple : c'est à bon droit que la Cour d'assises refuse de remettre au jury les livres de commerce de l'accusé qui n'avaient été communiqués ni au ministère pu-

---

(1) Rej., 16 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*19 ; —23 août 1849 (M. Moreau, rapp.), *Pal.*1850.2.406.

(2) Cet arrêt du 16 janvier 1836 ; — Rej., 28 septembre 1837 (M. Dehaussy, rapp.), DALLOZ, nº 2971.

(3) Rej., 20 mai 1837 (M. Choppin, rapp.), DALLOZ, nº 2974.

(4) Rej., 10 janvier 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*9.

blic ni à la partie civile, et qui n'étaient pas devenus pièces du procès [1] ; — ou un plan, dont l'auteur n'est point connu en qualité de géomètre, qui présente l'état des lieux d'une manière inexacte, et qui n'a point été levé contradictoirement avec le ministère public [2].

3075. Les pièces à conviction ne peuvent être considérées comme des pièces du procès, dans le sens de l'article 341 : le président n'est donc pas tenu, à défaut, soit de réclamation du jury, soit de réquisition du ministère public, soit de conclusions spéciales de l'accusé, d'ordonner qu'elles seront remises au jury lors de sa délibération [3].

3076. La communication faite au jury serait sans résultat efficace si les pièces ne pouvaient être lues ou comprises par eux : lors donc que quelques-unes de ces pièces sont en langue étrangère, il faut avoir le soin de les faire traduire et de joindre la traduction à l'original. Cependant, quand de telles pièces ont été remises sans qu'elles fussent accompagnées d'une traduction par un interprète assermenté, il n'en saurait résulter nullité si l'accusé n'a pas requis cette mesure que le président n'a pas jugé nécessaire d'ordonner d'office [4].

3077. Ce n'est pas seulement au moment où les jurés vont se rendre à la chambre de leurs délibérations que l'on peut leur communiquer les pièces rentrant dans les dispositions de notre art. 341. Si la clarté des débats l'exige, la distribution, — par exemple d'un plan des lieux, — peut en être faite dès l'ouverture de ces débats, tant aux défenseurs des accusés qu'aux jurés. Cette anticipa-

---

(1) Rej., 17 août 1821 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 437.
(2) Rej., 29 mars 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 167.
(3) Rej., 16 mars 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 119.
(4) Rej., 6 février 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 2979.

tion, utile à la manifestation de la vérité et favorable à l'exercice des droits de la défense, est une mesure parfaitement légale (1).

3078. *Pièces qu'on ne doit pas remettre.* — A côté de la règle générale, l'art. 341 place l'exception. La remise des pièces du procès, voilà la règle ; la défense de joindre *les déclarations écrites des témoins*, voilà la première exception.

Tout à l'heure nous avons vu que l'inobservation de la règle n'emportait pas la nullité, maintenant j'ajoute que la nullité n'est pas non plus attachée à la violation de l'exception.—Certes, il peut y avoir quelque danger dans la remise des déclarations recueillies par l'information écrite et qui n'ont pas été lues : l'accusé et son défenseur ont combattu ce qui s'est dit à l'audience ; mais ils n'ont pu prévoir que les jurés seraient mis en mesure d'aller puiser des impressions dans des pièces qui n'ont pas subi le contrôle de la discussion contradictoire. Il y a donc, pour la défense, sinon une surprise, du moins un désavantage dans cette production illégale. Toutefois, il ne faut pas exagérer : les déclarations écrites des témoins sont, non-seulement communiquées, mais encore notifiées ; l'accusé peut, de lui-même, en faire l'objet de ses observations orales ; ce que le témoin dit à l'audience, l'accusé peut le réfuter par ce que ce témoin a dit dans l'instruction. Aussi, malgré l'inexécution de l'interdiction légale, il est rare que les intérêts de la défense reçoivent, en fait, une atteinte d'une réelle gravité. Souvent même les jurés, en rapprochant la déclaration écrite de celle qui a été faite devant eux et dont le souvenir est vivant pour eux, trouveront des contradictions qui tourneront en faveur de l'accusé. — Quoi qu'il en soit de ces considérations, les nullités sont de droit étroit ; ici la loi ne pro-

---

(1) Rej., 30 janvier 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*63.

nonce pas la nullité, et, dès lors, la prohibition qu'elle fait n'est pas substantielle (1).

Ainsi, pas de nullité dans la remise aux jurés :

D'une pièce qui contiendrait, non des déclarations de témoins, mais seulement le résumé ou l'analyse de ces déclarations (2) ;

D'un procès-verbal de constatation du crime auquel se trouvait annexée une déposition de témoins qu'on n'a pas eu le soin de retrancher (3) ;

D'un acte d'accusation qui rapporte les dépositions écrites de plusieurs témoins : la teneur de l'acte d'accusation échappe, en effet, au contrôle du président des assises ; en ordonnant expressément sa remise, « le législateur a dû comprendre qu'il serait remis intact, et tel que, dans sa conscience, le procureur général a dû le dresser lui-même, d'après l'instruction écrite » (4).

3079. Mais il y a violation évidente des droits de la défense, et, par conséquent, nullité, si une information écrite, faite pendant le cours des débats, en vertu d'un ordre du président, a été remise aux jurés sans avoir été au préalable communiquée à l'accusé (5).

3080. Du reste, pour bien préciser ce qu'il faut entendre par *les témoins* dont les jurés ne doivent pas emporter dans la chambre de leurs délibérations les déclarations écrites, il importe de faire remarquer qu'on ne

---

(1) Rej., 1er août 1811 (M. Rataud, rapp.) ;—22 août 1816 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 2983 ; — 30 mai 1818, cité n° 3071 ; — 9 mars 1820 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2987 ;—26 juin 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*252 ;—21 septembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*362; —21 juin 1860 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*243.

(2) Rej., 26 nivôse an x (M. Sieyès, rapp.), DALLOZ, n° 2986.

(3) Rej., 17 avril 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), DALLOZ, n° 2984; —6 février 1832 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 2989.

(4) Cass., 3 février 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*45.

(5) Cass., 29 avril 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*214.

rangerait dans cette catégorie que les personnes citées pour déposer ou que celles entendues en vertu du pouvoir discrétionnaire : sous le Code de brumaire an IV on jugeait en ce sens, et ces décisions ont conservé toute leur force, qu'on ne considérerait pas comme dépositions de témoins :

Une plainte, surtout si le plaignant n'y a pas donné suite (1);

Ni, et à plus forte raison, la déclaration faite devant un officier de police par un citoyen, qui se borne à exposer le délit sans aucune imputation directe (2);

Ni une dénonciation en forme (3);

Ni les renseignements fournis par des personnes présentes au commissaire de police, qui dresse procès-verbal sur la dénonciation de la partie lésée (4).

3081. La seconde exception, — celle-là implicite, — concerne les écrits qui, autres que des déclarations de témoins, ne seraient pas devenus *pièces du procès*. Tels seraient les écrits qui, apportés postérieurement à l'arrêt de renvoi, par des individus sans qualité aucune pour intervenir au débat, n'auraient pu être, de la part de l'accusé, l'objet de légitimes observations. Communiquer aux jurés de tels documents, inconnus de l'accusé qui a tout intérêt à les contrôler, ce serait méconnaître les droits de la défense, et, par cela même, encourir la nullité. — Spécialement, lorsqu'un individu qui n'était pas inscrit au nombre des témoins, et qui n'a pas été appelé en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, a été admis à déposer une pièce nouvelle, laquelle a été ensuite remise au

---

(1) Rej., 17 ventôse an V (M. Seignette, rapp.).
(2) Rej., 18 ventôse an X (M. Liger, rapp.).
(3) Rej., 29 vendémiaire an X (M. Bauchau, rapp.).
(4) Rej., 15 frimaire an XIII (M. Vermeil, rapp.), DALLOZ, n° 2994.

jury, *sans avoir été signée du greffier et sans qu'il soit constaté que l'accusé ait été mis à même de la combattre*, les débats, tout ce qui s'en est suivi et notamment l'arrêt de condamnation, sont nuls (1).

3082. *Constatation de l'accomplissement de la formalité.* — En bonne règle, le procès-verbal doit constater la remise des pièces.—Quand il porte, en termes généraux, « que le président a remis aux jurés *les pièces du procès, autres que les déclarations écrites des témoins* », il énonce régulièrement et suffisamment que la loi a été obéie (2);— et « la généralité de ces expressions comprend implicitement les procès-verbaux constatant le corps du délit » (3); —comme aussi elle repousse, par une présomption légale, l'allégation que, parmi ces pièces, se trouvaient des dépositions de témoins (4).

3083. Il ne peut résulter nullité de ce que les pièces auraient été remises aux jurés sans récolement ni inventaire, « puisque cette formalité n'est ordonnée par aucune loi (5) ».

3084. Puisque la formalité de la remise des pièces n'est pas substantielle en elle-même, il va de soi que le silence gardé à cet égard par le procès-verbal, tout en faisant présumer de droit l'inobservation de cette formalité, n'entraîne pas non plus la nullité de la procédure (6).

---

(1) Cass., 30 décembre 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*602.

(2) Rej., 22 mai 1828 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 2970; — 26 août 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.*470; — 27 janvier 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 2964; — 4 septembre 1840 (même rapp.), *Bull.*361.

(3) Rej., 23 avril 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*142;—10 août 1860 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*332.

(4) Rej., 16 août 1847 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*338; — 5 mars 1857 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*144.

(5) Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Lanrent, rapp.), S.-V.38. 1.82.

(6) Rej., 14 septembre 1837 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, n° 2961.

3085. En cas de renvoi du jury dans la chambre de ses délibérations, non pour délibérer à nouveau, mais simplement pour régulariser sa déclaration qui ne mentionnait pas, par exemple, l'existence de la majorité, il n'y a pas lieu de réitérer la remise des pièces précédemment effectuée. Une fois opérée, cette remise suffit pour remplir le vœu de la loi, alors même que le jury devrait se livrer à de nouvelles délibérations [1].

3086. *Formule*. — Après la constatation des avertissements, le procès-verbal ajoute :

M. le président remet aux jurés, dans la personne du chef du jury, les questions écrites auxquelles il joint l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins.

3087. Le président a fait son résumé; il a posé les questions qu'il a lues publiquement; il a donné aux jurés les avertissements prescrits par l'art. 341; enfin, il leur a remis dans la personne de leur chef les questions écrites auxquelles il a joint l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins; l'examen est terminé : le président fait alors retirer l'accusé de l'audi-toire. — Je dis *fait retirer* : s'il se bornait à donner un ordre sans veiller à son exécution, il omettrait une formalité introduite pour la bonne tenue de l'audience.

Le procès-verbal doit donc constater que l'accusé a effectivement été amené hors de la salle d'audience. Du reste, cette constatation peut être implicite : quand l'ordre a été donné, il y a présomption qu'il a été exécuté, et la mention ultérieure du procès-verbal que l'accusé a été *ramené à l'audience* pour entendre la déclaration du jury, en fournit la preuve.

---

(1) Rej., 8 septembre 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 510.

D'ailleurs, la disposition finale portée, à cet égard, par l'art. 341, n'est point prescrite à peine de nullité (1). Par suite, « la présence de l'accusé dans l'auditoire avant l'instant précis déterminé par la loi pour sa comparution, ne pouvant qu'être favorable au droit de défense », ne donnerait pas ouverture à cassation (2).

L'accusé s'étant retiré de l'auditoire, les jurés le quittent aussi pour se rendre dans leur chambre; leur délibération va commencer.

---

(1) Rej., 7 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*216; — 24 mars 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*114; — 2 mai 1833 (M. de Ricard, rapp.), DALLOZ, n° 2998.

(2) Rej., 20 mars 1856 (à mon rapport), *Bull.*188.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

TABLE

D'APRÈS L'ORDRE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME IV

(1er volume.)

SECONDE PARTIE. — LIVRE PREMIER.

De l'examen et des débats.

(Suite.)

Numéros. Pages.

2589 à 2616. CHAP. VI. — **Suspension, clôture et réouverture des débats.** . . . . . 1 à 29

§ 1er. — *Suspension des débats.* 1

Art. 353, C. inst. crim.; — Principe : Continuité du débat ; — Exception : faculté de le suspendre. . . 2

Continuité du débat, excellente en théorie. — Suspension, nécessité de la pratique 2

Traits distinctifs de la suspension et de l'interruption. 3

Exemples de suspension tirés de faits nés du débat lui-même. 4

Distinction tirée de la nature des actes étrangers aux débats. — Exemples. 5

L'interdiction aux jurés de communiquer au dehors n'est pas prescrite à peine de nullité 6

Pouvoir discrétionnaire du président relativement à la suspension des débats. 7

Moments de la suspension : Elle peut avoir lieu *avant* et *après* l'examen et les débats. 8

Durée : Elle n'est pas fixée par la loi ; pouvoir discrétionnaire ; — Convenance de ne pas siéger les dimanches et fêtes. 9

Causes. — L'art. 353, en indiquant la nécessité du repos, est purement énonciatif. — Exemples nombreux de diverses causes. 11

Numéros. Pages.

Mode d'exécution.— L'interdiction de communiquer au dehors est, pour les jurés, un devoir de pure conscience. Inutilité de la séquestration des jurés. 13

Mode de constatation. — Formule de procès-verbal. — En cela, rien qui soit de rigueur : Motifs et exemples. 15

§ 2. — *Clôture des débats.* 17

Art. 335. — Après l'ordonnance de clôture, plus de place pour autre chose que le résumé du président. 17

Une ordonnance écrite n'est pas de rigueur. 18

Une ordonnance verbale n'est même pas indispensable. — En commençant son résumé le président prononce implicitement la clôture. — Convenance d'une ordonnance et de sa mention au procès-verbal. 18

§ 3. — *Réouverture des débats* 19

Certitude du droit de rouvrir les débats. 19

Moment. — Réouverture possible jusqu'à ce que le verdict des jurés soit intervenu : même quand ils ont commencé leur délibération et résolu une partie des questions 20

Même encore quand, les jurés rentrés à l'audience, leur chef s'apprête à lire leur déclaration. 21

La déclaration du jury lue à l'audience, le droit de réouverture expire.—Exemple et discussion d'un arrêt. 21

Par qui la réouverture est ordonnée. — S'il n'y a opposition, c'est par le président. 23

En l'absence de tout contentieux, la Cour ne commet pas un excès de pouvoir en ordonnant elle-même la réouverture 24

En cas d'opposition, qui constitue une matière contentieuse, un arrêt est indispensable 24

La réouverture des débats est une mesure d'initiative ou sollicitée.—Souveraineté du droit du président et de la Cour. 25

Causes de la réouverture. — Elles ne sont pas définies : l'intérêt de la vérité est le seul élément à consulter. — Exemples. 25

Quand, dans son résumé, le président lit des pièces nouvelles, nécessité de rouvrir les débats, si cette

Numéros. Pages.

mesure est requise par l'accusé ou le ministère public. — Renvoi. 26

Quelques mots à échanger ne sont cause à réouverture des débats et n'en ont pas le caractère. . 27

Forme et constatation. —Pas de formule sacramentelle : pas de nullité si la réouverture n'est pas déclarée et constatée, alors que, en fait, elle a existé. 27

Convenance d'une constatation et ses formes ordinaires. — Modèle des mentions du procès-verbal. 28

2617 à 2643. CHAP. VII. — **Résumé du président des assises** . . . . . 29 à 53

Observation générale. 29

Art. 336, § 1 et 2, du Code d'inst. crim.—Division du chapitre. 30

§ 1er. — *Origine, objet, importance du résumé.* . 30

Origine du résumé. 30

Son objet et son utilité 32

Son importance. Formalité substantielle, il est prescrit à peine de nullité 33

Nullité si le procès-verbal ne mentionne pas qu'il a été prononcé. 34

§ 2. — *Place du résumé dans la procédure orale.* 34

Le président procède au résumé lorsque l'instruction est terminée 34

Le résumé est fait en public alors même que les débats ont eu lieu à huis clos. 35

Exception, par exemple, pour cause de désordres et de tumulte 35

§ 3. — *Par qui le résumé est fait*. 37

Le résumé ne peut être fait que par le président : son pouvoir est *incommunicable* 37

Le résumé ne peut être l'objet d'aucune controverse. 37

La Cour d'assises ne peut s'ingérer dans la manière dont le résumé est présenté. 38

Réserve du cas où le président produit des faits nouveaux ou des pièces nouvelles. 38

Numéros. Pages.

§ 4. — *Contenu du résumé* 39

La loi abandonne tout à la sagacité et à la conscience du président. 39

Application, par la jurisprudence, de ce principe. . 40

Exception pour le cas où le président présente des faits nouveaux ou des pièces nouvelles ; alors les débats doivent être rouverts. 41

Comment le président procède en ce cas. 42

Quid, si le président ne rouvre pas les débats ? Distinction. 43

Principes d'équité s'imposant à la conscience du président. Qualités d'un bon résumé 44

Le président peut-il exprimer son opinion personnelle ?. 45

§ 5. — *Forme et formule du résumé* 47

Rien de déterminé quant à la forme et à la formule du résumé : les usages suppléent au silence de la loi. 47

Deux méthodes suivies ; 1re méthode : le président fait une simple analyse des débats ; — 2e méthode : il les apprécie et examine l'affaire dans son ensemble : 47

Discussion de ces deux méthodes : la 2e est la préférable. 48

Inutile, si l'accusé n'entend pas le français, de lui traduire le résumé par interprète. 51

Constatation du résumé par le procès-verbal 52

Mention spéciale en cas de huis clos. 52

Exemples des énonciations à insérer dans le procès-verbal. 52

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

BIBLIOTHÈQUE IMPR.

LIVRE SECOND

Questions, avertissements et remise des pièces au jury.

Numéros, Pages.

Importance capitale et difficulté de cette matière. — Division de ce livre. 55

2645 à 2874. CHAP. Ier. — **Règles générales sur les questions à poser au jury.** . . . 56 à 290

Observations préliminaires. — Division du chapitre. 56

2646 à 2669. **SECTION Ire. — Attributions respectives des jurés et de la Cour d'assises.** . . . . . 56 à 89

2670 à 2759. **SECTION II. — Source réelle et base des questions.** . . . . . 90 à 184

2760 à 2807. **SECTION III. — Questions sur les faits nouveaux ou modificatifs résultant des débats.** 184 à 232

2808 à 2815. **SECTION IV. — Questions sur la moralité des faits ou sur la culpabilité de l'accusé.** . . 232 à 242

2816 à 2825. **SECTION V. — Circonstances exclusives de la criminalité. — Faits justificatifs.** . . . . 242 à 251

2826 à 2836. **SECTION VI. — Questions relatives au discernement.** . . . . . 252 à 259

2837 à 2874. **SECTION VII. — Questions relatives aux excuses légales.** . . . . . 259 à 290

2646 à 2669. **SECTION Ire. — Attributions respectives des jurés et de la Cour d'assises** . . . . . 56 à 89

Les assises constituées par le double concours des jurés et des juges. 59

Attributions respectives des jurés et des juges. — Aux jurés le fait, aux juges le droit. 59

Fondements de cette règle, constante aujourd'hui. . 60

Jurisprudence ancienne à cet égard 61

Jurisprudence moderne 61

Numéros. Pages.

Application de la règle à diverses espèces et notamment au crime de faux 62
Dans la pratique, et par exception, certaines questions de droit étroitement liées au fait peuvent être permises aux jurés 64
Exemples des questions qui ne sauraient être posées au jury, en matière de : Récidive, — complicité, — banqueroute frauduleuse, — concussion ou corruption, — duel, — faux, — viol ou attentat à la pudeur 65
Exemples des questions réservées au jury, en matière de : Fonctions de la gendarmerie, — conspiration de vendémiaire an IV, — discours séditieux, — empoisonnement, — révélation de complot, — cris séditieux, — homicide par imprudence, — banqueroute, — fausse monnaie, — âge de la victime d'un attentat à la pudeur, — circonstances d'un vol, — réimpression d'ouvrage condamné, — conséquences d'un faux, — identité de l'accusé 68
Exemples de questions de droit permises au jury, en matière de : Qualité de l'accusé 74
Compétence du jury pour déclarer si l'accusé de banqueroute a la qualité de commerçant failli, qu'il existe ou n'existe pas de jugement déclaratif de la faillite 75
Comment, en la forme, est posée au jury la question sur la banqueroute. 78
Compétence du jury et de la Cour en matière d'attentat à la pudeur; 79
Avortement; 81
Faux; 81
Fonctions publiques. 83
La compétence du jury sur la qualité de l'accusé s'exerce non-seulement au regard de la Cour d'assises, mais aussi au regard de la juridiction civile. 85
En dehors de la qualité, les attributions du jury s'étendent à la caractérisation de la nature des choses. Exemple : incendie de récoltes. 85
Et aussi à l'examen de la force des preuves de l'accusation. 86
Le jury ne peut se poser des questions autres que celles qui ont été formulées par le président . . . 86
De même, il ne peut retrancher aucune des questions à lui soumises. 87

Numéros. Pages.

Il ne peut, non plus, changer le caractère du fait qui lui est déféré 87
Les jurés ne sont interrogés que sur le résultat de leur intime conviction : conséquences 88
Le verdict des jurés est obligatoire pour la Cour d'assises.—Renvoi. 89

2670 à 2759. **SECTION II. — Source réelle et base des questions** . . . . . 90 à 184

§ 1er.—*Source réelle et base des questions*. 90
Nécessité de mettre les questions en harmonie avec l'accusation elle-même. 90
C'est l'arrêt de renvoi, plutôt que l'acte d'accusation, qui est la source réelle et la base des questions 91
Jurisprudence affirmant en termes généraux cette règle. 92
Rappel des modifications licites que l'acte d'accusation peut faire à l'arrêt.—Renvoi. 92
Principes et idées qui dirigent le président quand il arrête la formule de ses questions. 93
En premier lieu, si l'acte d'accusation a substitué une qualification nouvelle,—bonne ou mauvaise, —à celle de l'arrêt de renvoi, le président doit reprendre celle de l'arrêt de renvoi. 94
Nombreux arrêts en ce sens 94
En deuxième lieu, le président ne peut ajouter un nouveau chef à ceux relevés par le dispositif de l'arrêt de renvoi. 96
Néanmoins, il peut poser une question sur un fait qui se trouve implicitement compris dans l'accusation relevée par l'arrêt 96
En troisième lieu, le président ne peut puiser une question dans l'ordonnance du juge d'instruction infirmée par l'arrêt de mise en accusation. 96
Développement de la règle qui, lorsque le résumé de l'acte d'accusation est vicieux, permet et prescrit au président de réparer l'erreur en faisant retour à l'arrêt de renvoi. 97
Application de cette règle et de celle qui autorise le président à rectifier les erreurs matérielles de l'arrêt de renvoi lui-même. 97
De même, si deux parties de l'acte d'accusation ne

Numéros. Pages.

sont pas d'accord entre elles, le président doit adopter l'interprétation qui concorde avec l'arrêt de renvoi. 100

Le président rectifie encore l'acte d'accusation quand cet acte soumet au jury des questions de droit . . 100

L'accusé n'est recevable à se plaindre de l'irrégularité des questions que lorsqu'il a un intérêt réel. — Exemples 101

§ 2.—*Questions relatives aux circonstances constitutives du crime*.. 104

Nécessité de comprendre dans les questions toutes les circonstances constitutives retenues par l'arrêt de renvoi. 105

Arrêts nombreux appliquant cette règle et détermination des circonstances constitutives : — En matière de tentative ; 106

De complicité ; 106

De bigamie ; 107

De faux témoignage en matière criminelle et en matière civile. — Témoin frappé d'incapacité. 107

Distinction entre la subornation de témoins et la provocation au faux témoignage : dans ce dernier cas, nécessité d'énoncer les éléments de la complicité. — Référence à une question antérieure ; . . . 109

De séquestration : espèce curieuse ; 111

De coups et blessures : la volonté est élément constitutif ; 112

De violences envers un fonctionnaire ; 113

De meurtre : la volonté est aussi constitutive ; — accusation de ce crime contre un fonctionnaire ; . 113

De vol ; — sa définition ; — immunité de l'art. 380 du Code pénal ; 113

De pillage ; 114

D'extorsion de titres ; 115

De destruction d'effets ; 116

De concussion ; 117

De banqueroute frauduleuse ; — circonstances constitutives de ce crime et de sa complicité ; — ainsi que d'un crime accessoire ; 117

De fausse monnaie française ou étrangère ; 120

De corruption de fonctionnaire ; 120

D'infanticide ; 121

De suppression d'enfant ; 122

Numéros. Pages.

D'attentats à la pudeur ; 123

De viol ; 124

D'incendie : détermination des caractères constitutifs : fait matériel, volonté, préjudice : maison habitée, assurée, appartenant à autrui ou à l'accusé : incendie de récoltes ;—par communication ; 125

De détournement de mineur ; 129

D'abus de confiance par serviteur à gages ; 131

D'empoisonnement ;. 131

De faux : caractères généraux de tout faux ; 132

Diverses espèces de faux ayant leurs caractères propres ; 133

1° Faux par fonctionnaires publics ; 134

2° Faux en écriture authentique et publique ; — nombreuses espèces résolues par la jurisprudence ; 136

3° Faux en écriture de commerce ou de banque ; — espèces diverses ; 142

4° Faux privé ; exemples et notamment quant aux registres domestiques ; 146

5° Usage de faux 149

La circonstance omise dans le *dispositif* de l'arrêt de renvoi peut être insérée dans la question si elle résulte des *motifs* de l'arrêt ou de l'*ordonnance de prise de corps*. 151

Espèce dans laquelle un arrêt a poussé bien loin le droit de rectification. 152

La circonstance empruntée à des parties de l'arrêt autres que son dispositif doit se lier clairement au fait de l'accusation 153

Nullité incontestable si le président omet une circonstance constitutive retenue dans l'arrêt de renvoi. 153

Cependant pas de nullité si l'omission porte sur un point accessoire, secondaire et sans rapport avec la caractérisation du crime 154

Ou sur un fait qui, quoique particularisé par l'arrêt, ne forme ni crime, ni délit, ni aggravation. . . . 154

Circonstances oiseuses, inutiles, ridicules ou contradictoires avec l'accusation 154

Les actes authentiques n'enchaînant pas la conscience des jurés, on doit faire porter les questions même sur les faits constatés par des actes de cette nature. — Jurisprudence. 155

Numéros. Pages.

§ 3.—*Questions relatives aux circonstances aggravantes*. 156

Définition des circonstances aggravantes. 157

Nécessité de mentionner dans les questions toutes les circonstances aggravantes relevées dans l'arrêt de renvoi. 157

Exemples : vol sur chemin public ; — avortement, qualité de l'accusé ; — coups et blessures, incapacité de travail personnel ; — violence par un fils envers son père ; — ou contre un fonctionnaire. . 158

Et il faut les énoncer avec tous les éléments qui les caractérisent. — Exemples : en matière d'effraction intérieure et extérieure ; 159

En matière d'escalade ; 162

En matière de fausses clefs ; 163

En matière de vol par un ouvrier ; 164

Vol par un voiturier ;. 164

Actes de barbarie ; 165

Attentats à la pudeur : autorité du coupable sur la victime ; — maîtres et domestiques ; — fonctionnaire ; — assistance d'un tiers. 165

Détournement de mineur ; — âge de la victime. . . . 167

La nullité ne cesserait pas d'exister si l'élément aggravant omis dans la question spéciale était mentionné dans la question principale : il y aurait complexité prohibée. 167

Quand les faits ont été déclarés par le jury, c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'ils constituent légalement la circonstance aggravante.—Exemples. 168

Nécessité de questions distinctes et séparées pour les circonstances aggravantes.— Renvoi. 169

§ 4. — *Questions relatives aux délits connexes*. . . 169

Au cas de connexité, les Cours d'assises deviennent compétentes pour connaître de délits. 169

Comme dans les autres affaires les jurés font leur office et la Cour applique la peine. 170

Jurisprudence maintenant avec énergie les attributions des jurés en cette matière. 170

Cependant, ici encore, la Cour d'assises statue sur les questions de droit qui peuvent surgir : exemple en matière d'adultère. 172

Numéros. Pages.

§ 5. — *Nécessité de purger complètement l'accusation* 173

La question qui omet un chef d'accusation, une circonstance constitutive, ou une circonstance aggravante, ne purge pas l'accusation. 174

Dispositions du Code de brumaire et jurisprudence ancienne. 174

Exception, sous ce Code, quand la question ne pouvait exercer aucune influence sur la peine 175

Quoique notre Code ne contienne pas une disposition textuelle, la règle est la même et dérive de l'article 337. 175

Exemples nombreux en diverses matières. 176

La règle s'applique même aux faits qui, omis dans le résumé de l'acte d'accusation, sont retenus par le dispositif de l'arrêt de renvoi 177

Et aussi à ceux qui sont relevés par les motifs ou l'ensemble de cet arrêt et par l'ordonnance de prise de corps.—Exemples. 178

La règle est encore applicable quand l'arrêt de renvoi, sans relever expressément une circonstance constitutive, se réfère à un article de loi qui la contient.—Exemples 179

Résumé de la portée de notre règle. 180

Néanmoins le décès de l'accusé purge l'accusation, mais non pas à l'égard de ses complices. 180

Sous le Code de brumaire, l'omission emportait nullité quand le ministère public était demandeur en cassation. — En était-il toujours de même quand le pourvoi était formé par l'accusé? — Dissentiment avec M. Faustin Hélie.—Distinction faite par la jurisprudence. 181

Règles sous notre Code : 1° l'omission d'un chef n'entraîne pas nullité des questions régulièrement posées ;— 2° cette omission entraîne, au contraire, la nullité de la question qui aurait dû contenir la circonstance constitutive omise ; — 3° l'omission d'une circonstance aggravante est aussi cause de nullité. 182

Toutefois, l'accusé ne peut avoir moyen d'annulation, là où il n'a nul intérêt.—Jurisprudence. . . 182

Quand c'est le ministère public qui réclame contre l'omission, la nullité est toujours encourue. . . . 183

Numéros. Pages.

L'omission est réparable avant la lecture de la déclaration du jury.—Renvoi. 183
Quand le fait principal est écarté, l'omission ou le refus de déclaration par les jurés sur une question qui est la dépendance de ce fait, n'a aucun effet irritant 184

2760 à 2807. **SECTION III. — Questions sur les faits nouveaux ou modificatifs résultant des débats. . .** 184 à 232

§ 1er. — *Faits nouveaux résultant des débats.* . . . 184

Distinction entre les faits nouveaux et les circonstances modificatives.. 184
Règle interdisant d'introduire dans les questions des faits nouveaux, autres que ceux pour lesquels il y a mise en accusation. 186
Définition d'un fait nouveau, autre que celui de l'accusation. 187
Application de ce principe par l'ancienne jurisprudence, en matière de coups et blessures, — vol. . 187
Application par la jurisprudence moderne en matière d'avortement, — complicité de banqueroute, — détournement de pièces par un avoué, — infanticide, — banqueroute, — fausse monnaie, — culpabilité d'un accusé transportée à un autre, — faux, — tentative de meurtre, — émission de fausse monaie. 188
La connexité d'un fait nouveau au fait de l'accusation justifierait-elle une question nouvelle ?— distinction. 192
L'adhésion de l'accusé ne permettrait pas de valider une question incompétemment soumise au jury.. 192

§ 2. — *Circonstances nouvelles résultant des débats.* 193

Observations générales. — Ce ne sont pas seulement les circonstances aggravantes nouvelles qui peuvent être posées comme résultant des débats : ce sont aussi toutes les autres circonstances modificatives.— Leur définition. 194
L'accusé ne peut se plaindre qu'on a déplacé le terrain du débat. 195
Consécration de cette règle par l'ancienne jurisprudence. 196

Numéros. Pages.

Et aussi par la jurisprudence moderne : nombreuses citations. 196

La règle comprend : 1° les circonstances aggravantes ; — 2° celles qui atténuent ; — 3° celles qui, sans altérer le fait, modifient la qualification ; — 4° celles qui modifient le fait sur certains points accessoires. 199

1° *Circonstances aggravantes.* — Aucun doute à cet égard, en présence du texte de l'art. 338. 199

Exemples en matière de violence :—assassinat suivi de vol, — vol avec violences, — emploi de fausses clefs, — qualité de domestique,— aide d'un tiers, — serviteur à gages, — avortement, — chemin public, — attentat à la pudeur. 199

Il en est ainsi alors même que les circonstances nouvelles résultant des débats constitueraient elles-mêmes des crimes d'une autre nature, si elles sont aggravantes du fait principal. — Exemples. . . . 202

2° *Circonstances qui atténuent.* — Atténuer une accusation, ce n'est pas en changer le caractère. . . 203

Exemples de circonstances qui atténuent, pouvant être posées quand elles résultent des débats, en matière d'homicide, — faux, — banqueroute, — infanticide, — enlèvement de mineur, — attentat à la pudeur. 203

3° *Circonstances modifiant la qualification.* — Elles peuvent légalement être posées comme résultant des débats. 205

Questions nouvelles sur la tentative. 205

Questions nouvelles sur la complicité. 206

A l'inverse, questions de tentative ou de complicité, suivies de questions nouvelles sur la consommation directe du crime. 20

Espèces diverses en matière de faux, — complot, — viol, — fausse monnaie, — banqueroute, complicité, — vol domestique, — faux en écriture de commerce. 207

4° *Modification du fait et de ses accessoires.* — Cette modification est licite. 210

Exemples en matière d'incendie, — distribution de faux congés, — vol, — vol avec violences, — complicité par recel ou par provocation, — banqueroute frauduleuse, — attentat à la pudeur, — complot, — parricide, — banqueroute simple, — in-

Numéros. Pages.

fanticide,— extorsion de signatures,— incendie de maison habitée,— exposition d'enfant,— coups et blessures 210

§ 3. — *Par qui et comment les questions nouvelles sont posées. — Mode de constatation qu'elles résultent des débats* 214

Par qui les questions nouvelles sont posées. — C'est le président qui pose les questions nouvelles résultant des débats,—d'office ou sur la provocation du ministere public, de l'accusé, de ses assesseurs ou des jurés. 215

S'il s'élève un contentieux, la Cour d'assises statue.. 215

Défaut de signature d'un arrêt incident , ... 215

On a jugé que cet arrêt peut ne pas être motivé. — Renvoi. 216

L'accusé n'a pas le droit de se plaindre de ce que des questions nouvelles ont été posées, si elles ont été résolues en sa faveur. 216

Le ministère public peut-il se plaindre de la position de questions nouvelles ?. 216

Quand ils refusent de poser des questions nouvelles, les arrêts, fondés sur *les faits*, sont souverains :— au contraire, ils sont sujets à recours s'ils sont motivés *sur le droit*. 216

Les circonstances nouvelles peuvent être posées comme résultant des débats, alors même qu'elles auraient été écartées, en fait, par l'arrêt de renvoi. 217

En serait-il de même si l'arrêt de renvoi les avait repoussées par une appréciation de droit ? Oui. — Dissentiment avec M. Faustin Hélie : Discussion. 218

Le rejet d'une question requise sur un fait, qui ne constitue pas une excuse, ne viole aucune loi. . . 223

Quand la Cour reconnaît que le fait résulte des débats, peut-elle refuser la question ?—Arrêts dans les deux sens 223

Quoi qu'il en soit, le président n'est tenu de poser la question que quand il y a eu des conclusions formelles 225

Poursuites ultérieures quand la circonstance résultant des débats n'a pas été relevée. — Exemples. . 225

Comment les questions nouvelles sont posées. — La question nouvelle *est ajoutée* aux questions res-

Numéros. Pages.

sortant de l'arrêt de renvoi, qui doivent toujours être maintenues. 226
La question résultant du débat peut être comprise dans la question principale ; mais il en est autrement quand elle porte sur une circonstance aggravante. 227
Le président peut, dans une question résultant des débats, rectifier la date erronée de l'arrêt de renvoi. 227
Mode de constatation que les questions nouvelles résultent des débats. — La présomption est que la question nouvelle résulte des débats. 228
Surtout lorsqu'il n'y a aucune réclamation 228
La preuve contraire entraîne la nullité 229
Inutile de constater de quelle partie des débats elle a surgi 230
Connaissance doit être donnée à l'accusé de la position d'une question résultant des débats 230
Mais il n'est pas nécessaire de faire connaître à l'accusé, avant la clôture des débats, que la question séra posée. — La lecture de la question, au moment où on la pose, satisfait au droit de la défense. 231
La présomption que connaissance a été donnée à l'accusé de la question nouvelle, cède à la preuve contraire résultant du procès-verbal 231
La connaissance donnée à l'accusé, avant la clôture des débats, loin d'être cause de nullité, est une mesure favorable à la défense. 231

2808 à 2815. **SECTION IV. — Questions sur la moralité des faits, ou sur la culpabilité de l'accusé.** 232 à 242

Les jurés doivent constater non-seulement la matérialité des faits, mais aussi leur moralité. — Le Code de brumaire an IV séparait ces deux éléments. 232
Notre Code les réunit dans la formule : *est-il coupable ?* 233
Interprétation, par la jurisprudence, du sens du mot *coupable* 233
Ce mot n'est pas sacramentel : il peut être remplacé par des équipollents. 235
Mais la prudence veut qu'on se serve des expressions de la loi. 238

Numéros		Pages.
	Il faut que la question et la réponse soient applicables directement à l'accusé	238
	Pour certains crimes, il faut, en sus du mot *coupable*, insérer dans la question la fraude, ou la volonté ou la connaissance. — Exemples en matière de soustraction, — de complicité par assistance, — de coups et blessures, — de banquéroute. . . .	238
	Cette nécessité est une exception qui ne peut être étendue à des cas autres que ceux prévus par la loi. — Décisions en matière de fausse monnaie, — d'homicide, — d'avortement procuré, — de tentative d'homicide	240
2816 à 2825.	**SECTION V. — Circonstances exclusives de la criminalité. — Faits justificatifs.**	242 à 251
	Les faits justificatifs effacent le crime lui-même. . .	243
	Faut-il, pour ces faits, une question spéciale? Oui, sous le Code de l'an IV ;—Non, sous notre Code. .	243
	La jurisprudence décide ainsi relativement à la démence ;	244
	Et aussi relativement à la contrainte irrésistible ;. .	245
	Et encore, du moins en général, quant à la légitime défense ;	246
	Et enfin, en matière de suppression d'enfant, quant à la non-viabilité.	246
	Discussion de l'opinion contraire de criminalistes autorisés	247
	La Cour *peut*, cependant, poser une question spéciale sur les faits justificatifs. — Décisions conformes.	248
	Parfois, en disant que l'accusé est coupable, les jurés entendent ne mettre à sa charge que le fait matériel, et exclure l'intention criminelle.—Exemple	249
	Quand des questions sont posées sur les faits justificatifs, c'est parce qu'elles résultent des débats. .	251
2826 à 2836.	**SECTION VI. — Questions relatives au discernement**	252 à 259
	Époque légale du discernement. — Art. 340 du Code d'instruction criminelle	252

Numéros. Pages.

Qui a compétence pour déclarer si l'accusé a plus ou moins de seize ans?. 253
Comment, en la forme, est posée la question relative au discernement. 254
Quand l'accusé prétend n'avoir pas seize ans, il faut deux questions distinctes 255
L'époque du crime détermine si la question de discernement doit être posée. 256
L'accusé qui n'a pas allégué devant la Cour d'assises avoir moins de seize ans, ne peut se faire devant la Cour de cassation un moyen de son âge. 256
Devant les jurés, l'accusé est recevable à contester l'autorité d'un acte de naissance produit contre lui. — Renvoi. 257
Question de discernement indûment posée au jury. 258
Nécessité de poser la question de discernement autant de fois qu'il y a de crimes distincts. 258
Réponse illégale du jury relative au discernement alors que la question n'a pas été posée. 258
L'arrêt rejetant la position d'une question de discernement doit être motivé. 259

2837 à 2874. **SECTION VII. — Questions relatives aux excuses légales** . . . . . 259 à 290

Dispositions du Code de brumaire an IV. 261
Innovation du Code de 1808 et du Code pénal de 1810 : on admet certains faits comme excuses légales. 261
Sous ces Codes, la jurisprudence reconnaissait aux Cours d'assises la faculté de ne pas poser les questions d'excuses ou de déclarer qu'elles ne résultaient pas des débats. 262
Depuis la loi de 1832, quand le fait d'excuse est légal, la question est obligatoire. 263
Puissance absolue de la règle.—Exemples. 264
Compétence respective des jurés et de la Cour d'assises. 265
Espèces dans lesquelles on a fait respecter les attributions des jurés.. 265
Quatre espèces dans lesquelles les pouvoirs des Cours d'assises ont été reconnus. 266
Sur quelles réquisitions la position des questions

Numéros.		Pages.
	d'excuse est obligatoire : accusé, — ministère public	268
	Le président peut les poser d'office ; et, seul, quand il n'y a pas de contentieux	269
	Nullité des arrêts qui, rejetant une question d'excuse, ne sont pas motivés	270
	Si le jury se pose à lui-même une question d'excuse, la Cour d'assises n'en doit faire état	271
	Nécessité de rouvrir les débats pour poser une question d'excuse, après leur clôture.—Renvoi	271
	Cette question ne peut être posée après la lecture de la déclaration du jury	271
	Caractères légaux de l'excuse.—Droit d'examen de la Cour d'assises	272
	Deux catégories : faits expressément admis comme tels par la loi ; — faits auxquels la loi permet d'appliquer une peine moins rigoureuse.—Art. 65 du Code pénal	272
	Nomenclature des faits expressément admis	274
	Indication de faits auxquels la loi permet l'application d'une peine moins rigoureuse	274
	Faits qui, sans effacer le crime, exemptent de toute pénalité : ils sont considérés comme excuses que j'appelle *péremptoires*.—Indication de ces faits	275
	Peine applicable au cas où l'excuse est admise. — Absolution	277
	Espèces dans lesquelles la jurisprudence a constaté le caractère d'excuse : rébellion en bande ;—complot ;— émission ou introduction de fausse monnaie ; — séquestration ; — meurtre, coups et blessures	278
	L'excuse de la provocation inadmissible au cas d'excès contre les agents de la force publique	281
	Arrêt qui décide pourtant que la question doit être posée pour le cas où le caractère d'agent ne serait pas reconnu dans la personne de la victime	281
	Quid, quand c'est l'agent de la force publique qui est accusé?	282
	Espèces dans lesquelles la jurisprudence a refusé de reconnaître l'excuse : ivresse ; — imputation verbale d'un délit ; — excuse mal caractérisée ; — évasion de détenus	283
	Meurtre de l'un des époux par son conjoint	284
	Séquestration et meurtre en pays étranger	285

Numéros. Pages.

Droit de la Cour de refuser de poser, en matière de meurtre, la question subsidiaire de coups et blessures ; — ou celle d'imprudence et maladresse . . 285
La circonstance que l'enfant serait mort-né n'est pas excuse de la suppression d'enfant 286
Le fait d'avoir été entraîné n'est pas excuse du crime de pillage. 286
Il faut que l'accusé, ou son conseil, caractérise en termes légaux l'excuse qu'il propose 286
Une créance de l'accusé n'excuse pas le faux 287
Viol consommé à l'époque de la conception sur la femme accusée d'infanticide. 288
Crimes prévus par les art. 86, 87 et 91 du Code pénal : l'excuse de l'art. 100 ne leur est pas applicable 288
Menaces de mort à un délinquant par des agents de la force publique 288
Faux témoignage : crainte de se nuire. 289
Nécessité de mentionner la majorité dans une réponse du jury repoussant une excuse. 289
Si le jury ne répond pas à une telle question, sa déclaration est incomplète. 289

2875 à 3019. CHAP. II. — **Rédaction, forme matérielle et mode de position des questions**. . . . . 290 à 444

2875 à 2993. **SECTION Ire. — Rédaction des questions.** 290 à 419
2994 à 3000. **SECTION II. — Forme matérielle des questions**. . . . . 419 à 424
3001 à 3019. **SECTION III. — Mode de position des questions. — Incidents**. . . . . 424 à 444

2875 à 2993. **SECTION Ire. — Rédaction des questions.** 290 à 419

§ 1er. — *Observations générales sur la rédaction des questions* 290
Modification des termes. — Le président peut, dans ses questions, modifier *les termes* de l'arrêt de renvoi, pourvu qu'il en reproduise la substance. . 291

Numéros.		Pages.
	La formule indiquée par les art. 337 et 338 du Code d'instruction criminelle, est purement énonciative et non limitative	292
	Il en est de même de celle de l'art. 339	293
	Changement d'ordre et de classification. — Le président peut changer *l'ordre* des questions : exemples.	293
	Division et décomposition.—Il peut les décomposer et *les diviser* : exemples	294
	Mais il entache ses questions de nullité si, en les divisant, il dénature l'accusation : exemples . . .	298
	Etendue; additions.—Le président peut donner à ses questions plus ou moins d'étendue et y faire certaines additions : exemples	300
	Précision, omissions ou retranchements. — Il peut leur donner plus ou moins de précision et y faire certains retranchements ou omissions : exemples.	304
	Résumé des facultés reconnues au président dans la rédaction des questions	305
	Equipollents : analyse de nombreuses espèces . . .	306
	Equipollents valables quand, au lieu d'employer le terme défini, le président se sert de la définition légale : exemples.	311
	Méthode inverse consistant à substituer le terme défini à la définition elle-même : exemples	313
	Expressions imparfaites ne pouvant être réputées des équipollents : analyse de nombreuses espèces . . .	314
	Exemples de questions rédigées avec une surabondance ridicule et dangereuse.	317
	Questions dans lesquelles ont été employées des expressions légales, mais en contradiction les unes avec les autres	317
	§2.—*Rédaction des questions quant à l'énoncé du fait et de ses accessoires.*	318
	Enoncé des faits essentiels.—Renvoi.	318
	Nécessité de préciser les faits accessoires relatifs à la personne de l'accusé,— à la date du crime,—au lieu où il s'est accompli,— et aussi à la victime. .	319
	Désignation de l'accusé : ses nom et prénoms	320
	Date du crime : elle est toujours utile et quelquefois indispensable : exemples	321
	Droit de rectification de la date erronée.—Renvoi. .	322

Numéros. Pages.

Inutilité de la reproduction de la date dans l'arrêt de condamnation 323
Lieu du crime : en général, son indication n'est pas une nécessité.—Il en est autrement si le lieu constitue une circonstance aggravante. 323
Désignation de la victime : en général, elle n'est pas indispensable. — Mais elle le devient, si elle sert à la qualification du fait, ou si elle motive l'aggravation de la peine. 324

§ 3.—*Questions complexes* 325

Observations générales.—Historique de la loi quant à la complexité des questions. 327
Règle qui prohibe la complexité dans cinq cas différents : chefs d'accusation indépendants ; — séparation du fait principal et des circonstances aggravantes, ou de chacune de ces circonstances ; — faits d'excuses légales;—discernement;—plusieurs accusés 330
1re *observation* : pas d'ouverture à cassation pour l'accusé qui n'a souffert aucun préjudice de la complexité, ou lorsque la peine est justifiée par les réponses à d'autres questions régulières. . . . 331
2e *observation* : de même, pas de nullité, quand chacun des faits de la question complexe est puni de la même peine. — Renvoi. 331
3e *observation* : ou quand l'élément a été mentionné dans une autre question régulièrement posée . . . 331
4e *observation* : ou quand le jury décompose et fait une réponse distincte. 331
N° 1.—*Interdiction de réunir plusieurs chefs d'accusation ou plusieurs objets d'un même chef.* — Règle générale. 332
Définition des chefs d'accusation distincts et indépendants : exemples en matière de : vol, — assassinat et vol, — faux, — attentat à la pudeur, — subornation de témoins,—empoisonnement,—incendie,—détournement de mineure,—infanticide, —mixte. 333
La règle s'applique aux complices aussi bien qu'aux auteurs principaux : exemples. 336
On ne peut réunir la complicité ordinaire et la complicité par recel.—Renvoi. 337
Exceptions à la règle ou son interprétation : exem-

Numéros. Pages.

ples : en matière de presse ;—deux faits réputés un fait unique ;—ou dont l'un est principal et l'autre dépendance;—ou dont l'un est constitutif et l'autre indifférent ; — ou qui ne sont que des moyens d'exécution ;—ensemble d'actes successifs ;—crime unique portant sur des choses diverses. 337

Autre exception pour les crimes *sui generis* : exemples : parricide ;—infanticide ;—émission de fausse monnaie ;— complicité de banqueroute ;—faux ;— empoisonnement;—pillage;—extorsion;—vol dans un dépôt public ; — détournement de deniers publics ;— exposition d'enfant ;— évasion de détenu. 341

N° 2. — *Circonstances aggravantes*.— Ancienne législation, droit actuel. — Interdiction de réunir le fait principal aux circonstances aggravantes ou ces circonstances entre elles. 347

Distinction entre les circonstances constitutives, — constitutives et aggravantes , — purement aggravantes. 348

Nuances qui séparent les circonstances constitutives et les circonstances aggravantes : exemple en matière d'incendie ; — maison appartenant à autrui ou à l'accusé ;— maison habitée ou assurée ;—incendie par communication 349

Exemple en matière d'attentat à la pudeur ; — âge, violence, autorité. 352

Exemple en matière de viol. 353

Exemple en matière d'enlèvement de mineure. . . . 354

Application par la jurisprudence : homicide ; 354

Meurtre et crime concomitants. — Observations diverses. 354

Meurtre d'un fonctionnaire ; 361

Coups et blessures ;. 361

Vol ;. 362

Avortement ;. 364

Rébellion ; 364

Société secrète ;. 364

Menaces par écrit ; 365

Subornation de témoins ;. 365

Abus de confiance par serviteur à gages. 365

Applications de la règle qui prohibe la réunion des circonstances aggravantes entre elles, en matière de : meurtre avec préméditation et but de s'approprier une somme d'argent ; — vol par deux per-

Numéros. Pages.

sonnes, chemin public, violence et port d'armes ; — maison habitée et effractions ;—complicité, par plusieurs, escalade et effraction ;—nuit et maison habitée ;—meurtre, nuit, maison habitée, pour faciliter vol; — préméditation et guet-apens ; — vol avec violences et traces de blessures. 365

Réunion licite de deux ou plusieurs éléments qui constituent la circonstance aggravante : exemples. 367

N° 3. *Excuses.* — Nécessité de séparer le fait d'excuse de la question relative au fait principal . . . 368

Autant il y a de chefs distincts, autant il faut de questions séparées d'excuse. 369

N° 4. *Discernement.* — Autant il y a de chefs d'accusation, autant il faut de questions distinctes de discernement.—Renvoi 369

N° 5. *Plusieurs accusés.*—L'ancienne législation permettait de comprendre plusieurs accusés dans une même question ; la loi actuelle l'interdit. — Jurisprudence 369

La règle ne s'oppose pas à ce que l'on mentionne la coopération au crime d'une personne autre que l'accusé : exemple. 370

Dans le crime par plusieurs, il faut aussi la séparation du fait principal et des circonstances aggravantes. 371

Quand une question générale a été posée pour la circonstance aggravante, faut-il une question spéciale pour chaque accusé? — Distinction entre les faits matériels et les faits moraux.—Jurisprudence. 371

La reproduction des circonstances aggravantes posées pour l'auteur principal, n'est pas nécessaire quant au complice. — Renvoi. 373

Pluralité de victimes. — On peut comprendre dans une même question plusieurs victimes d'un même crime ; exemples 373

On ne le pourrait plus s'il s'agissait de crimes différents. 374

§ 4.—*Questions alternatives*. 375

Définition des questions alternatives, et énoncé des règles générales à leur sujet. 375

1re *règle*.— Cas dans lesquels les questions alternatives sont nulles comme entachées de complexité prohibée : exemples : détruit, dégradé ou pillé ;

Numéros. Pages.

—vol, dans une cour ou emplacement ;— soustraction ou rétention ; — coups portés ou autres violences commises ;—détourné ou dissipé. 376
Nombreuses annulations dans des questions où l'accusé est présenté comme auteur ou comme complice. 378
Pas d'alternative ni de complexité s'il est posé sur les mêmes faits une double question de perpétration comme auteur et comme complice ; exemple. 379
La complexité entache les questions alternatives portant sur diverses circonstances aggravantes comme lorsqu'elle s'applique à des faits principaux 379
Est-elle complexe la question : l'accusé a-t-il agi avec ou sans discernement? 379
Pas de complexité dans l'alternative du vol de tout ou de partie 380
2e *règle*. — Pas de nullité lorsque les conséquences pénales des diverses branches de l'alternative sont les mêmes dans l'une ou l'autre hypothèse.—Exemples : fabriqué ou fait fabriquer ;—contrefait ou fait contrefaire ; — apposé ou fait apposer ; —contrefaçon ou altération de monnaie. 380
L'alternative ne vicie pas non plus la question lorsqu'elle réunit deux faits que la loi identifie : exemples. 381
A plus forte raison, il en est ainsi quand il s'agit de la réunion de divers modes d'accomplissement du même crime : exemples. 382
On peut interroger le jury par une même question alternative sur les divers faits de complicité qui comportent la même peine et qui ont les caractères légaux de la complicité. 383
Mais on ne peut réunir alternativement la complicité ordinaire de l'art. 60, Code pénal, et la complicité spéciale par recélé 384
3e *règle*. — En précisant clairement ce qu'il déclare, le jury purge le vice de complexité de la question alternative. 385
Le système des questions alternatives est attaqué sans motifs sérieux ; il présente souvent des résultats utiles ; on ne saurait, ni en fait, ni en droit, le proscrire toujours 386

Numéros Pages.

§ 5.—*Questions relatives à la tentative* 389
Caractères constitutifs de la tentative punissable. . . 389
Contenu de la question relative à la tentative.—Nullité, si l'on omet l'un des deux éléments essentiels : exemples 390
Cette règle est générale et s'applique à tous les crimes, sauf les cas spéciaux où la loi en a disposé autrement. 391
Exception à la règle, en matière d'attentat à la pudeur avec violence : la tentative et la consommation sont également punissables. 392
L'exécution *suspendue* et l'*effet manqué* sont deux branches de l'un des éléments de la tentative : l'omission de la première branche n'est pas cause de nullité. 393
La condition substantielle que l'*effet n'a été manqué que par*, peut être exprimée par des équipollents : indication d'un équipollent et d'une expression imparfaite. 393
Exemple d'équipollent de la manifestation extérieure. 393
Mode de position de la question relative à la tentative. — Autrefois, on séparait ses divers éléments ; aujourd'hui, comme ils sont constitutifs, il faut les réunir. 394

§ 6. — *Questions relatives à la complicité.* 395
On doit mentionner dans les questions les éléments constitutifs de la complicité.—Renvoi. 396
Les règles sur la complicité sont générales et s'appliquent à tous les crimes, sauf le cas où la loi en a disposé autrement. 397
Pour être complète, la question doit porter : 1° sur les éléments de la complicité ; — 2° et sur les éléments constitutifs du fait principal. 397
1er POINT.— *Mention des éléments de la complicité.* — La règle s'applique à chacun des modes de complicité. 397
En matière de *provocation*, il faut les dons, promesses, etc., ou les artifices coupables : exemple pour le faux témoignage 397
Référence à la question principale. 398
Quand il s'agit de complicité *par instructions*, la connaissance est nécessaire. 398

Numéros. Pages.

Insuffisance, si, au lieu de dire qu'on savait que les moyens fournis *devaient* servir au crime, on dit qu'ils *pouvaient* y servir. 399
Quand il s'agit de complicité par provocation d'avortement, il faut mentionner qu'il s'en est suivi . . 399
En matière de complicité par *aide et assistance*, la connaissance est aussi nécessaire ; équipollent. . . 400
Cette nécessité ne cesse pas d'exister quand il s'agit de viol. 401
Inutile d'exprimer en quoi ont consisté l'aide et assistance. 402
Dans l'aide et assistance les mots : *avec connaissance* ne sont pas sacramentels : équipollent dans une accusation de vol.. 402
Complicité par recel. 402
L'accusation de crime commis conjointement et de complicité se rapporte à la coopération comme auteur.—Conséquence. 403
2e POINT.—*Mention des éléments constitutifs du fait principal.*—Réunion de ces éléments à ceux de la complicité. 403
La nécessité de cette réunion ne fléchit pas lors même que les circonstances du crime ont été constatées antérieurement contre l'auteur principal. . 404
Exception à cette règle quand l'accusé principal et le complice sont jugés ensemble : il suffit d'une référence entre la question de complicité et les questions précédentes.—Exemples 404
Le complice étant passible de la même peine que l'auteur principal, la référence n'est même pas nécessaire quant aux circonstances aggravantes.—Exemples. 405
Et quelquefois, faite surabondamment et mal à propos, la mention des circonstances aggravantes peut devenir cause de nullité. 407
Toutefois, dans les cas de l'art. 63 du Code pénal, la connaissance des circonstances aggravantes est nécessaire pour le recéleur. 408
Application de la disposition particulière de l'article 61, même Code. 408
La nullité de la question principale infecte de nullité la question de complicité qui s'y réfère. 409
Cas où le complice est poursuivi seul ; quand l'au-

Numéros. Pages.

teur principal est en fuite, ou inconnu, ou décédé : exemples 409

Alors, nécessité absolue d'énoncer les faits constitutifs du crime principal. 410

L'acquittement de l'accusé principal n'est point obstacle à la poursuite contre le complice. — Exemples en matière de faux; — vol; — avortement 410

A fortiori, quand l'accusé principal est acquitté pour défaut de discernement 411

En matière de banqueroute, malgré l'acquittement de l'auteur principal, le complice peut être poursuivi.—Nuances. 412

L'art. 593, Code de commerce, qui ne mentionne que le recel, n'exclut pas les autres modes de complicité de la banqueroute, qui doivent être relevés, mais avec leurs éléments propres 415

En matière de faux témoignage, pas de poursuite contre le complice si l'auteur principal a été acquitté ; en ce cas, le crime n'existe pas.—Il en est autrement, en matière de subornation de témoins. 416

L'aggravation de peine qu'inflige à l'accusé principal son caractère personnel, est applicable au complice. 417

Mais le caractère personnel du complice n'aggrave pas le fait principal. 418

L'immunité accordée au mari ou à la femme, aux ascendants ou descendants, s'étend aux complices ; non pas aux coauteurs 419

2994 à 3000. **SECTION II. — Forme matérielle des questions. . . . . 419 à 424**

Les questions sont écrites. 420

Il n'est pas indispensable qu'elles soient signées par le président. 420

L'assistanse du greffier n'est nullement nécessaire. . 420

La date n'est pas une formalité substantielle.— Les questions ordinaires peuvent être datées du jour de l'ouverture des débats ; il en est autrement des questions résultant des débats.—Mais l'erreur n'est pas cause de nullité. 421

Changements ou additions aux questions, licites ; —

Numéros. Pages.

mais approbation nécessaire des renvois, ratures, surcharges, interlignes. 422

Sanction de la nécessité de cette approbation.—Nullité des additions ou changements irrégulièrement faits. 422

Nullité des questions, si la surcharge ou rature irrégulière portent sur un mot substantiel : sinon, non. 423

3001 à 3019. **SECTION III. — Mode de position des questions. — Incidents.** . . . . . 424 à 444

Mode de position des questions.—Il est réglé par la loi en vigueur au moment du jugement. 425

La lecture publique, proprement dite, n'est pas prescrite à peine de nullité. 425

Mais l'intérêt de la défense exige impérativement que les questions soient publiquement portées à la connaissance de l'accusé : c'est une formalité substantielle. 427

Le président peut faire lire les questions par un de ses assesseurs, et même par le greffier. 429

Constatation de la connaissance donnée à l'accusé.—Constatations suffisantes ou insuffisantes. 429

Réclamation sur la position des questions. — Droit de réclamation ouvert au profit de l'accusé et du ministère public. 430

Ce droit de réclamation s'étend aux questions posées comme résultant des débats.—Renvoi. 432

Quand il n'y a pas de contentieux, la Cour n'est pas tenue d'engager les parties à prendre la parole. . . 432

La Cour, tenue d'entendre les observations, n'est pas tenue de les accueillir au fond. 433

Les réclamations peuvent être débattues avant la clôture des débats. 435

Elles peuvent être élevées après cette clôture, au moment où, après son résumé, le président pose les questions.—Elles sont tardives quand les jurés sont entrés dans la chambre de leurs délibérations ; à plus forte raison quand leur déclaration est lue ; à plus forte raison encore devant la Cour de cassation. 435

Le président pose seul les questions, quand il ne s'élève pas un contentieux formel. 436

Numéros. Pages.

En cas de contestation véritable, c'est la Cour d'assises qui statue. 437
Cependant, inutilité de l'intervention de la Cour si la réclamation ne porte que sur la forme, ou n'a pas pour but la disculpation de l'accusé ou l'atténuation de la peine. 438
Quand elle statue, la Cour peut substituer sa propre rédaction à celle du président. 439
Les arrêts doivent être motivés. — Exception au cas où la question pouvait être posée par le président seul, comme résultant des débats 439
Nécessité, quand il y a contentieux, d'entendre les deux parties. 440
Rectification matérielle des questions. — Renvoi. — La rectification peut être opérée jusqu'au moment où la déclaration du jury a été lue à l'audience. . 441
Formule du procès-verbal relative aux questions . . 444

CHAP. III. — **Formulaire des questions sur les crimes prévus par la loi pénale.** 445 à 520

(Ordre des articles du Code pénal.)

Art. 2. — Tentative. 445
Art. 60. — Complicité. 445
Art. 61. — Refuge aux malfaiteurs. 447
Art. 62. — Recel. 448
Art. 63. — Recel avec connaissance. 448
Art. 64. — Démence. — Force irrésistible. 449
Art. 65. — Excuse. 449
Art. 66 à 68. — Discernement. 450
Art. 75 à 85. — Crime contre la sûreté intérieure de l'Etat. 450
Art. 86. — Attentat contre l'Empereur et sa famille. 450
Art. 87. — Attentat contre le gouvernement. . . . 451
Art. 88. — Tentative d'attentat. 451
Art. 89. — Complot. 451
Art. 90. — Résolution isolée d'attentat. 452
Art. 91. — Attentat et complot tendant à troubler l'Etat. 453
Art. 92. — Levée de troupes. 453

Numéros.		Pages.
	Art. 93. — Usurpation de commandement.	453
	Art. 94. — Obstacle à la levée des gens de guerre. .	454
	Art. 95. — Destruction, par l'explosion d'une mine, des propriétés de l'Etat.	454
	Art. 96 et 98. — Bandes armées, ...	454
	Art. 97. — Bandes armées dans un but d'attentat ou de complót.	455
	Art. 99. — Lieu de réunion fourni aux bandes. . .	456
	Art. 100. — Excuse légale.	456
	Art. 108. — Excuse légale.	457
	Art. 109 et 110. — Atteinte aux droits civiques. .	457
	Art. 111. — Altération du scrutin.	458
	Art. 114. — Attentat à la liberté.	458
	Art. 118. — Acte contraire à la constitution au moyen de faux.	458
	Art. 119. — Refus de constatation de détention illégale.	459
	Art. 121. — Forfaiture.	459
	Art. 122. — Détention ou accusation illégales. . . .	459
	Art. 124 et 125. — Coalition de fonctionnaires. . .	460
	Art. 126. — Forfaiture par démissions.	460
	Art. 130. — Empiétement.	461
	Art. 132. — Fausse monnaie d'or ou d'argent, de billon ou de cuivre.	461
	Art. 133. — Fausse monnaie étrangère.	462
	Art. 135. — Excuse : pièces pour bonnes.	462
	Art. 138. — Excuse ; révélation, arrestation des autres coupables.	463
	Art. 139. — Contrefaçon des sceaux de l'État, billets de banque, effets publics.	463
	Art. 140, — Faux timbres, marteaux, poinçons. . .	464
	Art. 141. — Usage frauduleux des vrais timbres, marteaux ou poinçons.	464
	Art. 144. — Excuse : révélation ou arrestation des autres coupables.	465
	Art. 145. — Faux par fonctionnaires ou officiers publics par altération matérielle.	465
	Art. 146. — Même faux par altération intellectuelle.	465
	Art. 147. — Faux en écriture authentique et publique par autres que les fonctionnaires, — ou en écriture de commerce et de banque.	466
	Art. 148. — Usage.	467
	Art. 150. — Faux en écriture privée.	467
	Art. 151. — Usage de faux en écriture privée. . . .	467

Numéros. Pages.

Art. 158. — Délivrance de feuille de route sous un nom supposé. 468
Art. 169. — Soustraction par des dépositaires publics. 468
Art. 170. — Même crime. 469
Art. 173. — Destruction et soustraction par des fonctionnaires. 469
Art. 174. — Concussion. 470
Art. 177. — Corruption. 470
Art. 179. — Corrupteur. 471
Art. 181. — Corruption de juge ou de juré. 472
Art. 182. — Même crime avec circonstances aggravantes. 472
Art. 186. — Violences par un fonctionnaire public. 473
Art. 202 et 203. — Provocation suivie d'effet à la désobéissance à la loi par des ministres des cultes. 473
Art. 205 et 206. — Même crime par écrit pastoral. 473
Art. 208. — Correspondance des ministres des cultes avec des cours étrangères. 474
Art. 209. — Rébellion. 474
Art. 210. — Rébellion en réunion armée. 475
Art. 211. — Même crime avec circonstances aggravantes. 475
Art. 213. — Excuse. 475
Art. 215. — Armes cachées. 475
Art. 231. — Violences contre les officiers ministériels et agents de la force publique. 476
Art. 232. — Même crime. 476
Art. 233. — Même crime. 476
Art. 239. — Evasion de détenus. 476
Art. 240. — Même crime. 477
Art. 242. — Même crime. 477
Art. 243. — Même crime. 478
Art. 253. — Vol à l'aide de bris de scellés. 478
Art. 255. — Soustraction de pièces dans un dépôt public. 478
Art. 256. — Même crime à l'aide de violence. 479
Art. 265, 267 et 268. — Association de malfaiteurs. 479
Art. 279. — Violences par des mendiants. 480
Art. 302. — Assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement. 480
Art. 303. — Actes de barbarie. 481
Art. 304. — Meurtre et crime concomitants. . . . 482

Numéros. Pages

Art. 309. — Coups, blessures, autres violences ou voies .de fait. 482
Art. 310. — Même crime avec préméditation ou guet-apens. 483
Art. 312. — Même crime contre les ascendants. . . 484
Art. 316. — Castration. 484
Art. 317. — Avortement. 484
Même article : maladie causée par substances nuisibles. 485
Art. 321 et 322. — Excuses des meurtre et blessures. 485
Art. 324. — Excuse pour les époux. 486
Art. 325. — Excuse de la castration. 486
Art. 331. — Attentat à la pudeur sans violence. . . 487
Art. 332. — Viol et attentat à la pudeur avec violence. 487
Art. 333. — Viol et attentats à la pudeur avec diverses circonstances aggravantes. 487
Art. 340. — Bigamie. 488
Art. 341. — Arrestation illégale, séquestration. . . 488
Art. 342. — Même crime avec circonstance aggravante. 489
Art. 343. — Excuse. 489
Art. 344. — Même crime avec circonstances aggravantes. 489
Art. 345. — Enlèvement, recélé, suppression, substitution et supposition d'enfant. 490
Art. 351. — Exposition et délaissement d'enfant. . 491
Art. 354. — Enlèvement ou détournement de mineurs. 491
Art. 355. — Même crime avec circonstance aggravante. 492
Art. 356. — Même crime avec le consentement de la mineure. 492
Art. 361. — Faux témoignage en matière criminelle. 493
Art. 364. — Faux témoignage avec réception d'argent, etc. 493
Art. 365. — Subornation de témoins. 493
Art. 381. — Vol avec circonstances aggravantes. . 494
Art. 382. — Même crime. 495
Art. 383. — Même crime. 495
Art. 384. — Même crime. 495
Art. 385. — Même crime. 495
Art. 386. — Même crime. 496

Numéros. Pages.

Art. 396. — Vol de caisses, ballots et autres meubles fermés. 497
Art. 397. — Vol par ouverture souterraine. 497
Art. 400. — Extorsion de signature ou d'écrit. . . 497
Art. 402 et art. 585, 586 et 591, Code de commerce. — Banqueroutes frauduleuse et simple. 498
Art. 593, Code de commerce. — Crimes assimilés à la banqueroute frauduleuse. 500
Art. 404. — Faillite et banqueroute par les agents de change et courtiers. 501
Art. 407. — Faux par abus de blanc seing. 502
Art. 408. — Détournements par serviteurs à gages, etc. 502
Art. 434. — Incendies. 502
Art. 435. — Destruction par l'effet d'une mine. . . 506
Art. 437. — Destruction d'édifices. 506
Art. 439. — Destruction de titres. 507
Art. 440. — Pillage. 507
Art. 441. — Même crime avec atténuation facultative. 507
Art. 442. — Chefs, instigateurs ou provocateurs. . 507

3020 à 3087. CHAP. IV. — **Avertissements et remise des pièces au jury.** . . . . . 508 à 556

3020 à 3061. **SECTION Ire. — Avertissements au jury** (1). 508 à 539

3062 à 3087. **SECTION II. — Remise des pièces au jury.** 539 à 556

3020 à 3061. **SECTION Ire. — Avertissements au jury.** 508 à 539

§ 1er. — *Observations générales.* 508
Les avertissements légaux concernent : les circonstances atténuantes, — la majorité nécessaire, — et le vote au scrutin secret. 508

(1) ERRATA. Le chapitre est divisé seulement en deux sections ; en conséquence : 1° c'est par erreur qu'à la page 512, il a été indiqué comme titre la section II ; ces mots sont à supprimer, et la 1re section continue ; — 2° à la page 539, il faut lire section II, au lieu de section III.

Numéros. Pages.

A côté des avertissements légaux peuvent se placer des conseils que le président croit utiles. 509

Nécessité de constater dans le procès-verbal que les avertissements légaux ont été donnés. 511

Il n'est pas indispensable de réitérer les avertissements quand les jurés sont renvoyés dans la chambre de leurs délibérations 511

Modèle de constatation dans le procès-verbal des avertissements légaux et des conseils utiles. 511

§ 2. — *Des circonstances atténuantes et de l'avertissement qui les concerne.* 512

Art. 1er. — *Des circonstances atténuantes.* — Historique de la législation relative aux circonstances atténuantes 513

Aucune question n'est posée sur les circonstances atténuantes dont le jury recherche spontanément l'existence. 515

Le silence du jury est la négation des circonstances atténuantes 516

Le droit d'examen du jury revit tout entier quand il est renvoyé dans la chambre des délibérations pour rectifier sa déclaration qui ne mentionnait pas la majorité 516

C'est seulement en matière de grand criminel que le jury a le droit de déclarer ces circonstances . . 517

Ce droit existe alors même que les circonstances atténuantes permettent d'appliquer au crime une peine correctionnelle 518

Les Cours d'assises, jugeant sans l'assistance des jurés, ne peuvent accorder les circonstances atténuantes à l'accusé contumax.—Elles ne le peuvent pas non plus en Algérie. 519

Définitions vaines de circonstances atténuantes : souveraineté absolue du jury. 519

Quand il y a plusieurs accusés, la déclaration de ces circonstances doit être distincte et spéciale pour chacun d'eux. 521

Art. 2. — *Avertissement relatif aux circonstances atténuantes.* — Nécessité d'avertir le jury 522

Pas de nullité si le président dit aux jurés que, quand ils reconnaissent l'existence des circonstances atté-

Numéros. Pages.

nuantes, ils *peuvent* au lieu de ils *doivent* les déclarer. 522
Pourquoi la loi veut que les jurés soient avertis. . . 522
L'avertissement doit être donné *en toute matière criminelle*, sans distinction entre les crimes de droit commun et les crimes prévus par des lois spéciales. 523
Il est nécessaire même au cas où, par son âge, l'accusé est à l'abri d'une peine infamante. 523
Il n'est pas obligatoire quand il s'agit de simples délits exceptionnellement déférés au jury. 524
Les jurés peuvent être avertis qu'ils ont le droit d'admettre les circonstances atténuantes d'une manière générale, ou sur chacun des chefs d'accusation. 524
Le président ne doit pas indiquer que, dans son opinion personnelle, il n'y a pas lieu à l'admission des circonstances atténuantes ; mais, s'il le fait, pas de nullité. 525
ART. 3. *Constatation de l'avertissement.* — Pas de formule sacramentelle. 525
Validité si le procès-verbal, sans énoncer les termes, annonce que l'avertissement a été donné en conformité de l'article 341. — Inutile de spécifier les modifications subies par cet article. 525
Le président n'est pas tenu d'avertir le chef du jury qu'il doit poser à ses collègues la question des circonstances atténuantes 527
Nullité, si le procès-verbal ne constate pas que l'avertissement a été donné, ou s'il en résulte que l'avertissement a été insuffisant. — Exemples. 527
La nullité est couverte si le jury admet les circonstances atténuantes : sa déclaration enlève tout grief à l'accusé. 530
La nullité n'affecte pas les déclarations rendues en faveur de l'accusé. 530
§ 3. — *Avertissement sur la majorité.* 530
Diverses phases de la législation sur la majorité. — Loi actuelle. 531
Erreur du président dans l'avertissement sur la majorité. 534
Le procès-verbal doit constater que cet avertisse-

Numéros. Pages.

ment a été donné ; mais il n'y a pas de formule exclusive. 534
Dire : *à la majorité*, c'est suffisamment expliquer qu'il s'agit de la majorité simple. 535
Les lois relatives à la majorité sont, dès leur promulgation, applicables aux procédures commencées. . 535

§ 4. — *Avertissement sur le vote au scrutin secret.* 535
Lois qui ont prescrit le vote au scrutin secret. , . . 536
L'avertissement relatif à ce mode de vote est une formalité substantielle. 536
Elle est présumée omise si le procès-verbal ne constate pas son accomplissement. 537
La mention que le jury a été averti de voter au *scrutin* est insuffisante si l'on n'ajoute le mot *secret*. 537
Autre exemple de mention trop vague. 537
Toutefois le président n'est pas tenu d'entrer dans les détails d'exécution. 538
La discussion est de droit, avant le vote du jury ; mais le président n'est pas tenu de donner un avertissement à cet égard. 538
Le défaut d'avertissement relatif au scrutin secret n'est pas couvert par l'admission des circonstances atténuantes. 539
Quand l'avertissement est constaté, la loi n'exige pas la preuve que le jury a effectivement voté au scrutin secret. 539

3062 à 3087. **SECTION II. — Remise des pièces au jury.** 539 à 556

Disposition de l'art. 341, C. d'instruction criminelle, relative à la remise des pièces au jury. 541
Cette formalité n'est pas substantielle. 541
Pièces qu'on DOIT *remettre.* — L'acte d'accusation doit être remis, mais sa lecture supplée à la remise. 542
Les procès-verbaux doivent aussi être remis ; mais, à défaut de cette remise, pas de nullité, surtout si leurs rédacteurs ont été entendus comme témoins lors du débat oral, et si l'accusé n'a pris aucune conclusion à cet égard. 542
En matière de banqueroute, la remise incomplète de

Numéros. Pages.

livres de commerce n'entraîne pas sa nullité si l'accusé n'a pas réclamé la remise totale. 543
En matière de faux, pas de nullité si l'on ne remet pas les pièces de comparaison produites par l'accusé. 543
Usage licite, pendant le débat oral, d'une partie des pièces à conviction. 543
La Cour d'assises refuse avec raison d'éliminer certains procès-verbaux et actes joints au dossier. 544

Pièces qu'on PEUT *remettre.* — Indication par la jurisprudence des pièces qu'on doit ou peut remettre : nombreuses espèces. 544
On peut remettre les interrogatoires de l'accusé ou des coaccusés. 547
Les pièces peuvent être remises quoiqu'elles n'aient pas été lues à l'audience. 548
L'irrégularité des pièces n'est pas un obstacle à la remise qui n'est faite qu'à titre de renseignements. 548
Mais, malgré la demande de l'accusé, la Cour peut refuser la remise de telles pièces. 549
Les pièces de conviction peuvent n'être pas remises. 550
La traduction des pièces écrites en langue étrangère, quoique convenable, n'est pas une nécessité légale. 550
Quelquefois les pièces peuvent être remises au jury avant son entrée dans la chambre des délibérations et dès l'ouverture des débats. 550

Pièces qu'on ne doit pas remettre. — Défense de remettre les dépositions écrites des témoins. — Pas de nullité si on les remet. 551
Cependant il y a nullité pour atteinte aux droits de la défense si les pièces n'ont pas été communiquées ou lues à l'accusé. 552
Qui doit-on considérer comme étant *des témoins?* . 552
Défense implicite de remettre les pièces qui ne sont pas *pièces du procès.* — Pas de nullité si on les remet, à moins que l'accusé n'ait pas été mis en mesure de les combattre : en ce dernier cas, violation des droits de la défense. 553

Constatation de l'accomplissement de la formalité. — Mention du procès-verbal et sa portée. 554

Numéros. Pages.

Pas de nécessité d'un récolement ou inventaire des pièces. 554
Le silence du procès-verbal n'est pas cause de nullité. 554
En cas de renvoi du jury dans la chambre de ses délibérations, il n'y a pas nécessité de réitérer la remise des pièces. 555
Formule du procès-verbal : modèle. 555
L'examen est terminé, la délibération du jury va commencer. 555

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME (1er VOLUME).

SECONDE PARTIE. - LIVRE PREMIER. De l'examen et des débats. (Suite.)
2589 à 2616. CHAP. VI. - **Suspension, clôture et réouverture des débats**
§ 1er. - *Suspension des débats*
Art. 353, C. inst. crim.; - Principe: Continuité du débat; - Exception: faculté de le suspendre
Continuité du débat, excellente en théorie. - Suspension, nécessité de la pratique
Traits distinctifs de la suspension et de l'interruption
Exemples de suspension tirés de faits nés du débat lui-même
Distinction tirée de la nature des actes étrangers aux débats. - Exemples
L'interdiction aux jurés de communiquer au dehors n'est pas prescrite à peine de nullité
Pouvoir discrétionnaire du président relativement à la suspension des débats
Moments de la suspension: Elle peut avoir lieu *avant* et *après* l'examen et les débats
Durée: Elle n'est pas fixée par la loi; pouvoir discrétionnaire; - Convenance de ne pas siéger les dimanches et fêtes
Causes. - L'art. 353, en indiquant la nécessité du repos, est purement énonciatif. - Exemples nombreux de diverses causes
Mode d'exécution. - L'interdiction de communiquer au dehors est, pour les jurés, un devoir de pure conscience. Inutilité de la séquestration des jurés
Mode de constatation. - Formule de procès-verbal. - En cela, rien qui soit de rigueur: Motifs et exemples
§ 2. - *Clôture des débats*
Art. 335. - Après l'ordonnance de clôture, plus de place pour autre chose que le résumé du président
Une ordonnance écrite n'est pas de rigueur
Une ordonnance verbale n'est même pas indispensable. - En commençant son résumé le président prononce implicitement la clôture. - Convenance d'une ordonnance et de sa mention au procès-verbal
§ 3. - *Réouverture des débats*
Certitude du droit de rouvrir les débats
Moment. - Réouverture possible jusqu'à ce que le verdict des jurés soit intervenu: même quand ils ont commencé leur délibération et résolu une partie des questions
Même encore quand, les jurés rentrés à l'audience, leur chef s'apprête à lire leur déclaration
La déclaration du jury lue à l'audience, le droit de réouverture expire. - Exemple et discussion d'un arrêt
Par qui la réouverture est ordonnée. - S'il n'y a opposition, c'est par le président
En l'absence de tout contentieux, la Cour ne commet pas un excès de pouvoir en ordonnant elle-même la réouverture
En cas d'opposition, qui constitue une matière contentieuse, un arrêt est indispensable
La réouverture des débats est une mesure d'initiative ou sollicitée. - Souveraineté du droit du président et de la Cour
Causes de la réouverture. - Elles ne sont pas définies: l'intérêt de la vérité est le seul élément à consulter. - Exemples
Quand, dans son résumé, le président lit des pièces nouvelles, nécessité de rouvrir les débats, si cette mesure est requise par l'accusé ou le ministère public. - Renvoi
Quelques mots à échanger ne sont cause à réouverture des débats et n'en ont pas le caractère
Forme et constatation. - Pas de formule sacramentelle: pas de nullité si la réouverture n'est pas déclarée et constatée, alors que, en fait, elle a existé
Convenance d'une constatation et ses formes ordinaires. - Modèle des mentions du procès-verbal
2617 à 2643. CHAP. VII. - **Résumé du président des assises**
Observation générale
Art. 336, § 1 et 2, du Code d'inst. crim. - Division du chapitre
§ 1er. - *Origine, objet, importance du résumé*
Origine du résumé
Son objet et son utilité
Son importance. Formalité substantielle, il est prescrit à peine de nullité
Nullité si le procès-verbal ne mentionne pas qu'il a été prononcé
§ 2. - *Place du résumé dans la procédure orale.*
Le président procède au résumé lorsque l'instruction est terminée
Le résumé est fait en public alors même que les débats ont eu lieu à huis clos
Exception, par exemple, pour cause de désordres et de tumulte
§ 3. - *Par qui le résumé est fait*
Le résumé ne peut être fait que par le président: son pouvoir est *incommunicable*
Le résumé ne peut être l'objet d'aucune controverse
La Cour d'assises ne peut s'ingérer dans la manière dont le résumé est présenté
Réserve du cas où le président produit des faits nouveaux ou des pièces nouvelles
§ 4. - *Contenu du résumé*
La loi abandonne tout à la sagacité et à la conscience du président
Application, par la jurisprudence, de ce principe
Exception pour le cas où le président présente des faits nouveaux ou des pièces nouvelles; alors les débats doivent être rouverts
Comment le président procède en ce cas
Quid, si le président ne rouvre pas les débats? Distinction
Principes d'équité s'imposant à la conscience du président. Qualités d'un bon résumé
Le président peut-il exprimer son opinion personnelle?
§ 5. - *Forme et formule du résumé*
Rien de déterminé quant à la forme et à la formule du résumé: les usages suppléent au silence de la loi
Deux méthodes suivies; 1re méthode: le président fait une simple analyse des débats; - 2e méthode: il les apprécie et examine l'affaire dans son ensemble
Discussion de ces deux méthodes: la 2e est la préférable
Inutile, si l'accusé n'entend pas le français, de lui traduire le résumé par interprète
Constatation du résumé par le procès-verbal
Mention spéciale en cas de huis clos
Exemples des énonciations à insérer dans le procès-verbal
LIVRE SECOND Questions, avertissements et remise des pièces au jury.
Numéros, Pages.
Importance capitale et difficulté de cette matière. - Division de ce livre
2645 à 2874. CHAP. Ier. - **Règles générales sur les questions à poser au jury**
Observations préliminaires. - Division du chapitre.
2646 à 2669. **SECTION Ire. - Attributions respectives des jurés et de la Cour d'assises**
2670 à 2759. **SECTION II. - Source réelle et base des questions**
2760 à 2807. **SECTION III. - Questions sur les faits nouveaux ou modificatifs résultant des débats**
2808 à 2815. **SECTION IV. - Questions sur la moralité des faits ou sur la culpabilité de l'accusé**
2816 à 2825. **SECTION V. - Circonstances exclusives de la criminalité. - Faits justificatifs**
2826 à 2836. **SECTION VI. - Questions relatives au discernement**
2837 à 2874. **SECTION VII. - Questions relatives aux excuses légales**
2646 à 2669. **SECTION Ire. - Attributions respectives des jurés et de la Cour d'assises**
Les assises constituées par le double concours des jurés et des juges
Attributions respectives des jurés et des juges. - Aux jurés le fait, aux juges le droit
Fondements de cette règle, constante aujourd'hui
Jurisprudence ancienne à cet égard
Jurisprudence moderne
Application de la règle à diverses espèces et notamment au crime de faux
Dans la pratique, et par exception, certaines questions de droit étroitement liées au fait peuvent être permises aux jurés
Exemples des questions qui ne sauraient être posées au jury, en matière de: Récidive, - complicité, - banqueroute frauduleuse, - concussion ou corruption, - duel, - faux, - viol ou attentat à la pudeur
Exemples des questions réservées au jury, en matière de: Fonctions de la gendarmerie, - conspiration de vendémiaire an IV, - discours séditieux, - empoisonnement, - révélation de complot, - cris séditieux; - homicide par imprudence, - banqueroute, - fausse monnaie, - âge de la victime d'un attentat à la pudeur, - circonstances d'un vol, - réimpression d'ouvrage condamné, - conséquences d'un faux, - identité de l'accusé
Exemples de questions de droit permises au jury, en matière de: Qualité de l'accusé
Compétence du jury pour déclarer si l'accusé de banqueroute a la qualité de commerçant failli, qu'il existe ou n'existe pas de jugement déclaratif de la faillite
Comment, en la forme, est posée au jury la question sur la banqueroute
Compétence du jury et de la Cour en matière d'attentat à la pudeur;
Avortement;
Faux;
Fonctions publiques
La compétence du jury sur la qualité de l'accusé s'exerce non-seulement au regard de la Cour d'assises, mais aussi au regard de la juridiction civile
En dehors de la qualité, les attributions du jury s'étendent à la caractérisation de la nature des choses. Exemple: incendie de récoltes
Et aussi à l'examen de la force des preuves de l'accusation
Le jury ne peut se poser des questions autres que celles qui ont été formulées par le président
De même, il ne peut retrancher aucune des questions à lui soumises
Il ne peut, non plus, changer le caractère du fait qui lui est déféré
Les jurés ne sont interrogés que sur le résultat de leur intime conviction: conséquences
Le verdict des jurés est obligatoire pour la Cour d'assises. - Renvoi
2670 à 2759. **SECTION II. - Source réelle et base des questions**

§ 1er. - *Source réelle et base des questions*
Nécessité de mettre les questions en harmonie avec l'accusation elle-même
C'est l'arrêt de renvoi, plutôt que l'acte d'accusation, qui est la source réelle et la base des questions
Jurisprudence affirmant en termes généraux cette règle
Rappel des modifications licites que l'acte d'accusation peut faire à l'arrêt. - Renvoi
Principes et idées qui dirigent le président quand il arrête la formule de ses questions
En premier lieu, si l'acte d'accusation a substitué une qualification nouvelle, - bonne ou mauvaise, - à celle de l'arrêt de renvoi, le président doit reprendre celle de l'arrêt de renvoi
Nombreux arrêts en ce sens
En deuxième lieu; le président ne peut ajouter un nouveau chef à ceux relevés par le dispositif de l'arrêt de renvoi
Néanmoins, il peut poser une question sur un fait qui se trouve implicitement compris dans l'accusation relevée par l'arrêt
En troisième lieu, le président ne peut puiser une question dans l'ordonnance du juge d'instruction infirmée par l'arrêt de mise en accusation
Développement de la règle qui, lorsque le résumé de l'acte d'accusation est vicieux, permet et prescrit au président de réparer l'erreur en faisant retour à l'arrêt de renvoi
Application de cette règle et de celle qui autorise le président à rectifier les erreurs matérielles de l'arrêt de renvoi lui-même
De même, si deux parties de l'acte d'accusation ne sont pas d'accord entre elles, le président doit adopter l'interprétation qui concorde avec l'arrêt de renvoi
Le président rectifie encore l'acte d'accusation quand cet acte soumet au jury des questions de droit
L'accusé n'est recevable à se plaindre de l'irrégularité des questions que lorsqu'il a un intérêt réel. - Exemples
§ 2. - *Questions relatives aux circonstances constitutives du crime*
Nécessité de comprendre dans les questions toutes les circonstances constitutives retenues par l'arrêt de renvoi
Arrêts nombreux appliquant cette règle et détermination des circonstances constitutives: - En matière de tentative;
De complicité;
De bigamie;
De faux témoignage en matière criminelle et en matière civile. - Témoin frappé d'incapacité
Distinction entre la subornation de témoins et la provocation au faux témoignage: dans ce dernier cas, nécessité d'énoncer les éléments de la complicité. - Référence à une question antérieure;
De séquestration: espèce curieuse;
De coups et blessures: la volonté est élément constitutif;
De violences envers un fonctionnaire;
De meurtre: la volonté est aussi constitutive; - accusation de ce crime contre un fonctionnaire;
De vol; - sa définition; - immunité de l'art. 380 du Code pénal;
De pillage;
D'extorsion de titres;
De destruction d'effets;
De concussion;
De banqueroute frauduleuse; - circonstances constitutives de ce crime et de sa complicité; - ainsi que d'un crime accessoire;
De fausse monnaie française ou étrangère;
De corruption de fonctionnaire;
D'infanticide;
De suppression d'enfant;
D'attentats à la pudeur;
De viol;
D'incendie: détermination des caractères constitutifs: fait matériel, volonté, préjudice: maison habitée, assurée, appartenant à autrui ou à l'accusé: incendie de récoltes; - par communication;
De détournement de mineur;
D'abus de confiance par serviteur à gages;
D'empoisonnement;
De faux: caractères généraux de tout faux;
Diverses espèces de faux ayant leurs caractères propres;
1° Faux par fonctionnaires publics;
2° Faux en écriture authentique et publique; - nombreuses espèces résolues par la jurisprudence;
3° Faux en écriture de commerce ou de banque; - espèces diverses;
4° Faux privé; exemples et notamment quant aux registres domestiques;
5° Usage de faux
La circonstance omise dans le *dispositif* de l'arrêt de renvoi peut être insérée dans la question si elle résulte des *motifs* de l'arrêt ou de l'*ordonnance de prise de corps*
Espèce dans laquelle un arrêt a poussé bien loin le droit de rectification
La circonstance empruntée à des parties de l'arrêt autres que son dispositif doit se lier clairement au fait de l'accusation
Nullité incontestable si le président omet une circonstance constitutive retenue dans l'arrêt de renvoi
Cependant pas de nullité si l'omission porte sur un point accessoire, secondaire et sans rapport avec la caractérisation du crime
Ou sur un fait qui, quoique particularisé par l'arrêt, ne forme ni crime, ni délit, ni aggravation
Circonstances oiseuses, inutiles, ridicules ou contradictoires avec l'accusation
Les actes authentiques n'enchaînant pas la conscience des jurés, on doit faire porter les questions même sur les faits constatés par des actes de cette nature. - Jurisprudence
§ 3. - *Questions relatives aux circonstances aggravantes*
Définition des circonstances aggravantes
Nécessité de mentionner dans les questions toutes les circonstances aggravantes relevées dans l'arrêt de renvoi
Exemples: vol sur chemin public; - avortement, qualité de l'accusé; - coups et blessures, incapacité de travail personnel; - violence par un fils envers son père; - ou contre un fonctionnaire
Et il faut les énoncer avec tous les éléments qui les caractérisent. - Exemples: en matière d'effraction intérieure et extérieure;
En matière d'escalade;
En matière de fausses clefs;
En matière de vol par un ouvrier;
Vol par un voiturier;
Actes de barbarie;
Attentats à la pudeur: autorité du coupable sur la victime; - maîtres et domestiques; - fonctionnaire; - assistance d'un tiers
Détournement de mineur; - âge de la victime
La nullité ne cesserait pas d'exister si l'élément aggravant omis dans la question spéciale était mentionné dans la question principale; il y aurait complexité prohibée
Quand les faits ont été déclarés par le jury, c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'ils constituent légalement la circonstance aggravante. - Exemples.
Nécessité de questions distinctes et séparées pour les circonstances aggravantes. - Renvoi
§ 4. - *Questions relatives aux délits connexes*
Au cas de connexité, les Cours d'assises deviennent compétentes pour connaître de délits
Comme dans les autres affaires les jurés font leur office et la Cour applique la peine
Jurisprudence maintenant avec énergie les attributions des jurés en cette matière
Cependant, ici encore, la Cour d'assises statue sur les questions de droit qui peuvent surgir: exemple en matière d'adultère
Numéros. § 5. - *Nécessité de purger complétement l'accusation*
La question qui omet un chef d'accusation, une circonstance constitutive, ou une circonstance aggravante, ne purge pas l'accusation
Dispositions du Code de brumaire et jurisprudence ancienne
Exception, sous ce Code, quand la question ne pouvait exercer aucune influence sur la peine
Quoique notre Code ne contienne pas une disposition textuelle, la règle est la même et dérive de l'article 337
Exemples nombreux en diverses matières
La règle s'applique même aux faits qui, omis dans le résumé de l'acte d'accusation, sont retenus par le dispositif de l'arrêt de renvoi
Et aussi à ceux qui sont relevés par les motifs ou l'ensemble de cet arrêt et par l'ordonnance de prise de corps. - Exemples
La règle est encore applicable quand l'arrêt de renvoi, sans relever expressément une circonstance constitutive, se réfère à un article de loi qui la contient. - Exemples
Résumé de la portée de notre règle
Néanmoins le décès de l'accusé purge l'accusation, mais non pas à l'égard de ses complices
Sous le Code de brumaire, l'omission emportait nullité quand le ministère public était demandeur en cassation. - En était-il toujours de même quand le pourvoi était formé par l'accusé? - Dissentiment avec M. Faustin Hélie. - Distinction faite par la jurisprudence
Règles sous notre Code: 1° l'omission d'un chef n'entraîne pas nullité des questions régulièrement posées; - 2° cette omission entraîne, au contraire, la nullité de la question qui aurait dû contenir la circonstance constitutive omise; - 3° l'omission d'une circonstance aggravante est aussi cause de nullité
Toutefois, l'accusé ne peut avoir moyen d'annulation, là où il n'a nul intérêt. - Jurisprudence
Quand c'est le ministère public qui réclame contre l'omission, la nullité est toujours encourue
L'omission est réparable avant la lecture de la déclaration du jury. - Renvoi
Quand le fait principal est écarté, l'omission ou le refus de déclaration par les jurés sur une question qui est la dépendance de ce fait, n'a aucun effet irritant
2760 à 2807. **SECTION III. - Questions sur les faits nouveaux ou modificatifs résultant des débats**
§ 1er. - *Faits nouveaux résultant des débats*
Distinction entre les faits nouveaux et les circonstances modificatives
Règle interdisant d'introduire dans les questions des faits nouveaux, autres que ceux pour lesquels il y a mise en accusation
Définition d'un fait nouveau, autre que celui de l'accusation
Application de ce principe par l'ancienne jurisprudence, en matière de coups et blessures, - vol.

Application par la jurisprudence moderne en matière d'avortement, - complicité de banqueroute, - détournement de pièces par un avoué, - infanticide, - banqueroute, - fausse monnaie, - culpabilité d'un accusé transportée à un autre, - faux, - tentative de meurtre, - émission de fausse monaie
La connexité d'un fait nouveau au fait de l'accusation justifierait-elle une question nouvelle? - distinction
L'adhésion de l'accusé ne permettrait pas de valider une question incompétemment soumise au jury
§ 2. - *Circonstances nouvelles résultant des débats*
Observations générales. - Ce ne sont pas seulement les circonstances aggravantes nouvelles qui peuvent être posées comme résultant des débats: ce sont aussi toutes les autres circonstances modificatives. - Leur définition
L'accusé ne peut se plaindre qu'on a déplacé le terrain du débat
Consécration de cette règle par l'ancienne jurisprudence
Et aussi par la jurisprudence moderne: nombreuses citations
La règle comprend: 1° les circonstances aggravantes; - 2° celles qui atténuent; - 3° celles qui, sans altérer le fait, modifient la qualification; - 4° celles qui modifient le fait sur certains points accessoires
1° *Circonstances aggravantes.* - Aucun doute à cet égard, en présence du texte de l'art. 338
Exemples en matière de violence: - assassinat suivi de vol, - vol avec violences, - emploi de fausses clefs, - qualité de domestique, - aide d'un tiers, - serviteur à gages, - avortement, - chemin public, - attentat à la pudeur
Il en est ainsi alors même que les circonstances nouvelles résultant des débats constitueraient elles-mêmes des crimes d'une autre nature, si elles sont aggravantes du fait principal. - Exemples
2° *Circonstances qui atténuent.* - Atténuer une accusation, ce n'est pas en changer le caractère
Exemples de circonstances qui atténuent, pouvant être posées quand elles résultent des débats, en matière d'homicide, - faux, - banqueroute, - infanticide, - enlèvement de mineur, - attentat à la pudeur
3° *Circonstances modifiant la qualification.* - Elles peuvent légalement être posées comme résultant des débats
Questions nouvelles sur la tentative
Questions nouvelles sur la complicité
A l'inverse, questions de tentative ou de complicité, suivies de questions nouvelles sur la consommation directe du crime
Espèces diverses en matière de faux, - complot, - viol, - fausse monnaie, - banqueroute, complicité, - vol domestique, - faux en écriture de commerce
4° *Modification du fait et de ses accessoires.* - Cette modification est licite
Exemples en matière d'incendie, - distribution de faux congés, - vol, - vol avec violences, - complicité par recel ou par provocation, - banqueroute frauduleuse, - attentat à la pudeur, - complot, - parricide, - banqueroute simple, - infanticide, - extorsion de signatures, - incendie de maison habitée, - exposition d'enfant, - coups et blessures
§ 3. - *Par qui et comment les questions nouvelles sont posées. - Mode de constatation qu'elles résultent des débats*
Par qui les questions nouvelles sont posées. - C'est le président qui pose les questions nouvelles résultant des débats, - d'office ou sur la provocation du ministere public, de l'accusé, de ses assesseurs ou des jurés
S'il s'élève un contentieux, la Cour d'assises statue
Défaut de signature d'un arrêt incident
On a jugé que cet arrêt peut ne pas être motivé. - Renvoi
L'accusé n'a pas le droit de se plaindre de ce que des questions nouvelles ont été posées, si elles ont été résolues en sa faveur
Le ministère public peut-il se plaindre de la position de questions nouvelles?
Quand ils refusent de poser des questions nouvelles, les arrêts, fondés sur *les faits,* sont souverains: - au contraire, ils sont sujets à recours s'ils sont motivés *sur le droit*
Les circonstances nouvelles peuvent être posées comme résultant des débats, alors même qu'elles auraient été écartées, en fait, par l'arrêt de renvoi.
En serait-il de même si l'arrêt de renvoi les avait repoussées par une appréciation de droit? Oui. - Dissentiment avec M. Faustin Hélie: Discussion
Le rejet d'une question requise sur un fait, qui ne constitue pas une excuse, ne viole aucune loi
Quand la Cour reconnaît que le fait résulte des débats, peut-elle refuser la question? - Arrêts dans les deux sens
Quoi qu'il en soit, le président n'est tenu de poser la question que quand il y a eu des conclusions formelles
Poursuites ultérieures quand la circonstance résultant des débats n'a pas été relevée. - Exemples
Comment les questions nouvelles sont posées. - La question nouvelle *est ajoutée* aux questions ressortant de l'arrêt de renvoi, qui doivent toujours être maintenues
La question résultant du débat peut être comprise dans la question principale; mais il en est autrement quand elle porte sur une circonstance aggravante
Le président peut, dans une question résultant des débats, rectifier la date erronée de l'arrêt de renvoi
Mode de constatation que les questions nouvelles résultent des débats. - La présomption est que la question nouvelle résulte des débats
Surtout lorsqu'il n'y a aucune réclamation
La preuve contraire entraîne la nullité
Inutile de constater de quelle partie des débats elle a surgi
Connaissance doit être donnée à l'accusé de la position d'une question résultant des débats
Mais il n'est pas nécessaire de faire connaître à l'accusé, avant la clôture des débats, que la question sera posée. - La lecture de la question, au moment où on la pose, satisfait au droit de la défense
La présomption que connaissance a été donnée à l'accusé de la question nouvelle, cède à la preuve contraire résultant du procès-verbal
La connaissance donnée à l'accusé, avant la clôture des débats, loin d'être cause de nullité, est une mesure favorable à la défense
2808 à 2815. **SECTION IV. - Questions sur la moralité des faits, ou sur la culpabilité de l'accusé**
Les jurés doivent constater non-seulement la matérialité des faits, mais aussi leur moralité. - Le Code de brumaire an IV séparait ces deux éléments
Notre Code les réunit dans la formule: *est-il coupable?*
Interprétation, par la jurisprudence, du sens du mot *coupable*
Ce mot n'est pas sacramentel: il peut être remplacé par des équipollents
Mais la prudence veut qu'on se serve des expressions de la loi
Il faut que la question et la réponse soient applicables directement à l'accusé
Pour certains crimes, il faut, en sus du mot *coupable,* insérer dans la question la fraude, ou la volonté ou la connaissance. - Exemples en matière de soustraction, - de complicité par assistance, - de coups et blessures, - de banqueroute
Cette nécessité est une exception qui ne peut être étendue à des cas autres que ceux prévus par la loi. - Décisions en matière de fausse monnaie, - d'homicide, - d'avortement procuré, - de tentative d'homicide
2816 à 2825. **SECTION V. - Circonstances exclusives de la criminalité. - Faits justificatifs**
Les faits justificatifs effacent le crime lui-même
Faut-il, pour ces faits, une question spéciale? Oui, sous le Code de l'an IV; - Non, sous notre Code
La jurisprudence décide ainsi relativement à la démence;
Et aussi relativement à la contrainte irrésistible;
Et encore, du moins en général, quant à la légitime défense;
Et enfin, en matière de suppression d'enfant, quant à la non-viabilité
Discussion de l'opinion contraire de criminalistes autorisés
La Cour *peut,* cependant, poser une question spéciale sur les faits justificatifs. - Décisions conformes
Parfois, en disant que l'accusé est coupable, les jurés entendent ne mettre à sa charge que le fait matériel, et exclure l'intention criminelle. - Exemple
Quand des questions sont posées sur les faits justificatifs, c'est parce qu'elles résultent des débats
2826 à 2836. **SECTION VI. - Questions relatives au discernement**
Epoque légale du discernement. - Art. 340 du Code d'instruction criminelle
Qui a compétence pour déclarer si l'accusé a plus ou moins de seize ans?
Comment, en la forme, est posée la question relative au discernement
Quand l'accusé prétend n'avoir pas seize ans, il faut deux questions distinctes
L'époque du crime détermine si la question de discernement doit être posée
L'accusé qui n'a pas allégué devant la Cour d'assises avoir moins de seize ans, ne peut se faire devant la Cour de cassation un moyen de son âge
Devant les jurés, l'accusé est recevable à contester l'autorité d'un acte de naissance produit contre lui. - Renvoi
Question de discernement indûment posée au jury
Nécessité de poser la question de discernement autant de fois qu'il y a de crimes distincts
Réponse illégale du jury relative au discernement alors que la question n'a pas été posée
L'arrêt rejetant la position d'une question de discernement doit être motivé
2837 à 2874. **SECTION VII. - Questions relatives aux excuses légales**
Dispositions du Code de brumaire an IV
Innovation du Code de 1808 et du Code pénal de 1810: on admet certains faits comme excuses légales
Sous ces Codes, la jurisprudence reconnaissait aux Cours d'assises la faculté de ne pas poser les questions d'excuses ou de déclarer qu'elles ne résultaient pas des débats
Depuis la loi de 1832, quand le fait d'excuse est légal, la question est obligatoire
Puissance absolue de la règle. - Exemples
Compétence respective des jurés et de la Cour d'assises
Espèces dans lesquelles on a fait respecter les attributions des jurés
Quatre espèces dans lesquelles les pouvoirs des Cours d'assises ont été reconnus
Sur quelles réquisitions la position des questions d'excuse est obligatoire: accusé, - ministère public
Le président peut les poser d'office; et, seul, quand il n'y a pas de contentieux
Nullité des arrêts qui, rejetant une question d'excuse, ne sont pas motivés
Si le jury se pose à lui-même une question d'excuse, la Cour d'assises n'en doit faire état
Nécessité de rouvrir les débats pour poser une question d'excuse, après leur clôture. - Renvoi
Cette question ne peut être posée après la lecture de la déclaration du jury
Caractères légaux de l'excuse. - Droit d'examen de la Cour d'assises
Deux catégories: faits expressément admis comme tels par la loi; - faits auxquels la loi permet d'appliquer une peine moins rigoureuse. - Art. 65 du Code pénal
Nomenclature des faits expressément admis

Indication de faits auxquels la loi permet l'application d'une peine moins rigoureuse
Faits qui, sans effacer le crime, exemptent de toute pénalité: ils sont considérés comme excuses que j'appelle *péremptoires.* - Indication de ces faits
Peine applicable au cas où l'excuse est admise. - Absolution
Espèces dans lesquelles la jurisprudence a constaté le caractère d'excuse: rébellion en bande; - complot; - émission ou introduction de fausse monnaie; - séquestration; - meurtre, coups et blessures
L'excuse de la provocation inadmissible au cas d'excès contre les agents de la force publique
Arrêt qui décide pourtant que la question doit être posée pour le cas où le caractère d'agent ne serait pas reconnu dans la personne de la victime
Quid, quand c'est l'agent de la force publique qui est accusé?
Espèces dans lesquelles la jurisprudence a refusé de reconnaître l'excuse: ivresse; - imputation verbale d'un délit; - excuse mal caractérisée; - évasion de détenus
Meurtre de l'un des époux par son conjoint
Séquestration et meurtre en pays étranger
Droit de la Cour de refuser de poser, en matière de meurtre, la question subsidiaire de coups et blessures; - ou celle d'imprudence et maladresse
La circonstance que l'enfant serait mort-né n'est pas excuse de la suppression d'enfant
Le fait d'avoir été entraîné n'est pas excuse du crime de pillage
Il faut que l'accusé, ou son conseil, caractérise en termes légaux l'excuse qu'il propose
Une créance de l'accusé n'excuse pas le faux
Viol consommé à l'époque de la conception sur la femme accusée d'infanticide
Crimes prévus par les art. 86, 87 et 91 du Code pénal: l'excuse de l'art. 100 ne leur est pas applicable
Menaces de mort à un délinquant par des agents de la force publique
Faux témoignage: crainte de se nuire
Nécessité de mentionner la majorité dans une réponse du jury repoussant une excuse
Si le jury ne répond pas à une telle question, sa déclaration est incomplète
2875 à 3019. CHAP. II. - **Rédaction, forme matérielle et mode de position des questions**
2875 à 2993. **SECTION I^re^. - Rédaction des questions**
2994 à 3000. **SECTION II. - Forme matérielle des questions**
3001 à 3019. **SECTION III. - Mode de position des questions. - Incidents**
2875 à 2993. **SECTION I^re^. - Rédaction des questions**
§ 1^er^. - *Observations générales sur la rédaction des questions*
Modification des termes. - Le président peut, dans ses questions, modifier *les termes* de l'arrêt de renvoi, pourvu qu'il en reproduise la substance
La formule indiquée par les art. 337 et 338 du Code d'instruction criminelle, est purement énonciative et non limitative
Il en est de même de celle de l'art. 339
Changement d'ordre et de classification. - Le président peut changer *l'ordre* des questions: exemples
Division et décomposition. - Il peut les décomposer et *les diviser:* exemples
Mais il entache ses questions de nullité si, en les divisant, il dénature l'accusation: exemples
Etendue, additions. - Le président peut donner à ses questions plus ou moins d'étendue et y faire certaines additions: exemples
Précision, omissions ou retranchements. - Il peut leur donner plus ou moins de précision et y faire certains retranchements ou omissions: exemples
Résumé des facultés reconnues au président dans la rédaction des questions
Equipollents: analyse de nombreuses espèces
Equipollents valables quand, au lieu d'employer le terme défini, le président se sert de la définition légale: exemples
Méthode inverse consistant à substituer le terme défini à la définition elle-même: exemples
Expressions imparfaites ne pouvant être réputées des équipollents: analyse de nombreuses espèces
Exemples de questions rédigées avec une surabondance ridicule et dangereuse
Questions dans lesquelles ont été employées des expressions légales, mais en contradiction les unes avec les autres
§ 2. - *Rédaction des questions quant à l'énoncé du fait et de ses accessoires*
Enoncé des faits essentiels. - Renvoi
Nécessité de préciser les faits accessoires relatifs à la personne de l'accusé, - à la date du crime, - au lieu où il s'est accompli, - et aussi à la victime
Désignation de l'accusé: ses nom et prénoms
Date du crime: elle est toujours utile et quelquefois indispensable: exemples
Droit de rectification de la date erronée. - Renvoi
Inutilité de la reproduction de la date dans l'arrêt de condamnation
Lieu du crime: en général, son indication n'est pas une nécessité. - Il en est autrement si le lieu constitue une circonstance aggravante
Désignation de la victime: en général, elle n'est pas indispensable. - Mais elle le devient, si elle sert à la qualification du fait, ou si elle motive l'aggravation de la peine
§ 3. - *Questions complexes*
Observations générales. - Historique de la loi quant à la complexité des questions
Règle qui prohibe la complexité dans cinq cas différents: chefs d'accusation indépendants; - séparation du fait principal et des circonstances aggravantes, ou de chacune de ces circonstances; - faits d'excuses légales; - discernement; - plusieurs accusés
1^re^ *observation:* pas d'ouverture à cassation pour l'accusé qui n'a souffert aucun préjudice de la complexité, ou lorsque la peine est justifiée par les réponses à d'autres questions régulières
2^e^ *observation:* de même, pas de nullité, quand chacun des faits de la question complexe est puni de la même peine. - Renvoi
3^e^ *observation:* ou quand l'élément a été mentionné dans une autre question régulièrement posée
4^e^ *observation:* ou quand le jury décompose et fait une réponse distincte
N° 1. - *Interdiction de réunir plusieurs chefs d'accusation ou plusieurs objets d'un même chef. - Règle générale*
Définition des chefs d'accusation distincts et indépendants: exemples en matière de: vol, - assassinat et vol, - faux, - attentat à la pudeur, - subornation de témoins, - empoisonnement, - incendie, - détournement de mineure, - infanticide, - mixte
La règle s'applique aux complices aussi bien qu'aux auteurs principaux: exemples
On ne peut réunir la complicité ordinaire et la complicité par recel. - Renvoi
Exceptions à la règle ou son interprétation: exemples: en matière de presse; - deux faits réputés un fait unique; - ou dont l'un est principal et l'autre dépendance; - ou dont l'un est constitutif et l'autre indifférent; - ou qui ne sont que des moyens d'exécution; - ensemble d'actes successifs; - crime unique portant sur des choses diverses
Autre exception pour les crimes sui generis: exemples: parricide; - infanticide; - émission de fausse monnaie; - complicité de banqueroute; - faux; - empoisonnement; - pillage; - extorsion; - vol dans un dépôt public; - détournement de deniers publics; - exposition d'enfant; - évasion de détenu
N° 2. - *Circonstances aggravantes.* - Ancienne législation, droit actuel. - Interdiction de réunir le fait principal aux circonstances aggravantes ou ces circonstances entre elles
Distinction entre les circonstances constitutives, - constitutives et aggravantes, - purement aggravantes
Nuances qui séparent les circonstances constitutives et les circonstances aggravantes: exemple en matière d'incendie; - maison appartenant à autrui ou à l'accusé; - maison habitée ou assurée; - incendie par communication
Exemple en matière d'attentat à la pudeur; - âge, violence, autorité
Exemple en matière de viol
Exemple en matière d'enlèvement de mineure
Application par la jurisprudence: homicide;
Meurtre et crime concomitants. - Observations diverses
Meurtre d'un fonctionnaire;
Coups et blessures;
Vol;
Avortement;
Rébellion;
Société secrète;
Menaces par écrit;
Subornation de témoins;
Abus de confiance par serviteur à gages
Applications de la règle qui prohibe la réunion des circonstances aggravantes entre elles, en matière de: meurtre avec préméditation et but de s'approprier une somme d'argent; - vol par deux personnes, chemin public, violence et port d'armes; - maison habitée et effractions; - complicité, par plusieurs, escalade et effraction; - nuit et maison habitée; - meurtre, nuit, maison habitée, pour faciliter vol; - préméditation et guet-apens; - vol avec violences et traces de blessures
Réunion licite de deux ou plusieurs éléments qui constituent la circonstance aggravante: exemples
N° 3. *Excuses.* - Nécessité de séparer le fait d'excuse de la question relative au fait principal
Autant il y a de chefs distincts, autant il faut de questions séparées d'excuse
N° 4. *Discernement.* - Autant il y a de chefs d'accusation, autant il faut de questions distinctes de discernement. - Renvoi
N° 5. *Plusieurs accusés.* - L'ancienne législation permettait de comprendre plusieurs accusés dans une même question; la loi actuelle l'interdit. - Jurisprudence
La règle ne s'oppose pas à ce que l'on mentionne la coopération au crime d'une personne autre que l'accusé: exemple
Dans le crime par plusieurs, il faut aussi la séparation du fait principal et des circonstances aggravantes
Quand une question générale a été posée pour la circonstance aggravante, faut-il une question spéciale pour chaque accusé? - Distinction entre les faits matériels et les faits moraux. - Jurisprudence
La reproduction des circonstances aggravantes posées pour l'auteur principal, n'est pas nécessaire quant au complice. - Renvoi
Pluralité de victimes. - On peut comprendre dans une même question plusieurs victimes d'un même crime; exemples
On ne le pourrait plus s'il s'agissait de crimes différents
§ 4. - *Questions alternatives*
Définition des questions alternatives, et énoncé des règles générales à leur sujet
1^re^ *règle.* - Cas dans lesquels les questions alternatives sont nulles comme entachées de complexité prohibée: exemples: détruit, dégradé ou pillé; - vol dans une cour ou emplacement; - soustraction ou rétention; - coups portés ou autres violences commises; - détourné ou dissipé

Nombreuses annulations dans des questions où l'accusé est présenté comme auteur ou comme complice
Pas d'alternative ni de complexité s'il est posé sur les mêmes faits une double question de perpétration comme auteur et comme complice; exemple
La complexité entache les questions alternatives portant sur diverses circonstances aggravantes comme lorsqu'elle s'applique à des faits principaux
Est-elle complexe la question: l'accusé a-t-il agi avec ou sans discernement?
Pas de complexité dans l'alternative du vol de tout ou de partie
2e *règle.* - Pas de nullité lorsque les conséquences pénales des diverses branches de l'alternative sont les mêmes dans l'une ou l'autre hypothèse. - Exemples: fabriqué ou fait fabriquer; - contrefait ou fait contrefaire; - apposé ou fait apposer; - contrefaçon ou altération de monnaie
L'alternative ne vicie pas non plus la question lorsqu'elle réunit deux faits que la loi identifie: exemples
A plus forte raison, il en est ainsi quand il s'agit de la réunion de divers modes d'accomplissement du même crime: exemples
On peut interroger le jury par une même question alternative sur les divers faits de complicité qui comportent la même peine et qui ont les caractères légaux de la complicité
Mais on ne peut réunir alternativement la complicité ordinaire de l'art. 60, Code pénal, et la complicité spéciale par recélé
3e *règle.* - En précisant clairement ce qu'il déclare, le jury purge le vice de complexité de la question alternative
Le système des questions alternatives est attaqué sans motifs sérieux; il présente souvent des résultats utiles; on ne saurait, ni en fait, ni en droit, le proscrire toujours
§ 5. - *Questions relatives à la tentative*
Caractères constitutifs de la tentative punissable
Contenu de la question relative à la tentative. - Nullité, si l'on omet l'un des deux éléments essentiels: exemples
Cette règle est générale et s'applique à tous les crimes, sauf les cas spéciaux où la loi en a disposé autrement
Exception à la règle, en matière d'attentat à la pudeur avec violence: la tentative et la consommation sont également punissables
L'exécution *suspendue* et l'*effet manqué* sont deux branches de l'un des éléments de la tentative: l'omission de la première branche n'est pas cause de nullité
La condition substantielle que l'*effet n'a été manqué que par,* peut être exprimée par des équipollents: indication d'un équipollent et d'une expression imparfaite
Exemple d'équipollent de la manifestation extérieure
Mode de position de la question relative à la tentative. - Autrefois, on séparait ses divers éléments; aujourd'hui, comme ils sont constitutifs, il faut les réunir
§ 6. - *Questions relatives à la complicité*
On doit mentionner dans les questions les éléments constitutifs de la complicité. - Renvoi
Les règles sur la complicité sont générales et s'appliquent à tous les crimes, sauf le cas où la loi en a disposé autrement
Pour être complète, la question doit porter: 1° sur les éléments de la complicité; - 2e et sur les éléments constitutifs du fait principal
1er POINT. - *Mention des éléments de la complicité.* - La règle s'applique à chacun des modes de complicité
En matière de *provocation,* il faut les dons, promesses, etc., ou les artifices coupables: exemple pour le faux témoignage
Référence à la question principale
Quand il s'agit de complicité *par instructions,* la connaissance est nécessaire
Insuffisance, si, au lieu de dire qu'on savait que les moyens fournis *devaient* servir au crime, on dit qu'ils *pouvaient* y servir
Quand il s'agit de complicité par provocation d'avortement, il faut mentionner qu'il s'en est suivi
En matière de complicité par *aide et assistance,* la connaissance est aussi nécessaire: équipollent
Cette nécessité ne cesse pas d'exister quand il s'agit de viol
Inutile d'exprimer en quoi ont consisté l'aide et assistance
Dans l'aide et assistance les mots: *avec connaissance* ne sont pas sacramentels: équipollent dans une accusation de vol
Complicité par recel
L'accusation de crime commis conjointement et de complicité se rapporte à la coopération comme auteur. - Conséquence
2e POINT. - *Mention des éléments constitutifs du fait principal.* - Réunion de ces éléments à ceux de la complicité
La nécessité de cette réunion ne fléchit pas lors même que les circonstances du crime ont été constatées antérieurement contre l'auteur principal
Exception à cette règle quand l'accusé principal et le complice sont jugés ensemble: il suffit d'une référence entre la question de complicité et les questions précédentes. - Exemples
Le complice étant passible de la même peine que l'auteur principal, la référence n'est même pas nécessaire quant aux circonstances aggravantes. - Exemples
Et quelquefois, faite surabondamment et mal à propos, la mention des circonstances aggravantes peut devenir cause de nullité
Toutefois, dans les cas de l'art. 63 du Code pénal, la connaissance des circonstances aggravantes est nécessaire pour le recéleur
Application de la disposition particulière de l'article 61, même Code
La nullité de la question principale infecte de nullité la question de complicité qui s'y réfère
Cas où le complice est poursuivi seul; quand l'auteur principal est en fuite, ou inconnu, ou décédé: exemples
Alors, nécessité absolue d'énoncer les faits constitutifs du crime principal
L'acquittement de l'accusé principal n'est point obstacle à la poursuite contre le complice. - Exemples en matière de faux, - vol, - avortement
A fortiori, quand l'accusé principal est acquitté pour défaut de discernement
En matière de banqueroute, malgré l'acquittement de l'auteur principal, le complice peut être poursuivi. - Nuances
L'art. 593, Code de commerce, qui ne mentionne que le recel, n'exclut pas les autres modes de complicité de la banqueroute, qui doivent être relevés, mais avec leurs éléments propres
En matière de faux témoignage, pas de poursuite contre le complice si l'auteur principal a été acquitté: en ce cas, le crime n'existe pas. - Il en est autrement, en matière de subornation de témoins
L'aggravation de peine qu'inflige à l'accusé principal son caractère personnel, est applicable au complice
Mais le caractère personnel du complice n'aggrave pas le fait principal
L'immunité accordée au mari ou à la femme, aux ascendants ou descendants, s'étend aux complices; non pas aux coauteurs
2994 à 3000. **SECTION II. - Forme matérielle des questions**
Les questions sont écrites
Il n'est pas indispensable qu'elles soient signées par le président
L'assistance du greffier n'est nullement nécessaire
La date n'est pas une formalité substantielle. - Les questions ordinaires peuvent être datées du jour de l'ouverture des débats; il en est autrement des questions résultant des débats. - Mais l'erreur n'est pas cause de nullité
Changements ou additions aux questions, licites; - mais approbation nécessaire des renvois, ratures, surcharges, interlignes
Sanction de la nécessité de cette approbation. - Nullité des additions ou changements irrégulièrement faits
Nullité des questions, si la surcharge ou rature irrégulière portent sur un mot substantiel: sinon, non
3001 à 3019. **SECTION III. - Mode de position des questions. - Incidents**
Mode de position des questions. - Il est réglé par la loi en vigueur au moment du jugement
La lecture publique, proprement dite, n'est pas prescrite à peine de nullité
Mais l'intérêt de la défense exige impérativement que les questions soient publiquement portées à la connaissance de l'accusé: c'est une formalité substantielle
Le président peut faire lire les questions par un de ses assesseurs, et même par le greffier
Constatation de la connaissance donnée à l'accusé. - Constatations suffisantes ou insuffisantes
Réclamation sur la position des questions. - Droit de réclamation ouvert au profit de l'accusé et du ministère public
Ce droit de réclamation s'étend aux questions posées comme résultant des débats. - Renvoi
Quand il n'y a pas de contentieux, la Cour n'est pas tenue d'engager les parties à prendre la parole
La Cour, tenue d'entendre les observations, n'est pas tenue de les accueillir au fond
Les réclamations peuvent être débattues avant la clôture des débats
Elles peuvent être élevées après cette clôture, au moment où, après son résumé, le président pose les questions. - Elles sont tardives quand les jurés sont entrés dans la chambre de leurs délibérations; à plus forte raison quand leur déclaration est lue; à plus forte raison encore devant la Cour de cassation
Le président pose seul les questions, quand il ne s'élève pas un contentieux formel
En cas de contestation véritable, c'est la Cour d'assises qui statue
Cependant, inutilité de l'intervention de la Cour si la réclamation ne porte que sur la forme, ou n'a pas pour but la disculpation de l'accusé ou l'atténuation de la peine
Quand elle statue, la Cour peut substituer sa propre rédaction à celle du président
Les arrêts doivent être motivés. - Exception au cas où la question pouvait être posée par le président seul, comme résultant des débats
Nécessité, quand il y a contentieux, d'entendre les deux parties
Rectification matérielle des questions. - Renvoi. - La rectification peut être opérée jusqu'au moment où la déclaration du jury a été lue à l'audience
Formule du procès-verbal relative aux questions
CHAP. III. - **Formulaire des questions sur les crimes prévus par la loi pénale.**
(Ordre des articles du Code pénal.)
Art. 2. - Tentative
Art. 60. - Complicité
Art. 61. - Refuge aux malfaiteurs
Art. 62. - Recel
Art. 63. - Recel avec connaissance
Art. 64. - Démence. - Force irrésistible
Art. 65. - Excuse
Art. 66 à 68. - Discernement
Art. 75 à 85. - Crime contre la sûreté intérieure de l'Etat
Art. 86. - Attentat contre l'Empereur et sa famille
Art. 87. - Attentat contre le gouvernement
Art. 88. - Tentative d'attentat
Art. 89. - Complot
Art. 90. - Résolution isolée d'attentat
Art. 91. - Attentat et complot tendant à troubler l'Etat
Art. 92. - Levée de troupes

Art. 93. - Usurpation de commandement
Art. 94. - Obstacle à la levée des gens de guerre
Art. 95. - Destruction, par l'explosion d'une mine, des propriétés de l'Etat
Art. 96 et 98. - Bandes armées
Art. 97. - Bandes armées dans un but d'attentat ou de complot
Art. 99. - Lieu de réunion fourni aux bandes
Art. 100. - Excuse légale
Art. 108. - Excuse légale
Art. 109 et 110. - Atteinte aux droits civiques
Art. 111. - Altération du scrutin
Art. 114. - Attentat à la liberté
Art. 118. - Acte contraire à la constitution au moyen de faux
Art. 119. - Refus de constatation de détention illégale
Art. 121. - Forfaiture
Art. 122. - Détention ou accusation illégales
Art. 124 et 125. - Coalition de fonctionnaires
Art. 126. - Forfaiture par démissions
Art. 130. - Empiétement
Art. 132. - Fausse monnaie d'or ou d'argent, de billon ou de cuivre
Art. 133. - Fausse monnaie étrangère
Art. 135. - Excuse: pièces pour bonnes
Art. 138. - Excuse: révélation, arrestation des autres coupables
Art. 139. - Contrefaçon des sceaux de l'Etat, billets de banque, effets publics
Art. 140. - Faux timbres, marteaux, poinçons
Art. 141. - Usage frauduleux des vrais timbres, marteaux ou poinçons
Art. 144. - Excuse: révélation ou arrestation des autres coupables
Art. 145. - Faux par fonctionnaires ou officiers publics par altération matérielle
Art. 146. - Même faux par altération intellectuelle
Art. 147. - Faux en écriture authentique et publique par autres que les fonctionnaires, - ou en écriture de commerce et de banque
Art. 148. - Usage
Art. 150. - Faux en écriture privée
Art. 151. - Usage de faux en écriture privée
Art. 158. - Délivrance de feuille de route sous un nom supposé
Art. 169. - Soustraction par des dépositaires publics
Art. 170. - Même crime
Art. 173. - Destruction et soustraction par des fonctionnaires
Art. 174. - Concussion
Art. 177. - Corruption
Art. 179. - Corrupteur
Art. 181. - Corruption de juge ou de juré
Art. 182. - Même crime avec circonstances aggravantes
Art. 186. - Violences par un fonctionnaire public
Art. 202 et 203. - Provocation suivie d'effet à la désobéissance à la loi par des ministres des cultes
Art. 205 et 206. - Même crime par écrit pastoral
Art. 208. - Correspondance des ministres des cultes avec des cours étrangères
Art. 209. - Rébellion
Art. 210. - Rébellion en réunion armée
Art. 211. - Même crime avec circonstances aggravantes
Art. 213. - Excuse
Art. 215. - Armes cachées
Art. 231. - Violences contre les officiers ministériels et agents de la force publique
Art. 232. - Même crime
Art. 233. - Même crime
Art. 239. - Evasion de détenus
Art. 240. - Même crime
Art. 242. - Même crime
Art. 243. - Même crime
Art. 253. - Vol à l'aide de bris de scellés
Art. 255. - Soustraction de pièces dans un dépôt public
Art. 256. - Même crime à l'aide de violence
Art. 265, 267 et 268. - Association de malfaiteurs
Art. 279. - Violences par des mendiants
Art. 302. - Assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement
Art. 303. - Actes de barbarie
Art. 304. - Meurtre et crime concomitants
Art. 309. - Coups, blessures, autres violences ou voies de fait
Art. 310. - Même crime avec préméditation ou guet-apens
Art. 312. - Même crime contre les ascendants
Art. 316. - Castration
Art. 317. - Avortement
Même article: maladie causée par substances nuisibles
Art. 321 et 322. - Excuses des meurtre et blessures
Art. 324. - Excuse pour les époux
Art. 325. - Excuse de la castration
Art. 331. - Attentat à la pudeur sans violence
Art. 332. - Viol et attentat à la pudeur avec violence
Art. 333. - Viol et attentats à la pudeur avec diverses circonstances aggravantes
Art. 340. - Bigamie
Art. 341. - Arrestation illégale, séquestration
Art. 342. - Même crime avec circonstance aggravante
Art. 343. - Excuse
Art. 344. - Même crime avec circonstances aggravantes
Art. 345. - Enlèvement, recélé, suppression, substitution et supposition d'enfant
Art. 351. - Exposition et délaissement d'enfant
Art. 354. - Enlèvement ou détournement de mineurs
Art. 355. - Même crime avec circonstance aggravante
Art. 356. - Même crime avec le consentement de la mineure
Art. 361. - Faux témoignage en matière criminelle
Art. 364. - Faux témoignage avec réception d'argent, etc.
Art. 365. - Subornation de témoins
Art. 381. - Vol avec circonstances aggravantes
Art. 382. - Même crime
Art. 383. - Même crime
Art. 384. - Même crime
Art. 385. - Même crime
Art. 386. - Même crime
Art. 396. - Vol de caisses, ballots et autres meubles fermés
Art. 397. - Vol par ouverture souterraine
Art. 400. - Extorsion de signature ou d'écrit
Art. 402 et art. 585, 586 et 591, Code de commerce. - Banqueroutes frauduleuse et simple
Art. 593, Code de commerce. - Crimes assimilés à la banqueroute frauduleuse
Art. 404. - Faillite et banqueroute par les agents de change et courtiers
Art. 407. - Faux par abus de blanc seing
Art. 408. - Détournements par serviteurs à gages, etc.
Art. 434. - Incendies
Art. 435. - Destruction par l'effet d'une mine
Art. 437. - Destruction d'édifices
Art. 439. - Destruction de titres

Art. 440. - Pillage
Art. 441. - Même crime avec atténuation facultative
Art. 442. - Chefs, instigateurs ou provocateurs
3020 à 3087. CHAP. IV. - **Avertissements et remise des pièces au jury**
3020 à 3061. **SECTION Ire. - Avertissements au jury**
3062 à 3087. **SECTION II. - Remise des pièces au jury**
3020 à 3061. **SECTION Ire. - Avertissements au jury**
§ 1er. - *Observations générales*
Les avertissements légaux concernent: les circonstances atténuantes, - la majorité nécessaire, - et le vote au scrutin secret
A côté des avertissements légaux peuvent se placer des conseils que le président croit utiles
Nécessité de constater dans le procès-verbal que les avertissements légaux ont été donnés
Il n'est pas indispensable de réitérer les avertissements quand les jurés sont renvoyés dans la chambre de leurs délibérations
Modèle de constatation dans le procès-verbal des avertissements légaux et des conseils utiles
§ 2. - *Des circonstances atténuantes et de l'avertissement qui les concerne*
Art. 1er. - *Des circonstances atténuantes.* - Historique de la législation relative aux circonstances atténuantes
Aucune question n'est posée sur les circonstances atténuantes dont le jury recherche spontanément l'existence
Le silence du jury est la négation des circonstances atténuantes
Le droit d'examen du jury revit tout entier quand il est renvoyé dans la chambre des délibérations pour rectifier sa déclaration qui ne mentionnait pas la majorité
C'est seulement en matière de grand criminel que le jury a le droit de déclarer ces circonstances
Ce droit existe alors même que les circonstances atténuantes permettent d'appliquer au crime une peine correctionnelle
Les Cours d'assises, jugeant sans l'assistance des jurés, ne peuvent accorder les circonstances atténuantes à l'accusé contumax. - Elles ne le peuvent pas non plus en Algérie
Définitions vaines de circonstances atténuantes: souveraineté absolue du jury
Quand il y a plusieurs accusés, la déclaration de ces circonstances doit être distincte et spéciale pour chacun d'eux
Art. 2. - *Avertissement relatif aux circonstances atténuantes.* - Nécessité d'avertir le jury
Pas de nullité si le président dit aux jurés que, quand ils reconnaissent l'existence des circonstances atténuantes, ils *peuvent* au lieu de ils doivent les déclarer
Pourquoi la loi veut que les jurés soient avertis
L'avertissement doit être donné *en toute matière criminelle,* sans distinction entre les crimes de droit commun et les crimes prévus par des lois spéciales
Il est nécessaire même au cas où, par son âge, l'accusé est à l'abri d'une peine infamante
Il n'est pas obligatoire quand il s'agit de simples délits exceptionnellement déférés au jury
Les jurés peuvent être avertis qu'ils ont le droit d'admettre les circonstances atténuantes d'une manière générale, ou sur chacun des chefs d'accusation
Le président ne doit pas indiquer que, dans son opinion personnelle, il n'y a pas lieu à l'admission des circonstances atténuantes; mais, s'il le fait, pas de nullité
ART. 3. *Constatation de l'avertissement.* - Pas de formule sacramentelle
Validité si le procès-verbal, sans énoncer les termes, annonce que l'avertissement a été donné en conformité de l'article 341. - Inutile de spécifier les modifications subies par cet article
Le président n'est pas tenu d'avertir le chef du jury qu'il doit poser à ses collègues la question des circonstances atténuantes
Nullité, si le procès-verbal ne constate pas que l'avertissement a été donné, ou s'il en résulte que l'avertissement a été insuffisant. - Exemples
La nullité est couverte si le jury admet les circonstances atténuantes: sa déclaration enlève tout grief à l'accusé
La nullité n'affecte pas les déclarations rendues en faveur de l'accusé
§ 3. - *Avertissement sur la majorité*
Diverses phases de la législation sur la majorité. - Loi actuelle
Erreur du président dans l'avertissement sur la majorité
Le procès-verbal doit constater que cet avertissement a été donné; mais il n'y a pas de formule exclusive
Dire: *à la majorité,* c'est suffisamment expliquer qu'il s'agit de la majorité simple
Les lois relatives à la majorité sont, dès leur promulgation, applicables aux procédures commencées
§ 4. - *Avertissement sur le vote au scrutin secret*
Lois qui ont prescrit le vote au scrutin secret
L'avertissement relatif à ce mode de vote est une formalité substantielle
Elle est présumée omise si le procès-verbal ne constate pas son accomplissement
La mention que le jury a été averti de voter au *scrutin* est insuffisante si l'on n'ajoute le mot *secret*
Autre exemple de mention trop vague
Toutefois le président n'est pas tenu d'entrer dans les détails d'exécution
La discussion est de droit, avant le vote du jury; mais le président n'est pas tenu de donner un avertissement à cet égard
Le défaut d'avertissement relatif au scrutin secret n'est pas couvert par l'admission des circonstances atténuantes
Quand l'avertissement est constaté, la loi n'exige pas la preuve que le jury a effectivement voté au scrutin secret
3062 à 3087. **SECTION II. - Remise des pièces au jury.**
Disposition de l'art. 341, C. d'instruction criminelle, relative à la remise des pièces au jury
Cette formalité n'est pas substantielle
Pièces qu'on DOIT *remettre.* - L'acte d'accusation doit être remis, mais sa lecture supplée à la remise
Les procès-verbaux doivent aussi être remis; mais, à défaut de cette remise, pas de nullité, surtout si leurs rédacteurs ont été entendus comme témoins lors du débat oral, et si l'accusé n'a pris aucune conclusion à cet égard
En matière de banqueroute, la remise incomplète de livres de commerce n'entraîne pas sa nullité si l'accusé n'a pas réclamé la remise totale
En matière de faux, pas de nullité si l'on ne remet pas les pièces de comparaison produites par l'accusé
Usage licite, pendant le débat oral, d'une partie des pièces à conviction
La Cour d'assises refuse avec raison d'éliminer certains procès-verbaux et actes joints au dossier
Pièces qu'on PEUT *remettre.* - Indication par la jurisprudence des pièces qu'on doit ou peut remettre: nombreuses espèces
On peut remettre les interrogatoires de l'accusé ou des coaccusés
Les pièces peuvent être remises quoiqu'elles n'aient pas été lues à l'audience
L'irrégularité des pièces n'est pas un obstacle à la remise qui n'est faite qu'à titre de renseignements
Mais, malgré la demande de l'accusé, la Cour peut refuser la remise de telles pièces
Les pièces de conviction peuvent n'être pas remises
La traduction des pièces écrites en langue étrangère, quoique convenable, n'est pas une nécessité légale
Quelquefois les pièces peuvent être remises au jury avant son entrée dans la chambre des délibérations et des l'ouverture des débats
Pièces qu'on ne doit pas remettre. - Défense de remettre les dépositions écrites des témoins. - Pas de nullité si on les remet
Cependant il y a nullité pour atteinte aux droits de la défense si les pièces n'ont pas été communiquées ou lues à l'accusé
Qui doit-on considérer comme étant *des témoins?*
Défense implicite de remettre les pièces qui ne sont pas *pièces du procès.* - Pas de nullité si on les remet, à moins que l'accusé n'ait pas été mis en mesure de les combattre: en ce dernier cas, violation des droits de la défense
Constatation de l'accomplissement de la formalité. - Mention du procès-verbal et sa portée
Pas de nécessité d'un récolement ou inventaire des pièces
Le silence du procès-verbal n'est pas cause de nullité
En cas de renvoi du jury dans la chambre de ses délibérations, il n'y a pas nécessité de réitérer la remise des pièces
Formule du procès-verbal: modèle
L'examen est terminé, la délibération du jury va commencer
FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIEME (1er VOLUME).